



**HAL**  
open science

# Sécurité pour qui et à quel prix? Les Unités de Police Pacificatrice (UPP) à Rio de Janeiro dans le journal O Globo (2010-2018)

Camila Cabral Salles

► **To cite this version:**

Camila Cabral Salles. Sécurité pour qui et à quel prix? Les Unités de Police Pacificatrice (UPP) à Rio de Janeiro dans le journal O Globo (2010-2018). Sciences de l'information et de la communication. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2020. Français. NNT : 2020PA030094 . tel-03474114

**HAL Id: tel-03474114**

**<https://theses.hal.science/tel-03474114>**

Submitted on 10 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3

ED 267 – École Doctorale Arts et Médias  
EA 1484 – CIM (Communication, Information, Médias)

Thèse de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication

Camila CABRAL SALLES

**Sécurité pour qui et à quel prix ?**  
*Les Unités de Police Pacificatrice (UPP) à Rio de Janeiro dans le journal O Globo (2010-2018)*

Thèse dirigée par Jocelyne ARQUEMBOURG  
Soutenue le 01 décembre 2020

**Jury :**

Madame Jocelyne ARQUEMBOURG, Professeure des Universités,  
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 (Directrice de thèse)

Madame Teresa Cristina CARRETEIRO, Professeure des Universités,  
Université Fédérale Fluminense (rapporteuse)

Madame Vera FRANÇA, Professeure des Universités, Université Fédérale de  
Minas Gerais (rapporteuse)

Madame Sophie MOIRAND, Professeure émérite, Université Sorbonne  
Nouvelle Paris 3 (Président)

Monsieur Olivier VOIROL, Maître d'enseignement et de recherche, Université  
de Lausanne (examineur)

## **Sécurité pour qui et à quel prix ? Les Unités de Police Pacificatrice (UPP) à Rio de Janeiro dans le journal *O Globo* (2010-2018)**

### **Résumé :**

À la fin de l'année 2008, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro créa dans certaines favelas de la ville le projet des Unités de Police Pacificatrice, connu sous l'acronyme UPP. L'objectif de ce programme de pacification était d'occuper en permanence les bidonvilles de Rio afin de les sécuriser et de rétablir les liens de confiance entre les habitants et les policiers. L'objectif de cette recherche est d'étudier la dynamique de la mise en récit des Unités de Police Pacificatrice sous le prisme de sa médiatisation dans le journal carioca *O Globo*. En prenant en compte les dimensions réelles et symboliques des récits médiatiques, nous nous demandons dans quelle mesure ces reportages peuvent avoir joué un rôle dans le processus d'organisation de l'attention de notre regard et de nos demandes politiques. Plus globalement, nous nous interrogeons sur ce que dit un récit de presse par rapport à la société dont il est le reflet.

Dans le cadre de ce travail, nous appréhendons le domaine de la communication en mettant en lumière l'activité de compréhension réciproque qu'il rend possible. Il a ainsi été question d'examiner les médias en tant que sphère de la société qui dialogue avec les autres sphères qui en font partie et qui serait capable de modifier la façon dont nous concevons les pratiques sociales et la société en elle-même. Le lien qui tisse cette recherche entre les thématiques de la pauvreté, de l'insécurité, des inégalités et de la peur s'avère tout à la fois central et original pour comprendre comment, entre 2010 et 2018, *O Globo* a mis en récit le projet de pacification. Dans un régime démocratique, les médias assurent la circulation des opinions et contribuent, ainsi, au débat politique. Il était ici question d'analyser la manière dont les discours sur l'insécurité, la peur et la violence deviennent présents dans la réalité carioca par le biais des reportages d'*O Globo* qui traitent des Unités de Police Pacificatrice.

**Mots-clés :** *Unité de Police Pacificatrice (UPP), Sécurité Publique, Récits médiatiques, favelas, peur, journalisme, pauvreté.*

# Security for whom and at what cost ? The Peacekeeping Police Units in Rio de Janeiro (UPP) through the lens of the newspaper *O Globo* (2010-2018)

## *Abstract*

By the end of 2008, the government of the state of Rio de Janeiro, in Brazil, established Peacekeeping Police Units (UPP) at certain *favelas* (slums). This pacification program aimed at occupying permanently those slums in Rio, promoting security and restoring bonds of trust between citizens and the police. This research's objective is to study the Peacekeeping Police Units narrative dynamics from the mediated point of view of the local newspaper, *O Globo*. Considering both real, and dynamic media narrative dimensions, we question the influence its reporting about the subject might have had in directing our attention, as well as our political demands. Putting it more generally, we question what has been said in a certain press narrative about the society which it mirrors.

Having this framework in mind, we analyse the communication setting as we highlight the activity of reciprocal comprehension that makes it possible. It is then required to examine the media as a sphere of society as it stands in dialogue with other spheres of society and could alter the way we conceive social practices and society itself. The way *O Globo* has construed its narrative around the pacification project, between 2010 and 2018 : that is what this research tries to understand, weaving together the themes of poverty, insecurity, inequality, and fear. In a democracy, the media is the guarantee of the circulation of opinions, helping the political debate. Our focus is to analyse the way in which the discourse on insecurity, fear, and violence became present to the *carioca* reality through *O Globo*'s coverage of the Peacekeeping Police Units.

**Keywords:** Peacekeeping Police Units (UPP), Public Security, Media narratives, favelas, fear, journalism, poverty.

*À toutes les mères qui ont perdu leurs enfants à cause des affrontements dans les favelas.*

*À ma grand-mère, mon exemple de force, générosité et bonne humeur à tout jamais.*

## Remerciements

J'adresse mes sincères remerciements à Jocelyne Arquembourg, qui a cru en ce projet et m'a incitée à suivre le chemin de la réflexion académique.

Aux membres du jury d'avoir accepté de consacrer leur temps à discuter de mes recherches.

Je remercie mes collègues du laboratoire, tout spécialement Thierno Barry, pour les discussions enrichissantes et pour son accueil chaleureux dès les premières réunions et Camila Pérez Lagos pour tous les moments de joie et d'angoisse partagés, les bières, les déjeuners libanais, les travaux pour lesquels nous avons collaboré et pour me montrer que la recherche se fait aussi avec légèreté, dans la camaraderie et la bonne humeur !

J'exprime toute ma gratitude à Eugène Enriquez pour la générosité, la disponibilité, la patience et la bienveillance qu'il a manifestées à mon égard tout au long de ces années. J'ai mis du temps à prendre conscience que c'est en écoutant l'une de vos conférences, il y a très longtemps, que le travail académique a commencé à éveiller quelque chose en moi. Aujourd'hui je suis certaine que c'est en vous écoutant que j'ai réussi à développer et à conclure cette thèse.

Je remercie mes parents qui m'ont toujours soutenue, chacun à sa manière. Merci pour le plus grand amour du monde et pour me montrer qu'il faut se battre pour ce que nous croyons.

Merci à Pablo qui me rappelle sans cesse qu'il faut se montrer courageux et patient dans la vie.

Nina Santos et Camila Moreira Cesar ont rendu les journées de travail à la BNF (et ma vie!) beaucoup plus drôles, productives et animées. Merci d'avoir toujours été là quand j'avais besoin de parler de la thèse, de m'avoir aidée à regarder au-delà de mes incertitudes et de mes angoisses, de m'avoir tout à la fois procuré une écoute attentive, critique et accueillante et des mots d'encouragement et de confiance.

Ma gratitude va également à Dominique Guerin, Andrea Barros Leal et Andrea Paleari pour tant de choses qu'il serait impossible de mettre en mots. Je vous remercie pour l'amour, la tendresse et l'amitié de tous les jours ; pour les soirées, les voyages, les déjeuners en famille et les fermetures des bars ; merci de m'avoir montré qu'il existe toujours une solution à chaque problème et d'avoir supporté mes sautes d'humeur. Merci, enfin, d'être toujours là pour moi!

Je tiens également à remercier David Giraud et Jorge Waquin d'avoir relu une partie de ma thèse et pour les questions de traduction/révision de dernière minute.

Merci à la très belle équipe des trois restaurants les plus chaleureux de Paris, où j'ai travaillé durant toute la durée de cette thèse : Fabien, Didier, Karine, Sandra, Max, Catherine, Andrea, Nandy, Tharsan, Jean, Selva, Tchaka et Prem. Merci pour les repas délicieux en fin de service, pour les fermetures qui devenaient une fête, pour les discussions et rigolades autour d'un verre au comptoir,

pour avoir le meilleur gâteau au chocolat du monde et pour les mots d'encouragement !

Merci à mes amis brésiliens et à ma famille qui m'ont toujours soutenue et qui font de chaque retour au Brésil une source d'amour, de force et d'énergie. Je suis tout spécialement reconnaissante envers Maria Eduarda Chagas, Fernanda Cecchetto, Fernanda Kassar, Alexandre Iachan, Izabela Pita, João Pedro Medeiros, Lucas Faulhaber, Marco Pestana, Julia Resende, Talita Duvanel, Barbara Carvalho, Juliana Braeher, Radha Barcelos, Carla Cabral, Clarissa Cabral, Helifrançis Condé, Daniel Leite, Ana Cabral, Carlos Carneiro et Marcela Casali.

Aux ami(e)s que j'ai eu le plaisir de rencontrer à Paris et qui m'ont aidée à faire de cette ville un vrai "chez moi". Merci pour les soirées, les rigolades, le partage et le "carinho" de tous les jours!

Enfin, mes remerciements vont à mes rayons de soleil : Lina, Theo, Gabriel, Caique, Ravi et Olivia, la nouvelle génération qui va essayer de faire de ce monde un lieu plus juste et qui le rend déjà beaucoup plus beau et drôle.

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	9
<b>Première Partie – La pauvreté comme problème: les favelas et les Unités de Police Pacificatrice (UPP)</b> .....	23
Chapitre 1: La question de la pauvreté et des favelas .....	25
I. Brasil, mostra a tua cara .....	30
II. Le visible et l'invisible .....	35
III. Les favelas et la ville de Rio .....	45
Chapitre 2 : La question de la peur ou la pauvreté comme problème .....	53
I. La peur et la ville .....	56
II. De la norme au risque .....	67
Chapitre 3 : La question de l'insécurité et les débats sur les droits de l'homme .....	76
I. La question de la violence .....	80
II. Le projet des Unités de Police Pacificatrices (UPPs), une solution ? .....	86
II.1 Le début des Unités de Police Pacificatrices .....	89
II.2 Le début de la fin .....	90
II.3 La décadence .....	93
<b>Deuxième Partie – Le récit médiatique comme construction de sens : les médias et les sociétés</b> .....	99
Chapitre 4 : Pourquoi le récit médiatique importe-t-il ? .....	102
I. Les médias : une sphère qui dialogue avec les autres sphères de la société .....	105
II. Le rôle des médias dans la couverture médiatique de la violence : une seule « manière de voir » ? .....	110
III. La notion de récit selon Paul Ricœur .....	114
IV. Le courant pragmatiste de la communication et les enseignements de John Dewey .....	123
IV. 1 L'expérience et l'enquête .....	124
IV. 2 Le public, le privé et la démocratie .....	126
V. L'herméneutique et le courant pragmatiste de la communication : une rencontre possible ? .....	128
Chapitre 5 : Les discussions autour de la notion de <i>cadre</i> .....	131
I. L'utilisation de la notion de cadre dans le domaine de la communication .....	135
II. Le caractère relationnel des cadres .....	138
III. La notion de cadre et les sujets politiques dans la presse .....	141
IV. Aspects méthodologiques de note recherche .....	145
IV.1 Le choix du corpus .....	149
IV.2 Les cinq cadres de notre corpus .....	151
IV.3 Le journal <i>O Globo</i> .....	154
<b>Troisième partie – Analyse des récits médiatiques du journal <i>O Globo</i></b> .....	158
I. Les cadres épisodiques et les cadres thématiques de Shanto Iyengar : une tentative .....	160
I.1 Les cadres épisodiques et thématiques durant la première période de notre corpus (2010-2012) .....	161
I.2 Les cadres épisodiques et thématiques durant la deuxième période de notre corpus (2013) .....	162
I.3 Les cadres épisodiques et thématiques durant la troisième période de notre corpus (2016-2018) .....	164
Chapitre 6 : La première période ou le début et les promesses des Unités de Police Pacificatrice .....	167
I. L'euphorie médiatique et l'éloge des UPPs .....	171
I.1 La saisie de stupéfiants et des armes comme preuve de l'efficacité du projet de pacification et la logique de productivité policière .....	173
I.2 La pacification qui fait peur aux criminels .....	178
I.3 La visibilité internationale du projet .....	181
I.4 La magie de la pacification et la figure de José Mariano Beltrame en tant que héros du projet .....	184
II. L'explosion du nombre des Unités de Police Pacificatrice en 2010 et 2012 .....	187
II.1 De l'asphalte à la favela : tous gagnants .....	190
II.2 Les tribunes et les articles en tant qu'espaces de la critique .....	193
III. Conclusion du chapitre ou, finalement, que signifie le cadre « UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice » ? .....	197
Chapitre 7 : La deuxième période, ou quand tout commence à basculer .....	201
I. La disparition d'Amarildo .....	205
I.1 Les premiers reportages ou le « nœud de circulation » .....	206
I.2 La guerre des versions .....	215
I.3 La faute de la police .....	219



II. 2013, une année ambiguë -----	222
II.1 Doutes concernant le projet et les changements au sein de la police -----	225
II.2 Les tribunes et articles : les lieux de rencontre de différents points de vue -----	229
III. Conclusion du chapitre ou, finalement, que signifie le cadre « UPP : nouvelle police, vieilles habitudes » ? -----	233
Chapitre 8 : La troisième période ou la décadence des Unités de Police Pacificatrice -----	238
I. La peur est de retour -----	240
I.1 La peur aux quatre coins de la ville et à n'importe quelle heure -----	243
I.2 La police qui fait peur -----	249
II. La décadence du projet -----	257
II.1 Le départ de José Mariano Beltrame -----	261
II.2 L'intervention militaire à Rio -----	269
II.3 La fermeture de plusieurs Unités de Police Pacificatrice -----	273
III. Conclusion du chapitre ou, finalement, que signifie le cadre « UPP : une voie qui peut dérapier » ? --	277
<b>Conclusion</b> -----	283
<b>Bibliographie</b> -----	298

## Introduction

« Depuis le début pour l'or et l'argent  
Regarde qui meurt, alors tu vas voir qui tue  
Reçoit le mérite, l'uniforme qui pratique le mal  
Me voir pauvre, emprisonné ou mort est déjà culturel »  
*Negro Drama, Racionais MC's<sup>1</sup>*

Depuis plusieurs décennies, la question de l'insécurité a toujours été présente dans l'esprit des brésiliens. À Rio de Janeiro, notre ville d'origine, elle demeure, sans doute, l'une des plus grandes préoccupations des citoyens *cariocas*. Et cela n'est pas nouveau. Pendant les années 1990, l'État de Rio a connu, en effet, un pic de violence et le taux de létalité a alors atteint son maximum avec 64,8 décès pour 100 000 habitants, en 1994<sup>2</sup>. Pendant toute cette décennie, il n'est jamais descendu en dessous de 45,0 (chiffre de 1999).

Selon plusieurs chercheurs du domaine de la sécurité publique, cette période très violente des années 90 pouvait être comprise comme une sorte de reliquat de la dictature militaire, le « vestige » d'une période que le Brésil n'avait pas encore totalement surmontée<sup>3</sup>. C'est en 1995, par exemple, que le général Nilton Cerqueira (chef de l'opération qui avait été à l'origine de la mort du militant de gauche Carlos Lamarca sous la dictature) a été nommé Secrétaire de Sécurité par le gouverneur Marcelo Alencar. À l'époque, Cerqueira avait mis fin à plusieurs projets du gouvernement précédent, y compris à celui d'une police communautaire<sup>4</sup>.

Durant les années 2000, le taux de létalité de l'État de Rio oscillait entre 44,0 et 48,0 et c'est en 2012 qu'il a atteint son niveau le plus bas, soit 28,7 décès pour 100 000 habitants, grâce notamment à un projet de sécurité publique créé à la fin de l'année 2008 : le projet des Unités de Police Pacificatrice, connu sous l'acronyme UPP. Ce projet, présenté par le gouvernement de Sérgio Cabral Filho et réalisé en partenariat avec les trois sphères du pouvoir public au Brésil (fédéral, de l'état de Rio et municipal), vise à créer une sorte de police communautaire et de cette manière, à occuper en permanence les favelas. Ainsi, en s'appuyant sur les principes de la police de proximité, la stratégie de ce projet, selon l'État de Rio, repose sur un partenariat entre les populations vivant

---

<sup>1</sup> Chanson intitulée *Negro Drama* (drame noir, si nous traduisons librement) du groupe de rap *Racionais MC's*. Paroles originales : « Desde o início por ouro e prata / Olha quem morre, então veja você quem mata / Recebe o mérito, a farda que pratica o mal / Me ver pobre, preso ou morto já é cultural ». Compositeurs : Edy Rock / Mano Brown.

<sup>2</sup> Source : Rapport « Séries históricas anuais de taxa de letalidade violenta no estado do Rio de Janeiro e grandes regiões », publié par *L'instituto de Segurança Pública* en mars 2019. Disponible sur : <http://www.ispdados.rj.gov.br/Arquivos/SeriesHistoricasLetalidadeViolenta.pdf>

<sup>3</sup> Voir, par exemple, LIMA, Renato Sergio de ; RATTON, José Luiz et GHIRINGHELLI DE AZEVEDO, Rodrigo (Orgs.), *Crime, polícia e justiça no Brasil*, Contexto, São Paulo, 2014.

<sup>4</sup> Son mandat a été marqué par des mesures qui ont suscité beaucoup de controverses, même au sein de la police, comme par exemple, la création de la « prime western », incorporée dans le salaire des policiers s'ils excellaient dans des actions qui mettaient en évidence un « mérite particulier ».

dans ces bidonvilles et les institutions de sécurité publique du gouvernement<sup>5</sup>. L'objectif était de rétablir des liens de confiance entre les habitants et les policiers. Deux personnalités très célèbres et très médiatisées à l'époque, à savoir Sérgio Cabral Filho, gouverneur de l'État de Rio, et José Mariano Beltrame, le secrétaire d'État à la sécurité publique, considérés comme les « pères » ou les « parrains » de ce projet, sont très vite devenus les symboles des UPPs.

C'est donc à la fin du mois de novembre 2008 que le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro créa la première Unité de Police Pacificatrice (UPP) dans la favela *Dona Marta*, située dans le quartier résidentiel de Botafogo. Quelques jours après l'occupation policière, dans le journal *O Globo* – le principal quotidien carioca et l'un des plus importants du pays –, le reportage qui annonçait la création de la première UPP, affirmait dès son titre : « *Dona Marta libérée des bandits* »<sup>6</sup>.

Ce titre, à lui seul, suscitait déjà de nombreuses questions. Comment, étant donné l'historique de la violence de la ville de Rio, finalement, quelques jours d'occupation policière ont-ils pu suffire pour que la favela soit, comme le journal l'annonce, « libérée des bandits » ? Comment, selon *O Globo*, une nouvelle politique publique a-t-elle réussi à résoudre en à peine quelques jours l'un des plus grands problèmes publics de Rio ? De plus, qui sont ces « bandits » et que sont-ils devenus ? Enfin, pourquoi un problème de sécurité publique si complexe et qui perdure depuis tant d'années peut-il être considéré par le journal le plus important de la ville comme résolu de cette manière si rapide, presque comme par un tour de magie ?

Pour commencer à comprendre la question des Unités de Police Pacificatrice, il faut, en effet, également saisir le contexte dans lequel elles ont été mises en place. À cette époque, Rio se préparait en vue d'accueillir les deux plus grands événements sportifs du monde : La Coupe du Monde de Football, en 2014, et les Jeux Olympiques et Para-olympiques, en 2016<sup>7</sup>. Il est donc clair que le projet de Police Pacificatrice n'avait pas seulement pour objectif de résoudre les fréquents affrontements entre les policiers et les trafiquants de drogue dans les favelas dont, chaque année, des milliers de personnes (policiers et résidents) étaient victimes. Il nous paraît assez évident que ce projet a également vu le jour afin de donner une meilleure vision de Rio aux touristes qui comptaient venir assister à ces événements.

Depuis très longtemps, l'image, en effet, qui collait à Rio de Janeiro était celle d'un lieu de contrastes, car cette ville pouvait tout à la fois incarner l'abondance et la pénurie, la joie et la

<sup>5</sup> Source : *UPP – Veio para ficar*, Governo do Estado do Rio de Janeiro, Secretaria de Segurança Pública, ouvrage disponible sur le lien: [http://www.upprj.com/upload/multimedia/LIVRO\\_UPPs.pdf](http://www.upprj.com/upload/multimedia/LIVRO_UPPs.pdf)

<sup>6</sup> Dans la version originale: « *Dona Marta livre dos bandidos* », reportage d'*O Globo*, publié le 03/12/2008, p. 12. D'ores et déjà, il convient de souligner que toutes les traductions ont été faites librement par nous-même et que les textes originaux seront toujours disponibles en note de bas de page.

<sup>7</sup> En 2008, la réalisation de la Coupe du Monde au Brésil était déjà confirmée. La réponse concernant les JO a été officialisée seulement en 2009 par le Comité Olympique International (COI), mais la ville de Rio avait déjà totalement misé sur l'approbation de sa candidature, étant donné le résultat positif concernant la Coupe du Monde.

tristesse, la beauté et la laideur. Par exemple, dans une revue qui lui a été consacrée, organisée par Graciela Schneier et Ana Maria Monteiro en 1990, nous pouvons remarquer le titre suivant : « Rio de Janeiro. La beauté du Diable »<sup>8</sup>. Depuis très longtemps, Rio surprend les voyageurs du fait de ses disparités : d'un côté, un magnifique décor naturel qui enveloppe la ville et, de l'autre, l'aspect très inégal entre ses quartiers et les conditions de vie de ses habitants. D'une certaine manière, Rio traduit bien la diversité et les contrastes caractéristiques de la société brésilienne dans son ensemble dont, de même, les *favelas cariocas* constituent l'une des illustrations les plus visibles : elles servent de refuge à la marginalité urbaine, mais aussi de lieu de résidence d'une importante et honnête partie de la population ; elles constituent un endroit considéré par certains comme « sans culture », mais qui est en même temps le berceau de la samba et du carnaval.

Nous nous proposons ainsi d'analyser dans cette thèse les textes journalistiques du quotidien *O Globo* qui se sont intéressés aux Unités de Police Pacificatrices pendant presque dix ans, entre 2010 et 2018. Nous pouvons déjà nous poser les premières questions à ce sujet, c'est-à-dire comment le journal a-t-il caractérisé ce projet de Police Pacificatrice ou, autrement dit, que sont les UPPs selon le journal *O Globo* ? Quels sont leurs objectifs, selon le quotidien ? À qui ces unités vont-elles s'intéresser ? Pour qui et pourquoi ont-elles été créées ?

Nous allons constater que, si au début, ce projet a été considéré comme une politique sécuritaire presque salvatrice, reçue avec beaucoup d'enthousiasme par les médias et une grande partie de la population de Rio, au bout de quelques années, plusieurs problèmes structureaux ont fait surface. Aujourd'hui, même si les Unités de Police Pacificatrices existent encore dans certaines favelas (de 38 unités inaugurées elles sont passées à 31), l'échec de ce projet – tout du moins par rapport aux objectifs préalablement annoncés – est flagrant. D'ailleurs, même si la suppression de cette politique sécuritaire n'a pas encore été annoncée, plusieurs sources estiment qu'elle n'existe déjà plus dans les faits<sup>9</sup>.

Pour notre travail d'analyse, étant donné l'ampleur du matériel, nous proposons une coupure temporelle qui sera justifiée dans le chapitre méthodologique. D'ores et déjà, il convient de souligner que plus de 550 reportages ont été examinés sans l'aide d'aucun logiciel. En réalité, au fil de cette thèse, nous ne prétendons pas réaliser un travail portant sur *les* récits médiatiques qui traitent des Unités de Police Pacificatrices de Rio, et ce pour deux raisons : tout d'abord car nous sommes consciente que nous analysons un seul média ; et ensuite parce que, véritablement, il nous paraît impossible d'étudier un sujet, quel qu'il soit, dans sa complétude. Dans toute analyse il existe,

---

<sup>8</sup> SCHNEIER, Graciela et MONTENEGRO, Ana Maria (eds). « Rio de Janeiro. La Beauté du Diable », Autrement, Série Monde HS n°. 42, 1990.

<sup>9</sup> En 2017, dans un reportage d'*O Globo*, plusieurs policiers ont admis que le programme de pacification avait échoué et qu'il n'existait plus que sur le papier : <https://oglobo.globo.com/rio/a-upp-ja-acabou-so-estamos-aguardando-ordem-para-sairmos-daqui-diz-policial-22188130>

et il existera toujours des zones qui demeureront occultées. Ainsi, dans ce travail, il ne s'agit pas non plus d'essayer de produire une sorte de généralisation sur les discours médiatiques liés à la thématique de la sécurité publique et au projet d'UPP. En revanche, ce qui nous paraît plus intéressant dans une recherche qualitative dont l'objectif serait d'étudier le matériau empirique en essayant « d'accéder à l'intelligibilité du discours, des expériences et des pratiques », selon la définition de Paillé et Mucchielli<sup>10</sup>, c'est précisément d'accepter la singularité de chaque recherche. Il est bien évident qu'il n'y a jamais un seul contexte pertinent ni une seule interprétation possible. Et c'est précisément ce qui fait également, à nos yeux, en grande partie, la richesse d'un travail de recherche : ses particularités, les choix qui ont été opérés par ses auteurs tout au long de leur cheminement, enfin, le côté créateur et créatif de tout travail académique.

Cependant, il est, sans nul doute, tout aussi important de mettre en évidence ce que nous proposons dans cette étude de même que nos principaux objectifs de recherche. Aussi, ce travail a pour objectif général d'étudier les textes journalistiques portant sur le projet de police pacificatrice dans le journal *O Globo* pendant presque dix ans en essayant d'identifier ce que sont les UPPs selon *O Globo*. Nous le savons, les récits médiatiques sont le résultat d'un phénomène complexe d'enchevêtrement de voix et ont toujours une origine énonciative multiple, ce qu'Alice Krieg-Planque et Sophie Moirand qualifient de « polyphonie ». C'est la raison pour laquelle, comme nous allons le détailler dans notre chapitre méthodologique, l'étude des cadres d'inspiration goffmanienne nous sert également de méthode tout comme la théorie des récits de Paul Ricœur.

À travers une telle analyse, nous nous proposons d'observer comment les acteurs sociaux impliqués dans cette couverture agissent de manière discursive dans le processus de légitimation (ou de réfutation) de cette politique de sécurité publique. D'ores et déjà, il convient de souligner que notre proposition examine le processus de communication à partir de la perspective praxéologique selon laquelle la communication est conçue comme « une activité conjointe de construction d'une perspective commune, d'un point de vue partagé, comme base d'inférence et d'action »<sup>11</sup>. En ce sens, c'est dans la pratique et dans l'expérience des sujets que la communication a lieu et c'est dans cette perspective qu'elle doit être étudiée. C'est le pragmatisme en tant que courant qui comprend la communication comme un processus d'interaction qui nous sert de base pour ce travail. Pour cette approche, il est essentiel que la réflexion soit ancrée dans l'action, en tenant toujours compte de ses éventuelles conséquences.

De plus, en prenant en compte les dimensions réelles et symboliques des récits médiatiques et en nous appuyant sur les travaux du sociologue Olivier Voirol, selon lequel « la

---

<sup>10</sup> PAILLE, Pierre et MUCCHIELLI, Alex. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Quatrième édition, Armand Colin, collection U, 2016, p. 381.

<sup>11</sup> QUÉRÉ, Louis. « D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique », *Réseaux*, vol. 46-47, no. 1, 1991, p. 76.

scène de visibilité médiatique est structurée par un ordre du visible qui inclut autant qu'il exclut »<sup>12</sup>, nous pouvons nous demander dans quelle mesure ces reportages d'*O Globo* peuvent avoir joué un rôle dans le processus d'organisation de l'attention de notre regard et de nos demandes politiques. En combinant cette réflexion à l'étude des cadres médiatiques d'inspiration goffmanienne, nous allons examiner quels sont les cadres qui ressortent quand nous nous penchons sur la façon dont ce quotidien couvre la thématique des Unités de Police Pacificatrices à différents moments de leur trajectoire. Ces territoires dits « pacifiés » sont-ils finalement considérés comme partie intégrante de la « *cidade maravilhosa* »<sup>13</sup> ? Ses habitants bénéficient-ils de la pleine citoyenneté garantie ?

Dès à présent, il nous semble également important de reconnaître la place d'où nous parlons : je suis (et maintenant il s'avère important de mettre ce verbe à la première personne du singulier) une femme blanche, hétérosexuelle, de classe moyenne (donc privilégiée), née dans la ville de Rio. Étudier les discours médiatiques qui traitent des favelas et des Unités de Police Pacificatrices pourra nous permettre de mieux comprendre la réalité de la ville et de mieux cerner certains de ses problèmes publics, mais ne nous autorise pas à parler à la place de ses habitants.

Les nombreuses études portant sur les favelas brésiliennes, surtout dans le domaine de la sociologie, nous invitent, en effet, depuis longtemps, à réfléchir sur cette question. Les travaux éclairants de Licia do Prado Valladares, Luiz Antônio Machado da Silva et Marcia Pereira Leite, pour n'en citer que quelques-uns, démontrent que la favela nourrit l'imaginaire social et structure le discours scientifique et médiatique depuis plus d'un siècle tout en demeurant toujours d'actualité<sup>14</sup>. Comme nous l'avons déjà souligné, si nous réfléchissons à la ville/l'état de Rio de Janeiro, où l'espace géographique est si particulier (avec la mer et les collines), la présence de favelas parfois au milieu de quartiers bourgeois nous offre un exemple de l'immense contraste qui existe entre le mode de vie des plus pauvres et celui des plus aisés.

De plus, nous savons que plusieurs tentatives d'urbanisation ainsi que d'autres nombreuses mesures liées au « maintien de l'ordre » sont apparues au cours du XXe siècle. Cependant, aucune d'entre elles n'a définitivement conçu les favelas comme un territoire qui appartient effectivement à la ville. De ce fait nous nous interrogeons encore aujourd'hui sur la définition de la figure du pauvre proposée par Georg Simmel, au début du XXe siècle, dans laquelle sont toujours impliquées les notions de présent et d'absent<sup>15</sup>.

La situation brésilienne n'est, bien sûr, pas unique. Si on la compare brièvement à celle

<sup>12</sup> VOIROL, Olivier. « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, p. 99.

<sup>13</sup> Expression très récurrente pour faire référence à la ville de Rio et que nous pouvons traduire par « ville merveilleuse »

<sup>14</sup> VALLADARES, Licia. *La favela d'un siècle à l'autre*, Maison Des Sciences de l'Homme, Horizons américains, Paris, 2006.

<sup>15</sup> SIMMEL, Georg. *Les Pauvres*, Quadrige / PUF, Traduit de l'allemand par Bertrand Chokrane, 3<sup>ème</sup> édition, Paris, 2005.

d'autres pays, l'on constate, en effet, à quel point le regard social et médiatique sur ces territoires défavorisés est fondamentalement conditionné par une culture urbaine structurée par l'opposition centre/périphérie, dedans/dehors ou, dans notre cas, *favela/asphalte*. Si nous jetons un coup d'œil sur la situation en France, nous retrouvons par exemple de nombreuses études selon lesquelles, comme l'affirme Guy Lochard en s'appuyant sur le travail de Loyer, « *la banlieue n'a pas droit de cité* »<sup>16</sup>.

Néanmoins, certains aspects de la culture, de l'histoire, de l'économie, enfin, de la société brésilienne, font que la question de la pauvreté et de l'inégalité dans ce pays mérite d'être analysée dans une perspective plus détaillée. Le Brésil est, en effet, le plus grand pays d'Amérique du Sud et le cinquième au monde de par la superficie de son territoire. Si nous considérons son Produit Interne Brut (PIB) en 2017, nous constatons qu'il est placé en tant que huitième puissance économique mondiale, selon le Fonds Monétaire International (FMI). En même temps, il demeure l'un des pays les plus inégaux au monde, avec plus de 16 millions de personnes en-dessous du seuil de pauvreté selon un rapport publié par la Banque Mondiale, en 2017<sup>17</sup>. À travers deux exemples, cette disparité peut se traduire en chiffres afin que l'on puisse mieux la comprendre, à savoir qu'au Brésil, six personnes possèdent une richesse équivalant à l'ensemble des biens des 100 millions de Brésiliens les plus pauvres ; entre 2000 et 2016, le nombre de personnes d'origine brésilienne figurant sur la liste du magazine économique américain *Forbes* "*The World's Billionaires*" est passé de 10 à 31<sup>18</sup>.

Ces chiffres peuvent très certainement nous donner une idée de la situation actuelle au Brésil. Cependant, comme nous l'enseignent les travaux de Vera Malaguti, il s'avère nécessaire de connaître le passé pour mieux comprendre le présent. Il est ainsi primordial de souligner également d'autres points liés à l'histoire brésilienne. Il convient, tout d'abord, de rappeler que le Brésil est une ancienne colonie portugaise et que la démocratie brésilienne est récente : le plus grand pays d'Amérique du Sud n'a connu son premier régime démocratique qu'en 1945, avant d'être une dictature militaire entre 1964 et 1985. Signalons, par ailleurs, qu'il a été le dernier pays du continent américain et le dernier État occidental à abolir l'esclavage, en 1888, par le biais d'une loi signée par la princesse Isabel (*Lei Aurea*). Avant cela, la population noire d'origine africaine avait constitué sa principale main-d'œuvre pendant plus de trois siècles. L'histoire brésilienne est donc marquée par la violence : sur ces 520 années connues à travers les récits, c'est-à-dire après l'arrivée des Portugais,

---

<sup>16</sup> LOCHARD, Guy. « La figure du "jeune des banlieues" en France : Genèse, mutations et déterritorialisation », *Revista de Estudos da Linguagem*, Belo Horizonte, v. 26, no. 3, 2016, p. 817.

<sup>17</sup> Source : Rapport « Salvaguardas Contra a Reversão dos Ganhos Sociais Durante a Crise Econômica no Brasil », BANCO MUNDIAL. 2017. Disponible sur : [https://nacoesunidas.org/wp-content/uploads/2017/02/NovosPobresBrasil\\_Portuguese.pdf](https://nacoesunidas.org/wp-content/uploads/2017/02/NovosPobresBrasil_Portuguese.pdf)

<sup>18</sup> Pour plus d'informations, voir: GEORGES, Rafael et MALA, Katia (coord.), « A distância que nos une – Um retrato das desigualdades brasileira », *Oxfam Brasil*, publié en 2017.



seules un peu plus de 130 années ont été vécues en dehors du régime de l'esclavage (y compris les 21 ans de dictature).

En outre, il serait très naïf de penser que l'abolition de l'esclavage a permis à l'ensemble de la population d'accéder pleinement et immédiatement à la citoyenneté. Même si, à partir de cette date, la législation ne faisait plus de distinction entre les noirs et les blancs, il est évident que la position sociale des hommes et des femmes noirs, – et de leurs descendants – n'a pas connu tout de suite d'amélioration concrète. À cause de l'absence de mesures d'intégration de cette population pauvre et pratiquement analphabète, la plupart des citoyens noirs demeurent exclus de l'accès aux biens matériels et culturels. Malheureusement, une telle situation ne constitue pas seulement une triste cicatrice de notre passé, mais est également le reflet de la réalité brésilienne actuelle. Selon des statistiques récentes, à peu près 80% de la population noire reçoit seulement jusqu'à deux fois le salaire minimum<sup>19</sup>. Elle représente également 64 % de la population carcérale brésilienne, selon *L'Infopen*, département responsable des informations statistiques du système pénitentiaire brésilien<sup>20</sup>. Dans un article publié en avril 2019 sur le site du journal *El Pais*, la journaliste Eliane Brum pointait du doigt le fait que : « Dans les communautés de Rio, les têtes des enfants noirs ont été abattues par balles avant et après l'intervention fédérale. Au Brésil il n'y a pas une guerre, ce qu'il y a c'est un massacre. Et pendant des siècles, il a détruit les mêmes corps : celui des noirs et celui des indigènes »<sup>21</sup>.

Comme cela est mentionné plus haut, dans cette thèse nous avons pour objectif d'analyser la couverture journalistique du journal *O Globo* consacrée à la politique de pacification. L'une de nos hypothèses serait que la manière dont le quotidien *carioca* a mis en récit la création et le développement des Unités de Police Pacificatrices (UPP) a contribué à la légitimation et à la consolidation d'une telle politique de sécurité publique à Rio de Janeiro. Nous disons cela car la multiplication, depuis plusieurs décennies, de reportages sur la violence urbaine est susceptible de renforcer, chez le citoyen, le sentiment de plus en plus fort que nous vivons au sein d'une société où nous ne sommes pas « en sécurité ». Ainsi, un tel sentiment peut être également une piste pour nous aider à comprendre l'importance accordée par le journal au projet d'unités de polices pacificatrices depuis sa création. En fin de compte, nous sommes en train d'analyser la manière dont le discours sur l'insécurité, la peur, la violence et la pauvreté devient présent dans la réalité *carioca* par le biais du discours médiatique. Comme l'affirment les chercheurs Alda Cristina Costa et Sergio do Espirito Santo :

---

<sup>19</sup> Source : Ibid., p. 21.

<sup>20</sup> Source : <http://depen.gov.br/DEPEN/depen/sisdepen/infopen>

<sup>21</sup> Citation originale: « Nas comunidades do Rio, cabeças de crianças negras têm sido arrebetadas à bala, antes e depois da intervenção. O Brasil não tem guerra, o que tem é massacre. E há séculos ele destrói os mesmos corpos : o dos negros e o dos indígenas ». Source : [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/12/politica/1536783358\\_800538.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/12/politica/1536783358_800538.html)



Les médias brésiliens présentent une profusion de récits et de modèles médiatiques de violence qui reproduisent et valorisent des représentations selon lesquelles la réalité des villes est le théâtre de violences quotidiennes, omniprésentes, périphériques, destructrices, menaçantes, incontrôlables, entre autres caractéristiques. C'est un phénomène médiatique qui émerge avec d'autres phénomènes sociaux<sup>22</sup>.

Ainsi, notre problématique de recherche se dessine autour de quelques observations centrales : au milieu de cette prolifération de récits et de modèles médiatiques de violence qui perdurent et en même temps caractérisent le scénario des médias brésiliens, surtout ceux consacrés aux favelas, les UPPs arrivent et sont annoncées par *O Globo* comme le coup de baguette magique qui met fin au problème sécuritaire de la ville. Si c'était plausible, cela impliquerait non seulement une action innovatrice auprès des habitants des favelas – historiquement oubliés par les politiques publiques de Rio –, auprès des criminels mais également envers les policiers eux-mêmes qui rencontrent de nombreuses difficultés au sein de l'institution policière. En prenant en compte tous ces éléments, notre problématique peut être résumée de la façon suivante : comment le projet de police pacificatrice a-t-il été présenté et caractérisé par le quotidien le plus important de la ville de Rio durant ces années qui englobent un début prometteur et une évidente faillite ? C'est cette interrogation qui va diriger notre réflexion. La deuxième hypothèse que nous proposons serait que les récits d'*O Globo* favorisent la compréhension de la réalité de manière binaire, c'est-à-dire : bon *versus* mal, bandit *versus* police, eux *versus* nous, favela *versus* asphalte. Par conséquent, ces récits tendent à simplifier les problèmes sociaux et à négliger leurs causes sociales, historiques, économiques et politiques.

La politique de pacification et la création d'une police pacificatrice nous semblent constituer une thématique encore plus remarquable si nous gardons à l'esprit que la police de Rio est celle qui tue le plus au Brésil. En 2016, dans l'État de Rio, 538 personnes ont perdu la vie, tuées sous les balles des forces de l'ordre – chiffre qui a pratiquement doublé si nous le comparons à celui de 2015, année au cours de laquelle 281 personnes ont été tuées (suivant ces mêmes sources)<sup>23</sup>. En tout, dans le pays, 4222 individus ont été tués à la suite d'une intervention policière en 2016, ce qui correspond à une augmentation de 25,8 % par rapport à 2015). Plus de 75 % de l'ensemble des victimes étaient des noirs (76,2 % pour être plus précis)<sup>24</sup>. Ces statistiques nous amènent à notre troisième hypothèse qui peut être résumée de la façon suivante : les traits d'inégalités

<sup>22</sup> Citation originale : « A mídia brasileira apresenta uma profusão de narrativas e modelos midiáticos de violência que reproduz e potencializa representações segundo as quais a realidade das cidades é palco de uma violência cotidiana, onipresente, periférica, destrutiva, ameaçadora, incontrollável, dentre outras características. É fenômeno midiático que emerge juntamente com outros fenômenos sociais », in COSTA, Alda Cristina et ESPIRITO SANTO FERREIRA JUNIOR, Sérgio., « Enquadramentos e representações sociais da violência urbana na imprensa da amazonia », *Revista Dispositiva*, n.º 1, v. 5, 2016, p. 111.

<sup>23</sup> Source : CERQUEIRA, Daniel ; LIMA, Renato Sergio de ; BUENO, Samira, (et. al.), « Atlas da Violência 2018 », *Fórum Brasileiro de Segurança Pública (FBSP) et Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (Ipea)*, Rio de Janeiro, 2018, p. 30.

<sup>24</sup> Source : LIMA, Renato Sergio de et BUENO, Samira (coords), « Anuário Brasileiro de Segurança Pública 2017 », *Fórum Brasileiro de Segurança Pública (FBSP)*, ano 11, São Paulo, 2017.

caractéristiques de l'histoire du Brésil – marquée par la violence, l'esclavage et la colonisation – demeurent présents dans les récits médiatiques de nos jours, surtout ceux qui traitent de la favela, de l'insécurité et de la peur.

D'autre part, avec l'augmentation de la consommation de cocaïne par la classe moyenne et les élites de Rio à partir de 1980, les favelas (auparavant plutôt perçues comme un lieu de pénurie) commencent à être représentées en tant que « source du mal », lieu de criminalité. Par conséquent, le danger serait que, en s'appuyant sur ce sentiment de frayeur généralisé et également sur les brèches institutionnelles, la peur commence à justifier les discours de plus en plus violents, selon lesquels la vie d'une partie de la population n'est effectivement plus si importante et, enfin, que le sentiment de vulnérabilité génère une distance encore plus grande envers l'autre.

Il s'avère alors important de mettre en évidence pourquoi une étude comme la nôtre peut se justifier : ce n'est pas que les sentiments de peur et d'insécurité n'existent pas dans la réalité et dans la vie de tous les jours des citoyens brésiliens, mais il nous semble également important de garder à l'esprit qu'ils n'existent pas indépendamment de la réalité médiatique, c'est-à-dire de la manière dont ils sont décrits et qualifiés dans les récits des médias et dans le débat public en général. Par conséquent, dans cette thèse, nous analysons la façon dont ces discours sur l'insécurité, la peur, la criminalité et la violence « existent » (ou se font entendre) dans la réalité de Rio de Janeiro à travers les discours médiatiques.

Concrètement, notre travail a été divisé en 8 chapitres, regroupés en 3 grandes parties. Dans le premier chapitre, nous nous focalisons sur les questions de la pauvreté et de l'inégalité, en évoquant les travaux de divers sociologues. D'ores et déjà, il convient de mentionner l'importance de la pensée de Georg Simmel et sa proposition en ce qui concerne la manière de traiter la question de la malléabilité de la figure du pauvre. Notre recherche obéira ainsi à une double démarche : d'un côté, nous allons suivre la ligne du raisonnement développée par Simmel en nous inspirant du caractère relationnel lié à la thématique de la pauvreté. D'autre part, afin de pouvoir aborder nos problèmes de recherche de façon plus objective, nous allons également examiner les statistiques et les chiffres qui « traduisent » les taux de pauvreté et d'inégalité au Brésil, durant ces dernières décennies. C'est également dans ce chapitre que nous allons aborder l'histoire et le surgissement des favelas à Rio, en essayant de mettre en lumière le fait que c'est dès lors toute l'organisation spatiale et la configuration géographique si particulière de cette ville qui doivent être nécessairement prises en compte.

Le chapitre 2 est consacré à la discussion autour de la question de la peur et de celle de l'insécurité dans les villes, étant donné qu'elles sont de plus en plus présentes, de nos jours, dans les récits médiatiques. Nous nous interrogeons sur le fait que la peur et le sentiment d'insécurité,

disséminés un peu partout, peuvent avoir une relation complexe avec d'autres phénomènes de type défensif ou répressif, mis en application par les gouvernements ou par la société civile. En étudiant, par exemple, la question du « *medo branco* »<sup>25</sup> dans les travaux de l'historienne Vera Malaguti, nous réfléchissons à l'ancienne pratique consistant à traiter les questions sociales au Brésil par la voie pénale, c'est-à-dire un parti pris « policier ». Ainsi, c'est également dans ce chapitre que nous traiterons de la thématique de la violence, de la surpopulation carcérale, du racisme et du concept de risque, de même que de la manière dont toutes ces thématiques contribuent à établir une relation fondée sur un *Nous versus Eux* dans les médias et des discours politiques se caractérisant par l'exploration du sentiment de peur et d'insécurité.

Dans le troisième chapitre, le dernier de la première grande partie de cette thèse, il s'agit d'étudier le thème de la sécurité publique. Comme nous allons l'expliciter, cela ne peut se faire sans aborder également le développement du débat lié aux Droits de l'homme au Brésil, même si beaucoup reste à faire dans ce domaine. De plus, selon le chercheur brésilien Luiz Eduardo Soares, l'une des conditions ayant permis d'amplifier le débat sur la sécurité publique a été le fait que la classe moyenne brésilienne s'est rendue compte que la tentative de se séparer des plus pauvres à travers des murs, des caméras ou des voitures blindées n'était plus satisfaisante. Soit la sécurité de tous est garantie (et exigée), soit personne ne se trouve réellement en sécurité. C'est à ce moment-là que nous allons présenter de manière plus détaillée le projet de police pacificatrice de Rio. Encore une fois, il faut savoir que le gouvernement de Rio a créé en tout 38 Unités de Police Pacificatrices. Néanmoins, en décembre 2018, la ville comptait 31 Unités : sept UPPs ont été fermées au cours de l'année 2018<sup>26</sup>, y compris l'unité de la favela *Cidade de Deus*, l'une des favelas les plus grandes et les plus connues de la ville.

La deuxième grande partie de notre thèse est consacrée à l'étude des récits médiatiques et à la présentation de notre méthodologie de recherche. Si, comme l'affirme la chercheuse Vera França, nous pouvons considérer les médias comme « *l'espace privilégié dans lequel la société parle à elle-même à propos d'elle-même* »<sup>27</sup>, nous commençons à nous interroger sur ce que dit un récit de presse par rapport à la société dont il est le reflet. Dans le chapitre 4 nous travaillerons ainsi sur la notion de récit médiatique sans oublier que ce qui arrive et ce que racontent les médias sont deux choses indissociables pour la compréhension que les sociétés démocratiques se font des événements dont ils sont le théâtre. En réalité, comme nous le signalons dans l'un de nos sous-titres, la vie et la dynamique des différents champs de la société sont traversés par les médias. Et, comme

<sup>25</sup> Expression qu'elle utilise pour caractériser la peur chez la population blanche.

<sup>26</sup> A savoir : *Vila Kennedy, Mangueirinha, Cidade de Deus, Lins/Camarista, Batan, São Carlos e Coroa/Fallet Foguetreiro*.

<sup>27</sup> Citation originale : « A mídia é o espaço privilegiado no qual a sociedade fala consigo mesma, a propósito de si mesma », in FRANÇA, Vera. « O Acontecimento e a mídia », *Galaxia* (São Paulo, Online), no. 24, 2012, p. 12.

nous allons essayer de le démontrer, le rôle des médias s'avère également important quand nous nous penchons sur les demandes et revendications formulées par les citoyens. Comme cela sera souligné à plusieurs reprises, les récits médiatiques conditionnent la vie collective et constituent un « stock public de connaissances »<sup>28</sup>, capable de créer un lien entre faits et société et d'instaurer des « manières de voir »<sup>29</sup>. Ainsi, c'est dans ce même chapitre que nous étudierons les travaux fondateurs de Paul Ricœur et l'herméneutique du récit<sup>30</sup>, ainsi que ceux de John Dewey, l'un des fondateurs du pragmatisme.

Dans le chapitre 5 nous présenterons en détail notre méthodologie de recherche, notre corpus et nous ferons brièvement une présentation du quotidien *O Globo*. Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, étant donné l'abondance du matériel correspondant à la période étudiée (2010 – 2018), nous avons procédé à une coupure temporelle afin de mieux analyser notre corpus, en identifiant certains événements clés liés à la construction, au développement et au déclin du projet de police pacificatrice.

Toutes les justifications par rapport à cette coupure temporelle et au choix de ces événements clés seront présentées en détail dans le chapitre 5, mais nous pouvons déjà indiquer qu'en tout 559 reportages ont été étudiés. Dans cet objectif, le concept de cadre développé par le sociologue Erving Goffman, qui a influencé plusieurs recherches dans le domaine de la communication, surtout à partir des années 1980, s'est avéré fondamental pour nous. C'est, en effet, en nous basant sur l'utilisation de ce concept par des chercheurs tels que Robert Entman, Mauro Porto, Ricardo Fabrino et Shanto Iyengar (pour n'en citer que quelques-uns) que nous allons essayer de comprendre comment, au moment où *O Globo* a mis en récit et en images ses reportages, le journal a également choisi quelle(s) voix il allait faire entendre (et inversement, laquelle il allait taire et rejeter) et quels sont les *cadres* qui ressortent de sa couverture journalistique.

Nous avons donc choisi de travailler en suivant deux démarches concomitantes. D'une part, nous nous appuyons sur le travail du politologue américain Shanto Iyengar et des deux cadres retenus par ce dernier pour analyser les reportages télévisuels liés à certains sujets politiques aux États-Unis. Selon Iyengar, tout le matériel pouvait être divisé en deux cadres : épisodique ou thématique. Ainsi, en suivant l'enseignement du politologue et professeur américain, nous avons procédé de la même manière et avons divisé notre corpus en deux groupes (les reportages épisodiques et ceux thématiques). Cela va nous permettre de savoir quel est le cadre qui apparaît le plus fréquemment dans les récits médiatiques qui traitent des Unités de Police Pacificatrices dans

<sup>28</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne. « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *Réseaux*, vol. 132, no. 4, 2005, p. 30.

<sup>29</sup> VOIROL, Olivier. « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, p. 28.

<sup>30</sup> Nous nous appuyons sur les trois ouvrages de Paul Ricœur portant le titre « Temps et Récit », parus successivement dans les années 1983, 1984, 1985.

leur globalité. Cet examen pourra être ensuite appliqué à chaque partie de notre corpus, divisé en début, développement et décadence du projet. L'identification de ces différents cadres médiatiques nous permettra d'éclairer ainsi certaines questions. Par exemple, nous pourrions nous demander si le cadre qui prime dans les récits racontant le début du projet demeurera le même jusqu'à la fin.

D'autre part, à partir de la lecture de notre corpus et sur la base de la croyance que la recherche est aussi un espace innovateur dans lequel il serait pertinent de suggérer de nouvelles possibilités, nous avons identifié cinq nouveaux cadres liés à notre objet d'analyse. Pour se faire, bien entendu, nous nous sommes appuyée sur l'étude de la théorie de Goffman, mais surtout sur les travaux d'autres auteurs l'ayant également appliqué dans le domaine de la communication. Ces cinq cadres seront justifiés et exposés en détail dans le chapitre 5, mais ils ont été créés à partir du moment où nous avons essayé de répondre à la question suivante : finalement, selon ce reportage, qu'est-ce que l'unité de police pacificatrice ? À partir des réponses apportées à ce questionnement, nous proposerons les cinq cadres suivants : 1) L'UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice ; 2) L'UPP et ses effets collatéraux ; 3) L'UPP : culture, sport et loisirs ; 4) L'UPP : nouvelle police, vieilles habitudes ; 5) L'UPP : une voie qui peut déraiper.

Enfin, les chapitres 6, 7 et 8 composent la troisième grande partie de notre thèse, celle consacrée à l'analyse de notre corpus. Nous avons décidé de diviser cette grande partie en 3 chapitres en ce que cela reflète bien d'après nous la « vie » du projet des Polices Pacificatrices et la « vie » d'un récit, en nous inspirant à nouveau de Ricœur : avec un début, une progression et une fin. Ainsi, dans le chapitre 6 nous examinons les reportages qui forment ce que nous avons qualifié de première vague, marquée par la mise en place des UPPs, leurs promesses et l'enthousiasme médiatique dans lequel ce projet a été reçu. Le cadre qui ressort dans cette partie du corpus est celui intitulé « L'UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice ».

Le chapitre 7 rend compte du moment où tout bascule ou de ce que nous avons identifié comme le « début de la fin », c'est-à-dire, de la deuxième vague. Durant cette période, les statistiques révèlent les premières alertes sur l'augmentation du nombre de personnes assassinées dans les favelas dites pacifiées. De plus, Rio et l'ensemble du pays se demandent « où est Amarildo? », un habitant de la favela *Rocinha* qui a été interpellé par les policiers de l'UPP à quelques pas de chez lui et n'est pas revenu après son interrogatoire. S'y ajoute le fait qu'à ce moment-là le Brésil connaît une période de très forte turbulence politique, avec les importantes manifestations de juin 2013, suivies de la tumultueuse réélection de Dilma Rousseff. Dans cette partie, le cadre appelé « L'UPP : nouvelle police, vieilles habitudes » a constitué la réponse la plus fréquente à notre question initiale : « selon ce reportage, qu'est-ce que l'unité de police pacificatrice ? ».

Pour finir, le chapitre 8 est quant à lui composé des reportages qui abordent principalement la décadence de cette politique sécuritaire publique, avec l'annonce de la fermeture de certaines unités (sept en tout), la situation financière dramatique de la ville et de l'état de Rio, la mise en détention de plusieurs de ses anciens gouverneurs, et la démission de José Mariano Beltrame, considéré comme le « père » de ce projet, entre autres. Il est ici incontestable que les problèmes structureaux de cette « nouvelle police », tout comme ses erreurs et ses irrégularités, sont dès lors devenus flagrants. C'est la raison pour laquelle la majorité des reportages de cette période ont été classés dans le cadre « L'UPP : une voie qui peut déraiser ».

Enfin, nous ne pouvons pas oublier que les médias produisent des représentations à travers lesquelles nous donnons un sens à notre expérience, à ce que nous sommes, à ce que nous pouvons devenir et à nos demandes politiques. Cela constitue un point central qui rassemble de nombreuses questions importantes pour ce travail.

En conclusion, il s'avère important de mettre en évidence, même si le lecteur va très rapidement s'en rendre compte, que nous nous sommes également basée sur une autre démarche qui nous est très chère pour orienter cette recherche. Il s'agit de notre choix d'utiliser les reportages médiatiques en tant que *source*. Cela veut dire que nous envisageons le journalisme sous deux angles : premièrement, suivant un angle traditionnel, autrement dit en le considérant comme l'un des principaux moyens actuels de communication et d'information ; et, deuxièmement, en utilisant les reportages en tant que source dans un travail académique, nous lui conférons une sorte de second rôle, celui grâce auquel notre présent imprime sa « trace » et esquisse le futur ou, pour dire simplement, celui d'être la « trace » de notre présent dans le futur.

C'est la raison pour laquelle, tout au long de cette thèse, les matériaux issus des principaux médias brésiliens seront rassemblés autour des théories, des rapports officiels et de toute notre bibliographie, pour nous servir de preuve ou de confrontation avec les points de vue abordés ici. En travaillant sur la question de la temporalité dans le journalisme, le chercheur Elton Antunes affirme que : « La nouvelle est l'un des signes temporels utilisés par la société pour s'orienter, trouver sa direction. Le journalisme est l'une de ces institutions sociales qui sert de cadre de référence pour constituer ce que l'on entend par temps »<sup>31</sup>.

Nous nous reconnaissons ainsi dans les propos de la journaliste Eliane Brum, qui, de façon simple et en même temps remarquable, nous enseigne qu'aucun récit ne remplace le reportage médiatique en tant que document capable de nous raconter « *l'histoire en mouvement* »<sup>32</sup>. Enfin,

---

<sup>31</sup> Citation originale : « A notícia é um dos sinais temporais utilizados pela sociedade para sua orientação. O jornalismo é uma dessas instituições sociais que atua como quadro de referência para constituir aquilo que se entende por tempo », in ANTUNES, Elton. « Enquadramento : considerações em torno de perspectivas temporais para a notícia », *Revista Galáxia*, São Paulo, n. 18, p.85, 2009.

<sup>32</sup> BRUM, Eliane, op. cit.

comme nous l'avons déjà souligné, notre travail se base sur les enseignements du courant pragmatiste de la communication. Aussi, selon cette approche, il s'avère nécessaire d'examiner les événements présents compte tenu de leur évolution. Et ce, sans négliger les expériences passées.

## **Première Partie – La pauvreté comme problème : les favelas et les Unités de Police Pacificatrice (UPP)**

Même si ce travail ne peut être défini ni comme une étude sociologique, ni comme une recherche exclusivement consacrée à la thématique de la pauvreté, il nous semble fondamental de nous interroger sur ce sujet, ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, du fait que si un projet de police pacificatrice dans les favelas a été créé à un moment donné par le gouvernement de Rio, c'est précisément parce que les favelas étaient vues comme un lieu où « il fallait agir » ; « faire quelque chose ».

Par conséquent, nous pouvons constater que la politique publique concernant les UPPs a été conçue en premier lieu comme une tentative de résoudre un problème plutôt lié à la favela, à la pauvreté et, d'une manière très générale, à la représentation sociale que ces territoires éveillaient au sein de la communauté de Rio. Il nous semble évident que s'il n'avait pas existé un (ou plusieurs) problème(s) considéré(s) comme prioritaire(s) par le gouvernement de la ville de Rio dans les favelas, un programme spécifiquement conçu pour ces territoires n'aurait pas vu le jour. Peut-être, en faisant une généralisation un peu grossière, pouvons-nous interpréter les Unités de Police Pacificatrice comme le résultat d'une représentation de ce qu'étaient la favela, la pauvreté, la misère, la violence et le crime pour la société *carioca*.

C'est la raison pour laquelle il nous paraît important de consacrer quelques pages de cette recherche à cet « élément » en quelque sorte essentiel pour le projet des Polices Pacificatrices. Si les favelas n'existaient pas à Rio, éparpillées dans presque toutes les parties de la ville et de l'État, y compris les quartiers les plus riches, il est fort probable que la politique de sécurité publique liée au plan des Unités de Police Pacificatrice n'aurait jamais été développée, tout du moins, dans sa configuration actuelle.

Deuxièmement, comme l'explique le sociologue Jessé Souza, dans une étude adoptant une perspective critique (comme c'est notre intention dans cette recherche), il faut en premier lieu expliciter dans quel type de contexte social vivent les gens pour pouvoir comprendre *a posteriori* comment et pour quelle raison ces personnes envisagent leur place dans la société d'une certaine manière (et non selon d'autres façons possibles)<sup>33</sup>. Ainsi, c'est en essayant d'expliquer ce contexte social que nous écrivons ces premières pages.

Il est donc clair, pour nous, que cette partie de notre recherche mérite de figurer dans notre étude étant donné que la question de la pauvreté demeure tout de même centrale dans nos questionnements sur la représentation médiatique des Unités de Police Pacificatrice, du fait qu'elles

---

<sup>33</sup> SOUZA, Jessé. *A Ralé brasileira. Quem é e como vive*, Editora UFMG, Belo Horizonte, 2009.



ont été implantées dans les favelas de Rio. De plus, qui dit favela fait certainement référence à un niveau plus ou moins important de pauvreté. Même si nous savons que tous les habitants des favelas ne s'inscrivent pas dans des cas d'extrême misère, il est clair que dans ces zones il existe toujours un niveau de pauvreté plus ou moins élevé. En outre, il faut également prendre en compte le fait que les favelas représentent, symboliquement, dans l'imaginaire collectif, cet univers lié à la pénurie.

Finalement, en nous appuyant sur les travaux de Serge Paugam, Jessé Souza, Robert Castel et tant d'autres sociologues, nous défendons que ce chapitre a bel et bien sa place car étudier la pauvreté c'est aussi analyser l'état de la démocratie dans un pays. Nous disons cela parce que la politique sociale menée par une nation est rigoureusement liée au fondement de sa légitimité démocratique : « La survie matérielle est un droit du citoyen malheureux auquel la société démocratique est tenue de répondre »<sup>34</sup>, écrit Paugam. Dans cette partie, nous allons en effet proposer un débat sur la question des favelas à Rio, mais qui s'élargira peu à peu car seront également abordés la représentation des pauvres, les différents types d'inégalités au sein du pays et les questions de la visibilité et de l'invisibilité publique. Encore une fois, ces thématiques sont susceptibles de fournir des pistes sur les conditions de la démocratie actuelle au Brésil.

D'ores et déjà, et pour corroborer notre engagement d'inscrire cette recherche dans le domaine des sciences de l'information et de la communication, il est important de mentionner que le rôle occupé par les médias mérite également d'être analysé de plus près. Et, pour l'instant, nous disons cela pour une simple raison : ce n'est pas parce que les problèmes de la pauvreté, de l'insécurité et des inégalités dont il est question ici n'existent pas en eux-mêmes, mais parce que leur mise en visibilité dans les démocraties contemporaines dépend en grande partie de la manière dont ils sont décrits, annoncés et qualifiés dans le débat public en général et dans les discours médiatiques en particulier.

---

<sup>34</sup> PAUGAM, Serge. *La disqualification sociale – essai sur la nouvelle pauvreté*, Puf, collection Sociologies, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, 1997, p. XI.

## Chapitre 1 : La question de la pauvreté et des favelas

Comme cela a été souligné plus haut, la question de la pauvreté a déjà constitué la thématique centrale de nombreuses recherches en Sciences Humaines et Sociales. Ainsi, ce sujet n'est pas nouveau et nous en avons conscience. Cependant, ici notre intention sera de croiser la littérature spécialisée européenne avec celle du Brésil. Nous essayerons également de nous appuyer sur les auteurs « classiques », mais de ne pas oublier de donner la parole aux nouveaux chercheurs.

L'un des dangers liés aux études concernant les pauvres et la pauvreté a été signalé par Dominique Schnapper dans la préface du livre *La disqualification sociale – essai sur la nouvelle pauvreté*, de Serge Paugam. La sociologue souligne que, souvent, les chercheurs tombent dans un discours « mi-descriptif, mi-militant, où le misérabilisme se mêle à la dénonciation »<sup>35</sup>. Avec maintes précautions, nous avons essayé de sortir de ce piège en prenant en compte différents aspects de cette question.

Pour commencer cette recherche, ce qui nous paraît le plus logique est de nous inspirer de Georg Simmel. Nous pouvons, en effet, trouver plusieurs pistes dans les travaux du sociologue allemand. Écrits au début du siècle dernier, les textes de Simmel nous apportent un éclairage sur le débat portant sur la question de la pauvreté et de l'exclusion sociale qui demeure actuelle, malgré les années qui séparent son écriture de notre réalité. De plus, Simmel a su remplacer la catégorie ambiguë des « pauvres », issue du monde social, par le concept analytique d'« assistés ». En effet, c'est en déplaçant l'objet d'étude d'une sociologie de la pauvreté que Simmel nous a offert une énorme contribution : selon lui, la question centrale n'était pas la pauvreté, ni les pauvres en eux-mêmes, mais plutôt la relation d'assistance entre eux et la société dans laquelle ils sont insérés.

Or, nous le savons, le réflexe spontané lorsque l'on se penche sur la question de la pauvreté consiste à commencer par définir qui sont les pauvres afin de les compter, d'étudier comment ils vivent et d'analyser l'évolution de leur situation dans le temps. C'est la façon dont les économistes et les statisticiens de la pauvreté ont toujours travaillé, en cherchant à donner une définition substantialiste de ce phénomène social. Néanmoins, pour des sociologues comme Simmel, le raisonnement en termes binaires qui consiste à opposer les caractéristiques des pauvres à celles du reste de la société est équivoque parce qu'il serait toujours arbitraire.

Ainsi, c'est en rompant avec cette façon *standardisée* de travailler sur la pauvreté (c'est-à-dire en essayant tout d'abord de définir qui sont les pauvres pour ensuite pouvoir les transformer en chiffres et les compter) que Simmel ouvre une nouvelle perspective. Celle-ci, basée sur le concept auquel il a donné le nom **d'action réciproque**, est d'ailleurs beaucoup plus dynamique et moins arbitraire.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. IX.

Le fait que quelqu'un soit pauvre ne veut pas dire qu'il appartienne à la catégorie des pauvres. Il peut être un commerçant, un artiste, ou un employé pauvre, mais il demeure dans la catégorie (commerçant, artiste ou employé), qui est définie par une activité ou une position spécifique. [...] ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés – ou peut-être dès que leur situation globale aurait dû exiger assistance, bien qu'elle n'ait pas encore été donnée – qu'ils deviennent membre d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais par l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à son égard<sup>36</sup>.

Si nous suivons cette ligne de pensée, nous pouvons formuler l'une des conséquences de cette définition donnée par Simmel de la façon suivante : la pauvreté est relative et, par conséquent, elle dépend de la réponse (ou du sens) que la société au sein de laquelle elle se développe lui donne. Nous pouvons donc nous demander quelles seraient les réponses que la société brésilienne donnerait, de nos jours, à la pauvreté. Pourrions-nous considérer la création des Unités de Police Pacificatrice comme une réponse (et une signification) à cette question? Nous allons réfléchir à ces questionnements tout au long de cette thèse.

Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne le rôle de l'assistance dans les travaux de Simmel, nous savons que cette dernière avait pour caractéristiques d'être toujours conservatrice et utilisée comme un moyen d'autoprotection et d'autodéfense. En effet, pour l'auteur, l'assistance s'attache davantage à satisfaire le donateur et non le receveur. Dans les cas d'une assistance émanant de l'État, sa fonction serait multiple. Nous pouvons citer par exemple le fait de rendre plus productifs les plus pauvres, de les aider à rétablir leur activité économique et leur pouvoir d'achat ou réduire le risque de dégénérescence. L'assistance serait donc conservatrice parce qu'elle servirait, dans le fond, à maintenir le *statu quo* social et non à le transformer. Son objectif dans la société serait plutôt d'atténuer l'extrême différenciation sociale pour que la structure sociale déjà établie puisse continuer à s'appuyer sur celle-ci.

Un autre aspect important souligné par Simmel et qu'il faut rappeler ici est la question liée à la citoyenneté. Nous disons cela parce que, pour l'auteur, les pauvres sont aussi des citoyens, et la position qu'ils occupent en tant que « personnes assistées » ne devrait pas effacer leur intégration à l'État. Néanmoins, nous le savons bien, il arrive parfois que le caractère de *citoyen* des membres de la classe la plus défavorisée finisse par être effacé. Effectivement, Simmel soulignait déjà que les notions de présent et d'absent sont toujours imbriquées quand il s'agit d'étudier cette thématique :

La personne pauvre se tient sans aucun doute en dehors du groupe, dans la mesure où il n'est qu'un moindre objet des actions de la collectivité ; mais dans ce cas, être en dehors n'est en bref qu'une forme particulière d'être à l'intérieur. Dans la société, tout ceci apparaît de la même façon que, dans l'analyse kantienne, la séparation spatiale apparaît dans la conscience : bien que dans l'espace tout soit séparé, et que le sujet soit lui aussi, en tant qu'observateur, en dehors des autres choses, l'espace lui-même est en moi, c'est-à-dire, dans un sens plus large, dans le sujet<sup>37</sup>.

---

<sup>36</sup> SIMMEL, Georg, p. 98.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 89.

Ainsi, cette double position du pauvre – que Simmel utilise pour expliquer également d'autres figures de la société comme celle de l'étranger – est, selon lui, un fait sociologique élémentaire. Dans une réflexion proche de celle proposée par Simmel dans une certaine perspective, Robert Castel utilisait le terme « mot-valise » pour se référer à des mots comme « exclusion » et « pauvreté »<sup>38</sup>. En reprenant son point de vue, si nous affirmons qu'un « jeune de banlieue » est un « exclu », ou qu'une personne sans domicile fixe est un « exclu », en soi, nous ne disons pas grand-chose. Nous indiquons seulement qu'ils ne se situent pas au centre de la vie sociale, mais plutôt sur ses bords. Toutefois, comme l'a précisé Castel dans ses travaux, il convient d'analyser cette question avec prudence parce que personne n'est complètement en dehors de la vie sociale. Selon lui, il fallait déconstruire d'une certaine manière cette habitude pour faire avancer le débat. Ainsi, c'est en considérant le rapport malléable, changeant, de ces diverses situations de vulnérabilité que nous essayons de réfléchir à la question de la pauvreté au Brésil.

Même s'il est difficile d'expliquer logiquement cette position de présent/absent de la figure du pauvre, sa caractéristique consistant à être tout à la fois à l'intérieur et en dehors d'une communauté, il s'agit effectivement d'un regard essentiel pour notre travail, qui nous incite, d'ailleurs, à nous poser d'autres questions : est-ce que le récit médiatique prend en compte et utilise cette certaine malléabilité de la figure du pauvre? Surgirait-elle sous une forme différente dans la presse brésilienne? Ou encore, pour faire plus simple : pouvons-nous ressentir, de nos jours, dans les discours médiatiques, cette façon de représenter la figure du pauvre comme quelqu'un qui est, tout à la fois, à l'intérieur et en dehors de la société ? Existerait-il, dans ces discours, ce paradoxe du présent/absent du pauvre mis en évidence par Simmel ? Nous allons évidemment nous interroger, dans ce travail, sur ces questions dans la partie consacrée à l'analyse du récit médiatique de *O Globo*.

Pour l'instant, et encore une fois, reprenons la définition et les mots de Georg Simmel : « est pauvre celui qui reçoit assistance ou qui devrait la recevoir étant donné sa situation sociologique, bien que, par chance, il est possible qu'il ne la reçoive pas »<sup>39</sup>. Par conséquent, selon Simmel, nous observons que l'individu pauvre ne se caractérise pas spécifiquement par des adjectifs ni des manques qui lui ont été attribués, mais qu'il est déterminé par la manière dont la société dans laquelle il vit se comporte (ou devrait se comporter) envers lui. Comme cela a été mentionné plus avant, il s'agit là de l'une des richesses du travail du sociologue allemand et d'un point sans doute innovant, qui différencie sa recherche dans le domaine de la pauvreté.

Néanmoins, comme le souligne Simmel, étant donné que les sociétés ne veulent pas voir

<sup>38</sup> Voir CASTEL, Robert. « Individus, risques et supports collectifs », *Idées économiques et sociales*, vol. 171, no. 1, 2013, p. 24-32.

<sup>39</sup> SIMMEL, Georg., p. 96.

la pauvreté, souvent au lieu d'être combattue, celle-ci est plutôt camouflée, dissimulée. Récemment, au cours d'une visite à la favela *Rocinha*, communauté se trouvant dans un quartier riche de Rio, le maire de la ville, Marcelo Crivella<sup>40</sup>, a annoncé qu'il allait « rendre la favela jolie » pour ne pas déranger la classe moyenne et les plus aisés qui circulent en voiture en bas de la communauté :

Cette façade sera peinte, les cadres changés pour être standardisés, bien rangés, beaux. Ces chapiteaux qui sont sur le dessus du magasin et ce câblage laid, nous allons les changer aussi. Les poteaux, nous allons également les améliorer. Notre idée est que les gens qui passent près du tunnel « *Lagoa Barra* » regardent ici et aient une idée d'une communauté bien rangée et belle, d'une population de travailleurs, enfin ... Aujourd'hui, elle est moche. Donc on va tout changer.<sup>41</sup>

Même pour ceux qui ne sont jamais allés à *Rocinha*, il n'est pas difficile de déduire que parmi de nombreux problèmes qui existent dans cette favela, le fait qu'elle soit « moche », comme le considère Monsieur le Maire, n'est certainement pas la priorité concernant les demandes de ses habitants. *Rocinha* est l'une de plus grandes favelas de Rio, avec 837 142 mètres carrés, et c'est celle qui comptait le plus grand nombre d'habitants : en 2010, elle atteignait presque 70 000 personnes, selon le recensement. Dans un reportage publié sur le site du journal *Le Monde* fin novembre 2017, *Rocinha* fut décrite de la manière suivante :

L'immense bidonville de *Rocinha*, le plus grand de Rio de Janeiro, est un fatras d'habitations de bric et de broc qui se répand sur un flan de montagne du sud de la ville. Cette enclave dans la cité brésilienne, que l'on aperçoit en levant le nez depuis la plage, pousse comme une poche de misère entre les quartiers huppés de São Conrado et Gávea. Officiellement, 70 000 personnes nichent dans ce dédale à l'urbanisation anarchique. Officieusement, près de 200 000<sup>42</sup>.

De même qu'au sein d'autres communautés, la question de l'insécurité est très présente à *Rocinha* avec les confrontations entre la police et les trafiquants de drogues (qui ont d'ailleurs augmenté pendant les premiers mois de l'année 2018<sup>43</sup>), sans parler de l'accumulation des déchets à ciel ouvert, de l'absence d'éclairage public, d'eau potable, de l'insalubrité etc. ainsi que de la forte concentration de cas de maladies infectieuses comme la tuberculose. Malgré toutes les critiques qui ont été formulées après son interview, la solution priorisée par Crivella a été maintenue et, en mai

<sup>40</sup> Maire évangélique de la ville qui a pris congé de ses fonctions d'évêque de la puissante et controversée Église universelle du Royaume de Dieu depuis son entrée en fonction en janvier 2017.

<sup>41</sup> Citation originale : « Essa fachada vai ser pintada, as esquadrias trocadas pra ficarem padronizadas, arrumadas, bonitas. Também essas marquises que estão em cima da loja e essa fiação feia, vamos trocar. Os postes, também vamos melhorar. A ideia nossa é que as pessoas quando passem pela Lagoa Barra olhem pra cá e tenham ideia de uma comunidade arrumada, bonita, de um povo trabalhador, enfim... Hoje ela está muito feinha. Então, nós vamos mudar tudo». Interview publiée le 19/03/2018 dans *O Globo*, dernier accès le 09/05/2018: <https://oglobo.globo.com/rio/crivella-anuncia-obra-na-rocinha-para-quem-passar-na-lagoa-barra-ter-ideia-de-uma-comunidade-arrumada-22504955>

<sup>42</sup> Disponible sur: [https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas\\_5219552\\_4497186.html](https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas_5219552_4497186.html)

<sup>43</sup> Il faut rappeler que depuis février 2018, sur la demande du gouverneur de Rio et la décision du président Michel Temer, la sécurité publique à Rio de Janeiro et dans tout l'État éponyme – en principe, une compétence des administrations locales – a été placée sous tutelle fédérale.

2018, il a donné l'ordre de peindre les bâtiments en gris et beige<sup>44</sup>. Il nous paraît donc évident que cette tendance à camoufler la pauvreté au lieu de la combattre, comme nous l'avons vu avec le texte de Simmel, demeure toujours d'actualité dans la réalité brésilienne.

De toute façon, le plus important à souligner ici est le fait que cette mesure, comme l'indiquait dès le début et très clairement Crivella, n'était absolument pas conçue dans l'objectif principal d'améliorer les conditions de vie de la population de *Rocinha*. Au contraire, elle visait les habitants les plus riches qui doivent passer, dans leurs voitures, devant la communauté. Nous savons que ce type de décision politique n'est pas nouveau. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, surtout à partir de la réforme de Pereira Passos<sup>45</sup>, la tentative de la part des autorités d'embellir toujours davantage la zone sud de la ville de Rio, pour permettre l'installation des riches et de la classe moyenne, au détriment de la zone nord et surtout de la zone suburbaine, est flagrante<sup>46</sup>. Nous nous pencherons sur ces questions de façon plus détaillée dans le chapitre portant sur la favela et la ville de Rio.

Cependant, il est important de signaler que, si nous continuons la lecture du reportage français, nous trouvons une comparaison concernant ce qu'était la *Rocinha* d'antan et ce que pourrait être la *Rocinha* d'aujourd'hui pour la population de Rio : « pendant longtemps, ce quartier [*Rocinha*] a été considéré par les Cariocas comme une zone infréquentable. Le 'repaire de Satan'. Une vilaine balafre dans la 'cité merveilleuse'. Une plaie gangrenée par les trafics et la violence ». Ensuite, au moment où les autorités de Rio ont décidé de l'utiliser en guise de vitrine du projet de pacification, *Rocinha* est devenue l'un des symboles du succès. Néanmoins, en 2017, elle était déjà, comme le souligne le journal, le symbole de l'échec des Unités de Police Pacificatrice. On y explique :

L'histoire de Rocinha est celle d'un grand gâchis, dans lequel s'opposent les deux forces contraires du Brésil : d'un côté, l'espoir d'un avenir radieux, la volonté de croire que demain sera meilleur ; de l'autre, l'incapacité du pays à se défaire de ses vieux démons, de ses vieilles méthodes. Arrivé à la tête de la sécurité de l'État de Rio en 2007, le 'super-flic' José Mariano Beltrame a fait du 'nettoyage' des favelas inondées de *pó* (cocaïne) depuis les années 1980 la priorité de son mandat. Il a envoyé des bataillons de l'armée dans ces quartiers déshérités lors d'opérations comparées au débarquement de Normandie. En 2011, il récolte son premier trophée : Nem<sup>47</sup>, l'ennemi public numéro un, arrêté alors qu'il tentait de s'enfuir planqué dans le coffre d'une voiture. Érigé en 'héros de Rio', José Mariano Beltrame a mis alors en place la deuxième phase de son programme : l'implantation des unités de police pacificatrices (UPP). Une police de proximité censée changer l'image désastreuse des forces de l'ordre. Habitué à défoncer les portes, les policiers ont été priés d'apprendre à respecter leurs concitoyens, jouant même aux professeurs pour leur enseigner à ramasser leurs ordures. Las, l'idée séduisante a fait long feu. Faute de moyens, faute aussi

<sup>44</sup> Source: <https://exame.com/brasil/prefeitura-do-rio-manda-pintar-rocinha-de-cinza/>

<sup>45</sup> Maire de Rio de 1902 à 1906, connu comme le « Haussmann tropical », BENCHIMOL, 1990 cité dans VALLADARES, Licia. *La favela d'un siècle à l'autre*, 2006, p. 17.

<sup>46</sup> BERENSTEIN-JACQUES, Paola. *Les favelas de Rio: un défi culturel*, préface d'Henri-Pierre Jeudy, Nouvelles études anthropologiques, L'harmattan, Paris, 2001.

<sup>47</sup> Ancien "parrain" du quartier, considéré comme le chef du trafic de drogue à *Rocinha*, emprisonné en 2011.

Ainsi, comme nous l'avons mis en évidence en introduction de cette partie, étudier la pauvreté et les conditions de vie et de survie matérielle d'une population donnée, c'est également analyser l'état dans laquelle la démocratie se retrouve. Quand nous faisons face à des situations comme celle que nous venons d'évoquer concernant la peinture des murs de la favela de *Rocinha*, nous constatons que la situation à Rio de Janeiro est problématique. Selon le maire, plutôt que de garantir une qualité de vie minimale aux habitants du bidonville, il est jugé plus important d'offrir une vue plus plaisante aux conducteurs qui observent la favela de loin. Les plus pauvres, les 200 000 citoyens qui résident à *Rocinha*, ont probablement vu leur citoyenneté reconnue par Crivela seulement au moment des élections – traduisant une considération intéressée (clientéliste) pour ce public, principalement déterminée par l'enjeu électoral, suivant un rapport ou mode de relation « présents/absents » installé de longue date.

### I. « *Brasil, mostra a tua cara* »<sup>49</sup>

Comme cela a été souligné dans l'introduction, tout au long de cette thèse, nous nous proposons de nous interroger sur les questions liées à la pauvreté en nous appuyant sur deux types de démarches : d'un côté, nous allons suivre la ligne de raisonnement développée par Georg Simmel pour essayer de réfléchir au caractère relationnel lié à cette thématique ; et de l'autre, afin de pouvoir aborder nos problèmes de recherche de manière plus concrète, palpable, nous allons également examiner cette question de façon plus objective, c'est-à-dire en utilisant les statistiques et chiffres qui traitent de la pauvreté. Il faut tout d'abord souligner que lorsque nous travaillerons sur la base des données statistiques, nous allons principalement utiliser celles du dernier recensement officiel brésilien, c'est-à-dire, celui réalisé par le gouvernement fédéral en 2010<sup>50</sup>. Ces informations sont importantes pour cette étude dans la mesure où elles constituent en quelque sorte un « portrait » de la population brésilienne mais, surtout, parce qu'elles serviront de base à tous les programmes gouvernementaux implantés par la suite. Ainsi, même si nous considérons qu'un recensement de ce type ne pourra jamais constituer une photographie fidèle d'un pays quelconque, il est important de le considérer (et le reconnaître) en tant qu'outil qui servira à construire les politiques publiques de l'État.

---

<sup>48</sup> Disponible sur: [https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas\\_5219552\\_4497186.html](https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas_5219552_4497186.html)

<sup>49</sup> C'est nous qui traduisons : « Brésil, montre ta gueule », phrase de la célèbre chanson "Brasil", de Cazusa, George Israel et Nilo Roméro, composée pendant la période de transition de la dictature militaire au régime démocratique.

<sup>50</sup> Au Brésil, l'enquête est menée tous les dix ans et la collecte du prochain recensement démographique doit avoir lieu entre les mois d'août et d'octobre 2020.



Ainsi, ce travail de recensement permet au gouvernement brésilien d'estimer le nombre d'habitants dans le pays, de savoir s'il est composé d'une population en majorité masculine ou féminine, de connaître sa moyenne d'âge, les taux de fécondité et de mortalité, les taux d'immigration interne entre les régions, le taux de pauvreté, etc. Ces informations constitueront donc la base qui servira à dessiner les politiques publiques concernant la santé, l'éducation, la sécurité sociale, l'assistance aux minorités, entre autres. Il ne faut pas non plus oublier l'aspect le plus pratique du recensement, à savoir qu'au Brésil, le nombre d'habitants d'une ville sert de paramètre pour la distribution des fonds fédéraux aux fonds municipaux. Finalement, et pour reprendre la question liée au fait d'être concomitamment à l'intérieur et en dehors de la société que nous avons évoquée avec Simmel et Castel, nous pouvons remarquer que, *a priori*, dans ce type de démarche, tout au moins au moment de la réalisation du recensement, peu importe la condition de vie dans laquelle chacun est inséré : tous les habitants sont considérés comme des citoyens, c'est-à-dire que tous sont « présents ». Alors, si nous regardons les détails de ce rapport, nous pouvons observer que, en 2010, environ 15,6% de la population brésilienne vivait dans des zones rurales, tandis que les 84,5% membres restants étaient installés dans des zones urbaines<sup>51</sup>. De ce fait, il est facile de constater que, de nos jours, le Brésil est un pays où la majorité de la population habite dans les villes.

Toujours selon L'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), institution responsable du recensement au Brésil, 46,7% des personnes subissant une extrême pauvreté vivent dans les zones rurales, alors que seulement 15,6% de la population brésilienne vit à la campagne. Le reste de la population considérée comme pauvre, c'est-à-dire 53,3%, vit dans les zones urbaines, où habite la majorité de la population<sup>52</sup>. Cela veut dire que la grande majorité des citoyens brésiliens habite dans des zones urbaines, y compris la plupart des pauvres. Ces informations nous semblent importantes pour situer le lecteur par rapport à notre corpus. Il est clair que, s'agissant d'un travail qui traite des favelas et d'un programme de sécurité publique de la ville de Rio, dans cette recherche nous parlerons essentiellement de la pauvreté urbaine. Quoi qu'il en soit, la question demeure pertinente parce que, comme nous venons de l'explicitier à travers les résultats du recensement brésilien, la plupart des personnes dites pauvres au Brésil se trouvent actuellement dans les villes.

Malgré tout, et pour en revenir aux statistiques, les recherches indiquent une amélioration de la situation. Selon l'étude réalisée par la *Fundação Getulio Vargas*, la pauvreté a diminué de

---

<sup>51</sup> Information divulguée par l'IBGE et consultable ici: <https://www.ibge.gov.br/estatisticas-novoportal/sociais/populacao/9662-censo-demografico-2010.html?=&t=destaques> (dernier accès le 12/05/2018).

<sup>52</sup> Il faut savoir que le seuil de pauvreté pour le recensement de 2010 a été établi à 70 *reais* par habitant, en tenant compte du revenu nominal mensuel du ménage. Ainsi, toute personne vivant en couple et dont le revenu était inférieur ou égal à ce montant était considérée comme extrêmement pauvre.



50,64% sous le gouvernement de l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva (ces informations traitent de la période entre décembre 2002 et décembre 2010). Selon cette enquête, le revenu des 50% d'habitants les plus pauvres a augmenté de 67,93% entre décembre 2000 et décembre 2010. Au cours de la même période, le revenu des 10% d'habitants les plus riches n'a augmenté que de 10%<sup>53</sup>. Malgré l'évident progrès quantitatif de cette baisse de la pauvreté et de l'inégalité sociale, il existe également un autre rapport qui s'instaure dans la société brésilienne à partir de cette décennie, comme le soulignent les auteurs du chapitre 3 de l'ouvrage intitulé « *Situação Social Brasileira : monitoramento das condições de vida I* », Ricardo P. de Barros, Mirela de Carvalho, Samuel Franco, Rosane Mendonça et Andrezza Rosalem<sup>54</sup>. Selon eux, jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le Brésil se caractérisait par une très haute inégalité sociale et les études montraient qu'il était difficile d'identifier une tendance capable de modifier cette caractéristique.

Néanmoins, il est vrai qu'en dépit de cette incapacité générale et chronique à combattre l'inégalité, le pays a réussi à diminuer le taux de pauvreté à certaines époques. Par contre, selon une particularité signalée par les chercheurs, même pendant ces périodes, dans la mesure où les inégalités n'étaient pas combattues, la pauvreté a baissé exclusivement grâce au développement économique du pays et, en ce sens, le recul a été beaucoup moins important qu'il n'aurait pu l'être. Ainsi, une politique capable d'associer développement économique et lutte contre les inégalités sociales serait plus apte à donner lieu à des résultats durables et stables dans la société (dans la mesure où elle ne serait pas seulement basée sur la situation/performance économique momentanée du pays).

En effet, c'est à partir des années 2000 que la situation s'est modifiée. Même si les taux de la croissance brésilienne n'étaient pas toujours stables, l'inégalité des revenus a commencé à décliner de manière accélérée et systématique et la pauvreté a diminué de façon significative à partir de 2003. Par conséquent, ce qui était conçu comme impossible auparavant est devenu quelque chose de lié à l'univers du possible et, peut-être plus important encore, de l'envisageable. Selon le graphique ci-dessous, l'extrême pauvreté a atteint son plus bas niveau de l'histoire brésilienne en 2014 : 3%, soit une réduction de l'ordre de 77% si nous comparons les données de 1992 à celles de 2015<sup>55</sup>.

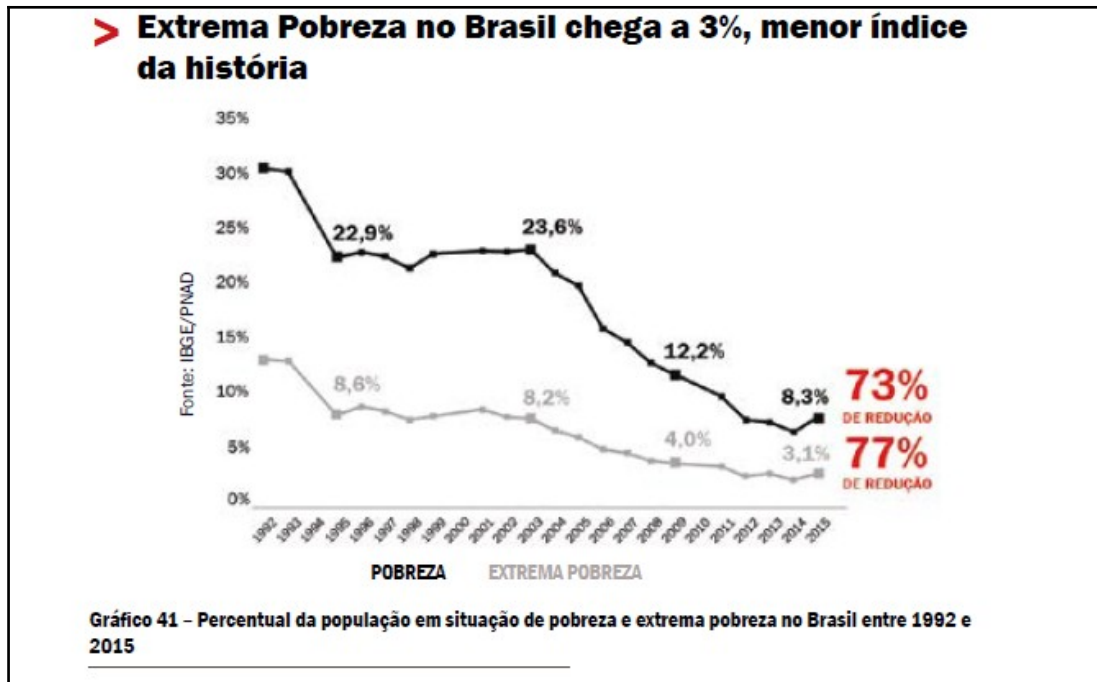
---

<sup>53</sup> Pour plus d'information voir: NERI, Marcelo (coord.), « Desigualdade de renda na década », *Fundação Getúlio Vargas*, 2011, disponible ici: <http://cps.fgv.br/pesquisas/desigualdade-de-renda-na-decada>

<sup>54</sup> PAES DE BARROS, Ricardo; CARVALHO, Mirela de; FRANCO, Samuel; MENDONÇA, Rosane; ROSALEM, Andrezza, in *Situação Social Brasileira: monitoramento das condições de vida I*, ABRAHAO DE CASTRO, Jorge, MONTEIRO VAZ, Fabio (Orgs), Brasília, 2011.

<sup>55</sup> Source: IBGE/PNAD, in GENTILI, Pablo, RODRIGUES, Monica, HOEWELL, Gabriel Rizzo, CAMPELLO, Tereza (coord), « Faces da desigualdade no Brasil, um olhar sobre os que ficam para trás ». *Saúde debate* [online], vol.42, n.sp3, 2018, p. 65.

Image 1. Taux d'extrême pauvreté (en gris) et de pauvreté (en noir) au Brésil (1992-2015)



Source : IBGE/PNAD *cité dans* GENTILI, Pablo, RODRIGUES, Monica , HOEWELL, Gabriel Rizzo, CAMPELLO, Tereza (coord), « Faces da desigualdade no Brasil, um olhar sobre os que ficam para trás », 2018.

Encore une fois, c'est à partir du début des années 2000 que le pays a commencé à inverser un cycle historique d'injustice sociale en mettant en place plusieurs politiques d'inclusion et de distribution des revenus, en valorisant le salaire minimum, l'éducation, entre autres. Le Brésil a réussi à réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté et, en 2014, il est finalement sorti de la « carte de la faim », selon un rapport réalisé par la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture<sup>56</sup>. Cette carte liste les pays où plus de 5% de la population consomment moins de calories que ce que recommandait l'ONU. Le Brésil était resté au-dessus du taux de 5% depuis la première carte, en 1990. En 2014, ce pourcentage a baissé et seuls 3% de sa population consommaient moins de calories qu'en prescrivait la recommandation de l'ONU. Le pays sort ainsi, pour la première fois, de la zone rouge.<sup>57</sup>

Il faut également ajouter, en tenant compte des objectifs du Millénaire pour le

<sup>56</sup> Voir le rapport "The State of Food Insecurity in the World", publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en 2015 et disponible sur le site <http://www.fao.org/3/a-i4646e.pdf>

<sup>57</sup> Il serait presque impossible de parler de la lutte contre la pauvreté au Brésil sans souligner l'importance du gouvernement de Luis Inácio Lula da Silva et ses différentes mesures sociales. Nous pensons notamment à la *Bolsa Família* (« bourse familiale », en français), créée en 2003, programme social destiné à lutter contre la pauvreté selon lequel le versement d'aides est conditionné à certaines obligations d'éducation : pour résumer, si les enfants sont scolarisés et suivent les programmes de vaccination obligatoire, la famille touche une aide mensuelle. La logique de ces programmes dits « conditionnels » est de sortir ces familles de l'assistance en s'assurant que les enfants soient mieux éduqués que leurs parents. En accordant une aide matérielle aux familles, ce programme a en effet généré une augmentation du taux de scolarisation au Brésil, en particulier dans les États les plus pauvres, et une dynamisation de l'économie locale. L'IPÊA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada) a identifié, en 2013, que sur chaque R\$ 1,00 investi dans la Bolsa Família, R\$ 1,78 retournaient à l'économie.

développement (OMD) des Nations Unies, les très bons résultats que le pays est parvenu à obtenir. Avec un total de huit objectifs et un plan approuvé par tous les pays du monde et par toutes les grandes institutions mondiales de développement, le Brésil a réussi le principal, à savoir réduire la pauvreté de 50% entre 1990 et 2015. En réalité, la population touchée par la pauvreté a baissé en passant de 36,6% à 10%<sup>58</sup>. Comme le souligne Marcelo Neri, il s'agit là d'un changement remarquable: « Durant la période immédiatement précédente - entre 1977 et 1990 - l'extrême pauvreté et la pauvreté au Brésil ont augmenté respectivement de 17,4% et 3,37%. »<sup>59</sup>. Selon lui, cela est dû au fait que le Brésil a su combiner les composantes du développement économique au combat contre les inégalités.

Un autre paramètre positif a été démontré, à la même époque, par le coefficient Gini, mesure la plus utilisée internationalement pour traiter de la question de l'inégalité. Cette échelle statistique variant de 0 à 1 souligne la différence entre les revenus des plus riches et ceux des plus pauvres, où 0 signifierait l'égalité « parfaite ». Au Brésil, entre 1980 et 2001, ce coefficient est resté stable autour de 0,59. En 2015, il a atteint son niveau le plus bas, soit 0,49<sup>60</sup>.

Il nous semble important d'insister sur cette évolution parce qu'à partir du moment où les inégalités sont combattues (et diminuent), c'est aussi tout un univers qui bascule : en changeant les situations d'inégalités autrefois jugées irréversibles, il devient également possible d'avoir un impact sur le sens commun, qui banalise la pauvreté et les inégalités et finit par immobiliser une partie de la société dans la lutte pour les droits universels.

Néanmoins, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres demeure gigantesque. Dans un rapport réalisé par l'organisation *Oxfam Brasil* la situation est décrite de la manière suivante :

A peine six personnes ont une fortune équivalente au patrimoine des 100 millions de Brésiliens les plus pauvres. De plus : les 5% les plus riches détiennent la même part de revenus que les 95% restants. Ici, un travailleur qui gagne un salaire minimum par mois mettra 19 ans pour recevoir l'équivalent du revenu d'un super-riche en un seul mois.<sup>61</sup>

Ainsi, nous observons que le Brésil a certes réussi à diminuer de façon inédite les taux d'inégalité sociale et économique durant la première décennie des années 2000, surtout entre 2001 et 2012, même qu'il apparaît cependant toujours comme l'un des pays au monde où les inégalités

<sup>58</sup> Le seuil d'extrême pauvreté international est de R\$ 90,7 et le seuil de pauvreté au Brésil était établi à R\$ 223 par personne en mars 2017, la dernière moyenne nationale pondérée étant ajustée pour tenir compte des différences régionales liées au coût de la vie.

<sup>59</sup> Citation originale : « No período imediatamente anterior – entre 1977 e 1990 – a extrema pobreza e a pobreza brasileira aumentaram 17,4% e 3,37%, respectivamente », in NERI, Marcelo, « Alta da desigualdade e da pobreza, superação da crise e políticas de renda. Versão preliminar », *FGV Social/CPS*. Agosto de 2017, p. 2.

<sup>60</sup> Source: CAMPELLO, Tereza (coord), « Faces da Desigualdade no Brasil – Um olhar sobre os que ficam pra tras », *CLACSO, FLACSO*, agenda igualdade, Brasil, 2017, p. 11.

<sup>61</sup> Citation originale : « Apenas seis pessoas possuem riqueza equivalente ao patrimônio dos 100 milhões de brasileiros mais pobres. E mais: os 5% mais ricos detêm a mesma fatia de renda que os demais 95%. Por aqui, uma trabalhadora que ganha um salário mínimo por mês levará 19 anos para receber o equivalente aos rendimentos de um super-rico em um único mês », in GEORGES, Rafael et MALA, Katia (coord.), « A distância que nos une – Um retrato das desigualdades brasileiras », *Oxfam Brasil*, 2017, p. 6.

atteignent un niveau particulièrement élevé. Cette préoccupation prend de l'ampleur quand nous examinons les dernières enquêtes portant sur cette thématique. Selon un reportage de la version brésilienne du journal *El Pais* – qui s'appuyait sur un rapport réalisé par l'*IBGE* –, depuis la fin de l'année 2016 la pauvreté a augmenté de 11% dans le pays, ce qui signifie que plus de 1,5 million d'habitants sont entrés dans la catégorie des pauvres<sup>62</sup>. À la fin de l'année 2017, l'institut comptait presque 15 millions de personnes vivant dans une extrême pauvreté<sup>63</sup>, soit 7,2% de la population, ce qui montre que, pour la deuxième année consécutive, la pauvreté avait tendance à augmenter au Brésil<sup>64</sup>. Pour aborder cette question, le titre du reportage de ce journal en ligne s'avère significatif et précis : « 'L'avenir n'allait pas être comme ça': l'extrême pauvreté augmente à nouveau au Brésil », en traduction libre<sup>65</sup>.

De plus, quand nous parlons de la situation brésilienne, où une partie de la société vit sans avoir accès aux droits fondamentaux pour la vie, nous considérons qu'il faut élargir le débat sur les inégalités. Dans cette recherche, nous souhaitons proposer une discussion en prenant en compte le phénomène de l'inégalité comme quelque chose de multidimensionnel et de relationnel, où plusieurs facettes doivent être examinées. Nous disons cela parce que, en fin de compte, au Brésil, les plus pauvres sont non seulement exclus d'un processus financier d'accumulation d'argent, mais de plus, en pratique, ils ne bénéficient absolument pas des biens et services produits par la société. Après tout, une vision réductrice du phénomène de l'inégalité peut conduire à une conception réductrice de l'émancipation et de la liberté humaine. La lutte pour la « dénaturalisation » des inégalités est menée par le biais de la prise de conscience de telles injustices ; c'est la raison pour laquelle tous les discours sont importants : ceux qui sont produits par les associations et les citoyens, ceux qui émanent des gouvernements et, bien sûr, ceux générés par les médias.

## II. Le visible et l'invisible

En s'appuyant sur les travaux de Bourdieu, le sociologue Jessé Souza utilise l'expression « violence symbolique » pour définir ce type de violence qui ne nous semble pas être de la violence au sens strict, mais qui rend toutefois possible ce que nous qualifierons de « naturalisation » d'une inégalité aussi flagrante, comme c'est le cas au sein de la société brésilienne<sup>66</sup>. Selon lui, si nous

<sup>62</sup> Compte tenu du seuil de pauvreté proposé par la Banque Mondiale, c'est-à-dire un revenu pouvant atteindre US\$ 5,5 par jour, soit R\$ 406 par mois.

<sup>63</sup> Toujours selon la Banque Mondiale, le contingent de personnes dont le revenu est inférieur à US\$ 1,90 par jour, soit R\$ 140 par mois.

<sup>64</sup> Pour plus d'informations, voir: <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-sala-de-imprensa/2013-agencia-de-noticias/releases/23298-sintese-de-indicadores-sociais-indicadores-apontam-aumento-da-pobreza-entre-2016-e-2017> et [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/05/22/politica/1526941832\\_202640.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/05/22/politica/1526941832_202640.html), consulté pour la dernière fois le 27/06/2018.

<sup>65</sup> Titre original : « 'O futuro não ia ser assim': Pobreza extrema volta a crescer no Brasil ».

<sup>66</sup> SOUZA, Jessé. *A Ralé brasileira : Quem é e como vive*, Editora UFMG, 2009.

continuons à centrer la discussion sur les inégalités actuelles en nous appuyant sur les arguments d'hier, du fait de leur lourd ancrage historique résultant de notre passé esclavagiste, nous n'avons pas encore compris la question. C'est seulement à partir du moment où les façons « nouvelles » et « modernes » de légitimer la domination quotidienne seront prises en compte que nous aurons compris comment nous devrions, de nos jours, analyser l'inégalité :

En fait, la 'légitimation de l'inégalité' dans le Brésil contemporain, ce qui permet sa reproduction quotidienne indéfiniment, n'a rien à voir avec ce passé lointain. Elle est reproduite quotidiennement par des moyens 'modernes', spécifiquement 'symboliques', très différents du fouet du maître des esclaves ou du pouvoir personnel du propriétaire de la terre et des gens.<sup>67</sup>

Selon lui, c'est cette déconnexion avec le présent et les violences symboliques actuelles qui explique la manière dont la société brésilienne fait face à ses inégalités, c'est-à-dire, une façon trop liée à l'économie et trop réductrice de la réalité sociale. Il ajoute que la suprématie de la pensée libérale économique a été rendue possible à partir d'une opposition trompeuse entre le marché d'un côté, fructifère et paradisiaque, et l'État de l'autre, royaume de la corruption et des privilèges. Selon Jessé Souza, c'est en cachant les facteurs « non économiques » de l'inégalité, que nous rendons encore plus difficile sa compréhension, surtout liée à sa genèse et à sa reproduction dans le temps. Dans son ouvrage *A ralé brasileira : Quem é e como vive*, Souza démontre comment cette classe, qu'il appelle « ralé »<sup>68</sup>, a toujours été oubliée – socialement et politiquement – par toute la société brésilienne et est perçue dans le débat politique en général comme un ensemble d'individus nécessaires ou dangereux.

Ce qu'il faut comprendre, néanmoins, c'est un aspect en quelque sorte intrinsèque à la société brésilienne depuis sa modernisation, à savoir l'acceptation et la tendance à continuer (depuis toujours et jusqu'à aujourd'hui) à reproduire un modèle de société dans lequel tous les types d'inégalités sont presque considérés comme naturels ; où nous acceptons de séparer les personnes qui « ont de la valeur », d'un côté, de celles qui « n'en ont pas », de l'autre. En ce sens, la question qui apparaît comme pertinente serait la suivante : existe-t-il, au Brésil, un taux d'inégalité acceptable ? De plus, il est important de souligner que cette manière de fonctionner (ou mieux, de dysfonctionner) n'est pas seulement associée aux affaires politiques, mais traverse tous les consensus sociaux de la société brésilienne.

Serge Paugam, dans un récent article, défend l'idée que la perception de l'étude de la pauvreté serait capable de représenter l'expression d'une représentation collective plus globale, celle

---

<sup>67</sup> Citation originale : « Na realidade, a "legitimação da desigualdade" no Brasil contemporâneo, que é o que permite a sua reprodução cotidiana indefinidamente, nada tem a ver com esse passado longínquo. Ela é reproduzida cotidianamente por meios "modernos", especificamente "simbólicos", muito diferentes do chicote do senhor de escravos ou do poder pessoal do dono de terra e gente », in SOUZA, Jessé., *Ibid*, p. 15.

<sup>68</sup> Terme difficile à traduire, mais qui fait référence aux plus pauvres, aux précaires, aux « oubliés ». Le mot « populace » en français nous semble suggérer la même idée.

qui sert à attacher les individus entre eux et à la communauté dans son ensemble. Dans cette recherche, il analyse ce qu'il appelle la *tessiture sociale* de certaines sociétés<sup>69</sup>. Influencé par Durkheim, il explique que, globalement, nous pouvons différencier trois types de perceptions concernant la question de la pauvreté quand nous essayons de comprendre la relation existant entre les personnes dites pauvres et le reste de la communauté. Il s'agit de la *naturalisation*, de la *culpabilisation* et de la *victimisation*.

Au sein des sociétés où la pauvreté est très répandue et apparaît comme une condition inévitable pour une certaine partie de la communauté, les pauvres sont simultanément vus comme inférieurs et intégrés. Selon Paugam, dans ce cas de figure, il s'agit d'un processus de naturalisation de la pauvreté. A cause de ce mode de fonctionnement, se caractérisant par des systèmes d'inégalités extrêmement rigides, les pauvres ont le sentiment de ne jamais pouvoir changer leur « destin ».

D'un autre point de vue, il existe des sociétés où la façon courante de considérer la pauvreté consiste plutôt à l'analyser comme l'expression d'injustices intolérables. C'est la raison pour laquelle la pauvreté et l'inégalité doivent être combattues au nom de la cohésion sociale et citoyenne. Dans ce cas de figure, les pauvres sont des victimes et l'un des rôles de la société consiste à se réformer pour qu'ils puissent sortir de cette condition.

Ces deux types de perceptions de la pauvreté selon la relation existant entre les personnes dites pauvres et le reste de la communauté, c'est-à-dire, la naturalisation et la victimisation que nous venons d'évoquer, sont les deux pôles extrêmes de la question. Dans un cas, les pauvres apparaissent comme des personnes qui ne peuvent échapper à leur destin et, en même temps, il est naturel que ce type d'inégalité existe au sein des sociétés. Dans l'autre, le pauvre est celui qui « paie » le prix d'un dysfonctionnement de sa communauté, une victime, et ses souffrances remettent en question l'ambition de vivre ensemble dans une société d'individus semblables. Entre ces deux pôles, il existe une perception intermédiaire, que Paugam appelle *culpabilisation* des pauvres. Dans ces sociétés, les pauvres ne sont ni « naturels », ni « victimes » et ils doivent saisir les opportunités que le système social leur offre pour pouvoir sortir de cette condition. Ensuite, s'ils n'y parviennent pas, ce sera légitimement de leur faute et ils seront jugés dans leurs groupes en tant que personnes irresponsables, paresseuses ou incapables.

Même si Paugam indique la différence entre ces trois catégories dans son texte, il affirme qu'elles peuvent coexister au sein d'une même société. Néanmoins, nous pouvons toujours essayer de repérer la catégorie dominante, celle qui s'impose « comme un trait anthropologique et historique » :

---

<sup>69</sup> PAUGAM, Serge. « La perception de la pauvreté sous l'angle de la théorie de l'attachement. Naturalisation, culpabilisation et victimisation », *Communications*, vol. 98, no. 1, 2016, pp. 125-146.



Ces trois grands types de perceptions de la pauvreté peuvent être présents simultanément dans chaque société, au sens où les représentations sociales ne sont pas totalement homogènes et où elles sont susceptibles de varier selon la classe sociale, le genre, l'âge, la trajectoire biographique, et même selon la conjoncture ou les phases de la croissance économique et de la protection sociale<sup>70</sup>.

En suivant cette ligne de réflexion pour étudier les inégalités au Brésil, Paugam affirme qu'y existe le processus qu'il a présenté comme celui de la naturalisation de la pauvreté. Il ajoute :

Il est présent notamment dans le discours des habitants des beaux quartiers. Ces derniers voient en effet dans les pauvres une population tellement en marge de la société, tellement en dehors de la civilisation, qu'il faut soit s'en protéger par tout un système raffiné de sécurité (clôture marquée de l'espace privé, vidéosurveillance, vigiles permanents aux entrées d'immeuble...) soit reprendre à zéro leur éducation, ce qui est d'ailleurs envisagé lorsqu'il s'agit d'en faire des employés de maison<sup>71</sup>.

Nous remarquons ainsi que Paugam mentionne la question de la sécurité comme l'une des réponses de la part de la société brésilienne la plus aisée pour pouvoir vivre conjointement avec les classes les plus pauvres<sup>72</sup>. De plus, il est important de souligner à nouveau que c'est à partir du moment où les pauvres se rendent compte du rapport de domination qui existe – et les relie aux riches –, qu'ils commencent à juger cette position inférieure, jusqu'à présent « vendue » comme naturelle, comme quelque chose de *non naturel*. C'est à ce moment également qu'ils commencent à essayer d'imposer un autre système de représentation de la pauvreté.

Les thèses de Jessé Souza (2009) et de Serge Paugam (2016) nous paraissent, en un sens, complémentaires. En même temps que la pauvreté et l'exclusion peuvent être considérées comme des situations assez naturelles dans la société, comme le dit Paugam, le texte de Souza montre dans quelle mesure c'est en naturalisant l'existence des inégalités que l'ensemble de la société brésilienne corrobore – et légitime – ce système inégal. Dans cette idéologie où la méritocratie s'impose (y compris dans une population si dissemblable que l'est la population brésilienne où les 5% les plus riches ont la même part de revenu que les 95% restants, comme nous l'avons vu avec le rapport de l'association *Oxfam Brasil*<sup>73</sup>), continuer à croire que la pauvreté est le résultat d'un manque d'effort individuel, d'un échec personnel, maintient la légitimité des privilèges d'une partie de la population. L'idée de la méritocratie, si répandue dans le sens commun au Brésil, y compris par la classe nommée *ralé* elle-même, comme l'explique Souza, laisse croire que les privilèges modernes sont, en quelque sorte, justes.

Il faut noter également que la classe appelée « *ralé* » dans l'ouvrage de Souza est gigantesque, mais invisible. Invisible en termes économiques, bien sûr, mais aussi (et surtout) aux

---

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 133.

<sup>72</sup> Cette question sera examinée plus en détail dans les chapitres suivants. En effet, dans la troisième partie de cette recherche, nous verrons s'il est possible d'identifier ce type de relation dans les discours médiatiques qui traitent des Unités de Police Pacificatrice (surtout dans les unités installées dans les quartiers les plus riches de Rio).

<sup>73</sup> Voir le rapport de GEORGES, Rafael, MALA, Katia (coord.), « A distância que nos une », *op. cit.*

niveaux social et politique. Comme l'explique l'auteur à travers cette métaphore, c'est comme s'il s'agissait d'une classe condamnée à être seulement un corps, dénuée d'âme et d'esprit. Et c'est pourquoi cette classe est souvent traitée comme un sujet de police et non de politique ; c'est pour cela que le sens commun nous dit que nous devons la redouter, que nous pouvons traiter sa population comme des délinquants ou, tout au moins, comme des délinquants potentiels.

Nous aborderons ces questions en détail dans le prochain chapitre mais il nous semble que le plus important pour l'instant est de constater que cette invisibilité économique, sociale et politique engendre une invisibilité morale et existentielle, ce qui rend encore plus difficile une mobilisation de la part de ces personnes dites invisibles pour combattre ce *statu quo* dominant. En effet, pour lutter contre une situation, il faut, tout au moins, être conscient de la domination existante. Quand il s'agit de la *ralé* au Brésil, comme l'explique si bien Souza, cette prise de conscience n'est pas assurée. Au contraire, du fait que les besoins quotidiens sont constamment urgents, le présent est vécu comme s'il n'y avait pas de futur. Comme l'a écrit Castel dans son article portant sur les violences urbaines survenues à l'automne 2005 en France et les représentations des jeunes de banlieue, « l'absence de toute perspective d'avenir témoigne d'une désespérance profonde »<sup>74</sup>.

Dans l'ouvrage *La fracture Sociale, un terme politique*, les auteurs Xavier Emmanuelli et Clémentine Frémontier expliquent la situation de la manière suivante : « Plus on est atteint par le processus de l'exclusion, moins on maîtrise la représentation de soi-même et de l'environnement »<sup>75</sup>. Dans ces circonstances, il est normal qu'il s'avère complexe de prendre conscience de la position que l'on occupe dans le monde. Souza avait également signalé :

C'est la fragilité même de la position sociale de la *ralé* qui l'oblige à percevoir ses 'choix', résultat de circonstances défavorables et indésirables, comme des 'choix libres', alors qu'ils sont en réalité des 'rationalisations' de choix forcés par des circonstances qu'elle ne contrôle pas.<sup>76</sup>

C'est la raison pour laquelle, pour changer la situation actuelle, il ne suffirait pas de renforcer les programmes d'assistance ou les aides sociales. Il conviendrait de redonner à l'ensemble de la société un nouveau paramètre d'humanité et plus seulement de progrès technique, économique et même social. En ce sens, les arguments de Souza et ceux de Emmanuelli et Frémontier sont tournés dans la même direction. D'après eux, ce type d'aide s'avère, d'un côté, essentiel parce qu'il permet à l'individu de survivre, mais il ne sera jamais capable de réparer la partie immatérielle du

---

<sup>74</sup> CASTEL, Robert. « La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61e année, no. 4, 2006, p. 777.

<sup>75</sup> EMMANUELLI, Xavier et FREMONTIER, Clémentine. *La fracture sociale, un terme politique*, PUF, Paris, 2002, p. 69.

<sup>76</sup> Citation originale : « é a própria enorme fragilidade de posição social da *ralé* que a obriga a perceber suas "escolhas", fruto de circunstâncias adversas e não desejadas, como "escolhas livres", quando são, na verdade, "racionalizações" de escolhas forçadas por circunstâncias que ela não controla », in SOUZA, *op. cit.*, p. 418.



statut « d'homme social » qui a été entamée. Les aides sont, évidemment, importantes, mais elles « ne seront jamais à la hauteur de l'effondrement de la dignité et du statut 'humain' qui a été infligé à l'exclu »<sup>77</sup>.

D'ailleurs, il est important de faire remarquer que, depuis plusieurs années, les questions liées aux inégalités sociales sont traitées à l'aune de l'invisibilité ou, tout du moins, du débat entre le visible et l'invisible. Dans l'ouvrage intitulé *La France Invisible*<sup>78</sup>, figure la définition selon laquelle les invisibles seraient « des populations, plus ou moins paupérisées, qui ne semblent plus exister dans l'espace public que sous la forme de statistique et de flux »<sup>79</sup>. Il est clair que la situation d'invisibilité renverrait plutôt à un ensemble de processus qui impliqueraient un sentiment de non-reconnaissance et de mépris social. De ce fait, la réflexion concernant la question de la visibilité/l'invisibilité publique apparaît très facilement dans un double questionnement : d'un côté, les interrogations qui peuvent prioriser l'image qu'un sujet peut se faire de lui-même (non-reconnaissance) et, de l'autre, l'image qu'il possède auprès du collectif, c'est-à-dire de la société elle-même (mépris social).

La philosophe Hannah Arendt, pour traiter de la thématique de l'espace public dans ses études portant sur la condition de l'homme moderne, soulignait l'importance de la question de l'apparition des acteurs. Selon Arendt, l'existence d'un espace public présuppose principalement deux choses : la présence d'un monde commun partagé et la capacité des différents acteurs à se rendre visibles les uns aux autres. L'*agora* est le lieu de l'apparence, où les personnes s'assemblent par la parole et par l'action et où les acteurs peuvent être vus et entendus par leurs semblables. En ce sens, l'apparence est une potentialité parce qu'elle dépend de la capacité des acteurs à se mettre ensemble et à se rendre mutuellement visibles. Comme le résume le sociologue Olivier Voirol à propos de la pensée d'Arendt, « apparaître c'est exister dans un espace d'actions et d'interrelations réciproques. [...] Attachée à l'existence d'autrui et à sa présence, l'action est rendue possible par le processus d'apparition qui seul permet une réciprocité »<sup>80</sup>.

Cet espace d'apparence, écrit Arendt, « commence à exister dès que des hommes s'assemblent dans le monde de la parole et de l'action ; il précède par conséquent toute constitution

---

<sup>77</sup> EMMANUELLI, Xavier, FREMONTIER, Clémentine, *op. cit.*, p. 110.

<sup>78</sup> BEAUD, Stéphane.; CONFAVREUX, Joseph.; LINDGAARD, Jade. (Dir.). *La France invisible*. La Découverte, Paris, 2006.

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 10. De plus, les auteurs soulignent que depuis peu de temps, plus précisément depuis l'élection présidentielle de 2002, nous assistons, en France, à une augmentation de l'intérêt pour les milieux populaires et un changement par rapport au vocabulaire utilisé. Pour être plus précis, à partir du moment où nous écartons l'image des « pauvres » associée presque automatiquement aux « vagabonds » ou aux « mendiants » (ainsi liée à un imaginaire social plutôt négatif), nous percevons que c'est la catégorie des « exclus » qui prend place et s'inscrit dans l'agenda politique et, par conséquent, dans celui médiatique.

<sup>80</sup> VOIROL, Olivier. « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, p. 93.

du domaine formel du domaine public et des formes de gouvernement ; c'est-à-dire des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'organiser »<sup>81</sup>. Cependant, ce monde commun peut également se déstructurer, ce qui se produit plus précisément au moment où les référents communément partagés sont détruits. Arendt souligne que le déni de l'apparence et l'isolement des acteurs peuvent être considérés comme les principaux facteurs de destruction du monde commun, qui engendre, ensuite, la réduction des potentialités d'apparence.

La perspective d'Hannah Arendt nous semble intéressante parce que, selon elle, quand nous « n'apparaissions » pas dans la *polis*, lorsque nous sommes exclus en tant qu'acteur qui a le pouvoir d'agir, de parler et d'entendre en participant au monde commun, c'est de toute la notion de réalité dont nous sommes privés, la réalité extérieure, celle du monde autour de nous et la réalité de soi, comme l'explique si bien Olivier Voirol :

[...] le sens de la réalité du monde est seulement garanti par la présence d'autrui et par l'apparence publique. Sans possibilité de se faire voir et entendre, c'est le sens de la réalité de soi qui s'altère. En effet, l'identité de soi et le sens de la réalité n'ont de consistance que lors du déploiement de l'action et de la parole dans un espace d'apparence partagé. Du coup, seule la manifestation des acteurs au sein de la *polis* permet leur pleine existence, l'affermissement du sens du réel et leur sentiment d'exister comme membres à part entière du groupe<sup>82</sup>.

Robert Castel employait l'expression *citoyenneté sociale* pour parler de « l'indépendance sociale minimale dont on peut disposer pour être maître de ses choix »<sup>83</sup>, c'est-à-dire, d'un minimum de ressources et de droits garantis capable d'assurer au citoyen une certaine indépendance sociale.

Ce qui est en question, ce n'est pas la stricte égalité des conditions sociales. C'est la question de l'indépendance sociale minimale dont on peut disposer pour être maître de ses choix. Ainsi ne pas être dans la dépendance immédiate de besoin, ne pas être dans une relation unilatérale de sujétion à l'égard d'autrui, ne pas être dans la dépendance de l'assistance qui fait que de faibles ressources vous sont octroyées sur la base d'une déficience. C'est donc la question de pouvoir disposer d'un socle de ressources pour entrer dans un système d'échanges réciproques, pouvoir nouer des relations d'interdépendance et ne pas rester pris dans des rapports unilatéraux de sujétion<sup>84</sup>.

Il est vrai que, dans ses travaux, Castel mettait surtout l'accent sur le statut de l'emploi et sur le quasi-plein-emploi en tant que condition pour que la citoyenneté sociale soit acquise et garantie à tous. Selon lui, la construction de cette citoyenneté sociale répandue à tous les individus de la société dépend du quasi-plein-emploi et de la consistance du statut de l'emploi, avec toutes les garanties qu'un travail réglementé peut apporter au travailleur.

Néanmoins, nous voulons mettre en lumière en nous appuyant sur le travail de Castel le fait que la citoyenneté n'est pas rattachée depuis la nuit des temps à tous les individus en tant que

<sup>81</sup> ARENDT, Hannah. *Condition de l'homme moderne*, Éditions Pocket - Agora, Calmann-Lévy, 1961, p. 259.

<sup>82</sup> VOIROL, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *op. cit.*, p. 95.

<sup>83</sup> CASTEL, Robert. « La citoyenneté sociale menacée », *Cités*, vol. 35, no. 3, 2008, p. 135.

<sup>84</sup> *Ibid.*

telle. Elle n'est pas intrinsèque aux individus ni également répartie dans la communauté. Ainsi, dans la pratique, elle dépend des ressources, des investissements et des droits qui s'avèrent fondamentaux pour cet individu afin qu'il puisse accéder à la citoyenneté sociale.

Axel Honneth, dans les premières lignes de son article « Visibilité et invisibilité : sur l'épistémologie de la 'reconnaissance', évoque l'ouvrage *L'Homme Invisible, pour qui chantes-tu?*, de Ralph Ellison, dans lequel le narrateur à la première personne, mais de nom inconnu, est un jeune homme, de chair et sang, qui raconte son invisibilité. Il ne s'agit pas là d'un super pouvoir, comme dans les histoires de super-héros, mais le lecteur va découvrir, quelques pages après, que ce jeune homme noir vit aux États-Unis durant la période de l'après-guerre. Le protagoniste lutte tout au long du roman contre cette sorte d'invisibilité, qui n'implique pas une non-présence physique, mais véritablement une non-existence au sens social de ce terme. Pour expliquer cette invisibilité dite métaphorique, Honneth affirme :

Nous possédons la capacité d'afficher notre indifférence aux personnes présentes en nous comportant envers elles comme si elles n'étaient pas réellement là, dans le même espace. En ce sens, 'regarder à travers' quelqu'un a un aspect performatif parce que cela exige des gestes ou des manières de se comporter qui témoignent clairement de ce que l'autre n'est pas vu non pas simplement de façon accidentelle, mais de façon intentionnelle<sup>85</sup>.

Cependant, il souligne qu'il serait erroné de traiter ce type d'invisibilité en le simplifiant, c'est-à-dire, en l'abordant simplement comme quelque chose de métaphorique car ces personnes dites « invisibles » se sentent réellement non perçues. C'est ainsi que la question de la reconnaissance prend place : « la reconnaissance dépend de moyens de communication qui expriment le fait que l'autre personne est censée posséder une 'valeur' sociale »<sup>86</sup>, déclare Honneth. Dans sa théorie de la reconnaissance, l'auteur explique que la formation de l'identité individuelle dépend en effet de la reconnaissance des sujets au sein de la communauté. Cela veut dire que l'individu dépend du contexte de l'échange social dans lequel il est inséré et des principes de reconnaissance réciproque : « la disparition de ces relations de reconnaissance débouche sur des expériences de mépris et d'humiliation qui ne peuvent être sans conséquences pour la formation de l'identité de l'individu »<sup>87</sup>. Selon l'auteur, ce qu'il y a « de juste dans une société se mesure à sa capacité à assurer les conditions de la reconnaissance réciproque qui permettent à la formation de l'identité personnelle – et donc à la réalisation de soi de l'individu – de s'accomplir de façon satisfaisante »<sup>88</sup>. Olivier Voirol ajoute :

L'attention 'naturelle' et ordinaire portée sur le monde environnant acquiert une dimension

---

<sup>85</sup> HONNETH, Axel. « Visibilité et invisibilité: sur l'épistémologie de la « reconnaissance », *Revue du MAUSS*, vol. n° 23, no. 1, 2004, p. 138.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>87</sup> HONNETH, Axel. « La théorie de la reconnaissance: une esquisse », *Revue du MAUSS*, vol. n° 23, no. 1, 2004, p. 134.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 135.

normative explicite lorsqu'elle est interrogée et soumise à la critique. Car la critique des acteurs qui font l'expérience du déni d'attention révèle la hiérarchie implicite définissant 'ce qui vaut d'être vu' selon laquelle s'organise l'attention<sup>89</sup>.

De plus, il s'avère important de signaler qu'à partir du moment où ces acteurs exclus et socialement invisibles parviennent à sortir de cette position et apparaissent dans des situations où le reste de la société ne les attend pas, une forme de mise en visibilité excessive, presque exagérée, commence généralement à se mettre en place. Dans ces cas, nous pouvons constater que, d'une certaine façon, c'est en donnant de la visibilité à ces « invisibles d'origine » que nous confirmons encore davantage leur statut d'exclus, « d'exception à la règle », de « non-lieu ».

Plusieurs exemples peuvent certainement être trouvés dans la société brésilienne, nous pouvons, quant à nous, citer le récent cas de la judoka Rafaela Silva, première athlète à avoir gagné une médaille d'or pour le Brésil aux Jeux Olympiques de 2016, à Rio. Rafaela est une femme noire, née dans la favela *Cidade de Deus*, qui avait également participé aux Jeux Olympiques de Londres en 2012. À cette occasion, elle avait perdu en huitième de finale, reçu des messages enragés et fait l'objet d'insultes racistes sur ses réseaux sociaux, insultes qui la traitaient de « singe », donc faisaient référence à Rafaela en tant qu'animal et non que personne. En 2016, lorsque Rafaela gagne la première médaille d'or du pays, le Brésil célèbre sa victoire avec le slogan « *somos todos Silva* »<sup>90</sup>, exalte son histoire et son enfance pauvre dans la favela ainsi que sa volonté de réussir. Peu après la finale, Rafaela dénonce : « Le singe qui devait être en cage à Londres est aujourd'hui champion olympique à la maison »<sup>91</sup>. Cela démontre tout d'abord que, au moment où Rafaela sort de sa position d'invisibilité de femme noire née dans la favela et devient championne olympique, elle gagne non seulement une médaille d'or, mais aussi un corps et une âme, c'est-à-dire, elle « s'humanise ». Deuxièmement, la place qu'elle occupe en tant que « femme victorieuse » est si étrange, si insolite, qu'elle devient le symbole du Brésil d'une façon exagérée, comme le démontre le slogan « *somos todos Silva* » et le très grand nombre de reportages qui vont être diffusés dans les médias.

Pour conclure, au début du XX<sup>e</sup> siècle, Simmel affirmait déjà que la tendance de notre société à dissimuler la pauvreté génère un éloignement des pauvres entre eux :

La classe des pauvres constitue, en particulier dans la société moderne, une synthèse sociologique unique. En ce qui concerne sa signification et sa place dans le corps social, elle possède une grande homogénéité ; mais pour ce qui est de la qualification individuelle de ses éléments, elle en manque complètement<sup>92</sup>.

Si nous prolongeons le débat sur la question de la visibilité publique, il faut prendre en

<sup>89</sup> VOIROL, Olivier. « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, p. 18.

<sup>90</sup> C'est nous qui traduisons : « Nous sommes tous Silva », en référence à son nom de famille.

<sup>91</sup> Citation originale : « O macaco que tinha que estar na jaula em Londres hoje é campeão olímpico dentro de casa ».

<sup>92</sup> SIMMEL, Georg, *op. cit.*, p. 100.

compte le fait qu'il ne s'agit pas là d'une compétence perceptive figée. Au contraire, elle peut être analysée comme le résultat de luttes, en continuelle recomposition, qui configurent les schèmes implicites formateurs des « manières de voir » des sociétés. En analysant le mouvement des sans domicile fixe en France, Julien Damon souligne que c'est par le biais de leurs protestations que ces populations dites pauvres réussissent à conquérir une expression politique :

Il faut que les 'sans-pouvoir' donnent de la visibilité à leurs problèmes pour amener les décideurs à entendre et traiter leurs revendications (Lipsky, 1968). [...] Elles [les actions de protestation] doivent atteindre une cible plus large que le bâtiment ou la mairie occupée. A cet effet il est nécessaire d'être très médiatisé. Il faut chercher à ce que la contestation soit exprimée de manière audible, et qu'elle puisse être reçue en termes favorables dans l'opinion publique<sup>93</sup>.

Cependant, comme cela a été souligné par de nombreux chercheurs, l'esprit d'union ou de classe n'est pas très présent au sein des populations les plus défavorisées. Les recherches contemporaines corroborent les écrits de Simmel et sa sociologie de la pauvreté selon lesquels le fait de caractériser les pauvres en tant que pauvres empêcherait l'émergence d'un sentiment d'appartenance. C'est la raison pour laquelle, malgré leur position commune, les classes dites pauvres ne pouvaient pas engendrer « des forces sociologiquement unificatrices »<sup>94</sup>.

D'ailleurs, il convient de rappeler encore une fois que le processus de domination sociale est basé sur les formes de violences dites « symboliques », une sorte de violence déguisée, où celle-ci se transforme en quelque chose d'acceptable et même de désiré par ses propres victimes. Et cela n'est pas nouveau :

La modernité de pays comme le Brésil est 'déficiente', sélective et périphérique, car nous n'avons jamais eu un effort social et politique dirigé et réfléchi sur l'égalisation effective des conditions sociales des classes inférieures.<sup>95</sup>

De ce fait, en l'absence d'un sentiment d'appartenance à une classe ou à une communauté, sans perspectives d'un futur plus prospère et avec l'idée de l'existence de la méritocratie, dans le cadre de laquelle les échecs sont individualisés et culpabilisés, même la misère la plus inhumaine ne parvient pas, en général, à déclencher une révolte politique.

Il s'avère important de traiter une telle question dans les recherches en communication étant donné qu'aujourd'hui, dans les sociétés contemporaines, les relations, les actions et les événements médiatisés jouent un rôle fondamental dans la construction que chacun se fait de soi-même (concernant le sens de soi et la représentation plus large de son lieu d'origine). C'est la raison pour laquelle les questions de la reconnaissance et de la visibilité médiatique seront traitées avec

---

<sup>93</sup> DAMON, Julien. « Des raisons individuelles de la mobilisation collective de SDF », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2002, p. 67.

<sup>94</sup> SIMMEL, Georg, *op. cit.*, p. 101.

<sup>95</sup> Citation originale : « A modernidade de países como o Brasil é "deficiente", seletiva e periférica porque jamais foi realizado aqui um esforço social e político dirigido e refletido de efetiva equalização de condições sociais das classes inferiores », in Souza, *op. cit.*, p. 401.

davantage de détails dans la deuxième partie de ce travail.

### III. Les favelas et la ville de Rio

A Rio comme à Canudos, la colline offre une position stratégique. De par sa situation privilégiée, elle surplombe la ville et, isolée, elle cache à qui la regarde d'en bas ce qui se passe en haut. Tous ceux qui atteignent la partie élevée, comme à Canudos, éprouvent une sensation de peur mêlée à une sorte de fascination<sup>96</sup>.

Comme cela a été souligné dans l'introduction, c'est toute l'organisation spatiale de la ville de Rio et sa configuration géographique si particulière qui doivent être prises en compte dans une étude comme celle-ci. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de consacrer une partie de ce chapitre spécifiquement à cette question. Même si nous savons que les favelas ne sont pas toutes similaires – chacune a ses spécificités, ses ruelles, ses propres « labyrinthes », ses richesses et ses peines –, il est important de revenir sur l'histoire de ces territoires et de vérifier si les discours médiatiques construits autour des favelas ont déjà été d'un autre type.

Selon Licia Valladares, l'une des chercheuses qui ont le plus étudié l'histoire et les caractéristiques des favelas, ayant produit de multiples travaux qui font autorité à l'échelle internationale, cela s'avère exact. Si aujourd'hui (et dans un passé plus récent), c'est plutôt un discours qui lie les favelas aux notions de crime et de violence qui s'impose, avant les années 1980 le récit était composé, selon elle, d'une manière plus diversifiée<sup>97</sup>. De fait, même l'idée qui lie les favelas à la dynamique fondamentalement urbaine de la ville a changé, comme le fait en effet remarquer Valladares : « Pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les favelas, vues aujourd'hui comme un phénomène typiquement urbain, ont pourtant été considérées comme 'le monde rural dans la ville' (Bonilla, 1961) »<sup>98</sup>.

De son côté, en analysant l'architecture dite « vernaculaire » de la ville de Rio, Paola Berenstein-Jacques affirme que les favelas possèdent une esthétique propre. Afin de démontrer la validité de son argument et d'expliquer comment cela a une influence sur la géographie et la représentation des favelas, la chercheuse fait également référence à l'image des favelas d'antan :

Autrefois, les favelas étaient considérées comme une "plaie" dans la ville, et plus particulièrement à Rio, puisqu'elles sont installées sur les collines qui dominent la mer et qu'elles sont ainsi très visibles. Cette "tumeur" de la ville ne pouvait qu'être perçue comme la négation d'une esthétique urbaine<sup>99</sup>.

Ce qu'il nous semble le plus intéressant dans l'analyse proposée par Berenstein-Jacques

<sup>96</sup> VALLADARES, Licia. *La favela d'un siècle à l'autre*, op. cit., p. 23.

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>99</sup> BERENSTEIN-JACQUES, Paola, op. cit., p. 8.

est le fait que, à Rio, grâce à son architecture vernaculaire formée par ses mornes et ses collines, les favelas sont, invariablement, très visibles, comme le dit la chercheuse. Pour reprendre rapidement le débat sur la question de la visibilité et de l'invisibilité que nous avons proposé quelques pages plus haut, il apparaît que, d'une certaine manière, dans le cas des favelas, la seule façon de ne pas les prendre en compte dans la formation de la ville de Rio se justifie par une très grande volonté collective de les rendre invisibles.

Si nous reprenons notre fil historique, malgré ces changements par rapport à la représentation sociale, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle l'imaginaire lié aux favelas est, en général, négatif et souvent associé à des espaces illégaux. Si tout d'abord elles ont été considérées simplement comme l'aspect rural dans la ville, une tache dans un paysage urbain, elles ont fini par être synonymes de violence et de pauvreté. Cependant, nous pouvons remarquer qu'une caractéristique perdure, celle que ces quartiers pauvres, situés fréquemment sur les collines de Rio, demeurent comme l'un des symboles de la ville, pour le meilleur et pour le pire.

Jean Piel, dans la préface de l'ouvrage *Les favelas de Rio de Janeiro. Histoire et droit XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*, décrit les favelas de la manière suivante :

étonnant espace de tensions sociales et d'imbroglie juridique entre le droit et le non-droit dont la permanence et l'expansion depuis plus d'un siècle exigent, pour être entendues, de reparcourir l'histoire des politiques incohérentes appliquées ici par les gouvernements successifs (*cariocas* ou fédéraux) qui n'ont cessé d'osciller en matière de droit urbain entre le 'laisser faire' libéral, l'autoritarisme hygiéniste et les interventions armées sanglantes quand la situation politico-sociale devenait trop explosive<sup>100</sup>.

La définition de ce chercheur, qui présente la favela comme un espace « entre le droit et le non-droit », s'avère très intéressante. Selon cette logique, depuis le début, certaines mesures non-légales seraient permises, et il y aurait aussi des moments où la loi ne s'appliquerait pas. Cette logique de non-lieu demeure-t-elle toujours actuelle ? Pouvons-nous l'identifier dans les récits médiatiques qui traitent des Unités de Police Pacificatrice, institution policière qui devrait donc garantir l'exécution de la loi ? Nous n'allons pas encore examiner ce point. Pour le moment, nous allons essayer de comprendre le point de vue défendu par Jean Piel et les problématiques atemporelles liées aux favelas à partir d'un bref récapitulatif historique.

Selon Paola Berenstein-Jacques, l'acception originale du terme *favela* vient du mot « *faveleiro* »<sup>101</sup>, une plante connue pour la sensation de brûlure que ses feuilles peuvent provoquer lorsqu'elles sont mises en contact avec la peau<sup>102</sup>. C'est dans le célèbre ouvrage *Os Sertões (1902)*, livre d'Euclides da Cunha qui raconte l'histoire de la Guerre de Canudos, que les caractéristiques de

---

<sup>100</sup> GONÇALVES, Rafael Soares. *Les favelas de Rio de Janeiro. Histoire et droit XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, préface de Jean Piel, Recherches et documents Amériques latines, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 9.

<sup>101</sup> Nom populaire du *Jatropha Ohyllacantha*.

<sup>102</sup> BERENSTEIN-JACQUES, Paola, *op. cit.*, p. 31.



cet arbuste ont été décrites. En effet, le lien entre l'origine des favelas et la Guerre de Canudos est un point important à souligner. En réalité, d'anciens combattants de cette guerre, en entrant dans la capitale Rio de Janeiro, se sont installés, en 1897, sur les pentes du *Morro da Providência*, une colline proche de leur quartier général. Licia Valladares fait remarquer que cette décision avait été prise dans l'objectif d'obliger le Ministère de la Guerre à leur payer les soldes non perçus<sup>103</sup>. Il est donc intéressant de mettre en évidence (et cela ne nous paraît pas anodin) que l'histoire des favelas, dès ses origines, est étroitement liée à une histoire de lutte, de demandes et de dettes.

Plusieurs baraques en bois sont ainsi construites et l'ancien *Morro da Providência* devient *Morro da Favella*, appelé de cette façon par ses nouveaux habitants en faisant clairement allusion à Canudos. Petit à petit, le mot favela devient un substantif et commence à désigner tout ensemble de baraques sur des terrains envahis. Plus précisément, comme le souligne Mauricio de Almeida Abreu<sup>104</sup>, c'est à partir de la deuxième décennie du XX<sup>e</sup> siècle que le terme « *favela* » va extrapoler les limites du *Morro da Favella* et désigner, généralement, un habitat pauvre, illégal et n'ayant pas accès aux services publics. Ainsi, petit à petit, la favela remplace la figure du *cortiço carioca*, éveille progressivement de plus en plus l'intérêt et acquiert de l'importance dans les débats publics portant sur l'avenir de Rio.

Il convient de souligner, néanmoins, comme l'écrit Mauricio de Almeida Abreu, que le récit de la presse de l'époque était déjà marqué par une vision négative, qui liait les favelas aux images de dangers, de crimes et de la perte de contrôle. En analysant le récit du quotidien *Correio da Manhã*, le principal journal de l'époque, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, ce chercheur signale que, en 1902, le *Morro da Providência* était déjà considéré par les journalistes comme « une honte pour une capitale civilisée »<sup>105</sup>.

De plus, avec la réforme urbaine de Pereira Passos, maire de Rio entre 1902 et 1906 et souvent considéré comme le *Hausmann Tropical*, la ségrégation spatiale entre les riches et les pauvres a été de plus en plus encouragée. L'objectif était bel et bien de chercher à moderniser et embellir la ville, en essayant de faire disparaître le passé colonial et esclavagiste lié à l'image de Rio. C'est pourquoi la partie la plus pauvre de la population *carioca*, qui, ayant été expulsée du centre-ville, n'avait pas la possibilité de s'installer ailleurs, occupa les mornes et développa les favelas, en restant ainsi, tout de même, à proximité de son lieu de travail. Sous ce prisme, il est vrai que la première grande réforme urbaine de Rio, menée par Pereira Passos, peut également être considérée comme un premier pas vers la consolidation des favelas.

---

<sup>103</sup> VALLADARES, Licia, *op. cit.*

<sup>104</sup> ALMEIDA DE ABREU, Mauricio et LE CLERRE, Gérard. « Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro ». In: *Genèses*, 16, 1994. Territoires urbains contestés, pp. 45-68.

<sup>105</sup> Reportage du quotidien *Correio da Manhã*, publié le 04/01/1902 cité dans ALMEIDA DE ABREU, Mauricio, *Ibid.*, p. 58.

Paradoxalement, la géographie vernaculaire, caractéristique de la ville de Rio, a ainsi permis une ségrégation spatiale très marquée entre les populations riches et celles pauvres mais, en même temps, a également provoqué leur mélange, une sorte de métissage social, parce que plusieurs favelas se sont installées sur les pentes de collines localisées dans les zones riches. Dans son ouvrage *Tristes Tropiques*, Claude Lévi-Strauss a mis en évidence cette question :

Peut-être l'urbanisme a-t-il maintenant résolu le problème, mais en 1935, à Rio, la place occupée par chacun dans la hiérarchie sociale se mesurait à l'altimètre : d'autant plus basse que le domicile était haut. Les miséreux vivaient perchés sur les mornes dans les favelas où une population de noirs [...] en temps de carnaval, descendraient des hauteurs et envahiraient la ville avec eux<sup>106</sup>.

Au fur et à mesure que le temps passe, l'industrialisation du Brésil s'accroît et les flux migratoires vers les grandes villes commencent à devenir de plus en plus palpables. São Paulo et Rio de Janeiro sont les capitales les plus développées du pays. Néanmoins, alors que la ville de Rio grandissait, elle ne bénéficiait ni d'un service public de transport de qualité ni d'un plan de logement bien organisé, capable d'accompagner et d'accueillir ses nouveaux citoyens. Par conséquent, les favelas occupaient les espaces. Mauricio Almeida de Abreu affirme que le maintien et la propagation des favelas doivent en partie être interprétés comme la consolidation d'une lutte que les groupes les plus pauvres de Rio ont eu à livrer au début du siècle pour défendre leur droit à la ville et à l'habitation – combat qui, comme nous le savons, est toujours d'actualité.

Pour expliquer le manque d'implication des pouvoirs publics face à la masse de personnes qui migraient vers la ville de Rio et la progression des favelas dans les années 40, Paola Berenstein-Jacques met en évidence quelques raisons importantes qu'il convient de souligner :

L'augmentation de la main-d'œuvre bon marché était nécessaire pour l'industrie en expansion ; les terrains occupés par les favelas étaient soit publics soit très peu valorisés ; et la période conservait un caractère populiste, surtout à partir de 1945, dans la phase plus démocratique (45-64) quand les favelas devinrent des sources de très nombreux électeurs et, par conséquent, presque intouchables<sup>107</sup>.

C'est donc à partir des années 40 que nous pouvons remarquer d'une certaine façon la montée de la reconnaissance des favelas de la part du pouvoir public, même si cela ne signifie pas que des mesures effectives visant l'amélioration de leur condition de vie aient pour autant été prises. Néanmoins, comme l'explique Berenstein-Jacques dans le passage ci-dessus, les habitants des favelas commencent à être identifiés comme de potentiels électeurs, donc à être regardés avec davantage d'intérêt et de plus près par la classe politique. En ce sens, ils seraient des citoyens (dotés du pouvoir de voter), mais n'ayant pour ainsi dire pas accès aux services publics de base. Il nous semble que, dès le début, les favelas seraient ainsi un endroit où la citoyenneté compte à moitié, c'est-à-dire, tous les quatre ans, en période d'élection.

<sup>106</sup> LEVI-STRAUSS, Claude. *Tristes Tropiques*, Plon, 1995 [1955], Paris, p. 95.

<sup>107</sup> BERENSTEIN-JACQUES, Paola, *op. cit.*, pp. 47-48.

Dans les années 50, avec la construction de Brasília, Rio perd sa place de capitale du Brésil, mais le flux migratoire ne s'arrête pas. Pendant cette période, la ville continue à se développer et à se « verticaliser ». Ensuite, avec la dictature militaire qui a duré plus de 20 ans, le pays est en proie à la répression, la violence, la censure, l'injustice et les inégalités et, dans ces cas, en général, c'est la population la plus démunie qui paie le plus cher. Les études démontrent que, durant la dictature, le coefficient de Gini était de 0,750 et la concentration de la richesse entre les mains des plus riches s'était accrue, renforçant ainsi les inégalités sociales et de revenus<sup>108</sup>.

Par ailleurs, comme l'explique Licia Valladares, un autre point nous paraît fondamental pour ce travail : le fait que la favela a toujours été considérée comme un problème. En faisant le parallèle entre le mythe fondateur de la favela *carioca* et le récit de la guerre de Canudos raconté par Euclides da Cunha, la chercheuse met en avant l'influence et la transposition de certaines conditions. Maintenant, c'est l'idée que la favela, comme Canudos, représenterait une espèce de danger pour l'ordre social de toute la région que nous voudrions souligner. Cette idée sera suivie, ensuite, de la transposition qui marque l'ouvrage de Cunha, c'est-à-dire, la dualité *sertão versus littoral* et, dans notre cas, d'une opposition qui met d'un côté la favela et de l'autre, la ville (*favela versus l'asphalte*). Valladares ajoute :

La découverte de la favela s'accompagne presque aussitôt de sa désignation comme problème à résoudre. [...] Que faire de la favela ? Le débat sur cette question s'engage dès le début du siècle, et dans les années 20 se déclenche la première grande campagne de dénonciation des favelas, reprise dans les années 30.<sup>109</sup>

D'un côté, il est intéressant de noter que les favelas représentent la marque de la pauvreté urbaine car, si jusqu'aux années 1980 la pauvreté au sein de la ville était elle-même considérée comme le résultat direct de l'immigration et de la pauvreté rurale, le développement, la densification et la consolidation des favelas dans le paysage urbain de Rio font que ce scénario se modifie. La multiplication des favelas est le signe que la pauvreté s'enracine dans la ville et démontre principalement l'existence d'un processus d'appauvrissement des travailleurs urbains, en se détachant du lointain monde rural.

Cependant, l'association qui domine dans l'imaginaire collectif et dans les discours des médias, depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, et qui lie la favela à l'idée de danger, menace, crime et violence, constitue une caractéristique pérenne. Ainsi, dans la majorité des discours liés au sens commun, la représentation de la favela est presque toujours négative et caricaturale. C'est comme si toutes les favelas étaient similaires, ou comme si nous pouvions les généraliser sans nous rendre compte des préjudices provoqués par cette réduction. Le risque serait ainsi de créer une culture dans

---

<sup>108</sup> Cf.: GEORGES, Rafael, et MALA, Katia (coord.), " A distância que nos une – Um retrato das desigualdades brasileiras", *op. cit.*

<sup>109</sup> VALLADARES, Licia., *op. cit.*, p. 27.

laquelle l'inégalité sociale serait décontextualisée de son aspect politique, c'est-à-dire qu'elle cesserait d'être considérée comme le fruit des conditions historiques, sociales, économiques et politiques et deviendrait ainsi individualisable.<sup>110</sup>

Pour en revenir plus spécifiquement au sujet de notre chapitre et en reprenant le dernier recensement publié par le gouvernement (2010), nous pouvons trouver certaines informations qui nous paraissent importantes pour analyser la réalité actuelle brésilienne. Selon ce rapport, 11,4 millions de personnes vivaient dans des préfabriqués, y compris les favelas, c'est-à-dire, des logements avec de mauvaises conditions d'habitat, dangereux, insalubres ou indignes. À l'époque, ce chiffre représentait 6% de la population brésilienne et presque la moitié (49,8%) vivait dans la région sud-est du pays, formée par les états de Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et d'Espírito Santo<sup>111</sup>. Aujourd'hui, selon L'institut Pereira Passos (IPP), organisme de recherche lié à la mairie de Rio, la ville compte 1018 favelas avec presque 1.500.000 d'habitants, ce qui représente 22% de la population de Rio<sup>112</sup>.

De plus, il est important d'élargir le débat portant sur la question dite « urbaine », qui est inscrite depuis longtemps dans notre imaginaire social et de regarder également comment s'est construite (et se construit toujours) la relation entre la métropole et les habitants des zones les plus pauvres de la ville. Nous pouvons penser, évidemment, aux habitants de la favela de Rio, mais aussi à la figure du jeune des banlieues, en France. Dans un récent article, Guy Lochard expose plusieurs éléments qui nous aident à comprendre cet imaginaire collectif stéréotypé, presque toujours corroboré par les récits médiatiques *mainstream*, et explique historiquement la trajectoire de ce phénomène :

Le regard péjoratif et dramatisant sur les marges urbaines françaises s'est focalisé et condensé depuis près d'un siècle sur la population juvénile masculine qui, installée dans un rôle de perturbatrice de l'ordre républicain, est venue structurer les mises en scène médiatiques de la crise sociale, politique et 'identitaire' de la France contemporaine. [...] Le 'jeune des banlieues' n'est pas en effet une figure récente. Il n'est que l'actualisation d'une lignée de jeunes déviants urbains, émergeant dès le XIX<sup>e</sup> siècle, s'imposant au début du XX<sup>e</sup> siècle pour s'ethnicher dans les années 1980 sous la forme du 'jeune immigré de deuxième génération'<sup>113</sup>.

Il est clair que la figure des « jeunes de banlieue » en France et celle des « favelados » au Brésil, ne sont pas tout à fait similaires. La question identitaire citée par Lochard est, à notre avis, celle qui les sépare le plus. Nous ne trouvons pas dans l'imaginaire collectif brésilien en général (tout au moins pour l'instant et d'une manière très intensifiée) la peur de perdre notre « identité

<sup>110</sup> Cette observation prendra toute son importance dans le chapitre suivant, où nous ferons appel à d'autres chercheurs et spécialistes de la question.

<sup>111</sup> Source: <https://censo2010.ibge.gov.br/noticias-censo.html?view=noticia&id=3&idnoticia=2057&busca=1&t=censo-2010-11-4-milhoes-brasileiros-6-0-vivem-aglomerados-subnormais>

<sup>112</sup> Source: <http://www.data.rio/pages/rio-em-sntese-2>

<sup>113</sup> LOCHARD, Guy. « La figure du "jeune des banlieues" en France: Genèse, mutations et déterritorialisation », *Revista de Estudos da Linguagem*, Belo Horizonte, v. 26, n. 3, 2016, pp. 816-817.

brésilienne » en raison d'une forte immigration. D'autre part, il n'existe pas non plus, tout au moins ouvertement et de façon aussi répandue qu'en France, la connexion à une religion spécifique comme celle qui se produit entre les jeunes de banlieues et la religion musulmane, phénomène signalé par Lochard. Cependant, nous pouvons commenter d'autres éléments explicités par le chercheur dans son analyse française qui sont également présents dans la réalité brésilienne. Sans doute, le plus flagrant, est le moment où Lochard aborde ce qu'il appelle le « processus d'ethnisation », à partir de la fin des années 80, en parlant des jeunes de banlieue « non-blancs ». Au Brésil, il existe un véritable abîme qui sépare les blancs des noirs. La population noire est celle qui souffre le plus des inégalités et de la violence : selon l'étude intitulée *Atlas da Violência*, réalisée par *L'Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* (Ipea) et par le *Fórum Brasileiro de Segurança Pública*, publiée en juin 2017 et qui travaille sur les statistiques allant jusqu'à 2015<sup>114</sup>, sur 100 personnes assassinées au Brésil, 71 sont noires.

Le même rapport, publié cette fois en juin 2018<sup>115</sup>, met en évidence la division du pays et le racisme brésilien : « Sur une période d'une décennie, entre 2006 et 2016, le taux d'homicides de la population noire a augmenté de 23,1%. Au cours de la même période, le taux chez les non-noirs a diminué de 6,8% »<sup>116</sup>; un même pays, deux réalités complètement divergentes, comme le souligne le texte suivant : « C'est comme si, par rapport à la violence meurtrière, les noirs et les non-noirs vivaient dans des pays complètement différents. En 2016, par exemple, le taux d'homicides noirs était deux fois et demie celui des non-noirs (16,0 pour 100 000 habitants contre 40,2) ».<sup>117</sup>

Il s'y ajoute le fait que, si nous nous penchons de plus près sur les recensements, il est pertinent de remarquer un important changement : pour la première fois dans l'histoire du recensement, la population du Brésil cesse d'être majoritairement blanche. Selon les données de 2010, les personnes qui se sont déclarées blanches représentent 47,73% de la population alors qu'en 2000 elles étaient 53,74%. Dans les autres recensements, jusqu'à présent, le nombre de blancs avait toujours dépassé les 50%<sup>118</sup>.

Néanmoins, la réalité des jeunes gens noirs, habitants des favelas, peut être, très souvent, cruelle. Cette question sera abordée plus loin dans notre travail, mais nous pouvons déjà mentionner

---

<sup>114</sup> Source : CERQUEIRA, Daniel, SERGIO DE LIMA, Renato, BUENO, Samira, (et. al.), *Atlas da violência 2017*, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (Ipea) et Forum Brasileiro de Segurança Pública.

<sup>115</sup> Source : CERQUEIRA, Daniel, SERGIO DE LIMA, Renato, BUENO, Samira, (et. al.), *Atlas da violência 2018*, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (Ipea) et Forum Brasileiro de Segurança Pública.

<sup>116</sup> Citation originale : « Em um período de uma década, entre 2006 e 2016, a taxa de homicídios de negros cresceu 23,1%. No mesmo período, a taxa entre os não negros teve uma redução de 6,8% », *Ibid.*

<sup>117</sup> Citation originale : « É como se, em relação à violência letal, negros e não negros vivessem em países completamente distintos. Em 2016, por exemplo, a taxa de homicídios de negros foi duas vezes e meia superior à de não negros (16,0 por 100.000 habitantes contra 40,2) », *Ibid.*

<sup>118</sup> Source : <https://censo2010.ibge.gov.br/> et, dans les médias : <https://oglobo.globo.com/politica/censo-2010-populacao-do-brasil-deixa-de-ser-predominantemente-branca-2789597>.

l'information poignante selon laquelle, dans ce pays, les homicides représentent 56,5% des causes de décès chez les jeunes gens âgés de 15 à 19 ans<sup>119</sup>. Ainsi, comme le souligne Guy Lochard dans son texte portant sur la figure des jeunes de banlieue en France, au Brésil, le regard péjoratif, dramatisant et réducteur sur les favelas à Rio s'est focalisé sur la population juvénile masculine et, essentiellement, sur les jeunes afro-descendants. Ce type de stéréotype sert, dans de nombreux cas, à structurer les mises en scène médiatiques qui parlent de la question du crime et de la violence et renforcent, de cette manière, un discours raciste et regorgeant de préjugés. Comme nous l'avons vu, ce discours n'est pas nouveau ; il se déroule depuis le surgissement des premières favelas. De ce fait, la figure du « *favelado* » demeure toujours placée sous les effets d'un régime se caractérisant par une visibilité asymétrique et une hégémonie discursive pénalisante et réductrice. Il est évident que cela engendre de nombreuses conséquences et nous amène à notre prochain chapitre dans lequel nous étudierons la place occupée par la question de la peur dans les grandes villes.

---

<sup>119</sup> Source : CERQUEIRA, Daniel, SERGIO DE LIMA, Renato, BUENO, Samira, (et. al.), Atlas da Violência 2018, *op.cit.*

## Chapitre 2 : La question de la peur ou la pauvreté comme problème

À la frontière entre les XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, la peur n'est pas seulement une conséquence déplorable de la radicalisation de l'ordre économique, elle est un projet esthétique qui entre par les yeux, les oreilles et le cœur.<sup>120</sup>

Dans ce chapitre, nous allons nous intéresser à la question de la peur et aux effets secondaires qu'elle est capable d'engendrer dans une société donnée. C'est pourquoi la relation entre la responsabilité de l'État et les demandes émanant de la population – qui pourrait revendiquer des politiques sécuritaires plus rigoureuses – sera également étudiée de plus près. Tout d'abord, il nous semble important de souligner que la question de l'augmentation de la criminalité dans les grands centres urbains occupe, de plus en plus, une place centrale dans les discours politiques et sociaux actuels. En général, ce discours inquiet (et inquiétant) s'appuie sur l'exploitation du sentiment de peur et d'insécurité éprouvé par une grande partie de la population. Déjà en 1993, Sébastien Roché pointait du doigt cette sorte de transformation entre la question de la criminalité en elle-même et le sentiment d'insécurité :

L'opinion publique donne depuis longtemps toute son attention aux crimes. Depuis une vingtaine d'années, c'est pourtant d'autre chose qu'il s'agit. L'insécurité est devenue une préoccupation majeure du pays, tant de la population que du gouvernement. La problématique sécuritaire s'est vue placée au centre d'analyses de la vie sociale dans son ensemble par la capacité qu'a l'insécurité de fédérer un large ensemble de préoccupations et de les ancrer dans la matérialité de l'acte délictueux<sup>121</sup>.

Il est clair que la thématique de l'insécurité s'est également imposée dans le débat médiatique tout au long des dernières décennies. Ce phénomène peut être observé dans plusieurs pays occidentaux. Dans son livre *L'insécurité au journal télévisé – La campagne présidentielle de 2002*, Julien Terral analyse le rôle joué par les deux principales chaînes de télévision en France, à savoir TF1 et France 2, autour du thème de la sécurité durant la campagne présidentielle. L'un des objectifs de ce chercheur était d'identifier les représentations verbales et visuelles de la mise en scène de la thématique sécuritaire. Dès le début, l'auteur souligne que la question n'était pas de vérifier l'existence du problème lié à l'insécurité, mais de prendre toujours en compte le fait que ce type de questionnement n'existe pas en dehors de la réalité médiatique, c'est-à-dire de la manière dont il est décrit et abordé dans le débat public. Cette étude met en évidence une homogénéisation des perspectives dans le traitement audiovisuel de l'insécurité et souligne qu'une vision s'est

---

<sup>120</sup> Citation originale : « No limiar entre o XX e o XXI, o medo não é só uma consequência deplorável da radicalização da ordem econômica, o medo é um projeto estético, que entra pelos olhos, pelos ouvidos e pelo coração », MALAGUTI, Vera. *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois tempos de uma história*, Revan, Rio de Janeiro, 2003, p. 75.

<sup>121</sup> ROCHÉ, Sébastien. *Le sentiment d'insécurité*, Sociologie d'aujourd'hui, Collection dirigée par Georges Balandier, Puf, Paris, 1993, p. 9.



imposée naturellement aux médias, vision axée sur la spectacularisation et la stigmatisation.<sup>122</sup>

Évidemment, nous ne sommes pas en train de dire pour autant que les reportages criminels n'avaient pas de place auparavant dans les journaux. Néanmoins, il nous semble important de signaler que le crime et l'insécurité sont devenus des sujets de plus en plus présents dans les récits médiatiques et ont gagné également une bonne partie du débat politique partout dans le monde. Penchons-nous encore sur quelques exemples : aux États-Unis, pendant les années 1970 et 1980, un maximum de 5% de la population américaine considérait le crime comme la question sociale la plus importante du pays. En 1994, ce pourcentage a atteint environ 50%<sup>123</sup>. Au Brésil, la situation est similaire. Aujourd'hui, la violence figure comme l'une de quatre principales préoccupations des Brésiliens selon un sondage réalisé par l'institut *Ibope*<sup>124</sup>.

Néanmoins, avant d'aborder plus précisément la question de la peur et de l'insécurité à Rio, il est nécessaire de préciser quelques points théoriques. Étant donné que la thématique de l'insécurité est une question complexe et difficile à mesurer, du fait qu'elle est liée à un sentiment, donc à une perception subjective, plusieurs possibilités d'interprétation sont envisageables. Nous allons nous appuyer sur la définition de Sébastien Roché, selon lequel le sentiment d'insécurité est un processus de lecture du monde – et à partir duquel d'autres sentiments sont éveillés. Selon lui, l'insécurité se fonde sur deux piliers : la préoccupation du maintien de l'ordre et la peur. De plus, l'impact de la question de la peur sur la vie sociale et politique d'une communauté n'est pas spécifique à notre époque et ne doit pas être négligeable. Dans son ouvrage *La peur en Occident, XIVe-XVIIIe siècles*, l'historien Jean Delumeau avait déjà démontré que la peur diffuse, alimentée par le traumatisme des guerres féodales incessantes, des épidémies de peste et des conflits religieux virulents, avait profondément marqué la société et la culture européenne au début de l'ère moderne. De façon analogue, dans son livre *O medo na cidade do Rio de Janeiro*, Vera Malaguti a montré comment la peur « se transforme en sentiment, en affection, en politique économique, en projets de loi, en fragments discursifs, en scénarios, en politiques sanitaires »<sup>125</sup>. En réalité, Malaguti explique comment le sentiment de peur collectif a joué un rôle central dans la formation de la société urbaine brésilienne après l'indépendance du Brésil. Nous verrons plus en détail le travail développé par Malaguti dans les lignes qui suivent.

---

<sup>122</sup> Du fait que l'étude traite de la société française, selon l'auteur, cette « spectacularisation » de la violence s'accompagnait le plus souvent de la stigmatisation des banlieues et de leurs habitants, surtout des plus jeunes.

<sup>123</sup> VAZ, Paulo; SA-FERREIRA, Carolina; POMBO, Mariana. «Risco e sofrimento evitável. A imagem da polícia no noticiário de crime», *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós-Graduação em Comunicação*, 2005, pp. 2 – 22.

<sup>124</sup> Voir, par exemple, le reportage publié par le site *El País*, le 20/08/2018: [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/08/19/opinion/1534703292\\_870572.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/08/19/opinion/1534703292_870572.html)

<sup>125</sup> Citation originale : « se transfigura em sentimento, em afeto, em política econômica, em projetos de lei, em fragmentos discursivos, em cenários, em políticas sanitárias », MALAGUTI, Vera. *O medo na cidade do Rio de Janeiro*, p. 8.

Dans un article portant sur le sentiment d'insécurité, Joice Cristina de Campos analyse les rapports existant entre les deux piliers signalés par Roché que sont la préoccupation du maintien de l'ordre et la peur et fait également appel à leur relation avec la routine des citoyens et les politiques de sécurité publique proposées par l'État :

[...] La peur et le souci de l'ordre peuvent avoir des conséquences sur la vie quotidienne et le bien-être des individus. Du point de vue politique, cela peut également être associé à la relation de l'État responsable de la protection et de la société qui exige des politiques efficaces de sécurité publique.<sup>126</sup>

Comme nous avons souligné, c'est justement à cette relation entre la responsabilité de l'État et les demandes émanant de la population (qui revendique des politiques de sécurité publique efficaces) que nous nous intéresserons de plus près dans ce chapitre. Il s'avère nécessaire de rappeler rapidement que, selon la constitution brésilienne, la sécurité est une condition essentielle à l'exercice de la citoyenneté (*art. 5*) et elle est donc un droit universel de tous les citoyens (*art. 6*)<sup>127</sup>. Par conséquent, toutes les mesures liées à la sécurité publique devraient être mises en place en suivant ces principes.

L'étude réalisée par Campos souligne que le sentiment de vulnérabilité provoque une distance envers l'autre, un manque d'empathie et d'altérité, et réaffirme en quelque sorte l'une des formes de la violence urbaine, à savoir **la criminalisation de la pauvreté**. Cela se justifie parce que, dans l'imaginaire populaire, le sentiment d'insécurité se présente quand nous identifions certaines personnes en tant que « criminels potentiels », selon l'expression employée par le chercheur Paulo Vaz. Ainsi, aujourd'hui, nous vivons dans un certain paradoxe : celui de la protection et de la menace.

Dans ses travaux, Robert Castel distinguait deux grands types de protections : les protections civiles et celles sociales. Néanmoins, il soulignait que, malgré le fait que nous vivons dans des sociétés entourées et traversées par de plus en plus de protections, les préoccupations sécuritaires demeurent omniprésentes. Ce paradoxe peut être expliqué, selon lui, parce qu'en réalité, la recherche de protections créerait elle-même de l'insécurité. Comme le souligne Castel, « aujourd'hui être protégé, c'est aussi être menacé »<sup>128</sup>.

Roché parlait déjà d'une inquiétude générée par le sentiment d'insécurité en tant que réaction à un stimulus qu'elle a, elle-même, partiellement créé :

---

<sup>126</sup> Citation originale : « [...] tanto o medo quanto a preocupação com a ordem podem acarretar consequências no que se refere ao cotidiano e ao bem estar dos indivíduos. Do ponto de vista político, poderá também se associar à relação do Estado responsável pela proteção e da sociedade que demanda por políticas públicas de segurança eficazes », in CAMPOS, Joice Cristina. « O sentimento de insegurança na cidade do Rio de Janeiro: as percepções e a mudança na rotina de vida », Trabalho apresentado no Fórum da 26ª. Reunião Brasileira de Antropologia, realizada entre os dias 01 e 04 de junho, Porto Seguro, Bahia, Brasil." No GT 39 Políticas Públicas e Antropologia nas áreas de Direitos Humanos, Segurança Pública e Comunidade, 2008, p. 3.

<sup>127</sup> Source : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm)

<sup>128</sup> CASTEL, R., *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, La république des idées, Seuil, Paris, 2003, p. 7.

Le sentiment d'insécurité est définissable comme une inquiétude cristallisée sur un objet (le crime, au sens large) et sur ses auteurs désignés. Elle s'appuie sur le monde vécu des individus, tout en faisant référence à un système de valeurs (qui s'appuie lui-même sur la matérialité des situations où le crime intervient)<sup>129</sup>.

Et, comme nous le savons, les inquiétudes peuvent engendrer des tensions sociales et politiques et finir par susciter des conflits réels au sein de la société. De plus, cette « menace », cette peur de l'autre, du différent, comme nous l'avons vu, est souvent collée à l'image des habitants des « quartiers sensibles », pour en faire le parallèle avec la situation en France, et des favelas au Brésil. En général, dans le sens commun, la menace vient d'un endroit spécifique. Placer les jeunes des banlieues et ceux des favelas au centre de la question de l'insécurité constitue une stratégie utilisée par les pouvoirs publics – et déjà bien connue –, dans laquelle les racines du véritable problème ne sont pas prises en compte. Castel soulignait avec précision :

Faire de quelques dizaines de milliers de jeunes souvent plus paumés que méchants le noyau de la question sociale devenue la question de l'insécurité qui menacerait les fondements de l'ordre républicain, c'est opérer une condensation extraordinaire de la problématique globale de l'insécurité<sup>130</sup>.

Si nous examinons le discours des acteurs politiques, nous observons que ce type de stratégie s'avère utile à différents niveaux. Premièrement, il est répandu car il s'imisce, en général, assez facilement dans les débats médiatiques et dans l'espace public (comme nous l'avons mentionné au début de ce chapitre, la question de l'insécurité occupe une place importante en ce qui concerne les préoccupations des sociétés actuelles). En second lieu, il donne l'image que l'État ne se montre pas laxiste, c'est-à-dire que le gouvernement est en train de faire quelque chose pour essayer de résoudre la question. De plus, comme le laisse entendre Castel, cette stratégie permet au gouvernement de ne pas tenir compte des questions beaucoup plus complexes qui sont à l'origine du problème de l'insécurité, telles que, par exemple, la pauvreté, le chômage, les inégalités sociales, le racisme, etc. Enfin, il n'est pas difficile de supposer qu'en détournant le problème, il serait complexe de proposer de bonnes solutions.

## **I. La peur et la ville**

Comme nous l'avons souligné au début de ce chapitre, la question concernant le sentiment d'insécurité est toujours complexe et relative. En général, elle est traitée en s'appuyant sur l'impression des citoyens par rapport à une comparaison temporelle du type : la sécurité publique s'est-elle améliorée ou, à l'inverse, s'est-elle dégradée ces dernières années? David Morais, chercheur du *Núcleo de Estudos sobre Segurança e Política Criminal* (NESPC), signale l'apparition

---

<sup>129</sup> ROCHE. S, *op. cit.*, p. 136.

<sup>130</sup> CASTEL. R., *L'insécurité sociale . Qu'est-ce qu'être protégé ?*, *op. cit.*, p. 55.

d'un autre élément :

La population vivant dans les grands centres urbains brésiliens – dans notre cas la ville de Rio de Janeiro – a vécu au cours des dernières décennies sous le spectre du binôme sécurité-violence, situation qui mine progressivement les conditions de vie et les indicateurs de bien-être de la population. Au cours des dernières années, un troisième ingrédient a été ajouté : la peur.<sup>131</sup>

En ce qui concerne le sentiment d'insécurité, nous observons des périodes selon lesquelles, pour différentes raisons, le fait *d'avoir peur* peut apparaître comme un facteur capable de structurer les relations sociales et l'organisation spatiale de la ville d'une façon plus ou moins importante. Le chercheur Marcelo Lopes de Souza a créé le terme « *Fobópole* », qui est également le titre de son livre publié en 2008<sup>132</sup>, en unifiant les mots grecs *phobos*, qui signifie peur, et *polis*, qui a le sens de ville. Cet auteur met en évidence le fait que c'est dans des villes socio-politiquement et géographiquement fragmentées que la peur gagne le plus de place. Selon lui, ces villes comme Rio de Janeiro et São Paulo, sont des *fobópoles* par excellence. Il justifie le néologisme de la façon suivante :

[ce mot] condense ce que j'essaie de qualifier comme des villes dans lesquelles la peur et la perception d'un risque croissant, sous l'angle de la sécurité publique, occupent une place de plus en plus importante dans les conversations, les articles de la grande presse, etc. qui est lié, en termes complexes, à plusieurs phénomènes défensifs, préventifs ou répressifs menés par l'État ou par la société civile.<sup>133</sup>

La chercheuse Vera Malaguti Batista a également étudié la question de la peur et son rapport avec les politiques publiques. Selon elle, à cause de la peur, d'un côté, la société produit des politiques de persécution et, de l'autre, elle se retrouve paralysée, au sens où la peur démesurée fait que la société ne remet pas en question l'usage récurrent de la violence contre une partie des citoyens en même temps qu'elle demande des punitions plus rigoureuses. Par conséquent, la diffusion du sentiment d'insécurité et de peur joue le rôle de mécanisme inducteur de politiques autoritaires de contrôle social. De plus, il est simple de constater que cette façon de raisonner, en même temps qu'elle stimule ce type de politique, le justifie.

Malaguti, historienne de formation, propose une approche intéressante dans son analyse

---

<sup>131</sup> Citation originale : « A população residente nos grandes centros urbanos brasileiros – em nosso caso a cidade do Rio de Janeiro – tem vivido ao longo das últimas décadas sob o espectro do binômio violência-segurança, situação que, paulatinamente, mina as condições de vida e os indicadores de bem-estar da população. Nos últimos anos, porém, acrescentou-se um terceiro ingrediente: o medo», in MORAIS, David. «Padrões de criminalidade e espaço público: o centro do Rio de Janeiro», *Surveillance in Latin America*, «Vigilância, Segurança e Controle Social», PUCPR, Curitiba, 2009, p. 9.

<sup>132</sup> A savoir: SOUZA, Marcelo Lopes. *Fobopole – O medo generalizado e a militarização da questão urbana*, Bertrand Brasil, Rio de Janeiro, 2008.

<sup>133</sup> Citation originale : « [essa palavra] condensa aquilo que tento qualificar como cidades nas quais o medo e a percepção do crescente risco, do ângulo da segurança pública, assumem uma posição cada vez mais proeminente nas conversas, nos noticiários da grande imprensa etc., o que se relaciona, complexamente, com vários fenômenos de tipo defensivo, preventivo ou repressor, levados a efeito pelo Estado ou pela sociedade civil », in SOUZA, Marcelo Lopes, *op. cit.*, p. 11.

portant sur la peur contemporaine. Selon elle, pour pouvoir comprendre de nos jours la peur, il faut également regarder la trajectoire de cette dernière à différentes époques. Ainsi, dans plusieurs travaux, elle explique sa recherche sur la peur au XIX<sup>e</sup> siècle au Brésil et sa relation avec les révoltes des esclaves. Selon Malaguti, la révolte connue comme « *Revolta dos Malês* »<sup>134</sup>, dans l'État de Bahia, en 1835, malgré sa défaite, a permis à la population noire d'avoir l'espoir de trouver sa liberté et a généré, chez les élites brésiliennes, la peur des classes populaires, des noirs et des pauvres<sup>135</sup>. Même si cette rébellion avait été assez rapidement stoppée, pendant les jours qui l'ont suivie, des rumeurs d'autres mouvements esclavagistes ont surgi à Salvador et une partie de la population civile s'est mise à sortir dans les rues avec ses armes à feu et à tirer contre les personnes noires. Comme le résume Malaguti, o « *medo branco* », c'est-à-dire la peur chez la population blanche, rend la peur de l'insurrection plus forte que la perspective de l'insurrection elle-même. Ce « *medo branco* », qui a augmenté avec la fin du régime esclavagiste et de la Monarchie, produit une République autoritaire, qui exclut et ne tolère pas les différences. République qui, selon Malaguti, porte en elle le principe de l'inégalité légitime. La chercheuse indique :

Le type d'ordre introduit par l'esclavage dans la formation socio-économique n'a été modifié ni par la fin de l'esclavage, ni par la République, ni par la 'transition démocratique' avec la fin de la dictature militaire implantée après le coup d'état de 1964. L'insurrection noire a été la grande catégorie fantôme, le grand zombie des élites brésiliennes : de la révolte des Malês aux *arrastões* (attaque en bande) sur les plages.<sup>136</sup>

En réalité, selon Malaguti, ce qui n'a pas changé, c'est notre façon de traiter la question sociale à travers un regard criminaliste, pénal. En faisant cela, nous produisons une sorte de filtre capable d'enlever le caractère politique des questions associées aux conflits sociaux. À l'époque des révoltes esclavagistes, ces rébellions ont été traitées comme des problèmes criminels, problèmes face auxquels il fallait donc agir en utilisant la force, la violence, la loi justifiant, en effet, leur utilisation. En même temps, le fait qu'il s'agissait d'une société esclavagiste en elle-même n'était pas remis en question ni contesté. Aujourd'hui, la question se répète (à évidemment des degrés différents) : nous traitons toujours la question de la sécurité publique, de la peur et de la violence par un biais pénal, un parti pris policier. Par conséquent, nous produisons une demande de plus en plus forte d'un « État policier », en même temps que nous effaçons le caractère politique des conflits sociaux. En fin de compte, nous (en tant que société) avons donné aux conflits sociaux un destin pénal à travers la diffusion d'une peur collective. Malaguti explique : « l'hégémonie

---

<sup>134</sup> Les esclaves de la religion musulmane étaient connus sous le nom de « Malês ».

<sup>135</sup> Il nous paraît pertinent de souligner que, lors du recensement de 1849, Rio avait la plus grande population d'esclaves urbains des Amériques.

<sup>136</sup> Citation originale : « O tipo de ordenamento introduzido pela escravidão na formação socio-econômica não foi abalado nem pelo fim da escravidão, nem pela República, nem na « transição democrática » com o fim da ditadura militar implantada após o golpe de 1964. A insurreição negra tem sido a grande categoria fantasmática, o grande zumbi das elites brasileiras: da Revolta dos Malês aos *arrastões* nas praias », in MALAGUTI BATISTA, Vera. «O medo na cidade do Rio de Janeiro », *Delito y sociedade*, Revista de Ciencias Sociales, 2016, p. 119.

conservatrice dans notre formation sociale utilise la diffusion de la peur en tant que mécanisme inducteur et justificatif de politiques autoritaires de contrôle social. La peur devient un facteur de prises de positions stratégiques dans le domaine économique, politique ou social »<sup>137</sup>.

Ainsi, s'appuyer sur l'approche historique proposée par Malaguti nous permet également de prendre conscience qu'il faut comprendre la peur d'aujourd'hui en gardant à l'esprit le fait que l'histoire du Brésil est une histoire de violence. L'écrivain et chercheur brésilien Joel Rufino dos Santos signalait que, si nous comptons les « 500 ans d'histoire connue au Brésil », c'est-à-dire après l'arrivée des Portugais en 1500, seuls un peu plus de 100 ans ont été vécus en dehors du régime de l'esclavage, ce qui, en effet, nous en dit beaucoup au sujet du Brésil actuel et ne doit pas être ignoré. Dans un article, Malaguti affirme « qu'au Brésil, la peur du crime et de la violence urbaine porte les marques des matrices de l'extermination, de la disqualification juridique, de l'esthétique de l'esclavage »<sup>138</sup>. En fin de compte, la population noire est souvent considérée, encore aujourd'hui, comme la « population à problèmes », celle qui a fourni les esclaves jusqu'en 1888, celle qui a été « pathologisée » ensuite par la littérature médicale au début des années 1930 et celle qui souffre le plus dans une société qui affirme avec insistance qu'elle ne doit pas être considérée comme raciste, même si, en 2016, le taux d'homicides de la population noire était deux fois et demie supérieur à celui des non-noirs<sup>139</sup>.

Malaguti signale alors que les arguments et les demandes phares utilisés dans les discours du passé basés sur la peur sont toujours les mêmes : le mépris envers la mort de la population pauvre et noire contre l'indignation générale provoquée par la mort au sein de la population blanche et la plus aisée, ce qui se manifeste par les stratégies sélectives de la police, la demande d'un nombre plus important de « forces de l'ordre » ainsi que de lois plus dures et rigoureuses, etc. Ce type de discours est davantage efficace dans la mesure où il présente une double face en instaurant une plus grande confiance chez les élites et en suscitant la terreur dans les favelas. La naturalisation de ce discours est également celle de la pauvreté en tant que crime. Les pauvres ne sont plus considérés comme un excédent de main-d'œuvre, mais plutôt, comme une masse qui doit être neutralisée et contrôlée ; une masse, enfin, dangereuse.

Alors, à ce stade, nous pouvons nous demander comment ce discours, qui génère et propage la peur chez les citoyens, se manifeste dans la société. En effet, il demeure présent dans de

---

<sup>137</sup> Citation originale : « a hegemonia conservadora na nossa formação social trabalha a difusão do medo como mecanismo indutor e justificador de políticas autoritárias de controle social. O medo torna-se fator de tomadas de posição estratégicas seja no campo econômico, político ou social », in MALAGUTI BATISTA, Vera. *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois tempos de uma história*, Revan, Rio de Janeiro, 2003, p. 23.

<sup>138</sup> Citation originale : « No Brasil, o medo do crime e da violência urbana carrega as marcas das matrizes do extermínio, da desqualificação jurídica, da estética da escravidão », *op. cit.*, 2016, p. 125.

<sup>139</sup> C'est nous qui traduisons : « Au Brésil, deux pays: pour les noirs, les meurtres augmentent de 23%. Pour les blancs, ils diminuent de 6,8% ». Source : [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/06/05/politica/1528201240\\_021277.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/06/05/politica/1528201240_021277.html)



nombreuses sphères et crée également un « marché de la peur »<sup>140</sup>. De plus, comme nous l'avons souligné plus haut en nous appuyant sur le travail de Julien Terral, ce type de questionnement n'existe pas en dehors de la sphère publique et médiatique. Cela veut dire que, quand nous parlons de peur ou d'insécurité, nous nous référons également aux discours publics autour de ces sujets, aux images médiatisées, aux allégories du pouvoir qui sont créées, etc. Et cela nous paraît fondamental parce que, comme l'écrit Castoriadis, « Tout ce qui se présente à nous, dans le monde social-historique, est indissociablement en lien étroit avec le symbolique »<sup>141</sup>. Ainsi, ces discours, ces images, ces allégories s'avèrent capables de produire un arrangement esthétique où l'occupation de l'espace public par les noirs, les pauvres ou les « naturellement exclus » provoque une appréhension, l'image d'un chaos social. Vera Malaguti signale :

À ce stade du capitalisme, la peur est renouvelée et n'est pas seulement une conséquence déplorable de la radicalisation de l'ordre économique, c'est un projet esthétique qui fait bouger les médias, la culture et surtout l'industrie de la sécurité. Il s'agit d'identifier les frontières des "nouveaux étrangers", les consommateurs défectueux, ceux qui perturbent la "préservation de la pureté de la vie des consommateurs", comme l'a dit Bauman.<sup>142</sup>

Ce sont ces « nouveaux étrangers », ces mauvais consommateurs, qui « perturbent la pureté de la vie », comme le déclare Malaguti, ce sont eux qui font peur et qui doivent donc être réprimés. Malaguti cite un passage du livre de Mary C. Karasch, intitulé *A vida dos escravos no Rio de Janeiro (La vie des esclaves à Rio de Janeiro, en traduction libre)*, où l'auteure décrit l'étonnement de Schillibeer, en 1814, lorsqu'il vit, terrifié, le nombre impressionnant d'esclaves morts dans les rues de Rio : « Certains seigneurs qui jetaient des ordures dans les rues et sur les places n'avaient aucun scrupule à jeter aussi leurs esclaves mourants dans un état de parfaite nudité »<sup>143</sup>. Malaguti ajoute : « Ils faisaient partie du spectacle des horreurs communes et de l'esthétique de l'esclavage. Les corps noirs tués dans les décharges de la ville de Rio de Janeiro sont, à ce jour, vus et signalés avec une certaine naturalité ; ils font partie du cadre historique de la 'ville merveilleuse' »<sup>144</sup>. Et, malheureusement, il existe maints exemples du même type. Le 17 septembre 2018, en début de soirée, un jeune noir âgé de 26 ans descendait les collines de la *favela*

<sup>140</sup> MALAGUTI BATISTA, Vera. *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois tempos de uma história*, op. cit., 2003.

<sup>141</sup> En portugais: « Tudo o que nos apresenta no mundo social-histórico está indissociavelmente entrelaçado com o simbólico », in CASTORIADIS, 1982 *cité dans* MALAGUTI, 2003, p. 56.

<sup>142</sup> Citation originale : « No capitalismo tardio o medo se renova e não é so uma consequência deplorável da radicalização da ordem econômica, é um projeto estético que movimenta a mídia, a cultura e principalmente a indústria da segurança. Trata-se de identificar fronteiras para os 'novos estranhos', os consumidores falhos, aqueles que desordenam a 'preservação da pureza da vida consumista', como disse Bauman », in MALAGUTI. «O medo na cidade do Rio de Janeiro », *op. cit.*, 2016, p. 125.

<sup>143</sup> Citation originale : « Alguns senhores que despejavam lixo nas ruas e praças também não tinham escrúpulos em jogar fora seus escravos agonizantes, em um estado de perfeita nudez », (KARASHC *cité dans* MALAGUTI 2016, *Ibid.*, p. 122).

<sup>144</sup> Citation originale : « Faziam parte do espetáculo dos horrores comuns e da estética da escravidão. Corpos negros mortos nas lixeiras da cidade do Rio de Janeiro são, até os dias de hoje, vistos e noticiados com uma certa naturalidade ; fazem parte do cenário histórico da 'Cidade Maravilhosa' », in MALAGUTI, *Ibid.*



*Chapéu Mangueira*, dans la zone sud de Rio, pour aller chercher sa femme et ses enfants près de l'arrêt de bus. Il avait un parapluie et un porte-bébé « kangourou » car l'un de ses enfants était âgé de 10 mois. Avant de rejoindre sa famille en bas du *morro*, il entendit plusieurs tirs. Cet homme a été assassiné par les policiers de l'unité de police pacificatrice (UPP), qui auraient confondu son parapluie avec un fusil et le porte-bébé « kangourou » avec un gilet pare-balles<sup>145</sup>. Encore une fois, le corps noir, surtout dans les favelas, est d'avance criminalisé.

A ce moment précis, il nous paraît intéressant d'évoquer Zygmunt Bauman, qui affirme, dans l'ouvrage *Postmodernity and Its Discontents*<sup>146</sup>, que dans une civilisation qui a choisi de limiter la liberté au nom de la sécurité, la recherche de « plus d'ordre » signifie en réalité davantage de malaise. L'idée d'ordre serait liée à celle de pureté, de « chaque chose à sa place ». En ce sens, encore une fois, la place du corps noir et/ou pauvre est celle de l'individu dangereux, de celui qui fait peur. Si nous nous référons de nouveau à Roché, selon lequel le sentiment d'insécurité peut être vu comme un processus de lecture du monde, nous pouvons observer que cette lecture est biaisée et qu'elle comprend également la manière dont nous percevons « l'autre ». Malaguti signale que : « L'arrivée d'un 'étranger' ébranle la sécurité quotidienne. L'étranger serait la synthèse de la 'saleté' automatique, auto-moteur et auto-conductrice. C'est pourquoi les sociétés luttent pour classer, séparer, confiner, exiler ou anéantir les étrangers »<sup>147</sup>.

Quand nous examinons, en effet, les statistiques de la population emprisonnée nous en tirons une conclusion semblable. Tout d'abord, il faut souligner que le Brésil est le cinquième pays le plus peuplé au monde, mais qu'il est le troisième si nous nous référons à sa population carcérale, seulement derrière les États-Unis et la Chine. De plus, au Brésil, il est possible d'observer une trajectoire qui s'est inversée par rapport aux États-Unis et à la Russie : depuis au moins dix ans, la population carcérale de ces deux pays a été systématiquement réduite. Par contre, en ce qui concerne les chiffres brésiliens, en 2016, ce pays comptait 726 000 prisonniers, ce qui représente une augmentation de 213 % si nous comparons ce chiffre à celui de l'année 2000<sup>148</sup> et correspond à plus de deux fois la population de l'Islande en 2018<sup>149</sup>. Le tableau ci-dessous met en évidence, en milliers, le nombre de prisonniers, ainsi que les places et les déficits du système carcéral au Brésil

<sup>145</sup> Source: [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/19/politica/1537367458\\_048104.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/19/politica/1537367458_048104.html)

<sup>146</sup> BAUMAN, Zygmunt. *O mal-estar da Pós-Modernidade*, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 998.

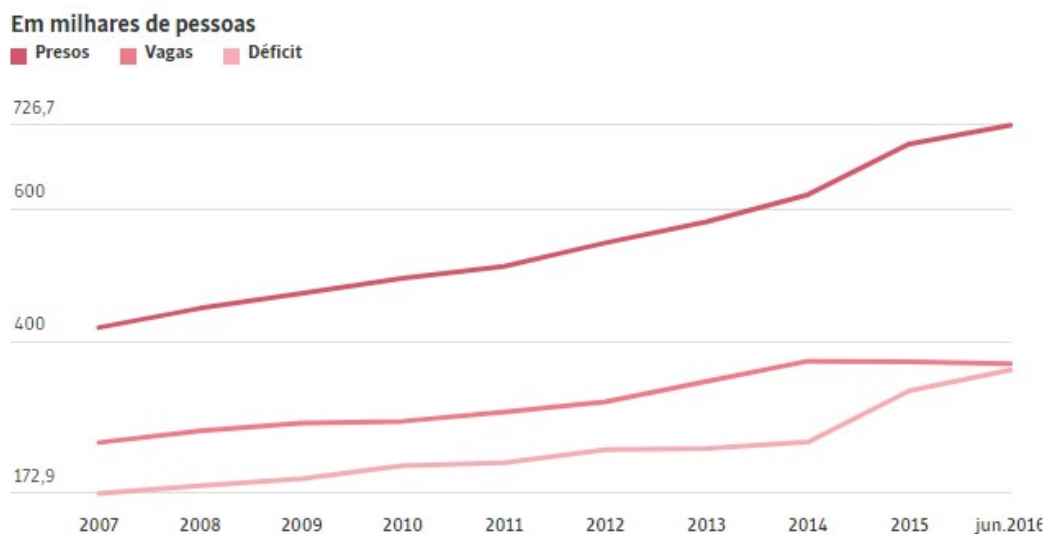
<sup>147</sup> Citation originale : « a chegada de um « estranho » estremece a segurança cotidiana. O estranho seria a síntese da « sujeira » automática, autocomotora e autocondutora. É por isso que as sociedades lutam por classificar, separar, confinar, exilar ou aniquilar os estranhos », in MALAGUTI, *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois tempos de uma história*, op. cit., p. 78.

<sup>148</sup> Source : rapport publié par le département pénitentiaire national, lié au Ministère de Sécurité Publique au Brésil. Il convient de savoir aussi qu'*Infopen* est un système d'information statistique du système pénitentiaire brésilien. <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/sistema-prisional/nao-basta-construir-presidios-e-preciso-prender-com-criterio.shtml>

<sup>149</sup> L'Islande comptait 337 203 habitants en octobre 2018. Source: <https://countrymeters.info/pt/Iceland>

entre 2007 et juin 2016 :

Image 2. Nombre, en milliers de personnes, de détenus, de postes vacants et de déficit de places dans les prisons



Fonte: Infopen jun.2016/Ministério da Justiça

Source : Infopen juin 2016/Ministério da justiça (publié dans le journal *Folha de São Paulo*)

En réalité, la courbe d'incarcération est en hausse et s'avère, également, insoutenable, que ce soit d'un point de vue structurel, budgétaire ou juridique. Avec un déficit d'environ 350 000 places et un coût de 50 000 *reais* pour chaque nouvelle place créée, l'investissement nécessaire serait de 15 milliards de *reais* pour les travaux d'infrastructure. Si nous ajoutons à cela le temps moyen de construction d'une prison au Brésil, c'est-à-dire six ans, et l'augmentation de la population carcérale au cours de la dernière décennie (32 000 prisonniers de plus par an en moyenne), il faut en conclure qu'à la fin de la construction des postes vacants nécessaires, il y aurait un nouveau déficit de 288 000 places<sup>150</sup>. Il suffit alors d'examiner ces calculs assez simples pour en déduire que la politique d'incarcération de masse, outre qu'elle n'est pas l'option la plus efficace d'après les études de sécurité publique, ne semble pas non plus réalisable au niveau structurel et budgétaire. Alors, qui sont ces personnes qui composent la surpopulation carcérale brésilienne ?

Si nous continuons à nous pencher sur le rapport publié par l'*Infopen*, système d'information statistique du système pénitentiaire brésilien<sup>151</sup>, en juin 2016, nous parvenons à mieux les connaître :

- 92 % sont des hommes ;
- 30 % ont entre 18 et 24 ans ;

<sup>150</sup> Source : <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/sistema-prisional/nao-basta-construir-presidios-e-preciso-prender-com-criterio.shtml>

<sup>151</sup> Voir <http://depen.gov.br/DEPEN/depen/sisdepen/infopen>

- 25 % ont entre 25 et 29 ans ;
- 64 % sont noirs ou métis.

D'autre part, 40% d'entre eux sont des prisonniers dits « provisoires », c'est-à-dire qu'ils sont en prison mais n'ont pas encore été jugés (la plupart du temps, ils n'ont pas vu une seule fois un juge). Ils sont dans cette situation parce qu'ils ont été arrêtés en flagrant délit et ce n'est pas un hasard si presque un tiers de la population carcérale est accusée de trafic de drogue. Le traitement des infractions pénales liées au trafic de drogue révèle, en effet, une tendance punitive bien marquée. Depuis 2006, la loi sur les drogues établit des peines différentes pour les utilisateurs et les trafiquants<sup>152</sup>. Cependant, en l'absence de critères objectifs permettant de différencier les uns des autres, tels que la quantité de drogue transportée en flagrant délit, cette détermination repose sur un fondement subjectif, ce qui entraîne une augmentation du nombre des détenus pour trafic dans le système pénitentiaire. Selon une enquête réalisée par la justice brésilienne, en 2018, dans plus de la moitié des cas, il est supposé que la personne fait partie d'une organisation de trafic de drogue à cause du fait qu'elle a été arrêtée dans un lieu dominé par une faction (réalité très courante dans les favelas). Julita Lemgruber, ancienne directrice du Système Pénitentiaire de Rio, conclut : « Il est insensé de garder en prison cette jeunesse, qui n'était pas intégrée dans les articulations des factions. Ils passent des mois en prison, puis en contact étroit avec le crime organisé. Le trafic qui doit retenir notre attention n'est pas dans les favelas, mais dans les hélicoptères »<sup>153</sup>. Selon elle, l'argument utilisé par la justice serait que ces jeunes constitueraient une menace pour l'ordre public.

A cela s'ajoute le fait qu'il existe dans le pays un déficit de presque 10 000 *defensores públicos* (profession semblable à celle de l'Avocat commis d'office, en France), avocats chargés de servir les personnes ayant des revenus inférieurs à trois salaires minimaux<sup>154</sup>. Le sociologue Claudio Beato, coordinateur du Centre d'études sur le crime et la sécurité publique à l'Université de Minas Gerais (UFMG), fait le constat suivant : « Au Brésil, nous n'avons un état de droit que pour les riches, qui peuvent utiliser une multitude de ressources judiciaires. Pour le reste nous avons la prison »<sup>155</sup>.

Les travaux du sociologue Loïc Wacquant portant sur le phénomène de l'hyperinflation

<sup>152</sup> A savoir : alors que les premiers ne peuvent être soumis qu'à des peines de substitution, les seconds sont passibles d'une peine de cinq à dix ans d'emprisonnement.

<sup>153</sup> Citation originale : « É uma insensatez manter presa essa garotada varejista, ré primária, que não estava integrada nas articulações das facções. Eles passam meses na cadeia, aí sim em contato profundo com o crime organizado. O tráfico que interessa não está nas favelas, mas nos helicópteros », in <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/justica-criminal/sistema-e-lento-favorece-ricos-e-e-pouco-criterioso-com-lei-de-drogas.shtml>

<sup>154</sup> Source : Journal *Folha de São Paulo*, <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/justica-criminal/sistema-e-lento-favorece-ricos-e-e-pouco-criterioso-com-lei-de-drogas.shtml>

<sup>155</sup> Citation originale : « No Brasil, temos um Estado de Direito só para os ricos, que podem usar uma infinidade de recursos judiciais. Para o resto, temos a cadeia », in <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/justica-criminal/sistema-e-lento-favorece-ricos-e-e-pouco-criterioso-com-lei-de-drogas.shtml>

carcérale aux États-Unis entre les années 1980 et 2000, peuvent nous aider à comprendre la réalité actuelle au Brésil. A propos de la situation américaine, Wacquant soulignait, en 1998, que « si les prisons étasuniennes ont enregistré une explosion de leurs effectifs lors des deux décennies passées, ce n'est pas tant que le système pénal américain 'frappe' plus fort au fil des ans : c'est surtout qu'il 'ratisse' beaucoup plus large »<sup>156</sup>. C'est sur ce point que la politique pénale américaine de l'époque et celle mise en pratique aujourd'hui au Brésil divergent de la politique européenne : alors que les États membres de l'Europe priorisent des politiques pénales dites de « dualisation », c'est-à-dire consistant à sanctionner rigoureusement les crimes considérés comme graves mais à recourir à des peines alternatives quand les infractions sont moins sérieuses, au Brésil la stratégie paraît consister à emprisonner les masses.

Or, l'adoption de mesures strictes ne veut absolument pas dire qu'il s'agit d'une justice efficace : selon les statistiques officielles, seuls 6% des homicides intentionnels sont résolus dans le pays. A titre de comparaison, en France ce chiffre est de 80 % et au Royaume-Uni, de 90 %<sup>157</sup>. Dans une interview accordée au journal *Folha de São Paulo*, le chercheur Rodrigo Soares explique la situation : « On punit beaucoup, mais les mauvaises personnes. Il y a beaucoup de gens en prison, mais la probabilité qu'une personne soit prise après avoir commis un crime grave est faible »<sup>158</sup>. A ce moment-là, nous pouvons nous interroger encore une fois sur le lien existant entre la peur et cette politique d'emprisonnement de masse : en réalité, est-ce que sont en prison ceux qui nous font peur ou ceux qui ont effectivement commis un crime grave ?

Encore une fois, il nous paraît évident que ceux qui croupissent en prison sont ces « autres », ces « eux », ces exclus qui ne font pas partie du « nous », qui nous font peur parce qu'ils sont noirs, pauvres, *favelados* (ce qui n'est pas sans rappeler le phénomène du « *medo branco* » étudié par Malaguti à l'époque de l'esclavage). Dans une réalité où presque 95 % des meurtres dans le pays ne sont pas solutionnés et où la politique de sécurité publique se base presque totalement sur une « chasse aux drogues » dans les favelas, il semble irresponsable de continuer à défendre cette politique d'emprisonnement de masse comme la meilleure solution pour résoudre le problème de la violence et de l'insécurité au Brésil. Dans une interview, l'ancien commandant de la Police Militaire, Ibis Pereira, affirme qu'« au Brésil, la vie humaine n'est pas une priorité » et analyse en ces termes la situation à Rio :

Au cours des 40 dernières années, Rio de Janeiro a connu de très douloureux conflits en

---

<sup>156</sup> WACQUANT, Loïc J. D. « L'ascension de l'État pénal en Amérique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 124, septembre 1998. De l'État social à l'État pénal. p. 14.

<sup>157</sup> Source : <https://super.abril.com.br/mundo-estranho/qual-a-porcentagem-de-crimes-solucionados-pela-policia-no-brasil/>

<sup>158</sup> Citation originale: « Punimos muito, mas as pessoas erradas. Tem muita gente na cadeia, mas é baixa a probabilidade de alguém ser apanhado ao cometer crime mais grave », in <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/sistema-prisional/nao-basta-construir-presidios-e-preciso-prender-com-criterio.shtml>

raison de la dynamique de l'organisation du trafic de drogue. Cette organisation a débuté après le conflit territorial des guerres de factions lorsque Rio et le Brésil sont entrés dans la logique du trafic international de drogue dans le tournant des années 1970 aux années 1980, après le boom de la cocaïne. Cette logique de marché a valu à Rio une "coloration" différente des autres États en raison de la géographie de la ville. La périphérie et les quartiers plus nobles, avec un IDH plus élevé, sont proches. C'est pourquoi, depuis que nous avons adopté la guerre contre les drogues comme une stratégie pour faire face à ce problème, il y a 40 ans, Rio vit un conflit très douloureux qui a touché des milliers de personnes.<sup>159</sup>

Là encore, la situation des années 90 aux États-Unis analysée par Wacquant semble également correspondre à celle du Brésil :

Le recours systématique à l'appareil policier et judiciaire pour contenir les 'désordres' de la vie quotidienne dans les familles et les quartiers pauvres explique que les prisons américaines soient remplies, non pas de 'prédateurs violents', comme le serinent les partisans du 'tout carcéral', mais par des criminels non violents et de vulgaires délinquants de droit commun<sup>160</sup>.

Nous ne sommes pas en train de relativiser la question de la violence et le problème de l'insécurité au Brésil. Il s'agit, d'ailleurs, comme nous le savons, d'un problème extrêmement grave : ce pays a enregistré le plus grand nombre de morts violentes au monde en 2016, soit 70 200, ce qui équivaut à 12,5% du nombre total d'enregistrements sur la planète<sup>161</sup>. L'alerte fait partie d'un rapport publié par l'organisation *Small Arms Survey*<sup>162</sup>, une référence mondiale en matière de violence armée. En termes absolus, l'entité souligne que la situation au Brésil dépasse la violence en Inde, en Syrie, au Nigéria et au Venezuela<sup>163</sup>. Selon Gergely Hideg, l'auteur de cette étude, ce nombre inclut les statistiques officielles sur les homicides – enregistrées par les pays – mais également les décès violents non intentionnels et les décès résultant d'interventions judiciaires. « Le nombre est plus élevé que ce que les autorités disent », affirme Hideg dans un reportage publié par le journal *O Estado de São Paulo*. Il indique trois facteurs qui conduisent à ce scénario : l'absence de garantie des droits pour une partie de la population, la culture de la violence et le crime organisé. En ce qui concerne la situation à Rio, l'étude signale : « Dans des villes comme Rio, la violence des gangs, l'usage excessif de la force par l'État, un système de justice pénale corrompu, la militarisation de certaines zones et l'accumulation sociale de violence – dans laquelle la violence

<sup>159</sup> Citation originale: « Nos últimos 40 anos, o Rio de Janeiro tem vivido conflitos muito dolorosos em função da dinâmica como se organizou o crime para a venda de drogas. Essa organização se deu a partir da disputa territorial de guerras de facções quando o Rio e o Brasil entraram na lógica do tráfico internacional de drogas, na virada dos anos 1970 para os 1980, depois do 'boom' da cocaína. Essa lógica de mercado ganhou no Rio uma « coloração » diferente de outro estados em função da geografia da cidade. A periferia e os bairros mais nobres, com maior IDH, estão próximos. Por isso, desde que a gente abraçou a guerra às drogas como grande estratégia para o enfrentamento desta questão, há 40 anos, é que o Rio vive de fato um conflito muito doloroso, que tem vitimado milhares de pessoas », in <https://apublica.org/2017/08/para-ex-comandante-geral-da-pm-do-rio-a-vida-humana-nao-e-uma-prioridade-no-brasil/>

<sup>160</sup> WACQUANT, *op. cit.*, p. 14.

<sup>161</sup> Source : <https://brasil.estadao.com.br/noticias/geral,brasil-tem-maior-numero-de-mortes-violentas-no-mundo-diz-entidade,70002111415>

<sup>162</sup> <http://www.smallarmssurvey.org/>

<sup>163</sup> Si le Brésil figure en tête du classement mondial en termes absolus, c'est la Syrie qui enregistre le plus grand nombre de décès par habitant, suivie par le Salvador, le Venezuela, le Honduras et l'Afghanistan.

génère plus de violence – sont des facteurs qui contribuent à ces taux extrêmement élevés ».

Ainsi, comme le soulignait le *Bureau of Justice Statistics*, « l'emprisonnement sert avant tout à 'gouverner la racaille' qui dérange [...] bien plus qu'à lutter contre les crimes de sang dont le spectre hante les médias et alimente une florissante industrie culturelle de la peur des pauvres »<sup>164</sup>. Wacquant, Bauman et Malaguti mettent donc en évidence que la destruction délibérée de l'État Social et l'hypertrophie croissante de l'État pénal sont des processus concomitants et complémentaires. Ces auteurs intègrent dans leurs recherches les taux d'incarcération pour faire comprendre la façon contemporaine de traiter la question sociale. Malaguti résume ainsi : « Dans cet abandon, focaliser la peur sur une partie de la population qui peut être nommée, reconnue et localisée est absolument stratégique »<sup>165</sup>.

Et les exemples à ce sujet ne manquent pas. Ainsi, en février 2018, peu après le début de l'intervention militaire à Rio, trois jeunes habitants des favelas ont publié une vidéo sur *youtube* intitulée « Intervention (militaire) à Rio : Comment survivre à une approche inappropriée »<sup>166</sup>. Leur objectif était de donner certains conseils à une partie de la population qui, comme eux, était composée de jeunes gens noirs et, de ce fait, allaient probablement subir les effets de l'approche violente des forces de l'ordre. Les conseils étaient simples et variés, comme par exemple « ne pas porter des parapluies trop grands », « avoir la facture de son portable » (pour pouvoir prouver qu'il n'était pas volé), « indiquer sa localisation aux proches à chaque sortie » ou « avoir le numéro de téléphone d'un avocat ». Dans la préface de l'ouvrage intitulé *Elemento Suspeito*, Luiz Eduardo Soares souligne que le soupçon serait pour la police ce que la peur serait pour la population. Il ajoute : « Dans les deux cas, la direction du regard est loin d'être aléatoire [...] Sous le masque de justifications techniques ou des revendications digressives les mêmes valeurs sont profondément accrochées à l'inconscient collectif, enracinées dans la culture brésilienne »<sup>167</sup>. Et, selon la pratique policière récurrente et myope, la sélection du suspect est souvent orientée vers les classes les plus défavorisées, surtout vers les jeunes noirs. « L'image n'est pas fidèle à la distribution des pratiques criminelles dans la société, mais le filtre construit la prétendue réalité de l'univers criminel, selon des critères de sélection très spécifiques »<sup>168</sup>.

<sup>164</sup> *Rapport du Bureau of Justice Statistics*, Prisoners in 1996, cité dans WACQUANT, *op. cit.*, p. 15.

<sup>165</sup> Citation originale : « Nesse desamparo, concentrar o medo numa parte da população que pode ser nomeada, reconhecida e localizada é absolutamente estratégico », in MALAGUTI, *op. cit.*, 2003, p. 97

<sup>166</sup> Titre original: « INTERVENÇÃO NO RIO: Como sobreviver a uma abordagem indevida », disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=eBdSBmTFR5g>

<sup>167</sup> Citation originale : « Nos dois casos, a direção do foco esta longe de ser aleatória [...] Encobertos pela máscara das justificativas técnicas ou das alegações digressivas estão os mesmos valores, atavicamente agarrados ao inconsciente coletivo, fundamente enraizados na cultura brasileira », in RAMOS, Silvia et MUSUMECI, Leonarda. *Elemento suspeito - Abordagem policial e discriminação na cidade do Rio de Janeiro*, Civilização brasileira, Coleção Segurança e cidadania, Rio de Janeiro, 2005, p. 11.

<sup>168</sup> Citation originale : « O quadro não é fiel à distribuição de práticas de crimes na sociedade, mas o filtro constrói a suposta realidade do universo criminoso, segundo critérios seletivos bastante específicos », in RAMOS, Silvia et



Le chercheur brésilien Nilo Batista parle du concept de « *cidadania negativa* », expression que nous pouvons traduire par *citoyenneté négative* en français et que Malaguti a défini de la manière suivante :

C'est dans ce cadre que s'établit la conception de la citoyenneté négative établie par Nilo Batista, qui se limite à la connaissance et à l'exercice des limites formelles à l'intervention coercitive de l'État. Ces secteurs vulnérables, hier esclaves, aujourd'hui masses marginales urbaines, ne connaissent la citoyenneté que d'un côté, dans la "tranchée auto-défensive" de l'oppression des organismes du système pénal.<sup>169</sup>

Ainsi, être concerné par un seul côté de la citoyenneté, celui lié à l'oppression et au système pénal, est une caractéristique qui persiste pour une bonne partie de la population *carioca* : celle composée par la masse urbaine, pauvre et noire, qui habite les favelas.

## II. De la norme au risque<sup>170</sup>

A ce moment de notre étude, sans vouloir procéder à un récapitulatif exhaustif, il nous semble tout de même important d'évoquer rapidement le travail de Michel Foucault, surtout en ce qui concerne ses notions de *norme* et de *normalisation*, concepts qui ont marqué, selon le philosophe français, l'entrée de la société dans l'époque moderne et ont permis à Foucault d'étudier un autre type de relation (de partage) entre les individus. Ce partage ne serait plus celui entre le licite et l'illicite mais entre le normal et l'anormal : « La norme est un savoir qui se donne, en plus, des moyens de correction qui ne sont pas exactement des moyens de punition, mais des moyens de transformation de l'individu, toute une technologie du comportement de l'être humain »<sup>171</sup>. Foucault aborde les transformations de la société moderne occidentale comme un processus de normalisation généralisé qui s'est répandu et peut être perçu dans plusieurs domaines.

L'un des centres d'intérêt du travail de Foucault était l'analyse de l'émergence des techniques de normalisation et de tous les pouvoirs qui y sont liés. Cet auteur fait remarquer que le pouvoir de normalisation et la façon dont il s'est instauré dans le fonctionnement de la société n'étaient pas anodins. Le pouvoir de normalisation aurait pris sa place non en s'appuyant sur une seule institution, mais en profitant du jeu qu'il a réussi à établir entre plusieurs institutions différentes. C'est de là que vient sa force. C'est pourquoi, selon Foucault, la normalisation devient

MUSUMECI, Leonarda., *Ibid.*

<sup>169</sup> Citation originale : « é neste quadro que se estabelece a concepção de cidadania negativa, enunciada por Nilo Batista, que se restringe ao conhecimento e exercício dos limites formais à intervenção coercitiva do Estado. Esses setores vulneráveis, ontem escravos, hoje massas marginais urbanas, só conhecem a cidadania pelo avesso, na « trincheira auto-defensiva » da opressão dos organismos do sistema penal », in MALAGUTI, *op. cit.*, 2003, p. 102.

<sup>170</sup> L'un des premiers chercheurs à étudier la notion de risque a été le sociologue allemand Ulrich Beck. En 1986, Beck a publié *La société du risque*, un livre référence sur la thématique et qui traite la question des transformations sociales contemporaines sous les concept de risque. L'ouvrage a été traduit en France en 2001.

<sup>171</sup> FOUCAULT, Michel, 1977, n° 212 cité dans BERTRAND, Jean-François, *Introduction à Michel Foucault*, Collection Repères, La découverte, Paris, 2011, p. 7.



l'un des grands instruments de pouvoir à la fin de l'âge classique :

Aux marques qui traduisent des statuts, des privilèges, des appartenances, on tend à substituer ou du moins à ajouter tout un jeu de degrés de normalité, qui sont des signes d'appartenance à un corps social homogène, mais qui ont en eux-mêmes un rôle de classification, de hiérarchisation et de distribution des rangs. En un sens le pouvoir de normalisation contraint à l'homogénéité ; mais il individualise en permettant de mesurer les écarts, de déterminer les niveaux, de fixer les spécialités et de rendre les différences utiles en les ajustant les unes aux autres<sup>172</sup>.

Ainsi, comme le souligne Foucault, c'est cette division constante entre le normal et l'anormal présente dans toutes les instances de contrôle individuel, ce **partage binaire** qui agit sur un mode du marquage<sup>173</sup>, auquel tout individu est soumis, qui fait fonctionner le dispositif disciplinaire. En réalité, Foucault décrit tout un ensemble de techniques et d'institutions qui se donnent pour mission d'identifier, de mesurer, de différencier, d'individualiser, de contrôler et de « corriger » les anormaux. Le philosophe Marc Schuilenburg résume la pensée foucauldienne de la manière suivante :

De manière extrêmement originale, Foucault a mis au point un nouvel ensemble d'instruments pour l'exercice du pouvoir. Cela a abouti à *Surveiller et punir* et à *La volonté de savoir*, deux livres dans lesquels il décrit les relations de pouvoir qui rendent les personnes productives et efficaces et impliquent une certaine manière de parler. Ce faisant, Foucault démontre que dans les écoles, les casernes et les prisons – auxquelles il se réfère en parlant de 'pratiques disciplinaires' – différentes méthodes (horaires, examens, exercices) sont appliquées pour enseigner aux personnes le comportement souhaité ou approprié.<sup>174</sup>

A propos de la théorie de Foucault, le chercheur brésilien Paulo Vaz explique : « La division de la société entre normaux et anormaux fait que cette division existe au sein de chaque être humain. Le champ des expériences intérieures du sujet moderne est donc délimité par la peur de l'anormalité et le plaisir de se ressentir en tant qu'un être normal »<sup>175</sup>. C'est-à-dire que, à l'époque de l'analyse foucauldienne, l'existence même de la norme était un moyen de la renforcer. De plus, le fait d'intérioriser la vigilance n'était pas suffisant, il fallait également que chacun se juge selon les normes et les valeurs sociales en vigueur. La pression homogénéisante de la norme n'est pas externe aux individus. L'introjection d'un regard normatif s'avère décisive pour que chacun se discipline

<sup>172</sup> FOUCAULT, M. *Surveiller et punir*, p. 216.

<sup>173</sup> Comme par exemple : fou-non fou; normal-anormal; dangereux-inoffensif

<sup>174</sup> Citation originale : « In an extremely original way, Foucault worked out a new set of instruments for the exercise of power. This resulted in 'Discipline and punish' and 'The will to knowledge', two books in which he describes the power relations that make people productive and efficient individuals and involve a certain manner of speaking. In doing so, Foucault demonstrates that in schools, barracks and prisons – he refers to them as « disciplining practices » - various methods (timetables, exams, exercises) are applied to teach people desired or appropriate behavior », in SCHUILEBURG, Marc. *The securization of society - Crime, risk, and social order*, New York University Press, 2015, pp. 55-56.

<sup>175</sup> Citation originale : « A divisão da sociedade entre normais e anormais faz existir essa mesma divisão no interior de cada ser humano. O campo das experiências íntimas do sujeito moderno é, portanto, delimitado pelo temor da anormalidade e pelo prazer ressentido em ser normal », VAZ, Paulo « Risco e Justiça » in CALOMENI, Teresa Cristina B. (org), *Michel Foucault – entre o murmúrio e a palavra*, Campos : Editora Faculdade de Direito de Campos, 2004, p. 107.

soi-même, en restant attentif aux signes d'anormalité qu'il perçoit en lui. Nous le savons, selon Foucault, le désir de normalité était en quelque sorte imposé aux individus par le pouvoir, ce que Vaz résume ainsi :

En général, dans la modernité, l'exercice du pouvoir suppose la séparation des hommes, leur répartition entre normal et anormal, fait qui crée chez chaque individu un clivage et un effort de se conformer aux valeurs sociales et une tension culpabilisante qui provoque l'homogénéisation des comportements.<sup>176</sup>

Cependant, Paulo Vaz a travaillé sur l'hypothèse selon laquelle le concept de risque serait en train de remplacer celui de norme en tant que forme hégémonique de la culture occidentale. En faisant une relecture du travail de Michel Foucault, Vaz explicite les changements qui ont été provoqués par le biais du passage de la norme au risque. En fait, selon le chercheur brésilien, si auparavant le concept de norme servait de modèle à la manière selon laquelle les personnes réfléchissaient sur leurs propres conditions et possibilités, désormais c'est le concept de risque qui occupe cette place. Il est évident qu'il ne s'agit pas ici d'indiquer un moment précis, spécifique, ou alors une date capable de représenter ce passage car les processus de changements culturels ne surviennent pas de façon univoque et définitive. Néanmoins, ce qui est souligné par Vaz est l'idée que les cadres qui orientent les choix et la manière dont les individus se comportent en société se sont transformés.

En procédant à une simplification quelque peu grossière, nous pouvons admettre que, si auparavant les personnes (et les institutions) raisonnaient sur ce qu'elles devraient faire pour devenir ce qu'elles « devraient » être, c'est-à-dire, être normales (dans le sens d'être conformes à la norme), maintenant, nous calculons le risque auquel nous nous exposons – ou nous sommes exposés sans forcément le vouloir. Vaz explique ce passage de la norme au risque de la façon suivante : « Nous vivons la formation d'une société de contrôle ou de fragilité. [...] le passage de la discipline au contrôle est aussi le passage de la norme au risque en tant que concept primaire qui sert de base à partir de laquelle on pense à la relation des individus avec eux-mêmes, avec les autres et avec le monde »<sup>177</sup>. Dans un autre article intitulé « *A vítima virtual e sua alteridade* »<sup>178</sup>, écrit par Vaz, Sa-Ferreira et Pombo, ces auteurs affirment : « [...] il est en train de se produire une immense transformation de la culture occidentale contemporaine et ce changement est lié à un nouveau lien

---

<sup>176</sup> Citation originale : « Genericamente, o exercício do poder na modernidade supõe a separação dos homens entre si, sua distribuição entre normais e anormais, fato que produz no interior de cada indivíduo uma cisão e um esforço de se conformar aos valores sociais, tensão culpabilizadora que provoca a homogeneização dos comportamentos », in VAZ, « Consumo e risco : mídia e experiência do corpo na atualidade », *Comunicação, mídia e consumo*, Vol 3, No 6, São Paulo, 2006, p. 49.

<sup>177</sup> Citation originale : « Experimentamos a formação de uma sociedade de controle ou de fragilidade. [...] a passagem da disciplina ao controle é também a passagem da norma ao risco como conceito primário com base no qual se pensa a relação dos indivíduos consigo, com os outros e com o mundo », in VAZ, *Ibid.*, p. 52.

<sup>178</sup> C'est nous qui traduisons : « La victime virtuelle et son altérité ».

entre le pouvoir de l'action humaine, la souffrance et l'avenir ». <sup>179</sup>

Dans ses travaux, Vaz souligne que le passage de la norme au risque peut être exemplifié plus clairement si nous examinons le rôle des prisons dans la société<sup>180</sup>. Si auparavant l'une des fonctions des prisons consistait à réhabiliter le sujet pour la vie en société, aujourd'hui ce rôle n'a plus d'importance. Les prisons ne seraient plus le lieu où l'individu déviant aurait la possibilité d'apprendre à nouveau comment bien vivre en société, l'endroit qui lui donnerait (une fois sorti de cet espace) une seconde chance de se réintégrer à la vie commune, le passage donc capable de « corriger » cet individu. Au contraire, dans le fonctionnement du risque, l'objectif est de maintenir en sécurité une partie de la population et de contenir et garder « le péril » à l'intérieur des barreaux.

Nous pouvons donc nous demander en quoi consiste le risque. Les travaux de Paulo Vaz nous répondent en explicitant le fait que le risque désigne une connaissance partielle du futur et un effort pour éviter ce que nous ne souhaitons pas subir. Ainsi, la notion de risque implique l'idée de ramener au présent des événements non souhaitables d'un futur imaginé et de les associer à des décisions selon lesquelles le futur ne serait pas une époque d'épanouissement mais plutôt le vécu de souffrances qui auraient pu être évitées. La chercheuse Janine Cardoso résume également très bien ce concept: « [...] le risque implique une forme d'objectivation du danger par le calcul anticipé des probabilités d'occurrence d'un certain événement »<sup>181</sup>. Il serait donc le résultat d'un moment où le futur envahit le présent ; en calculant les risques, nous essayons de prévoir le futur et de le prendre en compte dans les décisions de maintenant.

Cependant, il s'avère important de souligner que risque et danger ne sont pas la même chose. Alors que le danger peut être attribué à quelqu'un ou à une situation (en tant que caractéristique intrinsèque de cette personne ou de cette situation), le risque est pour sa part toujours une possibilité, une incertitude. Encore une fois, sa relation très particulière avec la temporalité s'avère fondamentale pour comprendre ce concept : « En termes simples, le risque est la mesure de la probabilité du potentiel de danger »<sup>182</sup>. *Probabilité, potentiel...* sont deux termes qui parlent d'une sorte de futur-présent (ou d'un futur *dans* le présent).

---

<sup>179</sup> Citation originale : « [...] está ocorrendo uma imensa transformação na cultura ocidental contemporânea e que esta mudança está articulada a um novo nexos entre poder da ação humana, sofrimento e futuro », in VAZ, SA-FERREIRA et POMBO, *op. cit.*, 2005, p. 72.

<sup>180</sup> L'auteur a écrit plusieurs articles dans lesquels il précise ce passage de la norme au risque et démontre comment le concept de risque a envahi les sociétés de notre époque. Pour en savoir plus, consulter par exemple les articles « Risco e Justiça », « Um corpo com futuro » et « Kinds of self-surveillance: from abnormality to individuals at risk », ce dernier de Fernanda Bruno.

<sup>181</sup> Citation originale : « [...] risco implica uma forma de objetivação do perigo pelo cálculo antecipado das probabilidades de ocorrência de um determinado evento, in CARDOSO, Janine, « Entre vítimas e cidadãos : risco, sofrimento e políticas nas narrativas do Jornal Nacional sobre as epidemias de dengue » (1986-2008), thèse de doctorat, Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ) 2012, p. 18.

<sup>182</sup> Citation originale : « Em termos simples, risco é a medida da probabilidade do potencial de perigo », in GARLAND cité dans VAZ 2004, «Risco e Justiça», *op. cit.*, p. 12.

De plus, le risque zéro n'existe pas. Nous pouvons réduire ou augmenter les *facteurs de risque* dans certaines situations, mais il sera toujours présent. Le résultat, est que l'attention que nous concédons aux risques, de manière générale, est incessante : encore une fois, il s'agit d'un *futur* qui est toujours *présent*. Enfin, l'autre caractéristique du risque est le fait qu'il s'agit d'un concept capable de s'éparpiller dans divers domaines. Nous pouvons penser, par exemple, aux risques sécuritaires, écologiques et sanitaires ; pour prendre un exemple simple, selon l'Institut National du Cancer, pour éviter le risque de cancer, il est recommandé de ne pas fumer, de modérer sa consommation d'alcool, d'avoir une alimentation diversifiée et équilibrée, de surveiller son poids, de pratiquer une activité physique régulière, etc.<sup>183</sup>. Quand bien même, personne n'est complètement sûr de ne pas devoir faire face à cette maladie pendant sa vie. Ainsi, Janine Cardoso écrit :

Le risque est alors une manière culturelle spécifique de gérer le danger, de définir ce que nous pouvons viser et ce que nous devons faire : guider, par conséquent, les choix et les attentes individuels et collectifs ; définir ce qui nous revient, ce qui revient à l'autre ou aux institutions et aux gouvernements. En ce sens, le risque est à la fois un produit de la connaissance scientifique et une forme de politisation historiquement produite, qui possède des lignes directrices morales pour guider les choix et les comportements individuels et collectifs<sup>184</sup>.

Néanmoins, il est intéressant de remarquer que, selon Paulo Vaz, même si le concept de risque est présent dans les langues européennes depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, c'est depuis les années 60 qu'il sort du « monde des assurances » et envahit d'autres domaines. Cela s'explique grâce aux études écologiques et aux recherches médicales, surtout liées aux maladies cardiaques et aux cancers. Enfin, depuis la fin des années 1980, c'est la classe moyenne qui utilise fréquemment le concept de risque en mettant en évidence son aspect lié à la sécurité et à la santé. La chercheuse Janine Miranda Cardoso explique que :

La transition vers le XXI<sup>e</sup> siècle semble indiquer un "changement de continuité" (VAZ, 2010) avec la consolidation d'un cadre qui tire de la culture du risque / sécurité, de l'individualisme et de la figure de la victime virtuelle les références centrales d'aujourd'hui pour penser le pouvoir d'action des individus et des collectivités et pour tisser des projets politiques, sociaux et sanitaires. À la base de ces formulations et de ces projets, ressort en particulier le droit au bonheur et à une routine sécuritaire, qui se donne à voir (et se poursuit) dans l'intensification des processus de criminalisation et d'incrédulité dans l'action politique.<sup>185</sup>.

<sup>183</sup> Source : <http://www.e-cancer.fr/Comprendre-prevenir-depister/Reduire-les-risques-de-cancer/Comment-prevenir-au-mieux-les-cancers/Conseils-de-prevention>

<sup>184</sup> Citation originale : « Risco constitui então uma forma cultural específica de lidar com o perigo, de definir o que podemos almejar e o que devemos fazer: a orientar, portanto, escolhas e expectativas individuais e coletivas; a definir o que nos cabe, cabe ao outro, às instituições e aos governos. Nesse sentido, risco é, simultaneamente, um produto do conhecimento científico e uma forma de politização historicamente produzidos, portadores de diretrizes morais para guiar escolhas e comportamentos individuais e coletivos », in CARDOSO, *op. cit.*, p. 18.

<sup>185</sup> Citation originale : « A transição para o século XXI parece apontar para uma « mudança nessa continuidade » (VAZ, 2010) com a consolidação de um quadro que tem na cultura do risco/segurança, no individualismo e na figura da vítima virtual as referências centrais pelas quais se pensa hoje o poder da ação de indivíduos e coletividades e se tecem os projetos políticos, sociais e sanitários. Na base dessas formulações e desses projetos destaca-se o direito à felicidade e à rotina segura, que se dá a ver (e se sustenta) na intensificação de processos de criminalização e de descrença na ação

En réalité, la théorie développée par Vaz expose l'idée du risque ou de la souffrance évitable. Pour illustrer sa pensée, il donne l'exemple d'un jeune délinquant pauvre et sans emploi. Dans un article écrit à trois mains, en 2005<sup>186</sup>, Vaz, Sa-Ferreira et Pombo expliquent que, si nous regardons plusieurs décennies en arrière, quand nous essayons d'analyser l'attitude générale adoptée par la société envers un jeune, pauvre, sans emploi qui avait commis un délit, le fait qu'il soit « jeune, pauvre et sans emploi » aurait plutôt été alors considéré comme une circonstance atténuante car ses conditions économiques auraient limité ses possibilités d'action (et à cause de cela il aurait fini par commettre le délit en question). Il serait, ainsi, jugé pour ce qu'il était et pas seulement pour ce qu'il avait fait. Aujourd'hui, expliquent les chercheurs, jeunesse et chômage seraient, au contraire, des circonstances aggravantes dans la mesure où l'individu continue à être jugé pour ce qu'il est, mais son « être » serait défini par la possibilité qu'il aurait de commettre d'autres délits à l'avenir.

Les criminologues marqués par l'analyse de Foucault décrivent des changements significatifs dans le droit pénal, dans les fonctions pénitentiaires et policières, qui mettent principalement en évidence l'épuisement du discours et de la pratique de la réhabilitation des criminels (Garland 2001, O'Malley 1998). Liés à la montée du concept de risque, les appareils législatifs et punitifs, mais aussi psychiatriques, sont de plus en plus préoccupés par la gestion de la possibilité d'un crime futur et de moins en moins par la récupération du 'déviant'. L'incarcération acquiert une nouvelle fonction : celle de contenir les risques<sup>187</sup>.

La notion de risque impliquerait, en fait, une lutte constante pour le sentiment de sécurité et la continuité du présent, même si cela pourrait laisser certaines personnes dépourvues d'avenir. C'est cette notion de souffrance ou de risque évitables qui s'avère centrale dans les travaux de Paulo Vaz. L'État diminue son pouvoir d'intervention sur la vie et la liberté individuelle des citoyens, mais augmente la force de sa police. Au nom de la sécurité des « victimes virtuelles », il doit donc se charger de contenir ceux qui représentent un risque potentiel.

[...] si nous regardons attentivement le lien qui est proposé – l'expérience médiatique d'être victime virtuelle donne légitimité aux pratiques autoritaires par rapport à l'autre qui nous met en danger – nous nous rendons compte que c'est à travers la tolérance de la mort des individus par la police et l'acceptation de la surpopulation des prisons que notre société autorise la violence de l'État. Cette tolérance a déjà été intériorisée, même par ceux qui s'adressent au public après la mort d'un parent par la police : pour dénoncer l'injustice, l'expression habituelle est, 'il travaillait, il n'était pas un criminel'.<sup>188</sup>

política », in CARDOSO, *Ibid.*, p. 17.

<sup>186</sup> A savoir : VAZ, P.; SA-FERREIRA, C.; POMBO, M., « Risco e sofrimento evitável. A imagem da polícia no noticiário de crime », *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós-Graduação em Comunicação*, 2005, pp. 2 – 22.

<sup>187</sup> Citation originale : « Criminologistas marcados pelas análises de Foucault descrevem significativas mudanças na legislação penal, na função da prisão e da polícia, que apontam, principalmente, para o esgotamento do discurso e da prática de reabilitação de criminosos (Garland 2001, O'Malley 1998). Vinculados à ascensão do conceito de risco, os aparatos legislativo e punitivo, mas também psiquiátrico, se ocupam cada vez mais de administrar a possibilidade de ocorrência de um crime futuro e cada vez menos da recuperação do "desviante". O encarceramento adquire uma nova função: a de contenção de riscos», in VAZ, P., SA-FERREIRA, C., POMBO, M., *Ibid.*, p. 8.

<sup>188</sup> Citation originale : « [...] se atentarmos para o nexo que esta sendo proposto – a experiência midiaticamente produzida de ser vítima virtual legítima práticas autoritárias em relação a um outro que nos põe em risco –

Dans cette mesure, il existe encore une fois une relation qui s'établit entre le *nous versus eux*, c'est-à-dire un nous qui rassemble les citoyens caractérisés comme des victimes virtuelles contre un eux, les potentiels dangers de la société et d'un État qui n'est pas efficace. Dans un autre texte, les auteurs précisent : « La façon de penser le risque n'admet pas le hasard. Toute souffrance est évitable, son origine peut être attribuée à une décision, en particulier de l'État, responsable de la régulation du risque posé par les autres »<sup>189</sup>. Comme nous l'avons vu, cette division entre *nous versus eux*, présente également dans les récits médiatiques, n'est pas neutre et sert, stratégiquement, à donner une fausse simplicité à des sujets beaucoup plus complexes. L'idée d'une souffrance évitable, souvent renforcée par les médias de masse, montrée par les travaux de Paulo Vaz, promeut une distribution stratégique des rôles entre les personnages qui seront considérés comme les victimes potentielles et ceux qui seront vus en tant que potentiels criminels. Et il n'est pas difficile de supposer que les habitants des favelas seront majoritairement rattachés à la seconde catégorie. De plus, leurs souffrances ont tendance à être négligées par les pouvoirs publics et une bonne partie de la société, comme s'ils étaient en train de payer le prix d'une guerre de l'État contre la criminalité dans l'objectif, évidemment, de trouver « la paix » pour tous. D'autre part, l'idée souvent répandue dans ce type de discours serait que, dans une guerre dans les favelas, il est difficile de savoir qui est le bandit et qui sont les travailleurs. Et, en fin de compte, toute guerre a un prix. La question consiste donc à admettre que les populations les plus pauvres paient, la plupart du temps, beaucoup plus cher.

Nous disons cela parce que lorsque le sens commun définit la représentation de qui est la victime et qui est le malfaiteur, avec le soutien des principaux médias, nous avons donc la représentation de ceux qui peuvent souffrir et de ceux qui doivent être protégés par l'État (et qui sont donc des véritables citoyens, même si la constitution présente la sécurité comme un droit de tous). La protection est donc tournée vers la classe moyenne et celle plus aisée, des « bons citoyens » pour utiliser une expression très couramment employée au Brésil (« *cidadãos de bem* »). Ce sont eux qui paient leurs impôts, qui travaillent et qui méritent d'être protégés contre des individus qui, peut-être, n'ont jamais commis de délits, mais qui pourraient en commettre à l'avenir. Ainsi, ce n'est pas « seulement » une partie de la population qui est invisible (et nous soulignons le mot « seulement » comme si nous pouvions réduire ce type d'invisibilité), comme nous l'avons vu

---

perceberemos que é na tolerância em relação à morte de indivíduos por policiais e na aceitação da superpopulação das prisões que nossa sociedade autoriza a violência do Estado. Essa tolerância já foi internalizada até por aqueles que vêm à público lamentar a morte de um parente pela polícia: para denunciar a injustiça, a frase usual é: 'ele era trabalhador, não era bandido' », in VAZ, P., SA-FERREIRA, C., POMBO, M., « A vítima virtual e sua alteridade: a imagem do criminoso no noticiário de crime », *Revista FAMECOS*, n° 30, Porto Alegre, 2006, p. 72.

<sup>189</sup> Citation originale : « A forma de pensar do risco não admite o acaso. Todo e qualquer sofrimento é evitável, pode ter sua origem retrçada a uma decisão, especialmente do Estado, responsável por regular o risco colocado pelos outros », in VAZ, P., SA-FERREIRA, C., POMBO, M., *op. cit.*, 2005, p. 11.



plus haut, mais leurs douleurs et leurs souffrance le sont également. Dans leur article, Vaz, Pombo et Sa-Ferreira remettent en question l'argument de la politique populiste selon lequel, pour se protéger, il faut qu'il y ait davantage de répression :

Ce que nous remettons en question, c'est la consolidation récente dans le sens commun de l'alternative postulée par le populisme conservateur : pour réduire la souffrance, nous avons besoin de davantage de policiers, de lois plus strictes et de prisons qui contiennent effectivement des prisonniers à haut risque. De là découle l'effort de renouer avec l'esprit de la critique nietzschéenne de 'l'idéal ascétique' et des 'activateurs de l'humanité' : certaines manières de donner un sens à la souffrance causent plus de souffrances.<sup>190</sup>

Les chercheurs soulignent donc l'existence d'une nouvelle façon de « faire de la politique » qui s'appuie sur ce changement de la place occupée par l'État. Si, auparavant, L'État était considéré comme un pouvoir oppresseur et le seul responsable de la sécurité des citoyens, maintenant les souffrances évitables sont vues comme le résultat de la lâcheté des pouvoirs publics : « L'État oppresseur est remplacé par celui qui a le devoir de protéger »<sup>191</sup>. Les hommes politiques conservateurs de diverses origines s'approprient de ce type de discours pour proposer des solutions opportunistes. Donald Trump, Marine Le Pen et Jair Bolsonaro, pour donner quelques exemples actuels, ont déjà montré la force de ce type d'arguments face à une population qui a peur et se sent mal protégée<sup>192</sup>. Dans la recherche menée par Paulo Vaz et Mauricio Lissovsky sont données les précisions suivantes :

Globalement, si nous prenons l'exemple de l'année 2004, il y avait près de 80% de probabilités qu'un individu, en regardant *RJTV* [le journal de midi à *Rede Globo*], soit confronté à des reportages dans lesquels le pouvoir des criminels était associé à l'inefficacité de l'État pour assurer la sécurité de la population. Du fait de cette répétition quotidienne, on peut supposer qu'une grande partie de l'audience a tendance à accepter ce diagnostic, qui établit la corrélation entre le pouvoir des criminels à l'inefficacité de l'État, comme une explication raisonnable du cadre actuel de la sécurité publique<sup>193</sup>.

Même si plusieurs recherches dans le domaine de la sécurité publique ont déjà montré que la prévention est la clé pour une politique sécuritaire sérieuse et efficace, la famille Bolsonaro vient

---

<sup>190</sup> Citation originale : « O que questionamos é a consolidação recente no senso comum da alternativa postulada pelo populismo conservador: para reduzir o sofrimento, é preciso mais polícia, leis mais rigorosas e prisões que efetivamente contenham os prisioneiros de alto risco. Daí o esforço em retomar o espírito da crítica Nietzscheana do «ideal ascético» e dos 'melhoradores da humanidade': certas formas de dar sentido ao sofrimento provocam mais sofrimento», *Ibid.*, p. 21.

<sup>191</sup> Citation originale : « O Estado opressor é substituído por aquele que tem o dever de proteger », in VAZ, 2004, *op. cit.* p. 118.

<sup>192</sup> Dans une recherche portant sur le référendum des armes au Brésil, menée par Vaz et Lissovsky, les auteurs affirment que 71% des critiques par rapport à la conduite de l'État en ce qui concerne la sécurité publique étaient basées sur la rhétorique du populisme pénal conservateur, dont le principal argument consiste à défendre des lois plus rigoureuses et à demander l'augmentation des effectifs de la police. Pour plus d'informations, voir: VAZ, Paulo ; LISSOVSKY, Mauricio., «Noticias de crime e formação da opinião pública : o caso do referendo sobre o comércio de armas no Brasil », *LOGOS 27: Mídia e democracia*. Ano 14, 2º semestre 2007, pp. 89-107.

<sup>193</sup> Citation originale : « No cômputo geral, tomando o ano de 2004 como exemplo, foi de cerca de 80 % a probabilidade de que um indivíduo, assistindo ao RJ TV, se defrontasse com reportagens em que o poder dos criminosos aliava-se à ineficiência do Estado em prover segurança às pessoas. Pela reiteração cotidiana, pode-se supor que grande parte da audiência tenda a acolher esse diagnóstico, que correlaciona o poderio dos criminosos à ineficiência do Estado, como uma explicação razoável do quadro atual de segurança pública », in VAZ, et LISSOVSKY, *Ibid.*, p. 95.



d'arriver en tête de deux scrutins en 2018 au Brésil<sup>194</sup>. L'historienne Vera Malaguti Batista soulignait déjà qu'au Brésil, les conservateurs utilisaient la peur en guise de stratégie pour battre les mouvements populaires. Elle soulignait que « L'insécurité diffuse et dispersée converge vers la peur concrète et quotidienne dans les villes. Contre les causes les plus profondes de l'incertitude, on ne peut pas faire grand-chose, mais contre la pauvreté criminalisée, il y a un terrain fertile pour attirer des votes »<sup>195</sup>. Il nous paraît alors clair que le discours sur l'augmentation de la criminalité, surtout sur son usage dans le monde politique, s'appuie en effet sur l'exploration du sentiment de peur et d'insécurité.

Alors, si nous considérons le concept d'insécurité tel que le définissait Roché, c'est-à-dire en tant que processus de lecture du monde, il n'est pas étonnant que les réponses revendiquées par la population brésilienne, ces dernières années, soient basées sur des programmes dans lesquels la force policière gagne davantage d'espace. Si la façon dont *nous* (qui renvoie à la collectivité) regardons le monde est marquée par la peur d'autrui, par le sentiment d'être en permanence en danger, les demandes de politiques de sécurité publique émanant de la population seront dirigées vers cette fin, à savoir vers la protection du *nous* (bon citoyen, victime virtuelle) et l'emprisonnement (ou la mort) d'un *eux* (synonyme de dangers potentiels). De plus, si nous reprenons les écrits de Robert Castel, la situation serait encore plus complexe étant donné que la recherche de protection créerait elle-même de l'insécurité. Ainsi, dans ce scénario, la question de la sécurité publique se retrouve prise dans un cercle vicieux où nous cherchons à éliminer ce que nous fabriquons nous-mêmes.

---

<sup>194</sup> Flavio Bolsonaro avec 18% pour le Sénat de Rio de Janeiro et Jair Bolsonaro avec 22% et leader des sondages dans un scénario sans la présence de Luis Inacio Lula da Silva pour les présidentielles, publié le 22/08/2018. La famille Bolsonaro est connue au Brésil pour ses propos racistes, misogynes et xénophobes. Son leader, Jair Bolsonaro, est un défenseur de la dictature militaire et du port d'armes. Lors de plusieurs interviews, il a déclaré que « porter des armes serait la garantie pour la liberté ». Sources: <https://exame.abril.com.br/brasil/arma-e-garantia-de-nossa-liberdade-defende-bolsonaro-em-curitiba/>

<sup>195</sup> Citation originale : « A insegurança difusa e dispersa converge então para o medo concreto, do dia-a-dia nas cidades. Contra as causas mais profundas da incerteza pouco pode-se fazer, mas contra a pobreza criminalizada há um terreno fértil de captação de votos », in MALAGUTI, V., *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois tempos de uma historia*, Revan, Rio de Janeiro, 2003, p. 7.

### Chapitre 3 : La question de l'insécurité et les débats sur les droits de l'homme

Comme nous le savons, quand nous traitons des thématiques telles que l'insécurité, la violence et la peur, il faut se méfier de ne pas tomber dans le piège de la généralisation ni dans celui de l'utilisation d'arguments trop simplistes. En réalité, ces questions font référence à un univers hétérogène car il existe différents types de crimes et de violences. Ainsi, plusieurs facteurs peuvent également influencer ces occurrences. Comme le souligne Luis Eduardo Soares, spécialiste en sécurité publique, « il n'y a pas le crime, au singulier. Il existe une immense diversité de pratiques criminelles, associées à des dynamiques sociales très différentes »<sup>196</sup>.

Luis Felipe Zili, Frederico Couto Marinho et Bráulio Silva partagent la même opinion. Selon eux,

Il existe plusieurs modèles théoriques concurrents visant à expliquer la criminalité et la violence, sans compter les politiques de prévention et de contrôle, qui illustrent les innombrables complexités entourant le thème. Par conséquent, on ne peut pas parler de "crime" uniquement, mais de "crimes" différents, qui diffèrent en fonction du profil des auteurs et des victimes, du contexte culturel, social et économique dans lequel ils se sont déroulés, outre le mode d'action des agences de contrôle<sup>197</sup>.

Ces explications peuvent nous aider à comprendre pourquoi, selon Soares, la question de la pauvreté et de l'inégalité sociale est, en même temps qu'elle ne l'est pas, une condition pour le crime : « la pauvreté et les inégalités sont et ne sont pas liées à la criminalité, selon le type de crime, le contexte intersubjectif et l'horizon culturel auxquels nous nous référons. Ce cadre complexe nécessite des politiques sensibles aux différentes dimensions qui le composent »<sup>198</sup>. Alors, en suivant cette ligne de réflexion, tout au long de cette thèse, nous pouvons donc nous demander si le projet des Unités de Police Pacificatrices à Rio, populairement connues par le sigle UPP, peut être considéré comme une politique publique sensible à toutes les dimensions liées au problème sécuritaire de Rio et aux favelas.

Il nous paraît également important de mentionner que l'étude de la question sécuritaire au Brésil est assez récente et s'est beaucoup développée durant les deux dernières décennies. Avant

---

<sup>196</sup> Citation originale : « não existe o crime, no singular. Há uma diversidade imensa de práticas criminosas, associadas a dinâmicas sociais muito diferentes », in SOARES, Luis Eduardo. «Segurança pública : presente e futuro », *Estudos Avançados* 20 (56), 2006, p. 93.

<sup>197</sup> Citation originale : « Existem diversos modelos teóricos concorrentes que visam explicar o crime e a violência, além das políticas de prevenção e controle, o que demonstra as inúmeras complexidades que cercam o tema. Então, não se pode falar em « crime » apenas, mas em distintos « crimes », que se diferenciam segundo o perfil dos ofensores e das vítimas, do contexto cultural, social e econômico em que ocorreram, além da forma de atuação das agências de controle » in ZILLI, Luis Felipe; COUTO MARINHO, Frederico et SILVA, Bráulio. « Pesquisas de vitimização », in LIMA, Renato Sergio de, RATTON, José Luiz et GHIRINGHELLI DE AZEVEDO, Rodrigo (Orgs), *Crime, polícia e justiça no Brasil*, 2014, p. 228.

<sup>198</sup> Citation originale : « pobreza e desigualdade são e não são condicionantes da criminalidade, dependendo do tipo de crime, do contexto intersubjetivo e do horizonte cultural a que nos referirmos. Esse quadro complexo exige políticas sensíveis às várias dimensões que o compõem », *Ibid.*

cela, la littérature académique qui cherchait à comprendre la question de la criminalité, de la violence ou, plus globalement, le problème de la sécurité publique au Brésil, avait généralement peu de visibilité et d'importance. En effet, dans les années 1970, ce type de travaux était encore rare, menés par des chercheurs aujourd'hui considérés comme des pionniers<sup>199</sup>. En fait, étant donné le contexte politique de l'époque, c'est-à-dire, la dictature militaire, ces problématiques étaient considérées comme un objet d'étude d'intellectuels se positionnant politiquement plutôt à droite et attachés aux régimes autoritaires.

C'est le développement de la discussion par rapport aux droits de l'homme qui a commencé à changer ce cadre et donné de l'importance aux recherches liées à la sécurité publique. Effectivement, après vingt ans de dictature militaire, c'est la Constitution Brésilienne de 1988 qui a été la première à définir le concept de *sécurité publique* comme une notion différente de celle de *sécurité nationale*. En procédant ainsi, elle a également établi la manière dont l'État, y compris les hommes politiques, les juristes et la police, devrait combattre le crime et la violence au nom (et en tant qu'un droit) de tous les citoyens.

Néanmoins, le débat portant sur les droits de l'homme demeure une question qui, malheureusement, doit encore s'imposer avec davantage de force dans la société brésilienne. Selon l'enquête réalisée par l'institut *Ipsos* en avril 2018<sup>200</sup>, 66 % des Brésiliens croyaient que les droits de l'homme servent à protéger les criminels et non les victimes. Dans la région Nord du pays, ce chiffre a atteint 79 %. En analysant la situation dans le magazine *Carta Capital*, Jurema Werneck, directrice de l'organisation Amnesty International au Brésil, affirme qu'il existe une distorsion du concept des droits de l'homme dans le pays : « Ces droits ne sont pas encore concrets dans la vie de chaque personne et le Brésil ne les exerce pas comme il se doit. Dans une société inégale, où les droits de tous ne sont effectifs pour tous, ceux qui en bénéficient sont privilégiés. C'est la population blanche, urbaine »<sup>201</sup>.

Dans la même publication, Maria Laura Canineu, directrice de l'ONG *Human Rights Watch*, souligne que défendre les droits de l'homme signifie garantir le respect dû à tous les citoyens et la possibilité de vivre dans une société juste et démocratique. Et elle ajoute que cela signifie également se montrer vigilant par rapport aux possibles violences commises par l'État : « Cela se voit, par exemple, dans la sécurité publique, où les taux de violence policière,

---

<sup>199</sup> LIMA, Renato Sergio de et RATTON, José Luiz (dir.), *As ciências sociais e os pioneiros nos estudos sobre crime, violência e direitos humanos no Brasil*. São Paulo & Urbana: Fórum Brasileiro de Segurança Pública/ANPOCS, 2011.

<sup>200</sup> Source : <https://www.ipsos.com/pt-br/63-dos-brasileiros-sao-favor-dos-direitos-humanos>

<sup>201</sup> Citation originale: « Esses direitos ainda não são uma concretude na vida de cada pessoa, e o Brasil não os realiza como deve. Numa sociedade desigual, onde direitos de todos não são alcançados por todos, quem alcança é um privilegiado. É uma população branca, urbana », in: <https://www.cartacapital.com.br/sociedade/como-o-brasil-lida-com-os-direitos-humanos/>

d'exécutions extrajudiciaires, d'incarcérations de masse, de prisons surpeuplées sont élevés, alors qu'il est difficile d'améliorer les investissements dans des politiques de sécurité efficaces pour la population »<sup>202</sup>. Selon un rapport publié par Amnesty International intitulé « *O Estado dos Direitos Humanos no Mundo 2017/2018* »<sup>203</sup>, le Brésil est l'un des pays le plus dangereux pour les militants et activistes des Droits de l'Homme. Ce document met en lumière le rôle de la police et de l'État dans la situation actuelle :

Au Brésil, les autorités ont ignoré l'aggravation de la crise des droits de l'homme qu'elles ont elles-mêmes créée. Dans la ville de Rio de Janeiro, une flambée de violence s'est accompagnée d'une vague d'homicides illégaux perpétrés par la police. Des taux élevés d'homicides et d'autres violations des droits de l'homme prévalaient dans tout le pays. Il a été fait bien peu pour réduire le nombre d'homicides, contrôler l'usage de la force par la police ou garantir les droits des peuples indigènes. Les conditions chaotiques, surpeuplées et dangereuses des prisons brésiliennes ont fait plus de 120 morts parmi les prisonniers lors des émeutes de janvier<sup>204</sup>.

L'assassinat de Marielle Franco le 14 mars 2018, qui demeure non élucidé, en est, sans doute, la preuve<sup>205</sup>. Marielle, 38 ans, enfant de la *favela da maré*, était la figure du renouveau de la gauche et avait été la cinquième conseillère municipale à avoir reçu le plus de votes lors des municipales de 2016. Militante des droits de l'homme et de la cause noire, elle luttait contre les violences policières dans les favelas et émettait des critiques virulentes concernant les actions des forces de l'ordre en général. C'est, en effet, en dénonçant la violence policière dans les favelas et en se positionnant contre l'intervention militaire que Marielle Franco, conseillère municipale de Rio pour le Parti de gauche Socialisme et Liberté (PSOL), fut nommée rapporteuse de la commission parlementaire des conseillers municipaux sur l'intervention fédérale. Le 14 mars 2018, Marielle a été assassinée par quatre balles dans le centre-ville de Rio alors qu'elle était assise à l'arrière de son véhicule et sortait d'une réunion pour discuter de la question des femmes noires au Brésil. Son chauffeur, Anderson Pedro Gomes, a lui aussi succombé à une rafale de tirs. Sa mort a bouleversé le pays, mais reste sans réponse. Dans un *tweet* posté la veille de son assassinat, Marielle dénonçait la situation : « Encore un meurtre d'un jeune homme qui peut être mis sur le compte de la police [...] »

---

<sup>202</sup> Citation originale: « Isso é visto, por exemplo, na segurança pública, em que se verificam altos índices de violência policial, execuções extrajudiciais, encarceramento em massa, presídios superlotados, enquanto tem sido difícil aprimorar investimentos em políticas de segurança efetivas para a população », in: <https://www.cartacapital.com.br/sociedade/como-o-brasil-lida-com-os-direitos-humanos/>

<sup>203</sup> En français, nous pouvons traduire par « La situation des Droits de l'Homme dans le monde 2017/2018 ».

<sup>204</sup> Citation originale : « No Brasil, as autoridades ignoraram o aprofundamento da crise de direitos humanos que elas próprias criaram. Na cidade do Rio de Janeiro, um surto de violência foi acompanhado de uma onda de homicídios ilegais pela polícia. Taxas elevadas de homicídios e de outras violações de direitos humanos prevaleceram em todo o país. Pouco se fez para reduzir o número de homicídios, controlar o uso da força pela polícia ou garantir os direitos dos povos indígenas. As condições caóticas, superlotadas e perigosas das prisões brasileiras resultaram em mais de 120 mortes de presos durante motins registrados em janeiro ». Source : « Anistia Internacional - Informe 2017/2018 : O Estado dos Direitos Humanos no Mundo », p. 29.

<sup>205</sup> Marielle, presente. Hoje e sempre !

Combien de personnes devront encore mourir pour que cette guerre finisse ?».<sup>206</sup>

Marielle avait commencé sa trajectoire politique avec Marcelo Freixo, député de l'État de Rio depuis 2007 et responsable de l'ouverture de l'investigation contre les milices : groupes paramilitaires criminels, souvent composés d'anciens policiers, pompiers ou militaires et qui s'imposent dans plusieurs faubourgs de la ville de Rio. Les travaux de Marcelo Freixo ont permis d'identifier 1113 personnes liées à cette mafia et abouti à l'emprisonnement de policiers et parlementaires corrompus. Sa tête a été aussitôt mise à prix. Depuis 2008, année durant laquelle Freixo a dirigé l'enquête, il ne se déplace plus qu'en voiture blindée, en compagnie de gardes du corps armés, 24 heures sur 24. Plusieurs tentatives d'assassinats ont été déjouées par la police, la plus récente en décembre 2018, neuf mois après la mort de sa collègue Marielle. Freixo et divers mouvements brésiliens et internationaux se mobilisent encore en demandant justice pour Marielle. Leur slogan est toujours le même : qui a tué Marielle Franco ? Qui a donné l'ordre de la tuer ?

Évidemment, Marcelo Freixo n'est pas le seul à subir des menaces ou à être en danger. Comme cela a été souligné plus haut, le Brésil est l'un des pays les plus dangereux pour les activistes : en 2017, selon le rapport publié par *Front Line Defenders*, plus de 300 assassinats ont été comptabilisés dans le monde et 60 d'entre eux ont été perpétrés au Brésil<sup>207</sup>. Le député Jean Wyllys, du même parti que Freixo et Marielle (PSOL), reçoit également des menaces de mort depuis plusieurs années. C'est pourquoi la Commission des Droits de l'Homme des Amériques (Comissão Interamericana de Direitos Humanos - CIDH) est intervenue en demandant au Brésil de protéger sa vie, ainsi que de mettre en place des investigations effectives. Voici comment, dans un reportage du journal *El Pais*, Wyllys analyse la situation :

La décision de la CIDH est une réaction de la communauté internationale face à l'inaction de l'État brésilien vis-à-vis d'une situation prolongée qui s'est considérablement aggravée au cours de l'année dernière. Les menaces de mort constantes que je reçois depuis des années, y compris des références explicites à ma famille, se sont intensifiées, en particulier pendant le processus de destitution de la présidente Dilma et après l'assassinat de Marielle<sup>208</sup>.

Il faut savoir qu'en janvier 2019, peu après cette interview, Jean Wyllys a annoncé qu'il allait effectivement quitter la politique en raison des menaces qui pesaient sur sa vie. Il a décidé de renoncer à son troisième mandat de député au Parlement brésilien et est parti s'auto-exiler à l'étranger.

<sup>206</sup> Citation originale : « Mais um homicídio de um jovem que pode estar entrando para a conta da PM. [...] Quantos mais vão precisar morrer para que essa guerra acabe? », disponible sur : <https://twitter.com/mariellefranco/status/973568966403731456>

<sup>207</sup> Source : <https://www.frontlinedefenders.org/sites/default/files/2-brazil.pdf>

<sup>208</sup> Citation originale: « A decisão da CIDH é uma reação da comunidade internacional à inação do Estado brasileiro diante de uma situação que tem se prolongado no tempo e que, no último ano, agravou-se muito. As constantes ameaças de morte que recebo há anos, e que passaram a incluir referências explícitas à minha família, se intensificaram especialmente durante o processo de impeachment da presidenta Dilma e depois do assassinato da Marielle », in [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/12/14/politica/1544807070\\_057021.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/12/14/politica/1544807070_057021.html)

Malheureusement, il semble difficile de nier la réalité actuelle au Brésil : les personnes qui défendent les droits de l'homme sont souvent victimes d'attaques ou de menaces. Dans de nombreux cas, les autorités ne répondent pas de manière adaptée et ces crimes demeurent impunis. Ainsi, même si le débat concernant la sécurité publique s'est développé dans le pays à partir du moment où les questions des droits de l'homme ont gagné du terrain, il est donc clair que le chemin à parcourir demeure encore très long.

## I. La question de la violence

Pour en revenir plus particulièrement sur le sujet de la violence, nous savons déjà qu'il s'agit là d'une thématique complexe où, tout du moins, plusieurs thèmes se croisent et se superposent et qu'il serait difficile de la délimiter avec précision. Machado da Silva affirme qu'il peut exister une cohérence entre eux car tous ces sujets sont « *marqués par le langage de la violence* »<sup>209</sup>. L'analyse faite par Maria Estela Grossi Porto va dans la même direction. L'auteure affirme en effet que « [ce] qui caractérise la question de la violence est qu'elle s'est constituée de manière très évidente comme un objet empirique, pour seulement ensuite se constituer comme un objet théorique ».<sup>210</sup>

En s'appuyant sur plusieurs chercheurs, José-Vicente Tavares dos Santos affirme que la violence a fondé une société inégale et divisée :

La violence est fondatrice d'une société hiérarchisée, inégale et divisée, qui touche plus certains groupes sociaux que d'autres : les pratiques de violence seront intégrées à un réseau de dominations de différents types – classe, genre, appartenance sociale, ou violence symbolique – qui aboutit à la fabrication d'un ensemble d'exclusions pouvant se chevaucher<sup>211</sup>.

En étudiant les sociétés occidentales capitalistes dans la contemporanéité, le sociologue français Michel Wieviorka a identifié un nouveau paradigme de la violence marqué par de nouvelles formes de contestation et par la crise des institutions de justice. Selon lui, l'ennemi « traditionnel » n'est plus associé aux armées des autres nations du monde, mais aux militants qui partagent une même mission, ce qui serait le résultat de plusieurs transformations sociales, politiques, économiques et culturelles. Selon lui, « cette crise de l'État, du politique et des

<sup>209</sup> MACHADO DA SILVA, 2011 *cité dans* BARBOSA, 2016, « Les études sur la violence et la criminalité au Brésil et les processus de « pacification » dans deux métropoles brésiliennes », *Brésil(s)* [En ligne], 9 | 2016, p. 5.

<sup>210</sup> PORTO, 2011 *cité dans* BARBOSA, 2016, *Ibid.*, p. 6

<sup>211</sup> Citation originale : « A violência é fundadora de uma sociedade hierárquica, desigual e dividida, atingindo mais alguns grupos sociais do que outros : as práticas da violência vão se inserir em uma rede de dominações de vários tipos – classe, gênero, etnia, por categoria social, ou a violência simbólica – que resultam na fabricação de uma teia de exclusões, possivelmente sobrepostas (Tavares dos Santos, 2009 ; Wieviorka, 2004, Collins, 2008) », SANTOS, José-Vicente Tavares, « Modernidade tardia e violência », in LIMA, Renato Sergio de, RATTON, José Luiz et AZEVEDO, Rodrigo Ghiringhelli de (Orgs), *Crime, policia e justiça no Brasil*, 2014, p. 20.



institutions s'alimente de ce qu'elle contribue à produire. Elle nourrit, en effet, le sentiment que les pouvoirs publics sont incapables de faire face au crime et à la délinquance, et qu'il faut, par conséquent, trouver d'autres réponses »<sup>212</sup>.

En s'appuyant sur Wieviorka pour analyser, cette fois-ci, la réalité brésilienne, Sérgio Adorno e Camila Dias soulignent les points communs et les différences entre la situation européenne et la réalité du Brésil :

La société brésilienne a également connu les processus de modernisation typiques du monde occidental. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement économique et social de la région du Sud-Est a donné des signes de transformations décisives, telles que l'abolition de l'esclavage, l'industrialisation, l'urbanisation, la transition vers un gouvernement républicain, l'établissement d'un pacte constitutionnel garantissant des droits civils et politiques formels. Inspirés par les processus démocratiques en cours dans diverses sociétés du monde capitaliste occidental, ces changements n'ont toutefois pas été absorbés par les pratiques politiques, encore moins par la société<sup>213</sup>.

Cela veut donc dire que les garanties constitutionnelles et les droits civils et politiques, au Brésil, ont continué à n'être garantis qu'à une partie privilégiée de la population : les élites. Les auteurs s'appuient alors sur le concept de « *cidadania regulada* »<sup>214</sup> (Santos, 1979) pour expliquer cette citoyenneté qui exclut le droit à la participation et à la représentation politique à une partie de la population. Ils affirment : « La violence, aussi bien comme moyen de répression que de réaction, fait partie de l'histoire sociale et politique de ces individus »<sup>215</sup>. Ainsi, d'après ces auteurs, le défi pour la constitution d'un véritable (et juste) État de Droit serait le contrôle démocratique de la violence. Cela veut dire qu'il s'agirait de contrôler, d'un côté, de manière efficace la violence endémique de la société civile et de l'autre, les forces répressives de l'État. En revanche, nous constatons, en général, qu'a été instauré, au Brésil, un cercle vicieux : l'augmentation de la violence urbaine est fréquemment accompagnée de l'augmentation de la violence policière – souvent dirigée vers les classes les plus populaires.

Lors même que nous traitons de la réalité brésilienne, il est, en effet, toujours important de garder en tête son histoire et ses particularités, comme nous l'avons vu précédemment. Le fait d'avoir connu, récemment, pendant 21 ans (de 1964 à 1985), une violente dictature militaire et d'être, ainsi, une nouvelle démocratie, peut nous aider à comprendre, par exemple, la relation

---

<sup>212</sup> WIEVIORKA, Michel. *La violence*, A. Fayard/Pluriel, Paris, 2012, p. 97.

<sup>213</sup> Citation originale : « A sociedade brasileira também experimentou os processos de modernização típicos do mundo ocidental. Já no final do século XIX o desenvolvimento econômico e social da região sudeste produziu sinais de transformações decisivas, como a abolição da escravidão, a industrialização, a urbanização, a transição para uma forma republicana de governo, a instauração de um pacto constitucional consagrando de maneira formal os direitos civis e políticos. Inspiradas nos processos democráticos em curso em diversas sociedades do mundo ocidental capitalista, essas mudanças, contudo, não foram absorvidas nas práticas políticas e muito menos pela sociedade», ADORNO, Sérgio et DIAS, Camila, « Monopólio estatal da violência », in *Crime, polícia e justiça no Brasil*, op. cit., p. 189.

<sup>214</sup> En français, nous pouvons traduire comme « citoyenneté réglementée ».

<sup>215</sup> Citation originale : « A violência, tanto como meio de repressão, como de reação, faz parte da história social e política desses indivíduos », *ibid.*, p. 190.



actuelle entre l'État, les citoyens et la question de la violence. Comme le soulignent Renato Sérgio de Lima et José Luiz Ratton :

La société brésilienne a connu un processus de changement accéléré au cours des 40 dernières années. Les formes d'expression et de perception de la violence et du crime, ainsi que la manière dont l'État et les différents groupes sociaux réagissent à ces situations, font partie des principales transformations. A ce propos, des permanences et des continuités avec le passé historique, à la fois lointain et récent, agissent toujours dans la conformation de la production des dits phénomènes<sup>216</sup>.

De plus, bien que plusieurs autres pays d'Amérique latine aient connu des périodes « plus ou moins longues » de dictature (même si, en fait, toute période dictatoriale est, en elle-même, déjà trop longue), le cas brésilien constitue un bon exemple en ce qui concerne l'impunité. Alors que dans d'autres pays voisins, diverses poursuites ont été engagées pour punir les responsables des régimes dictatoriaux, au Brésil, plus de cinq décennies après la prise du pouvoir par l'armée, plusieurs victimes luttent toujours pour la justice. Il ne faut pas oublier non plus que Jair Bolsonaro, élu président du Brésil en 2018, qui avait apporté sa voix en faveur de l'« *impeachment* » (destitution) de la présidente Dilma Rousseff deux ans auparavant, a dédié son vote « à Dieu », « à la famille », « aux forces armées », « contre le communisme » et « à la mémoire du colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra », l'un des tortionnaires de la dictature militaire. Pendant toute sa trajectoire politique, et même pendant la campagne présidentielle, Bolsonaro n'a pas hésité à dire que son livre préféré était celui écrit par le Colonel Brilhante Ustra, ni à affirmer que « *l'erreur de la dictature fut de torturer et non de tuer* »<sup>217</sup>. C'est pourquoi il ne nous semble pas erroné d'affirmer que le Brésil n'a pas encore su se dégager des atrocités commises dans un passé pas très lointain et qui serait souvent minimisé ou, pis encore, exalté.

Dans l'article intitulé « Les études sur la violence et la criminalité au Brésil », Antonio Rafael Barbosa affirme qu'il est possible, encore aujourd'hui, de repérer ce lien entre le passé et le présent dans les recherches portant sur la thématique de la criminalité et de la sécurité publique : « Jusqu'à aujourd'hui nous en payons le prix : la controverse sur le crime et la sécurité publique au Brésil est née dans l'ombre épaisse puis évanescence de la dictature militaire et garde la trace de cette origine dans la centralité que l'État occupe dans nos analyses »<sup>218</sup>.

La compréhension de la phénoménologie de la violence, selon José-Vicente Tavares dos

---

<sup>216</sup> Citation originale : « A sociedade brasileira tem passado por um acelerado processo de mudança nos últimos 40 anos. As formas de expressão e de percepção da violência e do crime, bem como as maneiras como o Estado e os distintos grupos sociais reagem diante destas situações, encontram-se entre algumas das principais transformações. Apesar de tais, fatos, permanências e continuidades com o passado histórico, tanto longínquo quanto recente, ainda atuam na conformação da produção dos referidos fenômenos », LIMA, Renato Sérgio de et RATTON, José Luiz, (dir.), *op. cit.*, 2011, p. 11.

<sup>217</sup> Phrase prononcée pendant un entretien à la radio Jovem Pan, en 2016.

<sup>218</sup> BARBOSA, Antonio Rafael. « Les études sur la violence et la criminalité au Brésil et les processus de 'pacification' dans deux métropoles brésiliennes », *Brésil(s)*, 2016, p. 4.

Santos, peut être réalisée à partir du concept de microphysique du pouvoir, de Foucault. Dans la vie quotidienne, il s'agit d'une interrelation entre le sentiment de malaise, la violence symbolique et le sentiment d'insécurité. Tavares dos Santos utilise l'expression « *cidadania dilacerada* »<sup>219</sup> pour expliquer les pratiques violentes provoquées par la fragmentation sociale et économique de l'époque contemporaine. Il est intéressant d'observer cette métaphore, *cidadania dilacerada*, pour comprendre l'intention de l'auteur qui est d'explicitier le fait que ces violences sont capables, en quelque sorte, de blesser « en chair et en os » :

Nous travaillons avec la notion de "citoyenneté déchirée", car elle évoque la laceration du corps, de la chair, la manifestation croissante de la violence physique dans la société contemporaine, qui menace les possibilités mêmes de participation sociale. La force, la contrainte et le dommage, l'un par rapport à l'autre, en tant qu'acte d'excès présent dans les rapports de pouvoir – du niveau macro de l'État au niveau micro, entre groupes sociaux – viennent configurer la microphysique de la violence diffuse contemporaine<sup>220</sup>.

Selon Luis Eduardo Soares, il existe deux façons complémentaires de promouvoir la sécurité publique : à travers l'implantation de politiques de prévention et l'action de la police. La prévention s'avère importante et dépend de plusieurs composants pour pouvoir être considérée comme une politique efficace. Il faut, par exemple, disposer préalablement d'un diagnostic portant sur la dynamique de la criminalité locale parce que chaque endroit possède ses spécificités. Un plan d'action adapté à un quartier précis peut ne pas fonctionner dans le quartier voisin. En même temps, les polices brésiliennes ne se montrent pas efficaces dans la prévention des crimes ni dans leur répression, sans parler du faible taux d'élucidation de ceux-ci et du manque de confiance de la part de la population envers les policiers. De plus, depuis longtemps, la seule stratégie adoptée quand il s'agissait d'intervenir dans les favelas, comme nous l'avons déjà mentionné, a été l'utilisation excessive de la force.

Dans les années 1980, Leonel Brizola, élu gouverneur de l'état de Rio pour la première fois (1983-1987) a essayé, sans succès, de modifier ces pratiques policières violentes. Comme il l'avait promis pendant sa campagne, il a interdit le déploiement de grandes opérations policières dans les favelas dans l'objectif de protéger les habitants des excès commis par la police. L'idée était alors de changer la dynamique en place, c'est-à-dire une politique de sécurité publique centrée sur des opérations militaires violentes et arbitraires dans les quartiers populaires et les favelas. En réalité, dans la pratique, ces opérations n'atteignent que de manière très superficielle les groupes criminels organisés, mais font très fréquemment plusieurs victimes.

<sup>219</sup> Expression que nous pouvons traduire par « citoyenneté déchirée ».

<sup>220</sup> Citation originale : « Trabalhamos com a noção de « *cidadania dilacerada* », pois evoca o dilaceramento do corpo, da carne, a crescente manifestação da violência física na sociedade contemporânea, a qual ameaça as próprias possibilidades de participação social. Força, coerção e dano, em relação ao outro, enquanto um ato de excesso presente nas relações de poder – do nível macro do Estado, ao nível micro, entre os grupos sociais – vêm a configurar a microfísica da violência difusa contemporânea », SANTOS, José-Vicente Tavares de, « Modernidade tardia e violência », *op. cit.*, p. 22.

Dans l'ouvrage *UPPs, direitos e justiça : um estudo de caso das favelas do Vidigal e do Cantagalo*, Fabiana Luci de Oliveira et Pedro Vieira Abramovay décrivent la situation de la manière suivante :

A Rio de Janeiro, en particulier, l'effet de pendule des politiques de sécurité publique a été plus évident. Le premier gouvernement de Brizola (1983-1987) a tellement rompu avec la logique répressive héritée de la dictature militaire et ouvert au débat public de Rio de Janeiro – et du Brésil – la défense des droits de l'homme comme opposition à la violence policière. La réponse politique a également été radicale, en associant le gouvernement et le discours de valorisation des droits de l'homme à l'idée que le pouvoir public était dispensé de veiller à la sécurité de la population, la laissant ainsi sous sa propre responsabilité. Ce discours fondé sur les politiques de maintien de l'ordre dans les favelas, au sens où elles respectaient les droits de l'homme, créait un environnement politique dans lequel il était très difficile de mettre en œuvre une alternative au discours de la loi et du maintien de l'ordre<sup>221</sup>.

Nicolas Bautès et Rafael Soares Gonçalves analysent ainsi la situation :

L'ordre public tendait en effet peu à peu à être défini dans le cadre d'une 'action étatique médiatrice de conflits et d'intérêts diffus' (Bencheoga, Guimarães, Gomes et Abreu, 2004 : 120). Il ne devait plus défendre le seul intérêt du pouvoir en place pour prendre en compte la diversité des exigences sociales, notamment en matière de sécurité. L'enjeu était donc de taille pour les instances du gouvernement démocratique, soucieuses d'assurer le passage d'un système policier de contrôle à une police voulue « citoyenne ». En d'autres termes, pour réduire les violences et le crime alors en pleine expansion, il apparaissait incontournable de compter sur la collaboration de la société<sup>222</sup>.

Cependant, comme cela a été mentionné précédemment, la tentative de Brizola n'a pas eu de succès : l'opposition l'accusait d'être en faveur de la criminalité et de protéger les malfaiteurs. Encore une fois, nous pouvons apercevoir la même logique erronée qui sert à critiquer les Droits de l'Homme comme une politique visant à protéger les criminels et non les victimes. D'autres tentatives d'établir une police communautaire à Rio, plus proche des citoyens, ont vu le jour, mais les obstacles étaient toujours difficiles à surmonter :

Bien que reconnues par les pouvoirs publics et la société civile comme des avancées certaines dans un système policier marqué par son inefficacité, son manque de ressources et les comportements violents de nombre de ses agents, leur mise en place ne parvenait pas à enrayer la criminalité et, à l'intérieur des services de police, la corruption et les comportements déviants<sup>223</sup>.

---

<sup>221</sup> Citation originale : « No Rio de Janeiro, particularmente, o efeito pendular das políticas de segurança pública se formou de maneira mais evidente. O primeiro governo Brizola (1983-87) rompeu tão fortemente com a lógica repressiva herdada da ditadura militar, trazendo para o debate público fluminense – e brasileiro- a defesa dos direitos humanos como oposição à violência policial, que a resposta política foi também radical, associando àquele governo – e ao discurso de valorização dos direitos humanos – a idéia 'de que o poder público se eximira de zelar pela segurança da população, deixando-a a sua própria sorte' (SOARES et SENTO-SE *APUD* OLIVEIRA et ABRAMOVAY). Esse discurso construído sobre as políticas de policiamento em favela, no sentido de que respeitassem os direitos humanos, criou um ambiente político de muita dificuldade para implementar qualquer alternativa ao discurso de lei e ordem », OLIVEIRA, Fabiana Luci. *UPPs, direitos e justiça : um estudo de caso das favelas do vidigal e do cantagalo*, Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, 2012, pp. 124-125.

<sup>222</sup> BAUTES, Nicolas et GONCALVES, Rafael Soares. « Sécurité publique et justice spatiale dans les favelas de Rio de Janeiro », Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE 7218, Laboratoire Mosaïques, 2011, *Pratiques de sécurité en ville*, 4, p. 6.

<sup>223</sup> *Ibid.*, pp. 6-7.

Ainsi, les violents conflits dans les favelas entre les divers groupes de trafiquants de drogues, qui se disputaient entre eux et contre la police, ont été pendant longtemps une marque de la ville. En même temps, la réponse de l'État continuait à consister, la plupart du temps, en l'invasion des favelas en s'appuyant sur un fort pouvoir militaire, mais dont la stratégie se caractérisait par le mot d'ordre « tuer ou mourir », ce qui causait un grand nombre de décès (concernant les deux côtés) et montrait l'incapacité de la police à démanteler les structures criminelles déjà existantes. Il apparaît clairement qu'ainsi, en général, la répression et l'augmentation de la violence urbaine s'accompagnent également d'une hausse de l'utilisation de la violence policière en corroborant la tradition autoritaire et inégale de la société brésilienne, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents.

Luiz Eduardo Soares souligne que, pendant plusieurs années, la classe moyenne brésilienne a cru qu'il suffirait de bien se séparer des plus pauvres – en édifiant des murs de plus en plus haut, en utilisant des caméras ou des voitures blindées – et de bénéficier de la présence policière dans les quartiers les plus aisés pour se protéger de la violence et se sentir en sécurité. Aujourd'hui, selon lui, il est évident que ces mesures ne s'avèrent pas suffisantes et que la classe la plus pauvre demande elle aussi à bénéficier de davantage de sécurité. Cela veut dire que soit la sécurité est garantie pour tous, soit personne n'est réellement en sécurité<sup>224</sup>. Il ajoute également l'idée que les institutions ont été créées, un jour, par des hommes ; ou plutôt qu'elles ne sont pas « naturelles » ni éternelles. Au contraire, ce sont des organisations qui ont été fondées pour résoudre des questions sociétales, de manière juste ou injuste, en faveur de tout le monde ou de certains. En ce qui concerne la police (en tant qu'institution) au Brésil, il affirme :

Nos polices sont des engins lourds et lents, ni intelligents ni créatifs, qui ne valorisent pas leurs policiers et ne les préparent pas de façon adéquate ; ils ne planifient ni n'évaluent ce qu'ils font ; ils n'apprennent pas des erreurs parce qu'ils ne les identifient pas ; ils ne connaissent pas les problèmes dans lesquels ils sont impliqués (le policier, individuellement, en sait beaucoup ; la police, en tant qu'institution, ne sait rien) ; ils ne cultivent pas le respect et la confiance de la population ; de plus en plus souvent, ils font des arrestations en flagrant délit car peu enquêtent<sup>225</sup>.

Pour finir, il indique qu'une police qui remplit sa mission dans un état démocratique serait celle qui parvient à unifier l'efficacité dans son travail tout en respectant les droits de l'homme. Enfin, il serait impossible qu'il existe une politique de sécurité publique conséquente et efficace sans participation, transparence, crédibilité et des relations positives entre les institutions policières et la société.

<sup>224</sup> Encore une fois, la protection créerait la menace.

<sup>225</sup> Citation originale : « Nossas polícias são máquinas pesadas e lentas, nada inteligentes e criativas, que não valorizam seus policiais nem os preparam adequadamente ; não planejam nem avaliam o que fazem ; não aprendem com os erros porque não os identificam ; não conhecem os problemas sobre os quais atuam (os policiais, individualmente, sabem muito ; a polícia, como instituição, nada sabe) ; não cultivam o respeito e a confiança da população ; cada vez mais só prendem em flagrante, porque pouco investigam » in SOARES, Luis Eduardo, *Segurança tem saída*, 2006, p. 116.

## II. Le projet des Unités de Police Pacificatrices (UPPs), une solution ?

Le projet des Unités de Police Pacificatrice a été mis en place en 2008 par le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro et coordonné par la *Subsecretaria de Planejamento e Integração Operacional* (en français, nous pouvons traduire comme un sous-secrétariat à la planification et à l'intégration opérationnelle). Néanmoins, il s'agissait en effet d'un projet réalisé en partenariat avec les trois sphères du pouvoir au Brésil : fédéral, « *estadual* » (c'est-à-dire lié à l'état de Rio de Janeiro), et municipal. Sur le papier, l'objectif était de créer une police de proximité dans les favelas et d'occuper en permanence ces territoires. Dans l'ouvrage consacré au projet intitulé « *UPP veio para ficar* »<sup>226</sup>, le gouvernement de Rio définit le projet de la façon suivante :

Les UPPs respectent les principes de la police de proximité, concept qui dépasse la police communautaire et dont la stratégie repose sur le partenariat entre la population et les institutions du secteur de la sécurité publique. Les activités de la police pacificatrice, guidées par le dialogue et le respect de la culture et des caractéristiques de chaque communauté, renforcent le dialogue et favorisent l'émergence de dirigeants de la communauté. Les UPPs s'engagent pour la vie et la liberté<sup>227</sup>.

L'idée était alors de créer, dans les favelas, une police de proximité, capable de restaurer les liens de confiance entre la population qui y habitait et les policiers. Ainsi, l'objectif était de permettre, enfin, à la population la plus pauvre d'avoir une vie plus sécurisée, un quotidien qui ne serait plus marqué par les bruits de tirs et de bénéficier, finalement, de l'accès effectif aux droits fondamentaux pour la vie de tous les citoyens.

La première UPP a été fondée en Novembre 2008 dans la communauté *Santa Marta*, située dans le quartier de Botafogo, dans la zone Sud de la ville. Ce choix n'était pas anodin : Botafogo est un quartier surtout composé d'une population appartenant à la classe moyenne, la topographie de cette colline était elle aussi davantage propice à l'occupation policière que d'autres, ses habitants ne sont pas trop nombreux et elle profitait déjà de plusieurs projets sociaux menés tout à la fois par le gouvernement et par diverses entités de la société civile. Il suffit de rappeler que la favela de *Santa Marta* est devenue célèbre après avoir reçu le tournage d'un vidéo clip de Michaël Jackson dans les années 1990. D'ailleurs, cet épisode mérite une petite parenthèse car la venue de la *star* du pop n'a pas fait l'unanimité à l'époque. En 1996, le chanteur américain est arrivé en

---

<sup>226</sup> C'est nous qui traduisons : « UPP – Venu pour rester ». Déjà, il est facile de remarquer une première promesse non tenue : 10 ans après l'installation du projet, nous savons qu'aujourd'hui les Unités de Police Pacificatrice sont en décadence. Le sous-titre « Venu pour rester » s'avère donc mensonger.

<sup>227</sup> Citation originale: « As UPPs trabalham com os princípios da Polícia de Proximidade, um conceito que vai além da Polícia Comunitária e tem sua estratégia fundamentada na parceria entre a população e as instituições da Área de Segurança Pública. A atuação da Polícia Pacificadora, pautada pelo diálogo e pelo respeito à cultura e às características de cada comunidade, aumenta a interlocução e favorece o surgimento de lideranças comunitárias. As UPPs têm um compromisso com a vida e a liberdade », in *UPP – Veio para ficar*, Governo do Estado do Rio de Janeiro, Secretaria de Segurança Pública, ouvrage disponible sur le lien : [http://www.upprj.com/upload/multimedia/LIVRO\\_UPPs.pdf](http://www.upprj.com/upload/multimedia/LIVRO_UPPs.pdf) p. 23

hélicoptère à *Santa Marta* pour le tournage du clip *They don't Care about us* (Ils ne s'occupent pas de nous), sous la direction du cinéaste engagé Spike Lee. Cette célèbre chanson dénonce les fléaux sociaux du monde et le choix d'un bidonville de Rio pour illustrer le chaos urbain semblait approprié. Cependant, les autorités locales n'ont pas apprécié qu'une star américaine vienne déprécier l'image de Rio justement au moment où la ville venait de se porter candidate à l'organisation des Jeux Olympiques de 2004. Nous le savons, Rio n'a pas été choisie pour 2004, mais elle a hébergé les JO douze ans plus tard, en 2016, décision qui a été annoncée en 2009 et, ainsi, doit beaucoup à la propagande et aux promesses de paix du projet de la Police Pacificatrice (UPP).

Pour en revenir brièvement à la création de la première UPP, signalons que précisément le 2 décembre 2008, le journal *O Globo* annonçait : « Dona Marta libérée des bandits »<sup>228</sup> (la communauté est connue comme *Dona Marta* ou *Santa Marta*, les deux formules apparaissent fréquemment dans les récits médiatiques). Il convient d'ajouter que depuis le début du projet de l'UPP, l'occupation policière à *Santa Marta* a été considérée comme un modèle à reproduire, comme l'exemple d'un grand succès. De plus, l'unité localisée dans cette colline était par ailleurs innovante puisqu'elle était dirigée par une femme. Ainsi, la création des Unités de Police Pacificatrice dans les favelas surgissait comme un important et révolutionnaire projet de pacification dans la ville de Rio, et Priscila Azevedo, la policière responsable de la première unité, devenait la référence et le symbole de cette innovation. Dans une société machiste et marquée par le pouvoir patriarcal telle que la société brésilienne, il n'est pas difficile de comprendre que l'idée voulue par le pouvoir public était, en quelque sorte, de montrer sa capacité à combattre et dominer les trafiquants de drogues mais, de plus, à le faire en suivant les ordres donnés par une femme. À notre avis, cela peut être vu, symboliquement, comme une tentative supplémentaire du gouvernement de Rio d'envoyer une sorte d'alerte de force. L'idée était simple : nous allons dominer les favelas et les hommes du trafic de drogue et, de plus, cela sera fait par une femme.

Il faut, à nouveau, rappeler que Rio se préparait à ce moment-là à accueillir des événements sportifs très importants : la Coupe du Monde de football en 2014, qui était déjà confirmée (la décision avait été annoncée par la FIFA en 2007), et la forte probabilité d'accueillir également les Jeux Olympiques et Para-olympiques en 2016. Ainsi, il est évident que le projet de l'UPP avait pour objectif non seulement de résoudre les conflits qui se produisaient très fréquemment entre la police et les trafiquants de drogues et d'établir la paix dans les favelas, mais également de donner une belle image de Rio aux touristes qui comptaient venir assister à ces événements, en essayant d'effacer l'idée qu'il s'agissait plutôt d'un endroit violent et dangereux.

---

<sup>228</sup> Citation originale : « Dona Marta livre dos bandidos », reportage déjà mentionné dans ce travail.



Comme cela a été mentionné plus haut, dès le début, ce projet de création d'une police pacificatrice a été reçu avec un fort enthousiasme par les médias et la plus grande partie de la population de Rio. En effet, après l'installation des UPPs dans certaines favelas, plusieurs enquêtes ont montré que le niveau de violence dans la région avait diminué de manière conséquente, tout comme les affrontements entre policiers et trafiquants de drogues. De plus, ce projet avait promis de créer une proximité entre les habitants des favelas et la police, en essayant d'établir ainsi la relation État-citoyen manquante et, dans un second moment, d'implanter des projets sociaux liés surtout à l'éducation et aux loisirs. C'est la raison pour laquelle le projet de l'UPP n'était pas seulement associé à la présence concrète des policiers dans des territoires souvent ignorés par l'État, mais plus généralement à l'idée que (finalement, peut-être), la ville de Rio, connue comme « Cidade Maravilhosa »<sup>229</sup>, serait enfin *merveilleuse* pour tous ses habitants.

Dix ans après la mise en place de la première UPP dans la communauté *Santa Marta*, la réalité n'est plus la même. Effectivement, le projet d'UPP a eu beaucoup de succès auprès de la population *carioca* pendant quelques années, mais les problèmes de cette politique sont devenus de plus en plus flagrants au fil du temps. Tout d'abord, sur le long terme, les Unités de Police Pacificatrice n'ont, en effet, pas réussi à mettre fin au pouvoir des trafiquants de drogue ou des milices dans les favelas. Ensuite, selon plusieurs spécialistes, il n'existait pas une coopération effective entre les unités de police et les services de renseignements. Ainsi, la prévention, considérée par beaucoup comme l'élément clé pour l'efficacité d'un programme dans le domaine de la sécurité publique, n'était pas présente de manière effective. En outre, il n'y a pas eu d'actions coordonnées (de la part de l'État et de la municipalité) pour proposer des solutions de remplacement aux jeunes qui se rapprochaient de la criminalité. Il est certain que, pour combattre la violence et le crime il faut beaucoup plus que la seule présence de la police. Dans une interview accordée en 2017 à l'agence de journalisme d'investigation *Pública*, l'ancien commandant de la police militaire de Rio, Ibis Pereira, a analysé la situation de Rio et le projet des UPPs de la manière suivante :

Il y a un vrai effondrement de la politique de sécurité publique à Rio, si il nous est possible de dire que nous avons une politique de sécurité publique. Si nous pouvons parler du programme de pacification comme d'une politique de sécurité publique. Je pense que c'est un programme, certes très bien intentionné, mais le qualifier de politique de sécurité publique, c'est véritablement exagéré<sup>230</sup>.

Il est évident que nous ne pouvons pas détailler le fonctionnement de toutes les unités de police pacificatrice dans ce travail – et cela ne nous semble pas le plus important pour notre

---

<sup>229</sup> « Ville merveilleuse », en traduction libre.

<sup>230</sup> Citation originale: « Realmente há um colapso na política pública de segurança do Rio, se é que nós temos isso. Se é que nós podemos chamar o Programa de Pacificação de uma política pública de segurança. Penso que é um programa, até muito bem intencionado, mas chamá-lo de política pública de segurança é demais », in <https://apublica.org/2017/08/para-ex-comandante-geral-da-pm-do-rio-a-vida-humana-nao-e-uma-prioridade-no-brasil/> .



recherche. Néanmoins, il s'avère nécessaire de connaître l'histoire et la trajectoire du programme connu comme UPP pour que nous puissions ensuite analyser la manière dont ce projet politique a été mis en récit par la presse brésilienne.

## II.1 Le début des Unités de Police Pacificatrices

Comme nous l'avons mentionné, la première Unité de Police Pacificatrice a été créée au sein de la favela *Santa Marta*, située dans le quartier de Botafogo. Depuis le mois de novembre 2008, la police militaire de Rio occupait cette communauté et garantissait qu'elle était déjà libérée de l'influence des trafiquants de drogue. Ainsi, depuis novembre, l'implantation de cette nouvelle police de proximité faisait le buzz médiatique et politique de la ville de Rio, mais l'on considère le 19 décembre 2008 comme la date officielle de son inauguration. À cette occasion, le gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Sérgio Cabral<sup>231</sup>, accompagné de son secrétaire de sécurité publique, José Mariano Beltrame et du maire de Rio, Eduardo Paes, annonçait que l'unité de police du *Santa Marta* servirait de modèle et que le projet des UPPs serait étendu à d'autres communautés de Rio. Par contre, aucune information supplémentaire n'a été en effet fournie, tels que les noms et le nombre de favelas concernées, les investissements financiers prévus par l'État, la méthode de leur mise en place etc. À ses débuts, ce projet était également entouré d'une certaine dose de mystère – ou de manque de stratégie et de préparation.

Peu après, en février 2009, deux autres unités ont été inaugurées : la première, le 16 février, dans l'une des favelas les plus connues au monde, *Cidade de Deus*, à laquelle avait été consacré le film du même nom, sorti en 2002<sup>232</sup> ; la deuxième au *Jardim Batan*, dans la Zone Ouest de Rio, le 18 février. Ensuite, en juin et en décembre, deux autres UPPs ont vu le jour, cette fois-ci à nouveau dans la Zone Sud de Rio : *Babilônia* et *Chapéu Mangueira* (10/6) et *Pavão-Pavãozinho* et *Cantagalo* (23/12).

En 2010, nous pouvons remarquer la première forte vague d'expansion du projet des UPPs. En tout, 8 Unités de Police Pacificatrice ont été créées cette année-là, à savoir : *Ladeira dos Tabajaras/Cabritos* (14/1), *Providência* (26/4), *Borel* (7/6), *Formiga* (1/7), *Andaraí* (28/7), *Salgueiro* (17/9), *Turano* (30/10), *Macacos* (30/11). D'autre part, l'euphorie médiatique était également au rendez-vous comme un symbole du programme, ce que démontre cette couverture du journal *O Globo*, le 1<sup>er</sup> janvier 2010, dont le titre est : « Le réveillon de la pacification »<sup>233</sup>.

---

<sup>231</sup> Gouverneur de l'État de Rio de Janeiro de 2007 à 2014. En novembre 2016, reconnu coupable de plusieurs crimes (tels corruption passive et blanchiment d'argent), il a été emprisonné.

<sup>232</sup> *La cité de Dieu*, du réalisateur Fernando Meirelles et Katia Lund, adapté du roman écrit par l'auteur brésilien Paulo Lins, en 1997.

<sup>233</sup> Titre original : « O réveillon da Pacificação », publié par *O Globo* le 01/01/2010 à la Une.

Image 3. Couverture d'*O Globo* le 1<sup>er</sup> janvier 2010



Source : Archives *O Globo*

En 2011, cinq nouvelles Unités ont été créées<sup>234</sup>, dont quatre au premier semestre. Depuis la mise en place de la première UPP, en 2008, jusqu'à la fin de l'année 2011, donc après la création de 18 Unités de Police Pacificatrice, aucun policier n'avait perdu la vie dans une communauté dite pacifiée à Rio. Cependant, en 2012, le scénario commença à changer.

## II.2 Le début de la fin

En 2012, le projet des Unités de Police Pacificatrice continue à se développer à un rythme accéléré. En effet, c'est l'année où le gouvernement a créé le plus d'unités dans la ville : en tout, dix UPPs ont été créées durant cette période, la plupart entre les mois d'avril et de juin (six unités, plus précisément). De plus, presque quatre ans après le début du programme qui avait promis de révolutionner la question de la sécurité publique à Rio, il était maintenant possible d'évaluer les statistiques et d'étudier vraiment l'efficacité de ce projet. Ainsi, plusieurs recherches et enquêtes portant sur les Unités de Police Pacificatrice ont alors commencé à apparaître<sup>235</sup>.

Cependant, l'année 2012 se caractérise aussi par la première grande crise du projet : en juillet, une policière est morte après avoir reçu un tir de fusil dans une attaque contre l'unité de

<sup>234</sup> A savoir : *São João*, *Quieto e Matriz* (31/1), *Coroa*, *Fallet e Fogueteiro* (25/2), *Escondidinho e Prazeres* (25/2), *Complexo de São Carlos* (17/5) et *Mangueira* (3/11).

<sup>235</sup> Voir par exemple : DE SOUZA, Marcelo Lopes., « Militarização da questão urbana », *Lutas Sociais*, São Paulo, n. 29, p. 117-129, jul/dez, 2012 ; PEREIRA, Pedro., « Segurança para quem? O discurso midiático sobre as Unidades de Polícia Pacificadora », Dissertação de Mestrado em Comunicação e Cultura, Escola de Comunicação da UFRJ, Centro de Filosofia e Ciências Humanas, Universidade Federal do Rio de Janeiro, 2012.

police pacificatrice située au sein de la communauté de *Nova Brasília*, dans l'ensemble des favelas du *Complexo do Alemão*, dans la Zone Nord de Rio. La balle a traversé le gilet pare-balles que portait Fabiana Aparecida de Souza et la femme de 30 ans n'a pas survécu. Comme l'ont écrit les médias le 24 juillet, Fabiana « *serait* » – il nous semble important de souligner que, dans ce type de reportages dont la thématique principale était le décès de policiers, le verbe était souvent employé au conditionnel, ce qui souligne un manque de certitude – la première policière morte dans une favela dite pacifiée.

L'année 2012 fut également marquée par l'implantation de la plus grande Unité de Police Pacificatrice : celle se trouvant dans la favela de *Rocinha*. Située entre deux quartiers riches de la ville, comme nous l'avons déjà souligné, l'UPP de *Rocinha* comptait 700 policiers militaires, c'est-à-dire à peu près 400 individus de plus que les Unités de l'ensemble des favelas du *Alemão*. En plus du nombre record d'agents de police travaillant à *Rocinha*, cette communauté serait aussi surveillée par une centaine de caméras de sécurité. Encore une fois, on remarque aisément la différence dans le traitement proposé par le pouvoir public lorsqu'il s'agit d'une communauté située dans la Zone Sud, la plus riche de la ville.

Malgré quelques échecs tels que le décès de la première policière dans une favela *à priori* pacifiée, les statistiques continuaient à démontrer que la mise en place des UPPs pouvait, en effet, faire baisser la violence dans ces territoires et contribuer ainsi à l'amélioration des conditions de vie à Rio. Au fur et à mesure que le projet de Police Pacificatrice se propageait dans d'autres communautés, l'espoir de la population de Rio d'enfin retrouver « la paix » promise par le gouvernement augmentait. En effet, les taux de létalité dans les zones comprenant une UPP ont considérablement chuté jusqu'en 2013, comme le démontre le tableau ci-dessous publié sur le site G1 – site d'actualités du Groupe *Globo*. En rouge, apparaît le taux de létalité dans les zones comprenant une UPP et en bleu le taux de létalité de l'état de Rio de Janeiro<sup>236</sup> :

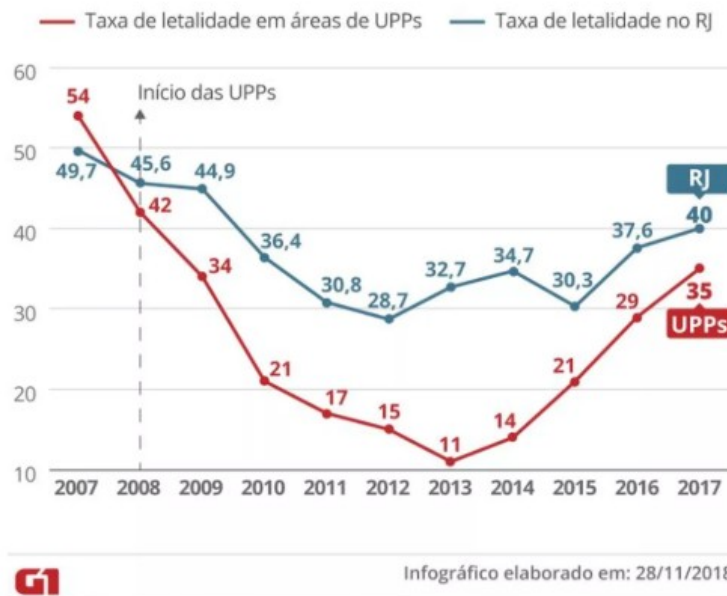
---

<sup>236</sup> Source : <https://g1.globo.com/rj/rio-de-janeiro/noticia/2018/12/11/upp-completa-10-anos-com-60-policiais-militares-mortos-em-comunidades-pacificadas.ghtml>

Image 4. Les taux de létalité à Rio

## Violência volta a subir

Após queda expressiva, letalidade volta a crescer em 2014 em áreas de UPP, mas ainda é menor que a média do estado



Após queda expressiva, letalidade volta a crescer em 2014 — Foto: Infográfico: Fernanda Garrafiel/G1

Source : Site G1 (28/11/2018)

En réalité, en 2007, c'est-à-dire un an avant la création de la première Unité de Police Pacificatrice, le taux de létalité dans les zones où les UPPs ont été installées par la suite était supérieur à celui de la moyenne de l'état de Rio. L'année suivante, le ratio s'est inversé et l'indice a diminué plus rapidement dans les zones pacifiées, atteignant son niveau le plus bas en 2013, avec 10,8 décès pour 100 000 habitants au cours de l'année.

Néanmoins, 2013 fut l'année d'un autre événement qui a profondément marqué le projet des Unités de Police Pacificatrice. Il s'agit de la disparition d'un homme, Amarildo de Souza, habitant de *Rocinha*, le 14 juillet 2013, qui peut être signalée comme l'un des premiers événements déclencheurs de la transformation de l'opinion de la population *carioca* vis-à-vis de la politique des polices pacificatrices. En réalité, le 14 juillet 2013, Amarildo, interpellé par la police à quelques pas de chez lui, dut suivre des agents pour « vérification » mais n'est plus réapparu après son entretien. Quelques jours plus tard, une vidéo a montré Amarildo montant dans la voiture de police mais, après cela, nous n'avons plus eu de nouvelles de lui, plus aucune image non plus – malgré le GPS de la voiture et les 70 caméras de la favela. Lorsque la disparition de cet homme a commencé à attirer l'attention médiatique, le discours tenu par la Police pendant un certain temps (et durant une

partie des investigations) était que le système de GPS de la voiture en question et plusieurs caméras ne fonctionnaient pas à ce moment-là. Malheureusement, cet homme n'est pas le premier à avoir disparu après une rencontre avec la police dans une favela, mais il devient un symbole national et entache grandement le projet de police pacificatrice.

La répercussion du cas de la disparition d'Amarildo a pris une dimension nationale et le Brésil tout entier s'est demandé où était passé Amarildo. Plusieurs mouvements de protestation ont été organisés et un grand concert des deux chanteurs les plus célèbres du Brésil (à savoir Caetano Veloso et Marisa Monte) fut réalisé en hommage à Amarildo<sup>237</sup>. A ce moment-là, la population de Rio s'est demandé alors à quoi pouvait servir la police pacificatrice. Serait-elle, en effet, si différente de la police violente d'auparavant ? Il semblait donc que le problème lié à la violence s'avérait bien plus complexe qu'il n'y paraissait et que la transformation de la police (en tant qu'institution) n'avait pas été si profonde.

Il faut ajouter que le mois précédent, c'est-à-dire juin 2013, a représenté une période agitée et importante pour la société brésilienne. Plusieurs manifestations ont eu lieu dans l'ensemble du pays qui ont fortement marqué l'histoire récente du Brésil. À Rio notamment, des milliers de personnes ont manifesté pour dénoncer, entre autres, la hausse du coût des transports publics et la facture du Mondial 2014 qui pesait sur la population brésilienne. À plusieurs reprises, de violents affrontements ont éclaté entre les manifestants et la police. Il s'agissait en effet de l'une des plus importantes manifestations sociales depuis celles dirigées en 1992 contre la corruption du gouvernement de l'ex-président Fernando Collor de Melo, qui a fini par être destitué. En 2014, deux unités de police pacificatrices supplémentaires ont été créées (*Mangueirinha et Vila Kennedy*), mais la méfiance de la population envers l'efficacité du projet était déjà flagrante.

### **II.3 La décadence**

Comme nous l'avons déjà mentionné, en tout, 38 Unités de police pacificatrices ont été implantées à Rio de Janeiro – pour la plupart, dans les favelas proches des quartiers aisés et touristiques ainsi qu'aux alentours des grands axes routiers, du stade Maracanã, et du parc olympique. Néanmoins, à partir de 2015, dans beaucoup de favelas dites pacifiées, les échanges de tirs sont redevenus monnaie courante. Au fur et à mesure que les scandales de corruption se sont multipliés, le projet de pacification s'est affaibli.

Selon les statistiques datant de décembre 2018, au total, 60 policiers militaires des Unités de Police Pacificatrices ont été assassinés en service durant les dix années de mise en œuvre de ce projet, ce qui indique une moyenne d'un policier mort tous les deux mois. Ce chiffre a été divulgué

<sup>237</sup> Concert « Somos todos Amarildo », qui a eu lieu en Novembre 2013 à Rio de Janeiro.

dans une enquête du site de journalisme du groupe *Globo* (G1), basée sur des données de la police militaire de Rio. Si l'on exclut les quatre premières années de développement du projet, alors qu'aucun policier n'avait perdu la vie, le nombre moyen est d'un officier de police tué tous les 40 jours depuis 2012, année où le premier décès a eu lieu. L'enquête a également révélé que 387 officiers de police avaient été blessés dans les UPP et que le nombre total d'agents de police tués en dehors du service s'élevait à 66 entre 2014 et 2018.<sup>238</sup>

En effet, c'est à partir de 2014 que le taux de létalité a recommencé à augmenter pour la première fois depuis le début du projet et, par voie de conséquence, le plan d'une police pacificatrice a commencé à être systématiquement remis en cause. Selon le sociologue Ignácio Cano, le projet de Police Pacificatrice à Rio n'a pas suivi toutes les étapes fondamentales d'un plan de sécurité publique. Le sociologue souligne que, du fait que le projet des Unités de Police Pacificatrice prétendait être une politique de sécurité publique basée sur les principes de la police de proximité, le projet aurait dû veiller au préalable sur certains aspects incontournables. Tout d'abord, il serait, effectivement, nécessaire de récupérer le territoire, c'est-à-dire d'occuper les favelas avec des policiers correctement entraînés et préparés pour cette mission. Par conséquent, ces officiers seraient en mesure d'établir une relation différente avec la population locale et de garantir, ainsi, le principe de la confiance, condition chère à la mise en place effective d'une police de proximité. C'est seulement après de tels actes qu'il serait possible de réduire le nombre de policiers qui continueraient à travailler au sein des unités de police pacificatrice sans courir le risque de mettre en danger la vie d'aucun citoyen : ni des policiers, ni des habitants. De plus, grâce à la confiance de la population et la présence de l'état, le risque que les trafiquants de drogue reviennent en essayant d'occuper (et de dominer) à nouveau la favela serait lui aussi réduit.

Lors d'une interview accordée à la chaîne *Globo News*, Ignácio Cano se montre catégorique : « Les mesures de sécurité publique au Brésil ne sont pas prises sur la base d'évidences. Elles sont prises sur la base de critères politiques. L'UPP est toujours restée dans la première phase, la phase d'occupation »<sup>239</sup>. Les critiques envers ce projet vont également dans une autre direction : selon plusieurs spécialistes, le projet des unités de police pacificatrice a été créé dans un objectif principalement politique (au sens où les hommes politiques voulaient plutôt obtenir des avantages personnels, rester longtemps au pouvoir, conquérir plus de votes, etc.) que de sécurité publique. Cela veut dire qu'un tel projet avait un but plutôt électoral et ne visait pas à améliorer les

---

<sup>238</sup> Source : <https://g1.globo.com/rj/rio-de-janeiro/noticia/2018/12/11/upp-completa-10-anos-com-60-policiais-militares-mortos-em-comunidades-pacificadas.ghtml>

<sup>239</sup> Citation originale: « As medidas de segurança pública no Brasil não são tomadas em função de evidências. São tomadas em função de critérios políticos. A UPP ficou na primeira fase, na fase de ocupação », Interview accordée à l'émission « Por que o projeto UPP não deu certo ? », disponible sur : <http://g1.globo.com/globo-news/arquivo-n/videos/v/por-que-o-projeto-das-upps-nao-deu-certo/7215327/>

conditions de vie dans les favelas ni à diminuer la violence. Ainsi, à partir du moment où l'État de Rio de Janeiro a cessé d'être la « *menina dos olhos* »<sup>240</sup> du Brésil et du monde – en raison des événements sportifs –, la volonté politique de renouveler effectivement la forme d'interaction entre la police et la partie la plus pauvre de la population semble avoir également échoué.

De plus, du fait que l'intention était de préparer la ville à la coupe du monde et aux jeux olympiques, l'expansion du projet dès les premières années a été en réalité trop rapide. Les nouvelles unités de police se sont installées sans qu'ait été menée la moindre étude préalable concernant le territoire ni une vérification/planification effective du budget. Comme nous avons pu l'observer, les unités de police pacificatrice se sont multipliées jusqu'en 2014, mais le projet n'avait pas été préparé, ou n'avait pas même fait l'objet d'une réflexion en termes économiques, pour aller beaucoup plus loin.

A cela s'ajoute le fait que, à partir de 2014, la réalité économique brésilienne était très différente. Après avoir connu un taux de croissance de son Produit interne Brut (PIB) de l'ordre de 3.5% par an en moyenne pendant dix ans, entre 2003 et 2013, à la fin de l'année 2014, la récession a commencé à s'installer : 3.8% de baisse du PIB en 2015 et 3.6% en 2016. Le Brésil traversait alors la pire récession de son histoire dont l'une des raisons était la baisse du chiffre des exportations de matières premières (dont dépend l'économie du pays).

Il s'agissait également d'une époque très instable sur le plan politique national. La procédure très controversée de destitution de l'ancienne présidente Dilma Rousseff<sup>241</sup>, les mesures d'austérité sans précédents adoptées par Michel Temer, comme par exemple la loi qui gelait les dépenses publiques à leur niveau de l'époque pendant 20 ans, et l'incarcération de l'ancien président Luis Inácio Lula da Silva (à la suite d'un procès également discutable, conduit par le juge Sérgio Moro, actuel Ministre de la Justice et de la sécurité publique du gouvernement Jair Bolsonaro)<sup>242</sup> constituent quelques preuves de l'atmosphère tumultueuse qui a régné ces dernières années au niveau politique.

Si nous regardons spécifiquement la situation de l'État de Rio à ce moment-là, nous observons qu'elle était également extrêmement turbulente. En proie à une crise budgétaire aiguë, les autorités de Rio déclarèrent l'état de calamité publique en 2016 afin de pouvoir financer les Jeux Olympiques. Dans un reportage intitulé « Au Brésil, l'État de Rio ne répond plus », le quotidien Le

---

<sup>240</sup> Expression très utilisée en portugais pour désigner la favorite, la bien-aimée.

<sup>241</sup> Dilma Rousseff a été formellement évincée du pouvoir le 31 août 2016 par un vote du Sénat. A l'occasion, 61 sénateurs sur 81 ont voté en faveur de sa destitution, au terme d'une longue procédure juridico-politique très controversée. Accusée de maquillage des comptes publics, Rousseff était arrivée au pouvoir le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Son ancien vice-président, Michel Temer, est devenu le nouveau président du Brésil.

<sup>242</sup> Le 24 avril 2020, Sergio Moro a annoncé sa démission en raison d'ingérences politiques du président Jair Bolsonaro dans les affaires judiciaires.



Monde donne un aperçu de la conjoncture :

Rio, comme plus d'une dizaine d'États brésiliens, fait les frais de la profonde récession dans laquelle a plongé le pays en 2015. Les faillites d'entreprises et le chômage ont fait chuter les recettes fiscales. Mais nulle part la situation n'est aussi dramatique qu'à Rio. L'État, hier, dopé par la rente pétrolière, a vu fondre de 69 % entre 2013 et 2016 ses royalties, affectées par le plongeon du prix du baril. Les déboires de l'entreprise publique Petrobras, au centre d'un scandale de corruption tentaculaire, ont aggravé un peu plus le panorama d'un État où plus de 10 % du produit intérieur brut est lié à la major. S'y ajoute la gestion jugée dispendieuse d'un gouvernement régional étourdi par la Coupe du monde de 2014 et les Jeux olympiques de l'été 2016<sup>243</sup>.

De plus, c'est en novembre 2016 que l'ex-gouverneur de Rio de Janeiro, Sergio Cabral, est envoyé en prison accusé de corruption dans plusieurs procès. Cabral a été le gouverneur entre 2007 et 2014, c'est lui qui avait mis en œuvre le projet des Polices Pacificatrices et son gouvernement a été considéré comme celui qui avait combattu la violence, grâce notamment au succès des UPPs au début de son mandat. Pour résumer la crise politique de l'état de Rio, il suffit d'observer que, à la fin de l'année 2018, quatre anciens gouverneurs avaient déjà été envoyés en prison depuis 2016 : Sergio Cabral, dont les peines totalisent plus de 170 ans de prison ; son allié et successeur Luiz Fernando Pezão, arrêté dans l'exercice de son mandat ; et le couple Anthony Garotinho et Rosinha Matheus, tous deux arrêtés pour des crimes électoraux – lui a effectué trois séjours en prison sur une période d'un an. En outre, ont été arrêtés tous les présidents de l'Assemblée législative de 1995 à 2017, dix des 70 députés, cinq des six conseillers de la Cour des Comptes et aussi le procureur général du Ministère Public de l'État de Rio (*Ministério Público do Estado do Rio de Janeiro*).

Enfin, pour en revenir plus précisément à la question des Unités de Police Pacificatrice, signalons que c'est également en novembre 2016 qu'après avoir occupé ce poste pendant presque 10 ans, le secrétaire D'État à la sécurité publique de Rio, José Mariano Beltrame, envoie sa demande de démission et quitte le gouvernement. Ce départ mérite d'être souligné parce que Beltrame était considéré comme le « père » du projet UPP, celui qui avait véritablement créé et mis en œuvre cette nouvelle politique de sécurité publique. Sur le point de quitter son poste, le secrétaire d'État à la Sécurité de Rio a contesté l'idée que le déploiement des UPPs soit suffisant pour résoudre le problème de la violence dans l'État. Dans une interview accordée à la chaîne *Globo News*, Beltrame a affirmé que la paix ne repose pas sur l'UPP: « Cette idée que la police pacificatrice apportera la paix est une compréhension très primaire »<sup>244</sup>. Encore une fois, il est possible de remarquer que les promesses faites au début du projet étaient loin d'être crédibles.

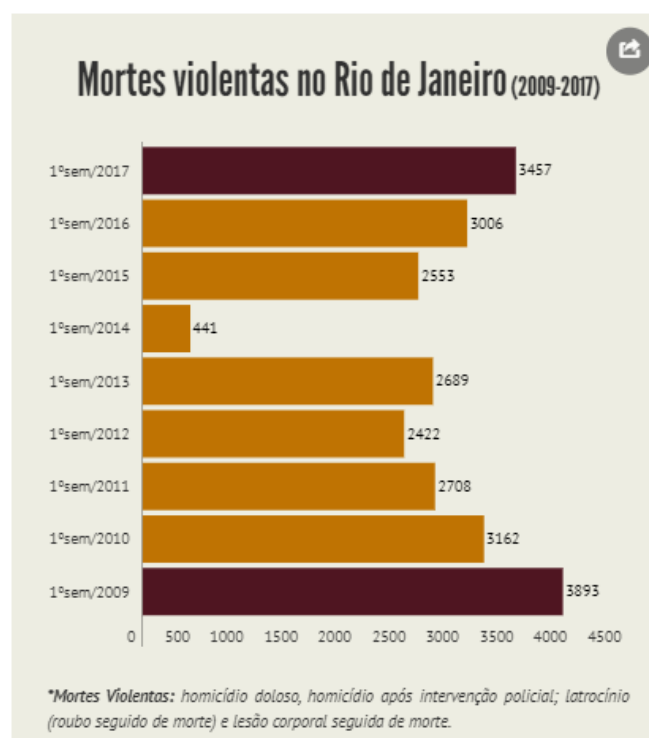
Ainsi, alors que tout l'État de Rio était en faillite financière depuis juin 2016, les policiers

<sup>243</sup> Reportage publié le 21/11/2016, disponible sur: [https://www.lemonde.fr/economie/article/2016/11/21/au-bresil-l-etat-de-rio-ne-repond-plus\\_5035077\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2016/11/21/au-bresil-l-etat-de-rio-ne-repond-plus_5035077_3234.html)

<sup>244</sup> Citation originale: « Essa história de que a polícia pacificadora vai trazer a paz é um entendimento muito primário », in <https://noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2016/10/14/paz-nao-e-upp-diz-beltrame.htm>

ont également souffert à cause d'un manque de moyens : retards systématiques lors des paiements de salaires, retrait de certaines patrouilles qui travaillaient dans les rues et même d'autres difficultés basiques, comme par exemple, le fait que les commissariats peinaient à assurer la maintenance de leurs équipements comme l'essence pour les voitures ou les produits d'hygiène d'usage quotidien. Tout cela a évidemment contribué à la hausse de la violence. Selon les données du gouvernement de l'État, divulguées par l'institut de Sécurité Publique (ISP)<sup>245</sup>, plus de 3400 homicides, soit 18 par jour, ont été comptabilisés au cours du premier semestre 2017, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2016 et le pire résultat concernant cette période depuis 2009. Dans un reportage, le magazine *Exame* a publié le tableau ci-dessous, intitulé « Morts violentes à Rio de Janeiro »<sup>246</sup> :

Image 5. Morts violentes à Rio de Janeiro (2009-2017)



Source : *Exame* (05/08/2017)

Face à cette situation catastrophique, à peine un an après les Jeux Olympiques, le gouvernement Fédéral accepte la demande de l'État de Rio et envoie une force de 10 000 hommes, dont 8 500 militaires, pour venir en renfort à la police, sans déterminer la durée de cette opération. Peu après, en février 2018 – à nouveau à la demande du gouverneur de Rio Luiz Fernando Pezão et sur décision du président Michel Temer –, la sécurité publique à Rio de Janeiro et dans tout l'État éponyme (en principe, de la compétence des administrations locales) a été placée sous tutelle fédérale. Jusqu'à la fin de l'année 2018, les forces de l'ordre de l'État de Rio seront sous le contrôle

<sup>245</sup> Disponible sur : <http://www.ispdados.rj.gov.br/>

<sup>246</sup> Disponible sur : <https://exame.abril.com.br/brasil/a-escalada-da-violencia-no-rio-de-janeiro-em-4-graficos/>

direct d'un général de l'armée. Cette mesure a beaucoup inquiété une partie de la population *carioca* et les militants des droits de l'homme, à partir du moment où il est établi que, dans ce type de politique, c'est la population la plus pauvre qui souffre le plus.

Pour résumer la situation du projet des Unités de Police Pacificatrice, à la fin de l'année 2018, Rio comptait 31 Unités, car sur un total de 38 unités jusqu'en 2014, sept ont été fermées au cours de l'année 2018<sup>247</sup>. Au fil des années, ce programme a perdu également plus de 2 000 policiers et comptait 7 193 hommes en décembre 2018, selon le secrétaire d'État à la Sécurité (Seseg). Comme nous l'avons souligné, au début, la création des unités de police pacificatrice au sein des favelas a obtenu des résultats très favorables. Toujours selon l'ISP, le nombre de morts violentes dans les zones desservies par les unités de police pacificatrices a diminué de manière significative. De 284 cas en 2008, elles sont passées à 76 en 2013, soit une réduction de l'ordre de 73%. Les homicides résultant d'une intervention de la police ont diminué de 86% au cours de cette période, passant de 139 en 2008 à 20 en 2013.

Cependant, après une période de succès, les problèmes structureaux de ce projet sont devenus flagrants ainsi que les disparités dans le traitement des différentes parties de la ville. L'une des premières critiques émises envers la stratégie de pacification est, en effet, l'inégalité de traitement entre les différentes favelas. En soumettant la politique de la ville à une logique de marché et en ayant pour principal objectif la préparation pour la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, le gouvernement a très clairement privilégié certaines zones et le problème du trafic et de la violence n'était que temporairement déplacé. Il ne faut pas oublier toutes les autres difficultés déjà mentionnées dans ce travail, soit au niveau de la planification du projet, soit à celui budgétaire, soit liés à la culture corrompue de la corporation policière. Le fait est que la politique de sécurité publique de Rio et le projet des UPPs perdent de plus en plus le soutien de la population et des médias. Ainsi, à partir de 2014, c'est donc le manque d'argent et d'officiers de police dans les Unités de Police Pacificatrices, ainsi que la hausse de la violence et des confrontations dans les favelas, qui ont recommencé à faire la Une des quotidiens *carioca* et nationaux, comme nous allons l'observer dans les pages à venir.

---

<sup>247</sup> A savoir : Vila Kennedy, Mangueirinha, Cidade de Deus, Lins/Camarista, Batan, São Carlos e Coroa/Fallet Fogueteiro.

## Deuxième Partie – Le récit médiatique comme construction de sens : les médias et les sociétés

Dans cette partie de notre travail, étant donné que nous sommes attachée à l'étude des discours médiatiques, nous allons nous interroger sur la place occupée par les médias et, plus précisément, par les récits médiatiques dans la société de nos jours. Tout en ayant pour principal objectif d'informer, les médias ont tendance à rapporter les événements de manière à captiver et séduire le public, en lui permettant de les suivre, de les connaître et, dans les cas réussis, de les comprendre. Louis Quéré affirme que les médias, dans les sociétés modernes, sont devenus les instances susceptibles de faire « tenir ensemble » dans la mesure où ils sont capables de produire une intelligibilité sociale tout en fournissant aux acteurs des référents symboliques<sup>248</sup>.

Selon la chercheuse brésilienne Vera França, « le média est l'espace privilégié dans lequel la société parle à elle-même, à propos d'elle-même »<sup>249</sup>. En effet, ajoute França, il ne s'agit pas d'un privilège de la société contemporaine dans la mesure où toutes les sociétés – même avant l'apparition des médias modernes – ont trouvé des moyens pour faire circuler les informations. En réalité, chaque société disposait de lieux considérés comme « l'espace public » de l'époque : des arènes, des théâtres, des cafés, des salons, etc. Néanmoins, il importe, dans les lignes de recherches comme celle de França – que nous suivons – de prendre en compte les relations intrinsèques entre média et vie sociale, étant donné que les productions médiatiques se trouvent de nos jours au cœur de la société.

Sur cet aspect, Vera França et Teresinha Silva expliquent : « Une telle perspective vide les questions de savoir 'qui influence qui', et cherche à la fois à comprendre le rôle et l'importance des différents médias dans la dynamique de la vie sociale et à montrer à quel point cette dynamique est conforme au type et à la performance de ces médias »<sup>250</sup>. Les auteures affirment qu'il existe une dynamique de réflexivité entre les médias journalistiques et la société : « les médias 'parlent de' (reflètent) une société, de même que sa production discursive continue, la circulation et le renouvellement des représentations fournies par les médias, résonnent et agissent pour façonner la vie sociale »<sup>251</sup>. Ainsi, les critères qui orientent les choix des journalistes lors de l'écriture d'un

<sup>248</sup> QUERE, Louis. *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier, 1982.

<sup>249</sup> Citation originale : « a mídia é o espaço privilegiado no qual a sociedade fala consigo mesma, a propósito de si mesma ». In: FRANÇA, Vera, « *O Acontecimento e a mídia* », *Galaxia* (São Paulo, Online), n. 24, 2012, p. 12.

<sup>250</sup> Citation originale : « Tal perspectiva esvazia indagações sobre 'quem influencia quem', e tanto procura entender o papel e a importância das diferentes mídias na dinâmica da vida social como mostrar o quanto tal dinâmica conforma o tipo e o desempenho dessas mídias », in FRANÇA, Vera et SILVA, Teresinha., « *Jornalismo, noticiabilidade e valores sociais* », *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós graduação em Comunicação, E-Compos*, Brasília, v.20, n.3, set./dez., 2017, p. 2.

<sup>251</sup> Citation originale : « os meios de comunicação 'falam' de (refletem) uma sociedade, assim como sua contínua produção discursiva, e a circulação e renovação de representações proporcionadas pela mídia repercutem e atuam na conformação da vida social », in FRANÇA, V et SILVA, T., *Ibid.*, p. 12.

texte, par exemple, sont orientés par les valeurs sociales qui sont, en même temps, réaffirmées, contredites ou actualisées par ce texte. Dans la même perspective, Jocelyne Arquembourg propose une définition également intéressante concernant l'activité médiatique dans son ouvrage *L'événement et les Médias* : « Remise à sa place, l'activité des médias apparaît pour ce qu'elle est avant tout, une activité de compréhension collective »<sup>252</sup>.

Dans le cadre de ce travail, ce qui nous intéresse est de nous demander comment les récits médiatiques peuvent, de nos jours, être étudiés et analysés en tant que place privilégiée de la société pour parler à elle-même à propos d'elle-même. Quelles sont les conséquences de ce parler et de cette compréhension collective ? Ou, enfin, que dit un récit de presse de la société dont il est le reflet ? Cela s'avère important parce qu'aussi bien Arquembourg que França, en s'appuyant sur certains concepts de la phénoménologie, indiquent que l'espace médiatique n'est pas sans incidence sur la dynamique de nos vies quotidiennes et également sur les « multiples réalités » qui composent notre monde. Ainsi, c'est en prenant en compte les dimensions réelle et symbolique du récit médiatique que nous allons travailler dans cette partie.

Avant d'entrer précisément dans ces questionnements, il est important de réitérer l'idée que l'espace ouvert à travers les médias n'est pas neutre. La sélection médiatique de ce qui « mérite d'être vu » et ce que « nous n'avons pas le temps de mentionner » ne va pas de soi ou, en tout cas, n'est pas faite automatiquement. Elle implique, toujours, d'un côté, des situations et des points de vue qui deviennent visibles et de l'autre, d'autres réalités – et, donc, d'autres points de vue – qui seront passées sous silence. Comme l'explique le sociologue Olivier Voirol :

[...] la scène de visibilité médiatisée est structurée par un ordre du visible qui inclut autant qu'il exclut, qui promeut à l'avant-scène autant qu'il relègue aux coulisses, qui confère de la reconnaissance publique autant qu'il condamne à l'insignifiance. Dès lors, elle ne saurait être comprise autrement que comme une scène traversée par des rapports de force et des mécanismes de domination<sup>253</sup>.

Et, évidemment, ce passage du visible à l'invisible ne s'avère pas anodin, comme précise Voirol :

Le fait que des acteurs ou des situations passent inaperçus ne renvoie pas seulement à la présence ou non de canaux de communication et de représentation susceptibles de faire exister le groupe ailleurs que dans son contexte immédiat d'existence. Cela renvoie en outre à un arrière-plan normatif implicite, qui a un fondement politique, définissant à un moment historique donné ce qui peut être aperçu et ce qui passe inaperçu. Le caractère pratique de la visibilité, l'organisation de l'attention sur certaines activités ou sur certains thèmes, relèvent d'opérations de constitution du visible qui ont également une **dimension normative, morale et politique**<sup>254</sup>.

<sup>252</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne. *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, Éditions des archives contemporaines, Paris, 2011, p. 161.

<sup>253</sup> VOIROL, Olivier. « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, pp. 99-100.

<sup>254</sup> VOIROL, Olivier, « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, pp. 18.

Voilà trois dimensions qu'il ne faut pas perdre de vue dans cette recherche, étant donné notre cadre théorique et notre objet d'analyse. Ainsi, nous allons essayer de repérer dans quelle mesure ces trois dimensions ont joué un rôle dans le processus d'organisation de l'attention de notre regard quand il s'agit d'étudier la thématique de la Police Pacificatrice dans le journal *O Globo*. Néanmoins, tout d'abord, en nous appuyant surtout sur l'herméneutique de Paul Ricœur et le courant pragmatiste de la communication, c'est le rôle des médias en général et, plus particulièrement, le récit médiatique et les cadrages interprétatifs de Goffman en tant que méthode de recherche, qu'il s'agira d'analyser dans cette partie.

## Chapitre 4 : Pourquoi le récit médiatique importe-t-il?

Encore une fois, si notre objectif consiste à essayer de comprendre certaines questions sociales à l'aune de la mise en scène du débat public, nous nous interrogeons également sur le rôle des médias compte tenu de leur importance dans le processus de mise en visibilité des événements. En fait, alors que certaines approches, comme le constructivisme, par exemple, défendent que les médias et la société constituent des sphères séparées, le point de vue adopté ici va dans une autre direction. À notre sens, les médias font partie de la société étant donné qu'ils constituent des dispositifs à travers lesquels sont produites et diffusées les informations et les représentations de cette même société<sup>255</sup>. De plus, il nous paraît fondamental d'admettre que la manière dont les médias rendent compte de ces phénomènes n'est pas sans incidence sur l'opinion publique et les actions politiques. En ce sens, et en parlant plus spécifiquement du rôle de la presse écrite, la chercheuse Joëlle Zask affirme qu'« écrire est un enjeu pour l'avenir de la démocratie : la presse est l'outil du passage fondamental d'une opinion réactive à la formation d'un véritable esprit public »<sup>256</sup>.

Jocelyne Arquembourg définit le récit médiatique comme le « théâtre de l'action » et rapporte les propos de Michel de Certeau dans son ouvrage *L'invention du quotidien* en soulignant que « Des récits 'marchent' devant les pratiques sociales pour leur ouvrir un champ »<sup>257</sup>. Elle explique :

Pour comprendre comment ils [les récits d'information] autorisent les actions publiques, il faut faire retour sur la manière dont ils déterminent le réel, car ces deux opérations sont étroitement liées. Des actions ne peuvent être entreprises que sur la base de connaissances stabilisées à propos d'événements et de situations qui font l'objet d'une évaluation. Elles s'associent dans l'acte de raconter en tant qu'il constitue une opération de jugement<sup>258</sup>.

Il s'avère donc intéressant de remarquer que, selon cette conception du récit médiatique proposée par Arquembourg, celui-ci possède une dimension qui nous aiderait à comprendre et à déterminer le réel. Ainsi, c'est à partir de cette compréhension et de ce jugement que les actions publiques seront par la suite mises en œuvre.

Si nous faisons appel à la définition du récit donnée par Marc Lits, nous observons que ce qui prend les devants c'est le caractère presque universel des récits. L'auteur souligne que dès que les groupes humains utilisent le langage comme principal vecteur de communication, des récits circulent. Ainsi, il n'existerait pas de société sans histoires(s) et toute histoire se manifeste sous la forme d'un récit. Ce postulat va dans la même direction que ce que disait Roland Barthes, en 1966, à

<sup>255</sup> Voir, par exemple, REBELO, José. « Los acontecimientos mediáticos como actos de palabra », *IC Revista Científica de Información y Comunicación*, no 3, Sevilla, 2006.

<sup>256</sup> ZASK, Joëlle. « L'écrit, le public, le politique », *Revue Projet*, vol. 290, no. 1, 2006, p. 85.

<sup>257</sup> ARQUEMBOURG Jocelyne. « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *Réseaux*, vol. no 132, no. 4, 2005, p. 30.

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 31.



savoir que « Le récit est présent dans tous les temps, dans tous les lieux, dans toutes les sociétés ; le récit commence même avec l'histoire de l'humanité ; il n'y a pas, il n'y a jamais eu nulle part aucun peuple sans récit »<sup>259</sup>. En vérité, l'intérêt envers l'analyse des récits a émergé avec la publication de l'ouvrage de Vladimir Propp, en 1928. Déjà à cette époque, l'auteur cherchait à s'interroger sur ce qu'il y avait d'unicité derrière la diversité des récits. Propp s'est consacré à la découverte des traits caractéristiques de ce genre afin de fournir des justificatifs de son uniformité.

Tout comme Arquembourg, França, Lits et d'autres chercheurs, nous souhaitons à présent étudier les récits d'information en nous appuyant sur une réflexion de type herméneutique<sup>260</sup> développée par Paul Ricoeur, qui prend en compte la manière dont les récits participent à la détermination des événements, des situations et des actions. Ainsi, en suivant cette ligne de pensée et en l'adaptant à notre réalité, ce qui arrive et ce que racontent les médias sont donc deux choses indissociables pour la manière dont les sociétés démocratiques saisissent les événements qui leur surviennent et, en même temps, se comprennent elles-mêmes<sup>261</sup>. De plus, en nous racontant « ce qui s'est passé », la plupart du temps en donnant des réponses aux cinq questions clés du journalisme (*qui a fait quoi, où, quand et pourquoi*) les récits médiatiques ordonnent également en quelque sorte la direction des actions publiques à entamer. C'est précisément la raison pour laquelle ils occupent une place privilégiée dans cette recherche : les récits médiatiques contribuent à la formation des opinions dans la sphère publique. Selon les explications données par Jocelyne Arquembourg :

Or, ces récits conditionnent la vie collective. Par leur activité typificatoire, par la manière dont ils distribuent des motifs, des intentions, des buts et des responsabilités entre des acteurs, ils pointent en direction d'actions publiques à entreprendre. Ils constituent un stock public de connaissances partagées et des ressources pour engager ces actions<sup>262</sup>.

Cette vision qui considère les récits médiatiques comme une sorte de « stock public de connaissances partagées » est également celle défendue par Sophie Moirand lorsqu'elle analyse la presse quotidienne. Moirand souligne que cette presse ordinaire constitue des lieux de rencontre des mots et des formulations qui circulent à propos des événements et contribuent, ainsi, à créer des liens entre faits et société. La chercheuse explique que :

C'est cette ronde incessante des discours que l'on a cherché à décrire à travers les différentes formes qu'elle prend dans la presse ordinaire et « le sens » qu'elle donne aux

<sup>259</sup> BARTHES, Roland. « Introduction à l'analyse structurale du récit », *Communications*, no 8, 1966, p. 1.

<sup>260</sup> « Le mot herméneutique, du grec *ermèneia* qui signifie interprétation, caractérise la discipline, les problèmes, les méthodes qui ont trait à l'interprétation et à la critique des textes. Le terme est utilisé surtout à propos des œuvres de prose ou de poésie pour désigner l'ensemble des problèmes de lecture et de compréhension de celles-ci, mais il est employé aussi à propos de toutes les catégories d'œuvres d'art, des récits mythologiques, des rêves, des diverses formes de littérature et du langage en général. C'est le but de l'herméneutique de dépasser la simple critique et l'interprétation des textes et de viser à constituer une théorie générale de l'inspiration. (Encyclopaedia Universalis) », in LITS, Marc, *Du récit au récit médiatique*, 2008, p. 208.

<sup>261</sup> Étant donné que notre centre d'intérêt se focalise sur les récits de presse, nous tenons à souligner que dans cette recherche nous ne traiterons pas des récits audiovisuels.

<sup>262</sup> ARQUEMBOURG Jocelyne. « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *op. cit.*, p. 30.

événements. Contrairement à l'idée reçue que les discours des médias seraient éphémères, la thèse que l'on défend ici est que ceux-ci sont devenus aujourd'hui un lieu de construction des *mémoires collectives* des sociétés actuelles<sup>263</sup>.

Nous retrouvons une opinion semblable dans l'article intitulé « L'écrit, le public, le politique », de Joëlle Zask, précédemment évoqué. Selon Zask, à condition que la presse écrite n'essaie pas d'imiter la communication orale, elle s'avère être un outil particulièrement adéquat pour la formation d'une opinion réellement publique et démocratique. L'auteure défend l'idée qu'un écrit se stabilise dans le temps, se fixe et produit un point de repère. De ce fait, la communauté des lecteurs dispose d'un pôle de référence commun qui les lie les uns aux autres : « l'écrit est une médiation entre 'je' et 'nous', dont il importe de reconnaître la spécificité irremplaçable »<sup>264</sup>, déclare-t-elle. Pour différencier l'oral de l'écrit, la chercheuse explique :

Si l'accent mis sur l'expression orale dispose à considérer l'opinion comme la traduction instantanée d'un sentiment personnel, la communication écrite installe celle-ci dans la durée, l'appelant à sédimenter, se stratifier, se travailler. S'interroger sur l'écrit, c'est s'interroger sur des situations d'interaction sociale qui donnent du temps à l'opinion. C'est assigner à cette dernière un autre rôle que celui qui lui confère l'oral, domaine privilégié de l'immédiateté<sup>265</sup>.

D'ores et déjà, il s'avère nécessaire de mettre en évidence un autre aspect du récit, à savoir l'importance et le rôle du récepteur. Il est vrai que s'il existe un travail de composition du récit de la part de l'émetteur, il y a également tout un travail de recomposition du récit par celui qui va le lire. Ce travail, bien évidemment, ne doit pas être négligé ni oublié. C'est le récepteur, par sa lecture, qui va donc donner une vie au récit. Marc Lits affirme qu'« un récit ne prend vraiment toute sa dimension que lors de sa découverte par le récepteur »<sup>266</sup>. Comme l'a fait Paul Ricœur dans sa boucle mimétique – surtout à travers l'importance accordée à la mimésis III<sup>267</sup> –, il serait nécessaire de comprendre le récit en considérant le poids de la refiguration expérientielle et sociale existante. Nous allons développer la réflexion herméneutique de Paul Ricœur dans les pages qui vont suivre, mais, il s'avère déjà intéressant de remarquer que nous pouvons la conjuguer avec la définition des médias donnée par Vera França en tant que moyen pour la société « de parler à elle-même à propos d'elle-même ». Tant dans la pensée de Ricœur que dans celle de França, la place de l'émetteur et celle du récepteur sont toutes les deux valorisées.

De plus, cela nous pousse à admettre qu'il n'existe pas *un* discours médiatique, mais *des* discours médiatiques. D'ailleurs, ces discours sont le résultat d'un phénomène complexe d'enchevêtrement de voix, quelles que soient les postures journalistiques adoptées. En réalité, les

<sup>263</sup> MOIRAND, Sophie. *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, PUF, 2007, p. 2.

<sup>264</sup> ZASK, Joëlle. « L'écrit, le public, le politique », *op. cit.*, p. 89.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>266</sup> LITS, Marc, *op. cit.*, p. 6.

<sup>267</sup> C'est-à-dire, quand la refiguration du monde est actualisée au moment de la réception, selon le modèle de Paul Ricœur.

discours médiatiques ont toujours une origine énonciative multiple, ce que Alice Krieg-Planque et Sophie Moirand appellent *polyphonie* et soulignent comme étant l'une des caractéristiques fondamentales du discours de presse<sup>268</sup>.

### I. Les médias : une sphère qui dialogue avec les autres sphères de la société

Le chercheur brésilien Wilson Gomes, en parlant plus spécifiquement de la fonction du journalisme, la définit de la manière suivante :

La réalité dépasse ce que je vis à la première personne. Mon accès à elle est ensuite médiatisé par un groupe de narrateurs dignes de confiance qui, à leur tour, en font directement l'expérience ou se fient aux témoins de ceux qui en font l'expérience à la première personne. Dans les sociétés contemporaines, la production et la certification des récits vécus, par où l'on expérimente les cadres du monde, ce qu'on appelle l'actualité, est une fonction du journalisme.<sup>269</sup>

Selon cet auteur, les médias seraient ainsi cet outil qui permettrait à des individus de rendre compte de la réalité, même si cette réalité n'a pas été vécue, expérimentée, ou tout au moins regardée directement par tous. Dans son article portant sur les luttes pour la visibilité, Olivier Voirol s'orientait déjà dans cette même direction. Le chercheur soulignait que les médias contribuent à la production d'une forme « moderne de *polis* » dans laquelle les acteurs ont accès à la connaissance du monde, même s'ils ne sont pas nécessairement présents sur le lieu géographique où se déroule cette situation. En ce sens, l'auteur précise également que le développement des médias a contribué « à élargir le sentiment d'appartenance au monde au sein duquel se partage une expérience commune »<sup>270</sup>.

Dans l'article d'introduction de la même revue, Voirol résume : « Aussi peut-on dire, dans une perspective historique, que les médias ont contribué à déplacer les frontières du visible et de l'invisible, ce qui n'a pas été sans conséquences sur des processus sociaux plus amples comme par exemple la formation de soi ou encore la forme de la culture politique (THOMPSON, 2000) »<sup>271</sup>.

De même, dans son article portant sur la représentation des stéréotypes médiatiques des groupes minoritaires, le chercheur brésilien João Freire Filho affirme que c'est à travers les significations produites par ces représentations que nous donnons un sens à notre expérience, à ce que nous sommes et à ce que nous pouvons devenir. Cet auteur affirme : « Les discours et les

---

<sup>268</sup> Voir, par exemple, KRIEG-PLANQUE, Alice. « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le discours de presse comme objet de recherche », *Communication*, vol 20/1, 2000, p. 75-97.

<sup>269</sup> Citation originale : « A realidade se estende para além daquilo que estou experimentando em primeira pessoa. O meu acesso a esta é então mediado por um grupo de narradores confiáveis que, por sua vez, experimentam-na diretamente ou se apóiam em testemunhas que a experimentam em primeira pessoa. Nas sociedades contemporâneas, a produção e a certificação das narrativas por onde se experimenta os quadros do mundo neste momento, a chamada atualidade, é função do jornalismo », in GOMES, Wilson. *Jornalismo, fatos e interesses*. Série Jornalismo a Rigor, vol.1. Florianópolis: Insular, 2009, p.14-15.

<sup>270</sup> VOIROL, Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *op. cit.*, p. 97.

<sup>271</sup> VOIROL, Olivier. « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *op. cit.*, pp. 15-16.

systèmes de représentation construisent les lieux à partir desquels les individus peuvent se positionner et à partir desquels ils peuvent parler »<sup>272</sup>. Il ajoute que cette représentation de soi joue également un rôle sur les revendications politiques possibles : « L'évaluation que les individus font d'eux-mêmes et de leurs intérêts, sous l'afflux croissant de références médiatiques, interfère considérablement, à son tour, dans les revendications politiques qu'ils expriment ou qu'ils ne défendent pas (Street 1998: 41-43). Donc, la force du fameux slogan: "le personnel (ou le privé) est politique" »<sup>273</sup>. Ainsi, les discours médiatiques et les représentations sociales qu'ils contribuent à diffuser participent à la formulation des demandes politiques faites par une partie de la population.

Dans sa contribution à l'ouvrage *Mídia e Violência*, publié en 2007, le chercheur brésilien Guilherme Canela essaie d'expliquer en ces termes pourquoi l'intérêt pour les récits journalistiques est si important dans les régimes démocratiques :

Ce n'est pas par fétichisme que nous sommes si profondément préoccupés par la justesse et les malentendus de la couverture journalistique. Lorsque les démocraties ont commencé à prendre la forme qu'elles possèdent maintenant, en particulier dans les pays où elles sont reconnues comme étant bien établies, la présence d'une presse libre et indépendante était déjà considérée comme fondamentale pour l'affirmation de ces régimes. Il convient de rappeler que cela est dû au fait que la presse, historiquement, est considérée comme un fournisseur d'informations contextualisées, dotée de la capacité à inclure certains agendas sur les débats publics et ayant le devoir d'agir en tant que procureur des actions prises par des acteurs publics.<sup>274</sup>

Dans les régimes démocratiques, les médias – et plus spécifiquement la presse, si nous reprenons les paroles de Guilherme Canela – feraient ainsi la synthèse de ce qui est arrivé, en contextualisant les faits mais auraient également le devoir de surveiller les actions des acteurs publics.

De son côté, Antonio Fausto Neto met en avant le travail d'organisation effectué par les médias et souligne son rôle de garant et protecteur des liens de confiance entre les individus. Ce point de vue s'approche de celui de Louis Quéré évoqué au début du chapitre quand ce dernier affirme que les médias sont des instances susceptibles de faire « tenir ensemble »<sup>275</sup>. Pour

---

<sup>272</sup> Citation originale : « Os discursos e os sistemas de representação constróem os lugares a partir dos quais os indivíduos podem se posicionar e a partir dos quais podem falar », in FREIRE FILHO, João. « Mídia, Esteriótipo e representação das minorias », *ECO-POS*, -v 7, n. 2, agosto-dezembro 2004, p. 45.

<sup>273</sup> Citation originale : « A avaliação que os indivíduos fazem de si mesmo e de seus interesses, sob o influxo crescente dos referenciais midiáticos, interfere substancialmente, por sua vez, nas demandas políticas que expressam ou deixam de pleitear (Street 1998: 41-43). Daí, a pujança do célebre slogan: "o pessoal é politico" », in FREIRE FILHO, João, *Ibid.*, p. 46.

<sup>274</sup> Citation originale : « Não é por um fetiche que nos ocupamos, de maneira tão intensa, dos acertos e dos equívocos da cobertura jornalística. Quando as democracias passaram a adquirir a feição que hoje possuem, especialmente nas nações onde reconhecidamente estão consolidadas, a presença da imprensa livre e independente já era considerada fundamental para a afirmação desses regimes. Vale lembrar que isso se deu porque a imprensa, historicamente, é tida como uma provedora de informação contextualizada, dotada da capacidade de agendar os debates públicos e que tem o dever de atuar como fiscal das ações dos atores públicos. », in RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela.. *Mídia e violência: tendências na cobertura de criminalidade e segurança no Brasil*, IUPERJ, 2007, p. 151.

<sup>275</sup> QUERE, Louis, *op. cit.*

démontrer l'émergence de la médiatisation et son importance dans l'actualité, Fausto Neto affirme que la vie et la dynamique des différents champs de la société sont traversées par les médias. En expliquant les écrits du sociologue britannique Anthony Giddens dans l'ouvrage *The consequences of modernity*, Fausto Neto résume :

Dans ses réflexions sur *Les Conséquences de la modernité*, Giddens (1991) définit les médias et leurs experts comme des "passerelles" afin de permettre à la société de créer des liens en établissant des relations avec des "systèmes abstraits". En expliquant ce concept, il dit que les médias, à travers leurs actions et leurs "experts", tentent de traduire les concepts et les problèmes qui, à première vue, semblent nécessiter un "travail de médiation", en tant que lieu établissant des liens de confiance et de sécurité pour tous les individus.<sup>276</sup>

Le chercheur brésilien explicite le fonctionnement médiatique et sa relation avec les individus en affirmant que c'est la convergence entre les facteurs socio-technologiques et l'usage social fait par les individus qui a généré, surtout pendant les trois dernières décennies, les changements dans les interactions sociales. L'auteur ajoute :

Il ne s'agit plus de reconnaître le rôle central des médias dans la tâche d'organiser des processus d'interaction entre les domaines sociaux, mais de constater que la constitution et le fonctionnement de la société – ses pratiques, sa logique et ses schémas de codage – sont traversés et imprégnés par des hypothèses et la logique de ce que l'on appellerait la 'culture médiatique'. Son existence ne constitue pas un phénomène auxiliaire, dans la mesure où les pratiques sociales, les processus interactionnels et l'organisation sociale elle-même sont élaborés en référence au mode d'existence de cette culture, de sa logique et de ses opérations.<sup>277</sup>

De cette manière, comme cela est explicité par Fausto Neto, il s'agirait de reconnaître le rôle central des médias et leur fonction qui consiste à organiser les processus interactionnels entre les différents champs sociaux. Selon l'auteur, la constitution et le fonctionnement de la société actuelle sont traversés par cette « culture médiatique ». Cela nous fait repenser à la proposition de Vera França, explicitée en début de chapitre, selon laquelle l'important n'est pas de savoir qui a le plus d'influence sur qui, mais bel et bien de comprendre que la production médiatique actuelle s'insère au cœur de notre société.

En réalité, depuis que les médias ont commencé à gagner davantage d'espace et d'importance dans la vie des sociétés, plusieurs chercheurs ont essayé de comprendre et de définir

---

<sup>276</sup> Citation originale : « Em suas reflexões sobre as *Conseqüências da modernidade*, Giddens (1991) define os meios de comunicação, e seus peritos, como espécies de "portas de acesso" no sentido de possibilitar que a sociedade construa vínculos, estabelecendo relações com os "sistemas abstratos". Explicando o conceito, diz que as mídias, através de suas ações e dos seus "peritos", cuidam de traduzir para os indivíduos conceitos e problemáticas que, parecendo distante, necessitam do «trabalho mediador», como lugar que venha instituir elos de confiança e de segurança para os indivíduos », in FAUSTO NETO, Antônio. « Fragmentos de uma analítica da midiatização », *Matrizes*, n. 2, Abril 2008, p. 90.

<sup>277</sup> Citation originale : « Já não se trata mais de reconhecer a centralidade dos meios na tarefa de organização de processos interacionais entre os campos sociais, mas de constatar que a constituição e o funcionamento da sociedade – de suas práticas, lógicas e esquemas de codificação – estão atravessados e permeados por pressupostos e lógicas do que se denominaria a «cultura da mídia». Sua existência não se constitui fenômeno auxiliar, na medida em que as práticas sociais, os processos interacionais e a própria organização social, se fazem tomando como referência o modo de existência desta cultura, suas lógicas e suas operações », in FAUSTO NETO, Antônio, *Ibid.*, p. 92.

des nouveaux concepts capables de les caractériser. Pour ne citer que deux exemples, signalons que le professeur brésilien Muniz Sodré parlait du « *bios midiático* » (le *bios médiatique*) – parce qu'il s'agissait d'une nouvelle forme d'interaction technologique<sup>278</sup> – ; le chercheur Pedro Gilberto Gomes considérait, quant à lui, la capacité des médias à se constituer comme de nouveaux opérateurs d'intelligibilité sociale<sup>279</sup>. Effectivement, le dénominateur commun entre ces réflexions est le fait qu'elles considèrent que les médias ne sont plus essentiellement des instruments capables d'organiser des interactions, mais sont devenues une réalité plus complexe. Cette réalité apparaît comme plus complexe car elle est capable de prendre en compte l'habileté des médias pour s'affecter mutuellement, mais aussi leur capacité à interagir avec d'autres pratiques sociales, au cœur de leur propre fonctionnement. Nous faisons à nouveau appel aux enseignements de Fausto Neto pour résumer ce sujet: « Les médias perdent ce lieu d'aide et commencent à devenir une référence éloquente dans la manière d'être de la société elle-même, ainsi que dans les processus et les interactions entre institutions et acteurs sociaux »<sup>280</sup>. Ou, comme le propose Louis Quéré, là où la communication n'est appréhendée que comme un cas de transport, il faut ramener à la surface l'activité de compréhension réciproque qu'elle rend possible<sup>281</sup>.

En analysant le rôle des médias dans la société, Olivier Voirol parle de leur capacité à instaurer des « manières de voir » : « Les médias de communication, par exemple, apparaîtraient ainsi non seulement comme des producteurs d'intelligibilité ou comme des vecteurs de domination symbolique mais aussi comme des institutions organisant l'attention publique et instruisant constamment des manières de voir »<sup>282</sup>. Ainsi, comme nous pouvons le constater, c'est dans cette nouvelle réalité médiatique que s'organisent les processus narratifs qui configurent la réalité. José Rebelo explique la relation médias/société de la manière suivante : « Selon ce rapport de forces, les médias agissent sur la société mais, comme ce rapport de forces est un rapport social, la société agira également sur les médias »<sup>283</sup>.

Le chercheur Pedro Gilberto Gomes souligne également le fait que le développement des médias modifie la façon dont nous concevons la culture, la société et les différentes pratiques

---

<sup>278</sup> SODRÉ, Muniz. *Antropológica do espelho*. Vozes, Petrópolis, 2004.

<sup>279</sup> GOMES, Pedro Gilberto, « A midiatização, um processo social ». In: *Filosofia e Ética da Comunicação na Midiatização da Sociedade*. São Leopoldo: Unisinos, 2006.

<sup>280</sup> Citation originale : « As mídias perdem este lugar de auxiliabilidade e passam a se constituir uma referência engendadora no modo de ser da própria sociedade, e nos processos e interação entre as instituições e os atores sociais », in FAUSTO NETO, *op. cit.*, p. 93.

<sup>281</sup> QUERE, Louis. *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier., 1982.

<sup>282</sup> VOIROL, Olivier. « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *op. cit.*, p. 28.

<sup>283</sup> Citation originale : « Segundo essa relação de forças, os media actuam na sociedade envolvente mas, posto que essa relação de forças é uma relação social, a sociedade envolvente também vai, por seu lado, actuar sobre os media », in REBELO, José, « Os acontecimentos como actos de palavra », *IC Revista Científica de Información y Comunicación*, Número 3, 2006, p. 25.



sociales. Pour ce faire, il utilise le concept de médiatisation afin de décrire l'expansion des techniques de communication et les changements socioculturels. Cet auteur revisite le travail de Marshal McLuhan pour expliquer que le célèbre auteur de la phrase « *The medium is the message* » explicitait déjà le fait que la technologie est un moyen de traduire un type de savoir en un autre type. Cette espèce de traduction est un dévoilement des façons de savoir. Gomes écrit :

Ce sont les médias qui jouent le rôle d'énonciateurs de dispositifs d'information. On y voit un processus de signification qui envisage la construction du discours dans ses diverses configurations – constructions verbales et non verbales (par des images, des gestes et des actions). Dans le cadre des possibilités de communication, les médias choisissent certains concepts, images et gestes avec lesquels ils élaborent un processus énonciatif permettant la communication avec et pour la société.<sup>284</sup>

Ainsi, comme nous l'avons évoqué à plusieurs reprises, c'est le rôle des média, consistant à ne plus être vu seulement comme un « messenger contemporain », mais plutôt comme une sphère qui dialogue avec toutes les autres sphères de la société et serait capable de modifier la façon dont nous concevons la culture, les différentes pratiques sociales et la société elle-même, qu'il s'agit d'examiner. Comme l'affirme José Rebelo : « Les médias ne constituent pas un pouvoir homogène et autonome. Plus qu'un pouvoir, ils sont un lieu de croisement des pouvoirs »<sup>285</sup>. Cette idée figure également dans la pensée de Louis Quéré. Concernant la question du pouvoir des médias, l'auteur français propose en effet la réflexion suivante :

Le pouvoir des médias n'est pas un pouvoir parmi d'autres, positionné dans un univers d'intérêts et de rapports de forces. Il réside dans leur rôle de fondation. Il est corrélatif de leur fonctionnement comme supports pratiques d'un mode historique d'objectivation de la médiation symbolique constitutif d'un système socio-culturel. Il est lié à la production narrative qu'ils organisent. Ils construisent le théâtre des pratiques sociales ; ils donnent une assise à l'identité et à l'action individuelle et collective. Mais dans cette fonction fondatrice du champ social, ils entrent en concurrence et souvent en contradiction avec d'autres rituels, d'autres formes de récit et d'autres procédés d'objectivation de l'espace social<sup>286</sup>.

C'est ainsi que, pour notre analyse, nous allons essayer de comprendre ce que font les médias quand ils racontent un fait lié aux Unités de Police Pacificatrice en nous rendant compte également de sa place « médiatrice », de « croisement de pouvoir », qui est, sans doute, relationnelle (étant donné que les pièces sociales de chaque situation changent), mais qui est également assurée au cœur de la société brésilienne. Comme cela a été souligné plus haut, dans notre compréhension, les médias ne peuvent plus être examinés uniquement comme des instruments capables d'organiser les interactions, mais ils constitueront aussi une référence dans le mode de

<sup>284</sup> Citation originale : « São os meios eletrônicos (a mídia) que desempenham o papel de dispositivos enunciadore da informação. Nela se percebe um processo de significação que contempla a construção do discurso nas suas diversas configurações – tanto construções verbais como não verbais (por imagens, gestos e ações). No marco das possibilidades comunicativas, a mídia escolhe determinados conceitos, imagens e gestos com os quais elabora um processo enunciativo que permite a comunicação com e para a sociedade », in GOMES, 2006, *op. cit.*, p. 16.

<sup>285</sup> Citation originale : « Os media não constituem um poder homogéneo e autónomo. Mais do que um poder, eles são um lugar de cruzamento de poderes », in REBELO, *op. cit.*, p. 27.

<sup>286</sup> QUERE, Louis. *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, *op. cit.*, p. 154.



fonctionnement actuel des sociétés, y compris dans la relation entre les institutions et les différents acteurs sociaux.

## II. Le rôle des médias dans la couverture médiatique de la violence : une seule « manière de voir » ?

Dans son article « Médias et démocratie », le philosophe Daniel Bounoux souligne l'importance du rôle des médias dans les pays démocratiques et le fort lien qui les unit. L'auteur signale que les médias assurent la circulation des opinions et leur confrontation dans l'espace public. Selon lui, les limites ou les insuffisances des médias sont aussi celles de la démocratie. Bounoux s'appuie sur la définition de Kant pour expliquer que « celle-ci [la démocratie] se définit en effet, depuis (au moins) Kant, par le principe de publicité, '*Öffentlichkeit*', autrement dit par la libre circulation des opinions et leur confrontation, seule façon d'établir un bon gouvernement, qui soit conforme aux vœux de la majorité »<sup>287</sup>.

Dans la même thématique, Patrick Charaudeau, dans son article intitulé « Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? », attire également notre attention sur le lien existant entre la sphère médiatique et le bon fonctionnement d'une démocratie. Il explique :

Elle [la sphère médiatique] fonctionne selon une logique symbolique qui est de s'inscrire dans une finalité démocratique en se mettant – idéalement – au service de l'opinion publique et de la citoyenneté en l'informant sur les événements qui se produisent dans l'espace public et en contribuant au débat social et politique par la mise en scène de la confrontation des idées<sup>288</sup>.

L'un des rôles des médias consisterait alors à alimenter l'espace de discussion public pour que les citoyens puissent mieux décider des actions à entreprendre et des jugements à formuler, même si le public récepteur est si divers, composé d'un ensemble d'individus hétérogènes et disparates. Charaudeau a également souligné l'importance de la sphère médiatique comme l'un des piliers qui structurent la vie sociale d'une communauté. L'auteur met l'accent sur le fait que fournir des explications constitue une contrainte nécessaire pour le journalisme :

Le discours journalistique ne peut se contenter de rapporter des faits et des dits, son rôle est également d'en expliquer *le pourquoi* et *le comment*, afin d'éclairer le citoyen. D'où une activité discursive qui consiste à proposer un questionnement, élucider différentes positions et tenter d'évaluer chacune de celles-ci.<sup>289</sup>

D'une façon différente, mais en ayant à notre avis le même objectif de mettre en lumière l'importante relation entre les médias et le fonctionnement démocratique, Silvia Ramos et Anabela

<sup>287</sup> BOUGNOUX, Daniel. « Médias et démocratie La fonction des médias dans la démocratie, Information, médias et Internet », *Cahiers français* n° 338, 2007, p. 3.

<sup>288</sup> CHARAUDEAU, Patrick. « Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? » *Communication*, Vol.27, N°2, Éditions Nota Bene, Québec, 2009, p. 4.

<sup>289</sup> *Ibid.*

Paiva, organisatrices de l'ouvrage *Midia e violência*, cité précédemment, orientent leur analyse sur l'aspect lié à la violence. La question gagne surtout de l'ampleur quand il s'agit d'analyser les récits qui traitent de la sécurité publique. Souvent, ces derniers s'avèrent incapables de fournir différents arguments pour élargir et approfondir le débat. Les chercheuses affirment :

Les journaux influencent l'opinion de la société et motivent et supervisent la mise en œuvre des politiques de l'État. Former une presse capable d'informer et d'analyser le contexte de la criminalité et de la sécurité publique dans toute sa complexité, sans préjugés, et déterminée à protéger les droits de l'homme, est donc stratégique pour l'évolution du Brésil dans le secteur<sup>290</sup>.

Ramos et Paiva certifient que l'un des rares consensus trouvés dans leurs recherches au sein du *Centro de Estudos de Segurança e Cidadania (CESeC)*<sup>291</sup>, l'une des premières institutions académiques consacrées intégralement au domaine de la sécurité publique au Brésil, fait référence à la couverture médiatique des favelas. Elles expliquent que la majorité des professionnels des médias interviewés pour l'ouvrage reconnaissent que, la plupart du temps, la couverture médiatique des favelas se résume aux reportages portant sur les crimes et la violence :

La plupart des professionnels entendus reconnaissent que leurs médias ont une grande responsabilité dans la caractérisation des territoires populaires comme des espaces exclusifs de violence. En même temps, ils admettent que la population de ces communautés est rarement couverte par des questions sans rapport avec le trafic de drogue et le crime.<sup>292</sup>

Chaque couverture médiatique, bien sûr, suit sa propre ligne éditoriale et la plupart des médias privilégient les quartiers les plus nobles de la ville, où se concentre la majeure partie de son public. Le directeur d'un grand journal brésilien confirme : « Le personnel de la rédaction rit et dit : 'Regardez, grand reportage dans des favelas lointaines, avec plus de 12 morts seulement'. C'est un peu cruel, mais c'est vrai. Maintenant, si il est question de *Rocinha*, le journal lui donne la plus grande importance au monde. C'est à la première page de tous les journaux : c'est un endroit paisible»<sup>293</sup>. Dans la partie d'analyse de cette recherche, nous allons voir que cela peut être confirmé à l'aune de l'étude du corpus d'articles sur le thème. Pour l'instant, l'important est de garder à l'esprit que, la plupart du temps, la couverture des favelas demeure, comme nous l'avons déjà mentionné, liée au champ lexical de la violence, surtout quand il s'agit des favelas situées en dehors

<sup>290</sup> Citation originale : « Os jornais influenciam a opinião da sociedade e motivam e fiscalizam a implantação de políticas do Estado. Formar uma imprensa capacitada a analisar o contexto da criminalidade e da segurança pública em toda a sua complexidade, livre de preconceitos, e determinada a proteger os direitos humanos é, dessa forma, estratégico para a evolução do Brasil no setor », in RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela. « Midia e Violência », *op.cit.*, pp. 13-14.

<sup>291</sup> Liée à L'université Candido Mendes, à Rio de Janeiro.

<sup>292</sup> Citation originale : « A maioria dos profissionais ouvidos reconhece que seus veículos têm grande responsabilidade na caracterização dos territórios populares como espaços exclusivos da violência. Ao mesmo tempo, admite que a população dessas comunidades raramente conta com a cobertura de assuntos não relacionados ao tráfico de drogas e à criminalidade », in RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela. « Midia e Violência », *op.cit.*, p 77.

<sup>293</sup> Citation originale : « O pessoal na redação até brinca e diz assim : ' Olha, matéria grande em favela longe, só acima de 12 mortos. » É meio cruel, mas é isso mesmo. Agora, se for na Rocinha, o jornal dá a maior importância do mundo. É alto de página em todos os jornais : isso é ponto pacífico », in RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela. « Midia e Violência », *Ibid.*, p 79.

des quartiers aisés de la ville.

De plus, comme l'a expliqué João Freire Filho, les médias de masse constituent la plus grande source de diffusion et de légitimation des stéréotypes<sup>294</sup>. En s'appuyant sur Pickering<sup>295</sup>, il affirme que le processus et la pratique des stéréotypes ainsi que la construction de l'altérité sont liés aux questions centrales d'appartenance au monde moderne. Il ajoute que, d'une certaine manière, en insistant presque exclusivement sur les conflits armés et les incidents de police dans la couverture d'espaces populaires, les journaux attachent de l'importance aux solutions qui utilisent la violence pour résoudre le problème de la sécurité publique. C'est-à-dire que nous justifions la violence de l'État afin de résoudre les problèmes de violence de la ville. De plus, ces « solutions » sont souvent abordées en essayant d'isoler et de neutraliser les favelas, que ce soit implicitement ou explicitement dans le texte, et non dans l'objectif de les intégrer de manière plus harmonieuse aux grandes villes. Le journaliste Caco Barcellos<sup>296</sup>, reconnu pour plusieurs travaux qui dénoncent l'injustice sociale et la violence dans les périphéries, souligne sur le ton de la provocation :

Si la presse de Rio fréquentait les communautés avec le même naturel qu'elle fréquente Ipanema, Leblon et Copacabana, les quartiers nobles de Rio, il n'y aurait pas de 'ville cassée' dont beaucoup de gens parlent. Mais les gens ont peur d'aller dans les favelas. Nous devons réfléchir à cette peur. Qu'est-ce qui est né en premier? Ce mur virtuel existe-t-il parce qu'ils l'ont construit ou est-ce nous qui l'avons construit? Je pense que c'est nous. Je suis sûr que je n'exagère pas. Nous avons une presse formidable, capable de produire des textes brillants et de haute qualité, mais quand il s'agit de la couverture de l'univers des minorités, cette presse n'a pas la même efficacité, le même brio. Et il est impossible de couvrir un univers que vous ne fréquentez pas. Vous devez être proche des gens. L'Internet, les sources de recherche ne suffisent pas. Celles-ci sont fondamentales, mais ce sont des accessoires. Le journaliste doit être proche des gens.<sup>297</sup>

Jailson Souza e Silva partage la même opinion. Selon lui, les déficits de la couverture médiatique qui traite de la sécurité publique et de la violence commencent déjà par les présuppositions des journalistes. Par conséquent, pour réussir à faire une couverture plus équilibrée, il faut changer les valeurs qui orientent le *regard médiatique* sur les milieux populaires. L'auteur explique : « La plupart des grands médias, avec leurs présupposés hiérarchiques, contribuent, ou du

---

<sup>294</sup> FREIRE FILHO, João, « Mídia, Esteriótipo e representação das minorias », *ECO-POS*, -v 7, n. 2, agosto-dezembro 2004, pp. 45-71.

<sup>295</sup> PICKERING, Michael. *Stereotyping: the politics of representation*, New York: Palgrave, 2001.

<sup>296</sup> Caco Barcellos est l'auteur du livre *Rota 66*, qui parle de la police à São Paulo (l'enquête a permis d'identifier 4 200 victimes tuées par la police militaire de São Paulo) et *Abusado : O dono do morro Dona Marta*, qui raconte l'histoire d'un trafiquant de drogue, les raisons qui l'ont fait choisir ce chemin et ses relations avec la communauté de la favela.

<sup>297</sup> Citation originale : « Se a imprensa do Rio freqüentasse as comunidades com a mesma naturalidade como freqüenta Ipanema, Leblon e Copacabana, os bairros nobres do Rio, deixaria de existir essa coisa de cidade partida que muita gente fala. Mas as pessoas têm medo de ir até as favelas. Temos de refletir sobre esse medo. O que nasceu primeiro? Esse muro virtual existe porque eles construíram ou fomos nós que o construímos? Acho que fomos nós. Tenho certeza de que não estou exagerando. Nós temos uma imprensa maravilhosa, capaz de produzir textos de alta qualidade, brilhantes, mas que na cobertura do universo da minoria não tem a mesma eficácia, o mesmo brilho. É impossível cobrir direito um universo se você não o freqüenta. É preciso estar perto das pessoas. Não bastam a internet, as fontes de pesquisa. Estas são fundamentais, mas são acessórios. O jornalista tem de estar perto das pessoas », in RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela. « Mídia e Violência », *op.cit.*, p. 84.

moins n'aident pas, à surmonter la perte progressive du sens de la vie collective, dont le corollaire est l'intolérance croissante, le sentiment d'insécurité et la difficulté des sujets sociaux à intégrer une éthique de la responsabilité par rapport à l'espace public »<sup>298</sup>.

Souza e Silva indique également une piste à suivre :

La confrontation des violences présentes à Rio de Janeiro nécessite la création de mécanismes permettant de reconnaître la ville comme un espace de rencontre des différences. Il faut également que les médias supposent qu'il ne peut y avoir qu'une seule ville, plurielle, mais une seule ; et juste un citoyen, différent, mais égal. C'est une belle lutte qui nous engage tous, croyants en une humanité juste et fraternelle.<sup>299</sup>

Enfin, comme cela a été signalé tout au long de ce chapitre, notre analyse sera située dans une perspective qui considère les médias comme un lieu de croisement de pouvoirs et un espace fondamental pour le régime démocratique. Les médias assurent la circulation des opinions et contribuent, ainsi, au débat politique. De plus, ils produisent des représentations à travers lesquelles nous donnons un sens au monde et à notre image de nous-mêmes, à ce que nous pouvons souhaiter devenir et à nos demandes politiques (ou à ce que nous pouvons « oser » nous permettre de demander). De ce fait, les récits médiatiques conditionnent la vie collective et constituent un stockage de connaissances publiques capables de créer le lien entre faits et sociétés et d'instaurer des « manières de voir ».

D'ores et déjà, il nous paraît important de souligner le constat fait par la chercheuse Leonarda Musumeci sur les récits médiatiques qui traitent de la violence et de la question de la sécurité publique de nos jours :

Les pages consacrées aux événements de police sont occupées par des meurtres, des enlèvements et des vols qui sont rarement liés à une situation sociale ou à des politiques publiques. La retraitée décédée chez elle dans un bidonville à la suite d'une balle perdue lors d'une fusillade entre la police et les trafiquants a été victime de malchance et non de la pratique policière qui utilise sans discernement des armes létales lors de ses interventions, même dans des endroits densément peuplés. Le professeur assassiné qui rentrait chez lui le soir a eu la malchance de trouver des voleurs. On ne se demande pas si les vols qualifiés ne sont pas courants dans cet endroit et si un éclairage et une surveillance plus efficaces des rues pourraient réduire ce type d'incidents.<sup>300</sup>

<sup>298</sup> Citation originale : « A maioria dos grandes meios de comunicação, com seus pressupostos hierarquizantes, contribui, ou pelo menos não ajuda, para a superação da progressiva perda do sentido da vida coletiva, cujo corolário é o aumento da intolerância, da sensação de insegurança e a dificuldade de os sujeitos sociais incorporarem uma ética de responsabilidade em relação ao espaço público », in RAMOS, Sílvia et PAIVA, Anabela. « Mídia e Violência », *Ibid.*, p. 93.

<sup>299</sup> Citation originale : « O enfrentamento das violências presentes no Rio de Janeiro exige a criação de mecanismos que permitam o reconhecimento da cidade como o espaço do encontro das diferenças. Exige também meios de comunicação que tenham como pressuposto que só pode haver uma cidade, plural, mas uma; e apenas um cidadão, diferente, mas igual. É uma bela luta, que envolve todos nós, crentes em uma humanidade justa e fraterna », in RAMOS, Sílvia et PAIVA, Anabela. « Mídia e Violência », *Ibid.*, p. 93.

<sup>300</sup> Citation originale : « As páginas dedicadas a ocorrências policiais são ocupadas por assassinatos, seqüestros e roubos que raramente são relacionados a uma situação social ou a políticas públicas. A aposentada morta dentro de sua casa numa favela, por uma bala perdida de um tiroteio entre policiais e traficantes, foi vítima do azar e não da prática que aprova o uso indiscriminado de armas letais em ações policiais, mesmo em locais densamente povoados. O professor assassinado ao voltar para casa, à noite, teve a falta de sorte de encontrar de tocaia uma dupla de ladrões de

Ainsi, le risque serait de créer une culture dans laquelle ces événements tragiques se retrouveraient décontextualisés de leurs aspects politiques, c'est-à-dire qu'ils cesseraient d'être considérés comme le fruit de conditions historiques, sociales, économiques et politiques et deviendraient ainsi individualisables. Ainsi, il s'agit, comme dans l'exemple ci-dessus, d'une question de chance ou de malchance.

Aussi, à présent, il nous paraît fondamental d'élargir le débat à un autre point important pour cette recherche : la notion de *récit*. En effet, nous avons déjà utilisé ce terme à plusieurs reprises et il s'avère essentiel d'explicitier comment ce concept a été appréhendé dans le cadre de cette thèse. C'est la raison pour laquelle, dans les pages qui suivent, nous proposons une discussion sur la notion de récit, pour ensuite nous interroger sur les récits médiatiques à proprement parler.

### III. La notion de récit selon Paul Ricœur

Pour travailler sur la notion de récit, comme nous l'avons mentionné plus haut, les travaux de Paul Ricœur, surtout les trois ouvrages portant le titre *Temps et Récit*, parus successivement dans les années 1983, 1984, 1985 s'avèrent fondamentaux. Il est vrai que Ricœur développe sa réflexion au sujet du récit, qu'il ne conçoit pas comme étant de nature médiatique. En réalité, son principal objectif était de construire une théorie générale du récit. Cependant, c'est en nous inspirant de la notion de récit ricœurienne et de son schéma narratif et en nous appuyant également sur les travaux de médiation d'autres auteurs tels que Jocelyne Arquembourg, Louis Quéré, Marc Lits et Frédéric Lambert, que nous allons travailler pour analyser les discours médiatiques.

La question n'est pas simple car, comme le souligne Arquembourg, il faut tout d'abord que nous nous demandions jusqu'à quel point l'activité narrative produite par les médias peut être qualifiée de récit si nous suivons l'herméneutique de Paul Ricœur. Arquembourg précise à ce sujet :

La question n'est pas purement formelle. Il ne s'agit pas seulement de spécifier les caractéristiques discursives qu'emprunte l'information dès lors qu'elle entreprend de raconter un événement par rapport à des formes plus classiques de récits comme le roman ou le conte. Il s'agit de comprendre ce que font les médias quand ils racontent un événement, et quel est le sens et l'utilité de cette activité pour les sociétés qui, non seulement l'autorisent et l'encouragent, mais y trouvent aussi une sorte de nécessité structurelle telle qu'elles ne sauraient s'en passer, sans renoncer à une partie de ce qui les

---

automóveis – não se questiona se os roubos não são comuns naquele lugar e se uma iluminação pública e vigilância mais eficientes poderiam diminuir ocorrências desse tipo'est nous qui traduisons : « Les pages consacrées aux événements de police sont occupées par des meurtres, des enlèvements et des vols qui sont rarement liés à une situation sociale ou à des politiques publiques. La retraitée décédée chez elle dans un bidonville à la suite d'une balle perdue lors d'une fusillade entre la police et les trafiquants a été victime de malchance et non de la pratique policière d'utiliser sans discrimination des armes létales dans ses actions, même dans des endroits densément peuplés. Le professeur assassiné qui rentrait chez lui le soir a eu la malchance de trouver des voleurs. On ne se demande pas si les vols qualifiés ne sont pas courants dans cet endroit et si un éclairage et une surveillance plus efficaces des rues pourraient réduire ce type d'incidents », in RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela. « Mídia e Violência », *Ibid.*, p. 154.

fonde<sup>301</sup>.

Différentes écoles proposent, en effet, plusieurs définitions du récit. Roland Barthes, par exemple, affirmait que les récits du monde sont innombrables<sup>302</sup>. L'auteur mettait donc l'accent sur le fait que les récits existent sous différentes formes, genres et supports. Derrière cette diversité, c'est précisément ce qui lie ces divers composants, ce qui permettrait de remarquer leur structure commune (même s'agissant d'objets aussi divers), qu'il faut étudier.

Raconter une histoire c'est, en quelque sorte, procéder à une transformation temporelle. C'est réduire du temps humain et transformer l'histoire en une temporalité narrative. Cette saisie temporelle propre au récit offre la possibilité aux individus de donner sens aux histoires et de créer des identités narratives, collectives ou individuelles, selon l'expression de Paul Ricœur. C'est la raison pour laquelle, d'après cet auteur, tout récit opère une médiation de l'action et des événements. Les récits sont constitutifs de la réalité sociale, dans la mesure où ils composent des agencements temporels qui mettent en ordre le réel et contribuent à conférer forme et sens à ce qui arrive.

De plus, selon Paul Ricœur, le récit possède une double fonction dans la société moderne. Il a, tout d'abord, une fonction pratique parce qu'il fait partie de la vie quotidienne de la société et détermine les comportements des individus ; ensuite, il revêt aussi une fonction mythique, car il corrobore les croyances du groupe. Ce sont les relations qui s'établissent entre temps, récit et expériences vécues qui vont intéresser Ricœur. Son hypothèse est « qu'il existe entre l'activité de raconter une histoire et le caractère temporel de l'expérience humaine une corrélation qui n'est pas purement accidentelle, mais présente une forme de nécessité transculturelle »<sup>303</sup>.

Ainsi, dans la perspective herméneutique qui est celle de Paul Ricœur, il est fondamental de comprendre la complémentarité entre le *mythos* et la *mimésis*, qu'il emprunte à la Poétique aristotélicienne. En réalité, selon cette perspective, le récit opère une mise en ordre du réel qui est tout à la fois un agencement (*muthos*) et une imitation de l'action (*mimésis*). Tout récit combine les deux. *Muthos* désigne le processus de mise en intrigue et signifie l'agencement des faits en système. Grâce à son caractère opératoire, il pourrait être interprété comme l'acte de composer. La *mimésis*, quant à elle, signifie la représentation ou l'imitation de l'action. Ricœur explique à ce propos :

La Poétique est ainsi identifiée, sans autre forme de procès, à l'art de 'composer les intrigues'. La même marque doit être conservée dans la traduction de *mimésis* : qu'on dise imitation ou représentation [...], ce qu'il faut entendre, c'est l'activité mimétique, le processus actif d'imiter ou de représenter<sup>304</sup>.

<sup>301</sup> ARQUEMBOURG, *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, op. cit., p. 35.

<sup>302</sup> BARTHES, « Introduction à l'analyse structurale des récits », op. cit.

<sup>303</sup> RICŒUR, Paul. *Temps et récit 1. L'intrigue et le récit historiques*, 1983, p. 105.

<sup>304</sup> *Ibid.*, p. 69.



Ainsi, continue l'auteur, « l'imitation ou la représentation est une activité mimétique en tant qu'elle produit quelque chose, à savoir précisément l'agencement des faits par la mise en intrigue »<sup>305</sup>. De plus, il est important de souligner que, selon Ricœur, il ne faut pas oublier la complémentarité entre *Muthos* et *Mimésis*. Jocelyne Arquembourg et Frédéric Lambert synthétisent le schéma : « *Mimésis* et *muthos* sont des opérations et non pas des structures. L'un vise l'acte de composer, l'autre, le processus qui consiste à imiter ou représenter une action. Ainsi, le *muthos* désigne le 'quoi' de la représentation, son objet »<sup>306</sup>.

D'ailleurs, Arquembourg résume le rôle du récit dans la perspective herméneutique de Ricœur comme suit :

Il [le récit] organise une synthèse de l'hétérogène en rassemblant les éléments épars d'un réel qui, en soi, est indéterminé, inorganisé et désordonné. Le récit relie des actions à des agents qu'il dote d'intentions, de motifs et de buts, et qu'il confronte à des événements ou des situations dans des lieux ou des moments spécifiques. Ces composantes narratives ne sont pas nécessairement données ensemble et le travail de configuration consiste justement à les réunir d'une façon qui permet à la fois de déterminer et de comprendre ce dont il est question<sup>307</sup>.

Ce n'est pas la structure qui fait sens dans un récit, mais sa dynamique. Ricœur identifie ainsi trois niveaux de *mimésis* qui vont lui permettre de mieux analyser la relation et la médiation entre le temps et le récit. Avec sa triple *mimésis*, qui doit être lue comme une spirale et non comme une structure linéaire, l'auteur a l'ambition d'explicitier que l'opération de représentation de l'action ne se borne pas à la configuration narrative de cette action. De ce fait, la mise en intrigue possède une fonction de médiation entre la préfiguration de l'action et sa refiguration par la lecture. C'est ici que nous pouvons observer une autre caractéristique des récits décrite par Paul Ricœur et qui s'avère très importante quand il s'agit de la conformer aux récits médiatiques : l'intégration de la réception. En développant l'idée de la triple *mimésis*, Ricœur explique, en effet, que la configuration du récit n'est achevée qu'après sa réception par une audience.

En réalité, le processus décrit par Ricœur débute avec l'action, revêt une autre forme en passant par la configuration narrative et n'est achevé qu'après sa réception par les lecteurs. Selon cet auteur, « le sens même de l'opération de configuration constitutive de la mise en intrigue résulte de sa position intermédiaire entre les deux opérations [*mimésis I* et *mimésis II*], qui constituent l'amont et l'aval de *mimésis III* »<sup>308</sup>.

---

<sup>305</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>306</sup> LAMBERT Frédéric et ARQUEMBOURG Jocelyne., « Les récits médiatiques. Introduction », in *Réseaux* n°132, Paris, CNET, 2005, p. 14.

<sup>307</sup> ARQUEMBOURG, *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, *op. cit.*, p. 39.

<sup>308</sup> RICOEUR P., *Temps et récit I : l'intrigue et le récit historique*, *op. cit.*, p.106.



En résumant brièvement ce schéma, nous pouvons dire que la *mimésis I* serait le déroulement des événements dans le temps réel, tout ce qui encadre le monde de l'action. C'est à ce niveau qu'existe ce que Ricœur appelle le réseau conceptuel de l'action qui comprend les buts, les motivations, les agents et les conséquences de celle-ci. C'est ici que ses éléments sont reliés. Ainsi, nous pouvons remarquer que ces termes répondent aux questions journalistiques que nous avons vues plus haut comme « qui » a fait « quoi », « pourquoi », « comment » etc. Ricœur écrit : « On voit quel est dans sa richesse le sens de *mimésis I* : imiter ou représenter l'action, c'est d'abord pré-comprendre ce qu'il en est de l'agir humain : de sa sémantique, de sa symbolique, de sa temporalité »<sup>309</sup>.

Toutefois, il manque une dynamique temporelle pour animer et organiser ces éléments comme une totalité. Ainsi, la *mimésis II* mettrait en œuvre l'opération de configuration par laquelle *mimésis I* se temporalise à travers un travail de mise en intrigue. Ricœur affirme qu'avec la *mimésis II* s'ouvre le royaume du *comme si*. L'auteur explique :

Or, cette fonction de médiation dérive du caractère dynamique de l'opération de configuration qui nous a fait préférer le terme de mise en intrigue à celui d'intrigue et celui d'agencement à celui de système. Tous les concepts relatifs à ce niveau désignent en effet des opérations. Ce dynamisme consiste en ce que l'intrigue exerce déjà, dans son propre champ textuel, une fonction d'intégration et, en ce sens, de médiation, qui lui permet d'opérer, hors de ce champ même, une médiation de plus grande amplitude entre la pré-compréhension et, si j'ose dire, la post-compréhension de l'ordre de l'action et de ses traits temporels<sup>310</sup>.

En effet, nous pouvons observer que la *mimésis II* a une fonction médiatrice entre l'amont et l'aval de la configuration. Avec elle, une action est reproduite à travers l'outil langagier, c'est-à-dire au moyen de mots et de phrases. Par ailleurs, c'est cet agencement des faits (étant donné que les faits ou les actions du champ pratique doivent être organisés et mis dans l'ordre) que Paul Ricœur appelle *l'intrigue*. Et, comme le souligne Arquembourg, c'est dans l'intrigue « que s'ancre les sens du récit, à la fois comme son orientation et sa signification »<sup>311</sup>. C'est l'intrigue qui a la capacité à transformer les événements en histoire ; c'est l'intrigue qui relie une situation initiale à une situation finale et qui articule des épisodes intermédiaires. Ainsi :

L'intrigue est médiatrice à trois titres au moins : d'abord, elle fait médiation entre des événements ou des incidents individuels, et une histoire prise comme un tout. A cet égard, on peut dire équivalamment qu'elle tire une histoire sensée *de* (...) - ; ou qu'elle transforme les événements ou incidents *en* - une histoire. Les deux relations réciproques exprimées par le *de* et par le *en* caractérisent l'intrigue comme médiation entre événements et histoire racontée. [...] Une histoire, d'autre part, doit être plus qu'une énumération d'événements dans un ordre sériel, elle doit les organiser dans une totalité intelligible [...] Bref, la mise en intrigue est l'opération qui tire d'une simple succession une configuration<sup>312</sup>.

<sup>309</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>310</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>311</sup> ARQUEMBOURG, J. *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, *op. cit.*, p. 40.

<sup>312</sup> RICOEUR, P., *Temps et récit, Tome I*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, p. 102.

Ainsi, c'est une activité de compréhension qui s'accomplit à travers la mise en intrigue. Des faits ou des événements dispersés et non organisés sont agencés par le biais de l'intrigue pour que nous puissions construire un récit intégré. Il s'agit, en fin de compte, d'une mise en ordre.

Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, la mise en intrigue ne sera complète qu'une fois « restituée au temps de l'agir et du pâtir dans la *mimésis III* ». Selon Ricœur, le récit ne prend pleinement son sens que quand il « rencontre » son lecteur/ récepteur. C'est au moment de la *mimésis III* qu'il y aura une refiguration du monde actualisé au moment de la réception. Le passage entre la *mimésis II* et la *mimésis III* est, de ce fait, une transition entre la création du récit et sa réception. Jocelyne Arquembourg explique le rôle de la réception dans la pensée de Ricœur de la façon suivante :

En effet, la configuration narrative ne peut opérer de médiation de l'action qu'une fois activée par la lecture. Le texte qui n'est pas lu reste lettre morte. La réception du récit n'est pas envisagée par l'herméneutique de manière passive mais comme une activité d'interprétation qui parachève et complète le travail de compréhension mis en œuvre par la configuration narrative<sup>313</sup>.

C'est la raison pour laquelle nous pouvons constater que si la sémiologie s'intéressait plutôt au stade de la *mimésis II*, l'herméneutique de Ricœur parvient à tenir compte de l'amont et de l'aval du texte. Selon la définition de Ricœur, « généralisant au-delà d'Aristote, je dirai que *mimésis III* marque l'intersection du monde du texte et du monde de l'auditeur ou du lecteur »<sup>314</sup>. Chez Ricœur, l'importance de la *mimésis III* est incontestable parce que l'acte de lecture s'avère être la finalité de l'action ; il serait comme la validation du texte écrit. Ainsi, la configuration textuelle, représentée par la *mimésis II*, fait office de médiation entre la préfiguration du champ pratique (*mimésis I*) et sa refiguration par le lecteur (*mimésis III*). En ce sens, la configuration narrative de l'action se trouve entre l'action au sens pratique et la réception du récit par les lecteurs.

Toujours en cherchant à répondre à ces questions sur la médiation entre temps et récit, Paul Ricœur explicite l'avantage de la pensée herméneutique :

Une herméneutique [...] est soucieuse de reconstruire l'arc entier des opérations par lesquelles l'expérience pratique se donne des œuvres, des auteurs et des lecteurs. Elle ne se borne pas à placer *mimésis II* entre *mimésis I* et *mimésis III*. Elle veut caractériser *mimésis II* par sa fonction de médiation. L'enjeu est donc le procès concret par lequel la configuration textuelle fait médiation entre la préfiguration du champ pratique et sa refiguration par la réception de l'œuvre. Il apparaîtra corollairement, au terme de l'analyse, que le lecteur est l'opérateur par excellence qui assume par son faire – l'action de lire – l'unité du parcours de *mimésis I* à *mimésis III* à travers *mimésis II*<sup>315</sup>.

L'action racontée possède ainsi un début, un milieu et une fin et le lecteur, dans

<sup>313</sup> ARQUEMBOURG, J, *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, op. cit., p. 40.

<sup>314</sup> RICOEUR, P., op. cit., p.136.

<sup>315</sup> RICOEUR, P., *ibid.*, p. 86.

l'herméneutique ricœurienne, serait celui qui garantit l'unité du parcours. En s'appuyant sur la triple *mimésis* de Ricœur, il s'agit donc de comprendre que le récit ne se limite plus à la narration parce qu'il faut incorporer sa mise en sens dans la réception. Encore une fois, c'est principalement grâce à la *mimésis II* que nous pouvons remarquer la médiation entre l'action et son interprétation. Ainsi, l'analyse ricœurienne des récits établit un certain équilibre : elle ne met entièrement l'accent ni sur la production, ni sur la réception. C'est le processus tout entier qui est pris en compte, y compris les transitions entre chaque étape. C'est la raison pour laquelle l'approche herméneutique peut être privilégiée en ce qui concerne l'analyse des récits médiatiques. Dans ce type de configuration, le récit est envisagé comme constitutif de la réalité et la réception est entendue comme une activité de compréhension fondamentale pour l'activation du récit, et non comme un phénomène qui représenterait la passivité. Il s'avère intéressant de remarquer que, de la même manière que les médias ne sont pas de simples messagers de l'actualité – mais, au contraire, ils s'insèrent dans les sociétés de façon beaucoup plus complexe –, le récit selon la perspective ricœurienne va également bien au-delà d'une pure activité narrative.

Toutefois, l'étude des récits médiatiques basée sur l'herméneutique de Ricœur ne se fait pas sans certaines concessions. Si, d'un côté, elle permet de rendre compte de l'activité de compréhension qui se réalise par le biais de la mise en intrigue, de l'autre, selon la conception de Ricœur, faire récit consiste à conduire concrètement une situation d'un début à une fin. D'après l'auteur, encore une fois, tout récit doit être dirigé vers une fin. Toutefois, s'agissant des récits médiatiques, comment parler d'une fin qui serait connue d'avance ? Ou, autrement dit, comment entreprendre un récit dans l'ignorance de sa fin, comme c'est souvent le cas quand nous traitons des récits médiatiques ?

Dans un premier temps, il nous paraît important de souligner que, comme nous le savons, les récits contemporains s'inscrivent dans une temporalité différente de ceux traditionnels. Leur circulation se fait beaucoup plus rapidement aujourd'hui ; ils sont plus hybrides, mobiles, difficiles à saisir. Les récits, surtout les récits médiatiques actuels, ne se constituent plus comme des objets « finis », mais plutôt comme un mouvement, « *une action partagée dans les temps de l'actualité et par les acteurs de la scène publique* »<sup>316</sup>. Toutefois, les acquis et les perspectives ouverts par la théorie de Paul Ricœur peuvent toujours nous aider à les comprendre, nous semble-t-il, si nous nous permettons d'opérer certains ajustements.

Afin de répondre au questionnement que nous avons évoqué plus haut, c'est-à-dire comment parler de récits médiatiques sans une fin connue d'avance, il faut étudier les spécificités de la narrativité médiatique pour examiner comment elle constitue une activité de compréhension.

---

<sup>316</sup> LAMBERT, Frédéric et ARQUEMBOURG, Jocelyne., « Les récits médiatiques », *op. cit.*, p. 16.

L'investigation serait donc basée sur la tentative d'analyser la manière dont les médias exercent une activité de compréhension à travers la mise en intrigue (donc, comme dans le postulat de Ricœur), même si ces mises en intrigue ne se configurent pas comme une totalité, dotée d'un début, d'un milieu et d'une fin.

Il convient, tout d'abord, de souligner que, selon la théorie de Ricœur, tout récit doit combiner les deux opérations décrites plus haut, celles de *muthos* et de *mimésis*. Il doit contribuer à faire comprendre ce qui s'est passé et à construire une explication logique des événements, malgré les aspects de discontinuité qui peuvent surgir avec lui. De ce fait, le récit médiatique pourrait être considéré comme un récit dans son sens ricœurien parce qu'il est censé représenter les événements de la réalité à travers l'opération de mise en intrigue, c'est-à-dire, en donnant un ordre et en organisant des faits. En faisant cela, le récit médiatique contribue à donner *un* sens (parmi tant d'autres possibles) aux événements. Nous le savons, chaque média traitera les événements en respectant sa ligne éditoriale, ses contraintes économiques, de temps et d'autres innombrables aspects liés à la production journalistique.

Dans son article portant sur les événements dans l'information en direct, Jocelyne Arquembourg a bien délimité le rôle du récit médiatique. Selon elle, « ce qui arrive doit être nommé, décrit, expliqué, raconté. Le récit va réduire le désordre engendré par le 'saillant' de l'événement en constituant autour de lui une matrice d'intelligibilité »<sup>317</sup>. En général, il le fait en répondant aux questions clés du journalisme : Qui a fait Quoi, Quand, Pourquoi, Où, et comment ? Le récit médiatique fera ce travail d'agencement d'éléments hétérogènes et, selon la thèse de Ricœur, c'est la vision d'un tout, d'une totalité, qui est le propre du récit. Ainsi, il faut que le récit médiatique se temporalise pour qu'il puisse être qualifié de récit au sens de l'herméneutique. Dans la pratique, la synthèse de l'hétérogène rassemble et aide à donner une signification à des éléments qui sont à l'origine imprécis.

Frédéric Lambert et Jocelyne Arquembourg ont également explicité dans quelle mesure la notion de totalité est liée à celle d'accomplissement du récit. Ainsi, selon eux, c'est la fin du récit qui conduit sa dynamique narrative :

Le commencement n'y est pas l'absence d'antécédents, mais l'absence de nécessité dans la succession. Le milieu paraît défini par la simple succession mais il joue un rôle particulier : le renversement, le nouement. La fin est ce qui vient après autre chose en vertu, soit de la nécessité, soit de la probabilité, mais c'est surtout ce qui gouverne l'intrigue. Tout récit est composé à la fois en vue et au vu de sa fin. C'est la fin qui conduit la dynamique narrative chargée d'articuler les parties du récit en vertu d'une logique interne<sup>318</sup>.

La fin serait donc ce qui met un terme au récit en apportant en même temps le sens

<sup>317</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne, « L'événement dans l'information en direct et en continu. L'exemple de la guerre du Golfe », *Réseaux*, volume 14, n°76, 1996. Le temps de l'événement II. p. 32.

<sup>318</sup> LAMBERT Frédéric et ARQUEMBOURG Jocelyne., « Les récits médiatiques », *op. cit.*, p. 14.

d'aboutissement. Elle ne peut être déterminée qu'a posteriori, mais, en même temps, quand il s'agit du récit médiatique, elle peut être provisoire. Comme cela a été souligné par Arquembourg quelques années plus tard, « de nouvelles fins peuvent toujours ressurgir qui confèrent à l'événement un éclairage différent. La fin des récits médiatiques n'est donc une fin que jusqu'à nouvel ordre. Mais c'est sur ces fins, pour provisoires qu'elles soient, que des récits peuvent prendre appui »<sup>319</sup>. Dans son article, l'auteure fait la différence entre deux types de récits : les récits accomplis et les récits émergents. Les premiers opèrent un retour sur des faits et sont ainsi orientés vers un passé ; les seconds rendent compte de l'actualité et, de ce fait, sont orientés vers le futur et l'horizon d'un récit à venir.

De toute façon, le rôle du récit médiatique consisterait à trouver l'enchaînement causal qui a contribué au surgissement de l'événement. En réalité, le tout configuré serait capable de substituer le « désordre réel » en établissant un ordre causal qui, pour donner une signification aux faits regroupés, leur confère un enchaînement. Ainsi, comme le dit Ricœur, du l'« un après l'autre », nous passons au l'« un à cause de l'autre » et le récit médiatique essaie de cette façon d'expliquer ce qui s'est passé aux lecteurs.

C'est pourquoi la question temporelle s'avère également centrale dans l'étude des récits médiatiques. En réalité, le récit journalistique doit se caractériser par un mélange temporel, un va-et-vient, où le passé, le présent et le futur sont invités à apparaître. Il est vrai, c'est en partant du présent que le récit médiatique propose également une réflexion sur le passé, (quand, par exemple, il s'interroge sur les causes de cet événement), et sur le futur, quand il s'agit d'évaluer les conséquences de celui-ci. Encore une fois, nous pouvons remarquer que l'herméneutique de Ricœur donne la possibilité d'analyser le récit dans toute sa complexité : ce que le récit a en propre c'est son caractère mobile, changeant.

Arquembourg explique l'avantage de l'approche ricœurienne dans l'étude des récits médiatiques de la façon suivante :

L'apport indiscutable de l'herméneutique à l'analyse des récits consiste à faire d'eux une activité de compréhension qui s'affranchit de la clôture sémiotique. Le récit n'y est pas seulement défini en fonction de caractéristiques structurelles ou formelles. Il n'est plus un objet symbolique clos, détaché de tout ancrage dans le vécu des sujets qui entreprennent sa narration ou se l'approprient dans sa réception. En fait, **l'herméneutique déborde le récit comme objet d'analyse en soi, pour interroger ce qui s'accomplit dans, ou au travers du récit.** Depuis cet écart, il devient possible d'interroger l'acte de raconter d'une manière différente de celle qu'effectue l'analyse de l'énonciation. Il ne s'agit pas de repérer la situation, à chaque fois particulière, d'où s'énonce le récit, mais l'opération de compréhension du réel et la médiation qui s'accomplissent grâce à lui<sup>320</sup>.

<sup>319</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne, « Les enjeux politiques des récits d'information : d'un objet introuvable à l'institution d'un monde commun », *Quaderni*, n° 74, 2011, p 38.

<sup>320</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne. *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, op. cit., p. 38.

Véritablement, l'activité narrative des médias consiste à rassembler des éléments hétérogènes, captés à travers différentes « voix », pour faciliter la compréhension des individus de tel ou tel sujet ou événement. Les récits médiatiques constituent, ainsi, une manière d'organiser les éléments hétérogènes d'un événement et sont en même temps un facilitateur pour que le public parvienne à les comprendre.

Ainsi, nous pouvons étudier cette caractéristique consistant à donner un ou plusieurs sens aux événements qui surviennent et nous concernent comme l'une des fonctions du récit médiatique, en même temps ce serait également la raison pour laquelle nous pouvons les considérer véritablement comme des récits.

Néanmoins, il est important de souligner qu'il existe une autre difficulté concernant l'étude des récits médiatiques liée au fait que nous ne trouverons nulle part un événement complet dans les médias. Cela s'explique parce que l'événement est parfois plus complexe qu'il n'y paraît et qu'il implique un réseau de raisonnements beaucoup plus important que celui proposé par les médias en général. Pourtant, c'est la mise en récit qui permet de rendre les événements compréhensibles. Selon l'herméneutique de Ricœur, raconter c'est rendre intelligible un réel qui ne l'est pas *a priori*, ni non plus en lui-même. Par conséquent, un récit sert à comprendre et l'acte de raconter consiste à assembler l'hétérogène et à unifier le divers dans une description ; enfin, raconter c'est expliquer parce que pour raconter un fait réel, le journaliste est obligé non seulement de le narrer, mais également de l'interpréter, l'expliquer, le justifier, de le rendre saisissable au public. En fin de compte, toutes ces opérations sont des jugements internes aux récits journalistiques qui joueront un rôle déterminant pour la manière dont le public va percevoir la réalité.

À ce sujet, Marc Lits explique que les récits médiatiques nous aident à construire une image de la société, donc de nous-mêmes, ce qu'indiquait également la définition des médias donnée par Vera França en début de chapitre. Dans son livre, Lits ajoute une comparaison intéressante accompagnée d'une réflexion sur la responsabilité du discours médiatique. Il affirme que l'« on pourrait considérer que le récit médiatique est le discours mythique d'aujourd'hui, dans la mesure où c'est lui qui fonde nos croyances et nos représentations. Dès lors, la responsabilité du journaliste, du communicateur, est fondamentale dans notre société médiatique »<sup>321</sup>. Nous retrouvons donc la double fonction caractéristique des récits selon Ricœur, évoquée précédemment, à savoir la fonction pratique selon laquelle le récit détermine le comportement des individus et sa fonction mythique de corroborer les croyances du groupe.

Ainsi, les médias endossent une activité de compréhension collective et c'est en raison de cet aspect que les récits médiatiques peuvent être étudiés en tant que récit selon l'herméneutique de

---

<sup>321</sup> LITS, Marc. *Du récit au récit médiatique*, op. cit., p. 193.

Ricœur. Arquembourg explique que l'activité narrative met en œuvre des opérations de compréhension qui produisent des modèles de connexion et d'ascription : « des modèles de connexion, car il s'agit toujours de relier des agents, des motifs, des buts, dans des circonstances, avec des conséquences, etc. ; des modèles d'ascription, car ce qui est en jeu consiste à dire le qui de l'action ou de l'événement »<sup>322</sup>. Ainsi, la narrativité médiatique est circulatoire et relie les individus entre eux tout en les reliant à un monde commun d'expériences et de valeurs partagées. En étudiant ce qu'Arquembourg a appelé le revers du récit, nous pouvons mieux comprendre le monde et la forme des relations reliant ses membres. Elle écrit : « Le monde physique ou social que les récits d'information objectivent donne à lire sur son envers les modes de compréhension dont il a fait l'objet »<sup>323</sup>.

#### **IV. Le courant pragmatiste de la communication et les enseignements de John Dewey**

*« Les défauts de la démocratie ne peuvent être corrigés que par plus de démocratie »<sup>324</sup>*

Un autre auteur très important pour notre recherche est le philosophe américain John Dewey. Comme le souligne la chercheuse Joëlle Zask, parmi les fondateurs du courant pragmatiste (Charles Sanders Peirce, William James, George Herbert Mead, etc.), Dewey serait le seul à avoir fait des relations sociales le nœud principal de sa réflexion, en démontrant que l'individuel ne va pas sans le social. Zask déclare en effet que :

De même que l'individu ne réalise ses potentialités qu'en recourant aux éléments qui lui sont transmis par la société dans laquelle il vit, une société ne se réalise qu'en mutualisant les apports des individus, qui agissent et réagissent les uns par rapport aux autres. Plus les institutions laissent de jeu et de liberté aux processus d'individuation, plus les individus sont accomplis ; réciproquement, plus les individus sont accomplis, plus ils sont attachés aux conditions qui ont favorisé leur libre expérimentation et meilleures sont les institutions [Dewey, 1930a]. Les qualités individuelles et sociales dépendent les unes des autres.<sup>325</sup>

Ainsi, comme nous pouvons le constater, c'est toujours en considérant l'influence réciproque de l'individuel et du social qu'il serait possible de surmonter les dysfonctionnements collectifs d'une société. Il est donc clair que le philosophe américain a mené une réflexion purement politique en se consacrant à l'étude des questions liées à la démocratie, des différences entre public et privé et du concept d'expérience, entre autres thématiques. Dans le cadre de cette recherche, nous

<sup>322</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne, « Les enjeux politiques des récits d'information : d'un objet introuvable à l'institution d'un monde commun », *op. cit.*, p. 41.

<sup>323</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne. *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, *op. cit.*, p. 175.

<sup>324</sup> DEWEY cité dans ZASK, 2015, *Introduction à John Dewey*, La Découverte, Paris, p. 99.

<sup>325</sup> ZASK, Joëlle. « I. La philosophie sociale : son sens, sa fonction », Joëlle Zask éd., *Introduction à John Dewey*. La Découverte, 2015, p. 7.



allons réfléchir surtout à ces trois notions examinées par Dewey afin d'analyser de plus près, ensuite, comment le problème de la sécurité publique à Rio a été présenté aux lecteurs d'*O Globo* dès lors que le récit médiatique traite des Unités de Police Pacificatrices. De plus, nous serons également attentifs à savoir comment cette relation entre l'individuel et le social, décrite par Dewey, a été mise en avant par le quotidien brésilien et quelles pistes ou indices sur le fonctionnement de la démocratie brésilienne nous pouvons en tirer en nous appuyant sur les enseignements du philosophe américain.

#### IV. 1 L'expérience et l'enquête

C'est à partir du concept d'expérience que nous parvenons en effet à comprendre la pensée de Dewey : « Le pragmatisme de John Dewey est un expérimentalisme », écrit G r me Truc<sup>326</sup>. Le sociologue français ajoute :

Une action dont on ne considère pas les conséquences ne nous livre en elle-même aucun enseignement. Et les conséquences sont dépourvues de signification tant qu'elles ne sont pas rapportées à l'action qui en est l'origine. L'ensemble constitué par l'action et ses conséquences, seul, constitue une *expérience*<sup>327</sup>.

Ainsi, il est intéressant de remarquer que dans la pensée de Dewey, nous retrouvons la relation de réciprocité entre individuel et social et le va-et-vient temporel entre passé, présent et futur (quand il s'agit de relier les actions à leurs conséquences) observé à plusieurs reprises et chez différents auteurs étudiés dans cette étude.

En analysant le travail du philosophe américain, Olivier Voirol explique que, selon Dewey, l'expérience évoque l'interaction entre les hommes et leur environnement, celle-ci pouvant revêtir diverses formes. Voirol explique que « l'expérience décrit une forme d'interaction continue entre les êtres humains et leur environnement, incluant non seulement l'activité réflexive mais aussi les sens, la perception, le faire et l'action (Dewey, 1981) »<sup>328</sup>. Cela gagne de l'ampleur quand nous nous souvenons que, pour le pragmatisme, le monde n'est pas un donné ; il est « *in the making* », processus qui peut se caractériser par l'expérimentation (des expériences qui interagissent continuellement les unes sur les autres). Le chercheur Thierno Barry explique que : « Dans la vision pragmatiste, l'expérience que nous faisons des problèmes procède de notre interaction avec le milieu social. Toute expérience n'est possible qu'à condition que nous puissions être dans un rapport au monde, à un monde précis dont elle est le résultat »<sup>329</sup>. Encore une fois, le lien entre le social et

<sup>326</sup> DEWEY, John (introduit par TRUC G r me et traduit par SAINT-GERMIER Pierre et TRUC G r me), « La réalité comme expérience », *Traces*, 9 « Expérimentation », 2005, p. 83.

<sup>327</sup> *Ibid.*

<sup>328</sup> VOIROL, Olivier. « Pluralité culturelle et démocratie chez John Dewey », *Hermès, La Revue*, vol. 51, no. 2, 2008, p. 24.

<sup>329</sup> BARRY, Thierno. De l'événement scientifique des "manipulations génétiques" au problème des OGM: une

l'individuel est nettement marqué. Selon le pragmatisme, la façon dont nous nous rendons compte et expérimentons les problèmes est liée à notre environnement social, à notre rapport au monde.

En réalité, ce que John Dewey signale, c'est que la réalité elle-même doit être conçue *comme* expérience :

Chaque expérience, parce qu'elle est incomplète, en appelle d'autres, qui la vérifient et ce faisant, la complètent. La réalité est donc de part en part expérimentale : *seule* la multiplication des expériences, « l'accumulation des détails », peut nous permettre de connaître d'une manière toujours plus complète la réalité du monde qui nous entoure. Suivant une « logique » expérimentale, la réalité est toujours en « transformation-vers », en changement et production perpétuels. [...] La réalité est toujours ouverte et inachevée<sup>330</sup>.

La réalité et le monde sont ainsi dans un « *in the making* » continu étant donné qu'ils se trouvent toujours en transformation. Néanmoins, au cours de la vie, la continuité de l'expérience peut être brisée, ce qui serait évident, du fait qu'il s'agit là d'un processus en constante mutation – se faisant, se défaisant et se refaisant au cours des activités sociales. Par conséquent, les imprévus et les ruptures de routines font émerger des situations problématiques et une scission dans l'expérience, comme l'explique Voirol : « Ces troubles subis occasionnent une scission dans l'expérience, qui incite les sujets à agir pour reconstruire une continuité expérientielle par la recherche de solutions : ce processus d'interrogation prend la forme d'une 'enquête sociale' »<sup>331</sup>. Cela veut dire qu'une enquête sociale doit être mise en place pour que le flux de l'expérience humaine puisse à nouveau retrouver sa cohésion et sa liberté. En fin de compte, c'est en essayant de résoudre ces problèmes que se constitue un espace commun.

La notion d'enquête se configure, ainsi, comme l'un des points fondamentaux dans le pragmatisme deweyen. Louis Quéré résume la théorie de l'enquête de la manière suivante :

L'enquête est un ensemble d'opérations faites ou à faire pour lever un doute, fixer une croyance (c'est-à-dire une disposition à agir, ou une habitude d'action) ou résoudre une situation problématique (parce qu'incertaine, instable, confuse ou conflictuelle). Certaines de ces opérations sont matérielles, car il faut modifier les conditions existantes pour identifier et résoudre la situation, ce que fait l'expérimentation par exemple ; d'autres, celles du raisonnement, du calcul ou du jugement, par exemple, sont faites sur et avec des symboles<sup>332</sup>.

L'enquête peut donc être matérielle ou, dans un autre sens, s'appuyer davantage sur des symboles. Et c'est ici que nous retrouvons l'enquête sociale, pour laquelle la compréhension est une affaire de mise en ordre, d'agencement de faits. En réalité, Dewey explique que c'est seulement à partir du moment où nous mettons en ordre les faits et que nous voyons leur portée, c'est-à-dire que

---

approche pragmatiste de la constitution de la dangerosité des OGM comme problème public au prisme de sa médiatisation télévisuelle (1953-2012), thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle, 2017, p. 63.

<sup>330</sup> DEWEY, John (introduit par Truc Gêrôme et traduit par SAINT-GERMIER Pierre et TRUC Gêrôme), « La réalité comme expérience », *op. cit.*, p. 86.

<sup>331</sup> VOIROL, Olivier. « Pluralité culturelle et démocratie chez Dewey », *op. cit.*, p. 24.

<sup>332</sup> QUÉRÉ, Louis, « Regards croisés (Herméneutique/Pragmatisme) sur la méthode de l'enquête sociale », *Champ social, Forum*, vol. numéro hors-série, no. 4, 2017, pp. 37-38.

nous comprenons les relations qui existent entre eux et le problème auquel ils donnent lieu, que nous pouvons comprendre en définitive les faits sociaux.

Joëlle Zask a également consacré une partie de son travail au sujet de l'enquête. Cette auteure précise que « l'enquête, comme toute expérience en général, consiste à transformer une situation d'abord insoluble ou problématique en une situation dont les éléments sont mis en relation les uns avec les autres de telle manière qu'il est possible d'en extrapoler des corrélations stabilisées de changements prévisibles »<sup>333</sup>. L'enquête s'avère donc nécessaire pour que le public puisse mettre fin à une situation problématique le concernant directement ou indirectement, c'est-à-dire une situation qui a brisé la continuité des expériences. Elle est donc le principal outil de régulation des activités sociales problématiques. Zask ajoute que « dans la mesure où l'enquête ne peut être conclue qu'en évaluant dans quelle mesure les effets des activités de vérification valident ou au contraire infirment ses prémisses, enquêter et transformer la réalité sociale sont une seule et même chose »<sup>334</sup>. C'est la raison pour laquelle l'enquête, qu'elle soit fondée concrètement sur l'expérimentation ou, au contraire, sur le raisonnement ou le jugement, est une manière de transformer la réalité sociale selon le Pragmatisme de Dewey.

Ainsi, dans le cadre de cette thèse, si nous suivons la réflexion proposée par Dewey, nous pouvons nous rendre compte que le langage a une fonction constitutive qui réside dans le fait de restituer les causes et les effets des événements. C'est pourquoi la notion d'enquête sociale, capable de mettre en ordre et d'agencer les faits pour faciliter la compréhension du public sur une situation problématique, nous est essentielle.

#### **IV.2 Le public, le privé et la démocratie**

Comme nous venons de le voir, étant donné son attachement au courant pragmatiste, dans la pensée de Dewey l'accent doit être mis sur les conséquences et non sur les causes hypothétiques d'une action. En ce qui concerne la différenciation entre ce qui est public et ce qui est privé, selon l'auteur, c'est à partir du moment où les conséquences affectent *indirectement* les individus qu'un problème devient public. Nous soulignons le terme « indirectement » parce que Dewey fait la distinction entre les conséquences directes, c'est-à-dire celles qui touchent ceux qui sont directement impliqués dans une activité quelconque et celles indirectes, susceptibles d'affecter d'autres personnes non directement impliquées dans leur production. C'est la raison pour laquelle l'auteur définit le public de la manière suivante : « le public consiste en l'ensemble de tous ceux qui sont

---

<sup>333</sup> ZASK, Joëlle, « III. De l'expérience à l'enquête : les enjeux de l'interactionnisme », Joëlle Zask éd., *Introduction à John Dewey*. La Découverte, 2015, p. 55.

<sup>334</sup> ZASK, Joëlle, « IV. L'enquête sociale », Joëlle Zask éd., *Introduction à John Dewey*. La Découverte, 2015, p. 87.

tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ces conséquences »<sup>335</sup>.

Comme cela a été souligné plus haut, la meilleure manière de « veiller à ces conséquences » est de mettre en place une enquête dont les résultats doivent toujours être rendus publics. « Il ne peut y avoir un public sans une publicité complète à l'égard de toutes les conséquences qui le concernent »<sup>336</sup>. Le philosophe explique que « la tâche essentielle du public est d'assurer un mouvement de passage entre les situations sociales problématiques et les actes de réglementation politique. Elle est donc d'identifier son intérêt »<sup>337</sup>.

Ainsi, la démocratie, régime politique capable de s'adapter continuellement au développement d'individualités toujours nouvelles, correspond à ce processus exploratoire dont l'objectif serait de trouver des solutions aux problèmes qui sont apparus. Et, du fait que le monde et la réalité s'insèrent dans un processus de changement continu (« *in the making* »), ces problèmes et ces solutions émergent également continuellement. Joëlle Zask souligne que c'est en participant à la vie publique et collective que l'individu s'érige en tant qu'individu : « En s'engageant dans la vie publique, l'individu renoue le fil de ses expériences et se reconstruit lui-même. En coopérant à l'enquête, il reconstitue un terreau d'expériences sociales sans lesquelles il ne pourrait que s'atrophier. La vie publique n'est ni supérieure ni inférieure à la vie privée »<sup>338</sup>. En définitive, les contributions de chaque individu marqueront non seulement la société dont il fait partie mais (aussi) l'individu lui-même. C'est la raison pour laquelle nous pouvons considérer que, d'après Dewey, une véritable démocratie est nécessairement plurielle. Les contributions de chaque participant devraient, ainsi, inscrire leurs marques et laisser des traces diverses. À nouveau, nous faisons appel à Zask pour expliquer l'idée : « Contrairement à l'action privée, l'action publique ne consiste donc pas à se gouverner soi-même ; elle gouverne les actions d'autrui »<sup>339</sup>.

Cependant, il faut attirer l'attention sur le fait que pour Dewey, ainsi que pour d'autres auteurs mentionnés dans ce travail, la démocratie n'est pas donnée en elle-même. Il ne s'agit pas d'une institution stable et pérenne. Pour preuve, l'auteur évoque l'expérience du nazisme pour démontrer qu'il faut se débarrasser des idées qui nous font croire que les conditions démocratiques se maintiennent par elles-mêmes, automatiquement, ou qu'il suffit d'avoir une Constitution comme garantie. Selon lui, en réalité, il faut que la démocratie dépasse le politique ; il faut qu'elle devienne

---

<sup>335</sup> DEWEY, John., *Le public et ses problèmes*, Gallimard, coll. «Folio Essais», 2010, p. 95.

<sup>336</sup> *Ibid.*, p. 264.

<sup>337</sup> *Ibid.*, pp. 58-59.

<sup>338</sup> ZASK, Joëlle, « V. L'organisation démocratique du public », Joëlle Zask éd., *Introduction à John Dewey*. La Découverte, 2015, p. 100.

<sup>339</sup> ZASK, Joëlle, *Ibid.*, p. 95.

« la chair et le sang des gens dans la conduite quotidienne de leur vie » ; « à moins que les habitudes démocratiques de pensée et d'action ne fassent partie de la fibre d'un peuple, la démocratie politique n'est pas sûre. Elle doit être soutenue par la présence de méthodes démocratiques dans toutes les relations sociales »<sup>340</sup>. De ce fait, nous comprenons que la démocratie, selon l'approche proposée par Dewey, va au-delà d'une définition formelle parce qu'elle se fonde sur une dynamique d'action qui se fait et se refait continuellement. C'est la raison pour laquelle nous pouvons considérer que, selon la pensée de Dewey, enquêtes sociales, publicité – au sens des conditions de visibilité – et démocratie deviennent inséparables.

En fin de compte, en analysant la tâche première du public selon cette proposition pragmatiste de Dewey, nous pouvons comprendre la différence entre cette conception et celle de Jürgen Habermas dans l'espace public. Alors que, d'après ce dernier, la fonction du public consisterait à résister aux abus de la domination politique, selon Dewey, l'essence du public est de s'identifier lui-même, de découvrir qui il est, se trouver. Il appartient donc à ce public actif de découvrir les facteurs de sa propre apparition, d'identifier ses intérêts communs, de recruter des mandataires et de les surveiller ensuite. Zask résume ce processus de la façon suivante : « Au sens passif, le public est l'ensemble des personnes dont la liberté d'agir est menacée par les effets indirects d'activités auxquelles elles ne participent pas ; et au sens actif, le public est dévolu à rétablir cette liberté par un ensemble ordonné et cohérent d'activités »<sup>341</sup>. Enfin, une vraie démocratie est un gouvernement *par* le peuple, c'est-à-dire dans lequel il existe une participation effective du public.

## **V. L'herméneutique et le courant pragmatiste de la communication : une rencontre possible ?**

Alors, si nous parlons de narration, d'action et de jugement, nous pouvons constater qu'il existe des points communs entre les approches pragmatiste et herméneutique étant donné que toutes deux considèrent l'activité narratrice comme une opération de jugement et rattachent l'action de juger à celle de déterminer le réel. En effet, selon Dewey, juger, qu'il théorise sous le concept d'enquête sociale, c'est déterminer : « *le jugement est la transformation d'une situation antécédente existentiellement indéterminée ou troublée en une situation déterminée* »<sup>342</sup>. Ainsi, l'opération de jugement par le biais du récit va au-delà de la mise en ordre du réel car elle confère également un

<sup>340</sup> DEWEY, 1937a, p. 225 citée dans ZASK, Joëlle, « I. La philosophie sociale : son sens, sa fonction », *op. cit.*, p. 9.

<sup>341</sup> ZASK, Joëlle. « Pourquoi un public en démocratie ? Dewey versus Lippmann. Présentation des textes de Walter Lippmann, « Le public fantôme » (1925) et de John Dewey, « Le public et ses problèmes » (1927) », *Hermès, La Revue*, vol. 31, no. 3, 2001, p. 65.

<sup>342</sup> DEWEY, John, *Logique – la théorie de l'enquête*, Présentation et traduction de GERARD DELEDALLE. Presses Universitaires de France, 2ème édition, 1993, Paris.p. 297.

sens et une valeur à ce qui est rapporté. Dans un article récent, pour expliquer la pensée de Dewey, Louis Quéré déclare :

Dewey a une conception 'conséquentialiste' de la compréhension et de l'interprétation : comprendre c'est prendre des choses ensemble, saisir quelles relations réciproques elles entretiennent et quelles conséquences sont entraînées par ces relations ou produites par leurs interactions. [...] le *sens* des choses réside dans les conséquences qu'elles produisent quand elles sont en interaction avec d'autres choses spécifiques.<sup>343</sup>

Comme nous l'avons vu précédemment, le récit est une opération d'alignement temporel, en assemblant des occurrences entre elles et en limitant des périodes à l'effet d'une fin. La question se complexifie si nous considérons encore deux choses : tout d'abord, que les récits sont l'une des résultantes du travail d'enquête et de jugement, mais aussi que l'activité narrative est toujours liée à la personne qui l'exécute. Dans un récit médiatique, nous retrouvons donc le travail d'élucidation, d'enquête et la tentative de compréhension du réel de la part du journaliste, en essayant de « mettre en ordre » ce qui est arrivé. Cependant, la tentative de conférer aux occurrences leur juste place est, selon Dewey, une affaire de jugement. Ricœur y ajoute la capacité à attribuer un sens à ce qui est mis en récit et conclut finalement qu'un récit ne peut jamais être neutre. Jocelyne Arquembourg va dans la même direction en affirmant que l'opération de mise en récit est tout à la fois une opération de détermination du réel, une explication et un jugement moral. Pour la chercheuse, les débuts et les fins des récits ne sont jamais des absolus. Ils relèvent, en vérité, d'un travail d'enquête : « Les débuts et les fins sont relatifs à l'intention objective posée à l'enquête par la qualité problématique d'une situation donnée »<sup>344</sup>.

Ainsi, nous pouvons remarquer qu'aussi bien chez John Dewey que d'après Paul Ricœur, la compréhension narrative serait capable de transformer cette compréhension initiale d'un événement en lui imprimant une dynamique. Selon ces deux auteurs, le récit s'offre comme une architecture temporelle dans laquelle serait assignée une place à des occurrences en fonction d'une dynamique orientée vers une fin. Comme le souligne Arquembourg :

Il importe de compléter ce que l'approche des récits comme jugements temporels comporte d'un peu trop statique (délimitation de tours, cycles, intervalles etc.) par une appréhension plus dynamique de la narration. Lorsque Paul Ricœur distingue trois niveaux de mimésis de l'action, il insiste sur le fait que le deuxième niveau, qui concerne à proprement parler les opérations de mise en intrigue, n'est pas « calé » entre un amont et un aval mais conduit de cet amont à cet aval<sup>345</sup>.

De ce fait, le sens même de l'opération de mise en intrigue résulte de sa position intermédiaire entre *mimésis I* et *mimésis III*. En effet, c'est la *mimésis II* qui accorde la dynamique temporelle nécessaire pour organiser les éléments comme une totalité, c'est-à-dire en reliant une

<sup>343</sup> QUÉRÉ, Louis, « Regards croisés (Herméneutique/Pragmatisme) sur la méthode de l'enquête sociale », *op. cit.*, p. 37.

<sup>344</sup> DEWEY *cité dans* ARQUEMBOURG, 2005, p. 32.

<sup>345</sup> ARQUEMBOURG, Jocelyne, « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *op. cit.*, p. 35.

situation initiale à une situation finale – sans oublier d’articuler les épisodes intermédiaires. Et cela n’est pas simplement une opération de juxtaposition. En réalité, le modèle de connexion qu’est le récit relie ces éléments par des liens de causalité, autrement dit, les uns à cause des autres.

Enfin, un autre aspect que nous semble intéressant à souligner c’est le rôle des médias dans le travail de Dewey. Si, selon lui, le commun survit grâce au partage des expériences, les médias constituent donc un moyen d’ouvrir la communication et d’élargir le contact entre les membres d’une collectivité. À son époque, l’auteur insistait principalement sur le rôle de la presse pour garantir la pluralité des points de vue. En produisant des récits sur des situations troublées, le journalisme procède à des enquêtes capables d’ouvrir un espace de communication où convergent des expériences. Plus la culture médiatique est hétérogène, plus la capacité d’individuation des membres de la communauté est grande, et plus le domaine commun serait riche. Olivier Voirol explique que « selon cette conception, les médias figurent parmi les conditions de la démocratie car ils rendent possible la commune rencontre des expériences à l’aune de laquelle se déploie l’individuation des entités qui l’alimentent »<sup>346</sup>. Mais pour que cela soit possible, il faut que l’enquête journalistique soit traitée de manière plurielle. Est-ce toujours le cas ?

En ce sens, c’est en prenant en compte la relation de réciprocité évoquée à plusieurs reprises dans ce travail entre média et société que nous analyserons, dans les pages qui suivent, les récits médiatiques du journal *O Globo* portant sur la politique de sécurité publique liée aux Unités de Police Pacificatrice. De plus, c’est en nous appuyant sur certains aspects des travaux de Dewey et Ricœur (explicités dans ce chapitre) que nous pourrions également interroger, dans notre partie d’analyse, comment s’établit cette relation de *cause-effet* quand nous regardons les récits médiatiques d’*O Globo* qui traitent de l’occupation policière dans les favelas.

---

<sup>346</sup> VOIROL, Olivier, « Pluralité culturelle et démocratie chez Dewey », *Hermès, La Revue*, vol. 51, no. 2, 2008, p. 27.



## Chapitre 5 : Les discussions autour de la notion de *cadre*

Dans le chapitre précédent, nous avons présenté quelques arguments afin de démontrer pourquoi l'étude des récits médiatiques s'avère importante et clarificatrice de nos jours. Dans ce chapitre, notre intention sera d'explicitier comment sont présentés les reportages sur la violence à Rio de Janeiro et de quelle manière nous avons procédé pour analyser les récits autour des Unités de Police Pacificatrice (UPP). Si le mot « texte » renvoie à l'idée de tissu<sup>347</sup>, donc à quelque chose qui est produit à partir du croisement des fils, notre objectif ici serait de comprendre quelles sont les idées qui ressortent plus fréquemment quand nous étudions les récits médiatiques sur les UPPs ou, autrement dit, quelles sont les diverses visions de ces différents croisements que nous pouvons mettre en relief.

Il est évident que nous devons interpréter et étudier un texte en prenant en compte le contexte dans lequel il est présenté et en dialoguant avec la réalité et les autres discours qui en font partie. Néanmoins, comme cela a été démontré tout au long de ce travail, les systèmes d'exclusion agissent de manière à considérer certains discours plus légitimes que d'autres en écartant, parfois, presque toutes les autres possibilités d'interprétation. En suivant cette ligne de raisonnement, si nous nous concentrons sur notre objet d'étude, nous pouvons dès lors nous demander qui sont les personnes qui détiennent la parole (et le pouvoir) quand nous examinons les récits médiatiques qui traitent de la violence, qui sont ceux qui apparaissent fréquemment comme représentant « les discours de vérités », et, d'autre part, qui sont ceux fréquemment mis de côté.

Le sociologue Erving Goffman a développé le concept de *cadre* (ou *frame* en anglais) qui, à partir des années 1980, a influencé plusieurs recherches dans le domaine de la communication (Tuchman, Gitlin, Gamson, Entman, Mouillaud, Van Gorp, Porto, etc.)<sup>348</sup>. Dans sa perspective, Goffman expliquait qu'il était question de s'intéresser à ce dont un individu est conscient à un moment donné. Ainsi, utilisée en guise d'outil théorique capable de saisir les dimensions symbolique et interprétative des relations sociales, la notion de cadre développée par Goffman a également conquis une place dans les études sociologiques, politiques et communicationnelles.

Apparue pour la première fois dans l'ouvrage *Frame Analysis: a Essay on the*

<sup>347</sup> « Texte » est issu du mot latin « textum », dérivé du verbe « texere » qui signifie « tisser ».

<sup>348</sup> À ce sujet, voir par exemple : ENTMAN, Robert M., *Projections of power - Framing news, public opinion, and U.S. Foreign Policy*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 2004; VAN GORP, Baldwin., « Where is the Frame?: Victims and Intruders in the Belgian Press Coverage of the Asylum Issue », in *European Journal of Communication* 2005; 20; pp. 484-507 ; TUCHMAN, Gaye. *Making News: A Study in the Construction of Reality*. The Free Press, New York, 1978.

*Organization of Experience*, publié en anglais en 1974, la proposition du chercheur canadien était liée à l'idée de construire une sociologie du quotidien, visant à comprendre la façon dont les individus organisent leurs expériences et leur attribuent un sens. Le point de départ du sociologue est celui du pragmatisme de William James<sup>349</sup>. C'est la raison pour laquelle, chez Goffman, la question clé n'était pas « qu'est-ce que la réalité ? » mais plutôt « dans quelles circonstances pensons-nous que les choses sont réelles ? ». Au tout début de son livre, l'auteur déclare :

J'essaie de perpétuer la tradition inaugurée par le célèbre chapitre de William James, « la perception de la réalité » [...] Lorsqu'il est question de réalité, ce qui importe, dit-il, c'est la conviction qu'elle entraîne sur sa qualité particulière, conviction qui contraste avec le sentiment que certaines choses sont privées de cette qualité. On peut alors se demander quelles sont les conditions dans lesquelles se produit une telle impression, et cette question est liée à un problème précis qui tient non pas à ce que l'appareil prend en photo mais à l'appareil lui-même<sup>350</sup>.

Ainsi, la notion de *frame* fait référence à plusieurs cadres interprétatifs qui permettent aux individus de percevoir, d'identifier et de répertorier les informations et les événements à partir d'un catalogue de connaissances qu'ils possèdent déjà. Pour Goffman, les cadres aident à comprendre la manière dont l'individu est impliqué subjectivement dans une situation sociale donnée. Cela veut dire qu'il n'est pas envisagé comme un concept sur l'organisation de la structure sociale en elle-même ; les cadres nous aident à structurer les expériences et à leur donner un sens. Michel Dartevelle, l'un des traducteurs du livre de Goffman en langue française, explique qu'en réalité, selon la théorie de Goffman, les cadres auraient une double dimension : « une dimension cognitive (quel sens) et une dimension opératoire (quel engagement, c'est-à-dire quel rapport à autrui, à soi-même et aux qualités requises dans l'action, et quel rapport à l'action) »<sup>351</sup>.

Plus loin dans son ouvrage, Goffman explique ainsi son raisonnement :

Nous nous servons abondamment du terme de « cadre » tel que l'entend Bateson. Je soutiens que toute définition de situation est construite selon des principes d'organisation qui structurent les événements – du moins ceux qui ont un caractère social – et notre propre engagement subjectif. Le terme de « cadre » désigne ces éléments de base. L'expression « analyse de cadres » est, de ce point de vue, un mot d'ordre pour l'étude de l'organisation de l'expérience<sup>352</sup>.

---

<sup>349</sup> Goffman évoque le chapitre « La perception de la réalité », publié pour la première fois dans *Mind*, en 1869.

<sup>350</sup> GOFFMAN, Erving. *Les cadres de l'expérience*, Traduction d'Isaac Joseph avec Michel Dartevelle et Pascale Joseph, Editions de minuit, 1991, Paris, p. 9.

<sup>351</sup> DARTEVELLE, M., « Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience* », In: *Sociologie du travail*, 35<sup>e</sup> année n°1, Janvier-mars 1993. Dossier-débat. Systèmes productifs : les modèles en question. p. 123.

<sup>352</sup> GOFFMAN, Erving, *Les cadres de l'expérience*, op. cit., p. 19.

Ainsi, comme nous pouvons le remarquer, dans *Frame Analysis*, Goffman fait appel au concept de cadre développé par Gregory Bateson afin d'étudier dans quelles circonstances les individus considèrent une situation comme quelque chose de réel. Autrement dit, de quelle manière ces individus définissent la réalité en insistant sur certains éléments et en en écartant d'autres. En vérité, Bateson crée une première définition du terme « cadre » à partir de l'observation de l'interaction entre les animaux dans un parc zoologique à San Francisco. Il explique qu'il a vu deux jeunes singes en train de jouer et que leurs actions étaient semblables (mais non identiques) à celles d'un combat.

Tout de suite, Bateson souligne que même pour un observateur humain, il était évident que pour les singes participant à l'activité il s'agissait d'un jeu, d'un « non-combat » pour de vrai. Il explique alors que ce phénomène ne pourrait se produire que si les participants (en l'occurrence les singes) étaient capables d'un certain degré de méta-communication, c'est-à-dire de comprendre les signaux portant le message « c'est une blague », « ce n'est pas un vrai combat », « c'est pour rigoler, ce n'est pas une vraie dispute ». Ce message serait ainsi *le cadre* qui permettrait de comprendre, pour de vrai, ce qui se passe à ce moment précis – même si les signaux envoyés l'un à l'autre semblent nier ce message.

C'est la raison pour laquelle Goffman précise que son idée de départ, étant donné qu'il s'inspire du travail de Bateson, est la suivante :

Une chose qui dans certaines circonstances peut se présenter comme la réalité peut en fait être une plaisanterie, un rêve, un accident, un malentendu, une illusion, une représentation théâtrale, etc. J'aimerais attirer l'attention sur le sens des circonstances et sur ce qui le soumet à des relectures multiples<sup>353</sup>.

Pour expliquer la démarche goffmanienne, le chercheur brésilien Mauro Porto précise que :

Goffman définit les cadres comme les principes organisationnels qui régissent les événements sociaux et notre implication dans ces événements. Selon l'auteur, nous avons tendance à percevoir les événements et les situations selon des cadres nous permettant de répondre à la question : « Que se passe-t-il ici ? » Dans cette approche, le cadrage est compris comme un cadre interprétatif plus général, construit socialement, qui permet aux personnes de comprendre les événements et les situations sociales.<sup>354</sup>

De ce fait, les cadres de Goffman identifient donc les principes d'organisation qui régissent

<sup>353</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>354</sup> Citation originale : « Goffman define enquadramentos como os princípios de organização que governam os eventos sociais e nosso envolvimento nestes eventos. Segundo o autor, tendemos a perceber os eventos e situações de acordo com enquadramentos que nos permitem responder à pergunta : 'O que está ocorrendo aqui ? Neste enfoque, enquadramento são entendidos como marcos interpretativos mais gerais construídos socialmente que permitem às pessoas fazer sentido dos eventos e das situações sociais. », in PORTO, Mauro, « Enquadramento da mídia e política », Trabalho apresentado ao XXVI Encontro Anual da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais – ANPOCS (Sessão “Estratégias de Comunicação e Política: Teoria e Pesquisa” do GT Mídia e Política: Opinião Pública e Eleições), Caxambu, 2002, p. 5.

une situation et l'engagement des acteurs dans celle-ci. D'ores et déjà, il convient de souligner que, selon le sociologue, les cadres ne sont pas simplement des stratégies construites par les acteurs sociaux pour influencer leurs interlocuteurs. Il s'agit, en réalité, d'un processus de signification défini par la rencontre de sujets dans une situation.

En ce qui concerne notre recherche, nous nous inspirons du travail de Goffman pour étudier les « filtres » médiatiques mis en place pour traiter certaines thématiques, comme la violence, la peur et l'insécurité. Ainsi, nous prétendons nous interroger sur les processus qui provoquent la peur, la sécurité, la naturalisation de la pauvreté, le désir de l'ordre, etc., plutôt que sur ces notions en elles-mêmes. Bref, il s'agit donc d'étudier les différentes idées structurantes identifiables dans les récits médiatiques qui puissent nous aider à expliquer ces sentiments ; de vérifier les principaux cadres qui ressortent de ces récits, et la manière dont ces discours peuvent légitimer une politique de sécurité publique. Il ne faut pas oublier, comme le souligne Elton Antunes<sup>355</sup>, qu'un cadre rend un aspect de l'information plus visible en même temps qu'il est condensé dans plusieurs éléments de cette information journalistique : dans le corps du texte, dans le titre, dans les citations employées, dans l'image, etc. Il est une concentration d'éléments qui forment, composent, l'information et qui se rapportent à des schémas d'interprétation supposés déjà connus par le public.

Ainsi, la conception du terme « *cadre* » serait ici plutôt liée à la structuration du discours médiatique (les cadres étant des repères pour le travail d'analyse) ou une espèce d'idée de fond qui, à partir de la mise en avant de certains éléments, serait capable d'organiser l'interprétation du texte. Nous envisageons d'analyser les récits médiatiques en essayant de rendre compte de la façon dont la réalité est cadrée dans ces récits. Nous cherchons à réfléchir à la manière dont le contenu discursif crée lui-même un contexte de signification, invitant les interlocuteurs à suivre un certain cheminement interprétatif. Et cela sans oublier qu'en couvrant l'actualité, le journalisme élabore une certaine connaissance de la vie quotidienne en reconnaissant ce qui motive la politique, l'économie, la culture et même ce qui se cache à l'ombre de ces grands thèmes<sup>356</sup>.

---

<sup>355</sup> ANTUNES, Elton., « Enquadramento : considerações em torno de perspectivas temporais para a notícia », *Revista Galáxia*, São Paulo, no. 18, 2009, p.85-99.

<sup>356</sup> BERGER, Christa et TAVARES, Frederico., « Leituras do cotidiano e as interseções entre o jornalismo e as ciências sociais », *Contemporanea | comunicação e cultura*, v.12, n.01, 2014, p. 8-26.

## I. L'utilisation de la notion de cadre dans le domaine de la communication

Nous l'avons déjà mentionné, l'analyse des cadres est également un outil récurrent dans les études inscrits dans le domaine de la communication. Comme l'indiquent Ricardo Fabrino et Paula Simões, « Bien que les enquêtes de Bateson et Goffman se soient concentrées sur la communication en face-à-face, le nombre d'études de cadrage axées sur l'analyse des interfaces entre les médias, la société et la politique ne cesse d'augmenter. Cet intérêt est dû à la perception que des cadres spécifiques acquièrent une visibilité dans les médias et passent par d'autres processus sociaux »<sup>357</sup>. Selon la même logique, Vera França et Teresinha Silva arguent que la notion de cadre s'avère fondamentale quand il s'agit de discuter de la relation entre les valeurs sociales jugées importantes au sein d'une société et le processus de sélection journalistique. Ainsi, les cadres ne sont pas des constructions individuelles mais, au contraire, socioculturelles. Elles affirment :

Ces cadres constituent les éléments centraux d'une culture, sont soutenus par son système de valeurs et sa vision du monde, sont compris par les membres d'une société et sont réaffirmés, transformés ou mis à jour dans des interactions et des relations sociales, dans une dynamique dans laquelle les médias et le journalisme jouent un rôle clé.<sup>358</sup>

Dans le domaine de la communication, les travaux s'appuyant sur l'analyse des cadres sont divers : concernant les objets de recherche nous pouvons aller des campagnes politiques aux émissions télévisées du type *reality show*. De toute façon, l'une des définitions les plus répandues dans les études en communication du terme « *cadre* » a été donnée par Robert Entman. En réalité, selon lui, même s'il est possible d'identifier un « *processus de fracture* » lié aux multiples et différents usages du mot cadre, ce concept offre tout de même une possibilité de démontrer la puissance d'un texte journalistique (et, plus largement, du domaine de la communication). L'objectif d'Entman serait donc de suggérer, enfin, une définition plus précise et plus universelle de la notion de *cadre*, basée sur la proposition de Goffman. L'auteur indique donc la définition suivante : « Cadrer, c'est sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et les rendre plus

---

<sup>357</sup> Citation originale : « embora as investigações de Bateson e Goffman tenham se dedicado à comunicação face a face, cresce o número de estudos de enquadramento voltados à análise das interfaces entre media, sociedade e política. Tal interesse se deve à percepção de que quadros específicos adquirem visibilidade nos media e atravessam outros processos sociais », in FABRINO, Ricardo et SIMÕES, Paula G., « ENQUADRAMENTO - Diferentes operacionalizações analíticas de um conceito », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Vol. 27, N° 79, 2012, p. 191.

<sup>358</sup> Citation originale : « Eles [esses quadros] constituem os elementos centrais de uma cultura, estão sustentados no seu sistema de valores e visão de mundo, são compreendidos pelos membros de uma sociedade e são reafirmados, transformados ou atualizados nas interações e relações sociais, em uma dinâmica na qual as mídias e o Jornalismo desempenham um papel fundamenta », in FRANÇA, Vera et SILVA, Teresinha. « Jornalismo, Noticiabilidade e Valores Sociais », *Compos*, 2017, p. 12.

remarquables dans un texte, de manière à promouvoir une définition particulière du problème, une interprétation causale, une évaluation morale et / ou une recommandation de traitement pour l'élément décrit »<sup>359</sup>. Quelques années plus tard, en analysant la relation entre la politique étrangère américaine et les médias, Entman ajoute :

Les mots et les images qui composent le cadre peuvent être distingués du reste de l'actualité par leur capacité à stimuler le soutien ou l'opposition aux parties dans un conflit politique. Nous pouvons mesurer cette capacité par leur résonance culturelle et leur ampleur. Les cadres qui emploient des termes plus culturellement résonnants ont le plus grand potentiel d'influence <sup>360</sup>.

Si nous pouvons alors résumer la *façon d'agir* des cadres, selon Entman, nous devons souligner quatre aspects : elle contribue à définir les problèmes, à diagnostiquer les causes, à émettre des jugements moraux et à suggérer des solutions. Ses fonctions seraient donc de sélection et de mise en évidence de certains aspects de la réalité pour pouvoir construire un argument sur les problèmes et leur causalité, leur évaluation et/ou leur solution<sup>361</sup>. En réalité, les cadres mettent en évidence une partie de l'information en lui donnant davantage de valeur, en l'utilisant comme critère de saillance, c'est-à-dire, en la rendant plus perceptible, plus remarquable (le terme en anglais utilisé par Entman est « *salience* »).

Cela ne signifie pas, évidemment, que la mise en relief d'un certain cadre dans un texte journalistique va nécessairement garantir son influence directe sur le public, ni qu'il modifiera sa manière de penser ou de concevoir un problème ou une information. « *Salience* », souligne Entman, est le produit de l'interaction du texte et des lecteurs et, ainsi, ne peut pas être apprivoisé de cette façon trop objective. Baldwin Van Gorp, coordinateur et professeur à l'*Institute for Media Studies*, à l'université KU Leuven, en Belgique, suit la même voie. Il écrit : « Les cadres ne représentent pas non plus quelque chose qui est présent dans un texte d'actualités, indépendamment des lecteurs [...] Il est réalisé par le lecteur en interaction avec sa perception du texte d'actualité »<sup>362</sup>.

<sup>359</sup> Citation originale : « To frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described », in ENTMAN, Robert M., « Framing: Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*; Volume 43, Issue 4; ABI/INFORM Global, 1993, p. 52.

<sup>360</sup> Citation originale : « The words and images that make up the frame can be distinguished from the rest of the news by their capacity to stimulate support or opposition to the sides in a political conflict. We can measure this capacity by cultural resonance and magnitude. Those frames that employ more culturally resonant terms have the greatest potential for influence », in ENTMAN, Robert, M., *Projections of power*, 2004, p. 6.

<sup>361</sup> ENTMAN, Robert M., « Framing: Toward clarification of a fractured paradigm », *op. cit.*

<sup>362</sup> Citation originale : « Frames also do not represent something that is present in a news text, independently of readers of the text. [...] It is made by the reader in interaction with his or her perception of the news text », in VAN GORP, B., « Where is the Frame? Victims and Intruders in the Belgian Press Coverage of the Asylum Issue », *European Journal of Communication*, Volume 20, Issue 4, 2005, p. 487.

Effectivement, même dans le travail de Goffman, il est important de remarquer les caractères relationnels des cadres. Cela signifie qu'ils ne sont pas conçus comme des stratégies stationnaires, simplement construites par des acteurs sociaux pour influencer leurs interlocuteurs. Comme le soulignent Fabrino et Simões à propos du concept de cadre dans la sociologie goffmanienne :

C'est une structure de processus de signification définie par la rencontre de sujets dans une situation. Selon le sociologue, les acteurs ne sont pas complètement libres et indépendants dans leur engagement interactionnel. Ils sont façonnés par la situation qui les précède même s'ils agissent en conséquence. La microsociologie de Goffman n'est pas une apologie pour des agencements individuels, mais la reconnaissance du fait que ces agencements se conforment à des situations concrètes et spécifiques tout en les transformant.<sup>363</sup>

Pour donner un exemple plus concret de la manière dont les cadres peuvent agir, Entman évoque le travail de Kahneman et Tversky<sup>364</sup>. Ces deux chercheurs ont réalisé une étude expérimentale dans laquelle ils ont proposé la situation hypothétique suivante : imaginez que le gouvernement se prépare à combattre une nouvelle maladie qui devrait tuer 600 personnes. Deux options sont suggérées pour lutter contre cette infection : si le programme A est adopté, 200 personnes seront sauvées ; si le programme B est adopté, il y a un tiers de probabilités que les 600 personnes en réchappent et deux tiers que personne ne soit sauvé. Pour quel programme voteriez-vous ? Dans cette configuration, 72 % ont choisi la proposition A. Dans l'expérimentation suivante, les mêmes options pour traiter le même problème sont proposées, mais le cadre soulignait le nombre de personnes qui allaient mourir et non le nombre de celles qui allaient être sauvées. Cela peut être résumé par les propositions suivantes : si le programme C est adopté, 400 personnes vont mourir ; si c'est le programme D qui passe, il y a un tiers de probabilités que personne ne va mourir et deux tiers que tout le monde mourra. Avec cette façon de formuler le même problème, les résultats changent complètement : le programme C a été choisi par 22 % des individus (tandis que le programme A l'avait été par 72%) et le programme D a été privilégié par 78 % des répondants (tandis que ce même programme B avait obtenu 28% de votes).<sup>365</sup>

<sup>363</sup> Citation originale : « Trata-se de uma estrutura de sentido processualmente delimitada por meio do encontro de sujeitos em uma situação. Para o sociólogo, os atores não são completamente livres e independentes no engajamento interacional. Eles são configurados pela situação, que os precede embora eles atuem sobre ela. A microsociologia de Goffman não é uma apologia das agências individuais, mas o reconhecimento de que essas agências se conformam no interior de situações concretas e específicas, ao mesmo tempo em que as transformam. », in FABRINO, R. et SIMÕES, P. G., « ENQUADRAMENTO - Diferentes operacionalizações analíticas de um conceito », *op. cit.*, p. 190.

<sup>364</sup> Voir KAHNEMAN, Daniel. et TVERSKY, Amos., « Choice, values and frames », *American Psychologist*, 39, 1984, pp. 341-350.

<sup>365</sup> KAHNEMAN, D. et TVERSKY, A., *cité dans* ENTMAN, 1993.



Selon Entman, cela contribue à démontrer que le cadre choisi pour illustrer un problème peut avoir une influence sur la manière dont les personnes comprendront et se souviendront de ce problème, ainsi que sur celle dont elles répondront (agiront) à l'égard de celui-ci. Il résume l'expérience de Kahneman et Tversky de la façon suivante :

Les expériences de Kahneman et Tversky démontrent que les cadres sélectionnent et attirent l'attention sur certains aspects particuliers de la réalité décrite, ce qui signifie logiquement que les cadres détournent simultanément l'attention des autres aspects. La plupart des cadres sont définis par ce qu'ils omettent et incluent, et les omissions des définitions, explications, évaluations et recommandations de problèmes potentiels peuvent être aussi critiques que les inclusions pour guider l'auditoire.<sup>366</sup>

Au sujet de cette même étude, le professeur Shanto Iyengar propose la conclusion suivante : « Lorsque les résultats alternatifs sont définis en termes de gains potentiels, les gens suivent une stratégie de prévention des risques, mais lorsque les résultats équivalents sont décrits dans des termes suggérant des pertes potentielles, les gens recherchent le risque »<sup>367</sup>. Dans le cadre de notre thèse, il sera donc intéressant d'examiner de plus près les cadres choisis par *O Globo* pour illustrer le problème de l'insécurité dans la ville de Rio au moment où les récits médiatiques ont traités des Unités de Police Pacificatrice. De plus, étant donné que notre étude contemple une période de presque dix ans (2010-2018) suivant la ligne de raisonnement proposé par Entman, nous allons tenter d'identifier s'il serait possible de remarquer certaines réponses/demandes de la société à l'égard de cette politique sécuritaire.

## II. Le caractère relationnel des cadres

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, le caractère relationnel des cadres est un aspect fondamental pour ce travail. En définitive, pour cette recherche, ce qui nous paraît persister comme un élément important dans presque toutes les définitions de ce terme est, en effet, son caractère relationnel. Selon le sociologue américain Todd Gitlin : « Les cadres médiatiques sont des schémas persistants de cognition, d'interprétation et de présentation, de sélection, d'emphase et d'exclusion, dans lesquels les détenteurs de symboles organisent

---

<sup>366</sup> Citation originale : « Kahneman and Tversky's experiments demonstrate that frames select and call attention to particular aspects of the reality described, which logically means that frames simultaneously direct attention away from other aspects. Most frames are defined by what they omit as well as include, and the omissions of potential problems definitions, explanations, evaluations, and recommendations may be as critical as the inclusions in guiding the audience », in ENTMAN, Robert, M., « Framing : Toward clarification of a fractured paradigm », *op. cit.*, p. 54.

<sup>367</sup> Citation originale : « When alternative outcomes are defined in terms of potential gains, people follow a risk-averting strategy, but when the equivalent outcomes are described in terms that suggest potential losses, people seek risk », in IYENGAR, Shanto., *Is anyone responsible ? How television frames political issues*, The University of Chicago Press, Chicago and London, 1991, pp. 11-12.

régulièrement un discours verbal ou visuel »<sup>368</sup>. Le caractère « persistant » apparaît également dans la définition donnée par Van Gorp. Dans un article consacré à l'analyse de la manière dont la presse belge traite la question des demandeurs d'asile et de l'immigration, ce chercheur définit le concept de cadre comme un message méta-communicatif persistant. Il explique : « Dans cette recherche, nous avons défini un cadre comme un message métacommunicatif persistant qui spécifie la relation entre les éléments connectés dans une histoire particulière et donne ainsi à l'information cohérence et sens »<sup>369</sup>. De la même manière, le chercheur brésilien Carlos Alberto de Carvalho pointe du doigt l'importance de ne pas considérer les cadres médiatiques comme quelque chose de statique. Il explique sa proposition dans un article portant sur les limites du concept de cadrage médiatique :

Nous prendrons le journalisme et ses opérateurs comme des acteurs sociaux en interaction, avec toutes les exigences de performance qui vont avec. Dès le départ, nous remettons donc en cause toute prédominance du journalisme en termes de constructions isolées de réalités, ce qui nous amène tout d'abord à une nette limitation de l'analyse de cadrage qui est dans l'avertissement même de Goffman qui ne traite pas de ce concept pour réfléchir à l'organisation de l'expérience sociale, mais pour comprendre comment les individus (acteurs) organisent leurs expériences dans la vie sociale.<sup>370</sup>

Carvalho soutient, ainsi, qu'en analysant la notion de cadre médiatique nous étudions également la relation d'interaction qui existe entre l'acte consistant à faire du journalisme et la société. Selon lui, il faut considérer le journalisme comme un acteur social qui est en interaction avec d'autres acteurs sociaux : « En promouvant des cadres, le journalisme met en œuvre plus que le côté saillant d'aspects jugés pertinents pour l'interprétation d'événements relatés. La spécificité de leur participation à la dynamique de construction sociale de la réalité est dans ce

---

<sup>368</sup> Citation originale : « enquadramentos mediáticos são esquemas persistentes de cognição, interpretação, e apresentação, de selecção, ênfase e exclusão, pelos quais os detentores dos símbolos organizam rotineiramente o discurso verbal ou visual. », GITLIN, Todd, 1980 citée dans SILVEIRINHA, Maria João. « O lançamento da moeda europeia e os seus Enquadramentos na imprensa », Livro de Actas, 4<sup>o</sup> SOPCOM, p. 753.

<sup>369</sup> Citation originale : « In this research, we defined a frame as a persistent meta-communicative message that specifies the relationship between elements connected in a particular news story and thereby gives the news coherence and meaning », in VAN GORP, B., « Where is the Frame?: Victims and Intruders in the Belgian Press Coverage of the Asylum Issue », in *European Journal of Communication* 2005, p. 503.

<sup>370</sup> Citation originale : « Tomaremos o jornalismo e os seus operadores como atores sociais em interação, com todas as exigências performáticas daí advindas. De saída, portanto, estamos colocando em xeque qualquer prevalência do jornalismo em termos de construções isoladas de realidades, o que nos aponta inicialmente para uma clara limitação da análise de enquadramento que está na própria advertência de Goffman de que não está lidando com tal conceito para pensar a organização da experiência social, mas para compreender como os indivíduos (atores) organizam suas experiências na vida social (GOFFMAN, 2006) » in, CARVALHO, Carlos Alberto de, « Sobre limites e possibilidades do conceito de enquadramento jornalístico », *Contemporânea*, vol. 7, n<sup>o</sup> 2, 2009, p. 2.

processus »<sup>371</sup>. Comme nous l'avons déjà souligné dans le chapitre précédent, les médias se trouvent en constante relation entre les acteurs et les publics.

Cette question s'avère aussi centrale dans les travaux de la chercheuse portugaise Maria João Silveirinha, qui souligne justement l'importance de l'étude des cadres médiatiques dans la mesure où ils sont capables de prendre en compte différents jeux d'interactions et d'étudier le journalisme comme un champ de négociation entre divers acteurs sociaux. Selon l'auteure, il est essentiel de remarquer la relation entre cadres, structure et action, cognition et pratiques sociales, car c'est dans ces éléments que nous trouvons l'idée de cadre en tant que jeux sociaux à large spectre<sup>372</sup>. Dans son article portant sur la couverture médiatique du lancement de la monnaie euro, Silveirinha explique : « Le concept de cadre, dans la mesure où il relie structure et action, cognition et pratiques sociales, est utile non seulement pour l'étude du journalisme mais également pour l'évaluation du rôle de la presse à un moment donné de la vie collective, comme le lancement de la monnaie européenne »<sup>373</sup>. L'auteure explique que ce sont les cadres qui donnent les prémisses ou les instructions nécessaires pour déchiffrer une situation. Certes, ces situations ne sont pas statiques et peuvent devenir des réalités multiples car la réalité est constituée de « couches » (*layers*) dans lesquelles nous pouvons nous déplacer.

Cette réflexion apparaît également dans le travail de Fabrino et Simões, comme nous pouvons observer dans les lignes qui suivent :

Les cadres ne sont pas simplement des perspectives ou des opinions, mais des liens intersubjectifs qui traversent et structurent les relations humaines. Sans oublier qu'ils peuvent être mobilisés de manière stratégique, il est nécessaire de garder à l'esprit que les cadres sont des structures symboliques qui relient les acteurs sociaux et sont transformées par eux.<sup>374</sup>

Nous l'avons déjà mentionné, la notion de cadre a été traitée par plusieurs chercheurs dans le domaine de la communication et il est difficile de trouver un consensus autour de sa

---

<sup>371</sup> Citation originale : « Ao promover enquadramentos, o jornalismo está colocando em ação mais do que a saliência de aspectos considerados relevantes para a interpretação dos acontecimentos narrados. Está neste processo a especificidade da sua participação nas dinâmicas de construção social da realidade », in CARVALHO, Carlos Alberto de, *Ibid.*, p. 4.

<sup>372</sup> CARVALHO, Carlos Alberto de., *cité dans* SILVEIRINHA, Maria João, 2005.

<sup>373</sup> Citation originale : « o conceito [de cadre], na medida em que faz a ligação entre estrutura e acção, cognição e práticas sociais, é útil não só ao estudo do jornalismo mas à própria avaliação do papel da imprensa num momento particular da vida colectiva como foi o lançamento da moeda europeia », in SILVEIRINHA, Maria João., *Ibid.*, p. 750.

<sup>374</sup> Citation originale : « Quadros não são simplesmente perspectiva ou opiniões, mas laços intersubjetivos que atravessam relações humanas e as estruturam. Sem desconsiderar que possam ser mobilizados estrategicamente, é preciso ter em mente que quadros são estruturas simbólicas que vinculam atores sociais e são por eles transformadas », in FABRINO, Ricardo et SIMÕES, Paula G., « ENQUADRAMENTO - Diferentes operacionalizações analíticas de um conceito », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, Vol. 27, N° 79, 2012, p. 198.

définition<sup>375</sup>. En effet, plusieurs recherches soulignent le risque que représenterait le fait de placer les cadres médiatiques comme un « paradigme fracturé », « un terme ambigu et difficile à utiliser »<sup>376</sup> ou un terme « passe-partout »<sup>377</sup>. L'amplitude sémantique de la notion de cadre peut, en effet, poser quelques problèmes. Le chercheur Luiz Campos explique : « L'étendue sémantique de la notion de cadrage est en même temps une qualité heuristique, car elle permet de comprendre sous une catégorie différents processus de communication, ainsi qu'un défaut, dans la mesure où elle favorise des utilisations imprécises et vulgaires de la catégorie »<sup>378</sup>.

Ainsi, en ce qui concerne notre travail et pour éviter tout type de chevauchement méthodologique et théorique, nous tenons à préciser à nouveau que la notion de cadre sera ici celle qui privilégie l'étude des cadres en tant que structures (sans être rigides) qui orientent la perception de la réalité et l'action des sujets sur elle. Les cadres parcourent l'ensemble du processus communicatif : on les trouve chez nos interlocuteurs, dans nos textes et dans nos cultures. C'est ainsi que le pouvoir d'encadrer les situations ne se situe dans aucune de leurs instances, mais dans les relations qui existent entre elles. La pensée de Van Gorp<sup>379</sup> peut nous éclairer sur ce sujet : « Les cadres ne sont pas générés individuellement ou utilisés uniquement à des fins stratégiques. Ils sont disponibles dans la trame intersubjective qui relie les sujets et les constructions de communication sont immergées dans de tels cadres. Les cadres sont constitutifs de la communication »<sup>380</sup>.

### III. La notion de cadre et les sujets politiques dans la presse

À présent, il nous paraît important de souligner que, selon divers auteurs, les choix des cadres utilisés dans un texte journalistique s'avèrent encore plus décisifs quand il s'agit d'un

---

<sup>375</sup> FABRINO, R. et SIMÕES, P. G. (*ibid.*) ont identifié trois principales branches qui travaillent sur le concept de cadre dans le domaine de la communication.

<sup>376</sup> ENTMAN, R. 1993 ; FISHER, 1997.

<sup>377</sup> VAN GORP, Baldwin., « The Constructionist Approach to Framing: Bringing Culture Back In », in *Journal of Communication*, Volume 57, Issue 1, 2007, pp. 60–78.

<sup>378</sup> Citation originale : « A amplitude semântica da noção de enquadramento é, simultaneamente, uma qualidade heurística, pois possibilita entender com uma só categoria diferentes processos comunicativos, e um defeito, na medida em que fomenta usos imprecisos e vulgares da categoria » in CAMPOS, Luiz Augusto., « A identificação de enquadramento através da análise de correspondências: um modelo analítico aplicado à controvérsia das ações afirmativas raciais na imprensa », *OP Campinas*, V. 20, N. 3, p. 404.

<sup>379</sup> VAN GORP, 2007 citée dans FABRINO, Ricardo et SIMÕES, Paula G., 2012, *op. cit.*

<sup>380</sup> Citation originale : « frames não são gerados individualmente, nem utilizados de modo puramente estratégico. Eles estão disponíveis na trama intersubjetiva que liga os sujeitos, sendo que as construções comunicativas estão invariavelmente imersas em tais quadros. Os frames são constitutivos da comunicação », in FABRINO, Ricardo et SIMÕES, Paula G., « ENQUADRAMENTO - Diferentes operacionalizações analíticas de um conceito », *op. cit.*, p. 197.

reportage qui traite de questions liées à la politique. Si nous reprenons les propos d'Entman<sup>381</sup>, étant donné que les cadres servent à définir les problèmes, à donner des diagnostics, à réaliser des jugements moraux et à suggérer des solutions, sa dimension politique s'avère effectivement incontestable.

Comme le fait remarquer Mauro Porto, il existe une importante relation entre les cadres médiatiques, les processus de délibération politique des citoyens et la propre visibilité du système démocratique<sup>382</sup>. William Gamson et Andre Modigliani avaient, en effet, également perçu ce lien depuis 1987 : « les cadres impliquent généralement une orientation politique ou une réponse implicite quant à ce qui devrait être fait à propos d'un problème »<sup>383</sup>.

Dans son livre *Projections of Power*, Entman évoque le discours de George W. Bush lors des attentats du *World Trade Center* pour démontrer comment l'utilisation récurrente d'un terme – en l'occurrence, le mot « war » – peut s'incorporer à l'idée de cadrage et de projet politique. Ainsi, il écrit :

Le lendemain matin des attentats terroristes du 11 septembre 2001, le président George W. Bush a pris la parole. "Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été perpétrées hier contre notre pays étaient plus que des actes de terreur, ce sont des actes de guerre", a-t-il déclaré. La répétition de ces termes a permis d'encadrer le 11 septembre pour "unir" le pays derrière l'interprétation et la réponse de l'administration Bush aux attaques et exclure d'autres compréhensions. [...] Qualifier la politique de l'après 11 septembre de "guerre" contre le terrorisme était un choix politique contestable mais efficace.<sup>384</sup>

Pour revenir au sujet de notre thèse, pourrions-nous identifier un mouvement semblable ? Par exemple, le discours de la « guerre » contre le trafic de drogues, cette chasse au trafic de stupéfiant dans les favelas, ne peut-il pas être considéré comme une politique encouragée (et nourrie presque quotidiennement) par les gouvernements et par les médias ? Ainsi, ne s'agit-il

---

<sup>381</sup> ENTMAN, Robert M., « Framing: Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*, Volume 43, Issue 4, 1993; ABI/INFORM Global, pp. 51 – 58.

<sup>382</sup> PORTO, Mauro P., « Enquadramentos da mídia e política », Trabalho apresentado ao XXVI Encontro Anual da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais – ANPOCS (Sessão “Estratégias de Comunicação e Política: Teoria e Pesquisa” do GT Mídia e Política: Opinião Pública e Eleições), Caxambu/MG, Brasil, 22 a 26 de outubro de 2002, pp. 1-26.

<sup>383</sup> Citation originale : « frames generally imply a policy direction or implicit answer as to what should be done about an issue », GAMSON, William A. et MODIGLIANI, Andre, 1987 citée dans TERKILDSEN, Nayda et SCHNELL, Frauke., « How media frames move public opinion : an analysis of the Women's Movement », *Political Research Quarterly*, Vol. 50, No. 4, 1997, p. 882.

<sup>384</sup> Citation originale : « On the morning after the terrorist assaults of September 11, 2001, President George W. Bush spoke. "The deliberate and deadly attacks which were carried out yesterday against our country were more than acts of terror, they were acts of war », he said. Repeating these terms helped frame September 11th to « unite » the country behind the Bush administration's interpretation and response to the attacks and to exclude other understandings. [...] Calling the post-9/11 policy a « war » on terrorism was a contestable but effective political choice », in ENTMAN, Robert., M., *Projections of power*, op. cit., p. 2.

pas, alors, d'un choix politique selon lequel la vie de la population des favelas compte moins que la vie des autres ? Et, en même temps, une guerre ne serait-elle pas susceptible de justifier des mesures exagérées, des mesures d'urgence, parfois peu, ou presque pas, examinées dans toutes ces circonstances ?

De façon assez simpliste, Entman explique que « la politique démocratique consiste à convaincre les autres de voir les choses comme vous, afin qu'ils soutiennent vos objectifs. Cela signifie transmettre des idées et formuler des choix de manière à ce que votre côté de l'histoire semble le plus convaincant »<sup>385</sup>. Ainsi, selon cet auteur, l'opinion publique ne peut pas être dissociée du discours politique et des cadres médiatiques qui l'entourent (et qu'ils ont contribué à créer). À nouveau, nous pouvons observer que les médias sont les espaces de croisement de pouvoir. Autrement dit, qu'ils ne doivent pas être considérés comme des « simples » messagers, mais plutôt comme une sphère qui dialogue avec les autres sphères de la société. De cette façon, ils ont également une influence sur la façon dont les citoyens conçoivent les pratiques sociales et analysent les politiques publiques. Ainsi, dans le cas de notre recherche, nous devons prendre en compte que les cadres choisis par *O Globo* au moment de traiter la politique de pacification de Rio ont également une participation dans la façon dont la société imagine (dans le sens où elle appréhende, élabore) qu'est-ce qu'une favela et les politiques publiques consacrées à cette partie de la ville.

Les travaux d'Iyengar nous mènent vers la même direction. Selon lui, en général, les personnes sont extrêmement sensibles aux signaux contextuels lorsqu'elles prennent des décisions, formulent des jugements ou expriment des opinions. Il affirme que « la manière dont un problème est 'encadré' est un indice contextuel qui peut profondément influencer les résultats de la décision »<sup>386</sup>. De plus, la situation du cadrage gagne de la force quand il s'agit de sujets politiques car, comme le souligne l'auteur, « les questions politiques sont généralement complexes, le discours politique est ambigu et les niveaux de connaissance du public et d'intérêt pour la politique sont faibles »<sup>387</sup>.

En effet, dans son ouvrage, Iyengar essaie d'approfondir l'analyse du rôle de la télévision, de sa responsabilité politique (étant donné sa participation au débat public national) et de la

---

<sup>385</sup> Citation originale : « democratic politics is all about convincing others to see things as you do, so that they will support your goals. That means conveying ideas and framing choices in ways that make your side of the story seem the most persuasive », in ENTMAN, Robert., M., *Ibid.*, p. 147.

<sup>386</sup> Citation originale : « the manner in which a problem of choice is 'framed' is a contextual cue that may profoundly influence decision outcomes », in IYENGAR, *Is anyone responsible ?*, 1991, p. 11.

<sup>387</sup> Citation originale : « political issues are typically complex, political discourse is ambiguous, and levels of public knowledge about and interest in politics are low », in IYENGAR, *Ibid.*, p. 13.

manière dont elle serait capable d'influencer l'opinion publique. Cela veut dire que l'auteur tente d'étudier la relation entre ce média spécifique qu'est la télévision et la façon dont les citoyens vont prendre conscience des problèmes nationaux majeurs. Dans cette étude, six sujets liés à la vie politique américaine ont été particulièrement pris en compte : le terrorisme international, le crime, la pauvreté, le chômage, l'inégalité raciale et un aspect de l'administration du gouvernement Reagan. Selon les prémices de la recherche menée par Iyengar, tous les reportages télévisuels peuvent être divisés en deux *frames* : épisodique ou thématique. L'auteur explique la différence :

La trame épisodique prend la forme d'une étude de cas ou d'un rapport axé sur les événements et dépeint les problèmes publics en termes de cas concrets (par exemple, le sort d'un sans-abri ou d'un toxicomane adolescent, le bombardement d'un avion de ligne ou une tentative de meurtre). Le cadre thématique, en revanche, place les questions publiques dans un contexte plus général ou abstrait et prend la forme d'un rapport « à emporter » ou « document d'information », axé sur les résultats ou les conditions générales. [...] La différence essentielle entre le cadrage épisodique et celui thématique est que le cadrage épisodique dépeint des événements concrets qui illustrent les problèmes, tandis que le cadrage thématique présente des preuves collectives ou générales.<sup>388</sup>

Certainement, comme dans toutes les études autour du thème des cadres (d'inspiration goffmaniennes), ne s'agit-il pas là d'une division ferme. Dans la pratique, un contenu journalistique présente rarement des caractéristiques d'un seul cadre. Cependant, il est presque toujours possible d'observer quel est le cadre prépondérant, celui qui ressort le plus. L'objectif d'Iyengar était de démontrer que l'utilisation par les médias de ces deux cadres joue un rôle sur la façon dont les individus attribuent la responsabilité des événements politiques. Pour résumer brièvement la thèse de l'auteur, les cadres épisodiques tendent à susciter des attributions de responsabilités individualistes plutôt que sociétales, tandis que les cadres thématiques ont l'effet inverse. Cela amène Iyengar à la conclusion suivante: « Comme les informations télévisées sont très épisodiques, elles ont généralement pour effet d'induire des responsabilités envers des victimes ou des auteurs individuels plutôt que des forces sociétales étendues, et l'impact ultime de l'encadrement en matière de politique est favorable à l'*establishment* »<sup>389</sup>. Ainsi, selon

---

<sup>388</sup> Citation originale : « The episodic news frame takes the form of a case study or event-oriented report and depicts public issues in term of concrete instances (for example, the plight of a homeless person or a teenage drug user, the bombing of an airliner, or an attempted murder). The thematic frame, by contrast, places public issues in some more general or abstract context and takes the form of a "takeout", or "backgrounder", report directed at general outcomes or conditions. [...] The essential difference between episodic and thematic framing is that episodic framing depicts concrete events that illustrate issues, while thematic framing presents collective or general evidence », in IYENGAR, *Ibid.*, 1991, pp. 13-14.

<sup>389</sup> Citation originale : « Since television news is heavily episodic, its effect is generally to induce attributions of responsibility to individual victims or perpetrators rather than to broad societal forces, and hence the ultimate political impact of framing is pro-establishment », in IYENGAR, *Ibid.*, p. 15.



l'auteur, les médias en général et la télévision en particulier, ont tendance à être des porte-parole des groupes dominants et de leur idéologie.

#### **IV. Aspects méthodologiques de notre recherche**

Dans ce travail, comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, et ce dans différentes parties de la recherche, nous prenons en compte – avec une attention particulière – tous les aspects relationnels d'une situation et les relations de réciprocité qui en font partie. C'est la raison pour laquelle nous avons étudié et mis en avant la pensée de Simmel et son concept d'action réciproque ; la relation d'influence réciproque entre médias et société ; et la pensée de Dewey qui considère que l'individuel ne va pas sans le social. Alors, dans la partie méthodologique de notre recherche, nous tenons également à proposer une approche qui considère cet aspect relationnel comme quelque chose de fondamental.

En effet, c'est cette caractéristique liée à la malléabilité des cadres – caractéristique donc extrêmement importante dans notre manière d'étudier notre sujet – qu'il convient de souligner maintenant. À vrai dire, de même que Ricœur étudie le récit comme quelque chose qui prend également en compte la participation du lecteur (*mimesis III*), notre vision du concept de cadre doit également être appréhendée en prenant en compte tous ses aspects relationnels, dynamiques. Cela signifie que, pour pouvoir analyser les reportages de *O Globo*, nous avons identifié les cadres qui « sortaient » de notre corpus à partir du moment où, après la lecture de chaque reportage, nous avons posé la question suivante : finalement, selon ce texte, qu'est-ce que l'UPP ?

Ainsi, plusieurs possibilités de réponses sont apparues : « L'UPP est une nouvelle police et une promesse pacificatrice » ; « L'UPP est une politique de sécurité publique projetée pour les favelas mais qui a des effets secondaires et néfastes dans d'autres parties de la ville » ; « L'UPP est une politique publique qui motive la citoyenneté et favorise l'accès à la culture et au sport » ; « L'UPP est une nouvelle police, mais qui a conservé les mêmes vieilles habitudes » ; ou « L'UPP est un projet qui 'ne tient pas la route', mal planifié ou inefficace ». Cela nous paraît pertinent car, comme le souligne Goffman, les cadres identifient les principes d'organisation qui régissent une situation et l'engagement des acteurs dans celle-ci. De ce fait, pour une même question nous avons cinq réponses différentes.

En effet, ces réponses sont les résultats que nous avons obtenu à partir d'une première lecture de notre corpus qui cherchait à donner une définition au projet UPP. Par conséquent, elles sont les résultats de la manière dont nous exploitons le concept de *cadre* dans ce travail.

Cependant, cela ne veut absolument pas dire que nous ne sommes pas consciente que ce ne sont pas les seuls cadres admissibles/possibles. Ce sont, simplement, les cadres que nous avons identifiés, justifiés et développés dans cette recherche à partir d'une première interrogation, à savoir « selon ce texte journalistique, qu'est-ce que l'UPP ? ». Ce sont, ainsi, les cadres qui nous ont servis comme repères pour le travail d'analyse et qui ont émergé de notre étude à partir d'une même question. Ils peuvent être vues comme une espèce d'idée de fond qui, à partir de la mise en avant de certains éléments, serait capable d'organiser l'interprétation des textes.

C'est grâce à l'attention particulière portée aux aspects relationnels de cette étude que nous considérons possible de réunir les travaux de Goffman et ses enseignements sur les cadres et la théorie de Paul Ricœur et ses leçons sur le récit. En réalité, il nous semble que dans tous ces travaux, l'aspect social est mis en lumière avec force et, en même temps, qu'il existe également une réflexion qui propose d'examiner attentivement la manière dont les personnes donnent du sens à des événements, à des situations sociales et à des récits.

Ainsi, quand Goffman affirme, par exemple, que les cadres peuvent aider à répondre à la question « que se passe-t-il ? » ou qu'ils aident les personnes à organiser les événements dans des catégories partagées socialement dans une communauté, il nous paraît intéressant de réfléchir à ces questionnements en prenant en compte le rôle des médias et la théorie du récit de Ricœur. En effet, si nous considérons que « le média est l'espace privilégié dans lequel la société parle à elle-même, à propos d'elle-même », comme nous dit Vera França<sup>390</sup>, nous considérons qu'ils sont capables d'organiser en quelque sorte les divers sens possibles d'un événement. Cela signifie que, comme le souligne la théorie de Ricœur, le rôle d'un récit consisterait à organiser les éléments hétérogènes d'une façon qui permette tout à la fois de déterminer et de comprendre ce dont il est question. De plus, il ne faut pas oublier que, pour cet auteur, le récit ne prend pleinement son sens que quand il « rencontre » son lecteur. Par conséquent, tout comme Ricœur considère le récit comme une entité dont le lecteur fait partie, notre vision du concept de cadre doit également être appréhendée en tenant compte de sa caractéristique relationnelle, dynamique.

Une autre remarque méthodologique importante est notre proposition d'associer les travaux d'Entman et ses recherches sur le fonctionnement des cadres dans le domaine de la communication aux idées de John Dewey étudiées dans le chapitre précédent. Si nous reprenons les définitions données par Entman sur les rôles des cadres (*frames*), nous parvenons à mieux comprendre la démarche de cette recherche. Pour résumer, selon lui, les cadres servent à : définir

les problèmes, diagnostiquer leurs causes, établir des jugements moraux et suggérer des

<sup>390</sup> FRANÇA, Vera. « O Acontecimento e a mídia », *op. cit.*, p. 12.

solutions. Le fait de mettre en évidence certains aspects d'une situation contribuerait ainsi à construire un argument sur les problèmes, leurs causes et à donner une réponse (ou solution) à cette situation. La notion d'enquête de Dewey peut alors nous aider à établir un dialogue entre ces deux penseurs et notre problème de recherche.

Selon le philosophe pragmatiste, une enquête consiste à transformer une situation tout d'abord problématique en une autre dont les éléments sont mis en relation les uns avec les autres pour en déduire une solution ou, tout au moins, des changements. L'enquête est le principal outil de régulation des activités sociales problématiques. Ainsi, lors d'une analyse comme la nôtre, nous retrouvons des « chemins » qui peuvent se croiser entre le processus de cadrage chez Entman et la théorie de l'enquête de Dewey. C'est-à-dire que nous allons certes étudier ces cadres qui sortent de notre corpus, mais nous allons également essayer de regarder quelles sont les réponses, les enquêtes, qui peuvent être déduites de ces textes journalistiques. Autrement dit, comment le problème est-il présenté au lecteur ? Et comment l'enquête propose-t-elle des solutions ?

Finalement, dans notre recherche, nous nous proposons de développer une analyse qualitative à propos des récits médiatiques de *O Globo* portant sur les Unités de Police Pacificatrice. Comme le soulignent Pierre Paillé et Alex Mucchielli, la logique qui guide une analyse qualitative participe à la découverte et à la construction de sens des expériences ou des phénomènes étudiés. Les auteurs affirment que : « son résultat n'est, dans son essence, ni une proportion ni une quantité, c'est une qualité, une dimension, une extension, une conceptualisation de l'objet »<sup>391</sup>. La démarche proposée par l'analyse qualitative consiste à étudier le matériau empirique à travers la volonté de compréhension, où comprendre peut être conçu comme « faire du sens, accéder à l'intelligibilité du discours »<sup>392</sup>.

Pour ce faire, nous avons choisi de travailler en essayant de mettre en relation deux démarches à la fois : d'une part, nous allons utiliser les deux cadres proposés par Iyengar (épisodique et thématique), donc des cadres qui font déjà partie de la littérature internationale ; et de l'autre, comme cela a été souligné plus haut, nous allons identifier et développer d'autres cadres (en nous appuyant sur les travaux théoriques cités ci-dessus) mais qui sont spécifiques à notre objet de recherche et que nous avons identifiés à partir du moment où nous avons essayé de répondre à la question « selon ce texte journalistique, qu'est-ce que l'UPP ? ». De cette façon,

---

<sup>391</sup> PAILLE, Pierre et MUCCHIELLI, Alex. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Quatrième édition, Armand Colin, collection U, 2016. p. 11.

<sup>392</sup> PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex, *Ibid.*

c'est en exploitant notre corpus que nous avons pu identifier cinq cadres différents dans les discours médiatiques du quotidien *O Globo* sur les UPPs, à savoir :

- **UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice** - quand la réponse à notre question « qu'est-ce que l'UPP ? » soulignait l'aspect lié à la création d'une nouvelle police ;

- **UPP et ses effets collatéraux** - quand l'aspect souligné était celui des effets secondaires et en dehors des favelas ;

- **UPP : culture, sport et loisirs** - quand le reportage se focalisait sur le gain en citoyenneté et/ou l'accès aux biens culturels et sportifs ;

- **UPP : nouvelle police, vieilles habitudes** - quand les pratiques policières n'étaient pas aussi nouvelles que le gouvernement l'avait annoncé ;

- **UPP : une voie qui peut déraiper** - quand le projet était défini comme une politique mal planifiée ou mal exécutée.

Comme l'expliquent Paillé et Mucchielli, dans ce type d'analyse, à la différence des études basées sur l'analyse du discours, le langage n'est pas abordé sous l'angle de sa signification mais sous celui de sa pertinence, dans la mesure où il donne accès à l'expérience dans le monde<sup>393</sup>. Ainsi, en nous appuyant sur la méthode de l'analyse des cadres médiatiques, nous allons essayer de comprendre comment, au moment où *O Globo* a mis en récit ses reportages, il a également choisi quelle voix il allait entendre (et dans le sens inverse, laquelle il allait rejeter), quels aspects ressortent le plus dans sa couverture, quels sont les cadres qui apparaissent plus fréquemment dans chaque période analysée et, sous un certain aspect, quels sont les effets de cette narrativité qui peuvent être signalés.

Cependant, il est évident que, lorsque nous travaillons sur l'identification de cadres en communication, nous le faisons certainement sur des aspects subjectifs du chercheur, sa manière de voir le monde, de se positionner ou d'interpréter les événements. En effet, il serait presque impossible que les lecteurs soient d'accord avec tous les cadres identifiés dans cette recherche. Pourtant, cette constatation n'est pas forcément un défaut. Nous disons cela parce que, comme l'expliquent Paillé et Mucchielli, il ne s'agit pas ici d'un travail d'étiquetage objectif d'un réel qui pourrait être appréhendé en prenant seulement en compte une dimension. Loin de là, les recherches de type qualitatif comme la nôtre exigent une lecture pluridimensionnelle, dans laquelle il n'existe jamais une seule interrogation et interprétation possible ni un seul contexte pertinent. Ces auteurs ajoutent :

---

<sup>393</sup> PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex, *Ibid.*

L'erreur, au départ, est de concevoir le travail d'analyse comme un exercice d'étiquetage relativement reproductible, alors qu'il s'agit beaucoup plus de l'articulation d'une conceptualisation où se rencontrent un analyste – en action, des référents théoriques et expérientiels, et un matériau empirique. Comment ces trois univers pourraient-ils être identiques d'un chercheur à l'autre ? Comment la perspicacité, la créativité et l'intuition d'un chercheur peuvent-elles librement s'exercer si le résultat doit être comparable et reproductible ?<sup>394</sup>

Cependant, nous avons conscience que plus les critères utilisés dans une recherche sont clairs et transparents, plus ils seront méthodologiquement objectifs. C'est la raison pour laquelle nous tenons à décrire maintenant – ne serait-ce que brièvement – comment nous avons constitué notre corpus, combien de reportages ont été étudiés, comment nous avons eu accès à ces textes et quels sont les principales caractéristiques de chaque cadre composant notre étude.

#### IV.1 Le choix du corpus

Étant donné que notre objectif principal est d'étudier le récit médiatique proposé par *O Globo* concernant les Unités de Police Pacificatrice, mais en prenant en compte l'exhaustivité du matériel (le projet de pacification a commencé à être mis en place à la fin de 2008 et nous n'étions pas en mesure, dans le cadre de cette thèse, de faire une étude qualitative de tous les textes publiés pendant dix ans), nous avons choisi de constituer notre corpus à travers quelques coupures temporelles. De cette manière, nous avons décidé de nous appuyer sur certains moments décisifs liés à la trajectoire du projet de pacification et d'établir une coupure de trois mois pour chaque période analysée<sup>395</sup>. Nous avons ainsi l'intention de pouvoir étudier certains faits marquants liés aux unités de police pacificatrice durant presque dix ans.

Les professeurs Mireille Blais et Stéphane Martineau expliquent comment la méthode de l'analyse inductive générale permet de réduire les données brutes pour parvenir à en extraire le sens derrière ces données. Les auteurs expliquent :

Elle [l'analyse inductive générale] est définie comme un ensemble de procédures systématiques permettant de traiter des données qualitatives, ces procédures étant essentiellement guidées par les objectifs de recherche. Elle s'appuie sur différentes méthodes utilisant prioritairement la lecture détaillée des données brutes pour faire émerger des catégories à partir des interprétations du chercheur qui s'appuie sur ces données brutes<sup>396</sup>.

<sup>394</sup> PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex, *Ibid.*, p. 369.

<sup>395</sup> Trois mois, c'est, d'après nous, une période suffisante pour observer comment la thématique (ou le problème en question) a été présenté par le journal et, également, de vérifier les premiers indices des effets causés par ces événements.

<sup>396</sup> BLAIS, Mireille et MARTINEAU, Stéphane. « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches Qualitatives*, vol 26, no 2, 2006, p. 15.

De ce fait, dans le cadre de cette thèse, 559 reportages<sup>397</sup> ont été étudiés en tout. En outre, il convient de souligner que toute l'analyse (qualitative et quantitative) a été réalisée sans l'aide d'aucun logiciel. L'accès aux textes journalistiques a été fait par Internet à travers le site dédié aux archives du journal *O Globo*<sup>398</sup> et à travers les consultations réalisées à la Bibliothèque National, située à Rio de Janeiro.

Le corpus de notre recherche se divise, ainsi, de la manière suivante et les critères justifiant cette sélection sont explicités plus bas :

- les récits publiés entre le 1er **janvier** et le 31 **mars 2010**.
- les récits publiés entre le 1er **avril** et le 30 **juin 2012**.
- les récits publiés entre le 1er **juillet** et le 30 **septembre 2013**.
- les récits publiés entre le 1er **octobre** et le 31 **décembre 2016**.
- les récits publiés entre le 1er **février** et le 30 **avril 2018**.

La première période, c'est-à-dire les trois premiers mois de 2010, marque en quelque sorte la consolidation de la politique pacificatrice et du projet du gouvernement. Nous disons cela parce qu'un peu plus d'un an après le lancement de la première unité, dans cette période de 2010 (janvier-mars) nous comptons déjà sept UPP dans la ville de Rio. D'ailleurs, l'attente et la confiance de la population *carioca* envers le projet de police pacificatrice étaient également importantes à cette époque-là. Par exemple, le premier jour de l'année 2010, *O Globo* écrivait à la Une: « *O réveillon da pacificação* » (en français, « *Le réveillon de la pacification* »).

Ensuite, 2012 correspond à la période d'expansion du projet. C'est en effet l'année où le gouvernement a créé le plus d'Unités de Police Pacificatrice dans la ville : en tout, dix unités ont vu le jour durant cette période, la plupart entre les mois d'avril et de juin (six unités, plus précisément). C'est la raison pour laquelle nous avons repéré cette coupure temporelle.

Comme nous l'avons déjà souligné, juillet 2013 se caractérise par la disparition d'Amarildo et le début (ou la consolidation) de la méfiance envers les unités de police pacificatrices. Cet événement, dont le monde entier a parlé, a gagné beaucoup de visibilité et a véritablement fait basculer le Brésil, qui était déjà en ébullition suite aux manifestations ayant eu lieu en juin. Afin de pouvoir observer comment cet épisode a été présenté et suivi par le quotidien *carioca*, nous avons choisi le mois de juillet (mois de sa disparition) et les deux mois suivants.

<sup>397</sup> Pour des raisons de cohérence méthodologique, nous n'avons pas inclus dans notre corpus les reportages publiés dans les cahiers spéciaux de chaque quartier (« *jornais de bairro* ») ni les textes édités dans la rubrique « Opinion », avec les manifestations des lecteurs.

<sup>398</sup> Pour plus d'information: <https://acervo.oglobo.globo.com/>

La période octobre-décembre 2016 correspond au départ de José Mariano Beltrame, figure considérée comme le symbole du projet de l'UPP, du poste de secrétaire d'état à la sécurité publique de Rio. De plus, c'est en novembre 2016 que l'ex-gouverneur de Rio de Janeiro, Sergio Cabral, fut accusé de corruption dans le cadre de plusieurs procès et envoyé en prison. Comme cela a été souligné à plusieurs reprises, Cabral, qui occupait la fonction de gouverneur entre 2007 et 2014, avait mis en œuvre le projet des Police Pacificatrices et son gouvernement a été considéré comme celui qui avait combattu la violence, grâce notamment au succès des UPPs au début de son mandat.

Pour conclure, la coupure temporelle de 2018 s'est avérée essentielle pour notre étude car elle est marquée par deux faits d'une extrême importance : tout d'abord, parce qu'en février débute l'intervention fédérale à Rio et ensuite, du fait qu'en avril, l'État décide de fermer la moitié des Unités de Police Pacificatrice, en avouant ne pas avoir le contrôle sur certains territoires<sup>399</sup>. Étant donné que l'intervention a placé la sécurité à Rio sous tutelle fédérale, c'est le Ministre de la Sécurité Publique, Raul Jungmann, qui a expliqué la fermeture des UPP en admettant d'une certaine manière la faillite du projet. Pendant sa conférence de presse, il a affirmé : « Personne ne ferme une Unité de Police Pacificatrice de sa propre volonté »<sup>400</sup>.

#### IV. 2 Les cinq cadres de notre corpus

Comme nous l'avons déjà expliqué, les cinq cadres mentionnés plus haut émergent en réponse à une même question, à savoir : « enfin, selon ce texte journalistique, qu'est-ce que l'UPP ? ». Ainsi, nous avons lu tous les reportages de notre corpus en ayant cette interrogation comme fil conducteur et ce sont donc les réponses à ce questionnement qui varient selon les reportages. Dans le but de préciser ce qui distingue ces différentes formes de réponses, nous allons maintenant les énumérer en associant aux cadres que nous avons préalablement identifiés :

Dans « **UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice** », nous trouvons principalement les reportages qui parlent des favelas « pacifiées » dès le premier jour de l'occupation policière. C'est comme si le récit nous faisait croire qu'il a suffi d'un jour pour résoudre ce problème presque miraculeusement. Nous trouvons ici également les reportages qui mettent l'accent sur les chiffres de saisies de drogues et d'armes, les récits soulignant qu'il s'agit

<sup>399</sup> Au moment de l'annonce de cette décision, deux unités avaient déjà cessé leurs activités : Batan et Vila Kennedy. Selon le calendrier, les autres unités qui allaient également disparaître sont : Rocinha, Caju, Camarista Méier, Cidade de Deus, Coroa/Fallet/Fogueteiro, Prazeres, Lins, São Carlos, São João et Mangueirinha.

<sup>400</sup> Citation originale : « *Ninguém fecha UPP porque quer* », disponible sur : <https://oglobo.globo.com/rio/ninguem-fecha-upp-porque-quer-diz-jungmann-22634048>.



maintenant d'une « nouvelle police », basée sur les enseignements de la police de proximité (censée respecter les habitants) et les reportages centrés sur les promesses du projet pour le futur (y compris les promesses mentionnées pendant les campagnes électorales ou celles qui établissaient un objectif à atteindre jusqu'à la réalisation de la Coupe du Monde en 2014 et aux Jeux Olympiques de 2016).

De plus, on retrouve également dans ce cadre tous les reportages qui démontrent le succès de ce projet, comme par exemple les statistiques prouvant la diminution de la violence et du sentiment d'insécurité chez les habitants ; les sondages et les enquêtes soulignant le soutien de la population locale et l'intérêt porté par les médias internationaux ; la création de nouvelles unités et son effet positif sur l'économie de la ville, avec l'émergence de plusieurs investisseurs privés, la valorisation immobilière, etc. De la même façon, les reportages traitant de la restructuration du projet (associée à de nouvelles promesses) et les récits nostalgiques – dans lesquels le ton du texte évoquait un passé pas très lointain où la ville de Rio était pacifiée grâce à l'UPP – font partie de cette catégorie.

Dans « **UPP et ses effets collatéraux** », comme le nom l'indique, nous retrouvons les reportages qui traitent des effets secondaires de l'occupation. Ainsi, nous pouvons citer des articles affirmant que les fusillades/vols ou la violence en dehors des favelas découlent de l'occupation définitive des bidonvilles par les UPPs ; des articles qui mentionnent une certaine diversification du crime de la part des trafiquants (et ici l'idée serait la suivante : comme ils ne peuvent plus vendre de stupéfiants dans les favelas, ils commencent à varier leurs agissements et leurs crimes) ; l'invasion d'autres favelas par les groupes expulsés par les Unités de Police Pacificatrice, c'est-à-dire la fuite des criminels vers d'autres régions, etc. D'une manière générale, la spécificité de ce cadre est son aspect géographique : c'est-à-dire que nous observons les effets de la pacification dans d'autres territoires (soit dans d'autres favelas non-pacifiées, soit dans d'autres zones de la ville et de l'état de Rio).

« **UPP : culture, sport et loisirs** » souligne les événements sportifs et culturels promus dans les favelas avec l'aide (et la participation) des policiers qui travaillaient au sein des communautés, ainsi que celles des autorités responsables du projet. Nous retrouvons ici également les textes qui abordaient la valorisation du potentiel touristique des favelas ; l'intérêt des célébrités internationales qui réalisaient leurs vidéo clips en utilisant les zones pacifiées comme scénario ; la présence croissante de l'univers de la favela dans les productions

audiovisuelles brésiliennes, mais aussi la controverse autour de l'interdiction des *bailes funks*, fêtes consacrées au style musical appelé Funk, né dans les favelas de Rio.

Le cadre « **UPP : nouvelle police, vieilles habitudes** » englobe les articles démontrant que cette nouvelle police n'est pas vraiment si différente de celle qui existait déjà – tout au moins dans sa manière de se comporter avec les habitants des favelas. On trouve également ici les reportages qui abordent les problèmes plus généraux liés à la sécurité publique. Ainsi, dans cette catégorie figurent les reportages qui parlent des mauvaises conduites policières, de la corruption qui existe au sein de l'institution, du lien existant entre les policiers, les milices et les trafiquants de drogues, de la naturalisation de la violence dans les quartiers les plus démunis, de la série de controverses présentées à l'occasion de la disparition d'Amarildo, etc.

Enfin, dans « **UPP : une voie qui peut déraper** » nous retrouvons les reportages qui décrivent des épisodes de violence, des fusillades et tensions dans les favelas dites pacifiées. Ici, nous avons également réuni les articles dans lesquels les membres de la police (ou du gouvernement) reconnaissent savoir que la vente de stupéfiants persiste dans certaines favelas (et, ainsi, la présence des trafiquants aussi) ; les reportages sur les policiers qui travaillaient au sein d'une Unité de Police Pacificatrice et ont été assassinés ; les textes sur les habitants des favelas qui ont perdu la vie pendant les opérations de police dans les communautés ; sur les associations et les Organisations Non Gouvernementales qui ont fermé leurs portes (suite à la demande direct des trafiquants) et, plus globalement, les reportages qui soulignent le retour de la sensation d'insécurité dans la ville de Rio.

Il s'agit ici également des articles qui traitent, plus spécifiquement, des problèmes concrets des Unités de Police Pacificatrice : analyses qui dénoncent une euphorie exagérée dès le lancement du projet, le manque de coordination entre les sphères de pouvoir (fédérale, de l'état de Rio et municipale), l'absence complète de services publics (en ce qui concerne la santé, le loisir, l'éducation) qui devraient accompagner l'arrivée de la police, les erreurs du projet et les promesses non tenues, pour finir, en 2018, avec l'intervention militaire à Rio et la clôture de plusieurs unités de police pacificatrice. Ainsi, dans cette catégorie, nous avons réuni les textes indiquant explicitement une ou plusieurs faille(s) du projet.

Encore une fois, ces cadres ont émergé à partir de l'étude de notre corpus quand nous avons posé la question à chaque reportage : « finalement, qu'est-ce que les UPP ? ». D'un point de vue pratique, les éléments pris en compte pour leur organisation ne constituent pas en eux-mêmes de matière avant la lecture en profondeur des documents étudiés ; au contraire, ils émergent de la

lecture du corpus et d'une recherche inductive<sup>401</sup>. Blais et Martineau décrivent l'analyse inductive générale en mettant l'accent sur « le processus de réduction des données en décrivant un ensemble de procédures visant à 'donner un sens' à un corpus de données brutes mais complexes, dans le but de faire émerger des catégories favorisant la production de nouvelles connaissances en recherche, peu importe le domaine privilégié par le chercheur »<sup>402</sup>.

Ainsi que cela a été souligné auparavant, nous avons travaillé parallèlement sur les cinq catégories que nous venons de détailler – résultat de notre travail à partir de l'examen du corpus – et, de plus, en vue d'élargir notre recherche, avec les deux cadres développés par Iyengar, c'est-à-dire le cadre épisodique et celui thématique. Même si la proposition de Iyengar nous semble relativement statique, elle nous permettra d'observer lequel de ces deux cadres ressortent davantage pour chaque période analysé. Par conséquent, elle pourra nous aider à comprendre, plus globalement, la façon dont le projet de police pacificatrice a été présenté aux lecteurs de *O Globo* au moment de son lancement, quand les promesses de pacification étaient très en vogue, et au moment de son déclin, lorsque les annonces de fermeture et de fusion de différentes UPPs ont été confirmés par le gouvernement.

#### IV. 3 Le journal *O Globo*

Enfin, il est temps de présenter rapidement le quotidien *O Globo* et de le situer dans le champ médiatique brésilien. Le marché de la communication au Brésil est en effet largement monopolisé. Seules quatre sociétés (*Grupo Abril*, *Grupo Globo*, *Grupo RBS* et *Grupo Bandeirantes de Comunicação*) possèdent environ 250 médias, dont des journaux, des magazines, des stations de radio et de télévision. Le Groupe *Globo*, par exemple, possède la plus grande chaîne de télévision du pays, *Rede Globo*, ainsi qu'*Infoglobo*, une société en charge des quotidiens *O Globo*, *Extra* et *Expresso*. Le journal *O Globo*, fondé en 1929, est l'un des trois journaux nationaux les plus importants du Brésil sur les plans politique et économique, à côté de *Folha de S. Paulo* et de *O Estado de S. Paulo*. Néanmoins, les rédactions de ces deux derniers se situent dans la ville de São Paulo et ainsi, *O Globo* se positionne comme le principal journal *carioca* et le seul à posséder une amplitude nationale.

De ce fait, le marché et le fonctionnement de la presse dans la ville de Rio sont, également, un facteur important à mentionner. Comme le fait remarquer Viktor Chagas,

<sup>401</sup> SANTANDER, 2011 ; BLAIS et MARTINEAU, 2006.

<sup>402</sup> BLAIS, M. et MARTINEAU, S., « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *op. cit.*, p. 2.

Le marché de la presse de la ville de Rio est à la fois l'un des plus foisonnant et l'un des plus monopolisés, tandis qu'un seul 'papier de qualité' l'approvisionne, le journal *O Globo*, fourni par Infoglobo, membre du Grupo Globo, le plus grand conglomérat de médias du Brésil et de l'Amérique latine ; alors qu'aux moins cinq journaux imprimés circulent dans la capitale.<sup>403</sup>

Cet auteur définit l'expression « papier de qualité » (*quality paper*) de la manière suivante : « Les papiers de qualité, en revanche, sont des titres plus coûteux, avec une couverture plus étendue, destinés aux classes A et B, et leurs prix atteignent des valeurs supérieures à R\$2,50 »<sup>404</sup>.

Le journal *O Globo* est en effet, indubitablement, le quotidien le plus prestigieux de la ville de Rio. Il apparaît comme le journal le plus cité dans la catégorie « *quality papers* », selon une enquête réalisée, en 2014, par l'organe de communication de la présidence de la République (*Secretaria de Comunicação Social da Presidência da República – SECOM*) et il a été le journal le plus vendu dans cette même catégorie en 2018, avec une moyenne de 119.944 exemplaires par jour, selon une enquête de l'Association Nationale des Journaux, au Brésil<sup>405</sup>. En s'appuyant sur la littérature anglophone<sup>406</sup>, le chercheur Luiz Augusto Campos affirme que les journaux de la catégorie *quality papers* cherchent à s'éloigner des journaux populaires à travers certaines mesures, comme par exemple :

- i) cibler un lectorat appartenant aux élites politiques, économiques et intellectuelles, ii) employer des professionnels dans leurs salles de rédaction, iii) laisser relativement plus de place à l'actualité politique par rapport à d'autres niches thématiques, et iv) obtenir la plupart de leurs bénéfices de la publicité.<sup>407</sup>

Ici, nous ne nous proposons pas de faire une véritable étude de la ligne éditoriale de *O Globo*, mais, il nous semble important de mentionner quelques traits marquants de l'histoire de ce journal. En 2011, le Groupe *Globo* a en effet publié un document intitulé « *Princípios*

<sup>403</sup> Citation originale : « O mercado de jornais impressos na cidade é simultaneamente um dos mais fornidos e um dos mais monopolizados, já que um único quality paper o abastece, o jornal O Globo, da empresa Infoglobo, integrante do Grupo Globo, o maior conglomerado de mídia do Brasil e da América Latina; ao passo que pelo menos cinco jornais impressos circulam pela capital », CHAGAS, Viktor., « Leitorado Casual, Eleitorado Habitual: mudanças no ecossistema da informação e suas relações com o comportamento eleitoral das massas », *Estudos em Comunicação*, n° 28, vol. 1, maio 2019, p. 34.

<sup>404</sup> Citation originale : « Os quality papers, por sua vez, são títulos mais dispendiosos e com cobertura mais avolumada, destinados às classes A e B, e seus preços atingem valores acima de R\$2,50 », CHAGAS, Viktor., *Ibid.*

<sup>405</sup> Source : <https://www.anj.org.br/site/component/k2/97-midia-nacional/11314-assinatura-digital-de-jornais-cresce-com-descontos-de-ate-90-em-2018.html>

<sup>406</sup> HALLIN ; MANCINI, 2004.

<sup>407</sup> Citation originale : « i) mirarem num leitorado pertencente às elites políticas, econômicas e intelectuais, ii) empregarem mão de obra profissionalizada em suas redações, iii) conferir um espaço relativamente maior ao noticiário político em comparação a outros nichos temáticos e iv) obterem a maior parte de seus lucros da publicidade em suas páginas », CAMPOS, Luiz Augusto. « A identificação de enquadramento através da análise de correspondências: um modelo analítico aplicado à controvérsia das ações afirmativas raciais na imprensa », *op. cit.*, p. 380.

*editoriais das Organizações Globo* » (Les Principes éditoriaux du Groupe Globo, en traduction libre)<sup>408</sup> où certains questionnements autour de la fonction du journalisme et de sa propre ligne éditoriale ont été abordés. Tout d'abord, il nous paraît important de mentionner que, dans ce texte, le Groupe *Globo* reconnaît que tous les médias possèdent une responsabilité sociale. Dès les premières pages, le document (signé par les trois membres de la famille Marinho, propriétaire du Groupe<sup>409</sup>) définit le terme « journalisme » :

Le journalisme est l'ensemble des activités qui, suivant certaines règles et principes, permettent de générer une première connaissance des faits et des personnes. Tout fait et toute personne [...] Le journalisme est cette activité qui permet une première connaissance de tous ces phénomènes, complexe et simple, avec un degré de fiabilité et de justesse acceptable, en tenant compte du moment et des circonstances dans lesquelles ils se présentent. **C'est donc une forme d'appréhension de la réalité (c'est nous qui soulignons)**<sup>410</sup>.

Dans ce document, il est également affirmé que, même si l'objectivité et la neutralité totale seraient des prétentions difficiles à atteindre, il existe des techniques qui permettent aux journalistes de minimiser (à un degré acceptable) la subjectivité des textes. Ainsi, dans la suite du document il est affirmé que les médias doivent raconter les faits, faire des analyses, produire des opinions, sans qu'elles soient pour autant biaisées. Par la suite, le Groupe *Globo* se déclare ainsi laïque, détaché de tout parti pris politique, indépendant de tout groupe économique, et regorgeant d'enthousiasme envers la diversité du peuple brésilien.

Les organisations Globo seront toujours indépendantes, non partisans, laïques et pratiqueront un journalisme qui recherche dérogation, correction et agilité [...] elles ne seront donc pas pour ou contre les gouvernements, les églises, les clubs, les groupes économiques et les partis. Mais défendront catégoriquement le respect des valeurs sans lesquelles une société ne peut se développer pleinement : la démocratie, la liberté individuelle, la libre entreprise, les droits de l'homme, la république, le progrès de la science et la préservation de la nature.<sup>411</sup>

<sup>408</sup> MARINHO, Roberto Irineu; MARINHO, João Roberto et MARINHO José Roberto, « Princípios editoriais do Grupo Globo », Rio de Janeiro, 2011. Disponible sur : <http://gl.globo.com/principios-editoriais-do-grupo-globo.html#principios-editoriais>

<sup>409</sup> A savoir : Roberto Irineu Marinho, João Roberto Marinho et José Roberto Marinho.

<sup>410</sup> Citation originale : « Jornalismo é o conjunto de atividades que, seguindo certas regras e principios, produz um primeiro conhecimento sobre fatos e pessoas. Qualquer fato e qualquer pessoa [...] O jornalismo é aquela atividade que permite um primeiro conhecimento de todos esses fenômenos, os complexos e os simples, com um grau aceitável de fidedignidade e correção, levando-se em conta o momento e as circunstâncias em que ocorrem. **É, portanto, uma forma de apreensão da realidade** », MARINHO, Roberto Irineu; MARINHO, João Roberto et MARINHO José Roberto, « Princípios editoriais do Grupo Globo », Rio de Janeiro, 2011. Disponible sur : <http://gl.globo.com/principios-editoriais-do-grupo-globo.html#principios-editoriais>

<sup>411</sup> Citation originale : « As organizações Globo serão sempre independentes, apartidárias, laicas e praticarão um jornalismo que busque a isenção, a correção e a agilidade [...] não serão, portanto, nem a favor nem contra governos, igrejas, clubes, grupos econômicos e partidos. Mas defenderão intransigentemente o respeito a valores sem os quais uma sociedade não pode se desenvolver plenamente : a democracia, as liberdades individuais, a livre-iniciativa, os direitos humanos, a república, o avanço da ciência e a preservação da natureza. » MARINHO, Roberto Irineu; MARINHO, João Roberto et MARINHO José Roberto, « Princípios editoriais do Grupo Globo », *Ibid.*

Par contre, un regard quelque peu attentif à l'histoire de ce journal montre qu'il y a eu, tout au moins, quelques moments de dérapage. Nous disons cela car le Groupe *Globo* a assumé, aussi bien pendant la dictature militaire, en 1964 qu'au cours des récents épisodes post-2014, des positions controversées. En 1984, le président du Groupe, Roberto Marinho, a écrit un éditorial dans lequel il déclarait avoir soutenu la dictature militaire au Brésil. Il a fallu presque 30 ans (et en réponse à des manifestations populaires) pour qu'un autre éditorial soit publié, en 2013, admettant que cela avait été une grave erreur :

Depuis les manifestations de juin, un chant est revenu dans les rues : "La vérité est dure, [le groupe] Globo a soutenu la dictature." En fait, c'est une vérité, et en effet c'est une dure vérité. Depuis de nombreuses années, lors de discussions internes, les organisations Globo ont reconnu qu'à la lumière de l'histoire, ce soutien avait été une erreur.<sup>412</sup>

Ensuite, nous pouvons citer les épisodes polémiques postérieurs à 2014, époque où le Groupe *Globo* a contribué à diffuser les scandales de fuites d'informations sélectives et d'incitations à des manifestations antigouvernementales, surtout à l'époque de l'impeachment de la présidente Dilma Rousseff<sup>413</sup>. Même si tous les médias du conglomérat n'ont pas suivi cette ligne, il nous paraît important de mentionner que cela a été la position adoptée par le quotidien *O Globo* (le journal le plus important du groupe Globo) et notre objet d'étude.

Enfin, nous sommes consciente qu'en nous focalisant sur un journal spécifique nous traitons de récits qui sont traversés par une politique éditoriale délimitée par diverses circonstances sociales, économiques et organisationnelles, et qui marquent ainsi le travail journalistique. De cette façon, nous ne prétendons pas faire une analyse des récits médiatiques dans leur complétude. En réalité, cela nous paraît même impossible. Ce que nous proposons donc, ici, c'est l'étude d'une partie importante du milieu journalistique brésilien (le journal *O Globo*) appartenant à un tout difficile à étudier dans son exhaustivité.

---

<sup>412</sup> Citation originale: « Desde as manifestações de junho, um coro voltou às ruas: "A verdade é dura, a Globo apoiou a ditadura". De fato, trata-se de uma verdade, e, também de fato, de uma verdade dura. Já há muitos anos, em discussões internas, as Organizações Globo reconhecem que, à luz da História, esse apoio foi um erro. » L'intégralité des deux éditoriaux est disponible ici : <https://www.infomoney.com.br/politica/relembre-o-editorial-de-roberto-marinho-apoiando-a-ditadura-e-a-retratacao-da-globo-em-2013/>

<sup>413</sup> CHAGAS, Viktor., « Leitorado Casual, Eleitorado Habitual: mudanças no ecossistema da informação e suas relações com o comportamento eleitoral das massas », *Estudos em Comunicação*, n° 28, vol. 1, maio 2019, 31-53.

### Troisième Partie - Analyse des récits médiatiques du journal *O Globo*

Comme nous l'avons déjà indiqué, cette troisième partie de notre thèse sera consacrée à l'analyse de notre corpus. Nous allons donc nous pencher sur les reportages d'*O Globo* qui traitent des Unités de Police Pacificatrice pendant presque dix ans afin de comprendre comment ces récits ont été présentés aux lecteurs, quelles sont les idées et les voix qui ressortent durant chaque période et, d'une façon générale, comment ces textes (et ces images) journalistiques sont susceptibles d'avoir contribué à ce projet de sécurité publique mis en place par le gouvernement de Rio à partir de la fin de l'année 2008, ou, contraire, de l'avoir réfuté.

Pour cela, 559 reportages ont été étudiés en tout, sans l'aide d'aucun logiciel. En respectant notre méthodologie, ces textes ont été examinés de deux façons : en suivant les cadres suggérés par Iyengar, c'est-à-dire qu'ils ont été classés en deux catégories (épisodique ou thématique) ; et selon les cinq cadres que nous avons identifiés à partir de la lecture de notre corpus quand nous avons tenté de répondre à la question suivante : « selon ce reportage, qu'est-ce que l'unité de police pacificatrice ? ». Le tableau ci-dessous permet d'en avoir un premier aperçu :

Mois/ année	UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice	UPP et ses effets collatéraux	UPP : culture, sport et loisirs	UPP : nouvelle police, vieilles habitudes	UPP : une voie qui peut déraiper	Thématique	Épisodique	
Janvier/ 2010	24	3	3	0	0	17	13	Première « vague »
Février/ 2010	20	3	7	2	0	16	16	
Mars/ 2010	43	2	0	7	7	22	37	
Avril/ 2012	21	13	2	2	6	22	22	
Mai/ 2012	24	3	5	4	1	17	20	
Juin/ 2012	11	2	1	8	2	10	14	
Juillet/ 2013	4	3	0	17	5	10	19	Deuxième « vague »
Août/ 2013	20	0	8	45	7	38	43	
Septembre/ 2013	8	1	3	19	6	20	17	
Octobre/ 2016	8	1	0	12	28	30	19	Troisième « vague »
Novembre/2016	0	0	0	9	12	10	11	
Décembre/ 2016	2	1	0	4	10	9	11	
Février/ 2018	1	1	0	10	14	18	10	
Mars/ 2018	7	1	1	4	24	25	16	
Avril/ 2018	1	1	0	10	11	15	8	



L'observation de ce tableau permet de constater qu'il existe, selon nous, trois différentes « vagues » dans les récits d'*O Globo* concernant le projet des UPP. La première s'ouvre dès le début, c'est-à-dire en janvier 2010, et perdure jusqu'à juin 2012, époque où la grande majorité des reportages font partie du cadre que nous avons intitulé « **UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice** ». Il serait répétitif de réexpliquer toutes les caractéristiques que nous avons répertoriées dans ce cadre – étant donné que nous l'avons déjà fait dans le chapitre méthodologique – mais, pour résumer et comme son nom l'indique, ici nous avons réuni les textes qui définissaient, principalement, le projet des Unités de Police Pacificatrice comme une police fondée sur les principes de la police de proximité. Nous voulons dire par là qu'il s'agit d'une police qui travaille en respectant l'ensemble de la population, capable de garantir les droits de citoyenneté aux habitants des favelas et est également libérée des liens abominables avec les milices, les trafiquants de drogues et les schémas habituels de corruption.

Ensuite, les récits de l'année 2013 se caractérisent par la présence massive des reportages entrant dans le cadre « **UPP : nouvelle police, vieilles habitudes** », surtout en ce qui concerne le mois d'août, durant lequel plus de 50 % des reportages ont été répertoriés dans cette catégorie. Comme l'indique ce titre, les reportages figurant dans ce cadre donnent – implicitement ou explicitement – des indices qui montrent que cette « nouvelle police » qui avait été annoncée et promise par les autorités n'est pas vraiment si différente de l'ancienne en ce qui concerne les pratiques policières. Et cela saute aux yeux à partir de 2013, quand plusieurs cas et pratiques néfastes commencent à gagner de l'ampleur et émergent dans les récits médiatiques. Néanmoins, il est important de souligner que, dans ce cadre, ce n'est pas le projet des UPPs qui est le plus fortement remis en question, mais les pratiques policières en général et le mode de fonctionnement de la police qui sont dénoncés avec vigueur.

Pour finir, la troisième vague identifiée dans notre corpus est celle où le projet de police pacificatrice est, lui aussi, montré du doigt comme un projet inefficace, mal planifié, qui n'a pas tenu ses promesses et a échoué (ce pour différentes raisons). Le cadre « **UPP : une voie qui peut dérapier** » recueille ainsi ces reportages qui représentent la majorité des textes analysés en 2016 et en 2018.

Ainsi, cette troisième partie de notre thèse sera elle aussi divisée en trois chapitres, chacun étant consacré à l'une de ces vagues identifiées ci-dessus. Le chapitre 6 traitera des récits publiés en 2010 et 2012, où le cadre qui ressort majoritairement des récits d'*O Globo* est celui qui définit les Unités de Police Pacificatrice comme une nouvelle police. Le chapitre 7 abordera les reportages publiés en 2013, année où la situation a commencé à changer de configuration ; ainsi, la plupart des

textes journalistiques de cette période ont été classés dans le cadre identifiant le projet de police pacificatrice comme une nouvelle police sur le papier, mais qui conservait encore d'anciennes habitudes dans sa pratique de tous les jours. Enfin, le chapitre 8 porte sur les textes publiés en 2016 et 2018, quand le cadre qui ressort est celui qui souligne les failles et les erreurs du projet en mettant en évidence tous ses problèmes.

Il nous semble que cette organisation nous aidera à mieux appréhender les matériaux de notre corpus et à recomposer *le* récit (dans le sens que lui a donné Paul Ricœur) sur les Unités de Police Pacificatrice présenté par le quotidien *carioca*. Nous serons ainsi en mesure de comprendre également comment les divers *micro-récits* (c'est-à-dire chacun des divers reportages analysés) traitant de la politique des polices pacificatrices peuvent nous aider à comprendre le *macro-récit* – dans une vision plus générale du terme récit – qui traite, globalement, de ce projet politique pendant presque dix ans. Il est important de souligner que, quand nous nous référons aux termes *micro-récit* et *macro-récit*, nous prenons appui sur les conceptions proposées par L'Observatoire des récits médiatiques de Louvain. Selon cette distinction théorique et terminologique, le *macro-récit* est le texte abstrait formé de l'ensemble des récits que l'on peut rattacher à une même question. Dans notre cas : les Unités de Police Pacificatrice. À l'intérieur de ce *macro-récit* nous pouvons distinguer les *micro-récits* qui le composent, c'est-à-dire pour nous chaque reportage analysé<sup>414</sup>.

## **I. Les cadres épisodiques et les cadres thématiques de Shanto Iyengar : une tentative**

En essayant d'analyser notre matériel en suivant la division proposée par Iyengar entre cadres épisodiques et cadres thématiques, nous nous trouvons d'emblée confrontée à certaines difficultés. Premièrement, il s'agit d'une division trop statique et arbitraire. Lorsque nous nous penchons sur notre corpus en prenant ces deux cadres comme outil méthodologique, leur rigidité et manque de malléabilité ne nous permettent pas, à notre avis, d'étudier les reportages de manière détaillée. Deuxièmement, la classification entre épisodique et thématique n'est pas si évidente. En effet, certains faits cadrés comme épisodiques, particuliers, peuvent également – et simultanément – être appréciés suivant un caractère plus ample, plus global, et relever davantage en conséquence d'un caractère thématique.

En tout état de cause, malgré ces difficultés et étant donné qu'une thèse se compose aussi de tentatives, d'erreurs et de réussites, de théories qui se rapprochent et qui s'éloignent de la nôtre, nous avons voulu proposer ici une brève réflexion plus globale, plus quantitative et davantage statique, comme la classification d'Iyengar nous le suggère. D'ores et déjà, il convient de souligner

---

<sup>414</sup> Pour plus d'information, voir le n° 7 de la revue *Recherches en Communication*, coordonné par Marc Lits et publié en 1997.

que c'est en étudiant les récits selon les enseignements de Paul Ricœur que le caractère relationnel de notre méthodologie sera mis en valeur à travers les discussions proposées à partir des travaux de ce dernier, de ceux de Dewey et des cadres médiatiques d'inspiration goffmanienne.

Comme nous l'avons montré dans le tableau qui figure au début de cette partie, en considérant la totalité des reportages qui composent notre corpus, l'écart entre les cadres épisodiques et thématiques est infime. Il existe au total une légère prédominance du cadre thématique, mais la différence entre les deux est inférieure à cinq reportages – sur un total de plus de 550 textes analysés. C'est la raison pour laquelle il nous semble important d'observer les cadres proposés par Iyengar de la même manière que celle que nous avons choisi pour réaliser notre deuxième analyse, c'est-à-dire en prenant en compte le discernement de trois vagues (distingues) dans la composition de notre corpus. À notre avis, cela nous permettra d'étudier les particularités de chaque moment clé lié au projet de pacification auquel nous nous intéressons.

### **I.1 Les cadres épisodiques et thématiques durant la première période de notre corpus ( 2010-2012)**

Si nous nous appuyons sur les cadres proposés par Iyengar afin d'analyser les reportages de cette première vague, nous remarquons qu'il existe une légère prédominance du cadre épisodique : en tout, nous avons classifié 122 reportages comme épisodiques et 104 comme thématiques.

<b>Mois/ année</b>	<b>Thématique</b>	<b>Épisodique</b>
Janvier/ 2010	<b>17</b>	13
Février/ 2010	<b>16</b>	<b>16</b>
Mars/ 2010	22	<b>37</b>
Avril/ 2012	<b>22</b>	<b>22</b>
Mai/ 2012	17	<b>20</b>
Juin/ 2012	10	<b>14</b>

À notre avis, cette petite différence entre ces deux cadres peut s'expliquer, tout d'abord, par le fait que, comme il s'agit du début et de la période de consolidation du projet, plusieurs reportages avait pris réellement pour thème la politique de la police pacificatrice, afin de la faire connaître et de la rendre populaire. C'était le moment de présenter le projet aux lecteurs, de les informer sur les valeurs et les règles qui allaient constituer les directives de cette nouvelle police et

les principes prioritaires pour les nouvelles formations de ses membres. C'est la raison pour laquelle nous retrouvons un grand nombre de reportages classés dans le cadre thématique. Comme son nom l'indique, ce cadre concentre les textes qui avaient pour sujet principal le projet de pacification et les aspects mis en lumière dans ces reportages tournaient autour du projet dans sa globalité, d'une façon plus générale et ne portaient pas sur un événement/incident spécifique.

En revanche, dans les textes qui composent le cadre épisodique, c'est un fait de l'histoire des Unités de Police Pacificatrice qui a davantage été mis en valeur. D'ailleurs, dans ce cadre, nous pouvons identifier des papiers qui traitent, en général, de sujets très différents, allant d'un épisode de fusillade à une course à pied ou une foire littéraire. Concrètement, nous avons réuni ici les reportages où ce n'était pas les caractéristiques du projet de police pacificatrice qui étaient mises en avant, mais un événement, un épisode ou un fait qui avait pu avoir lieu grâce à la police pacificatrice ou, au contraire, qui s'était produit à cause de la police pacificatrice. Bien sûr, les UPPs étaient importantes dans ces textes, mais le projet (dans sa globalité) ne constituait pas la thématique centrale. L'ambition ou l'intention du texte journalistique était plutôt de mettre en avant l'épisode en question que la politique publique liée à la sécurité en elle-même.

Ainsi, de la même manière que cette période marque le commencement et le lancement de la politique de pacification, c'est ce qui explique en partie le grand nombre de reportages classés comme thématiques, les divers événements qui ont eu lieu dans les favelas pacifiées et en dehors expliquent le grand nombre de reportages épisodiques. Comme nous allons observer tout au long du chapitre 6, il y a eu, en effet, des épisodes récurrents qui ont marqué la période analysée, comme par exemple, la fuite des trafiquants de drogues – sujet très abordé en 2012.

Si nous examinons à nouveau le tableau, nous pouvons remarquer que durant les premiers mois de l'année 2010, le cadre thématique a concentré davantage de reportages, la situation s'est équilibrée ensuite et plus tard, c'est le cadre épisodique qui prédomine presque tout le temps. Néanmoins, nous n'observons d'énorme différence entre ces deux cadres pendant aucun mois, hormis en mars 2010. Cela s'explique principalement par le fait que, pendant cette période, plusieurs épisodes de forte violence ont éclaté, ce en particulier dans deux favelas, à savoir *Rocinha* et *Cidade de Deus*. De manière générale, pendant cette première vague qui caractérise le moment d'expansion et de consolidation de la politique de pacification, nous observons principalement l'existence d'un certain équilibre quand nous analysons notre corpus en nous appuyant sur la proposition d'Iyengar.

## I.2 Les cadres épisodiques et thématiques durant la deuxième période de notre corpus (2013)

Étant donné que pour le moment nous considérons notre corpus en nous appuyant seulement sur les cadres proposés par Iyengar, durant l'année 2013, nous avons une petite prédominance du cadre épisodique. En tout, 79 reportages ont été classés dans cette catégorie contre 68 dans la catégorie thématique. Encore une fois, cela nous semble corroborer le constat fait plus haut en nous appuyant sur nos cadres, où nous affirmions que, à ce moment-là, c'était plutôt l'institution policière, avec ses pratiques et ses abus, qui était la thématique la plus abordée et non le projet de police pacificatrice en particulier.

La majorité du cadre épisodique peut s'expliquer également, à notre avis, principalement à cause de l'affaire Amarildo. Les mois de juillet et d'août, mois de la disparition et du développement de l'enquête, correspondent aux moments où le cadre épisodique a été plus présent que le cadre thématique, comme nous pouvons l'observer dans le tableau ci-dessous :

Mois/ année	Thématique	Épisodique
Juillet/ 2013	10	<b>19</b>
Août/ 2013	38	<b>43</b>
Septembre/ 2013	<b>20</b>	17

Nous remarquons donc que la courbe s'inverse au mois de septembre, moment où les reportages thématiques prennent le dessus. La différence entre ces deux cadres s'avère plus importante au mois de juillet, mais le nombre de reportages est moins conséquent si nous le comparons aux autres mois. C'est, d'après nous, en août que nous pouvons observer qu'il existe encore un équilibre entre le cadre thématique et celui épisodique, étant donné le grand nombre de reportages analysés ce mois-là : 81 en tout.

Ainsi, il nous semble que si des épisodes viennent bousculer de temps en temps la politique sécuritaire des unités de police pacificatrice, cette différence est toutefois limitée, 11 en tout, entre les reportages épisodiques et thématiques pendant cette deuxième vague, ce qui démontre cependant que ce projet demeurerait toujours un thème important dans les sujets de conversation et médiatiques. Il ne s'agit pas ici de procéder à un jugement de valeur, de décréter si cela pouvait être considéré comme quelque chose de positif ou de négatif, mais simplement de constater que cinq ans après le début de la mise en œuvre du projet de sécurité pacificatrice, il continuait à attirer le regard médiatique – et par conséquent – le regard du public avec une grande intensité.

### I.3 Les cadres épisodiques et thématiques durant la troisième période de notre corpus (2016-2018)

Si nous nous appuyons sur les cadres proposés par Iyengar afin d'analyser les reportages de cette troisième vague, nous remarquons qu'il existe une large prédominance du cadre thématique : en tout, nous avons répertorié 107 reportages thématiques et 75 épisodiques portant sur ce sujet. Cependant, si nous observons ces deux cadres en étudiant séparément chaque année d'analyse, c'est-à-dire tout d'abord 2016 et ensuite 2018, le constat n'est absolument plus le même. En 2016, le cadrage qui prime demeure, en effet, le cadre thématique avec 49 reportages, mais la différence par rapport à celui épisodique est de seulement huit textes. Ainsi, pendant la période analysée en 2016, nous retrouvons 49 reportages classifiés comme thématiques et 41 comme épisodiques, comme nous pouvons l'observer dans le tableau ci-dessous :

Mois/ année	Thématique	Épisodique
Octobre/ 2016	30	19
Novembre/2016	10	11
Décembre/ 2016	9	11

D'ores et déjà, pour que cette petite différence ne soit pas ignorée dans une analyse plus globale de ce que nous avons qualifié de troisième vague de notre corpus, il nous semble important de la faire ressortir rapidement et d'essayer de l'expliquer. En réalité, c'est seulement en octobre 2016 que nous trouvons un écart important entre ces deux cadrages, moment où les reportages thématiques correspondent à environ 61 % du total. En novembre et en décembre, cependant, il existe presque une égalité entre les classements : soit 10 textes épisodiques et 11 thématiques, en novembre ; 9 textes épisodiques et 11 thématiques, en décembre, ce qui peut s'expliquer, en grande partie, par l'annonce du départ de José Mariano Beltrame, au mois d'octobre. Au fond, le communiqué concernant la fin de la collaboration entre le « patron » de la pacification, Beltrame, et le gouvernement de Rio a suscité concomitamment l'augmentation de la publication de textes et de reportages consacrés au projet UPP en lui-même. Et cela s'est répercuté dans les deux sens, à savoir que certains reportages soulignaient les promesses non tenues pendant ces huit ans de projet de pacification, surtout au niveau social, alors que d'autres mettaient en valeur l'engagement professionnel et personnel de Beltrame et les bénéfices tirés de sa gestion.

En même temps, comme nous allons constater au fil du chapitre consacré à la troisième vague (chapitre 8), la montée de la violence et de la peur s'est fait profondément sentir en 2016.

C'est la raison pour laquelle nous constatons également que les reportages épisodiques sont eux aussi très nombreux et qu'il existe un certain équilibre entre les deux cadres proposés par Iyengar. En réalité, du fait que la violence augmentait, les épisodes de fusillades, de « balles perdues », de tension et de terreur dans plusieurs favelas et quartiers de la ville sont devenus plus fréquents et correspondent à la majorité des reportages classés dans le cadrage épisodique de cette période. Enfin, nous observons qu'en 2016, les divers incidents violents dans les favelas dites pacifiées que nous avons analysés dans ce chapitre se sont presque équilibrés avec les reportages qui traitaient plus globalement du projet de pacification, ce qui apparaît dans notre analyse des cadres en suivant la proposition d'Iyengar.

Si nous en venons à examiner de plus près la période de 2018, nous observons que cette symétrie n'est plus notable, comme le démontre le tableau ci-dessous :

Mois/ année	Thématique	Épisodique
Février/ 2018	18	10
Mars/ 2018	25	16
Avril/ 2018	15	8

Effectivement, en 2018, nous constatons une large suprématie du cadrage thématique dans les trois mois qui composent notre analyse. Cela s'explique parce que c'est durant cette période que l'échec et la faillite des Unités de Police Pacificatrice se matérialisent à travers l'annonce des fermetures et des fusions de diverses unités. De plus, avec l'intervention militaire, la thématique UPP (c'est-à-dire l'ensemble du projet de pacification) est davantage exposée dans les récits médiatiques, dans la plupart des cas en évoquant les erreurs et anomalies de ce programme.

Une autre caractéristique intéressante à remarquer est le fait que même les variations entre les cadres épisodiques et thématiques sont assez stables si nous nous penchons sur chaque mois au cas par cas. En réalité, pendant les mois de février, mars et avril, les reportages qui composent le cadrage thématique correspondent à 60 % et 65% des textes. Ainsi, cette fois-ci, nous ne constatons pas de différence trop importante entre les deux cadres, mais nous relevons une certaine stabilité et régularité entre eux pendant trois mois consécutifs.

C'est précisément cette stabilité et cette régularité du cadre thématique pendant l'année 2018 qui peuvent nous aider à comprendre la large prédominance de ce cadre qui caractérise notre troisième vague, dans laquelle nous avons répertorié 107 reportages thématiques et 75 épisodiques. C'est surtout la constance de l'écart entre ces deux cadres pendant les mois analysés en 2018 qui



explique, en réalité, la grande différence qui existe entre eux à la fin de la troisième vague. Même si, comme nous l'avons observé, les épisodes de violence, fusillades, frayeur et balles perdues continuaient à terroriser la vie des habitants de Rio en 2018, nous remarquons un grand nombre de reportages dans lesquels le thème du projet de pacification était abordé de manière plus globale.

Ainsi, les problèmes donc de « paix perdue » (quand il s'agissait des favelas qui avaient été considérées comme un symbole du succès de la politique de la pacification au début du projet, comme par exemple *Dona Marta*, *Cidade de Deus*, *Rocinha*, *Babilônia* et *Chapéu Mangueira*) se sont alors accumulés avec les annonces de restructuration du programme, des fusions et des fermetures d'unités. L'intervention militaire fédérale envoyait également le signal que la situation sécuritaire à Rio était hors de contrôle. Tout cela faisait que l'échec et la faillite des Unités de Police Pacificatrice se sont rapidement transformés en *thématiques* récurrentes dans les pages d'*O Globo* comme nous l'avons démontré en nous appuyant sur les cadres proposés par Iyengar.

Comme nous l'avons souligné, l'analyse de notre matériel basée exclusivement dans la proposition de ce chercheur américain nous paraît utile car elle nous offre un premier aperçu global et relativement homogène de notre corpus. C'est la raison pour laquelle cette tentative mérite sa place selon nous jusqu'ici. Cependant, c'est en étudiant nos reportages avec plus de détail et davantage de souplesse analytique que nous serons capables de les explorer en prenant en compte le rôle des médias à nos jours, la façon dont ils seraient capables d'instaurer des « manières de voir » et de produire des représentations à travers lesquelles les citoyens donnent sens à leurs propres expériences et à leurs demandes politiques. Les pages qui vont suivre entendent ainsi à accorder une attention plus minutieuse à notre corpus et aux réflexions médiatiques évoquées tout au long de cette thèse.

## Chapitre 6 : La première période ou le début et les promesses des Unités de Police Pacificatrice

Comme nous l'avons déjà mentionné, la première UPP fut inaugurée à la fin de l'année 2008 dans la favela *Santa Marta*. Ainsi, c'est au fil de l'année 2009 que la politique de pacification a commencé à gagner de la visibilité et à s'inscrire progressivement dans le circuit politique et médiatique de Rio. Cependant, c'est en 2010 que les Unités de Police Pacificatrice se sont véritablement consolidées comme la politique de sécurité publique prioritaire du gouvernement. Il est important de souligner qu'en 2010, dix nouvelles UPPs ont été créées. Cette accélération du projet peut être appréhendée d'une certaine façon comme une réponse à la confirmation divulguée en octobre 2009 par le Comité International Olympique (COI) que Rio allait héberger les Jeux Olympiques de 2016. Ainsi, la course contre la montre devenait prioritaire.

Concrètement, notre corpus effectif d'analyse commence par l'année 2010, plus précisément par le premier mois de cette année-là. Ainsi, les reportages qui ouvrent notre étude sont ceux qui traitent de la fête du Réveillon, organisée traditionnellement par le gouvernement de Rio avec ses feux d'artifice lancés depuis la célèbre plage de Copacabana. De la même manière, la première mention du projet des Unités de Police Pacificatrice dans le quotidien *O Globo* figure déjà sur sa couverture du premier janvier 2010, avec l'image des feux d'artifice, symbole de cette grande fête, associée au titre suivant : « *Le réveillon de la pacification* »<sup>415</sup> (Couverture déjà révélée dans ce travail, p. 81).

Ensuite, quand nous ouvrons le journal, nous trouvons le reportage intitulé « *A Pavão-Pavãozinho* (nom d'une favela également située dans le quartier de Copacabana), *la fête de l'intégration* »<sup>416</sup>. Le mot *intégration* nous saute, tout de suite, aux yeux. De quelle intégration s'agit-il ? Ce journal essaie-t-il de mettre l'accent sur l'assimilation de la favela en tant que partie intégrante de la ville, une sorte d'« *imbroglio juridique entre le droit et le non-droit* », comme l'a écrit l'historien Jean Piel ? Ou, dans le même sens, est-ce que l'intention d'*O Globo* en choisissant ce titre était de montrer que les habitants de *Pavão-Pavãozinho* ont eu (eux aussi) le droit de participer à la fête sur la plage de Copacabana ? S'agit-il, ainsi, de la fin soudaine de la division entre *favela* et *asphalte* que nous avons étudiée dans les chapitres précédents ?

Un indice nous est fourni par le sous-titre selon lequel : « La communauté, récemment pacifiée, est prise pour des touristes qui ont profité de la vue privilégiée des '*lajes*' (terme fréquemment utilisé pour décrire une sorte de terrasse située au sommet des maisons populaires) »<sup>417</sup>. Dans ce texte, plusieurs touristes brésiliens et étrangers racontent leur expérience

<sup>415</sup> Citation originale : « O reveillon da pacificação », publié par *O Globo*, le 01/01/2010 à la Une.

<sup>416</sup> Citation originale : « No Pavão-Pavãozinho, a festa da integração », publié par *O Globo* le 01/01/2010, p. 11.

<sup>417</sup> Citation originale : « Comunidade, recentemente pacificada, é tomada por turistas que aproveitaram a vista

ayant consisté à passer la journée du nouvel an dans une favela récemment pacifiée. Nous trouvons les témoignages d'un musicien de nationalité danoise qui raconte qu'il est venu profiter de la fête dans la favela après avoir pris connaissance par la presse du travail des Polices Pacificatrices ; une journaliste anglaise a également voulu monter sur la colline du *Pavão-Pavãozinho* à cette occasion grâce à la pacification, ainsi que des touristes brésiliens vivant dans d'autres régions du pays venus à Rio pour la fête du réveillon.

Les réponses à nos questionnements présentés quelques lignes plus haut commencent donc à apparaître : ce qui est souligné (et célébré) comme « l'intégration » par le journal n'est pas vraiment le fait que les favelas (et ses habitants) se mettent à agir plus activement en tant que participants à la vie de la ville de Rio, mais plutôt le contraire. Ce sont les touristes qui, maintenant, « ont le droit » d'occuper l'espace et de circuler dans les favelas, sans avoir peur. Ou, autrement dit, d'une autre manière peut-être trop simpliste, mais qui fait bien écho à la séparation *favela/asphalte* que nous avons évoquée à plusieurs reprises dans ce travail, c'est la ville qui envahit la favela et non la favela qui gagne la ville. Entre ces deux formulations réside, pour nous, une énorme différence.

Notre affirmation ne veut pas dire, cela s'entend, que la présence et la circulation des personnes qui n'habitent pas dans la favela *Pavão-Pavãozinho* n'est pas fructueuse pour l'ensemble de la communauté, car il est évident qu'elles bénéficient énormément à la vie en général, y compris à celle des habitants des bidonvilles. Par contre, en observant le texte et le titre du reportage d'*O Globo*, il n'est pas difficile de remarquer quel aspect de cette « intégration » prévaut dans le récit de ce journal (et lequel est également célébré). Ainsi, il va de soi que l'emploi du mot « intégration » nous semble fort exagéré pour décrire ces circonstances.

Enfin, si nous en revenons au contenu du reportage d'*O Globo*, tous les témoignages font ressortir le sentiment de sécurité qui, grâce au projet UPP, marque ce moment-là de la ville et soulignent également l'accueil chaleureux qu'ils ont reçu de la part des habitants de la favela. L'une des personnes interviewées affirme même avoir été reçue « *de manière exemplaire* », ce qui laisse entendre qu'elle s'attendait probablement à quelque chose de différent par rapport à l'accueil des résidents. Le reportage d'*O Globo* suit cette ligne et raconte alors que tout s'est passé dans le calme, la joie et la convivialité. En dehors de plusieurs touristes, une seule personne habitant la favela *Pavão-Pavãozinho* a été interviewée et a affirmé que la sensation d'insécurité a effectivement diminué après l'arrivée de l'unité de police pacificatrice. De toute façon, à peine une semaine après le commencement du projet dans cette favela, il nous paraît excessif (et dangereux) d'écrire un reportage où le ton journalistique consiste à considérer le problème de la sécurité publique presque comme quelque chose qui appartient déjà au passé.

privilegiada das lajes », publié par *O Globo* le 01/01/2010, p. 11.

En réalité, comme nous l'avons déjà mentionné dans ce travail, ce type de titrage contribue à composer un imaginaire dans lequel le problème de sécurité publique de Rio a été résolu comme par enchantement, d'un coup de baguette magique de Sergio Cabral et José Mariano Beltrame. Seuls quelques jours d'occupation policière – l'unité du *Pavão Pavãozinho* par exemple avait été créée le 23 décembre 2009 – auraient été suffisants pour que l'intégration *favela / asphalte* puisse se concrétiser (et ce de manière sereine). Souvenons-nous que précédemment, le quotidien avait choisi presque la même stratégie pour annoncer l'inauguration de la première unité de police pacificatrice à *Santa Marta*<sup>418</sup> et nous allons trouver encore d'autres exemples du même type, comme celui de l'inauguration de l'unité *Tabajaras* et *Cabritos*, pour laquelle le quotidien a choisi le titre « l'UPP ramène la paix sur deux collines » (publié le 15 janvier 2010<sup>419</sup>). Pour résumer, l'idée paraît donc très simple : l'UPP est instaurée et, tout de suite, « la paix » s'instaure elle aussi.

Si nous en revenons aux textes qui traitent de la fête du réveillon à *Pavão-Pavãozinho*, nous constatons que c'est seulement le lendemain (02 janvier 2010) que nous pouvons retrouver dans le récit médiatique d'*O Globo* certains détails de la stratégie policière utilisée la veille :

La tranquillité est atteinte avec des moments de tension. Une heure avant minuit [...], cinq hommes de l'UPP patrouillaient dans les rues et les ruelles de la favela. Regardant partout, fusils tirés, ils n'acceptaient de parler que si leur nom n'était pas divulgué. Le point de départ de la conversation était la déclaration d'une résidente [de la favela] qui affirme que les policiers de l'UPP portent tout le temps des armes à feu<sup>420</sup>.

Ainsi, comme il est dit très clairement dans *O Globo*, « la tranquillité » de la soirée du 31 décembre mentionnée dans le reportage du premier janvier ne semble pas vraiment être si répandue (ni tout au moins si joliment présentée) dans la vie quotidienne des habitants de la favela *Pavão-Pavãozinho*. Il est clair que l'approche policière n'est absolument pas la même dans les quartiers plus aisés de la ville. Un autre constat intéressant est la différence établie par les policiers entre la nouvelle police, celle qui commence avec l'UPP, et les anciennes pratiques. L'un des cinq policiers de la patrouille l'explique de façon assez nette : « Les anciens [policiers] ne sont intéressés que par les tirs, les coups et les bombardements. Si un habitant commence à parler fort, nous hurlons pour le calmer. Un ancien lui giflerait le visage »<sup>421</sup>. Ici, il nous semble important de souligner que la violence policière revêt alors un autre aspect : ce n'est pas le témoignage d'un habitant de favela qui l'évoque et qui la dénonce comme dans d'autres innombrables exemples – souvent mis en doute par les autorités et par les médias –, c'est la police elle-même qui remet en cause son « ancienne » façon

<sup>418</sup> Reportage publié le 02/12/2008 et déjà mentionné dans ce travail, intitulé « Dona Marta livre dos bandidos ».

<sup>419</sup> Version originale : « UPP devolve a paz a dois morros », à la Une.

<sup>420</sup> Version originale : « A tranquilidade ali ainda é conquistada com momentos de tensão. Uma hora antes da virada (...) cinco homens da UPP patrulhavam ruas e becos. Olhando para todos os lados, com armas em punho, só concordaram em falar se seus nomes não fossem divulgados. O ponto de partida da conversa foi a reclamação de uma moradora de que os policiais da UPP só andam com armas na mão », p. 18.

<sup>421</sup> Version originale : « Os antigos só querem saber de tiro, porrada e bomba. Se o morador começa a falar alto, nós gritamos para acalmá-lo. Um antigo daria tapa na cara », publié par *O Globo* le 02/01/2010, p. 18.

d'agir.

C'est, en effet, probablement dans cet aspect que réside l'un des principaux changements promis par les autorités avec l'instauration des Unités de Police Pacificatrice dans les favelas. La fin de l'humiliation et des nombreuses formes d'abus de la part des policiers serait la récompense d'une convivialité plus paisible, une forme de rétribution envers la population de ces bidonvilles à condition qu'elle contribue elle aussi au travail des policiers. Le projet des Unités de Police Pacificatrice a été défini, à plusieurs reprises, par les autorités et par les médias comme « le début d'un éventuel exercice de citoyenneté par une partie de sa population »<sup>422</sup> ; un mouvement pour « désarmer les bandits et rendre les collines aux résidents, leurs vrais propriétaires »<sup>423</sup> ou « la création d'un terrain fertile pour la génération de la dignité dans les bidonvilles et la périphérie »<sup>424</sup>. Ainsi, nous pouvons remarquer que l'idée centrale présente dans les discours qui traitaient des UPPs était, en effet, la reprise d'un territoire par la police, en comptant sur l'aide et le soutien des habitants, pour qu'il leur soit restitué par la suite en toute tranquillité. De cette façon, selon les discours politiques, leurs droits à la citoyenneté et à la liberté leur seraient également rendus.

Le reportage publié le 06 avril 2012 met bien en évidence cette stratégie. Son titre reprend la phrase du colonel Erir da Costa, commandant de la police militaire, qui a affirmé : « nous allons toujours avancer »<sup>425</sup>. Dans ce texte, ses paroles incitaient les habitants de *Rocinha* à aider les policiers de l'UPP : « Je demande à la communauté [de *Rocinha*] de faire confiance à la police et de fournir des informations **pour nous aider à donner à *Rocinha* la liberté**. Il n'y aura pas de demi-mesure. **Nous allons poursuivre la politique de sécurité publique du gouvernement de l'État, qui est de donner la paix à notre Rio** (c'est nous qui soulignons) »<sup>426</sup>. Il est évident que les termes « nous aider », « notre Rio » ne sont pas anodins. Quand il s'agit de demander de l'aide ou quand cela convient aux institutions publiques, la séparation *Nous versus Eux* ou *favela versus asphalte* disparaît et comme le titrait *O Globo* à une autre occasion évoquée à l'instant c'est « la fête de l'intégration » qui l'emporte.

Essayons donc d'examiner de plus près comment ces relations UPP/paix/citoyenneté a été mise en mots ou tout du moins insinuée par le principal quotidien de Rio de Janeiro. Voyons, enfin, comment, les tentatives de relier ces termes à l'idée d'un triomphe presque certain du projet de police pacificatrice ont imprégné les discours de ce média, aussi bien que les thématiques abordées.

<sup>422</sup> Tribune d'*O Globo* signée par Caca Dieguez le 10/08/2013.

<sup>423</sup> Paroles de José Mariano Beltrame publié par *O Globo* le 08/01/2010.

<sup>424</sup> Tribune d'*O Globo* signée par Zuenir Ventura le 07/03/2018.

<sup>425</sup> Citation originale : « vamos sempre avançar », publié par *O Globo* le 06/04/2012, p. 17.

<sup>426</sup> Citation originale : « eu peço a comunidade que confie na PM e passe informações para nos ajudar a dar liberdade para a Rocinha. Não haverá meio termo. Vamos continuar com a política de segurança pública do governo do estado, que é dar paz ao nosso Rio », publié par *O Globo* le 06/04/2012, p. 17.

## I. L'euphorie médiatique et l'éloge des UPPs

Comme nous l'avons déjà souligné, l'une des caractéristiques marquantes de cette première vague est l'enthousiasme et l'effervescence qui ont entouré presque toutes les nouvelles concernant le projet de police pacificatrice annoncé par *O Globo*. Depuis le début du programme de pacification, cette attitude enthousiaste a été adoptée par le quotidien, même si les résultats/effets concrets de cette nouvelle politique ne pouvaient pas encore être analysés. En réalité, il nous semble logique qu'il faille un certain temps pour pouvoir évaluer la mise en œuvre d'une politique quelconque. Néanmoins, cela ne paraît pas être la méthode adoptée par le principal quotidien de la ville. Cela se traduit, tout d'abord, dans les choix des titres des reportages et il suffit d'une première lecture rapide pour s'en apercevoir : « *Les favelas de Rio approuvent et veulent l'UPP* », publié le 21/02/2010 ; « *L'éloge des UPP* », publié le 21/02/2010 ; « *Les favelas sont devenues les grandes 'stars'* » publié le 14/02/2010 ; « *Dona Marta : la favela spectacle* », publié le 10/02/2010 ; « *En attendant l'UPP* » publié le 14/03/2010 ; « *L'effet pacification* », publié le 28/04/2012 ; « *Le lauréat du prix Nobel de la paix adore [la favela] Dona Marta* », 23/06/2012 ; « *La Nouvelle UPP ramène la paix à deux collines* », publié le 15/01/2010 ; « *Les UPPs sont la thématique d'un reportage du New York Times* », publié le 18/01/2010 et bien d'autres exemples<sup>427</sup>.

Très clairement, dès le départ, *O Globo* choisit un positionnement de soutien vis-à-vis du projet gouvernemental quand il écrit des titres comme ceux qui sont mentionnés plus haut, surtout pendant les premiers mois de l'année 2010. Nous disons cela car à ce moment-là il manquait encore un certain recul et un laps de temps était nécessaire pour évaluer l'efficacité, les conséquences et l'accomplissement d'une promesse faite par les pouvoirs publics – promesse faite, bien sûr, en même temps qu'un ensemble de tant d'autres promesses. En réalité, en 2010, les éléments fondamentaux pour mener une enquête, même si nous considérons ce terme dans le sens que lui a donné Dewey, selon lequel l'enquête serait l'outil principal de régulation des activités sociales problématiques, n'étaient pas encore opérationnels. La société, en général, n'avait pas encore tous les éléments disponibles, toutes les cartes en main, pour établir un diagnostic par rapport à ce projet politique.

De ce fait, l'engagement du quotidien *carioca* à participer à la publicisation du projet de police pacificatrice nous paraît fort exagéré et assez hâtif. Ici, le mot « publicisation » peut être interprété dans les deux sens – d'une part, comme l'action de rendre public, étant donné qu'il s'agit d'un média et, d'autre part, au sens où il peut être interprété comme l'ensemble des moyens employés afin de promouvoir un produit (dans le cas qui nous intéresse, une politique publique). De

---

<sup>427</sup> Titres originaux : « *Favelas do Rio aprovam e querem UPP* » ; « *O elogio das UPPs* » ; « *Favelas viram as grandes estrelas* » ; « *Dona Marta : a favela show* » ; « *à espera da UPP* » ; « *Efeito pacificação* » ; « *Nobel da paz se encanta com o Dona marta* » ; « *UPP devolve a paz a dois morros* » ; « *UPPs são temas do NY Times* ».

plus, il est certain que l'engagement d'*O Globo* ne se traduit pas seulement au niveau des titres des reportages mentionnés ci-dessus. Il convient également de souligner la taille des reportages et les références faites au projet à la Une d'*O Globo* pendant la période analysée entre 2010 et 2012. Pendant les six mois (trois mois étudiés par an), la visibilité concédée à la politique de l'UPP peut être résumée de la manière suivante :

Mois/Année	Mentions à la Une	Reportages de pages entières
Janvier 2010	4	7
Février 2010	1	3
Mars 2010	7	16
Avril 2012	2	7
Mai 2012	4	2
Juin 2012	1	1

Certes, ces apparitions fréquentes sur la couverture du journal et la place privilégiée occupée par ces reportages ne sont pas anodines. L'évocation récurrente du projet à la Une d'*O Globo* contribue, tout d'abord, à insérer les UPPs dans les sujets de conversation entre les citoyens et dans le débat public en général. Ensuite, il existe un grand pouvoir de visibilité car même si le lecteur n'achète pas ou ne lit pas le journal, il y a de fortes chances pour qu'il entre en contact avec la couverture d'*O Globo* durant sa journée : dans les bureaux de tabac, les kiosques à journaux, les salles d'attente, etc. Il nous paraît incontestable que la Une d'un journal correspond au contenu auquel le lecteur, volontairement ou non, a le plus accès : la présence d'une image (photo, dessin, infographique, etc.) est presque garantie et attire l'attention, les textes sont petits et résumés, l'accessibilité est facilitée par plusieurs mesures et même ceux qui ne lisent pas le journal peuvent en avoir un aperçu.

Ainsi, l'idée du triomphe de ce projet de police pacificatrice dans les favelas de Rio peut donc être facilement remarquée dans les récits d'*O Globo* et il s'avère réel à plusieurs niveaux. En plus des choix des titres et de l'espace privilégié, ce sont aussi les contenus des papiers, l'angle utilisé pour chaque reportage, les rappels à chaque fois qu'un média international évoque les UPPs, les hommages promus par le quotidien à des personnalités liées au projet et les fréquentes mentions dans les tribunes, articles et éditoriaux, qu'il s'agit également de mettre en lumière.

Quelquefois, le soutien se faisait également de manière très explicite, comme dans l'éditorial publié le 13 mai 2012, dont le titre était : « Des preuves réelles du succès des UPPs »<sup>428</sup>.

<sup>428</sup> Citation originale : « Provas na vida real do sucesso das UPPs », publié par *O Globo* le 13/05/2012, p. 6.



Selon ce reportage, il existe plusieurs indices qui prouvent le succès des unités de police pacificatrice et le plus évident, dit *O Globo*, est « la reprise, au profit de la citoyenneté, des communautés jusque-là subjuguées par des violences explicites ou par des actes d'intimidation, par des gangs du crime organisé »<sup>429</sup>. Ce texte confirme ensuite sa proposition en mentionnant que des trafiquants de drogue ont quitté certaines favelas. Essayons alors d'examiner de plus près quelques exemples et certaines stratégies utilisées par *O Globo* pour contribuer à construire l'image des Unités de Police Pacificatrice comme celle d'une politique triomphale.

### **I.1 La saisie de stupéfiants et des armes comme preuve de l'efficacité du projet de pacification et la logique de productivité policière**

Une stratégie médiatique qui apparaît fréquemment durant cette période de notre corpus, surtout pendant les trois premiers mois de l'année 2010, est le grand nombre de reportages qui traitent des thématiques liées au trafic de drogue. Le récit médiatique de *O Globo* accordait, en effet, un espace considérable aux mesures caractéristiques de la politique connue telles que la « chasse aux drogues », comme en témoignent les reportages annonçant la quantité de plus en plus importante de stupéfiants et d'armes saisis par la police dans les bidonvilles. De plus, ce journal mettait fréquemment en avant les plans des trafiquants pour récupérer des territoires ou envahir d'autres favelas non-pacifiées, la diversification de leur manière de pratiquer un délit, les énormes sommes d'argent que le trafic de stupéfiants mettait en circulation chaque année dans la ville, etc.

En vérité, il n'est pas difficile d'observer que ces discours sur l'augmentation de la saisie de stupéfiants par les policiers des différentes UPPs éparpillées dans la ville se sont fréquemment répétés pendant cette période. Les exemples sont nombreux, il suffit de regarder rapidement les titres des reportages : « *La Police Militaire (PM) saisit des armes et de la drogue à Pavão* », publié le 08/01/2010 ; « *La Police saisit des armes à Pavão-Pavãozinho* », publié le 11/01/2010; « *Pavão-pavãozinho aurait un autre tunnel* », publié le 19/01/2010; « *La police trouve plus d'armes à Pavão-pavãozinho* », publié le 23/01/2010; « *Plus d'armes sont saisies à Pavão-Pavãozinho* », publié le 27/01/2010; « *Épée et grenade saisies à Cantagalo* », publié le 04/02/2010; « *La police saisit du crack à Cidade de Deus* », publié le 11/02/2010 ; « *Crack out, UPP in* », publié le 19/05/2012 ; « *La police met fin à la fête du trafic de drogue* », publié le 14/05/2012<sup>430</sup> et bien d'autres encore.

<sup>429</sup> Citation originale : « é a retomada, para os benefícios da cidadania, de comunidades até então subjugadas, pela violência explícita ou com atos de intimidação, por quadrilha do crime organizado », publié par *O Globo* le 13/05/2012, p. 6.

<sup>430</sup> Citations originales respectives: « *PM apreende armas e drogas no pavão* »; « *Polícia apreende armas no Pavão pavãozinho* »; « *Pavão pavãozinho teria outro túnel* »; « *Polícia acha mais armas no Pavão Pavãozinho* »; « *Mais armas são apreendidas no Pavão Pavãozinho* »; « *Espadim e granada são apreendidos no Cantagalo* »; « *PMs apreendem crack na Cidade de Deus* », « *Sai crack, entra UPP* », « *Polícia acaba com festa do tráfico* ».

Le 02 janvier 2010, par exemple, ce journal indiquait (dans son titre) que les policiers de l'UPP *Cidade de Deus* avaient trouvé un fusil de chasse dans la favela. Au milieu du texte, figuraient les chiffres suivants :

Selon le Secrétariat lié à la sécurité publique, entre novembre/2008 et novembre/2009, le nombre d'homicides est passé de 34 à 6, les '*autos de resistência*'<sup>431</sup> de 20 à 2, la saisie de drogues est passée de 56 à 364 et le nombre d'arrestations est passé de 58 à 185.<sup>432</sup>

D'ores et déjà, nous pouvons constater une caractéristique importante de ce type de reportage, à savoir que les statistiques traitant de la saisie de stupéfiants et du nombre d'arrestations effectuées dans les favelas par la police sont comptabilisées de manière semblable aux données qui indiquent la baisse du taux d'homicides. Ainsi, pour résumer, les chiffres explicitant que la saisie de drogues est passée de 56 à 364 et que le nombre d'arrestations a augmenté de 58 à 185 seraient, tout comme la diminution du nombre d'homicides, la preuve du « bon travail » exercé par la police et de son efficacité. Néanmoins, comme nous l'avons déjà vu, la réalité n'est pas si simple. La stratégie de la « guerre contre les drogues » pour faire face au problème de la violence à Rio persiste depuis plusieurs années, mais condamne de manière beaucoup plus frappante la couche la plus défavorisée de la population *carioca*. Même si, comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 2, plusieurs études démontrent que ce n'est pas la stratégie la plus adéquate pour combattre l'insécurité, ce type de politique occupe une place privilégiée au sein des discours médiatiques. Cette idée peut se transformer, dans l'imaginaire populaire en la relation simpliste suivante : s'il y a de plus en plus de prisons et de saisies de stupéfiants par la police dans les favelas, c'est précisément l'endroit où nous retrouvons le plus de « criminels potentiels ». Or, comme nous l'a enseigné Castel, en général, dans le sens commun, la menace vient d'un endroit spécifique. Ainsi, ces textes corroborent également l'idée selon laquelle l'une des formes de la violence urbaine se caractérise par la criminalisation de la pauvreté.

Un reportage publié en juillet 2019 sur le site brésilien du journal *El País* fait une intéressante analyse historique de la question de la violence au Brésil. Ce texte propose les explications suivantes :

Avec l'avènement de la démocratie, l'appareil répressif de l'état a cessé de viser l'opposition au régime des généraux et s'est tourné vers le trafic de drogue à un moment où la criminalité urbaine était en plein essor. Une époque où l'occident, en particulier les États-Unis, a déclaré la soi-disant guerre contre les drogues dans les années 1970. Et au Brésil ce n'était pas différent<sup>433</sup>.

<sup>431</sup> Quand un policier tue un présumé « suspect », puis revendique la légitime défense ou indique qu'il y a eu une résistance à l'arrestation. Dans ce type de cas, les témoins sont les autres policiers qui ont participé à l'action et le crime ne fera presque jamais l'objet d'une enquête.

<sup>432</sup> Citation originale : « Segundo a Secretaria de segurança, entre nov/2008 e nov/2009, o número de homicídios diminuiu de 34 para 6, os autos de resistência de 20 para 2, a apreensão de drogas aumentou de 56 para 364 e o número de prisões subiu de 58 para 185 », publié par *O Globo* le 02/01/2010, p. 18.

<sup>433</sup> Citation originale : « Com a chegada da democracia, o aparato repressivo do Estado deixou de mirar a oposição ao regime dos generais e se voltou para o tráfico de drogas em um momento de explosão dos crimes urbanos. Época em que o Ocidente, especialmente os Estados Unidos, declarava a chamada guerra contra as drogas nos anos 70. E aqui não

Dans son livre *Desmilitarizar*, le chercheur et ancien secrétaire national de la sécurité publique, Luiz Eduardo Soares, fournit plus d'informations à ce sujet. Il affirme que la thématique des drogues a été « kidnappée » par les discours de la justice criminelle au point d'orienter leurs pratiques<sup>434</sup>. Et il serait impossible, selon cet auteur, de ne pas en voir les conséquences : « l'accent socialement sélectif de la politique pénale et de la sécurité publique se concentre sur les jeunes gens pauvres, peu scolarisés »<sup>435</sup>. Soares se réfère à une lettre écrite par l'économiste américain Milton Friedman et publiée par le journal *The Wall Street Journal*, en 1989, pour démontrer que, comme nous le savons depuis longtemps, une telle politique ne fournit pas de résultats plus effectifs. Comme l'affirme Friedman :

Après des décennies d'expérience, il est évident que : plus de policiers, plus de prisons, des peines plus sévères, des efforts accrus pour la saisie de stupéfiants, plus de publicité sur les maux causés par les drogues – tout cela s'est finalement accompagné par plus (et pas moins) de toxicomanes ; par plus, (et pas moins) de crimes et de meurtres ; par plus (et pas moins) de corruption et par plus (et pas moins) de victimes innocentes<sup>436</sup>.

Selon un même type de raisonnement, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), organe du Secrétariat des Nations Unies, nous a déjà avertis que l'utilisation excessive de la prison pour les petits trafiquants s'avère inefficace pour réduire la récidive, en plus d'être coûteuse. Récemment, les journalistes du journal *Folha de São Paulo* ont interviewé plusieurs spécialistes pour essayer de comprendre les failles du système de justice brésilien. Sacha Darke, professeur de criminologie à l'université de *Westminster*, à Londres, qui a participé à cette interview, explique sa pensée en utilisant une comparaison intéressante. Selon lui, dans la plupart des cas où l'accusé est condamné au Brésil, il n'aurait même pas été arrêté en Angleterre. Il déclare que « La police saisit la drogue et renvoie la personne chez elle. L'accent n'est pas mis sur le petit 'dealer' »<sup>437</sup>.

Nous pouvons donc déjà nous demander pourquoi les politiques sécuritaires au Brésil insistent sur cette stratégie consistant à punir sévèrement ceux qui, dans d'autres systèmes pénaux, ne seraient même pas arrêtés. Une fois de plus, l'ouvrage de Soares propose des indices. Selon cet auteur, 80% des personnes qui ont été incarcérées et accusées de trafic de drogue à Rio sont des

foi différente ». Publié le 09/07/2019 et disponible sur: [https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/21/politica/1561116105\\_259650.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/21/politica/1561116105_259650.html)

<sup>434</sup> SOARES, Luis Eduardo. *Desmilitarizar : segurança publica e direitos humanos*, Boitempo, São Paulo, 2019, p. 157.

<sup>435</sup> Citation originale : « o foco socialmente seletivo da política criminal e de segurança pública incide sobre jovens pobres, com baixa escolaridade », in Soares, *Ibid.*, p. 157.

<sup>436</sup> Citation originale : « Após décadas de experiência, é evidente que : mais polícia, mais prisões, penas mais duras, aumento dos esforços de apreensão, mais publicidade sobre os males das drogas – tudo isso tem sido acompanhado por mais, não menos, viciados ; por mais, não menos, crimes e assassinatos ; por mais, não menos, corrupção e por mais, não menos, vítimas inocentes », in Soares, *Ibid.*, p. 159.

<sup>437</sup> Citation originale : « A polícia apreende a droga e manda a pessoa para casa. O foco não é o pequeno traficante », disponible sur <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/justica-criminal/sistema-e-lento-favorece-ricos-e-pouco-criterioso-com-lei-de-drogas.shtml>

jeunes âgés de 18 à 28 ans, arrêtés pour la première fois. La grande majorité a été arrêtée en « flagrant délit », mais ne portait aucune arme et ne participait à aucune organisation criminelle<sup>438</sup>.

Il est donc notoire qu'il existe, de manière générale, une tendance punitive bien marquée dans le pouvoir judiciaire au Brésil, même si cela n'est pas revendiqué par la population brésilienne comme étant un problème sociétal. La tendance sociale consisterait à concevoir que la justice n'a joué son rôle que dans le cas où il y a eu emprisonnement. Cela ferait qu'il y aurait une faible mobilisation en faveur des peines dites alternatives ainsi que dans un modèle de justice réparatrice – qui agirait plutôt sur les conflits et l'indemnisation des victimes. La seconde conséquence – et celle qui mérite toute notre attention – réside dans le fait que l'efficacité policière serait mesurée par le nombre d'arrestations effectuées. Par conséquent, le policier, dans son travail quotidien, va chercher le « flagrant délit » là où il serait plus facile d'attraper le fautif (et d'être accepté par la population). Ainsi, les groupes sociaux les plus défavorisés seront également, dans le cadre des inégalités brésiliennes et du racisme structurel, les plus vulnérables par rapport au choix des policiers car ceux-ci projeteront également leurs préjugés dans l'exercice de leur travail.

Luiz Eduardo Soares résume bien cette question en ces termes :

La police militaire, avide de flagrants délits, fonctionne dans l'inertie, répétant son sort discriminatoire sur pilote automatique, ou conduite (dans des spasmes réactifs et volontaristes) par la **productivité** : mot de passe décodé en demande d'incarcération. Le mécanisme pervers agit par de petits gestes, des approches quotidiennes, l'application sélective des lois, via la loi des drogues – dont la fonction est stratégique et décisive – ou par des actions spectaculaires et des performances médiatiques.<sup>439</sup>

C'est de cette manière que nous pouvons identifier et comprendre le concept de citoyenneté négative, développé par Nilo Batista, selon lequel les secteurs marginalisés de la société ne connaissent, pour la plupart d'entre eux, que le côté épouvantable de la participation citoyenne, celui surtout lié à la répression du système pénal. Et comme nous l'avons vu à travers les reportages de notre corpus, même une fois créées des unités de police pacificatrice, ces méthodes ont, malheureusement, continué à être appliquées par les forces de l'ordre et la vision qui prédomine chez une grande partie de la population. Dans un récent cahier intitulé « *mães em luta* » (« mères qui se battent », en français), publié sur le site brésilien du journal *El País* en juillet 2019, figurent plusieurs histoires de femmes qui ont perdu leurs enfants tués par des policiers civils ou militaires ou par des soldats de l'armée. Dans ces reportages, l'une d'entre elles partage ce terrible constat :

« j'ai financé la balle qui a tué mon fils et je ne peux pas l'accepter. Ses rêves ont été volés par le

<sup>438</sup> Luciana Boiteux, Ela Wiecko, Vanessa Oliveira Batista et G. M. Prado, « Tráfico e Constituição : um estudo sobre a atuação da Justiça Criminal do Rio de Janeiro e de Brasília no crime de tráfico de drogas », *Revista Jurídica*, Brasília, v. 11, 2009, p. 1-29 cité dans Soares, 2019, p. 159.

<sup>439</sup> Citation originale : « A máquina policial militar ávida por flagrantes funciona na inércia, repetindo sua sina discriminatória no piloto automático, ou impelida, em espasmos reativos e voluntaristas, à produtividade : palavra-senha decodificada como demanda por encarceramento. O mecanismo perverso atua por pequenos gestos, abordagens cotidianas, aplicação seletiva das leis, pela via da fatídica lei das drogas – cuja função é estratégica e decisiva – ou por ações espetaculares e performances midiáticas », in Soares, 2019, p. 37.

*bras armé de l'État* »<sup>440</sup>.

Ce texte opère aussi une intéressante analyse historique de la question de la violence au Brésil :

Plus de 30 ans après la promulgation de la Constitution de 1988, les taux de violence sont alarmants : le dernier record est 2017, l'année qui a enregistré plus de 65 605 homicides, dont au moins 5 159 ont été reconnus comme ayant été commis par les forces de l'ordre, selon les données du *Fórum Brasileiro de Segurança Pública* (FBSP)<sup>441</sup>.

Ainsi , plusieurs chercheurs et spécialistes de la sécurité publique au Brésil semblent faire le même constat. La chercheuse San Romanelli, de l'Université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ), affirme en effet : « Ce que nous faisons aujourd'hui en tant que pays, c'est l'assassinat de masse, à l'échelle numérique d'un crime contre l'humanité, avec des chiffres comparables à ceux d'un pays en guerre civile, et qui n'affecte pas la société au hasard. Il touche principalement les hommes noirs et de la périphérie »<sup>442</sup>. De cette façon, ce sont ces hommes noirs de la périphérie que nous, en tant que société, autorisons à mourir, en considérant leur mort comme naturelle, pendant que nous sommes devant nos télévisions ou nos journaux en train de regarder les nouvelles qui s'accumulent sur les fusillades dans les favelas. L'apathie est répandue à un tel point que l'on juge normal que le nouveau gouverneur de l'État de Rio, Wilson Witzel (appartenant au même parti politique que Jair Bolsonaro et élu également en 2018), en parlant du modèle d'action de la police concernant les interventions dans les favelas, déclare: « *La police fera ce qu'il faut : elle visera leur petite tête et... feu ! Pour ne pas se tromper* »<sup>443</sup>.

Il existe donc, actuellement, une politique publique incarnée par le nouveau gouverneur et qui donne déjà des « résultats » : selon les chiffres récemment divulgués par l'institut de sécurité publique de l'état de Rio (ISP), 80,3% des 885 morts au cours d'interventions de la police au premier semestre de 2019 dans l'État de Rio de Janeiro étaient noirs ou métis<sup>444</sup>. D'ailleurs, il ne faut absolument pas oublier, comme nous l'explique João Freire Filho, que si nous n'y prenons pas

<sup>440</sup> Citation originale : « Eu finacinei a bala que matou meu filho, e não posso aceitar isso. Seus sonhos foram roubados pelo braço forte do Estado », disponible sur [https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/10/politica/1560155313\\_626904.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/10/politica/1560155313_626904.html)

<sup>441</sup> Mais de 30 anos depois da promulgação da Constituição de 1988, os índices de violência são alarmantes: o último recorde é de 2017, ano que registrou mais de 65.605 homicídios, dos quais no mínimo 5.159 foram reconhecidamente cometidos por forças policiais, segundo dados do Fórum Brasileiro de Segurança Pública (FBSP) », disponible sur [https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/10/politica/1560155313\\_626904.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/10/politica/1560155313_626904.html)

<sup>442</sup> Citation originale : « "O que fazemos hoje como país é assassinato em massa, em escala numérica de crime contra a humanidade, números de países em guerra civil, e que não atinge a sociedade de maneira aleatória. Atinge sobretudo homens negros e periféricos", disponible sur [https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/21/politica/1561116105\\_259650.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/21/politica/1561116105_259650.html)

<sup>443</sup> Citation originale : « A polícia vai fazer o correto: vai mirar na cabecinha e... fogo! Para não ter erro », interview concédé au journal O Estado de São Paulo, le 01/11/2018. Disponible sur: <https://politica.estadao.com.br/noticias/eleicoes,a-policia-vai-mirar-na-cabecinha-e-fogo-diz-novo-governador-do-rio,70002578109>

<sup>444</sup> Reportage publié sur le site G1, le 07/02/2020, disponible sur : <https://g1.globo.com/rj/rio-de-janeiro/noticia/2020/02/08/80percent-dos-mortos-por-policiais-no-rj-no-1-semester-de-2019-eram-negros-e-pardos-aponta-levantamento.ghtml>

suffisamment garde, les médias de masse peuvent servir de source de diffusion et de légitimation des stéréotypes et des préjugés. Encore une fois, la relation dans l'imaginaire collectif risque d'être faite de manière trop simpliste : si la grande majorité des personnes tuées par la police avait une certaine couleur de peau, il vaut mieux s'en méfier. La peur de « l'autre », du « noir », du « pauvre », que nous avons étudiée dans la partie théorique de cette thèse, en réfléchissant à partir de l'histoire esclavagiste brésilienne, demeure donc d'actualité.

Pour conclure et en revenir à notre objet d'analyse, la fréquente répétition concernant les saisies de drogues et d'armes, ainsi que le grand nombre de personnes arrêtées dans les favelas au début de la période de pacification observée dans les récits d'*O Globo* peuvent, d'une certaine manière, corroborer la logique de productivité policière surtout liée aux arrestations et à la saisie de stupéfiants. Comme nous l'avons vu dans la partie théorique de notre travail, la police brésilienne fonctionne dans la logique du flagrant délit. L'exhaustivité de ces récits identifiés dans les années de 2010 et 2012, qui promeuvent cette méthode comme preuve de l'efficacité policière, pourrait fortifier également – de manière moins explicite – la criminalisation de la pauvreté et l'idée que la menace (et les individus menaçants) émane d'un endroit spécifique.

Pendant la période analysée entre 2010 et 2012, 24 reportages en tout mentionnent soit la confiscation de stupéfiants, soit l'emprisonnement de supposés trafiquants, soit la saisie d'armes dans les favelas de Rio. Il s'agit sans doute là de l'une des thématiques les plus abordées lors de cette première vague de notre corpus. Même si la stratégie politique de la chasse aux drogues n'apporte pas, depuis longtemps, les résultats prétendus, promis et espérés par les différents gouvernements et projets politiques, la scène médiatique continue à lui accorder une place privilégiée, stable et fort éloignée de toute réflexion critique.

## **I.2 La pacification qui fait peur aux criminels**

C'est seulement à partir du moment où la violence incontrôlable dépasse les frontières des favelas et des quartiers les plus démunis qu'elle commence à contrarier le « bon fonctionnement » de la ville même si, de temps en temps, l'idée que toute guerre a un prix gagne de l'ampleur dans les débats publics. Cette idée apparaît de manière assez catégorique, par exemple, dans un reportage d'*O Globo* publié le 5 janvier 2010. À cette occasion, selon l'information principale transmise par ce quotidien, la police aurait été informée que les trafiquants de la favela *Pavão-Pavãozinho* avaient l'intention d'y retourner afin de pouvoir récupérer les armes qu'ils avaient dû laisser avant de prendre la fuite après l'arrivée de l'UPP. À côté du texte journalistique, nous retrouvons un petit espace consacré à l'opinion du journal, une sorte de mini-éditorial, où il est écrit :



La fusillade de Copacabana<sup>445</sup> [...] est un résultat prévisible de l'occupation définitive des favelas par les UPPs. **Ce fait confirme la réussite de la police spéciale [UPP] mise en œuvre dans la zone sud**<sup>446</sup>. Il est également important que la population soit au courant de ces développements, **un prix inévitable à payer pour le rétablissement de l'état de droit dans toute la ville** (c'est nous qui soulignons).<sup>447</sup>

Ainsi, à travers à peine quelques lignes, le petit *box* consacré à l'opinion du journal et qui accompagne un reportage sur une fusillade à Copacabana (donc en dehors d'une favela) nous en dit beaucoup sur la politique sécuritaire qui est mise en place – et revendiquée – par une partie de la population et par les médias à Rio. La dynamique médiatique nous paraît être la suivante : si des affrontements ont lieu dans les bidonvilles (souvent accompagnés par le décès de personnes innocentes), c'est forcément parce qu'il y avait une motivation et dans une favela il serait difficile d'identifier qui est un bandit et qui n'en est pas un. Voici ce qui apparaît fréquemment dans la presse et ce, sans critiquer la méthode utilisée. En revanche, quand les fusillades envahissent les quartiers de la zone sud de la ville – c'est-à-dire l'asphalte, là où elles ne devraient pas avoir lieu – la situation n'est pas véritablement la même. Il est plus difficile d'accepter que les tirs se propagent dans les rues d'un quartier de la zone sud mais, s'il le faut, c'est parce que, comme l'affirme *O Globo*, toute guerre à un prix. Le journal souligne que c'est aussi un « fait qui confirme la réussite de la police spéciale [Police pacificatrice] mise en œuvre dans la zone sud ». Le message est donc clair et s'adresse à la classe moyenne et aisée de Rio : ne vous mettez pas à paniquer à cause de cet épisode et continuez à soutenir le projet de pacification des favelas. S'il existe des troubles maintenant, c'est pour vivre mieux ensuite.

En même temps, et inversement, dans le récit d'*O Globo*, apparaît également un certain étonnement quand les policiers des UPPs ne trouvent pas dans les favelas une grande quantité de stupéfiants et d'armes au début du processus de pacification. Le reportage publié le 7 janvier 2010 peut nous servir d'exemple. Ce texte nous informe en effet qu'« En 12 jours d'occupation, 300 projectiles et une grenade ont été saisis. **Le petit nombre d'armes retrouvées s'explique également par le fait que le gouverneur avait annoncé son occupation la veille** (c'est nous qui soulignons). À l'époque, il avait dit aux bandits de quitter les favelas, en évitant ainsi les affrontements »<sup>448</sup>.

Le texte médiatique essaie donc de justifier le chiffre peu conséquent d'armes localisées

<sup>445</sup> Le 4 janvier, 5 hommes ont été arrêtés avec des armes et des grenades après avoir échangé des coups de feu et avoir été pourchassés par la police. Le groupe venait de récupérer le matériel au sommet de la favela pavão pavãozinho.

<sup>446</sup> La zone la plus riche de la ville.

<sup>447</sup> Texte original : « O tiroteio em copacabana [...] é decorrência previsível das ocupações definitivas de favelas por UPPs. O fato confirma o acerto do policiamento especial posto em prática na Zona Sul. Importante, também, a população estar atenta a esses desdobramentos, um inevitável preço a pagar pelo restabelecimento do estado de direito em toda a cidade », publié par *O Globo*, le 05/01/2010, p. 16.

<sup>448</sup> Texte original : « Em 12 dias de ocupação, foram apreendidos 300 projéteis e uma granada. A pequena quantidade de armas apreendidas também se explica pelo fato de o governador ter anunciado a sua ocupação na véspera. Na época, ele disse aos bandidos que deixassem as favelas, evitando assim confrontos. », publié par *O Globo*, le 07/01/2010, p. 17.



dans la favela ; ce, en démontrant, d'une part, le côté obéissant des bandits : les autorités leur avaient demandé de quitter les lieux avant l'occupation pour éviter une confrontation et ils ont obéi, ils ont quitté la favela (presque comme de bons élèves) ; et, d'autre part, que, même si le message passé peut paraître très simple, il s'avère important : les Unités de Police Pacificatrice font peur aux criminels. Dans l'imaginaire social, cette information peut suggérer, ne serait-ce qu'implicitement, le succès de ce projet ou, tout du moins, le fait qu'il serait dans la bonne voie. D'autres exemples de titres de reportages peuvent être signalés : « *Un bandit qui a fui Pavão-Pavaozinho à cause de l'UPP est arrêté à Maré* », publié le 03/03/2010 ; « *La justice prépare un plan d'action contre la migration des bandits vers l'intérieur de l'état* », publié le 21/02/2010 et « *Les trafiquants fuient le quartier de Tijuca par crainte de l'UPP* », publié le 20/02/2010, entre autres<sup>449</sup>.

Signalons ce qu'affirme carrément, un mois plus tard, l'un des journalistes les plus célèbres du journal *O Globo*. Dans sa chronique du 4 février 2010, Ancelmo Gois garantit : « en outre, la plus grande preuve du succès des UPPs a été donnée par le trafiquant de drogue surnommé 'Nem' en orchestrant sa propre mort, par crainte que la police envahisse la favela de *Rocinha*. Quand un bandit a peur de la police, c'est le signe que les choses vont bien »<sup>450</sup>. Comme nous l'avons déjà mentionné, Nem, a été le « premier trophée » récolté par José Mariano Beltrame, érigé en héros de Rio, comme l'a écrit le journal *Le Monde* en 2017<sup>451</sup>.

Curieusement, Nem est, en fait, la preuve vivante de la corruption policière à Rio et son histoire personnelle nous semble mériter quelques lignes dans ce travail. Il a été le chef des trafiquants à *Rocinha* entre 2004 et 2011, année de son arrestation, mais son histoire aurait pu être différente. Nem a quitté son poste de superviseur d'équipe dans une société de télévision pour entrer dans le monde du trafic de stupéfiants, en 1999, quand sa fille de moins d'un an a souffert d'un grave problème de santé lorsqu'un nodule a commencé à pousser dans son cou. En quelques mois, il a quitté son emploi pour lui chercher des traitements médicaux dans les hôpitaux et centres de diagnostic de la ville. Ce problème a plongé cette famille pauvre, qui vivait dans un immeuble de *Rocinha*, dans une spirale de dettes médicales qui a atteint 20 000 *reais*. Pour faire face à ces dépenses, Antônio (le vrai prénom de Nem) raconte alors qu'il a dû emprunter à la seule « entreprise » disposée à donner de l'argent à un résident de favela sans emploi : celle des trafiquants de drogue.

Quelques années plus tard, en 2004, après la mort de Lulu (trafiquant qui dominait

<sup>449</sup> Titres originaux : « Bandido que fugiu do Pavãozinho por causa da UPP é preso na Maré » ; « Ministério Público prepara plano de ação contra a migração de bandidos para o interior » et « Traficantes fogem da tijuca com medo de UPP ».

<sup>450</sup> Texte original : « no mais, a maior prova do sucesso das UPPs foi dada pelo traficante Nem ao forjar a própria morte, com medo de a polícia invadir a rocinha. Quando bandido tem medo da polícia é sinal de que as coisas estão entrando nos eixos », publié par *O Globo*, le 04/02/2010, p. 16.

<sup>451</sup> Texte déjà évoqué dans ce travail et disponible sur : [https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas\\_5219552\\_4497186.html](https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas_5219552_4497186.html)

*Rocinha* et dont dépendait Nem) et alors qu'il avait remboursé sa dette, Nem a essayé de quitter le groupe et de travailler en tant que chauffeur de taxi. Lors d'une longue interview publiée par *El país* en 2018 et menée dans la prison où Nem purge sa peine de plus de 90 ans (en raison de plusieurs condamnations), l'ex « patron » de la *favela da Rocinha* raconte son histoire. Selon lui, à l'époque, certains secteurs de la police n'ont pas bien accueilli son départ. Il explique qu'il était un gage de stabilité à *Rocinha* et la certitude pour des agents corrompus de toucher de gros pots-de-vin. Nem affirme : « Ma mère a été menacée par la police. Ils sont allés chez elle pour me dire 'Soit vous revenez [à la tête du trafic de drogue de *Rocinha*], soit ça finira mal pour elle'. Je n'avais pas le choix, je devais reprendre les choses »<sup>452</sup>.

Au sujet de la question de la violence dans la ville, Nem lance la provocation et la réflexion suivante :

Pensez-vous que les politiciens ne savent pas comment résoudre le problème de la violence ? Le problème est qu'ils savent qu'ils ne seront pas réélus s'ils le font. Ils savent que cela nécessite des investissements dans l'éducation et des politiques sociales qui n'ont pas de retour dans les urnes à court terme, mais que c'est quelque chose à moyen terme, dans dix ou quinze ans. La plus grande préoccupation est le mandat, ce n'est pas résoudre le problème<sup>453</sup>.

Ainsi, d'après ce reportage, selon Nem, les politiciens soucieux d'obtenir des voix et d'être réélus, ont parié sur le vieux discours de la confrontation, celui qui défend des mesures telles que « mettre la police dans la rue » et « durcir les peines ». Néanmoins, il ajoute : « Il est plus que prouvé que rien de tout cela ne fonctionne. Rien de tout cela n'a fonctionné jusqu'à présent »<sup>454</sup>.

Nem dénonce donc ce que les spécialistes et l'ONU ont également dénoncé, à savoir que les victimes sont toujours les mêmes et la stratégie de la confrontation n'a jamais fonctionné. Selon lui, les pouvoirs publics (avec le soutien des médias) contribuent à faire toujours de l'homme noir, habitant les favelas, le bouc émissaire de la question de la violence, tandis qu'en réalité il ne représenterait qu'une partie d'un problème plus complexe. Il s'agit là d'un problème dont, comme il l'affirme, les autorités ont toutes les connaissances nécessaires pour les résoudre, mais ce dont il manquerait c'est plutôt de la volonté politique pour le faire.

---

<sup>452</sup> Citation originale: « “Minha mãe foi ameaçada pela polícia. Foram até a casa dela. ‘Ou você volta [para o tráfico] ou vai acabar mal pra ela’, eles me disseram. Não tive opção, precisei reassumir as coisas” », interview disponible sur: [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959\\_760179.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959_760179.html)

<sup>453</sup> Citation originale: « Você acha que os políticos não sabem como resolver o problema da violência? O problema é que eles sabem que não serão reeleitos se fizerem isso. Sabem que isso exige um investimento em educação e políticas sociais que não têm retorno na urna, no curto prazo, mas que é algo para o médio prazo, para daqui a dez ou 15 anos. A preocupação maior é o mandato, não é resolver nada”, disponible sur: [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959\\_760179.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959_760179.html)

<sup>454</sup> Citation originale: « Mas está mais que provado que nada disso dá resultado. Nada disso funcionou até agora », disponible sur: [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959\\_760179.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959_760179.html)

### I. 3 La visibilité internationale du projet

Un autre aspect intéressant de la couverture médiatique d'*O Globo* pendant cette première vague de notre corpus est la place accordée aux regards portés par les pays étrangers sur le projet de pacification. Par exemple, le 18 janvier 2010, *O Globo* écrit un reportage pour informer ses lecteurs que le projet de police pacificatrice a constitué la thématique d'un article publié dans le prestigieux journal américain *The New York Times*. Déjà, le fait de publier un papier dont le message principal consiste à informer son audience qu'une politique publique nationale a constitué la thématique d'un média international nous semble a priori curieux. En réalité, le texte du journal américain mentionne les chiffres publiés par l'organisation non-gouvernementale *Human Rights Watch* dénonçant le nombre de personnes ayant perdu la vie pendant une supposée confrontation avec la police. Le rapport de l'organisation affirme qu'une partie des assassinats dans l'État de Rio, en 2007 et 2008, ont, en réalité, résulté de conduites illégales de policiers et qui, bien sûr, ont rarement été jugés par la justice.

De plus, la prudence du texte américain vis-à-vis du projet *carioca* est évidente, comme le démontre le passage suivant, republié par *O Globo* :

**'Rio doit trouver un moyen de contrôler non seulement ses gangs violents, mais aussi sa police'**, a déclaré au *New York Times* Daniel Wilinkson, directeur adjoint des Amériques pour l'ONG [Human Rights Watch]. Il poursuit: **'s'ils essayent de faire l'un sans l'autre, le programme de pacification entraînera presque certainement un bain de sang'** (c'est nous qui soulignons)<sup>455</sup>.

En réalité, *O Globo* mentionne le reportage publié par *The New York Times* et un lecteur un peu plus attentif (ou critique) peut facilement remarquer que le média américain est en train de faire ce que le quotidien brésilien a presque totalement ignoré depuis le début, c'est-à-dire une analyse circonspecte du projet de police pacificatrice, instauré peu de temps auparavant, en se basant sur les données/faits réels et ce, sans euphorie. Il nous paraît intéressant de constater qu'*O Globo* a tout de même voulu attirer l'attention (avec une certaine fierté) sur le fait que l'un des journaux les plus connus au monde ait traité de la politique de police pacificatrice dans ses pages. Néanmoins, en évoquant le reportage américain, il met également en lumière les conduites journalistiques qu'il n'a pas forcément très bien suivies : l'exécution d'une enquête journalistique plus « neutre » et moins partisane, davantage analytique et moins élogieuse, dans laquelle le journal peut, bien sûr, mettre en avant les gains et les qualités d'une politique publique, mais ne peut pas (ou ne doit pas) manquer non plus d'évoquer ses contradictions, ses risques et ses failles.

En 2012, c'est un article du quotidien *Le Figaro*<sup>456</sup> qui a été évoqué, à deux reprises par le

<sup>455</sup> Citation originale : « 'O Rio precisa encontrar uma maneira de controlar não apenas seus bandos violentos, mas também a sua polícia', disse, ao *New York Times*, Daniel Wilinkson, diretor adjunto das américas para a ONG. Ele continua : 'se tentar fazer um sem o outro, o programa de pacificação, quase certamente, vai resultar em um banho de sangue' », publié par *O Globo*, le 18/01/2010, p. 10.

<sup>456</sup> L'article « L'avenir s'invente à Rio », publié le 25/05/2012. Disponible sur :

journal brésilien : la première fois, dans la tribune signée par Ancelmo Gois<sup>457</sup> et la seconde dans un reportage qui occupait la moitié de la page, qui avait pour titre : « Rio est vanté dans un article du *Figaro* »<sup>458</sup>. Selon *O Globo*, ce papier français mettait en lumière la renaissance de la ville de Rio, en soulignant les investissements économiques, la réalisation de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20), la préparation de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques, les actions inclusives dans les universités brésiliennes et le projet de police pacificatrice. Dans le dernier paragraphe, il est écrit : « Le journal [Le Figaro] vante plusieurs aspects positifs de la ville, tout en soulignant, cependant, d'autres défis auxquels Rio doit faire face, comme la garantie de la croissance sans nuire à l'environnement et la revitalisation des quartiers sans exclure les résidents à faible revenu »<sup>459</sup>.

Dans cet exemple, même s'il ne s'agit pas exactement de la même situation que celle de l'article du *New York Times* – étant donné que, cette fois-ci, c'est la ville de Rio qui est la thématique de l'article français et pas uniquement le projet des polices pacificatrices –, nous pouvons, en tout cas observer à nouveau une tentative du quotidien brésilien d'attirer l'attention sur le fait que les journaux du monde entier observent le « succès » *carioca*. En revanche, en adoptant cette stratégie davantage basée sur la vantardise que sur la pertinence de l'information, *O Globo* mettait également en évidence, sans s'en rendre compte, ses propres lacunes journalistiques.

Lors de la conférence Rio + 20, en 2012, *O Globo* a mis en lumière l'intérêt des chefs d'État désireux de connaître le projet de police pacificatrice et de visiter les favelas pacifiées. Ce reportage, publié le 27 mai, avait pour titre « Les bidonvilles avec UPP dans la feuille de route des autorités »<sup>460</sup> et informait que les communautés du Leme (*Chapéu Mangueira* et *Babilônia*) recevaient un « *banho de loja* » (expression très courante en portugais qui veut dire, grosso modo, s'embellir). C'est la raison pour laquelle les travaux d'amélioration qui, selon les habitants, s'éternisaient depuis des mois dans ces communautés, avaient finalement repris. Encore une fois, le plus important, semble-t-il, était la préoccupation de l'image qui se dégageait aux yeux des chefs d'État étrangers, et non l'effective amélioration de la qualité de vie des citoyens les plus démunis. Il est écrit dans le journal, sous la forme d'une comparaison avec un autre événement ayant eu lieu à Rio et consacré au climat : « Il y a 20 ans, à Rio 92<sup>461</sup>, connaître l'endroit [ces favelas] en toute sécurité serait impossible », ce qui est complété, à la fin du texte de la façon suivante : « Dans

<https://www.lefigaro.fr/international/2012/05/25/01003-20120525ARTFIG00475-l-avenir-s-invente-a-rio.php>

<sup>457</sup> Publié le 26/05/2012, sous le titre « Merci beaucoup, Rio », p. 26.

<sup>458</sup> Titre original : « Rio é exaltado em artigo do 'Le Figaro' », publié par *O Globo*, le 28/05/2012, p. 12.

<sup>459</sup> Citation originale : « o jornal celebra diversos pontos positivos da cidade, sem deixar de ressaltar, contudo, outros desafios com os quais o Rio precisa lidar, como crescer sem agredir o meio ambiente e revitalizar os bairros sem excluir moradores de baixa renda », publié par *O Globo*, le 28/05/2012, p. 12.

<sup>460</sup> Citation originale : « Favelas com UPPs no roteiro de autoridades », publié par *O Globo*, le 27/05/2012, p. 17.

<sup>461</sup> Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de sommet de la Terre, et qui a regroupé 110 chefs d'État en juin 1992.

toutes les favelas incluses dans l'itinéraire de visite des chefs d'État, il y aura un renforcement de la police. Selon le planning, les UPPs disposeront de policiers civils et militaires et de soldats de l'armée »<sup>462</sup>. On donne, de plus en plus, l'impression qu'un regard extérieur est nécessaire pour que l'invisibilité des plus pauvres soit remarquée et prise en compte par le gouvernement – ne serait-ce que temporairement.

#### **I. 4 La magie de la pacification et la figure de José Mariano Beltrame en tant que héros du projet**

En plus de la grande visibilité accordée au projet des UPPs, une autre démarche d'*O Globo* attire notre attention. Ce journal a organisé et attribué plusieurs hommages, conférences et récompenses aux gestionnaires de ce programme, principalement au secrétaire d'état à la sécurité publique, José Mariano Beltrame<sup>463</sup>. Comme nous l'avons déjà indiqué à plusieurs reprises, c'est ce dernier qui incarne, surtout au début, le « patron », le « père », celui qui deviendrait le responsable des unités de police pacificatrice et leur principal symbole. En février 2010, le quotidien annonça que le nom de Beltrame figurait dans l'une des catégories du prix organisé annuellement par *O Globo* et appelé « *Faz diferença* » (en français, nous pouvons traduire par « ceux qui font la différence »). Une photo de Beltrame souriant, les bras croisés, devant la ville de Rio – cliché certainement pris dans une favela de la zone sud – occupe la moitié de la page et est associé au texte suivant :

Quiconque entend José Mariano Beltrame parler aux habitants des collines de Chapéu Mangueira et de Babilônia n'imagine pas qu'il est le secrétaire de la sécurité publique de l'État. **Six mois après la mise en œuvre de l'UPP du Leme<sup>464</sup>, pour ces 6 000 habitants – qui ont vécu pendant plus de 20 ans dans un univers marqué par les armes – le problème de la sécurité appartient au passé** (c'est nous qui soulignons)<sup>465</sup>.

Deux points méritent alors d'être soulignés. Tout d'abord, le fait que Beltrame parle aux gens des favelas engendre un net étonnement du journaliste. Étant donné qu'il est une figure publique, qui s'occupe des affaires liées à la sécurité de l'État de Rio et qui, pour cette raison, s'intéresse donc à l'ensemble de la population, ne serait-ce pas plutôt logique qu'il s'adresse aux

<sup>462</sup> Citations originales, respectivement : « Há 20 anos, na Rio 92, conhecer o lugar com segurança seria impossível » et « Em todas as favelas incluídas no roteiro de visita dos chefes de Estado haverá reforço no policiamento. Pelo planejamento, as UPPs vão contar com policiais civis e militares e soldados do exército », publié par *O Globo*, le 27/05/2012, p. 17.

<sup>463</sup> Un reportage publié au mois d'avril 2012 sur une table ronde organisée par *O Globo* parlait déjà, dans son titre, de l'héritage du projet UPP et des Jeux Olympiques de 2016 : « Encontro discute legado dos Jogos de 2016, UPPs e transporte público no Rio » (en français : « Une table ronde discute de l'héritage des Jeux de 2016, des UPPs et des transports publics à Rio », publié par *O Globo*, le 02/04/2012, p. 2.

<sup>464</sup> Quartier de la zone sud de Rio où se trouvent ces deux favelas.

<sup>465</sup> Citation originale : « Quem ouve José Mariano Beltrame conversando com moradores dos morros do Chapéu mangueira e babilônia não imagina que ele é o secretario de segurança do Estado. Após seis meses da implantação da UPP do Leme, para aqueles 6 mil moradores – que viveram por mais de 20 anos sob o domínio de armas- segurança é assunto do passado », publié par *O Globo*, le 23/01/2010, p. 2.

citoyens ? Surtout à ceux qui côtoient la violence de manière beaucoup plus frappante comme c'est le cas des habitants des favelas ? Deuxièmement, l'affirmation de cet article selon laquelle la question de la sécurité n'apparaît plus comme un problème et appartient au passé des habitants du bidonville, à peine six mois après la mise en œuvre de l'UPP, s'avère surprenante. Cette volonté récurrente du journal de résoudre le problème sécuritaire à Rio comme par magie et de corroborer ainsi les discours des autorités politiques, en ignorant les demandes et les questionnements des habitants des favelas, nous semble de plus en plus saisissante.

Quelques jours plus tard, dans un reportage portant sur le potentiel touristique des favelas, *O Globo* va même comparer la situation sécuritaire de ces deux bidonvilles à celle de la ville de New-York. Il est écrit : « Mieux encore, la garantie d'être dans l'une des zones les mieux surveillées de Rio. En raison de l'UPP, les collines de Leme comptent aujourd'hui un policier pour 60 habitants, soit près de 4 fois l'indice de New-York »<sup>466</sup>. Alors, que nous dit *O Globo* ? Qu'il vaut mieux passer du bon temps et rester en sécurité dans les favelas de *Chapéu Mangueira* et *Babilônia* que de se promener à New York ? Cette vision selon laquelle le problème de sécurité à Rio appartient au passé va alors apparaître de temps en temps dans le récit d'*O Globo*. À l'occasion de la préparation de la conférence Rio + 20, par exemple, le titre et le contenu du reportage de ce média étaient très parlants. *O Globo* titrait en effet : « Rio + 20 : les ennemis sont maintenant autres »<sup>467</sup> et, dans le texte correspondant, il était affirmé que, grâce à la pacification des favelas, la « peur du moment » n'était plus liée aux trafiquants de drogue, mais aux crimes cybernétiques et aux actions terroristes.

Au fur et à mesure que le temps passait, la figure de Beltrame se transformait également, de plus en plus, en un emblème lié au triomphe du projet. Le secrétaire a participé à plusieurs événements organisés dans les favelas pacifiées, des courses à pied aux festivals de danse. En plus de concourir pour le prix médiatique « *Faz diferença* » et de l'avoir remporté, il a reçu, comme l'indique la tribune d'Anselmo Gois, plus de 40 demandes d'interviews émanant de médias étrangers : « En fait, au cours des six derniers mois, plus de 40 médias étrangers ont demandé au secrétaire Beltrame de parler de la pacification des favelas »<sup>468</sup>, écrit Anselmo Gois. Alors, si tout le monde veut parler à Beltrame et connaître le projet de police pacificatrice de Rio, comment ne pas considérer cela comme un succès ?

La soirée d'hommage et de remise de la récompense « *Faz a diferença* » a été racontée dans *O Globo* avec, en plus, une mention sur la couverture du journal. Ce texte met précisément en valeur le soutien populaire vis-à-vis de ce projet. À la Une, nous trouvons déjà une première

<sup>466</sup> Citation originale : « E melhor, a garantia de estar numa das áreas mais bem policiadas do Rio. Em razão da UPP, os morros do leme têm hoje um policial para cada 60 habitantes, quase 4 vezes o índice de Nova York », publié par *O Globo*, le 31/01/2010, p. 31.

<sup>467</sup> Citation originale : « Rio + 20 : os inimigos agora são outros », publié par *O Globo*, le 08/04/2012, p. 25.

<sup>468</sup> Citation originale : « Aliás, nos últimos seis meses, o secretário Beltrame foi solicitado por mais de 40 veículos estrangeiros para falar da pacificação das favelas », publié par *O Globo*, le 04/02/2010, p. 16.



information, à savoir que le secrétaire a été « longuement applaudi, signe manifeste de soutien à la politique des UPPs »<sup>469</sup>. Ensuite, le journal explique l'importance du projet et de Beltrame :

Les lauréats d'*O Globo* ont contribué à améliorer la ville et le pays en 2009. En 2009, la mise en œuvre des UPPs a fait une différence dans la vie de ceux qui vivaient sous la dictature des trafiquants de drogue. Jusqu'à présent, le rôle de l'État a été sauvé dans neuf communautés, où les résidents étaient sous contrôle des armes. [...] **Beltrame était le gestionnaire de cette expérience sans précédent dans le pays** (c'est nous qui soulignons)<sup>470</sup>.

Bien sûr, *O Globo* a aussi donné la parole à Beltrame. Le secrétaire a tout d'abord souligné qu'il s'agissait d'une politique d'État, donc, durable, pour ensuite remercier la population, y compris le journal : « Ce programme est prêt pour vous et aujourd'hui c'est un programme d'État. C'est votre participation, en fait, qui fait la différence [allusion au nom du prix]. Un grand merci à la société et au gouverneur Sergio Cabral pour leur confiance »<sup>471</sup>. Il a profité de l'occasion pour annoncer que neuf Unités de Police Pacificatrice allaient être créées en 2010, qui impliqueraient 4 000 policiers et seraient, selon lui, profitables pour plus de 200 000 habitants de favelas.

Les relations entre le succès de ce projet, ce prix médiatique et l'approbation de la société furent également établies (et soulignées) dans le discours de Beltrame qui a exprimé sa satisfaction : « Je suis très content. Parce que je pense que ce que mon équipe et moi voulions le plus est en train de se passer. Que vous, que la société, prenne soin de ce projet. Il n'appartient pas au secrétaire ni à la police. **En honorant le secrétaire, la société montre concrètement qu'elle est pour le programme** »<sup>472</sup>. Il nous semble que cette dernière phrase résume bien le message qui persistait alors dans la majorité des récits médiatiques à cette époque et nous aide donc à comprendre la situation et l'opinion de la société *carioca*. Elle a été reprise, à d'autres occasions, par Beltrame, qui essayait à chaque fois de mettre en évidence le caractère durable, permanent, de la police pacificatrice et le soutien de la société civile. Le lecteur peut, en effet, se demander : alors, si la société est favorable au programme, pourquoi y serais-je opposé ?

Comme nous pourrions le constater, Beltrame demeurera jusqu'à sa démission le symbole du projet, qu'il personnifiera, comme son héros. Il sera aussi celui qui a essayé d'alerter sur les risques d'échec, selon les récits d'*O Globo*, au moment où le projet de police pacificatrice a

<sup>469</sup> Citation originale : « Beltrame foi longamente aplaudido na entrega do prêmio, claro sinal de apoio à política das UPPS », publié par *O Globo*, le 19/03/2010, sur la couverture.

<sup>470</sup> Citation originale : « Os premiados pelo Globo ajudaram a melhorar a cidade e o país em 2009. No ano de 2009, a implantação de UPPs fez diferença na vida de quem vivia sob a ditadura dos traficantes. Até agora, o papel do Estado foi resgatado em nove comunidades, onde os moradores ficavam sob o domínio de armas. (...) Beltrame foi o gestor dessa experiência inédita no país », publié par *O Globo*, le 19/03/2010, pp. 12 et 13.

<sup>471</sup> Citation originale : « Esse programa está pronto para os senhores e hoje é um programa de Estado. A participação dos senhores, esta sim, faz a diferença. Muito obrigado à sociedade e ao governador Sergio Cabral pela confiança », publié par *O Globo*, le 19/03/2010, pp. 12 et 13.

<sup>472</sup> Citation originale : « Estou muito feliz. Porque acho que aquilo que eu e a minha equipe mais queríamos está acontecendo. Que os senhores, a sociedade, tomem conta desse projeto. Ele não é da secretaria, não é do secretário, não é das polícias. Na medida em que os senhores homenageiam o secretário, a sociedade dá uma demonstração concreta de que está com o programa », publié par *O Globo*, le 19/03/2010, p. 14.



commencé à montrer de plus en plus de signes de faillite. Quand sa demande de démission fut rendue publique, à la fin de l'année 2016, *O Globo* n'a pas hésité à écrire plusieurs textes selon lesquels le secrétaire incarnait lui-même le projet de police pacificatrice, comme le démontre l'extrait suivant :

Beltrame a réussi à réduire de moitié le nombre des homicides intentionnels dans l'État ; dans la capitale, la baisse est plus importante : une réduction de 51%. Il a également introduit un acronyme de 3 lettres – UPP – dans le vocabulaire des Cariocas qui a apporté de l'espoir à la population et a provoqué un revirement dans la politique de sécurité<sup>473</sup>.

Les textes portant sur la demande de démission du secrétaire et son départ du gouvernement seront analysés de plus près dans le chapitre 8 de cette thèse.

## II. L'explosion du nombre des Unités de Police Pacificatrice en 2010 et 2012

Un autre point qui peut nous aider à comprendre l'idée du succès du projet est précisément le nombre d'unités de police pacificatrice qui ont été créées pendant la période 2010-2012. En tout, huit UPPs ont été créées en 2010 et dix en 2012<sup>474</sup> et à la fin de l'année 2012, Rio comptait 28 Unités de Police Pacificatrice. Le citoyen pourrait, en effet, se demander quel gouvernement créerait de plus en plus d'unités s'il ne s'agissait pas là d'un projet prometteur et durable. Ou, dans le même sens, quel gouvernement persisterait à dépenser de l'argent public dans une politique qui ne serait pas considérée comme primordiale ? Ainsi, l'inauguration de plus en plus d'unités de police pacificatrice pendant les premières années a certainement contribué à l'idée du triomphe du projet et de l'implication du gouvernement envers lui. Il convient de souligner également que toutes les inaugurations ont été suivies par les médias et ont bénéficié d'une place importante dans les récits médiatique. Nous pouvons compter six mentions aux inaugurations des unités de police pacificatrice à la Une du journal *O Globo* pendant les périodes analysées, en 2010 et 2012.

Ainsi, dans notre période d'analyse, la première mention à la création d'une nouvelle unité de police pacificatrice a été faite par Beltrame dans un reportage publié le 08 janvier 2010 dont le titre était : « Beltrame annonce une UPP dans la favela du *Vidigal* et dans la favela de *Rocinha* »<sup>475</sup>. Dans ce texte, le secrétaire promet que, jusqu'à la fin du mandat, 40 favelas seraient « pacifiées », ce qui bénéficierait à 300 000 personnes (y compris aux 110 000 des 5 favelas déjà pacifiées à ce moment-là) et impliquerait 3 500 policiers. Selon lui, la priorité serait de rendre à

---

<sup>473</sup> Citation originale : « Beltrame conseguiu diminuir para a metade o número de homicídios dolosos no estado ; na capital, a queda foi mais expressiva : redução de 51 %. Ele também introduziu no vocabulário dos cariocas uma sigla de 3 letras – UPP – que trouxe esperança para a população e provocou uma reviravolta na política de segurança », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 8.

<sup>474</sup> Source : site <http://www.upp.rj.gov.br/>

<sup>475</sup> Citation originale : « Beltrame anuncia UPP no vidigal e rocinha », publié par *O Globo* le 08/01/2010, p. 21.

leurs habitants ces territoires, aujourd'hui pris d'assaut par les trafiquants. Ensuite, Beltrame garantit que ce projet est durable en affirmant : « Nous prévoyons d'attaquer 100 communautés et de poursuivre le travail dans les années à venir [...] Ce travail ne peut pas s'arrêter. [...] C'est un projet qui ne peut pas se tromper »<sup>476</sup>.

Comme nous pouvons donc le constater, les promesses et engagements annoncés au début de l'année 2010, soit un peu plus d'un an après la mise en œuvre de la police pacificatrice, étaient, en effet, des paroles qui inscrivaient le projet politique dans la durée. Ce même reportage, qui date de 2010, mentionnait déjà, de façon discrète, un certain nombre de plaintes émanant de résidents des favelas au sujet des actions de la police pacificatrice. Néanmoins, aucun élément plus concret n'est mentionné par le reportage et nous supposons donc que les journalistes d'*O Globo* n'ont pas vraiment enquêté au sujet de ces réclamations. De toute façon, il est important de remarquer qu'il existait déjà des plaintes vis-à-vis du comportement des policiers.

De plus, le terme « attaquer » choisi par Beltrame a également attiré notre attention. En examinant d'autres exemples, nous avons constaté, en effet, l'utilisation de plusieurs vocables composant un champ lexical plutôt lié à la guerre, au combat, qu'à la pacification, à la citoyenneté. De ce fait, quand nous lisons les récits d'*O Globo*, nous pouvons remarquer que des termes et expressions comme « avancer », « reprise d'un territoire » et « attaquer » émergent assez souvent, y compris quand il ne s'agit pas de transcrire un discours direct. A titre d'exemples, il est possible de citer les passages suivants : « Lors d'une réunion avec des représentants de *Tabajaras* et de *Morro dos Cabritos*, le responsable a déclaré qu'il s'était rendu compte que les habitants étaient satisfaits de la reprise de la zone par l'État », publié le 07/01/2010; « Le dimanche 13 novembre 2011, a été marqué dans l'histoire de la zone sud de Rio: c'est lorsque 3000 policiers ont occupé les favelas de *Rocinha* et *Vidigal* et bouclé le cycle de reprise des territoires contrôlés par les trafiquants de la région », publié le 28/04/2012 ; et des titres tels que « La reprise de Tijuca » et « Valorisation après la reprise », publiés le 28/04/2012 ; « L'UPP avance dans la favela do *Alemão* et arrête d'autres policiers à la *favela da Mangueira* », publié le 28/06/2012<sup>477</sup>. En réalité, quand il s'agissait de traiter de l'occupation policière dans les favelas, nous pouvons donc remarquer la présence d'un champ lexical davantage lié à la violence qu'à la pacification.

L'arrivée de l'unité localisée dans les favelas *Tabajaras* et *Cabrito* occupe une page entière du journal (plus une mention à la Une) et a été, en premier lieu, racontée à travers un regard

<sup>476</sup> Citation originale : « Temos o planejamento para atacar cem comunidades, dando continuidade ao trabalho nos próximos anos [...] Esse trabalho não pode parar. [...] é um projeto que não pode dar errado. », publié par *O Globo* le 08/01/2010, p. 21.

<sup>477</sup> Citations originales respectivement : « Numa reunião com representantes do Tabajaras e do Morro dos Cabritos, o oficial disse ter percebido que os moradores estão satisfeitos com a retomada da área pelo Estado » ; « O domingo, 13 de nov de 2011, ficou marcado na história da Zona sul do Rio : foi quando 3 mil policiais ocuparam as favelas da Rocinha e do Vidigal e fecharam o ciclo de retomada dos territórios controlados por traficantes na região » ; « A retomada da Tijuca », « Valorização após a retomada » et « UPP avança no Alemão e prende PMs na Mangueira ».

sur le quotidien d'une femme qui habite dans l'une des favelas. Elle raconte qu'elle est arrivée au sein de cette communauté avant les trafiquants de drogue, qu'elle a survécu, pendant les années 1980 et que maintenant, elle garde l'espoir de vivre en paix. À l'occasion de l'inauguration, le gouverneur de l'État de Rio, Sérgio Cabral, a affirmé qu'avant la création des UPPs, Rio avait atteint un niveau insupportable de domination par le « pouvoir parallèle » (expression très souvent employée pour faire référence au trafic de drogue). Cependant, selon Cabral, grâce à l'UPP, cette réalité serait en train de changer. Quatre photos composaient la page du journal dont la plus grande montrait les policiers de l'UPP dans la favela. La seule mention à l'arrivée d'autres services publics (et des droits) a été faite par le président de l'association des habitants de la communauté, qui affirmait les attendre. Selon lui, la seule présence de la police n'était pas suffisante.

Le même constat a été fait lors de la création de la première UPP dans la zone nord de Rio, dans le quartier de Tijuca. C'est en mars 2010 qu'*O Globo* annonça, avec mention à la Une encore une fois, que les habitants de ce quartier – « habitants de l'asphalte et de la favela » précisait le quotidien –, comptaient les heures avant l'installation de l'unité de police. Même si ce texte du journaliste essayait de théâtraliser l'inauguration, en utilisant des expressions telles que « compter les heures », « laisser derrière des années de guérilla » etc., les habitants de Tijuca ont réussi à passer leur message en affirmant à plusieurs reprises que la seule présence policière ne résoudrait pas leur problème. Le président de l'association commerciale et industrielle de Tijuca, Robson Mançur, déclara : « nous sommes très satisfaits de la future installation de l'UPP. Mais il est bon de rappeler qu'en matière de sécurité, l'UPP seul ne suffit pas. Il faut améliorer l'éclairage public, le pavage des rues et apporter des projets sociaux à la communauté »<sup>478</sup>. Ses paroles rejoignent les propos de José Jandir Alves, président du Conseil de sécurité communautaire de Tijuca :

L'arrivée de l'UPP est extrêmement importante. La grande majorité des résidents de la communauté, qui sont de bonnes personnes, veulent mettre un terme à tout ça [la violence]. Mais nous allons aussi demander aux autorités de venir avec tout l'appareil social : apporter le sport, la culture et l'éducation. Parce que seule la police ne résout pas le problème des gens<sup>479</sup>.

Ce qui est frappant dans ce type de reportage est le fait que nous retrouvons la même idée de fond, la même intention dans les textes : la police pacificatrice arrivera et « la paix » régnera, comme par magie. Lorsque les présidents de deux associations soulignent que la seule présence policière ne s'avère pas suffisante, à aucun moment cette idée n'est soulignée par le journaliste dans son papier. La thématique sociale, liée aux demandes et aux droits des citoyens qui habitent les

<sup>478</sup> Citation originale : « Estamos muito satisfeitos com a futura instalação da UPP. Mas é bom lembrar que, quando se fala em segurança, apenas a UPP não é suficiente. É preciso melhorar a iluminação, o calçamento das ruas e levar projetos sociais à comunidade », publié par *O Globo* le 14/03/2010, p. 16.

<sup>479</sup> Citation originale : « a chegada da UPP é extremamente importante. A grande maioria dos moradores das comunidades, que são pessoas de bem, quer dar um basta nisso. Mas também vamos cobrar das autoridades que entrem com todos os aparatos sociais : que tragam esporte, cultura e educação. Porque só polícia não resolve o problema das pessoas », publié par *O Globo* le 14/03/2010, p. 16.

favelas, n'apparaît que dans les discours directs des personnages auxquels le journaliste n'a ajouté aucun contenu, ni aucune recherche ou interrogation.

Ainsi, il est assez évident que la présence des policiers dans les favelas était susceptible d'aider véritablement en ce qui concernait la répression de l'activité des trafiquants de drogue, mais qu'elle ne pouvait pas être le seul composant d'une politique publique qui avait pour but de garantir davantage de citoyenneté à la population la plus défavorisée. Et pourtant, depuis le début de ce projet, la demande de plus de droits et d'une meilleure qualité de vie était présente dans les paroles des habitants. Par contre, comme nous l'avons vu, elle était moins présente dans les discours des journalistes et des hommes politiques.

## II. 1 De l'asphalte à la favela : tous gagnants

L'autre élément qui nous aide à comprendre la diffusion de l'idée selon laquelle le projet de l'UPP était déjà un succès, même s'il avait à peine commencé, est l'argument suivant – et qui a été beaucoup répandu dans la société *carioca* – à savoir que les Unités de Police Pacificatrice vont bénéficier à toute la population, que la personne vive dans une favela ou sur l'asphalte. Nous pouvons trouver cette idée de fond dans plusieurs reportages journalistiques et avec différentes thématiques. D'ores et déjà, il faut mettre en avant que cela était véritablement important car la plupart des lecteurs d'*O Globo* appartiennent aux classes moyennes et aisées. Ainsi, si ce lecteur pensait ne tirer aucun bénéfice réel d'une telle politique – l'amélioration de la vie des autres ne pourrait pas lui suffire –, le support du projet, d'une manière générale, pourrait également être moins explicite. Il s'avérait donc important qu'il sache, par le biais de plusieurs raisons différentes, qu'il allait également profiter de façon concrète de ce nouveau projet de sécurité publique.

Ainsi, l'une des thématiques qui perdurent le plus dans les récits médiatiques de 2010 et 2012 est la question de la valorisation immobilière comme l'un des résultats de la pacification des favelas. Des dizaines de reportages et des mentions dans les tribunes faisaient ressortir la surestimation des immeubles, surtout de ceux situés aux alentours des nouvelles favelas pacifiées. Le 1<sup>er</sup> février 2010, par exemple, le reportage d'*O Globo* soulignait que les prix des immeubles avaient augmenté de 82% avec le sous-titre : « Les quartiers bénéficient des UPPs »<sup>480</sup>. Ici, nous voyons bien que le journal met en évidence que ce sont les quartiers où se trouvent les favelas pacifiées, donc les habitants de l'asphalte, qui tirent profit de la mise en œuvre de ce projet. Ainsi, le texte d'*O Globo* démontre également, même si cela n'est pas dit explicitement, le caractère élitiste de la politique de la police pacificatrice, alors que l'amélioration de la vie des citoyens les plus pauvres n'est pas vraiment mentionnée. Au contraire, l'angle adopté par ce papier

<sup>480</sup> Citation originale : « áreas de bairros são beneficiadas com UPPs », publié par *O Globo* le 01/02/2010, Rubrique économie, p. 19.

journalistique est assez éloigné de la réalité des bidonvilles.

Et cela se répète chaque fois qu'une unité de police pacificatrice est inaugurée dans les quartiers de la zone sud et à Tijuca – qui ne fait pas partie de la zone sud *carioca* mais concentre une grande partie de la classe moyenne de la ville. Le 20 février 2010, *O Globo* écrivait : « Il a suffi de révéler que Tijuca recevrait une UPP pour que les quartiers voisins, tels qu'Usina et Muda, enregistrent une valorisation immobilière pouvant aller jusqu'à 30% »<sup>481</sup>. Encore une fois, c'est la valorisation des prix des appartements de Tijuca et des alentours qui est soulignée ici, en laissant passer le message suivant à la classe moyenne : « vous voyez, vous bénéficiez aussi des UPPs. Votre immeuble est plus cher, donc votre patrimoine s'améliore ».

C'est la raison pour laquelle nous pouvons trouver plusieurs reportages dans lesquels parler des bénéfices des UPPs voulait dire en réalité indiquer des bénéfices financiers pour la classe moyenne. Les titres de trois reportages publiés le 13 mars 2010 explicitent bien cette idée : « L'asphalte profite également des nouvelles UPPs » ; « Des avantages bien au-delà des collines » et « Le mouvement augmente dans les magasins proches des bidonvilles »<sup>482</sup>. Il s'avère intéressant de remarquer que l'explosion immobilière dans la ville est toujours rapportée par le quotidien *carioca* comme quelque chose de positif. Deux ans plus tard, en examinant la partie de notre corpus portant sur l'année 2012, nous faisons le même constat. Après l'inauguration de l'unité de police pacificatrice dans les favelas de Tijuca, *O Globo* dresse le bilan. Le titre annonce : « En 3 ans, des propriétés 100% plus chères »<sup>483</sup>. Ensuite, c'est dans le texte que nous trouvons explicitement le caractère « positif » de l'augmentation du prix des logements, mais aussi l'indice d'une augmentation sans limite, atteignant dans certains cas presque 150%.

La valorisation immobilière que connaît le quartier [Tijuca] est déjà une réalité dans d'autres quartiers de la Zone Sud. Depuis le début du processus de pacification, en décembre 2008, lorsque la première UPP a été installée à Botafogo, les propriétés de la région ont connu une valorisation de plus de 100% [...] Le projet a également bénéficié [aux quartiers de] Leme et Copacabana, qui ont valorisé les logements du type deux chambres jusqu'à 146,3 %.<sup>484</sup>

En tout, 14 reportages ont été consacrés exclusivement à la valorisation du marché immobilier à Rio pendant cette première vague de notre corpus, c'est-à-dire la période étudiée en 2010 et 2012.

<sup>481</sup> Citation originale : « Bastou a divulgação de que a tijuca receberia uma UPP para que locais do bairro, como Usina e Muda, registrassem uma valorização de até 30 % no valor dos imóveis. », publié par *O Globo* le 20/02/2010, p. 17.

<sup>482</sup> Citation originale : « Asfalto também lucra com as novas UPPs » ; « Benefícios muito além dos morros » et « Movimento cresce em lojas que ficam perto de favelas », publié par *O Globo* le 13/03/2010, sur la couverture, p. 16 et p. 17 respectivement.

<sup>483</sup> Citation originale : « Em 3 anos, imóveis 100 % mais caros », publié par *O Globo* le 28/04/2012, p. 34.

<sup>484</sup> Citation originale : « A valorização imobiliária que o bairro está vivendo já é realidade em outros bairros da Zona Sul. Desde o início do processo de pacificação, em dezembro de 2008, quando da instalação da primeira UPP, em Botafogo, os imóveis da região tiveram um aumento superior a 100 % [...] O projeto também beneficiou Leme e Copacabana, que valorizou os imóveis de dois quartos em até 146,3 % », publié par *O Globo* le 28/04/2012, p. 34.

Ensuite, d'autres aspects méritent d'être mentionnés pour avoir influencé positivement, tout du moins au début, l'acceptation du projet de police pacificatrice. Cela s'avère important principalement parce que, comme nous l'avons déjà souligné, à cette époque-là il était difficile, même pour le gouvernement, de fournir des résultats concrets ou des conséquences spécifiques de l'inclusion du projet de police pacificatrice dans la société. Les statistiques de la violence avaient commencé à diminuer, mais comme il s'agissait d'une nouvelle politique publique, il fallait du temps pour que ses résultats soient effectivement ressentis par la population. C'est la raison pour laquelle les récits médiatiques revêtaient davantage d'importance.

En janvier 2010 apparaît déjà un bon exemple de ce discours optimiste vis-à-vis de l'avenir de Rio et du projet de police pacificatrice. Dans un reportage qui occupe la page entière d'*O Globo*, c'est la thématique économique qui domine cette fois-ci. Ce texte met l'accent sur le ressenti et les suppositions des chefs d'entreprise à propos de l'économie de l'État de Rio. Examinons un extrait :

Après une année 2009 pleine d'incertitudes, les hommes d'affaires de Rio de Janeiro célèbrent 2010 avec un optimisme à la hausse. L'attente d'une augmentation des investissements dans l'État s'associe au plus grand nombre de recrutements, qui démarrent déjà fortement. Les gains de sécurité récents, obtenus principalement avec la pacification de certaines favelas, expliquent en partie ce bon moment économique de Rio. Il y a eu une forte amélioration du niveau de perception de la sécurité - qui attire des ressources vers l'État. Si en 2009, 96,7% des entreprises considéraient que l'insécurité était le plus gros problème à Rio, cette année, ce nombre est tombé à 83,9%. C'est le reflet, selon les hommes d'affaires, d'actions telles que la lutte contre le trafic de drogue dans les favelas avec la création des UPPs. [...] Le sentiment positif prend de l'ampleur avec la Coupe du monde et les Jeux Olympiques.<sup>485</sup>

La dernière phrase indique que « *le sentiment positif prend de l'ampleur avec la Coupe du monde et les Jeux Olympiques* » et, en effet, comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises dans ce travail, la création du projet de police pacificatrice, l'augmentation du sentiment de sécurité et les investissements publics dans cette optique ont une forte relation avec la réalisation de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques dans la ville. Pendant un épisode très tourmenté, un employé de la Mairie de Rio a déclaré que la planification des UPPs suivait la stratégie de création d'une ceinture de sécurité pour la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, couvrant une partie du centre, de la zone sud et de la zone nord de la ville. Effectivement, le projet des Unités de Police Pacificatrice apparaît dans le cahier des charges que le Comité d'organisation de Rio 2016 a remis au Comité International Olympique (CIO). Il est cité comme une nouvelle stratégie de sécurité pour réduire la

<sup>485</sup> Citation originale : « Após um 2009 cheio de incertezas, os empresários fluminenses comemoram 2010 com o otimismo em alta. A expectativa de aumento dos investimentos no Estado se alia ao maior número de contratações, que já começam com força. Os recentes ganhos de segurança, obtidos principalmente com a pacificação de algumas favelas, explicam parte deste bom momento econômico do Rio. Houve uma forte melhora no nível de percepção de segurança – o que atrai recursos para o estado. Se em 2009, 96,7 % das empresas consideravam esse o maior problema do Rio, este ano, o número caiu para 83,9 %. Isso é reflexo, segundo empresários, de ações, como o combate ao tráfico de drogas em favela com a criação das UPPs. (...) O sentimento positivo ganha impulso extra com a Copa do Mundo e as Olimpíadas », publié par *O Globo* le 24/01/2010, p. 29.



violence à Rio.

L'imbroglio est né du fait que le fonctionnaire de la mairie n'avait pas remarqué la présence des journalistes dans la salle de réunion – cet événement était, en effet, destiné à un public essentiellement composé d'étrangers – et a dévoilé quelques secrets du projet de pacification, normalement gardés sous clé, y compris la phrase que nous venons de mentionner ci-dessus. Il a également révélé les noms des communautés qui allaient être pacifiées en affichant un document pendant moins de 30 secondes (certainement parce que l'erreur stratégique a été rapidement remarquée). Bien sûr, cet employé n'a accordé aucune interview après cette confusion et le secrétariat de la sécurité publique de Rio a émis un communiqué de presse affirmant ne pas connaître la liste divulguée précédemment. La seule information confirmée par le communiqué était l'ambition du projet de police pacificatrice de mettre en place 40 unités jusqu'en 2016.

Cet épisode a été raconté dans un reportage d'*O Globo* publié le 26 mars 2010 dont le texte explique très clairement que la logique derrière les unités de police pacificatrice était surtout d'assurer la sécurité dans les couloirs routiers importants, en gardant un œil sur la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques et en garantissant la tranquillité aux touristes et délégations sportives lors de leurs déplacements. Mais, il n'est fait aucune mention à la sécurité des habitants des favelas et il n'apparaît aucune critique ni interrogation de la part du journal. Autrement dit, comme nous pouvons le constater, il n'y a rien de bien nouveau.

## **II. 2 Les tribunes et les articles en tant qu'espaces de la critique**

En 2010 et 2012, les seuls espaces dans lesquels il est possible de trouver des remarques ou des observations critiques sur le sujet des UPPs sont les articles signés par des spécialistes de la sécurité publique, invités à écrire de temps en temps dans le journal, ou quelques textes de chroniqueurs déjà bien établis dans l'entreprise médiatique (ne risquant pas, ainsi – ou tout du moins plus difficilement – une censure ou un licenciement).

Citons, par exemple, l'article d'Arnaldo Bloch, publié le 27 février 2010, qui propose une réflexion inhabituelle dans les pages d'*O Globo*. Globalement, le journaliste et chroniqueur affirme que la légalisation des stupéfiants est une possibilité qui devrait être évaluée par les pouvoirs publics et la société de Rio. Il explique que la politique de la « chasse aux drogues » n'est pas le moyen le plus efficace de combattre la violence dans la ville, y compris en ce qui concerne l'activité des UPPs – qu'il ne critique pas en elle-même, il convient de le souligner. C'est précisément l'efficacité de la stratégie et le nombre de décès dans les zones les plus pauvres de Rio qui ont été mis en avant par Bloch, comme nous pouvons le voir dans le fragment ci-dessous :

Je reviens à la question initiale, les UPPs. Je n'ai rien contre. Ce serait (bien sûr) absurde.



Mais je suis suffisamment attentif pour savoir que le trafic se déplace rapidement. Si certaines collines de la zone sud étaient provisoirement « libérées », **la fureur explosera ailleurs, dans d'autres collines, villages, villes, probablement là où la pauvreté règne et la visibilité politique ne l'est pas. Les gens vont mourir. Et les gens sont des gens dans n'importe quelle colline, quartier, ville, État** (c'est nous qui soulignons)<sup>486</sup>.

Ainsi, l'article de Bloch représente l'un des rares textes critiques envers la politique de la « chasse aux drogues » et qui souligne la mobilité du trafic. C'est également un papier dont la préoccupation centrale n'est pas le bien-être de la classe moyenne et des plus aisés. Au contraire, c'est vers la vie des plus pauvres que se tourne Bloch et comme il l'écrit : « Les gens vont mourir. Et les gens sont des gens dans n'importe quelle colline, quartier, ville, État ».

Un article signé de l'écrivain Zuenir Ventura et publié le 24 février 2010, soit quelques jours auparavant, nous paraît lui aussi intéressant. Dans la première phrase, il fait le constat suivant : « Les critiques doivent admettre qu'on s'est trompé, y compris moi. Les UPPs sont un succès, maintenant un succès aussi de public – du moins pour l'instant »<sup>487</sup>. C'est donc la partie finale, « du moins pour l'instant » que nous aimerions souligner. Dans cet article, Ventura souligne, en effet, qu'il faut tout de même prendre un certain recul et certaines précautions pour analyser un projet politique de cette taille. Comme il le met en évidence dans le titre de son texte, « Le lendemain est encore à venir »<sup>488</sup>, à ce stade la population *carioca* ne connaît rien des effets, des programmes et des futures intentions du projet de police pacificatrice.

En ce sens, le coup de baguette magique annoncé par les médias à chaque fois qu'une unité de police pacificatrice est inaugurée est également abordé par Ventura. L'auteur se demande ce que va proposer le gouvernement à ces jeunes gens qui participaient à la vente de drogues et se retrouvent souvent sans perspectives d'emploi :

Ils ne se régénèrent pas par magie et ne changent pas leurs activités du jour au lendemain, quel sort sera réservé à ces jeunes qui vivent de la criminalité ? Parallèlement à la répression, il est nécessaire de leur proposer des alternatives, dans un processus qui les convaincra que le crime ne compensera plus. Ils ne sont même pas si nombreux. Quand j'ai dû me rendre dans une favela pour écrire un livre, je me suis demandé pourquoi il y avait si peu de jeunes dans la vente de stupéfiants, faute de perspectives d'emploi, d'études et de loisirs<sup>489</sup>.

---

<sup>486</sup> Citation originale : « Volto à questao inicial, as UPPs. Nada contra. Seria um (óbvio) absurdo. Mas estou suficientemente atento para saber que o tráfico se movimenta com rapidez. Se alguns morros da Zona Sul foram provisoriamente « libertados », a fúria vai explodir em outro lugar, morro, município, cidade, provavelmente onde a miséria impera e a visibilidade política não. Pessoas morrerão. E pessoas são pessoas em qualquer morro, bairro, Estado », publié par *O Globo* le 27/02/2010, p. 10.

<sup>487</sup> Citation originale : « Os criticos têm que dar o braço a torcer, inclusive eu. As UPPs são um sucesso, agora também de público – pelo menos por enquanto », publié par *O Globo* le 24/02/2010, p. 7.

<sup>488</sup> Le titre de son article est « Resta o dia seguinte » que nous pouvons traduire par « Il reste encore le lendemain », publié par *O Globo* le 24/02/2010, p. 7.

<sup>489</sup> Citation originale : « já que não se regeneram num passe de mágica e nem mudam de atividade de um dia para outro, que destino estará reservado a esses jovens que vivem do crime ? Junto com a repressão, é preciso oferecer-lhes alternativas, num processo que os convença de que o crime não vai mais compensar. Eles nem são tantos assim. Quando tive que frequentar uma favela para escrever um livro, sai me perguntando porque havia tão poucos jovens no tráfico, diante da falta de perspectivas de emprego, de estudo e de lazer », publié par *O Globo* le 24/02/2010, p. 7.

La critique de Ventura consisterait ainsi à savoir comment l'État comptera entrer dans les favelas quand il ne s'agira plus seulement de garantir la présence policière. Les demandes et les droits des habitants des bidonvilles vont, bien sûr, beaucoup plus loin que cela. La citoyenneté négative continue à être la citoyenneté prédominante, les projets sociaux tardent à apparaître et les médias ne se demandent pas pourquoi.

Enfin, nous trouvons une critique plus profonde émise envers le projet de police pacificatrice dans l'article publié le 20 mars 2010 et signé par le chercheur Luiz Antonio Machado da Silva dont le titre annonce déjà le ton : « *Le progrès, les limites et le danger des UPPs* »<sup>490</sup>. En réalité, Machado da Silva commence son texte en expliquant que, pour qu'une politique se fonde sur de bonnes bases, il serait important qu'il existe des critiques, y compris de la part des médias. Il écrit :

**Les médias sont euphoriques** avec la réduction de la criminalité et l'approbation respective des UPPs, dont l'une [unité] est sur le point d'être inaugurée à Tijuca – la deuxième en dehors des quartiers touristiques de la 'zona sul'. Ce qui soutient cet **enthousiasme acritique**, c'est l'espoir d'une ville calme et sereine, qui est l'autre côté de la peur du voisin qui nous tourmente depuis des décennies. **Malheureusement, cette attente est un mythe inaccessible qui pourrait mettre en péril l'expérience même des UPPs. Le projet doit être critiqué pour se stabiliser comme un bon programme.** Une évaluation plus nuancée vaut la peine (c'est nous qui soulignons)<sup>491</sup>.

Ainsi, dans le premier paragraphe, Machado da Silva dénonce plusieurs questions : tout d'abord, et très clairement (comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises), l'euphorie médiatique qui caractérise le lancement du projet de police pacificatrice par le gouvernement. Il s'agit d'une euphorie qui revêt presque, parfois, l'allure d'une propagande gouvernementale à tel point que les discours médiatiques et administratifs (publics) sont alignés. Ensuite, « la peur du voisin » évoquée par Machado da Silva nous fait également penser à la question abordée dans la partie théorique de notre recherche où la protection créerait de la menace. Nous pensons ainsi aux travaux de Malaguti, Castel et Roché, pour ne citer qu'eux, et à cette peur de l'autre – l'autre « dangereux » étant souvent lié à l'image des habitants des favelas. Enfin, Machado da Silva attire l'attention sur le fait que les premières unités ont été mises en place dans les favelas de la zone sud de Rio, chère et touristique, où certainement les statistiques qui traitent de la violence ne sont pas les plus élevées de la ville. Pourquoi est-ce donc cette région qui a été prioritaire ? Nous avons déjà signalé certaines possibilités de réponses.

<sup>490</sup> Titre original : « Os avanços, limites e perigo das UPPs », publié par *O Globo* le 20/03/2010, Cahier de littérature « Prosa e Verso », p. 3.

<sup>491</sup> Citation originale : « A mídia anda eufórica com a redução do crime e a respectiva aprovação das UPPs, uma das quais prestes a ser inaugurada na Tijuca – a segunda fora da turística Zona Sul. O que sustenta esse entusiasmo acrítico é a esperança de uma cidade calma e serena, que é o outro lado do medo do vizinho que há décadas nos assola a todos. Infelizmente, esta expectativa é um mito inatingível que pode pôr a perder a própria experiência das UPPs. Elas precisam ser criticadas para se estabilizarem como um bom programa. Vale a pena uma avaliação mais nuancada », publié par *O Globo* le 20/03/2010, Cahier de littérature « Prosa e Verso », p. 3.

C'est donc après avoir fait ces premières observations que le chercheur propose d'examiner ce projet avec attention, en faisant preuve d'un esprit critique. Il souligne également l'aspect novateur voulu avec la création des UPPs, c'est-à-dire un rapport respectueux entre les policiers et les habitants des favelas :

Il y a eu, en effet, un changement de procédure louable (pas tellement dans le contenu) dans la politique de sécurité : la tentative d'inculquer aux agents qui opèrent les UPPs des relations civilisées avec la population locale, bien qu'en pratique, il y ait encore beaucoup de violence policière. À long terme, cependant, cette orientation peut contribuer à un changement de culture dans la corporation, qui, nous le savons tous, reste autoritaire, violente et un peu paranoïaque à propos de la morale dans les territoires de la pauvreté<sup>492</sup>.

Cependant, à la différence des autres textes journalistiques, l'analyse de Machado da Silva va beaucoup plus loin. L'auteur commence à s'interroger sur la faible capacité revendicative des classes les plus pauvres, ce qui les empêcherait également de se percevoir légitimement comme des participants des arènes publiques. La phrase suivante résume bien son argument: « *Plus la position d'un groupe social est fragile, plus l'horizon politique est court* »<sup>493</sup>. Encore une fois, cette proposition rejoint les questions théoriques de notre travail dans un double sens, premièrement, parce que, comme le montrent bien Castel, Souza, Voirol, Frémontier et Emmanuelli, l'invisibilité morale et économique rend la mobilisation politique plus difficile ; deuxièmement, car les médias nous aident à produire des représentations à travers lesquelles nous donnons un sens à notre image de nous-mêmes et à nos demandes politiques (ou à ce que nous nous permettons de demander).

Enfin, en ce qui concerne l'activité proprement dite des UPPs, le chercheur met en avant un possible danger au cas où ces unités de police pacificatrice demeureraient la seule (ou la principale) voie d'accès et de liaison entre l'activité politico-administrative et les habitants des favelas. Et il lance l'alerte : « C'est là que réside le principal risque de l'expérience des UPPs : celui de 'policieriser' l'activité politique et administrative dans les territoires de la pauvreté. Transformer un bras de la répression du crime en organisation politique populaire est tout ce dont le processus de démocratisation n'a pas besoin »<sup>494</sup>. À la fin de sa réflexion, l'auteur manifeste également une certaine provocation vis-à-vis des médias et de leur euphorie envers les polices pacificatrices : « En conclusion, je souligne que la lune de miel entre l'UPP, les médias et la partie la plus vocale de

---

<sup>492</sup> Citation originale : « Há, de fato, uma louável mudança de procedimento (não tanto de conteúdo) na política de segurança : a tentativa de inculcar nos agentes que operam as UPPs disposições de uma relação civilizada com a população local, embora na prática continue a haver muita violência policial. No longo prazo, porém, aquela orientação pode contribuir para uma mudança na cultura corporativa, que todos sabemos ser autoritária, violenta e um tantinho paranoica quanto à moral nos territórios da pobreza », publié par *O Globo* le 20/03/2010, Cahier de littérature « Prosa e Verso », p. 3.

<sup>493</sup> Citation originale : « Ora, quanto mais frágil a posição de um grupo social, mais curto é o horizonte político », Cahier de littérature « Prosa e Verso », p. 3.

<sup>494</sup> Citation originale : « Ai está o principal risco da experiência das UPPs : o de 'policierizar' a atividade politico-administrativa nos territórios da pobreza. Transformar um braço da repressão ao crime em organização política de base é tudo o que o processo de democratização não precisa », publié par *O Globo* le 20/03/2010, Cahier de littérature « Prosa e Verso », p. 3.

l'opinion publique n'est pas totale. Il y a des questions et des résistances »<sup>495</sup>.

Si l'article de Luiz Antonio Machado da Silva ressort, c'est, sans doute, premièrement, parce qu'il s'agit d'un papier critique et se montrant méfiant vis-à-vis de la politique des UPPs – alors qu'à l'époque, le discours d'*O Globo* était presque totalement rempli d'éloges et d'ovations. Deuxièmement, cela s'explique par le fait qu'il est composé d'arguments solides et scientifiques, de réflexions sociologiques qui vont bien au-delà d'une critique infondée sur le projet ou de l'exaltation d'une justice punitive au sein de laquelle seule compte réellement la « chasse aux drogues », la guerre contre la vente de stupéfiants. Ainsi, le fait qu'il ait été publié dans *O Globo* en mars de l'année 2010, en lançant une provocation à l'attitude habituelle des médias et de l'opinion publique et en proposant, en même temps, de prendre un certain recul par rapport à l'évaluation des politiques gouvernementales, nous semble très important. Néanmoins, il manque une information que nous n'avons pas encore mentionnée et qui nous paraît fort intéressante : même s'il n'a aucun rapport avec la publication d'un ouvrage littéraire, cet article a été publié dans un cahier hebdomadaire consacré à la littérature dans *O Globo*, appelé *Prosa e Verso* (Prose et vers, en français). Alors, il va de soi que ce n'est certainement pas la partie du journal la plus visible ou la plus regardée par le lecteur et ce choix, bien sûr, n'a pas été fait au hasard.

### **III. Conclusion du chapitre ou, finalement, que signifie le cadre « UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice » ?**

En examinant les récits médiatiques de 2010 et 2012, nous pouvons alors constater que plusieurs idées fortes ont été mises en avant pendant cette période d'instauration et de consolidation du projet de police pacificatrice. Dans un premier moment, la thématique liée à la présence de trafiquants de drogue, presque toujours traitée par un parti pris punitif, était telle que la politique de pacification des favelas était considérée par une grande partie de la population comme justifiée parce que, en fin de compte, il fallait faire « quelque chose » dans les bidonvilles afin de mieux contrôler la force grandissante du pouvoir parallèle. De cette manière, en plus d'être justifiée par les saisies répétitives de drogues et d'armes, cette politique faisait également partie (peu à peu mais avec force) des demandes et revendications de la population de Rio. Progressivement, l'idée selon laquelle tout le monde souhaitait la présence des unités de police pacificatrice, aussi bien les habitants de l'asphalte que ceux des favelas, prenait de l'ampleur dans les récits médiatiques analysés.

En même temps, la récurrence fréquente de textes qui attestaient de la saisie de drogues et d'armes à chaque fois que la police intervenait dans une communauté servait à prouver l'efficacité

<sup>495</sup> Citation originale : « Para terminar, saliento que a lua de mel das UPPs com a mídia e a parte mais vocal da opinião pública nao é completa. Há interrogações e resistências », Cahier de littérature « Prosa e Verso », p. 3.

du projet. Comme nous l'avons vu, dans une pratique policière où le flagrant délit fait la loi, la confiscation de ces objets ou produits illicites a servi d'argument pour prouver et justifier la création et l'existence de ce projet. Ces récits médiatiques qui ont fortement marqué le début de la politique pacificatrice étaient ainsi doublement utiles, en contribuant à justifier la mise en place d'un tel projet politique et en donnant des preuves pratiques de leur efficacité. Cette dernière était soulignée, d'une part, du fait que chaque intervention policière permettait, en général, la confiscation d'armes et de drogues et de l'autre, parce que ces récits racontaient également soit l'emprisonnement, soit la fuite des trafiquants.

La nouvelle police pacificatrice était ainsi celle qui « ramenait la paix » dans les favelas et respectait ses habitants. Pour corroborer cet argument, *O Globo* a eu recours à plusieurs démarches, comme par exemple à l'espace accordé fréquemment aux textes portant sur les cours de formation des nouveaux policiers, à la présence très médiatisée et fréquente de José Mariano Beltrame dans les bidonvilles et à la « convivialité » existant entre lui, un représentant du pouvoir public, et les habitants des favelas (presque du jamais vu jusque-là). Ce journal a insisté à plusieurs reprises sur ces différents aspects en utilisant des images comme preuves. Il n'est pas rare de voir des photos d'habitants de favelas pacifiées à côté de policiers ou d'une voiture de police, d'enfants en train de jouer dans les ruelles ou d'interagir avec la police, ou des photos qui montrent des gestes gentils envers les policiers, comme la remise d'un bouquet de fleurs ou un bisou sur la joue. Il ne faut pas oublier que ces gestes et images gagnent davantage d'importance car il y a quelques années, la seule présence policière dans certaines de ces favelas n'était pas envisageable. Alors le fait qu'il y s'agisse d'une présence « pacifique », « harmonieuse », est encore plus surprenant – et, évidemment, un symbole supplémentaire du triomphe de ce projet.

Image 6. Les relations harmonieuses entre la police et les habitants des favelas en images



Source : Archives *O Globo*



De plus, à travers l'étude détaillée de cette première vague de notre corpus, nous avons pu identifier plusieurs démarches journalistiques faites par *O Globo* qui servaient à renforcer l'argument qui explicitait le succès et le triomphe de la politique de pacification. Comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, à notre avis, cela a été fait de manière précoce par le quotidien, surtout dans les récits publiés en 2010, moment où il était encore difficile de dresser un bilan sérieux de la politique de pacification. Ces évaluations prématurées et très élogieuses étaient souvent accompagnées d'une certaine « glamourisation » des favelas et de la promotion de José Mariano Beltrame en tant que héros de Rio, une célébrité de la ville.

D'autre part, c'est également la nouvelle police pacificatrice qui maintient dans une certaine mesure les privilèges des classes moyennes et de celles les plus aisées. Les prix de l'immobilier ont atteint des niveaux exorbitants, hausse qui a également été accélérée par la réalisation d'événements sportifs dans la ville. La bulle immobilière, tout en valorisant les biens de ceux qui en possédaient déjà, empêchait les plus démunis d'acheter ou de louer un appartement dans les quartiers les plus prisés. Ainsi, elle contribuait d'une certaine façon au maintien du statu quo, à la séparation entre les riches et les pauvres, entre finalement *eux* et *nous*. Cela nous fait penser au travail de Simmel et aux caractéristiques de l'assistance, plus précisément au fait qu'elle soit, selon cet auteur, par définition conservatrice et servirait à maintenir le statu quo.

En outre, c'est aussi la nouvelle police qui préserve la sécurité et les biens des classes moyennes et des plus aisées à Rio. Les discours médiatiques focalisés sur le succès du projet de pacification mettaient, en effet, également, en évidence une autre idée très importante : celle qu'il propageait la fin de la peur, de l'insécurité, et (enfin!) des problèmes liés à la violence dans la ville. Comme nous avons pu le constater, dans une grande partie des récits d'*O Globo*, la nouvelle police est celle qui arrive avec « la paix », celle qui a laissé le problème sécuritaire de Rio dans le passé, celle qui garantissait la sécurité de tous. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, « la paix » (tout comme la démocratie, la citoyenneté, etc.) ne peut pas être imposée aux personnes, comme cela est affirmé dans *O Globo*. D'autre part, l'histoire, les préjugés et le mode de fonctionnement de la société brésilienne ne peuvent pas non plus être ignorés. Comme tous les travaux théoriques étudiés nous l'ont montré, l'histoire du Brésil et la réalité brésilienne sont intrinsèquement liés à l'exclusion, au « *medo branco* », aux privilèges, aux préjugés. Espérer – ou vouloir faire croire – que seule la présence policière à long terme serait capable de résoudre de tels problèmes sociaux nous paraît fort exagéré et même impossible pour un regard plus attentif.

Enfin, si nous reprenons notre discussion théorique sur l'étude des cadres médiatiques d'inspiration goffmanienne, d'autres questions méritent d'être soulevées avec attention. Selon Goffman, un cadre est ce qui permet de répondre à la question « que se passe-t-il ? ». Dans le

journalisme, les cinq questions-clés qui guident l'écriture des textes (les cinq W en anglais ou qui a fait quoi, où, quand et pourquoi ?) sont donc fondamentales pour situer le lecteur et essayer de lui expliquer la situation. Quand nous nous penchons sur les reportages qui composent notre corpus durant cette première vague, nous pouvons observer que la plupart essaient d'expliquer la mise en place du projet de pacification en le définissant comme une nouvelle police. C'est cette caractéristique, avec tous les composants qui participent à ce projet, comme par exemple, les nouvelles recrues, les nouvelles formations, leur présence permanente etc. qui est le plus soulignée et mise en valeur par les textes journalistiques. C'est la raison pour laquelle nous considérons le cadre « UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice » comme celui qui a été dessiné à travers les récits médiatiques pendant cette période. Dans cette partie de notre recherche, les reportages d'*O Globo* ont surtout traité du problème de la violence urbaine par le biais de « loi et ordre » et dont la simple présence policière constituerait la solution.

Les actions qui ont formé notre cadre sont surtout liées à la rapidité avec laquelle ont été inaugurées des unités de police pacificatrice, à leurs effets et conséquences précocement saluées dans la presse avec l'idée très simpliste qui apparaît à plusieurs reprises et selon laquelle il suffit que l'UPP arrive pour que la paix soit instaurée. Le succès de l'UPP, sous la forme d'une nouvelle police qui avait réussi à se débarrasser des anciennes pratiques néfastes, était considéré comme certain.

Par conséquent, c'est surtout le discours du gouvernement qui prime dans cette partie de notre recherche. En général et très majoritairement, soit les récits d'*O Globo* ont directement donné la parole aux autorités responsables du projet de pacification – José Mariano Beltrame étant indubitablement le porte-parole et la figure symbolique des UPPs –, soit les idées gouvernementales étaient, explicitement ou implicitement, comprises dans les textes journalistiques.

Ainsi, comme le souligne Entman, la fonction des cadres médiatiques est toujours en relation avec la sélection et la mise en évidence de certains éléments. C'est à partir de l'utilisation de ces éléments mis en exergue qu'un cadre médiatique aide à construire un argument sur un problème, son évaluation, sa causalité et, si possible, sa solution. Comme nous avons pu l'observer dans cette première vague, quand il s'agit d'étudier la question de la violence urbaine et des favelas, la cause du problème qui est souvent soulignée dans les récits médiatiques serait la question des drogues. La stratégie pour la combattre est une politique de chasse aux stupéfiants et aux trafiquants qui perdure depuis plusieurs années sans réellement promouvoir à long terme une baisse des chiffres de la violence ni mettre définitivement fin au trafic de drogue.



## Chapitre 7 : La deuxième période, ou quand tout commence à basculer

La deuxième période d'analyse, ou ce que dans notre recherche nous avons qualifié de « deuxième vague », correspond en réalité à tous les reportages de notre corpus publiés en 2013. Ici, le cadre qui ressort est celui que nous avons intitulé « **UPP : nouvelle police, vieilles habitudes** ». Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, 2013 a été l'une des années les plus chaotiques en ce qui concerne la vie politique récente au Brésil en raison, surtout, des manifestations qui ont éclaté partout dans le pays au mois de juin. Véritablement, le mois de juin 2013 a représenté un moment important pour la société brésilienne sur lequel plusieurs études académiques se sont penchées<sup>496</sup>. Des milliers de personnes ont manifesté dans tout le pays, mais notamment à Rio de Janeiro, pour dénoncer, entre autres, la hausse du coût des transports publics et le coût financier du Mondial de football de 2014. À plusieurs reprises, de violents affrontements ont éclaté entre les manifestants et la police. Il s'agissait en effet des plus importantes manifestations sociales depuis celles dirigées en 1992 contre la corruption du gouvernement de l'ex-président Fernando Collor de Melo. La ville de Rio vivait aussi une période mouvementée principalement due à la visite du Pape François lors de la Journée Mondiale de la Jeunesse (JMJ)<sup>497</sup> et aux préparatifs en vue de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques. De la même manière, si nous concentrons notre regard spécifiquement sur le projet de police pacificatrice, 2013 représente également une période très tourmentée, principalement à partir de juillet, mois de la disparition d'Amarildo Souza, habitant de la favela de *Rocinha*.

Cependant, avant de nous pencher sur le cas d'Amarildo, il conviendra de nous intéresser à d'autres caractéristiques du récit médiatique de cette période. Nous observons, en effet, que dès le début du mois de juillet, un certain nombre de reportages publiés dans *O Globo* traitent de divers épisodes de violence ou de situations de confrontation dans les favelas pacifiées ou, tout du moins, de situations liées, d'une manière ou d'une autre, à ces dernières. Et les exemples sont très variés. Tout d'abord, si nous nous en tenons à l'ordre chronologique, le 1<sup>er</sup> juillet, *O Globo* informe qu'un policier est décédé après avoir échangé des coups de feu avec un autre policier. Le second homme a été grièvement blessé et l'un d'eux travaillait dans une unité de police pacificatrice. Même si le projet des UPPs ne constitue pas véritablement le centre de ce reportage, il nous semble toutefois important de remarquer que l'idée d'un manque de contrôle, de désordre et de violence au sein de

<sup>496</sup> Pour plus d'informations, voir par exemple : ALONSO, Angela et MISCHÉ, Ann., « June demonstrations in Brazil: repertoires of contention and government's response to protest », in *From Contention to Social Change: Rethinking the Consequences of Social Movements and Cycles of Protests*- ESA Research Network on Social Movements, 2015, pp. 1–37. ; BRINGEL, Breno et PLEYERS, Geoffrey, « Les mobilisations de 2013 au Brésil: vers une reconfiguration de la contestation », *Brésil(s)* 7, 2015, pp. 7–18 ; GOHN, Maria da Gloria, *Manifestações de Junho de 2013 no Brasil e Praças dos Indignados no Mundo*, Vozes, Petrópolis, RJ, 2014.

<sup>497</sup> Cet événement, censé accueillir un million et demi de fidèles, a eu lieu à Rio du 23 au 28 juillet.

l'institution policière commence désormais à apparaître plus explicitement.

Deux jours plus tard, donc le 3 juillet, c'est le récit relatant une manifestation organisée par les habitants du *Complexo da Maré* (un groupement de dix-sept favelas) réclamant la fin de la violence policière qui occupe plus de la moitié de la page d'*O Globo*. Dès les premières lignes, le texte souligne le contexte politique mouvementé que connaissait le Brésil à ce moment-là et le fait que cette manifestation avait eu lieu une semaine après une opération policière qui avait tué dix personnes dans la favela *Nova Holanda* :

A l'heure où le pays descend dans la rue pour réclamer des droits fondamentaux et la fin de la corruption, les habitants du *complexo da maré* ont quitté hier leurs domiciles vêtus de noir, pour demander une police plus humanisée, sans violence. L'acte a eu lieu une semaine après l'opération de police qui a fait 10 morts dans la Favela Nova Holanda. La manifestation a fait écho et a atteint l'asphalte, où la violence policière n'est pas courante comme dans les communautés à faible revenu<sup>498</sup>.

Dès le premier paragraphe de l'article, plusieurs points sautent aux yeux du lecteur. Premièrement, comme *O Globo* le souligne, cette manifestation a eu lieu une semaine après une opération policière qui avait occasionné la mort de dix personnes. A la seule lecture de ce texte publié le 3 juillet, nous ne savons rien des conditions ni des objectifs de l'opération policière réalisée une semaine auparavant, mais nous devons admettre que le but de la police (tout du moins en théorie) ne doit jamais être d'assassiner les citoyens. Ensuite, un deuxième point mérite d'être mentionné, à savoir que la réponse de la communauté de *Maré* à la violence policière avait revêtu la forme d'une protestation pacifique. Face à la violence commise par ceux qui étaient censés les protéger, les habitants de la favela (souvent considérés comme des « criminels potentiels », comme nous l'avons vu tout au long de ce travail), avaient organisé une protestation pour demander des choses « simples », c'est-à-dire la paix et le respect.

Ensuite, l'article d'*O Globo* met en évidence l'idée que cette manifestation a dépassé les frontières favela-asphalte et atteint la partie la plus privilégiée de la ville « où la violence policière n'est pas courante comme dans les communautés à faible revenu », comme il le souligne. Ici nous pouvons alors observer, à nouveau et très clairement, la séparation favela/asphalte, même si l'intention du journal était d'exposer exactement le contraire, c'est-à-dire que la manifestation dans la favela revêtait une telle importance qu'elle avait réussi à mobiliser les personnes vivant à l'extérieur de son territoire. Dans ce texte, plusieurs spécialistes et chercheurs du domaine de la sécurité publique ont pris la parole, ainsi que des membres du gouvernement, de la police et de la société civile. Même si la communauté de *Maré* ne compte pas d'unité de police pacificatrice, deux

---

<sup>498</sup> Citation originale : « Num momento em que o país vai às ruas para exigir direitos básicos e o fim a corrupção, moradores do complexo da maré saíram ontem de suas casas vestidos de preto, para pedir uma polícia mais humanizada, sem truculência. O ato ocorreu uma semana após a operação policial que deixou 10 mortos na Favela Nova Holanda. A manifestação ecoou e chegou ao asfalto, onde a violência da polícia não é rotina, como ocorre em comunidades de baixa renda », publié par *O Globo* le 03/07/2012, p. 17.

aspects ont été soulignés avec force dans leurs discours : tout d'abord la banalisation, au sein de la société brésilienne, de la violence policière dans certaines parties de la ville, en particulier celles les plus pauvres ; ensuite le signal d'alarme lancé par la chercheuse Julita Lemgruber qui a affirmé qu'il s'agissait du moment idéal pour alerter la société sur le fait que les politiques publiques ne peuvent pas se limiter aux Unités de Police Pacificatrice.

Un autre signe de l'augmentation de la violence, de la sensation d'insécurité et du manque de contrôle de la part de la police qui marque les récits de 2013 est la fermeture de l'organisation non-gouvernementale AfroReggae dans le complexe de favelas *Alemão*, favela pacifiée, suite à la demande des trafiquants. Le 21 juillet *O Globo*, a, en effet, informé ses lecteurs que cette organisation, où plus de 350 jeunes suivent des cours de percussions, de théâtre et de graffitis, avait été fermée sur ordre du « pouvoir parallèle ». Selon son coordinateur, José Junior, ses membres avaient reçu plusieurs menaces et savaient que le trafic avait toujours cours au sein de la communauté pacifiée.

Le lendemain, dans l'intention d'éviter que cet épisode puisse discréditer l'image du projet UPP, le maire de Rio Eduardo Paes se rend à *Alemão* et affirme que la Mairie va assumer les projets menés par cette ONG. À l'occasion, il déclare : « Aujourd'hui, j'ai profité de l'occasion pour venir ici pour faire la donation du terrain et pour montrer que nous marchons dans le complexe *Alemão* quand et comme nous voulons. Avant, il fallait demander une autorisation. Le processus de pacification n'a pas de retour en arrière »<sup>499</sup>. Il est assez facile de relever que par ces propos, le maire de Rio répondait ainsi directement aux déclarations de José Junior faites la veille.

Il est vrai qu'AfroReggae a finalement rouvert ses portes, mais qu'à peine un mois plus tard, *O Globo* titrait à nouveau, cette fois-ci en consacrant un espace dans sa Une à cette information : « Afroreggae et Cufa [Central Única de Favelas]<sup>500</sup> ferment leurs portes »<sup>501</sup>. Dans cet article, le but était de démontrer quelles étaient les réelles conditions de vie dans la favela :

Malgré la pacification et la présence massive de policiers, le trafic semble encore dicter de nombreuses règles dans le complexe d'*Alemão* et dans la *Vila Cruzeiro*. Par conséquent, plus de 500 jeunes vivant dans les communautés se vus empêchés d'assister aux activités proposées par AfroReggae et Cufa [...] 14 projets ont été interrompus, y compris des cours d'artisanat, de graffitis, de capoeira, de théâtre, de basket-ball et de cirque.<sup>502</sup>

Après cette deuxième fermeture, ni le maire, ni le gouverneur de Rio ni Beltrame n'ont

---

<sup>499</sup> Citation originale : « Hoje, aproveitei para vir aqui doar o terreno e mostrar que a gente anda no complexo do Alemão na hora e da forma que quiser. Antes, era preciso pedir autorização. O processo de pacificação não tem volta », publié par *O Globo* le 22/07/2013, p. 14.

<sup>500</sup> Organisation non-gouvernementale créée en 1999.

<sup>501</sup> Titre original : « AfroReggae e Cufa fecham as portas », publié par *O Globo* le 20/08/2013, à la Une.

<sup>502</sup> Citation originale : « Apesar da pacificação e da presença maciça de PMs, o tráfico parece ainda ditar muitas regras no Complexo do Alemão e na Vila Cruzeiro. Como consequência, mais de 500 jovens que moram nas comunidades estão impedidos de frequentar as atividades do AfroReggae e da Cufa [...] foram interrompidos 14 projetos, que incluem aulas de artesanato, grafite, capoeira, teatro, basquete e circo », publié par *O Globo* le 20/08/2013, p. 10.

accordé d'interviews dans ce reportage. En tout état de cause, nous pouvons observer à travers ces récits que la pacification n'était pas aussi complète ou efficace que les pouvoirs publics voulaient l'annoncer.

En essayant de changer d'angle, nous pouvons constater qu'un reportage publié le 3 juillet faisait ressortir également les problèmes propres à l'asphalte. Un article d'*O Globo* qui occupait une page complète et dont le titre annonçait « *Problemas en série* »<sup>503</sup>, traite du quartier de Leme dont les habitants, selon le récit, souffrent de l'insécurité et du manque d'entretien de leurs rues. La relation avec l'UPP est établie de la façon suivante :

Bien que la majorité souligne que, avec l'UPP à *Babilônia et Chapéu Mangueira*, les scènes d'affrontements qui ont tourmenté Leme ont disparu, les vols perpétrés sur des passants effrayent la population, en particulier dans les environs du boulevard Princesa Isabel. Le 5 du mois dernier, un vol à main armée a déclenché l'alerte rouge. En plein jour [...] <sup>504</sup>

Ainsi, dans ce type de reportage, nous pouvons observer que les récits insistant sur la sensation d'insécurité, qui avaient perdu beaucoup de place au début du projet de police pacificatrice, ont commencé à apparaître de temps en temps dans les quartiers qui comportent une favela pacifiée. Quand bien même le quotidien affirme que la plupart des habitants soutiennent l'unité de police pacificatrice à Leme, il explique toutefois que d'autres problèmes font surface et laisse entendre que l'insécurité a descendu les collines des deux favelas et atteint l'asphalte. Encore une fois, nous pouvons remarquer ici qu'il existe des « effets collatéraux » liés à la mise en place des unités de police pacificatrice, c'est-à-dire l'idée que les anciens trafiquants de drogue commencent à diversifier leur délits.

Nous retrouvons cette même idée dans d'autres reportages, comme par exemple dans le texte publié le 21 juillet dont le titre établissait un lien direct entre l'augmentation de la violence à Niterói (ville voisine de Rio, séparée d'elle par un pont) et la mise en place des unités de police pacificatrice à Rio : « Plus de crimes à Niterói après les UPP à Rio »<sup>505</sup>. D'après le reportage sous le titre: « Avec des favelas pacifiées, Tijuca subit des vols sur l'asphalte »<sup>506</sup>, diffusé le 19 septembre, traitant de l'insécurité dans le quartier de Tijuca, la situation est similaire dans ce quartier. Souvenons-nous, nous nous étions déjà penchée sur ce type de texte journalistique dans la première partie de notre corpus.

D'ailleurs, dans ce deuxième exemple, la division favela/asphalte que nous avons essayé

---

<sup>503</sup> Titre original : « Problemas em série », publié par *O Globo* le 03/07/2013, p. 14.

<sup>504</sup> Citation originale : « Embora a maioria ressalte que, com a UPP na Babilônia e Chapéu Mangueira, as cenas de confrontos que assolaram o Leme desapareceram, roubos a transeuntes têm assustado, sobretudo nas proximidades da Avenida Princesa Isabel. No último dia 5, um assalto a mão armada acendeu o alerta vermelho. Em plena luz do dia », publié par *O Globo* le 03/07/2013, p. 14.

<sup>505</sup> Titre original : « Mais crimes em Niterói depois das UPP's no Rio », publié par *O Globo* le 21/07/2013, p. 19.

<sup>506</sup> Titre original : « Com favelas pacificadas, Tijuca sofre com assaltos no asfalto », publié par *O Globo* le 19/09/2013, p. 17.

d'analyser, à plusieurs reprises, est très explicite. Le lecteur d'*O Globo*, majoritairement de classe moyenne et aisée, peut facilement interpréter ce type de titre en s'appuyant sur le raisonnement suivant : « eux (les habitants des favelas) ont gagné l'UPP et nous avons récupéré 'leur' violence ». Il nous paraît assez clair que cela ne serait pas vraiment utile pour créer – ou tout du moins promouvoir – l'intégration favela/asphalte, bien au contraire.

Si nous examinons le contenu de ce texte, le constat est encore plus étonnant. Les propos sont les suivants : « Entourés de six communautés pacifiées, les habitants de Tijuca ne vivent plus avec des bruits de tirs, mais ont à nouveau subi des agressions et des vols sur l'asphalte »<sup>507</sup>. La première impression serait, en effet, que la violence de Tijuca « a descendu la colline » ; qu'il ne s'agirait plus, en pratique, des bruits de coups de feu dans les favelas, mais de la peur de se faire voler ou agresser à côté de chez soi. De plus, cette phrase laisse entendre que seuls les habitants de l'asphalte sont considérés comme des habitants de Tijuca, même si, comme cet article le souligne, ce quartier est entouré de six favelas pacifiées. Encore une fois, la notion de citoyenneté est complètement vide de sens quand il s'agit de traiter de la population la plus pauvre et qui vit dans les favelas.

Enfin, ce type de texte soulignant la diversification des crimes ou, dans le même sens, une certaine capacité d'adaptation des trafiquants à la pacification ou leur fuite vers différentes zones, apparaît dans d'autres genres de reportages. Par exemple, le 14 juillet, *O Globo* mettait en avant le changement de stratégie en termes de mode de fonctionnement du trafic à *Rocinha* (même si cette favela était déjà pacifiée), comme nous pouvons le constater dans le passage suivant : « La police a déclaré qu'après la pacification de *Rocinha*, le trafic avait changé sa stratégie d'action et commencé à coopter des personnes avec un 'dossier vierge' pour leur organisation (c'est-à-dire des personnes qui n'avaient pas de casier judiciaire) »<sup>508</sup>. Et c'est précisément sur *Rocinha* que nous allons concentrer notre attention dans les prochaines pages.

## **I. La disparition d'Amarildo**

Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, la disparition d'Amarildo en juillet 2013 est un événement qui a marqué profondément le projet de police pacificatrice à Rio. Nous allons l'étudier en détail dans cette partie, mais nous pouvons déjà affirmer – et ce sans hésitation – que le cas Amarildo a constitué la plus grande crise à laquelle le gouvernement a dû faire face

---

<sup>507</sup> Citation originale : « Cercados por 6 comunidades pacificadas, moradores da tijuca não convivem mais com barulhos de tiros, mas voltaram a sofrer com assaltos e furtos no asfalto », *ibid.*

<sup>508</sup> Citation originale : « A polícia contou que, após a pacificação da Rocinha, o tráfico mudou sua estratégia de ação e passou a cooptar pessoas de 'ficha limpa' para sua organização », publié par *O Globo* le 14/07/2013, p. 14.

quand il s'est agi d'analyser la trajectoire et le mode de fonctionnement des UPPs. Et nous disons cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, bien sûr, à cause des conditions liées à sa disparition : Amarildo a été interpellé par les policiers de l'UPP de *Rocinha* à quelques pas de chez lui, a dû suivre ces agents pour une supposée vérification et n'est plus réapparu après son interrogatoire. Plusieurs témoins l'ont vu monter dans la voiture de police, ce soir-là, mais personne ne l'a vu sortir du bureau de l'UPP, où il avait été emmené.

Deuxièmement, au fur et à mesure de l'avancée de l'enquête, de nombreux éléments assez étranges et très graves ont émergé : le système de GPS de la voiture de police ne fonctionnait a priori pas cette nuit-là, de même que deux caméras installées devant la sortie du bureau de l'UPP, les conclusions très divergentes apportées par les deux officiers de police qui avaient mené les enquêtes, entre autres. Globalement, l'on a observé pendant toute la couverture du cas d'Amarildo une sorte de « guerre des versions », où plusieurs hypothèses ont été émises à chaque fois. Enfin, en résumé, il s'agissait d'un sujet qui a longtemps été abordé dans les médias, mais qui donnait lieu à énormément d'interrogations et très peu de réponses.

Troisièmement, la mort d'Amarildo touchait véritablement et violemment à l'un des principes les plus chers au projet de police pacificatrice, à savoir à l'attitude des policiers à l'égard des habitants des favelas, à l'encontre de la population la plus pauvre. Ainsi, tout ce qui avait été construit autour de l'idée d'une police de proximité, qui respectait les citoyens, qui avait bénéficié de toutes sortes de nouvelles formations, qui était là pour éviter les conflits et les humiliations, s'est effondré avec la disparition de cet homme. L'assassinat d'Amarildo a tout du moins ouvert les yeux à une partie de la population *carioca* sur le fait qu'il y avait encore, au sein de la police, y compris de la police pacificatrice, des agents qui continuaient à agir de la même manière en certains endroits, c'est-à-dire à adopter cette même méthode meurtrière partant du principe que certaines vies n'avaient pas de valeur ; ou, pour résumer, que les UPPs avaient beau être une nouvelle police, ayant vu le jour récemment, elle conservait toutefois en elle les mêmes mauvaises habitudes.

### **I.1 Les premiers reportages ou le « nœud de circulation »**

La première mention de la disparition d'Amarildo a figuré le 18 juillet dans un reportage qui occupait la moitié d'une page d'*O Globo*. Dans le titre, pourtant, aucune référence n'y était faite à Amarildo. Le journal semblait plus préoccupé du problème des embouteillages dans la zone qui relie deux régions aisées de la ville, à savoir la zone sud et le quartier de Barra da Tijuca. Le titre d'*O Globo* était alors : « Une manifestation à *Rocinha* fait un nœud de circulation de la Zone Sud à Barra da Tijuca »<sup>509</sup>. Si nous poursuivons la lecture de ce texte, nous notons en effet que les

<sup>509</sup> Titre original : « Protesto na Rocinha dá nó no trânsito da Zona Sul à Barra », publié par *O Globo* le 18/07/2013, p.



problèmes de circulation s'avèrent être le sujet principal de l'article et qu'ils occupent les premiers paragraphes, comme nous pouvons l'observer dans l'extrait suivant : « Une manifestation organisée hier sur l'autoroute Lagoa-Barra par des habitants de *Rocinha* a interrompu la circulation dans des quartiers tels que Lagoa, Gávea et São Conrado, ce qui a rendu difficile le retour à la maison des habitants de Barra et des environs »<sup>510</sup>.

C'est le sous-titre qui indique que les manifestants accusaient les policiers de la disparition d'un habitant de la favela de *Rocinha*. Néanmoins, dans les deux premiers paragraphes du texte, c'est-à-dire pendant presque un tiers du reportage, aucune mention n'est faite à Amarildo : le centre d'intérêt continuait à être le même et *O Globo* fournissait des informations sur le chaos dans la circulation, la durée de la fermeture de certaines rues, la zone qui avait été la plus bloquée etc. C'est seulement après cette première partie portant sur l'engorgement du trafic routier que le quotidien a donné davantage de précisions concernant les motivations de la manifestation : « La police a estimé qu'environ mille personnes ont participé à la manifestation. La raison de la protestation était la disparition d'un homme qui vivait dans la communauté. Le groupe a accusé des policiers de l'UPP de la disparition du maçon Amarildo de Souza »<sup>511</sup>.

C'est donc ainsi que l'affaire Amarildo a été évoquée pour la première fois dans les pages d'*O Globo*. Il est évident qu'il serait prématuré de condamner a priori les policiers ou d'accuser n'importe qui à ce moment-là, étant donné que l'enquête n'avait pas encore abouti au moindre résultat. Cependant, il nous paraît tout de même assez étonnant que la disparition d'un homme, après avoir été interrogé par la police, soit moins mise en évidence dans le journal que les embouteillages qui ont perturbé les retours à la maison des habitants des quartiers aisés. Ou, autrement dit, il nous paraît assez invraisemblable que ce journal ait choisi de davantage exploiter les conséquences de la manifestation sur le trafic routier et presque oublié de s'interroger sur les causes d'une telle manifestation. À notre avis, cela illustre, comme nous l'avons vu dans la partie théorique de cette thèse, à quel point la disparition d'un homme pauvre, habitant d'une favela, d'un corps sans âme, comme le disait Souza pour décrire la *ralé*, peut être banalisée dans notre société.

Deux personnes ont été interviewées pour ce reportage. La première dont le discours direct a été rapporté est Elisabete, la femme d'Amarildo, et la seconde, le président de l'association des habitants de *Rocinha*. Elisabete a alors déclaré que sa famille subissait, depuis quelques mois,

---

15.

<sup>510</sup> Titre original : « Uma manifestação realizada ontem na Auto estrada Lagoa-Barra por moradores da Rocinha parou o trânsito de bairros como Lagoa, Gavea e Sao Conrado, dificultando a volta para casa de quem mora na Barra e arredores », publié par *O Globo* le 18/07/2013, p. 15.

<sup>511</sup> Citation originale : « A PM estimou que cerca de mil pessoas participaram da manifestação. O motivo do protesto foi o desaparecimento de um homem que vivia na comunidade. O grupo acusava policiais da UPP da favela pelo sumiço do ajudante de pedreiro Amarildo de Souza », publié par *O Globo* le 18/07/2013, p. 15.





Amarildo a été vu pour la dernière fois dimanche devant sa porte, juste avant d'aller à l'UPP pour apporter des éclaircissements. Selon la police, il a été appelé à l'UPP parce qu'il ressemblait à un suspect. La famille, qui s'est déjà rendue à l'institut de médecine légale, accuse la police d'avoir tué Amarildo et d'avoir fait disparaître le corps [...] 7 membres de la famille ont rencontré le secrétaire à la sécurité de Rio, José Mariano Beltrame ; l'officier de police qui s'occupe de l'enquête, Orlando Zacone ; et Marcelo Freixo, président de la commission des droits de l'homme à l'assemblée législative<sup>514</sup>.

Comme nous pouvons l'observer, même si la disparition d'Amarildo n'est (à nouveau) pas mentionnée dans le titre du reportage, cette fois-ci le texte fournit cependant beaucoup plus d'informations sur les conditions de la disparition. Le lecteur prend donc connaissance du fait que cet homme a disparu après avoir été emmené au bureau de l'Unité de Police Pacificatrice et que c'est pour cette raison que sa famille accuse les policiers de l'avoir tué. Il peut également supposer que l'enquête est déjà en cours car ce texte évoque un rendez-vous auquel ont participé différents représentants de la police et du pouvoir législatif. Cette fois-ci il n'y a aucune photo qui illustre la manifestation, mais c'est à nouveau le témoignage de la femme d'Amarildo qui a été recueilli. D'autre part, il nous semble que le silence de la part des autorités policières mérite également d'être mentionné.

Enfin, c'est dans un reportage publié le 24 juillet que pour la première fois le nom d'Amarildo vient figurer dans le titre ainsi qu'une photo de lui et de sa famille. Cet article, intitulé « Rocinha veut savoir: où est Amarildo ? »<sup>515</sup> et qui occupait les 2/3 de la page du journal (l'autre 1/3 étant de la publicité d'un supermarché), rappelait les faits de la soirée du 14 juillet, jour de sa disparition, évoquait les conditions de vie d'Amarildo et de sa famille ainsi que les relations tumultueuses entre les habitants de *Rocinha* et la police. La première phrase donne déjà le ton : « Ils n'ont aucun doute que 'ce qu'ils ont fait au *boi* (surnom d'Amarildo qui veut dire bœuf) était une grande saloperie'. Ainsi, des résidents, des amis et des proches décrivent ce qui est arrivé à Amarildo, qui a disparu le 14 juillet, date à laquelle il a été emmené 'pour vérification' par des policiers de l'UPP à Rocinha »<sup>516</sup>.

Ce texte explique ensuite qu'Amarildo est né et a toujours vécu à *Rocinha*, dans une partie de la favela dominée par le trafic de drogue et la tuberculose. Il n'avait jamais franchi le seuil de pauvreté. À l'époque, il vivait avec sa famille, constituée de sa femme et de ses six enfants, dans une maison d'une seule pièce, dépourvue de toilettes et de salle de bains, et disposait pour unique

---

<sup>514</sup> Citation originale : « Amarildo foi visto pela última vez no domingo na porta de casa, pouco antes de ir à UPP prestar esclarecimentos. Segundo a polícia, ele foi chamado à UPP porque se parecia com um suspeito. A família, que já esteve no IML, acusa os policiais de terem matado Amarildo e sumido com o corpo ». 7 familiares se encontraram com o secretário de segurança José Mariano Beltrame ; com o delegado da gávea, Orlando Zacone, que investiga o caso ; e com Marcelo Freixo, presidente da Comissão de direitos humanos da Alerj », publié par *O Globo* le 20/07/2013, p. 15.

<sup>515</sup> Titre original : « A Rocinha quer saber : onde está Amarildo ? », publié par *O Globo* le 24/07/2013, p. 16.

<sup>516</sup> Citation originale : « Eles não têm dúvida de que o que fizeram com o boi foi uma grande judiaria'. Assim, moradores, amigos e parentes descrevem o que teria acontecido a amarildo, desaparecido desde 14 de julho, quando foi levado 'para verificação' por policiais da UPP da Rocinha », publié par *O Globo* le 24/07/2013, p. 16.

ressource de 300 *reais*<sup>517</sup> qu'il gagnait en tant que maçon. A en croire le témoignage d'un voisin, son surnom était « *boi* » car il était assez fort pour porter les malades de la région sur ses épaules étant donné qu'aucun moyen de transport ne parvenait jusqu'à cette zone de la favela.

Les circonstances de l'arrestation d'Amarildo et l'historique des actions récentes de la police dans la favela de *Rocinha* sont ensuite mises en cause. Le reportage revient en effet sur les conditions de la détention d'Amarildo (devant chez lui, sans trop d'explications) et sur le fait que, la veille, la police avait lancé une opération appelée « Paix armée » dont l'objectif était de capturer les personnes non fichées par la justice, mais qui étaient soupçonnées de collaborer avec les trafiquants de drogue. En l'espace de deux jours d'opération, 30 personnes avaient été incarcérées. Un voisin ayant vu la scène de l'arrestation d'Amarildo a affirmé que le policier qui l'avait arrêté le connaissait et le taquinait depuis toujours, lui et sa famille. Selon lui, il s'agissait d'un policier qui aimait humilier les pauvres de *Rocinha*.

Dans son interview, Elisabete a raconté qu'elle avait suivi les policiers et Amarildo jusqu'au bureau de l'UPP, mais que les policiers lui avaient garanti qu'il serait relâché au bout de quelques instants et qu'elle ne pouvait pas l'attendre au guichet de l'UPP. Elle affirme : « Nous sommes rentrés chez nous et avons attendu toute la nuit. Par la suite, mon fils est allé voir le commandant, qui a dit qu'Amarildo avait déjà été libéré, mais que les images sur les caméras de l'UPP n'étaient pas visibles car il y avait eu une panne. **Ils pensent que le pauvre est aussi un âne** (c'est nous qui soulignons) »<sup>518</sup>. Comme nous pouvons l'observer, de par ces propos, Elisabete dénonce déjà les mensonges et incohérences de la posture policière – caractéristiques qui perdureront durant toute l'investigation concernant le cas d'Amarildo – et, également, un certain mépris vis-à-vis de la population la plus pauvre.

Concernant les quatre policiers qui ont arrêté Amarildo, le reportage informe qu'ils suivront un cours de rattrapage, selon le coordinateur des Unités de Police Pacificatrice. Il est important de souligner que tous les quatre étaient des soldats tout juste diplômés du centre de formation des nouveaux policiers (formés, souvenons-nous, selon les enseignements de la police de proximité, souvent mis en avant comme l'une des plus importantes innovations liées au projet de pacification). Alors, étant donné ces événements ayant eu lieu à *Rocinha*, l'on est en droit de se demander si ces formations étaient vraiment si différentes des précédentes. Par ailleurs, en ce qui concerne Amarildo, cet article insiste sur ses conditions de vie très précaires dans la favela, mais mentionne également qu'il a été deux fois interpellé par la police dans sa vie : la première parce qu'il

---

<sup>517</sup> À titre d'information, en 2013 le salaire minimum au Brésil était de 678,00 *reais*.

<sup>518</sup> Citation originale : « Fomos para casa e esperamos a noite inteira. Depois, meu filho procurou o comandante, que disse que Amarildo já tinha sido liberado, mas que não dava para ver nas imagens das câmeras da UPP porque tinha ocorrido uma pane. Eles acham que pobre também é burro », publié par *O Globo* le 24/07/2013, p. 16.

avait été accusé de vol, à l'âge de 18 ans et la seconde pour avoir exercé ce travail informel qui consiste à surveiller les voitures stationnées dans les rues, en 2005<sup>519</sup>. Sans aucun doute, le simple fait que l'article ait mentionné le casier judiciaire d'Amarildo nous en dit déjà beaucoup sur les *a priori* journalistique et la valeur de la vie quand il s'agit des citoyens les plus vulnérables.

Les premiers indices qui démontrent les incohérences de la version donnée par les policiers de l'UPP apparaissent le lendemain, c'est-à-dire le 25 juillet. Dans un reportage d'*O Globo*, sont tout d'abord expliquées les raisons qui, selon la police, auraient motivé l'arrestation de cet homme. Le texte nous explique alors qu'Amarildo, selon la version de la police, aurait été confondu avec un suspect identifié comme Guinho. Néanmoins, à l'époque aucune demande d'arrestation n'existait à l'encontre de Guinho.

Ensuite, il existe des contradictions dans le discours officiel, comme le démontre ce passage d'*O Globo* :

L'absence d'images dans l'une des caméras de surveillance de Rocinha augmente encore le mystère entourant Amarildo. Dans son témoignage au chef Zaccone (responsable de l'enquête), le commandant de l'UPP de Rocinha lui-même, le major Edson Santos, a informé qu'il avait libéré Amarildo à 19h40 et qu'il l'avait vu descendre les escaliers menant à Rua Dioneia. Concernant les images, le commandant a expliqué que les 2 caméras tournées vers l'entrée de l'UPP étaient cassées depuis la veille. Cependant, les experts de l'ICCE ont localisé une troisième caméra, un peu plus loin, qui aurait fonctionné le dimanche soir. En vérifiant l'enregistrement, les enquêteurs n'ont pas trouvé la moindre image d'Amarildo qui pourrait confirmer la version policière<sup>520</sup>.

D'après nous, ce reportage s'avère important sans doute parce qu'il a pour la première fois mis en valeur les contradictions des versions de la police mais, également, parlé de l'implication directe du major Edson Santos, chef de la police pacificatrice de *Rocinha*, qui prétend l'avoir libéré et vu suivre son chemin vers la rue Dionéia juste après. L'étrange coïncidence de la panne des deux caméras devant le bureau de l'UPP l'empêcherait de prouver sa version mais, de plus, l'existence d'une troisième caméra à quelques mètres laisse fortement supposer qu'il ne faut pas le croire. Dès le lendemain, le coordinateur des droits de l'homme du ministère de la justice a réclamé la mise à pied provisoire du major Santos, mais le secrétaire José Mariano Beltrame a pour sa part affirmé « qu'aucun élément de l'enquête policière ne justifie jusqu'à présent son éloignement »<sup>521</sup>.

---

<sup>519</sup> Activité très répandue dans les rues de Rio où les propriétaires des voitures donnent une petite somme d'argent à quelqu'un qui « surveille » la rue afin de s'assurer que son véhicule ne sera pas volé ou endommagé pendant son absence.

<sup>520</sup> Citation originale : « A ausência de imagens em uma das câmeras de monitoramento da Rocinha aumenta ainda mais o mistério em torno de Amarildo. Em depoimento ao delegado Zaccone, o próprio comandante da UPP da Rocinha, major Edson Santos, informou que liberou Amarildo às 19h40 e que viu quando ele teria descido as escadas de acesso à rua Dioneia. Com relação às imagens, o comandante explicou que as 2 câmeras apontadas para o local estavam quebradas desde a véspera. No entanto, peritos da ICCE localizaram uma terceira câmera, um pouco mais à frente, que estaria funcionando na noite de domingo. Ao checar a gravação, os investigadores não encontraram uma só imagem de Amarildo que pudesse confirmar a versão policial », publié par *O Globo* le 25/07/2013, p. 14.

<sup>521</sup> Citation originale : « Até o momento não há elementos no inquérito policial que justifiquem seu afastamento. », publié par *O Globo* le 26/07/2013, p. 10.

Même si les interrogations et incohérences semblent jusque-là dominer l'affaire Amarildo, le journal *Carioca* opte pour sa part à nouveau pour la thématique du « nœud de circulation » pour titrer dans sa Une, le 2 août : « La manifestation fait un nœud de circulation dans la Zone Sud »<sup>522</sup>, titre qui est accompagné d'une photo sur laquelle nous pouvons voir des manifestants habillés en noir et aux visages cachés. En réalité, les personnes de l'image en question avaient campé devant la maison du gouverneur de Rio, Sérgio Cabral, pendant plusieurs jours, pour protester contre son gouvernement. Ce texte informe rapidement le lecteur que les manifestants de *Rocinha* ont achevé leur marche devant le domicile du gouverneur et rencontré ainsi le groupe qui campait. Toutefois, le point central du texte demeure les conditions difficiles de circulation à l'heure de pointe, les cris et demandes des habitants de *Rocinha* et leur témoignage concernant le comportement des policiers de l'UPP.

D'ores et déjà, une interrogation émerge, à savoir que si le groupe qui a campé devant la maison de Cabral a été à peine mentionné dans le texte publié la Une, pourquoi *O Globo* a-t-il pour sa part choisi d'illustrer la manifestation organisée pour Amarildo par une photo de manifestants aux visages cachés ? Ci-dessous nous avons l'image de la Une suivie d'une coupure centralisant le reportage en question :

Image 8. L'étrange choix d'O Globo pour illustrer la manifestation organisée pour Amarildo sur la Une du journal



Source : Archives O Globo

Il est certain qu'il ne s'agit pas là d'un choix insignifiant ni, à notre avis, très honnête. Étant donné l'atmosphère tendue et mouvementée de l'époque, comme nous l'avons souligné à

<sup>522</sup> Titre original : « Protesto dá nó no trânsito da Zona Sul », publié par *O Globo* le 02/08/2013, à la Une.



plusieurs reprises, le fait d'attribuer un visage masqué aux manifestants qui descendaient à la rue pour demander où était Amarildo n'a pas vraiment contribué à alerter la population de Rio qu'un crime pouvait avoir été commis par sa propre police. Suggérer, par exemple, à travers cette image, l'existence d'une connexion entre les *black blocks* (très en vogue, largement médiatisés et également très critiqués à ce moment-là au Brésil) et les protestations liées au cas Amarildo pourrait créer un effet d'éloignement entre les habitants de *Rocinha* et les classes moyennes et aisées qui portent souvent un regard critique sur le mode de fonctionnement de ce mouvement protestataire. Encore une fois, il convient de se rappeler que cette image a figuré à la Une du quotidien, qui est, comme nous l'avons déjà mentionné dans le chapitre précédent, la page la plus accessible d'un journal.

C'est donc à la page 12 que *O Globo* va publier les images de la manifestation organisée afin de demander où se trouve Amarildo, clichés sur lesquels, bien sûr, aucune personne masquée ne figure. Sur la photo en haut de la page, nous pouvons voir que des personnes se sont agglutinées dans la rue, armées de quelques pancartes et, sur la seconde photo, nous figure la famille d'Amarildo, vêtue de blanc, couleur symbole de paix.

Image 9. L'image de la manifestation pour Amarildo à l'intérieur du journal



Source : Archives O Globo

Le titre informe le lecteur que la route Lagoa-Barra a été fermée en raison de la manifestation et le texte souligne que les habitants de *Rocinha* avaient déjà signalé des comportements inadéquats des policiers envers eux, comme le démontre le témoignage d'un membre de l'association des habitants de *Rocinha* :

Nous avons déjà dénoncé cet officier de police (qui cherchait des embrouilles avec Amarildo) depuis février, lorsque nous avons reçu la commission des droits de l'homme de

l'assemblée législative. Ce cas d'Amarildo est une tragédie annoncée. La police de Rocinha ne prend pas la peine de patrouiller. Avec eux, c'est le coup de pied vers la porte. C'est une raclée. L'association des habitants est menacée et il y a un policier à la porte pour réprimer ceux qui veulent porter plainte<sup>523</sup>.

Encore une fois, la déclaration de cet homme contribue à soulever un doute sur l'ensemble du projet de la police pacificatrice qui misait beaucoup sur la qualité de la nature d'une nouvelle police, différente de celle qui opérait auparavant, connue pour être violente et irrespectueuse. Pendant tout le lancement du projet, l'une des idées les plus soulignées par le gouvernement était justement celle qui liait les Unités de Police Pacificatrice à une nouvelle police, qui n'était pas imprégnée de « mauvaises habitudes » (pour le dire d'une façon simple et naïve) comme auparavant. Ainsi, nous remarquons que le plus gros pari du projet de police pacificatrice, fondé sur les enseignements de la police de proximité, commence à s'écrouler. De plus, le reportage met également l'accent sur la présence de plusieurs mères qui avaient perdu leurs enfants récemment dans des contextes semblables à celui d'Amarildo, c'est-à-dire après une arrestation policière.

Ce même 2 août, à la page suivante, nous apprenons que le système GPS des voitures de police n'avait pas été allumé ce jour-là, ce qui a fait que les enquêteurs n'ont pas pu vérifier si l'un de ces véhicules avait quitté ou non la favela de *Rocinha*. Cette information s'ajoute alors à la panne des caméras de surveillance mentionnée quelques jours auparavant et fait croître la méfiance au sein d'une partie de la population *carioca* qui prend alors conscience qu'il y avait peut-être trop de mauvaises coïncidences dans l'affaire Amarildo. En suivant ce même raisonnement, le reportage affirme que « le gouvernement craint que le cas d'Amarildo salisse la principale politique de sécurité de l'État, les UPPs »<sup>524</sup>.

Ainsi, Sérgio Cabral et José Mariano Beltrame ont essayé de distinguer le cas d'Amarildo de l'image liée au succès du projet de police pacificatrice. À l'occasion d'une interview peu précise portant sur les moyens employés, Cabral affirme que le gouvernement va s'engager à tout mettre en œuvre pour trouver Amarildo et les responsables de sa disparition. Il dit en effet : « Je l'ai dit toute la semaine. Moi aussi, je veux savoir où est Amarildo! Beltrame veut savoir où se trouve Amarildo »<sup>525</sup>. De son côté, Beltrame, peut-être plus conscient de la dimension de cette affaire et de l'impact qu'elle pourrait avoir sur le projet de police pacificatrice, symbole de la politique de

<sup>523</sup> Citation originale : « A gente já vinha denunciando esse policial (que teria uma rixa com o ajudante de pedreiro) desde fevereiro, quando recebemos a comissão de direitos humanos da Alerj. Esse caso do Amarildo foi uma tragédia anunciada. A polícia na Rocinha não se preocupa em patrulhar. Com eles, é pé na porta. É porrada. A associação de moradores é ameaçada e tem policial na porta para reprimir os que querem fazer denúncias », publié par *O Globo* le 02/08/2013, p. 12.

<sup>524</sup> Citation originale : « O governo teme que o caso de Amarildo possa manchar a principal política de segurança do estado, as UPPs », publié par *O Globo* le 02/08/2013, p. 13.

<sup>525</sup> Citation originale : « Declarei isso a semana inteira. Eu também quero saber onde está o Amarildo ! O Beltrame quer saber onde está o Amarildo ! », publié par *O Globo* le 02/08/2013, p. 13.



sécurité publique de Rio, déclare :

Cela peut sans aucun doute causer des dommages [au projet UPP], mais je suis sûr que ces faits entrent dans l'enquête pour que l'on trouve le mobile de cela, s'il s'agissait d'une défaillance technique [...] Je veux des nouvelles quotidiennes sur cette affaire, **car nous ne pouvons pas permettre qu'un fait de cette nature ternisse des projets qui, sans aucun doute, changent la vie de ces personnes et de la société elle-même** (c'est nous qui soulignons).<sup>526</sup>

Nous observons, en effet, que la disparition de cet homme à *Rocinha* et la superposition de divers éléments difficiles à comprendre en ce qui concerne, tout d'abord, l'approche de la police et, ensuite, les failles matérielles et technologiques, commencent réellement à peser sur l'idée d'un projet de police pacificatrice exempte de toute critique. Cependant, il n'est pas difficile de remarquer que, jusque-là, aucune remise en cause ni réprobation n'a été émise à l'égard du gouvernement de Rio. Au contraire, quand la ministre des droits de l'homme, Maria do Rosario, a affirmé que la police était le principal suspect dans l'affaire Amarildo, Beltrame et Sérgio Cabral ont relativisé ses paroles en indiquant que toute accusation serait prématurée à ce stade de l'enquête.

## I.2 La guerre des versions

Les premiers jours du mois d'août marquent également le début de la guerre des versions concernant la disparition d'Amarildo. À plusieurs reprises, l'on note aisément l'atmosphère de confusion, marquée par l'émergence soudaine de différentes histoires qui disparaissent tout aussi rapidement. Dès le 3 août, un reportage d'*O Globo* informe les lecteurs que, selon un policier de l'UPP de *Rocinha*, son oncle, qui travaille au sein d'une entreprise de collecte de déchets ménagers, s'est vu contraint, par des trafiquants, de récupérer le corps d'un homme dans la favela et de le déposer directement au centre de tri, situé dans la zone appelée Caju (où des tonnes de déchets sont régulièrement déposés).

Selon cet agent de police, l'employé a été interpellé par des bandits armés qui sont sortis du bois situé à côté de la Rua Dioneia. Souvenons-nous, la Rue Dioneia était le chemin que selon le major Edson Santos, chef de l'UPP de *Rocinha*, Amarildo avait emprunté en sortant de l'UPP. Cependant, même avec ce deuxième récit émanant d'un membre de la police, qui servirait donc à corroborer le premier, les seuls dispositifs – les caméras de vidéo-surveillance – qui auraient été capables de prouver en définitive la véracité de la version policière ne fonctionnaient pas ce soir-là. Le texte d'*O Globo* souligne à nouveau le fait que les GPS des trois voitures de l'UPP de *Rocinha*, y compris de celle qui transportait Amarildo de chez lui à l'unité, avaient été éteints le jour de sa

---

<sup>526</sup> Citations originales : « Isso sem dúvida nenhuma pode trazer algum prejuízo, mas tenho certeza de que esses fatos estão entrando na investigação para se saber a motivação disso, se foi falha técnica. [...] quero notícias diárias a respeito desse caso, porque não podemos permitir que um fato dessa natureza venha a macular projetos que, sem dúvida alguma, estão mudando a vida dessas pessoas e a própria sociedade », publié par *O Globo* le 02/08/2013, p. 13.

disparition. L'officier Rivaldo Barbosa de la division criminelle de la police et responsable des investigations a mené plusieurs entretiens avec les 14 policiers de l'UPP de *Rocinha*, y compris le policier responsable, le major Edson Santos.

Pendant cette période, la famille d'Amarildo a essayé d'obtenir auprès de la justice une attestation de mort présumée étant donné que, sans le corps, ce certificat est nécessaire pour la déclaration de décès et, par conséquent, le paiement des pensions à la famille. Elle a également décidé de quitter temporairement la favela de *Rocinha*, craignant une action de représailles violente de la part des policiers de l'UPP. Il est important de souligner qu'à ce moment-là une bonne partie de l'équipe de l'unité de police pacificatrice, y compris le chef Edson Santos, continuait en effet à travailler quotidiennement au sein de la communauté.

Le 8 août, d'autres rebondissements eurent lieu. Tout d'abord, *O Globo* fait savoir que, selon la police, le conducteur du camion de collecte de déchets ménagers (l'oncle du policier de l'UPP) a nié avoir transporté le corps d'un homme, le 14 juillet. De cette façon, la première version présentée par les policiers de l'UPP de *Rocinha* commence, de plus en plus, à perdre en crédibilité. De plus, cet article paru dans *O Globo* informe que les directions de la police militaire et de la coordination du projet de police pacificatrice ont reçu, en mai, une série de dénonciations d'abus commis par les policiers de l'UPP de *Rocinha*. Ces faits peuvent eux aussi laisser entendre que la disparition d'Amarildo n'a pas été un fait isolé, une exception, dans les modes d'agissement et de « protection » du citoyen adoptés par cette nouvelle police pacificatrice ; ou supposer que, comme le souligne le nom de notre cadre, il s'agit en réalité, certes officiellement d'une nouvelle police, mais qui continue à suivre les anciennes habitudes.

Dans ce même article publié le 8 août, c'est le sous-titre qui attire le plus notre attention : « Un officier de police demande l'arrestation de l'épouse d'Amarildo »<sup>527</sup>. En effet, 22 jours après la disparition du maçon et cinq jours après son changement de fonction, l'officier Ruchester Marreiros a conclu le rapport d'enquête sur le trafic de drogue à *Rocinha* en demandant l'arrestation préventive d'Elizabete Gomes da Silva, la femme d'Amarildo. Selon ce rapport, cette arrestation serait justifiée parce qu'elle aurait aidé des trafiquants de drogue. De plus, cet officier de police a déclaré dans ce même document que s'il n'avait pas demandé l'arrestation de son mari Amarildo, c'était seulement en raison du fait qu'il y avait de forts indices laissant entendre qu'il était mort. Or, il s'avère important de signaler tous ces points, précisément au moment où les discours des policiers de l'UPP de *Rocinha* paraissaient de moins en moins crédibles.

Le texte d'*O Globo* souligne immédiatement l'idée que l'officier Orlando Zaccane, en tant que président de l'enquête, n'était cependant pas d'accord avec Ruchester. Quoi qu'il en soit, nous

---

<sup>527</sup> Titre original : « Delegado pediu prisão da mulher de Amarildo », publié par *O Globo* le 08/08/2013, p. 15.

pouvons nous demander pourquoi cette information sur l'épouse d'Amarildo, qui paraît dès le début ne pas tenir la route et n'avoir aucun impact sur l'enquête concernant sa disparition, a été choisie en guise de sous-titre. Cette guerre des versions a constitué la thématique d'un article publié le lendemain par *O Globo* et qui occupait cette fois une page entière. Ce texte donnait plus de détails concernant les investigations, les différentes versions et dressait un profil succinct de chaque officier. Dans cette brève présentation de Zaccone, nous apprenons que ce dernier est un adepte de la religion de tradition hindoue *Hare Krishna*. Il s'agit à nouveau d'un renseignement exclusivement à caractère personnel, qui ne nous semble pas fondamental pour le débat public, mais qui a gagné une place dans le récit d'*O Globo* et pourrait, à notre avis, susciter une certaine antipathie chez le lecteur.

De plus, nous observons que la tentative de criminaliser la figure d'Amarildo et de sa femme Elisabete revêt en même temps la forme d'une démarche assez désespérée de légitimer la violence policière et la politique de la lutte contre le trafic de drogue basée sur la « chasse aux drogues ». À nouveau, l'idée dissimulée derrière cette tactique serait tout d'abord que la vie d'un criminel (ou d'un criminel potentiel) aurait moins de valeur que celle des autres gens et, ainsi, que sa mort serait acceptée plus facilement (ou, comme affirme la terrible expression brésilienne « *bandido bom é bandido morto* », c'est-à-dire « le bon bandit est celui qui est mort ») ; et enfin, que pour sauver la population de l'emprise des trafiquants sur leurs vies, il y aurait un prix à payer.

Il nous semble également important de mettre en évidence l'idée qu'en dépit des incohérences et du manque de preuves qui pourraient corroborer la version des policiers de l'UPP, le major responsable de l'unité de *Rocinha*, Edson Santos, a pourtant longtemps insisté sur cette version. Le 10 août, un reportage d'*O Globo*<sup>528</sup> explique qu'il a été à nouveau convoqué pour un interrogatoire avec l'officier responsable de l'enquête et qu'il a maintenu sa version, ce même si les seules images disponibles en vidéo confirmaient seulement les déclarations de témoins qui prétendaient avoir vu le maçon pour la dernière fois alors qu'il était emmené par la police. Sur l'image vidéo, il est également possible de voir le moment où Elisabete commence à courir vers la patrouille pour tenter de parler à son mari.

C'est dans ce reportage que nous pouvons noter un changement de position d'*O Globo* ou, tout du moins, une très nette méfiance de la part du journaliste en charge de ce dernier, par rapport au discours tenu par les autorités policières de l'UPP de *Rocinha*. À côté du texte journalistique, le journal a, en effet, publié son box « opinion » contenant les propos suivants :

C'est aussi simple que ça. Qu'Amarildo soit ou ne soit pas lié au trafic de drogue n'a pas d'importance. L'important maintenant est de savoir où il est. Ou son corps. Si la police est

---

<sup>528</sup> Reportage intitulé « Le Major réaffirme qu'Amarildo a été libéré après être passé par l'UPP ». Titre original : « Major reafirma que Amarildo foi liberado após passar por UPP », publié par *O Globo* le 10/08/2013, p. 19.

responsable de sa disparition, peu importe si l'habitant de Rocinha est ou était un trafiquant de drogue. Cela aurait été un crime particulièrement haineux, comme tous ceux pratiqués par les agents publics<sup>529</sup>.

Ces phrases publiées dans *O Globo* démontrent que la version des policiers de l'Unité de Police Pacificatrice de *Rocinha* était de plus en plus remise en question même si aucune réponse conclusive n'était encore fournie par les investigateurs. Un mois après la disparition d'Amarildo, un nouvel élément important fait surface : même si le GPS de la voiture de police de *Rocinha* était éteint le 14 juillet, les enquêteurs parviennent à retrouver le trajet suivi par ce véhicule à ce moment-là grâce à la radio installée dans ce dernier et à son système de géolocalisation. Avec ces données en main, la police a constaté que le soldat de l'UPP, Douglas Roberto Vital Machado, qui conduisait le véhicule avait en effet omis des informations lors de son entretien avec les enquêteurs.

Ce policier qui avait arrêté Amarildo était en effet également au centre de l'affaire car trois mois auparavant, il avait déjà été accusé d'avoir agressé et menacé au moins deux habitants, alors qu'il tentait de créer de toutes pièces des preuves contre eux pour essayer de forcer leurs arrestations. Un reportage publié le 17 août présente divers témoignages d'habitants de *Rocinha* qui ont subi (ou dont l'un de leurs proches a été confronté à) ces situations. Dans ce même texte, l'assesseur des droits de l'homme d'Amnesty International, Mauricio Santoro, dénonce l'insoutenable rapport de force entre les policiers de l'UPP et les habitants de *Rocinha* et le manque de mesures effectives dans l'affaire Amarildo. Il déclare :

L'absence d'une position ferme de la police militaire qui, au milieu de la répercussion internationale de la disparition d'Amarildo, n'a même pas envisagé de destituer le commandant de l'UPP, envoie aux habitants un message de tolérance envers les abus de la police. Dans cette situation, il est difficile de croire qu'un résident se sent en sécurité pour dénoncer les menaces, la torture et autres pratiques arbitraires des policiers.<sup>530</sup>

Pendant les jours qui ont suivi, *O Globo* a continué à publier presque quotidiennement des textes concernant la disparition d'Amarildo. Le lecteur apprend qu'un juge a refusé de fournir l'attestation de décès à sa famille, que les quatre policiers directement impliqués dans l'affaire ont été mutés et ne travaillent donc plus à *Rocinha* – le major Edson Santos, responsable de l'unité, a par contre conservé son poste dans la favela – et que les manifestations continuaient à bouleverser la circulation de la zone sud à Barra da Tijuca. Tout du moins, désormais *O Globo* mentionnait également le nom d'Amarildo dans ses titres évoquant les problèmes d'embouteillages :

---

<sup>529</sup> Citation originale : « Simples assim. Se amarildo é, ou era, ligado ao tráfico, não importa. O importante agora é saber o seu paradeiro. Ou do corpo. Se a polícia for responsável pelo seu desaparecimento, tanto faz se o morador da Rocinha é, ou era, traficante. Tera sido um crime particularmente odioso, como todos os praticados por agentes públicos », publié par *O Globo* le 10/08/2013, p. 19.

<sup>530</sup> Citation originale : « A falta de um posicionamento firme da PM, que em meio à repercussão internacional do sumiço de amarildo nem sequer cogitou afastar o comandante da UPP, passa aos moradores uma mensagem de tolerância com os abusos policiais. Nessa situação, é difícil acreditar que um morador se sinta seguro para denunciar ameaças, torturas e outras práticas arbitrárias dos PMs », publié par *O Globo* le 17/08/2013, p. 18.

« Amarildo : les manifestants ferment [le tunnel] Zuzu Angel pendant plus d'une heure »<sup>531</sup>.

### I. 3 La faute de la police

C'est à la fin du mois d'août, c'est-à-dire un mois et demi après la disparition d'Amarildo, que la police militaire décida de destituer le major Edson Santos de son poste de commandant de l'unité de police pacificatrice de *Rocinha*. Il s'avère en revanche étonnant que cette nouvelle ait été annoncée par les autorités policières sans même que soit mentionné ce qui s'était passé dans la favela auparavant ni suggérer une possible implication du major dans la disparition d'Amarildo – ou sa potentielle tentative d'entraver les investigations dans cette affaire. Comme le souligne le reportage d'*O Globo* publié le 29 août, selon la police, le départ du major Santos entrainait dans le cadre d'un changement majeur qui avait concerné les commandements de l'ensemble des unités. Néanmoins, le caractère incontestable de l'implication des policiers de l'UPP de *Rocinha* dans la disparition d'Amarildo semble de plus en plus palpable.

En effet, le lendemain, le procureur fédéral Marisa Paiva a demandé l'expulsion de cinq policiers de l'UPP de *Rocinha*, y compris du major Edson Santos. Selon elle, l'éloignement était vital pour garantir l'impartialité des enquêtes. Dans le domaine pénal, une enquête était également en cours concernant les dénonciations de tortures et d'abus de pouvoir perpétrés par les policiers de l'UPP. Dans l'article d'*O Globo*, le procureur explicite en ces termes le manque de mesures prises par la justice et par la police : « Malgré l'extrême gravité des faits et bien que la disparition d'Amarildo ait même été signalée dans la presse étrangère, les policiers militaires impliqués n'ont même pas été temporairement destitués de leurs fonctions. [...] Un véritable manque de respect qui doit être maîtrisé par les autorités compétentes »<sup>532</sup>.

Enfin, le début du mois de septembre marque la réalisation des premières reconstitutions. Les soldats qui avaient emmené Amarildo au bureau de l'UPP y ont participé, le visage couvert, mais leurs noms ont été divulgués par *O Globo*. Leur avocat, qui était également présent, a affirmé qu'ils allaient confirmer le témoignage précédemment apporté à la police, selon lequel Amarildo avait été conduit au siège de l'UPP puis relâché.

La reconstitution a duré 16 heures au terme desquelles, le chef des investigations, Rivaldo Barbosa, a déclaré qu'elle avait apporté plusieurs clarifications et permis de bien avancer dans l'enquête. Rivaldo n'a cependant pas précisé quelle direction l'enquête allait prendre. A ce stade, la

<sup>531</sup> Titre original : « Amarildo : manifestantes fecham Zuzu Angel por mais de uma hora », publié par *O Globo* le 23/08/2013, p. 17.

<sup>532</sup> Citation originale : « Não obstante a extrema gravidade dos fatos, tendo sido o desaparecimento de Amarildo noticiado até na imprensa estrangeira, os policiais militares envolvidos não foram sequer afastados provisoriamente de ses cargos. [...] Um verdadeiro show de desrespeito que deve ser coibido pelas autoridades competentes », publié par *O Globo* le 30/08/2013, p. 19.

police travaillait en suivant deux hypothèses : qu'Amarildo avait été tué par les policiers de l'UPP ou que les tueurs étaient des trafiquants. Dans le même reportage, il est dit que le major Edson Santos, qui avait quitté le commandement de l'UPP, avait envoyé une lettre d'adieu à ses collègues. Selon *O Globo*, dans sa lettre, il avait évalué de façon positive sa gestion, affirmé qu'il n'avait jamais été mêlé au trafic de drogue, n'avait pas commis d'actes illégaux ni reçu de pots-de-vin. Il affirme également qu'il a mis en œuvre tout ce qui était en son pouvoir pour que les habitants de *Rocinha* puissent mener une existence paisible au quotidien.

La personne choisie pour remplacer Edson Santos au sein de l'UPP de *Rocinha* fut une vieille connaissance de la population *carioca* et du projet de police pacificatrice : Priscila Azevedo, qui avait commandé la première Unité dans la communauté *Santa Marta*. Souvenons-nous, Priscila représentait celle qui avait réussi à « donner la paix » à la communauté de Botafogo, elle était l'image même du succès du projet de police pacificatrice. Le reportage d'*O Globo* insiste ainsi sur le courage et les exemples d'efficacité dont a fait preuve Priscila durant sa carrière professionnelle, sans omettre certaines réflexions machistes et misogynes dans son texte, comme par exemple le fait de commencer l'une de ses phrases en mentionnant l'âge et la situation familiale de Priscila (« à 35 ans et célibataire [...] »), informations qui n'avaient jamais été indiquées quand il s'agissait d'un policier homme.

Pour ce qui est exclusivement des changements de commandement des UPPs – dont 25 Unités de Police Pacificatrices en tout ont changé de responsable –, ils ont été effectués, selon une source de la police militaire, pour donner de l'oxygène à certaines unités et obtenir de meilleurs résultats avec la politique de proximité auprès des résidents. Cette source a ajouté que les policiers allaient suivre une formation complémentaire et devraient traiter tous les résidents avec respect. Encore une fois, la police n'a aucunement évoqué l'affaire Amarildo quand il s'est agi d'expliquer le changement opéré au sein de l'unité de *Rocinha*.

Dans le box opinion d'*O Globo* publié à côté de ce reportage, figure l'analyse suivante :

Comme il a été prouvé alors que le nombre d'homicides intentionnels continue à diminuer dans la ville de Rio (1,5% de janvier à juillet, par rapport à la même période en 2012), il augmente dans l'ensemble de l'État (10,8%). Cela réaffirme la justesse de la politique de sécurité de l'UPP, qui n'a été menée que pour le moment dans la capitale, et la nécessité évidente de son extension à d'autres régions.<sup>533</sup>

Ainsi, comme nous pouvons le constater, même si les abus et les illégalités commis par les policiers des unités de police pacificatrice faisaient ressortir de plus en plus les problèmes et les anomalies liés à ce projet, les discours des *mass media* continuaient en général à dresser un bilan

---

<sup>533</sup> Citation originale : « Como provado enquanto o número de homicídios dolosos continua a cair na cidade do Rio (1,5 % de janeiro a julho, em relação ao mesmo período de 2012), ele sobe no estado como um todo (10,8%). Reafirma-se o acerto da política de segurança das UPPs, executada por enquanto apenas na capital, e a necessidade óbvia de sua extensão para as demais regiões », publié par *O Globo* le 07/09/2013, p. 14.



très positif, tourné vers le futur et la demande d'extension à d'autres territoires. La disparition d'Amarildo demeurait toujours sans réponse et nous n'avons pas non plus trouvé, dans les articles de journaux, la moindre information concernant les promesses non tenues : après plusieurs années, la majorité des favelas pacifiées attendaient encore les investissements liés aux projets sociaux, à la santé, au traitement des eaux usées ou à l'éclairage des voies publiques.

Concernant précisément le cas d'Amarildo, un autre rebondissement a vu le jour quand deux témoins (mère et fils, habitants de *Rocinha*) ont affirmé avoir menti à la police lors de leur premier interrogatoire suite à la demande du major Edson Santos. Le reportage d'*O Globo* publié le 15 septembre explique : « Selon la femme, le major Edson aurait proposé de payer le loyer de la famille dans un appartement à l'extérieur de *Rocinha*, en échange d'une déposition qui renverrait le soupçon de la disparition d'Amarildo sur les trafiquants de drogue »<sup>534</sup>. Ensuite, le texte ajoute que le major n'a pas commenté les accusations et que l'unité de police pacificatrice de *Rocinha* avait seulement divulgué un communiqué de presse affirmant qu'Edson Santos ne faisait plus partie de l'UPP et que les investigations étaient en cours.

Finalement, le 28 septembre, le journal indique (avec une mention dans sa Une) que la police avait conclu l'enquête en accusant au moins cinq policiers, y compris le major Edson Santos. Il est écrit dans *O Globo* :

Dans le document, au moins cinq policiers, dont le major Edson Santos, ancien commandant de l'UPP de la communauté, seront accusés du crime d'enlèvement suivi de la mort d'Amarildo. Une arrestation préventive des accusés sera également demandée. En effet, la détention provisoire sera demandée parce que des témoins du crime avaient signalé des cas de coercition, de tentative de corruption et d'intimidation au cours des enquêtes.<sup>535</sup>

Les investigations ont ainsi conclu qu'Amarildo avait été torturé et assassiné dans le bureau de l'UPP de *Rocinha*. Néanmoins, son corps, n'a jamais été retrouvé. Sa mort présumée a été déclarée par la Justice le 4 février 2014. En février 2016, 13 des 25 policiers militaires dénoncés ont été jugés coupables de crimes de torture suivis de la mort, dissimulation de cadavre et d'une fraude procédurale. L'un d'entre eux est mort avant la sentence. Un reportage publié par le site journalistique *Nexo* affirme que « selon la sentence, après avoir été interrogé à l'UPP, Amarildo a été torturé avec des décharges électriques, un sac en plastique sur la tête et noyé dans un seau d'eau, ce qui aurait été la cause de sa mort »<sup>536</sup>.

---

<sup>534</sup> Citation originale : « De acordo com a mulher, o major Edson teria oferecido pagar o aluguel para a família num apartamento fora da Rocinha, em troca de um depoimento que jogasse as suspeitas do desaparecimento de Amarildo sobre traficantes », publié par *O Globo* le 15/09/2013, p. 18.

<sup>535</sup> Citation originale : « No documento, pelo menos cinco policiais, entre eles o major Edson Santos, ex comandante da UPP da comunidade, serão acusados pelo crime de sequestro seguido de morte de amarildo. Também sera pedida a prisão preventiva dos acusados. A Prisão preventiva será pedida porque testemunhas do crime denunciaram ter havido coação, tentativa de suborno e intimidação, durante as investigações. », publié par *O Globo* le 28/09/2013, p. 21.

<sup>536</sup> Reportage publié le 19/03/2019 et disponible sur <https://www.nexojornal.com.br/expresso/2019/03/18/Quem-foi-condenado-e-quem-foi-absolvido-no-caso-Amarildo>



En 2016, lors du prononcé de la peine, la juge Daniella Alvarez Prado, en faisant allusion au slogan « où est Amarildo ? »<sup>537</sup>, attire l'attention sur le fait qu'Amarildo n'a pas disparu, qu'il a été assassiné. Ses propos sont lucides et percutants :

Amarildo est décédé. Il n'a pas résisté à la torture qui a été utilisée. Il a été assassiné. **Victime d'une enchaînement d'erreurs. Une opération de police sans résultat significatif. Fausse information. Un groupe assoiffé d'appréhensions.** Un ressortissant vulnérable à l'action policière. **Noir. Pauvre. Au sein d'une communauté en marge de la société. Dont l'espoir de la citoyenneté a cédé la place à l'arbitraire.** Qui s'opposerait à une police lourdement armée? Qui défendrait Amarildo? Qui aurait pu empêcher ce résultat tragique de se produire? Dans ces conditions, la question demeure sans réponse et nous sommes confrontés à la lâcheté, à l'illégalité, au détournement de but et à l'abus de pouvoir de la part des accusés (c'est nous qui soulignons)<sup>538</sup>.

Daniella a également souligné que la conduite des policiers condamnés était contraire au rôle prévu par la pacification et sa nouvelle police. Elle a affirmé: « La paix ne se fait pas avec la guerre. Le but supposé de la pacification n'est pas conforme à l'utilisation de moyens extrêmes et médiévaux ». Comme nous l'avons martelé à plusieurs reprises dans ce travail, y compris dans notre titre, concernant la thématique des Unités de Police Pacificatrice, il ne faut alors pas cesser de poser la question suivante : la paix (et la sécurité) pour qui et à quel prix ? Dans notre réalité marquée par les inégalités et la politique de la chasse aux drogues, caractérisée par une police qui travaille en s'appuyant essentiellement sur une méthode punitive, comme nous l'avons vu, dans plusieurs cas d'arrestations, il ne s'agit pas d'une question de justice, mais plutôt d'injustice sociale.

## II. 2013, une année ambiguë

Comme nous l'avons déjà mis en évidence, l'année 2013 a été mouvementée pour le projet de police pacificatrice. Même si durant cette période les questions et remises en cause des pratiques policières, y compris au sein des unités de police pacificatrice, ont commencé à apparaître de façon plus énergique, huit nouvelles UPPs ont été créées en tout cette année-là. Nous pouvons observer qu'en même temps que les critiques et les très graves problèmes liés au projet de sécurité publique ont émergé, la politique gouvernementale a continué à progresser en suivant un rythme accéléré. Il ne faut pas oublier, bien sûr, que la Coupe du Monde au Brésil aurait lieu l'année suivante.

En même temps que nous observons l'accroissement de la capacité de la société *carioca* à

---

<sup>537</sup> « Cadê o Amarildo ? »

<sup>538</sup> Citation originale : « Amarildo morreu. Não resistiu à tortura que lhe empregaram. Foi assassinado. Vítima de uma cadeia de enganos. Uma operação policial sem resultados expressivos. Uma informação falsa. Um grupo sedento por apreensões. Um nacional vulnerável à ação policial. Negro. Pobre. Dentro de uma comunidade à margem da sociedade. Cujá esperança de cidadania cedeu espaço para as arbitrariedades. Quem se insurgiria contra policiais fortemente armados? Quem defenderia Amarildo? Quem impediria que o desfecho trágico ocorresse? Naquelas condições, a pergunta não encontra resposta e nos deparamos com a covardia, a ilegalidade, o desvio de finalidade e abuso de poder exercidos pelos réus », disponible sur <http://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/2016/02/caso-amarildo-entenda-o-que-cada-pm-condenado-fez-segundo-justica.html>

identifier les défaillances du projet – ou tout du moins à l'évaluer en adoptant un regard plus critique, en oubliant peu à peu l'atmosphère exagérée et aveuglement enthousiaste observée au début (et thématisée dans le chapitre précédent) –, plusieurs reportages ont justement essayé de continuer à se focaliser sur les points positifs de ce projet. Ainsi, une idée déjà observée dans les premiers textes de 2010 et qui demeure présente en 2013 est celle qui centralise sa perspective sur l'argument que l'accès aux favelas serait, à ce moment-là, autorisé pour tous. Si nous essayons de résumer ce raisonnement un peu grossièrement, nous pouvons dire que l'idée sous-entendue est assez simple, à savoir que Rio aurait « gagné ses collines » et les bidonvilles, « le monde ».

Un premier exemple peut être la publication du guide des favelas pacifiées, rapporté par *O Globo* le 15 juillet. Cette publication, contenant des informations touristiques au sujet de 11 communautés pacifiées, a été conçue pour être distribuée gratuitement dans les kiosques et hôtels. Encore une fois, l'idée était de mettre la favela à la portée de tous. Le raisonnement est similaire dans le reportage datant du 11 août, dans lequel le journal évoque une exposition à Madrid portant sur les favelas de Rio. La photographe d'origine italienne et qui vivait en Espagne, avait en effet séjourné pendant quatre mois dans la favela *Santa Marta* (la première à avoir accueilli l'UPP, symbole du projet). Le texte d'*O Globo* commence ainsi :

C'est dans une petite pièce dans un taudis, à 550 marches au-dessus de l'asphalte, que la journaliste Valeria Saconne a vécu la vie des habitants de la colline de Santa Marta, pendant 4 mois, au début de l'année. [...] Elle a débarqué à Rio, pour les vacances, **a dédaigné le paysage idyllique des plages et a été vraiment enchantée par le climat accueillant qu'elle a constaté dans les ruelles de la favela** (c'est nous qui soulignons).<sup>539</sup>

Cependant, si l'idée était de montrer que vivre dans une favela n'était plus simplement une question de survie, mais pouvait résulter d'un choix, cette stratégie a perdu de la force au moment de l'interview du type question-réponse, qui a laissé entendre que la vie dans un bidonville était en réalité beaucoup moins « glamour ». Afin de répondre à la question du journaliste « comment c'était de vivre à *Santa Marta* ? », la photographe a exposé le côté dur et difficile de la réalité dans les bidonvilles, en utilisant des propos crus : « Émouvant. J'ai pu vivre le quotidien de la favela : gravir les 550 marches qui me séparaient de l'asphalte quand le téléphérique ne fonctionnait pas, dormir dans des draps mouillés quand il pleuvait, car le toit en tôle coulait, m'habituer à l'odeur des égouts à l'extérieur, aux fusils et gilets de police, image que je n'avais jamais vue à Madrid »<sup>540</sup>.

Exposées de cette manière, incontestablement, les conditions de vie dans les favelas

---

<sup>539</sup> Citation originale : « Foi num quartinho de um casebre, 550 degraus acima do asfalto, que a jornalista Valeria Saconne, viveu a vida dos moradores do morro Santa Marta, por 4 meses, no começo do ano. [...] Desembarcou no Rio, a passeio, desdenhou da paisagem idílica das praias e se encantou mesmo pelo clima acolhedor que viu nas vielas da favela », publié par *O Globo* le 11/08/2013, Revista O Globo, p. 20.

<sup>540</sup> Citation originale : « Emocionante [...] pude vivenciar o cotidiano da favela : subir os 550 degraus que me separavam do asfalto quando o bondinho estava quebrado, dormir com lençóis molhados quando chovia, porque o teto de zinco pingava, me acostumar ao cheiro dos esgotos ao ar livre, aos fuzis e aos coletes dos policiais, uma imagem que nunca vi em Madri », publié par *O Globo* le 11/08/2013, Revista O Globo, p. 20.

pacifiées sont fort éloignées de la « vie de rêve » souvent plébiscitée et vendue par les médias et le gouvernement. Même si la violence et les échanges de coups de feu entre la police et les trafiquants ont diminué, le manque de logements salubres, de structures de loisir, d'hygiène et de transport, pour ne citer que quelques exemples, demeure étroitement lié aux conditions de vie dans la favela. Et cela constitue, encore une fois, la preuve que la seule présence de la police ne suffit pas ; progressivement, il devient clair que pour améliorer la vie de ces citoyens, il fallait plus que des policiers fortement armés devant leurs portes.

L'idée que Rio avait « récupéré » les territoires des favelas grâce à la pacification peut également être, à nouveau, bien observée dans les textes publiés à la fin du mois d'août. D'ores et déjà, sur sa couverture, *O Globo* titrait : « Rio reconquiert le [mont] *Dois irmãos* », titre également associé à une photo de la belle vue du haut de la montagne. Ci-dessous, à gauche, figure la couverture entière du journal du 11 août 2013 et, à droite, une coupure où figure au centre le reportage en question :

Image 10. Couverture d'*O Globo* qui souligne la vue du haut du « morro » Dois Irmãos



Source : Archives O Globo

Le reportage traitait du sentier de 1,6km qui partait du haut de la favela du *Vidigal*, pacifiée un an et demi auparavant, et qui attirait presque 200 visiteurs les week-ends. Néanmoins, l'énorme succès de la randonnée inquiétait déjà le président de l'association des habitants de la favela. Selon lui, le manque d'organisation pouvait générer des problèmes à l'avenir, tels que l'accumulation de déchets et le surpeuplement ; inquiétude, d'ailleurs, très pertinente étant donné que, comme nous l'avons vu, les problèmes sanitaires et de ramassage des déchets sont malheureusement presque toujours présents dans la plupart des favelas de la ville. Cependant, comme nous l'avons observé dans le reportage associé à la photographie que nous venons d'évoquer, l'intention du journal ou, tout du moins, l'aspect que le texte journalistique essaie de faire le plus ressortir, est le potentiel touristique et positif de la colline. Encore une fois, tout se passe

comme si la ville de Rio avait gagné l'accès aux favelas et, en même temps, que ces dernières avaient acquis la possibilité de s'ouvrir au monde. La vie et les problèmes quotidiens de ses habitants, continuaient néanmoins à ne pas être véritablement considérés comme une priorité pour le gouvernement et ne constituaient pas non plus le point de vue adopté par la majorité des reportages.

## II.1 Doutes concernant le projet et les changements au sein de la police

Un autre événement qui a marqué la période de 2013 fut le licenciement du commandant général de la police militaire (PM), Erir Ribeiro, au mois d'août. Le secrétaire Beltrame a en effet décidé de licencier Erir Ribeiro, ce principalement en raison des critiques dont il avait fait l'objet par rapport à la posture policière adoptée lors des manifestations de juin et juillet et également à cause de la disparition du maçon Amarildo. Cette nouvelle avait occupé la moitié de la Une du journal *O Globo* le 6 août, mais le discours officiel de la police visait à éviter toute sorte de polémiques. C'est la raison pour laquelle, à travers un communiqué de presse, José Mariano Beltrame a affirmé que « les changements font partie du processus de gestion et doivent être considérés comme naturels »<sup>541</sup>. Peu de temps après l'annonce du départ du colonel Ribeiro, le gouverneur Sérgio Cabral a également déclaré que le changement au premier échelon de la police n'affecterait en rien la routine d'implantation et d'entretien des UPP. Malgré les efforts, encore une fois – et malgré la tentative évidente de la part du gouvernement de rendre moins visibles les problèmes au sein de la police –, l'atmosphère tendue et conflictuelle qui y régnait apparaissait de plus en plus.

Le lendemain, *O Globo* publia dans son éditorial un texte portant sur les unités de police pacificatrice dont le titre en disait déjà long : « *L'UPP est un patrimoine de la société* »<sup>542</sup>. En liant le licenciement du colonel Erir à un possible changement dans la politique de la police pacificatrice, l'article d'*O Globo* proposait une véritable ode au projet UPP, comme nous pouvons l'observer dès la deuxième phrase : « Le départ du colonel Erir du commandement de la Police Militaire est cependant entouré de circonstances qui **exigent la réaffirmation catégorique de la continuité de la politique de sécurité, dont la marque visible initiale était l'inauguration de la première UPP** » (c'est nous qui soulignons)<sup>543</sup>.

Ensuite, *O Globo* prend également en compte le contexte politique critique que traversait

---

<sup>541</sup> Citation originale : « Mudanças fazem parte do processo de gestão e devem ser vistas com naturalidade », publié par *O Globo* le 06/08/2013, à la Une.

<sup>542</sup> Citation originale : « UPP é patrimônio da sociedade », publié par *O Globo*, le 07/08/2013, p. 18.

<sup>543</sup> Citation originale : « A saída do coronel Erir do comando da PM, porém, é cercada de circunstâncias que exigem a reafirmação enfática da continuidade da política de segurança, cuja marca visível inicial foi a inauguração da primeira UPP », publié par *O Globo*, le 07/08/2013, p. 18.

Sérgio Cabral à ce moment-là et les élections qui auraient lieu l'année suivante. De fil en aiguille, d'argument en argument, le journal s'est montré prêt à défendre le projet de police pacificatrice à tout prix. Bien sûr, il n'y a eu aucune mention du cas d'Amarildo, ni du retard à promouvoir d'autres services liés aux droits fondamentaux dans les favelas pacifiées (contrairement aux promesses faites à l'origine) ni d'éventuelles controverses autour du projet. Il n'a pas non plus été signalé qu'il avait surtout été mis en place dans les régions où le niveau de violence n'était pas le plus important de la ville. A l'inverse, ce dernier point a, cependant, été souligné par le média, comme le montre l'extrait ci-dessous :

Le remplacement d'Eirir par le colonel Jose Luis se déroule dans un contexte de fragilité politique du gouverneur Sérgio Cabral et déjà dans un environnement de campagne électorale [...] et comme la politique de sécurité soutenue par lui et effectivement mise en œuvre par Beltrame est un point fort de sa gestion, elle devient la cible de toutes sortes d'aspirants au pouvoir aux urnes l'année prochaine. **Ensuite, comme l'a fait Cabral lui-même, il faut réaffirmer la continuité de la politique. Non parce qu'il le veut, mais en raison de son succès, reconnu à l'intérieur et à l'extérieur de Rio de Janeiro. Appelé UPP, il s'agit en réalité de quelque chose de plus que la pacification ; ce programme public, qui compte aujourd'hui 33 unités installées, a apporté des changements pour le mieux jamais observés, principalement dans les zones sud, nord et au centre.** [...] il n'y a donc aucune raison de reculer dans cette politique, qui doit encore s'étendre à l'ouest, paradis des milices, *baixada* et à l'intérieur. En 10 ans, de 2000 à 2010, les homicides ont baissé de 43,8%, en grande partie grâce à l'UPP. [...] **Les biens de centaines de milliers de personnes sont à nouveau valorisés et 500 000 habitants des communautés sont déjà à l'abri de la dictature du trafic.** Les décès chutent, les dépenses de santé et les drames familiaux sont réduits. **La politique de sécurité est pour Rio comme le contrôle de l'inflation pour le pays : elle n'est pas négociable. Elle doit être préservée par tous, en particulier les politiciens dotés d'un esprit public. Investir contre cela c'est aider le crime. Même celui qui s'infiltré dans la police (c'est nous qui soulignons).**<sup>544</sup>

Ainsi, à travers des passages comme ceux soulignées dans cet extrait, *O Globo* coopérait véritablement à la diffusion de l'idée que le projet de police pacificatrice, tel qu'il était, devrait être défendu. Écrire un éditorial comme celui-ci revient à inviter la population à soutenir la politique sécuritaire de l'État, en explicitant des arguments qui incitent le lecteur à penser que « tout le monde est en train de gagner » – les riches dont les immeubles sont ainsi valorisés, et les pauvres, qui ont été « libérés » de la domination des trafiquants de drogue. Néanmoins, il nous paraît tout de

---

<sup>544</sup> Citation originale : « A substituição de Eirir pelo coronel Jose Luis ocorre numa conjuntura de fragilidade política do governador Sérgio Cabral e já num ambiente de campanha eleitoral [...] E como a política de segurança bancada por ele e executada com eficiência por Beltrame é ponto forte de sua gestão, ela se torna alvo de toda sorte de aspirante ao poder nas urnas do ano que vem. Cabe, então, como fez o próprio Cabral, reafirmar a continuidade da política. Não porque ele queira, mas devido ao seu êxito, reconhecido dentro e fora do Rio de Janeiro. Chamado de UPP, mas, na realidade, algo além da pacificação, este programa de segurança pública, hoje com 33 unidades instaladas, tem provocado mudanças para melhor principalmente nas zonas sul, norte e centro, nunca observadas. [...] não há, portanto, porque recuar na política, ainda a ser estendida à zona oeste, paraíso de milícias, *baixada* e interior. Em 10 anos, de 2000 a 2010, os homicídios retrocederam 43,8 %, muito em função das UPPs. [...] o patrimônio de centenas de milhares de pessoas volta a se valorizar, e 500 mil moradores das chamadas comunidades já estão livres da ditadura do tráfico. Caem as mortes, reduzem-se gastos na saúde e os dramas familiares. A política de segurança está para o Rio de Janeiro como o controle de inflação para o país : é inegociável. Tem de ser preservada por todos, em especial políticos com espírito público. Investir contra ela é ajudar a criminalidade. Inclusive a que se infiltra nas polícias. », publié par *O Globo* le 07/08/2013, p. 18.

même périlleux de faire de la sorte, à ce moment-là, l'éloge sans la moindre critique de cette police, sans se poser de questions et sans demander aux autorités publiques les améliorations et les clarifications qui tardaient à arriver, principalement pour les habitants des favelas. Comme nous l'avons vu dans la deuxième partie de cette thèse, à notre avis, les médias ne doivent pas être compris comme de simples « messagers », mais plutôt comme une sphère qui dialogue avec les autres sphères de la société, modifiant ou, au contraire, corroborant la façon dont celle-ci conçoit les pratiques sociales.

Quelques jours plus tard, une mauvaise nouvelle est encore venue faire basculer le futur du projet de police pacificatrice. Le 11 août, *O Globo* annonça la fin du partenariat entre l'entreprise OGX, appartenant au groupe du milliardaire Eike Batista<sup>545</sup>, et le gouvernement de Rio. Selon l'article, les ressources disponibles étaient de l'ordre de 20 millions par an, transférés au département de sécurité publique de l'État de Rio, qui devait les investir exclusivement dans les unités de police pacificatrice. Il faut savoir que ce partenariat avait commencé en 2010 et qu'à l'époque, Eike Batista avait déclaré : « Je crois au projet UPP. Je suis fier de pouvoir contribuer à cette solution qui s'est avérée efficace à Rio et est une référence pour le pays. Nous aidons, avec d'autres entreprises, à construire un Brésil grand, sûr et meilleur pour nos enfants »<sup>546</sup>.

Encore une fois, sans expliciter de quelle manière, le département de la communication de l'État de Rio a tout de suite garanti que le projet de police pacificatrice ne courait aucun risque, malgré la décision d'Eike Batista de rompre cet accord. Cependant, comme l'a souligné ce reportage, les fonds transférés par l'homme d'affaires représentaient près de cinq fois plus que la somme investie exclusivement par l'État dans le projet d'UPP en 2012. Ainsi, sans l'effort du gouvernement pour expliciter la manière dont ce projet allait continuer à exister sans l'investissement privé du groupe OGX, il fallait être très naïf pour y croire les yeux fermés. Eike Batista n'a de son côté pas voulu s'exprimer à ce sujet. À la fin de son reportage, *O Globo* a tout de même souligné que d'autres sociétés misaient sur ce projet, tentative manifeste pour éviter que l'avenir de ce projet soit mis à l'épreuve. Par contre, les indices concernant les difficultés qui s'accumulaient pour le département de sécurité publique à Rio étaient apparents.

Pendant le mois de septembre, un autre aspect du projet de la police pacificatrice commence enfin à être dénoncé, à savoir la promesse non tenue, cinq ans après la mise en place des

---

<sup>545</sup> Symbole du Brésil conquérant des années 2000, Eike Batista a occupé la septième place du classement des plus grandes fortunes de la planète du magazine *Forbes*, en 2012. En 2018 il a été condamné à trente ans de prison pour corruption et blanchiment d'argent. L'ex-millionnaire est accusé d'avoir versé, en 2010, 16,5 millions de dollars de pots-de-vin à l'ancien gouverneur de Rio, Sergio Cabral.

<sup>546</sup> Citation originale : « acredito nas UPPs. Tenho orgulho de poder contribuir com essa solução, que se mostrou eficiente no Rio e é referência para o país. Estamos, junto com outras empresas, ajudando a construir um Brasil grande, seguro, melhor para os nossos filhos », publié par *O Globo* le 11/08/2013, p. 21.



premières UPPs, de l'arrivée des autres services dans les favelas et l'implantation de ce qui avait été annoncé comme « l'UPP social ». À la Une du premier septembre, *O Globo* titrait : « Les favelas pacifiées attendent les services », avec le résumé suivant : « **Cinq ans après le début du processus de pacification, qui a rendu la citoyenneté aux habitants**, les favelas avec UPP attendent toujours l'arrivée de services tels que le traitement des eaux usées et la distribution du courrier » (c'est nous qui soulignons)<sup>547</sup>.

Comme nous pouvons le remarquer, même si *O Globo* souligne que le projet de police pacificatrice « a rendu la citoyenneté aux habitants des favelas », ce journal attire aussi l'attention du lecteur sur le fait que, finalement, cette « citoyenneté » n'était pas effectivement complète. Certes, la police a occupé certains bidonvilles, mais la présence policière ne s'avère pas à elle seule suffisante pour garantir la citoyenneté. De plus, dès le début, la promesse officielle faite était beaucoup plus ambitieuse : l'occupation policière était en quelque sorte la première phase, et visait l'objectif de sécuriser le territoire pour, ensuite, rendre possible l'arrivée d'autres services et, enfin, l'établissement de meilleures conditions de vie.

Malheureusement, tel n'est pas le cas dans la plupart des favelas pacifiées. L'extrait du reportage ci-dessous essaie de mettre en valeur les résultats positifs de l'implantation de l'UPP, mais il est impossible de ne pas se rendre compte qu'après déjà cinq ans de fonctionnement, les autres avantages qui ont trait en réalité à des droits fondamentaux, à la dignité des personnes humaines et de leurs conditions de vie n'ont pas suivi :

En effet, la pacification a déjà atteint 226 communautés, où il y a 33 UPPs, mais cinq ans après le début du processus de « sauvetage » de la citoyenneté dans les favelas de Rio, les services en sont encore à leurs balbutiements. **Des installations sanitaires adéquates, la distribution du courrier et de marchandises à domicile, la collecte régulière des ordures, le signal Internet et l'amélioration de la circulation routière font partie des allégations qui circulent de bouche à oreille. Aussi bien des anciens que des nouveaux résidents qui font partie de la classe moyenne et qui gravissent les collines de la zone sud, attirés par la sécurité et la vue** (c'est nous qui soulignons)<sup>548</sup>.

Il nous semble intéressant de remarquer que, au moment où le journal *O Globo* revendique précisément les améliorations des conditions de vie qui avaient été promises lors du lancement du projet, il souligne également que cela va affecter la vie des personnes de la classe moyenne qui, séduites par la sécurité et par la vue, ont fait le pari d'aller habiter dans les favelas

---

<sup>547</sup> Citations originales, respectivement : « Favelas com UPPs esperam serviços » et « Cinco anos depois do início do processo de pacificação, que devolveu cidadania aos moradores, favelas com UPP's ainda aguardam a chegada de serviços como a coleta de esgoto e a entrega de correspondência », publié par *O Globo* le 01/09/2013, à la Une.

<sup>548</sup> Citation originale : « Isso porque a pacificação já chegou a 226 comunidades, onde há 33 UPPs, mas passados cinco anos do início do processo que está resgatando a cidadania nas favelas do Rio, os serviços ainda engatinham. Saneamento adequado, entrega de correspondência e mercadorias em casa, coleta regular de lixo, sinal de internet e melhorias na circulação viária são parte das reivindicações que correm de boca a boca. Tanto de antigos como de novos moradores da classe média, que estão subindo morros da Zona Sul, atraídos pela segurança e pela vista », publié par *O Globo* le 01/09/2013, p. 16.



pacifiées. Il s'agit presque d'un message direct adressé au gouvernement pour dire que, maintenant, ce ne sont pas seulement « des pauvres » qui réclament les services de base – souvent, et depuis très longtemps, ignorés et rendus invisibles, comme nous l'avons vu au début de cette thèse –, mais également une partie de la classe moyenne, c'est-à-dire, des gens, alors, visibles ; des « citoyens à 100 % ». Dans le cadre du reportage, Hélio Pellegrino lui-même, un célèbre architecte qui, à l'époque, était en train de construire un hôtel luxueux dans la favela du *Vidigal*, a été interviewé.

Et, bien sûr, il s'agissait là de la réalité de la grande majorité des favelas pacifiées. Vingt jours après ce premier reportage à *Vidigal*, *O Globo* rapporte que le gouvernement de Rio n'a pas non plus réussi à mettre en œuvre, dans un délai maximum de deux mois, comme prévu, le projet d'UPP Social dans les nouveaux domaines où les UPPs avaient été instaurées durant l'année 2013. L'information diffusée était que le modèle d'UPP social était en cours de révision et que de nouveaux délais seraient annoncés.

## II.2 Les tribunes et articles : les lieux de rencontre de différents points de vue

Les tribunes et articles constituent des espaces où est relayée l'opinion, signés et récurrents<sup>549</sup>, où nous pouvons observer une véritable querelle entre les différents points de vue. Pendant la période analysée, à savoir l'année 2013, nous avons trouvé 31 textes de ce type et observé qu'ils étaient divisés entre, d'un côté, ceux qui émettaient une critique sévère à l'encontre de la politique de sécurité publique menée à Rio et, de l'autre, ceux qui lui adressaient des compliments enthousiastes et enflammés. Un premier exemple est l'article d'Arnaldo Bloch, publié le 27 juillet dont le titre était : « Il faut que la masque de Rio tombe »<sup>550</sup>. L'article en question attire notre attention car il fait effectivement le lien entre une atmosphère très positive au lancement du projet, moment où, selon l'auteur, celui qui osait critiquer ne serait-ce qu'un point du projet était considéré comme un ennemi, et l'époque où Bloch soutient qu'il faut porter un regard plus critique et sérieux sur la question de la sécurité et les pratiques policières. L'extrait ci-dessous met en évidence ce changement réclamé par le journaliste :

Aujourd'hui, après la première vague récente de manifestations, il semble que le masque de la ville, saturé par cette bulle d'optimisme non critique, veuille tomber. **Comme si nous avions quitté le tunnel magique de la colline d'Ipanema, ouvrons le rideau du passé et découvrons que les maux sont tous là, agités par les exagérations, aspirant à une analyse plus détaillée, moins inspirée du pur marketing** (c'est nous qui soulignons).<sup>551</sup>

<sup>549</sup> En général, quotidien ou hebdomadaire.

<sup>550</sup> Titre original : « A máscara do Rio precisa cair », publié par *O Globo* le 27/07/2013, Segundo Caderno.

<sup>551</sup> Citation originale : « Hoje, passada a primeira onda recente de manifestações, parece que a máscara da cidade, saturada por essa bolha de otimismo acrílico, quer cair. Como se tivéssemos saído do túnel mágico do morro ipanemense, abrissemos a cortina do passado e descobrissemos que as mazelas estão todas aí, remexidas pelos exageros, ansiando por uma análise mais pormenorizada, menos marqueteira », publié par *O Globo* le 27/07/2013, Segundo Caderno.

Ainsi, Bloch met clairement en évidence l'idée que la société *carioca* a besoin de considérer ses politiques publiques avec un esprit critique. Cinq ans après le début du projet de police pacificatrice, le fait de continuer à l'évaluer comme s'il s'agissait d'une politique en phase d'implantation, sans prendre garde aux promesses tenues et à celles non-tenues, sans tenir compte de ses conséquences, revenait à choisir de l'analyser avec un regard partiellement aveugle. Il est certain que tout lancement de projet repose sur des stratégies de marketing ; néanmoins, après quelques années, tout projet mérite d'être analysé et doit l'être à partir de critères plus sérieux que les slogans de campagne, principalement quand il s'agit d'un projet dans lequel la vie des citoyens est étroitement impliquée. À notre avis, l'article d'Arnaldo Bloch établit un parallèle entre l'étape de lancement et celle de développement de la politique de sécurité publique, en attirant l'attention des lecteurs sur l'idée qu'il faut être attentif à l'évaluation des différentes étapes du processus. Si, lors de son lancement, l'appréciation du projet pouvait être majoritairement plus sensible aux promesses, à ce stade-là, par contre, il était inconcevable qu'elle ne pouvait ignorer les faits. Le journaliste évoque la disparition d'Amarildo pour lancer le débat : « L'affaire Amarildo est là, hantant les soirées familiales. Le mot pacification, malgré tous les avertissements de Beltrame, est devenu un terme absolu qui ne tient pas compte de son autre côté : il vaut mieux s'asseoir sur la propagande que d'avoir le courage civique de passer à l'étape suivante »<sup>552</sup>.

L'affaire Amarildo a, en effet, été la thématique de plusieurs tribunes ou articles pendant cette période. En tout, nous avons répertorié 14 textes, la plupart adoptant un ton critique vis-à-vis du projet de pacification, dans lesquels le nom du maçon est mis en évidence. En dehors des journalistes ou des chroniqueurs habituels, d'autres personnalités ont également pris la plume pour dénoncer la disparition de cet homme, comme par exemple le chanteur Caetano Veloso ou Felipe Santa Cruz, président de L'Ordre des avocats du Brésil (OAB). En plus de parler de l'affaire Amarildo, ces deux textes mettaient en évidence l'invisibilité des corps des personnes pauvres. En faisant également référence aux grands événements qui avaient eu lieu (ou qui auraient lieu dans le futur proche) dans la ville de Rio, Caetano Veloso pointait du doigt en ces termes le rôle de la police :

La disparition d'Amarildo, après avoir été emmené à l'UPP de Rocinha, est l'événement le plus notable de cette période d'événements marquants dans la ville. Il est, en fait, navrant de savoir qu'un père de famille a disparu sans que les autorités qui l'ont emmené expliquent pourquoi, simplement parce que cela serait considéré comme naturel dans l'environnement où il vivait. [...] Un soin extrême devrait guider les actions de la police. Mais non. En plus des abus affichés dans la répression des manifestations, le manque de respect pour la vie de

---

<sup>552</sup> Citation originale : « O caso Amarildo está aí, a assombrar as noites das famílias. A palavra pacificação, em que pesem todas as advertências feitas por Beltrame, tornou-se um termo absoluto que não leva em conta sua outra face : está valendo mais sentar sobre a propaganda que ter a coragem cívica de dar o próximo passo », publié par *O Globo* le 27/07/2013, Segundo Caderno.

cette famille crie que la brutalité contre les citoyens pauvres ne veut même pas prétendre qu'elle a honte de se perpétuer.<sup>553</sup>

Le chanteur met alors en lumière plusieurs questions ; tout d'abord, la banalisation du comportement abusif et illégal de la part de la police quand il s'agit des arrestations dans les milieux défavorisés. Dans les favelas, comme nous l'avons vu, les hommes sont d'avance, *a priori*, considérés coupables ; c'est à eux qu'il incombe de prouver le contraire. Ensuite, ce type d'agissements de la part des policiers ne serait même pas dissimulé. La brutalité contre les citoyens les plus pauvres, comme le dit Caetano Veloso, serait explicite, visible de tous ceux qui veulent la voir. Certains s'indignent et la dénoncent, alors que d'autres choisissent de fermer les yeux, de se boucher les oreilles ou de se taire.

Elio Gaspari, par exemple, a consacré l'espace qui lui était réservé dans le quotidien au questionnement « où est Amarildo ? » au moins quatre fois durant les trois mois qui composent notre corpus durant l'année 2013. Le 4 août, il a écrit pour expliciter les incohérences et « coïncidences » liées à l'enquête :

Le 14 juillet, le maçon Amarildo de Souza, père de six enfants, a été emmené à l'unité de police pacificatrice de Rocinha et a disparu. Selon la police, il a été libéré et on ne sait pas où il est allé. **Où est la vidéo qui a enregistré son départ de l'UPP? La caméra était cassée. Où sont les GPS des voitures de l'UPP, capables de montrer par où ils sont passés? Ils étaient éteints. Où est l'intelligence de la population? Elle doit être pacifiée.** À cette fin, le secrétaire à la sécurité, Beltrame, pourrait répondre à une question : combien de fois les caméras et les appareils GPS ont-ils échoué simultanément dans d'autres organismes d'application de la loi sous sa juridiction ? ( c'est nous qui soulignons)<sup>554</sup>

Dans ce même espace, presque un mois plus tard, Gaspari reprend les questionnements concernant le secrétaire Beltrame. Il énumère à nouveau les incohérences de l'enquête et affirme que plusieurs questions demeurent sans réponses même si Beltrame pouvait déjà répondre à certaines, comme celles liées au problème des caméras et au système GPS des voitures de police. Le journaliste signale que c'était juste une question de volonté.

Cependant, bien sûr, ces espaces de type tribune ou article ne contiennent pas uniquement des critiques à l'encontre de Beltrame. Ce dernier, qui incarnait le projet de l'UPP, a par exemple

---

<sup>553</sup> Citation originale : « O desaparecimento de Amarildo, depois de ter sido levado à UPP da Rocinha, é o acontecimento mais impactante nesse período de eventos marcantes na cidade. É, na verdade, dilacerante saber que um pai de família sumiu sem que autoridades que o levaram tenham apresentado explicações para o fato, apenas porque isso seria tido como natural no ambiente onde ele vivia. [...] o cuidado extremo deveria pautar as ações policiais. Mas não. Além dos abusos exibidos na repressão às passeatas, o desrespeito à vida dessa família grita que a brutalidade contra os cidadãos pobres não quer nem mesmo fingir que se envergonha de perpetuar-se », publié par *O Globo* le 11/08/2013, Segundo caderno, p. 2.

<sup>554</sup> Citation originale : « No dia 14 de julho o pedreiro Amarildo de Souza, pai de 6 filhos, foi levado para a Unidade de Policia Pacificadora da Rocinha e desapareceu. Segundo a polícia, ele foi liberado e não se sabe para onde foi. Cadê o vídeo que registrou sua saída da UPP ? A câmera estava quebrada. Cadê os GPS dos carros da UPP, capazes de mostrar por onde andaram ? Estavam desligados. Cadê a inteligência da população ? Precisa ser pacificada. Para isso, o secretário de segurança Beltrame poderia responder a uma pergunta : quantas vezes pifaram simultaneamente os controles das câmeras e os aparelhos de GPS em outros estabelecimentos policiais sob sua jurisdição ? », publié par *O Globo* le 04/08/2013, p. 6.

fait l'objet de la tribune de Caca Dieguez, publiée le 10 août, où les éloges ne manquaient pas :

**Grâce à un secrétaire d'État qui a une conscience sociale et le sentiment du monde, Rio a adopté une politique de sécurité publique avec l'occupation permanente des favelas par des troupes de PMs préparées pour cela.** Beltrame a inventé les UPPs, qui occupent déjà des dizaines de communautés de Rio et dont les trafiquants de drogue, avec leurs armes de guerre, ont été retirés. (c'est nous qui soulignons)<sup>555</sup>

Selon Dieguez, ce serait le secrétaire qui aurait créé les UPPs, en étant doté de conscience sociale et du « sentiment du monde », allusion au titre du recueil de poèmes écrit par Carlos Drummond de Andrade, publié en 1940. Il avait toujours dit que la seule présence policière ne s'avérait pas suffisante, mais qu'il s'agissait là du premier pas vers une nouvelle vie dans les favelas. Concernant le projet des UPPs, Dieguez affirme : « Nous devons aux UPPs l'endigement du crime organisé, la baisse du nombre d'homicides et le début d'un éventuel exercice de la citoyenneté par sa population »<sup>556</sup>. Néanmoins, écrire que l'occupation des favelas a été réalisée par des troupes de policiers préparées en pleine affaire Amarildo nous paraît, pour le moins, irrespectueux.

Enfin, c'est Ancelmo Gois qui cumule le plus d'éloges dans le cadre du projet de pacification : en tout, dix de ses petits textes font référence à la pacification des favelas. Le 08 août, par exemple, il déclarait son soutien au projet : « De plus, la police de Rio a des problèmes. Beaucoup même! Mais il faut le dire mille fois : l'UPP est un succès. C'est un patrimoine de la société *Fluminense* [qui est née dans l'État de Rio]. Je soutiens ! »<sup>557</sup>. Encore une fois, l'idée de « patrimoine de la société » apparaît à nouveau comme une caractéristique du projet de police pacificatrice. Deux jours plus tard, le journaliste met justement en avant cette idée selon laquelle toute la population de Rio devrait soutenir les unités de police pacificatrice. Il écrit :

Demain, les joueurs de Fluminense entreront sur le terrain du Maracanã, avant le match contre Flamengo, avec une bannière en défense de la pacification des favelas. Il sera écrit : « La pacification est à nous, *Affroreggae* est à nous, laissez Rio tranquille » ; **L'acte s'inscrit dans une mobilisation d'un groupe croissant de cariocas pour la consolidation du programme UPP qui libère nos favelas du domaine des trafiquants. Je soutiens !** (c'est nous qui soulignons)<sup>558</sup>

Ainsi, l'idée que nous avons abordée dans le chapitre précédent que l'ensemble de la

<sup>555</sup> Citation originale : « Graças à um secretario de estado com consciência social e o sentimento do mundo, o Rio adotou uma política de segurança pública com a ocupação permanente das favelas por tropas de PMs preparados para isso. Beltrame inventou as UPPs, que já ocupam dezenas de comunidades cariocas das quais foram afastados os traficantes de drogas com suas armas de guerra », publié par *O Globo* le 10/08/2013, p. 16.

<sup>556</sup> Citation originale : « Às UPPs devemos a contenção do crime organizado, a queda do número de homicídios e o início de um exercício possível de cidadania por parte de sua população », publié par *O Globo* le 10/08/2013, p. 16.

<sup>557</sup> Citation originale : « No mais, a polícia do Rio tem problemas. E como tem ! Mas é preciso que se diga mil vezes : a UPP é um sucesso. É um patrimônio da sociedade fluminense. Eu apoio ! », publié par *O Globo* le 08/08/2013, p. 27.

<sup>558</sup> Citation originale : « Amanhã, os jogadores do Fluminense entrarão no campo do maracanã, antes do jogo contra o flamengo, com uma faixa em defesa da pacificação das favelas. Estará escrito : « a pacificação é nossa, o *Affroreggae* é nosso, deixem o Rio em paz » ; « o ato faz parte de uma mobilização de um grupo cada vez maior de cariocas pela consolidação do programa UPP que está livrando nossas favelas do domínio dos traficantes. Eu apoio. », publié par *O Globo* le 10/08/2013, p. 24.

société soutient le projet de pacification, demeure bien présente dans certains textes de 2013, y compris dans la plupart des tribunes d'Anselmo Gois. Encore une fois, cela démontre bien le caractère ambigu lié aux récits médiatiques traitant des unités de police pacificatrice pendant l'année 2013.

### **III. Conclusions du chapitre ou, finalement, que signifie le cadre « UPP : nouvelle police, vieilles habitudes » ?**

Il est assez évident que, si nous considérons le projet de police pacificatrice pendant l'année 2013, nous allons nous rendre compte qu'il s'agit là d'une période marquée par des va-et-vient, des hauts et des bas, durant laquelle plusieurs polémiques et défaillances du projet ont été très en vogue, en même temps qu'il continuait à progresser et à s'installer dans d'autres favelas. Même avec la montée de l'insatisfaction populaire vis-à-vis du mandat de Sérgio Cabral, le secrétaire José Mariano Beltrame continuait à être considéré comme le symbole du projet. Il était, en effet, capable d'indiquer les déficiences de la politique de sécurité publique, mais maintenait toujours dans son discours l'idée qu'il fallait aller de l'avant, coûte que coûte.

C'est la raison pour laquelle notre analyse souligne le fait que c'est « l'institution » policière comme un tout – et non les unités de police pacificatrice en particulier – qui a été la plus dénoncée pendant cette période. Voilà aussi pourquoi nous affirmons que le cadre qui ressort à ce moment est celui nommé « **UPP : nouvelle police, vieilles habitudes** ». Il s'agissait plutôt de dénoncer les pratiques policières, les actes illégaux au sein de la corporation et les habitudes corrompues et irrespectueuses à tous les niveaux de l'institution que de remettre précisément en question le projet de police pacificatrice. Évidemment, parler des UPPs revient également à s'intéresser à l'institution policière, mais nous voulons ici signaler que le débat ne se focalisait pas encore principalement sur les problèmes spécifiques du projet de pacification, ce qui nous semble fondamental à souligner.

Le cadre « UPP : nouvelle police, vieilles habitudes » ressort de notre corpus à partir du moment où, dans la plupart des textes, la réponse à la question « que se passe-t-il ? » définit l'UPP comme une politique récente qui n'échappe pas aux problèmes plus généraux de l'institution policière. Parfois c'est exactement le fait qu'elle soit récente qui sert d'excuse à ses dysfonctionnements dans les textes de cette deuxième vague. Et puis, comme nous l'avons dit avec insistance, c'est une période marquée par deux mouvements contraires : d'un côté, nous avons toujours des textes médiatiques très élogieux et très euphoriques vis-à-vis de la politique de pacification ; et de l'autre, l'année 2013 fut le théâtre d'épisodes illustrant les dysfonctionnements

au sein des Unités de Police Pacificatrice. C'est pourquoi nous considérons que les actions et questions associées à ce cadre sont également à double sens : tantôt c'est le caractère « nouvelle police » du titre de notre cadre qui prime, surtout dans des reportages qui annoncent les inaugurations des nouvelles unités ; et tantôt ce sont les caractéristiques liées aux « vieilles habitudes » qui ressortent et mettent l'accent sur les irrégularités à l'intérieur de la police de Rio.

L'événement négatif le plus grave lié au projet de pacification durant cette période est, bien sûr, l'affaire Amarildo. Néanmoins, il est important d'insister sur l'idée que, ainsi que nous l'avons observé au fil des principaux reportages d'*O Globo* mis en évidence dans ce chapitre, le récit portant sur la disparition d'Amarildo a lui aussi été chargé d'incohérences, a donné lieu à différentes versions, a fait l'objet en quelque sorte d'un mouvement de va-et-vient dans lequel le journal, en tant que fournisseur d'informations, et le lecteur, qui essayait de comprendre la situation, se sont retrouvés au milieu d'une profusion d'hypothèses.

Cela est d'autant plus vrai que le début même du récit de l'affaire Amarildo, où ce sont les informations concernant les embouteillages qui paraissent davantage mises en évidence que la disparition de cet homme, nous paraît assez « parlant ». À ce moment, le projet de police pacificatrice était si protégé, immunisé par un discours médiatique enthousiaste et euphorique, que la mort d'un citoyen a pris du temps à être considérée comme l'élément central de cette histoire. Un trafic routier chaotique était en effet davantage susceptible d'intéresser le lecteur d'*O Globo* que la disparition d'un homme dans une favela dite pacifiée. Cela démontre, bien sûr, le rôle de protection qui existait autour des unités de police pacificatrice, mais également – et d'une manière franche – la banalisation de la mort d'une personne pauvre, habitant un bidonville.

Il ne s'agit pas là d'une caractéristique exclusive du comportement des médias, bien évidemment. Au contraire, en réalité, l'affaire Amarildo a eu le pouvoir de démontrer que le mépris envers les plus démunis traversait plusieurs sphères, plusieurs champs. Pour n'en citer que quelques-uns, nous pouvons mentionner le pouvoir judiciaire, qui a mis du temps pour fournir l'attestation de décès d'Amarildo ; les policiers de l'UPP eux-mêmes, qui, à notre avis, n'auraient jamais pu croire que la disparition de cet homme serait capable d'être à l'origine d'une telle manifestation ; l'institution policière, qui a essayé de criminaliser Amarildo et sa famille pour vérifier si le proverbe « le bon bandit est celui qui est mort »<sup>559</sup> était encore valable ; et la société brésilienne elle-même, surtout la communauté de Rio, qui s'est rendu compte qu'il fallait peut-être procéder à une analyse plus minutieuse sur la manière dont le projet de pacification avait été mis en place ainsi que de son mode de fonctionnement.

De plus, comme nous allons le découvrir plus tard, plusieurs plaintes avaient déjà été

---

<sup>559</sup> « Bandido bom é bandido morto ».

déposées pour dénoncer les comportements sans scrupule des policiers de l'UPP de *Rocinha*, mais aucune de ces dénonciations n'avait été signalée par les médias, ce qui illustre bien cette atmosphère protectrice et favorable aux Unités de police pacificatrice. Il a fallu qu'un homme meure pour que le comportement abusif d'une partie des policiers de l'UPP occupe une place plus grande au sein de l'espace médiatique – et, encore, avec beaucoup de prudence et de résistance.

Une autre marque assez visible dans l'affaire Amarildo et soulignée par différentes voix est le fait que sa répercussion ait dépassé les frontières brésiliennes. Plusieurs textes laissent en effet entendre que la disparition d'Amarildo a été divulguée dans les médias internationaux, comme les journaux *The New York Times*, *Le Monde* et *El País*, pour n'en citer que quelques-uns. Dans un contexte de préparation pour recevoir la Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, il est certain que ce drame ne risquerait pas d'inciter les touristes à venir au Brésil. De plus, les textes qui mentionnaient la répercussion internationale de cet événement le faisaient principalement sur un ton de requête, comme s'ils soulignaient que, à ce moment-là, ce n'était pas seulement le Brésil qui demandait une réponse dans l'affaire Amarildo, mais que le monde entier avait les yeux rivés sur cette question.

En tout état de cause, il est indéniable que la disparition d'Amarildo a commencé à remettre en question la politique de l'UPP à Rio. Comme nous le savons, en théorie, ce programme visait à occuper et pacifier des territoires dominés par des factions criminelles, à mettre en place une police de proximité et à ouvrir la voie aux services publics. Face aux abus des forces de l'ordre, comme le symbolise l'affaire Amarildo, ce modèle est de plus en plus remis en cause.

Enfin, il est important de souligner, comme nous l'avons indiqué dès l'introduction, que ce travail suit l'approche pragmatiste de la communication. Ce courant permet de considérer les médias comme des « configureurs » d'expériences, ce qui veut dire que les produits médiatiques peuvent toucher des individus qui, à leur tour, agissent à partir de cette affectation. En ce sens, les médias et la société se transforment et s'actualisent dans un processus réciproque d'affectation mutuelle : l'expérience et la pratique des individus sont des constituants des produits médiatiques et, en même temps, les significations produites par les médias aident à construire les expériences, les réponses et les demandes des acteurs sociaux. Cette dimension interactionnelle et pratique de l'expérience, soulignée par les chercheurs pragmatistes George Herbert Mead et John Dewey, considère la notion d'expérience comme la façon dont nous percevons le monde, nos relations avec lui et avec les autres individus dans la vie quotidienne. Comme l'explique Louis Quéré, « *l'expérience est un composé d'agir et de pâtir* »<sup>560</sup>.

Ici, une autre question mérite d'être soulignée. Comme nous l'avons détaillé dans la partie

---

<sup>560</sup> QUERE, Louis. « Entre fait et sens, la dualité de l'événement », *Réseaux*, vol. n° 139, no. 5, 2006, p. 186.



méthodologique, notre corpus a été sélectionné en s'appuyant de temps en temps sur des événements clés dans l'histoire du projet des Unités de Police Pacificatrice. Concernant l'année 2013, il est clair que la disparition d'Amarildo a sans doute été l'événement le plus marquant et le plus bouleversant de l'année. C'est la raison pour laquelle il fallait absolument l'étudier de plus près. Alors, à ce stade – et ne serait-ce que brièvement –, il nous paraît intéressant de nous demander dans quelle mesure nous pouvons considérer la disparition de cet homme comme un événement marquant dans l'histoire récente de la ville de Rio de Janeiro et de son projet politique lié à la sécurité publique. De plus, il peut être également compris comme un événement qui a instauré un avant et un après dans le projet de police pacificatrice. En réalité, cette réflexion s'avère importante parce que c'est en faisant cela que nous admettons la possibilité de comprendre l'affaire Amarildo comme un *événement*. Le chercheur Louis Quéré nous enseigne que l'événement est herméneutique et *fait sens*. Cet auteur explique, en effet : « Il est alors un phénomène d'ordre herméneutique : non seulement, il demande à être compris, et pas uniquement expliqué par des causes ; mais surtout il est source de sens – il fait découvrir et comprendre bien des choses. Il peut ainsi faire apparaître une situation problématique qui demande à être résolue »<sup>561</sup>.

Ainsi, il nous semble que la disparition d'Amarildo peut être vue comme un événement dans la mesure où elle a nécessité d'être comprise mais, surtout, elle a également « ouvert les yeux » de la population *carioca* en ce qui concerne le projet de pacification. D'une certaine façon, elle a fait apparaître de manière brutale les crimes et dysfonctionnements du système policier dans les relations avec les plus démunis ; elle a dénoncé avec force un mode de fonctionnement qui se répétait en guise de norme dans le mode d'interaction de ces policiers avec les habitants des favelas. En ce sens, elle introduit, comme l'événement, une discontinuité et peut être concomitamment une source de compréhension. Encore une fois, nous faisons appel à Louis Quéré afin de mieux comprendre cette relation : « Bref, il [l'événement] donne un sens nouveau à une histoire et à un environnement, sens dont il est la source, du fait de sa discontinuité »<sup>562</sup>. C'est pourquoi nous pensons que, même si au début *O Globo* n'avait pas accordé l'attention nécessaire à la disparition d'Amarildo dans ses pages, elle peut être comprise comme un événement notamment quand nous pensons aux mots de Michel de Certeau qui affirme que « l'événement est ce qu'il devient »<sup>563</sup>. Si la disparition d'Amarildo n'a pas vraiment eu de répercussions tout de suite après son signalement, elle a sans doute commencé cependant à donner lieu à de nombreuses interrogations par rapport au mode de fonctionnement du projet de pacification.

---

<sup>561</sup> *Ibid.*, p. 188.

<sup>562</sup> *Ibid.*, p. 198.

<sup>563</sup> DE CERTEAU, Michel, « Prendre la parole », in *Études*, juin-juillet 1968, repris dans *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1994, p. 51.

Pour conclure, il nous paraît assez évident que la disparition d'Amarildo a été, comme nous l'avons nommé dans le titre de ce chapitre, le début de la fin du projet de police pacificatrice, tout du moins de la fin du projet tel qu'il avait été créé en 2008. Enfin, comme l'affirme Quéré : « L'événement présente ainsi un caractère inaugural, qui fait que, lorsqu'il se produit, il n'est pas seulement l'aboutissement d'un processus, mais marque aussi la fin d'une époque et le commencement d'une autre »<sup>564</sup>. Il convient de rappeler que cet auteur se sert de l'approche pragmatiste, selon laquelle l'expérience est un processus d'organisation dynamique. En ce sens, comme nous l'avons vu avec Dewey, elle n'est pas quelque chose que nous éprouvons et qui, ultérieurement, se consolide comme un acquis, mais fait partie d'un système d'interactions entre un organisme et son environnement qui ne cessent de se transformer. En nous appuyant donc sur l'approche pragmatiste et le caractère herméneutique de l'événement, nous pouvons le concevoir ainsi comme une sorte de producteur d'expérience à partir du moment où nous considérons l'expérience comme un échange.

De plus, en ce sens, l'approche pragmatiste nous invite à réfléchir également sur la perception des publics qui se construisent par rapport à l'événement, car elle révèle la manière dont les sujets sont encouragés à agir et prendre position. Comme nous l'avons déjà dit précédemment, selon Dewey, le public émerge contextuellement dans la mesure où plusieurs personnes sont indirectement affectées par certaines transactions sociales et répondent collectivement à cette affectation. C'est dans ce mélange entre subir et agir que se configure le public. Il nous semble alors que l'une des réponses du public à l'affaire Amarildo consistait justement à s'unir pour exiger, tout d'abord, les résultats des investigations et, ensuite et plus globalement, une réévaluation du projet des unités de police pacificatrices.

---

<sup>564</sup> QUERE, Louis, *op.cit.*, p. 189.

## Chapitre 8 : La troisième période ou la décadence des Unités de Police Pacificatrice

Dans ce chapitre nous analysons pour finir ce que nous avons nommé la troisième vague de notre corpus, c'est-à-dire les années 2016 et 2018. Comme le titre l'indique, c'est durant cette période que nous pouvons effectivement observer une réelle critique formulée à l'encontre du projet des unités de police pacificatrice. C'est la raison pour laquelle le cadre qui ressort le plus ici est celui appelé « **UPP : une voie qui peut déraper** », ce qui est notable dès les premiers reportages de notre corpus, aussi bien dans les écrits journalistiques en eux-mêmes (c'est-à-dire clairement dans les contenus des textes signés par les journalistes) que dans les interviews. En effet, durant cette période, la crise des unités de police pacificatrice est souvent évoquée par les spécialistes, les habitants des favelas et par les policiers qui y travaillent eux-mêmes.

Par exemple, dans un texte publié le 02 octobre 2016, un policier de l'UPP de *Tabajaras*, l'une des premières UPP à avoir été mise en place, déclare vouloir quitter sa résidence située dans la favela de Copacabana. Il est écrit dans *O Globo* : « Le début semblait si prometteur qu'il a loué une kitchenette à quelques minutes de son travail. Aujourd'hui, presque deux ans plus tard, il ne pense qu'à la quitter le plus vite possible »<sup>565</sup>. Lors de son interview, le policier explique : « Je ne suis pas le seul [à vouloir déménager], la majorité n'en peut plus. Nous ne sommes pas en mesure de patrouiller dans une grande partie de la favela. L'année dernière, un collègue et moi sortions du service lorsque quelqu'un a tiré avec un pistolet dans notre direction. Si je meurs, la société pleurera-t-elle pour moi ? »<sup>566</sup>. En effet, si le policier qui y travaille semble lui-même ne plus faire confiance à la pacification et avoue que la police n'a pas le contrôle de l'ensemble de la favela, il s'avère difficile d'insister sur l'argument du succès et de l'efficacité de ce projet.

Plus avant dans ce texte, *O Globo* évoque l'augmentation de la violence en s'appuyant sur des statistiques. Selon ce journal, durant toute l'année 2015, 645 personnes ont été tuées lors d'une intervention policière dans l'État de Rio de Janeiro – soit 1,7 en moyenne par jour. En 2016, jusqu'à la fin du mois d'août, 547 personnes y avaient déjà trouvé la mort – ce qui équivaut à 2,6 décès en moyenne toutes les 24 heures. C'est donc la peur et l'explosion de la violence qui resurgissent avec puissance. Le texte d'*O Globo* soulignait que les policiers se retrouvaient ainsi simultanément dans la double position de bourreaux et de victimes. De plus, nous apprenons qu'un autre obstacle au bon fonctionnement de la police pacificatrice était précisément le mécontentement des policiers à l'égard du travail dans les favelas. En effet, de toute la corporation, ceux qui travaillaient dans des Unités

---

<sup>565</sup> Citation originale : « O início pareceu tão promissor que ele alugou uma quitinete a poucos minutos do trabalho. Hoje, quase dois anos depois, só pensa em sair de lá o mais rápido possível », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

<sup>566</sup> Citation originale : « Não sou o único, a maioria não aguenta mais. Não temos condições de patrulhar boa parte da favela. Ano passado, eu e um colega estávamos saindo do plantão quando alguém deu um tiro de pistola em nossa direção. Se eu morrer, a sociedade vai chorar por mim? », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

de Police Pacificatrice semblaient être les plus insatisfaits : seuls 19% des policiers souhaitaient y rester.

C'est ainsi que ce reportage datant du début du mois d'octobre donne le ton par rapport à la faillite du projet de police pacificatrice. Ce qui avait été si prometteur à ses débuts, qui était présenté comme la politique qui allait « sauver » la ville de Rio de Janeiro et pacifier complètement les favelas, était désormais discrédité par la police elle-même. Pour conclure – et fournir encore une preuve de la faillite de ce projet –, il est affirmé dans ce même reportage que, quelques jours auparavant, ces journalistes avaient été expulsés de la favela *Tabajaras* quand un garçon âgé d'à peine 15 ans avait pointé un pistolet sur eux en leur ordonnant de partir. La symbolique s'avère d'autant plus importante que, selon ce texte, cette scène s'était passée précisément à l'endroit où, en décembre 2008, l'UPP avait été inaugurée.

Par ailleurs, des expressions et des phrases comme « la crise du modèle de pacification »<sup>567</sup>, « l'affaiblissement des Unités de Police Pacificatrice »<sup>568</sup>, ou même « la fin de la lune de miel entre la société et le projet de pacification »<sup>569</sup> apparaissent de plus en plus dans les textes journalistiques. Les titres des reportages soulignent également la décadence et la dégradation de ce projet. Le 11 octobre 2016, *O Globo* titrait : « Pour le spécialiste [en sécurité publique], l'insécurité augmente du fait de la crise et de l'échec des UPPs »; le 15 octobre 2016, « UPP, l'effondrement du rêve de paix »; et le 11 mars 2018 « Trois mille fusillades dans les UPPs », pour ne citer que quelques exemples<sup>570</sup>.

Par la suite, c'est comme une déferlante qui envahit les favelas et à partir de mars 2018, le journal fait explicitement référence à la fin (probable ou imminente) des UPPs. Le 19 mars 2018, par exemple, on peut lire dans *O Globo* le titre suivant : « Le commandement de la police militaire prévoit de mettre fin à l'UPP et de mettre un bataillon de police à *Rocinha* »; le 27 avril 2018, un article est intitulé « L'intervention militaire va mettre fin à 12 Unités de Police Pacificatrice et en fusionner 7 », et ensuite, le lendemain, plus catégoriquement, « Fin d'un cycle »<sup>571</sup>. Nous allons suivre au fur et à mesure ce processus de dégradation au fil de ce chapitre.

Pour l'instant, il est important de remarquer que la principale vertu de ce projet, c'est-à-dire la bonne relation établie entre les policiers et les habitants, a elle aussi été remise en question. Selon une étude réalisée en 2014 par la chercheuse Leonarda Musumeci et rendue publique par la

---

<sup>567</sup> Citation originale : « Apesar da crise do modelo de pacificação [...] », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

<sup>568</sup> Citation originale : « Com o enfraquecimento das UPPs [...] », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, p. 10.

<sup>569</sup> Citation originale : « A lua de mel da sociedade com as UPPs começou a fazer água [...] », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 8.

<sup>570</sup> Titres originaux : « Para especialista, insegurança cresce devido à crise e a falha em UPPs », p. 10; « UPP, o colapso do sonho de paz », p. 17; « 3 mil tiroteios nas UPPs », p. 11.

<sup>571</sup> Titres originaux : « Comando da Polícia Militar planeja acabar com UPP e colocar batalhão na Rocinha », p. 10.; « Gabinete da intervenção vai extinguir 12 UPPs e fundir 7 », p. 9 et « Fim de um ciclo », p. 8.

tribune du journaliste Ancelmo Gois le 13 octobre 2016, il existerait, selon 60 % des policiers, un sentiment négatif (d'aversion et même de haine) des résidents des favelas envers eux. Cela démontrerait effectivement que le projet de pacification serait en train d'échouer pour ce qui est de l'un de ses principes les plus fondateurs, sa marque de fabrique.

Il est donc important de remarquer qu'à travers ces exemples, qui nous servent de premières pistes, nous pouvons nous rendre compte que ce qui était véritablement mis en évidence par les textes journalistiques, dans la plupart des cas, c'était la faillite du projet de sécurité publique à Rio de Janeiro, c'est-à-dire le modèle basé sur les Unités de Police Pacificatrice. Il ne s'agissait plus de démontrer les crimes et les déviances au sein de l'institution policière, mais plutôt de pointer du doigt tout d'abord les erreurs et les irrégularités au sein de ce projet, pour ensuite déclarer ouvertement son évidente déchéance (peut-être pas sur le papier, étant donné que certaines UPPs existaient encore dans les favelas, mais tout du moins dans la pratique, car la pacification était loin d'être une réalité).

## **I. La peur est de retour**

C'est à ce moment de notre corpus, pendant la troisième vague, que nous pouvons observer également que le discours médiatique commence à souligner catégoriquement le retour du sentiment d'insécurité, de peur et l'explosion de la violence dans la ville de Rio. Cela nous semble important car, comme nous l'avons examiné avec Sébastien Roché dans la première partie de ce travail, le sentiment d'insécurité est un processus de lecture du monde à partir duquel d'autres sentiments sont éveillés. La peur se métamorphose alors en peur de l'autre et, comme nous l'avons vu, l'idée de « menace » colle souvent à la peau des habitants des favelas du Brésil.

De plus, cela est important car, comme nous l'avons précisé depuis le début de ce travail, nous utilisons les travaux de Paul Ricœur pour nous aider à analyser les récits médiatiques. Ainsi, chaque étape du récit thématise un événement et crée une dynamique. En réalité, en nous appuyant sur la méthode ricœurienne, nous observons que c'est notre objet d'analyse qui fait émerger des composants importants de notre recherche. Ici, dans ce que nous avons qualifié de troisième vague de notre corpus, l'accroissement du sentiment de peur et d'insécurité est sans doute l'un des retentissements le plus remarquables de cette partie du récit. Alors, très rapidement, ce retour de la peur et du sentiment d'insécurité peut déjà être observés dans les titres des reportages. À vrai dire et à plusieurs reprises, le terme « peur » est effectivement mentionné. Le 03 octobre 2016, par exemple, *O Globo* titrait : « Santa Teresa vit toujours dans un climat de peur »<sup>572</sup>.

---

<sup>572</sup> Titre original : « Santa Teresa ainda vive clima de medo », publié par *O Globo*, le 03/10/2016, p. 42.

Les exemples pour démontrer cette insécurité grandissante sont nombreux pendant toute la période de notre corpus : « Le trafic [de drogue] terrorise la zone sud », le 11/10/2016 ; « Explosion de violence », le 12/10/2016 ; « La terreur des balles perdues revient », le 28/10/2016 ; « La peur prend de l'ampleur avec des rumeurs sur les fusillades et les attaques des UPPs », le 21/11/2016 ; « La cruelle réalité des Cariocas », le 07/02/2018 ; « En feu – des rues remplies de violence et de douleur », le 17/02/2018 ; « La région métropolitaine compte 29 fusillades en 24 heures », le 20/03/2018 ; « L'intérieur [de l'État de Rio] vit une vague de terreur », le 30/04/2018, entre autres<sup>573</sup>. Tous ces exemples soulignent l'explosion de la violence, l'augmentation des fusillades dans des territoires pourtant qualifiés de pacifiés et dans les quartiers les plus aisés, le manque de contrôle de l'État et de la police, la souffrance de la population *carioca* : tous sont exposés de manière assez nette ; c'est comme une vague qui grossit de plus en plus et qui revient avec davantage de force – il suffit de regarder rapidement les titres des reportages.

Une autre caractéristique que nous pouvons observer en examinant ces titres est le champ lexical lié à la guerre. Des termes comme « terrorise », « fusillades », « attaques », « terreur » observés plus haut apparaissent souvent dans les textes médiatiques et corroborent l'idée liée à l'insécurité et à la dissémination de la frayeur. Souvenons-nous, nous avons déjà observé ce champ lexical lié à la guerre dans le chapitre 6, consacré à l'analyse des récits médiatiques de la première partie de notre corpus. Néanmoins, une différence mérite d'être signalée : à ce moment-là, ces vocables étaient utilisés majoritairement pour désigner la stratégie policière liée à la « conquête » des favelas. C'est la raison pour laquelle les termes et expressions qui se répétaient étaient, par exemple, les verbes « avancer », « attaquer », ou les formules soulignant la « reprise » d'un certain territoire. Dans cette partie de notre corpus, en revanche, c'est-à-dire en 2016 et 2018, l'idée n'est plus la même. Cette fois-ci, le champ lexical de la guerre démontre, en réalité, tout le contraire : c'est la violence qui explose, sans contrôle et dans toutes les parties de l'État de Rio, et la police ne semble avoir aucune stratégie efficace pour la contenir. Ce qui « avance » et « attaque » maintenant, pour conserver les mêmes mots, c'est la peur et la violence – et non les forces de l'ordre comme autrefois.

En tout, 64 reportages publiés en 2016 et 2018 évoquent dans leurs titres l'augmentation de la violence, du sentiment d'insécurité et de peur, ou la récurrence des fusillades. D'ailleurs, si nous étudions leurs contenus, nous pouvons dresser le même constat. Au début du mois d'octobre, c'est le quartier de Santa Teresa, qui compte une unité de police pacificatrice, qui domine l'actualité.

---

<sup>573</sup> Titres originaux, respectivement : « Tráfico aterroriza a Zona Sul » ; « Explosão de violência » ; « O terror das balas perdidas de volta » ; « Medo ganha força com boatos sobre tiroteios e ataques à UPPs » ; « A cruel realidade dos cariocas » ; « Em chamas – ruas tomadas pela violência e pela dor » ; « Região metropolitana tem 29 tiroteios em 24h » ; « Interior vive onda de terror ».

Et le ton des textes renforce l'idée selon laquelle la situation se dégrade au fil du temps. Dans un reportage publié le 3 octobre 2016, un représentant de l'association des habitants du quartier affirme : « La situation empire depuis environ six mois [...] Nous n'avions pas atteint ce point depuis longtemps »<sup>574</sup>. Le lendemain, nous retrouvons presque le même texte insistant à nouveau sur les confrontations entre les trafiquants de drogue et les policiers et le climat de peur qui règne dans la région. Un autre habitant est interviewé et dénonce : « C'est triste, mais ce quartier est en train de pourrir. Tout cela à cause de la violence »<sup>575</sup>. Cette fois-ci, cependant, *O Globo* fait également appel à un spécialiste en sécurité publique, Paolo Storani, dont la conclusion est encore plus pessimiste. Storani pointe en effet du doigt l'échec du projet de police pacificatrice comme l'une des causes directes de l'augmentation de la violence à Santa Teresa et ses pronostics pour le futur ne sont pas favorables. Il déclare en effet :

Je pense que la situation devrait empirer dans les années à venir. L'État est en faillite, à peine capable de payer les salaires des policiers. **Aucun investissement social n'était prévu pour la deuxième phase de la mise en œuvre des UPPs** et le secrétariat à la sécurité était isolé au sein du programme. Je ne serais pas surpris si nous revenions au scénario antérieur à la mise en place des UPPs. Les bandits ont remarqué l'affaiblissement du projet et ont décidé de reprendre le territoire (c'est nous qui soulignons).<sup>576</sup>

Dans son discours, Storani fait ressortir le manque d'investissement social prévu pour la deuxième phase des UPPs (et qui n'a jamais eu lieu), la grave crise financière de l'État de Rio de Janeiro et l'isolement du secrétariat de sécurité publique, c'est-à-dire le manque de cohésion entre les diverses politiques publiques de l'État. Selon ce spécialiste, ces composants pourraient même remettre en cause les bénéfices jusque-là acquis avec le projet de police pacificatrice, c'est-à-dire, les annuler et faire à nouveau sombrer ces quartiers dans une réalité plus dure que celle ayant précédé la « pacification ». Quand les journalistes d'*O Globo* ont essayé d'interroger la direction de l'UPP situé à Santa Teresa, sur cette situation, elle a répondu avoir seulement renforcé les patrouilles dans le quartier. Cependant, le reportage du journal témoigne d'office n'avoir croisé qu'une seule voiture de police pendant toute la matinée.

---

<sup>574</sup> Citation originale : « A situação vem piorando de uns 6 meses pra cá. [...] Há tempos que a situação não chegava a esse ponto », publié par *O Globo*, le 03/10/2016, p. 42.

<sup>575</sup> Citation originale : « é triste, mas esse bairro está acabando. Tudo por conta dessa violência », publié par *O Globo*, le 04/10/2016, p. 19.

<sup>576</sup> Citation originale : « Acredito que a situação deverá piorar nos próximos anos. O estado está quebrado, mal consegue pagar os salários dos policiais. Não houve os investimentos sociais previstos para a segunda fase da implantação das UPPs, e a secretaria de segurança ficou isolada dentro do programa. Não me surpreenderia se voltássemos ao cenário anterior ao da implantação das UPPs. Os bandidos perceberam o enfraquecimento do projeto e decidiram retomar o território », publié par *O Globo*, le 04/10/2016, p. 19.



## I.1 La peur aux quatre coins de la ville et à n'importe quelle heure

Quelques jours plus tard, l'expansion de cette vague de violence atteint les unités de police pacificatrice dans la zone la plus riche de la ville, à savoir la zone sud. De ce fait, elle accède également à la Une d'*O Globo*. Le 11 octobre 2016, il est écrit dans le journal : « Le trafic [de drogue] terrorise la zone sud »<sup>577</sup>, titre associé à l'image de plusieurs policiers lourdement armés. À l'intérieur du journal, le titre « Explosion de violence » annonce un reportage qui occupe la page entière. Dès les premières lignes la tonalité du texte illustre bien l'atmosphère extrêmement tendue qui règne dans cette zone, comme nous pouvons l'observer dans l'extrait suivant :

Un hélicoptère survole les bâtiments d'Ipanema et de Copacabana. Des coups de feu intermittents sont entendus et des résidents, effrayés, se précipitent vers les fenêtres. A travers les réseaux sociaux, la guerre dans la zone Sud, qui a commencé vers 9h00, prend de l'ampleur et multiplie la peur. Une image devient le symbole d'un lundi tendu du début à la fin. La chute du corps d'un homme qui tombe du haut de la favela Pavão-Pavãozinho. Une vidéo qui montre le moment où l'homme a été touché par des coups de feu tirés par l'hélicoptère de la police militaire devient rapidement virale et commence à être reproduite par des *cariocas* de toutes les régions de Rio. Cette scène a exposé de manière superlative la crise dans la sécurité de l'État au cours d'une journée qui s'est terminée avec 3 morts, 5 blessés dont 3 policiers et 8 arrestations.<sup>578</sup>

En analysant ce premier paragraphe du texte journalistique, plusieurs points méritent alors d'être soulignés. Tout d'abord, la présence d'un hélicoptère. Il est évident que l'utilisation de ce type d'aéronef en pleine ville par la police ne devrait pas être une pratique anodine. Si auparavant, comme nous l'avons souligné plus haut, la police pacificatrice « avançait » pour « conquérir » ou « reprendre » un territoire en montant les collines, désormais l'utilisation d'un hélicoptère démontre tout du moins que la situation est beaucoup plus grave que d'habitude. Deuxièmement, le fait que l'opération « de guerre » a commencé à 9h, c'est-à-dire en plein jour et au moment où des milliers de personnes se rendaient à leur travail. Le sentiment est limpide : la terreur n'a désormais plus d'heure. Troisièmement, que l'intervention policière a donné lieu à la chute d'un homme du haut de la colline *Pavão-Pavãozinho* après qu'il ait été touché par des coups de feu tirés par l'hélicoptère de la police. Cette scène choquante a été suivie en direct par des centaines de personnes et ensuite reproduite par les journaux télévisés et les réseaux sociaux, ce qui a ainsi favorisé sa large diffusion. Cet épisode est, en effet, comme l'écrit *O Globo*, une démonstration majeure de la grave crise

---

<sup>577</sup> Titre original : « Tráfico aterroriza a Zona Sul », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, à la Une.

<sup>578</sup> Citation originale : « Um helicóptero sobrevoa prédios de Ipanema e Copacabana. Disparos intermitentes são ouvidos e moradores, assustados, correm para as janelas. Pelas redes sociais, a guerra na Zona Sul, que começou por volta das 9h, ganha dimensão e multiplica o medo. Uma imagem vira o símbolo de uma segunda-feira tensa do início ao fim. O corpo de um homem despenca do chamado vietnã [...] no alto do pavão. Um vídeo que mostra o momento em que o homem foi atingido por tiros disparados pelo helicóptero da polícia militar viraliza rapidamente e passa a ser replicado por cariocas de toda a cidade. A cena expôs de forma superlativa a crise vivida pela segurança do estado em um dia que terminou com 3 mortos, 5 feridos sendo 3 Pms e 8 presos. », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, p. 9.

sécuritaire de l'État de Rio et une preuve remarquable de l'inefficacité (ou de la faillite) du projet de pacification.

Et c'est exactement cette idée qui ressort quand nous observons les interviews réalisées par le journal. Dans ce reportage d'*O Globo*, la parole a été donnée à plusieurs personnes, habitant l'asphalte et les favelas, et le consensus pointe vers la même direction, à savoir que la réalité était beaucoup plus proche de celle qui avait précédé la pacification ou, autrement dit, le mot pacification n'était plus d'actualité.

Quand nous observons les témoignages des différents habitants, nous constatons que la disparité la plus importante rendait surtout compte du comportement des policiers. Dans les déclarations des habitants des favelas *Cantagalo* ou *Pavão-Pavãozinho* recueillies par le journal, en plus du contexte de peur, marqué par des fusillades et la violence, la posture policière était au centre du débat, comme nous pouvons l'observer dans ce témoignage d'un habitant de la favela *Pavão-Pavãozinho* : « La police monte [la colline] en tirant, en frappant les gens, personne ici n'aime ça. Si ce n'était que pour réprimer les trafiquants, ce serait bien, mais ce n'est pas le cas. Ils ont recommencé à traiter les résidents comme des bandits. Si le résident de Sá Ferreira [une rue de Copacabana] n'a pas la paix, imaginez celui d'ici »<sup>579</sup>. À nouveau, la distinction *favela / asphalte* (ou *nous versus eux*) apparaît de façon assez flagrante dans les discours des plus démunis. De plus, une autre caractéristique qui revient est la vieille pratique policière consistant à traiter les habitants des favelas comme des criminels potentiels, indice supplémentaire que la criminalisation de la pauvreté persiste au sein de l'institution, malgré les tentatives de l'écarter.

Ce même jour, à la page suivante, le journal fait à nouveau appel au spécialiste en sécurité publique Paolo Storani pour essayer d'expliquer la situation de guerre en pleine zone sud de Rio. Ce texte commence de la façon suivante : « Le climat de panique qui a eu lieu hier à Copacabana a été signalé par l'anthropologue Paulo Storani comme le 'compte' laissé par l'État face à la crise financière et aux échecs dans la conduite du projet UPP. Ancien capitaine du Bope<sup>580</sup>, il ajoute que l'installation des UPPs ne s'est pas accompagnée d'améliorations de l'infrastructure des favelas »<sup>581</sup>. Comme nous pouvons l'observer, l'échec du projet de pacification commence ainsi à être pointé très ouvertement par les spécialistes comme l'un des facteurs qui ont provoqué et renforcé la vague de

---

<sup>579</sup> Citation originale : « A Polícia Militar sobe atirando, bate nas pessoas, ninguém aqui gosta. Se fosse só reprimir os traficantes seria ótimo, mas não é o caso. Eles voltaram a tratar o morador como bandido. Se o morador da Sá Ferreira não tem paz, imagina o daqui », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, p. 9.

<sup>580</sup> Groupe d'intervention de la police militaire de l'État de Rio - rendu célèbre par le film *Tropa de Elite* (« Troupe d'élite ») - et régulièrement critiqué par les ONG de défense des droits de l'Homme à l'image d'Amnesty International.

<sup>581</sup> Citation originale : « O clima de pânico que tomou ontem copacabana foi apontado pelo antropólogo Paulo Storani como a 'conta' deixada pelo Estado diante da crise financeira e das falhas na condução do projeto das UPPs. Ex-capitão do Bope, ele acrescenta que a instalação das UPPs não foi acompanhada de melhorias na infraestrutura das favelas », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, p. 10.

violence et de terreur répandue dans la ville. L'analyse de Storani ponctue également un autre fait important et qui mérite d'être souligné : la « facture » sera payée par tous – ce qui signifie que la population qui habite l'asphalte va elle aussi « financer » le coût de la faillite de ce projet politique.

Dans cette même page, l'autre reportage qui occupe 50 % de l'espace a pour titre la phrase suivante : « L'attaque a été menée par un trafiquant de drogue ayant bénéficié d'une permission de sortie »<sup>582</sup>. Ce texte nous explique alors que le soi-disant meneur de l'attaque avait été libéré par la justice quelques mois plus tôt pour profiter du jour de la fête des mères et n'était jamais retourné en prison. À notre avis, ce type de titre aide à diffuser l'idée que la justice brésilienne ne serait pas assez sévère, assez rigoureuse qu'elle aurait dû l'être. De plus, c'est pour cette raison que la population *carioca* subit des situations comme celle de la veille, durant laquelle les confrontations et fusillades causées par les trafiquants libérés par erreur par la justice suscitent la terreur et la panique dans plusieurs zones.

En réalité, comme nous l'avons vu dans la partie théorique, globalement la justice brésilienne ne se montre absolument pas clémentine envers les plus démunis. Au contraire, c'est son caractère punitif qui prime dans la plupart des situations. Cependant, en lisant un tel titre publié par *O Globo*, les lecteurs de la classe moyenne ou aisée pourraient vite en tirer la conclusion la plus convenable pour eux, c'est-à-dire qu'en vérité, il faut punir davantage. Le lendemain, les trafiquants ordonnèrent la fermeture des commerces dans les favelas d'Ipanema et de Copacabana et la stratégie d'*O Globo* s'est répétée du fait qu'on rappelle au lecteur que le trafiquant avait quitté la prison le jour de la fête des mères, « *par la porte d'entrée* » et n'était jamais revenu. Pendant des moments comme celui-ci, l'instauration au sein de la population d'un sentiment qui laisserait entendre que la justice s'avère inefficace semble problématique. Nous disons cela parce que, comme nous l'avons appris grâce aux travaux de Vera Malaguti, la peur peut avoir un effet paralysant chez les citoyens, au sens où ils ne s'interrogent plus sur l'usage récurrent de la violence, ou faire que leurs demandes se concentrent sur des revendications à l'encontre des politiques de persécution ou punitives. À notre avis, ces deux retentissements sont capables d'instaurer encore plus de brutalité dans la vie des plus démunis.

Ce même papier nous informe aussi que plusieurs experts ont critiqué l'action de la police. L'un d'entre eux était le sociologue Ignacio Cano, qui a remis en question les résultats de l'opération policière, rappelant les répercussions et les effets négatifs de cette action qui s'est soldée par des morts et des blessés. Il affirme que « nous ne pouvons pas célébrer une opération qui se termine avec des morts et des blessés. En général, je dirais que les UPPs ont été créées et structurées pour

---

<sup>582</sup> Titre original : « Ataque foi chefiado por traficante que teve indulto », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, p. 10.

éviter précisément ce type de scénario »<sup>583</sup>. Cette phrase de Cano met donc en lumière l'impuissance et l'inefficacité du projet de pacification à ce stade. Très clairement les UPPs ne s'attachaient plus à respecter les engagements prévus en termes de missions lors de leur lancement et leurs actions n'étaient plus conformes aux objectifs initiaux annoncés.

De la même manière, l'atmosphère tendue se traduisait de plus en plus dans les textes médiatiques. L'idée d'une violence « hors de contrôle », de la propagation de sentiments comme la peur et l'insécurité, du risque que signifiait le fait de vivre à Rio était présente aussi bien dans les textes que dans les images. Ces idées ont gagné de la force, en particulier à partir de la fin du mois d'octobre 2016 et sont demeurées très en vogue jusqu'à la fin de l'année. Le 28 octobre, dans une section intitulée « vivre avec la peur » à la Une, *O Globo* relate qu'une jeune femme est décédée dans sa maison, avec sa fille de deux ans dans les bras, après avoir été touchée par une « balle perdue » (expression récurrente au Brésil pour caractériser les tirs qui découlent des confrontations entre la police et les trafiquants de drogue). À l'époque, en seulement 24 heures, cinq cas de ce type avaient été enregistrés dans l'État de Rio, dont deux fatals. Le journal informe ensuite qu'ils avaient diminué de près de la moitié avec les UPPs, mais qu'en 2016 on avait déjà dénombré 846 incidents de « balles perdues ». Avec ce genre de comparaison et statistique, une fois de plus, l'idée qui prime serait que le projet de pacification n'était absolument plus efficace. Peu après, le 6 décembre, ce quotidien informe à nouveau ses lecteurs qu'un autre décès a eu lieu à cause de « balles perdues » dans une favela pacifiée. Une femme qui habitait à côté de l'Unité de Police Pacificatrice a perdu la vie chez elle dans le *Complexo do Alemão*. Les habitants interviewés relatent que dans la favela ils ne bénéficient plus du moindre moment de calme et révèlent leurs craintes, y compris quand il leur faut envoyer leurs enfants à l'école. Une femme déclare : « Le temps à l'école nous inquiète. Vous envoyez l'enfant en espérant qu'il n'y ait pas de fusillade pendant qu'il est en classe et que vous êtes au travail »<sup>584</sup>.

La multiplication des récits qui insistaient sur l'augmentation de la violence dénonçait encore une fois le fait qu'à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit et en tout lieu on se sentait en danger à Rio. Les confrontations récurrentes dans la zone sud de la ville, les commerçants qui fermaient leurs portes sous la pression des trafiquants de drogue dans les favelas dites pacifiées, les « balles perdues » et les assassinats en pleine journée terrifiaient la population et occupaient de plus en plus de place dans les récits médiatiques. Le reportage du premier novembre 2016, dont le titre

---

<sup>583</sup> Citation originale : « Não podemos festejar uma operação que termina com mortos e feridos. De uma forma geral, eu diria que as UPP foram criadas e estruturadas para evitar exatamente esse tipo de cenário », publié par *O Globo*, le 11/10/2016, p. 10.

<sup>584</sup> Citation originale : « A gente fica preocupada com o horário escolar. Você manda a criança para a escola e torce para não ter tiroteio enquanto ela está na aula e você no trabalho », publié par *O Globo*, le 06/12/2016, p. 6.

est « Mort sur le chemin »<sup>585</sup>, peut nous servir d'exemple. Ce texte relate qu'un groupe de malfaiteurs a envahi une favela et, qu'une fois en fuite, il a tiré à 17 reprises sur la voiture d'une jeune femme. Il était midi dans un quartier aisé de la ville. Les bandits en question auraient été originaires de la favela *Borel*, qui compte une Unité de police pacificatrice.

Si nous faisons un parallèle avec les récits de notre première vague, nous pouvons observer qu'il ne s'agit pas, comme auparavant, d'une fugue des trafiquants qui ont peur de l'UPP, mais au contraire, que ce sont bel et bien les groupes de trafiquants qui dominent déjà une favela « pacifiée » et essayent de conquérir d'autres territoires, c'est-à-dire d'agrandir leur zone de domination. Ce type de reportage envoie un double message au lecteur : tout d'abord, selon lequel les UPPs ne font plus autant peur qu'autrefois, deuxièmement le projet est si affaibli qu'en plus de ne pas contenir la pratique criminelle dans les favelas déjà « pacifiées », il donne même la possibilité aux trafiquants d'envahir d'autres favelas, c'est-à-dire d'étendre leur pouvoir. Plusieurs papiers se focalisant sur l'expansion du « pouvoir parallèle », les tentatives d'invasion des favelas par des groupes rivaux et les confrontations entre eux vont apparaître de manière récurrente les mois suivants.

À la même page, un autre reportage soulignait le fait que les signes de violence et de décadence du projet de pacification étaient partout, aux quatre coins de la ville. Le texte d'*O Globo* expliquait la situation de la manière suivante :

Les *cariocas* se sont retrouvés hier au milieu d'un climat de guerre dans quatre régions de la ville. Un soldat de l'UPP *Coroa-Fallet-Fogueteiro*, est mort [...] à Santa Teresa. A *Pavuna*, des bandits ont envahi la [route] Dutra pour voler des camions et des agents de sécurité ont réagi : lors de l'affrontement, 3 personnes ont été blessées. À Inhauma, assaillants et policiers se sont affrontés devant une crèche [...] à Copacabana et Ipanema, il y a eu des coups de feu lors d'une nouvelle opération dans les collines du Pavão et du Cantagalo.<sup>586</sup>

Alors, à nouveau, l'idée paraît être la même : la violence est maintenant partout, dans toutes les parties de la ville et visible à n'importe quelle heure : matin, après-midi et soir. Si au début du projet, comme nous l'avons vu, les discours médiatiques traitaient les problèmes liés aux questions de violence et d'insécurité comme quelque chose qui appartenait au passé, de presque miraculeusement « résolu », en 2016 ils sont incontestablement d'actualité. Cette « solution » fut juste transitoire, ou bien la magie a perdu son effet. En décembre 2016, *O Globo* se référait à nouveau dans un titre, à cette violence incontrôlée qui envahissait toute la ville : « Un week-end de plusieurs affrontements fait peur de la zone nord à la zone sud »<sup>587</sup>. Dans ce reportage, un habitant

<sup>585</sup> Titre original : « A morte no caminho », publié par *O Globo*, le 01/11/2016, p. 14.

<sup>586</sup> Citation originale : « Os cariocas se viram ontem em meio a um clima de guerra em quatro regiões da cidade. Um soldado da UPP coroa – fallet – fogueteiro morreu [...] em Santa Teresa. Na Pavuna, bandidos invadiram uma pista da Dutra para roubar caminhões e seguranças reagiram : no confronto, 3 pessoas foram feridas. Em Inhauma, assaltantes e PMs se enfrentaram em frente a uma creche (...) e em Copacabana e Ipanema, houve tiroteio durante uma nova operação nos morros Pavão e Cantagalo », publié par *O Globo*, le 01/11/2016, p. 14.

<sup>587</sup> Titre original : « Fim de semana de confrontos assusta zona Norte e Sul », publié par *O Globo*, le 19/12/2016, p. 7.

de la favela *Salgueiro* se plaint en ces termes : « La [favela] Salgueiro possède une UPP, mais la colline a des bruits de tirs presque tous les jours, y compris le matin et l'après-midi. Ce dimanche a été le plus effrayant, j'ai vu des gens se jeter par terre »<sup>588</sup>. Une fois de plus, nous constatons que la violence explose partout dans la ville, mais sans doute avec plus de virulence dans les favelas.

La favela *Dona Marta*, la première à avoir été pacifiée et ayant servi de modèle au projet, n'a elle-même pas échappé à la crise. Le 16 octobre, *O Globo* titrait à sa Une que l'incertitude avait monté les collines de cette favela. À l'intérieur du journal, un reportage qui occupait la page entière portait le titre suivant : « L'incertitude exposée dans la 'vitrine' des UPPs »<sup>589</sup>. On y affirmait que des rapports faisaient état d'abus de pouvoir d'un groupe de Policiers et que des trafiquants de drogue armés faisaient leur business dans la favela. De plus, les anciens problèmes signalés, comme les lacunes concernant le ramassage des ordures, faisaient également partie du quotidien. Un habitant explique son mécontentement : « La police est venue. Mais nous sommes déjà habitués à la [présence de la] police depuis que *Santa Marta* existe. Où sont les autres services? Nous n'avons pas de formation professionnelle, d'incitation au travail. Pour moi, c'est un revers à l'idée initiale de l'UPP »<sup>590</sup>. En réalité, souvenons-nous, le projet de pacification était considéré comme une opportunité de changer le modèle de sécurité et d'évoluer vers un autre type de protection des citoyens, de police de proximité. Cependant, c'est également dans ce domaine que nous observons le moins de progrès au fur et à mesure que le temps passe. Presque huit ans après la mise en place de l'Unité de Police Pacificatrice, les habitants de la favela *Dona Marta* semblent côtoyer à nouveau les trafiquants et attendent toujours de bénéficier des services et de la qualité de vie qui leur avaient été promis par les pouvoirs publics. Néanmoins, il est vrai, que huit ans paraît déjà constituer un temps d'attente très long.

Un peu plus d'un mois plus tard, le 23 novembre, le journal indique que le siège de l'UPP de Botafogo avait été attaqué : « Considéré comme un modèle de réussite parmi les UPPs, l'Unité de Police Pacificatrice de Dona Marta, à Botafogo – la première à avoir été mise en œuvre dans la ville – a été la cible de violences par les bandits hier. [...] Le climat dans la région est devenu tendu, mais les résidents et les commerçants ont essayé de maintenir leur routine, bien que la plupart aient peur d'en parler »<sup>591</sup>. Les habitants avaient donc peur des fusillades, peur des représailles aussi bien

---

<sup>588</sup> Citation originale : « O Salgueiro conta com uma UPP, mas o morro tem tiroteio quase todo dia, inclusive de manhã e à tarde. O deste domingo foi o mais assustador, vi gente se jogando no chão », publié par *O Globo*, le 19/12/2016, p. 7.

<sup>589</sup> Titre original : « A incerteza exposta na vitrine das UPPs », publié par *O Globo*, le 16/10/2016, p. 27.

<sup>590</sup> Citation originale : « Veio a polícia. Mas com a polícia já estamos acostumados, desde que o Santa Marta existe. Cadê as outras secretarias ? Não temos um curso profissionalizante, um incentivo ao trabalho. Para mim, isso é um retrocesso à idéia inicial da UPP. », publié par *O Globo*, le 16/10/2016, p. 27.

<sup>591</sup> Citation originale : « Considerada modelo de sucesso entre as UPPs, a UPP do morro Dona Marta, em Botafogo – primeira a ser implantada na cidade – foi alvo de violência dos bandidos ontem. [...] O clima na região ficou tenso, mas moradores e comerciantes ainda tentavam manter a rotina, apesar de a maioria ter medo de falar sobre o assunto », publié par *O Globo*, le 23/11/2016, p. 15.



de la police que des trafiquants, peur tout court de ce que représentait et symbolisait le projet de pacification à ce moment-là.

## I.2 La Police qui fait peur

À la fin du mois de novembre, un autre épisode marque la vie de la ville de Rio et le climat de guerre ressenti par ses habitants. Un hélicoptère qui a soutenu les actions de la police dans le quartier de Jacarepagua s'est écrasé dans une avenue très passante après une journée d'affrontement entre les trafiquants, la police et les membres de la milice. L'accident a eu lieu en début de soirée, vers 19h30, et les quatre policiers qui étaient dans l'aéronef ont perdu la vie. Selon le récit d'*O Globo*, sur le réseau Twitter, les habitants de ce quartier ont assisté à la chute de l'hélicoptère et exprimé leur choc : « Je viens de voir l'hélicoptère tomber. Mon Dieu, je suis stupéfait! Quelle peur! »<sup>592</sup>. Pendant toute la journée, des bruits de coups de feu ont été entendus aux alentours de Jacarepaguá et l'une des principales voies d'accès à la région, nommée *Linha Amarela*, a été fermée pendant plusieurs heures. Peu auparavant, désespérés, les conducteurs ont essayé de faire demi-tour et sont restés bloqués en plein milieu de la route. Certains se sont cachés derrière le mur de l'avenue pour se protéger des coups de feu. Un habitant du quartier constate : « ce n'est plus une fusillade comme il y a longtemps, c'est de la guerre »<sup>593</sup>. Et comme nous le savons, ce sont toujours les habitants les plus pauvres qui subissent les ravages les plus atroces liés aux guerres.

Au lendemain de cet épisode qui a provoqué la mort de quatre policiers, les corps de sept personnes ont été retrouvés dans la favela « pacifiée » *Cidade de Deus*, proche du lieu où l'hélicoptère s'est écrasé. Rapidement, l'hypothèse qu'il s'agissait d'une vengeance policière fait surface. Dans le texte d'*O Globo*, il est écrit : « Hier matin, alors que les larmes coulaient à l'enterrement des policiers morts, dans la [favela] *Cidade de Deus*, des habitants cherchaient les corps de leurs enfants disparus depuis la veille. Ils ne nient pas l'implication des victimes dans le trafic, mais garantissent qu'ils s'étaient déjà rendus avant leur assassinat »<sup>594</sup>.

Ce reportage repose sur l'entretien de plusieurs proches des victimes. Tous ont souligné avoir relevé pendant cet incident de nombreuses caractéristiques propres à une exécution et déploré la difficulté à accéder au lieu où se trouvaient les corps. Ils sont parvenus à s'y rendre uniquement

<sup>592</sup> Citation originale : « Acabei de ver o helicóptero caindo. Meu Deus, estou perplexa ! Que medo ! », publié par *O Globo*, le 20/11/2016, p. 13.

<sup>593</sup> Citation originale : « Isso deixou de ser tiroteio há muito tempo, é guerra », publié par *O Globo*, le 20/11/2016, p. 13.

<sup>594</sup> Citation originale : « Na manhã de ontem, enquanto as lágrimas rolavam no velório dos policiais mortos, na Cidade de Deus havia moradores procurando os corpos de seus filhos desaparecidos desde o dia anterior. Eles não negam o envolvimento das vítimas com o tráfico, mas garantem que eles já tinham se rendido quando foram assassinados », publié par *O Globo*, publié par *O Globo*, le 20/11/2016, p. 8.



après l'arrivée des journalistes. Selon leurs récits, avant cela, la police essayait de les disperser en tirant des coups de feu et en lançant des gaz lacrymogènes. Un homme qui a perdu son fils affirme : « Ils étaient allongés sur le dos. Mon fils avait les mains sur la tête. La plupart avaient des coups de feu dans le dos et dans la tête. Ils ont été exécutés et l'expertise le montrera »<sup>595</sup>.

Cet épisode démontre à nouveau que la magie de la pacification n'était plus du tout d'actualité et de plus que les relations entre la police et les habitants des favelas – même de celles dites pacifiées – étaient tendues et conflictuelles. En réalité, l'ensemble de la population avait constaté que les principes que souhaitait inculquer la police de proximité ne faisaient pas partie du quotidien dans les favelas. Au contraire, des actes de vengeance et d'horreur, comme celui commis par les policiers après la chute de l'hélicoptère, témoignaient que le projet de pacification avait effectivement échoué et, que s'agissant des favelas, la police ne servait pas tout le temps de moyen de protection ou de sécurité.

Plusieurs journalistes ont évoqué dans leurs textes le massacre de *Cidade de Deus* et critiqué l'attitude de la police. La tribune signée par Flavia Oliveira, journaliste économique d'*O Globo*, mérite néanmoins qu'on lui porte un regard détaillé. Oliveira rappelle que cette favela, la deuxième à avoir obtenu une unité de police pacificatrice, avait été fait parler d'elle à trois différentes occasions au cours de l'année 2016. Elle écrit :

Pour la troisième fois cette année, Cidade de Deus est au centre de l'imaginaire carioca. Aux Jeux Olympiques de Rio, elle [la favela] a émergé avec Rafaela Silva, la judoka médaille d'or. Il n'y a pas deux semaines, elle ouvrait ses portes pour le Festival Littéraire des Périphéries [...] dans ces deux épisodes, Cidade de Deus a montré le pouvoir que ses habitants et ses talents sont capables de produire en alliance avec la société civile. Désormais, avec les 11 victimes d'un week-end sanglant, elle [la favela] laisse voir au pays le pouvoir destructeur de l'absence et de la brutalité de l'État.<sup>596</sup>

Ce texte souligne que les signes d'échec du projet de pacification ont commencé à apparaître en 2014, lorsque le nombre d'homicides dans cette région a augmenté. Durant un week-end, sept personnes sont mortes, « *probablement exécutées* », souligne la journaliste. Selon Oliveira, par le biais de cet épisode, la favela *Cidade de Deus* a exposé à Rio de Janeiro l'échec de la politique publique de l'État et le fléau engendré par ce gouvernement financièrement et politiquement « déshydraté ». La communauté a été exposée à la violence policière, aux disputes entre les trafiquants de drogue et les milices et a subi des violations des droits de l'homme.

---

<sup>595</sup> Citation originale : « Eles estavam deitados de costas. Meu filho tinha as mãos na cabeça. A maioria tinha tiros nas costas e na cabeça. Eles foram executados e a perícia vai mostrar », publié par *O Globo*, le 20/11/2016, p. 8.

<sup>596</sup> Citation originale : « Pela terceira vez este ano, a Cidade de Deus está no centro do imaginário carioca. Nos Jogos Olímpicos do Rio, emergiu com Rafaela Silva, a judoca medalha de ouro que ofereceu ao país. Não faz 2 semanas, abriu as portas a quem chegasse para a Festa literária das periferias [...] no par de episódios, a Cidade de Deus exibiu a potência que seus moradores e talentos são capazes de produzir em aliança com a sociedade civil. Agora, com as 11 vítimas de um fim de semana sangrento, escancara ao país o poder destrutivo da ausência e da brutalidade do Estado », publié par *O Globo*, le 24/11/2016, p. 8.

Quelques jours auparavant, le pouvoir judiciaire avait autorisé les policiers à pénétrer dans les maisons de *Cidade de Deus* sans disposer de mandats individuels de perquisition, mesure complètement impensable pour les habitants de l'asphalte, comme le dénonce la journaliste. Elle se réfère également à l'analyse de Daniel Cerqueira, chercheur évoqué à plusieurs reprises dans ce travail selon lequel, ce week-end meurtrier a exposé toutes les erreurs du plan de sécurité publique de l'État :

Tout ce qui a mal tourné avec la sécurité a été dévoilé. Le programme UPP n'a pas livré la police de proximité promise. Le gouvernement a cessé de combattre les milices et elles ont grandi. Le modèle de la guerre contre la drogue n'a pas changé. Les promesses qui ont excité la société ne se sont pas réalisées. Tout était très clair le week-end. Ce creuset comprend toujours la crise du chômage et des revenus, la faillite de l'État.<sup>597</sup>

Ainsi, si une partie de la population n'avait pas encore pris conscience de la gravité de la crise sécuritaire à Rio et des abus commis par la police, à partir de la fin de l'année 2016, ces personnes furent moins nombreuses. Le premier décembre, dans un reportage ne mentionnant pas les unités de police pacificatrice, le journal titrait que les homicides avaient augmenté de 21 % durant le mois d'octobre dans l'État de Rio et les « *autos de resistência* »<sup>598</sup> de 136,8 % pour la seule ville de Rio. Encore une fois, ce texte ne fait pas référence au projet de pacification – et nous pouvons nous nous demander pour quelle raison –, mais va dans le même sens que les discours portant sur la violence accrue, l'insécurité rampante, l'accroissement de la peur et la crise économique de l'État.

À la fin de l'année, un autre épisode marque le récit d'*O Globo* : par erreur, deux touristes italiens sont entrés dans la favela *Morro dos Prazeres* à moto et l'un d'eux a été tué par des trafiquants de drogue. Selon les rumeurs, il aurait été confondu avec un policier à cause de la caméra qui était attachée à son casque. Alertés par les habitants, les policiers de l'UPP installée dans la favela depuis 2011, ont trouvé l'autre touriste vers 13 heures, sous le choc. Cette mort a eu des répercussions internationales et le média italien *Il Giornale* a souligné le fait qu'il s'agissait pourtant d'une favela considérée comme « pacifiée ». Le lendemain, il a été rapporté dans *O Globo* que la police avait déjà identifié le meurtrier de l'Italien. Des agents de l'UPP ont effectué une opération afin de l'arrêter, action qui s'est soldée par trois morts, deux blessés et quatre pistolets saisis. Les noms des victimes n'ont pas été dévoilés.

L'assassinat du touriste italien a été abordé à plusieurs reprises par le journal. En plus de la

---

<sup>597</sup> Citation originale : « Tudo o que deu errado na segurança ficou exposto. O programa das UPPs não entregou a polícia de proximidade que prometera. O governo deixou de combater as milícias e elas cresceram. O modelo de guerra às drogas não foi alterado. As promessas que entusiasmaram a sociedade não se realizaram. Ficou tudo muito claro no final de semana. Esse caldeirão ainda inclui a crise de desemprego e renda, a falência do Estado », publié par *O Globo*, le 24/11/2016, p. 8.

<sup>598</sup> Expression déjà employée dans ce travail, utilisée quand un policier tue un présumé « suspect », puis revendique la légitime défense ou indique qu'il y a eu une résistance à l'arrestation.

visibilité médiatique, ce qui peut attirer notre attention sur cette affaire est la vitesse à laquelle le coupable a été identifié : moins de 24 heures après le crime. Si nous comparons par exemple cette affaire à celle de la disparition d'Amarildo, la rapidité et l'efficacité de la police sont impressionnantes dans ce nouveau contexte. Un autre point qui mérite d'être souligné, lorsqu'on se penche sur le reportage est le fait que les victimes pauvres ayant trouvé la mort en raison de l'opération policière, n'ont pour leur part pas de nom. À nouveau, comme le disait Souza, ce sont des corps sans âme ; des corps sans histoire dont la mort est banalisée.

Le 23 décembre 2016, après tous les reportages qui explicitaient la montée de la violence et de l'insécurité à Rio, *O Globo* termine l'année en publiant un texte dressant une sorte de bilan concernant la crise sécuritaire et dont le titre est catégorique : « L'escalade de la criminalité »<sup>599</sup>. Ce papier essaie de rendre compte de la situation chaotique de l'État de Rio et affirme que les taux de meurtres et de vols se sont envolés au mois de novembre. La chercheuse Julita Lemgruber est l'une des spécialistes qui ont été mises à contribution par le journal pour analyser la situation. Elle explique que ces chiffres « honteux » donnent l'impression générale que tout est hors de contrôle et que le projet de pacification n'a plus de crédibilité, pas même au sein de la police elle-même. Lemgruber affirme : « Ils [les policiers] ne croient plus non plus au projet de pacification. Jusqu'à récemment, cette politique de sécurité était célébrée, il était question de l'emmener dans d'autres villes de l'État, mais certains experts savaient qu'elle n'était pas viable à long terme. Une politique qui concentre une telle quantité de ressources humaines n'est possible que dans un État très riche, ce qui n'est pas le cas de Rio »<sup>600</sup>.

Nous pouvons donc constater que dans son analyse, Lemgruber se réfère au passé pas très lointain durant lequel le projet de pacification était considéré comme la solution miraculeuse pour la question sécuritaire à Rio. Le discours du gouvernement (et, dans une large part, celui médiatique) suivait cette ligne de raisonnement selon laquelle les UPPs faisaient des « jaloux » dans les autres villes et régions du Brésil. Nous avons mentionné dans ce travail, par exemple, les divers reportages centrés sur l'intérêt national et international du projet de pacification, les projets d'expansions toujours promis par le gouvernement, la demande de la part de la population civile pour qu'il soit mis en place dans d'autres régions etc. Néanmoins, s'il n'existe pas de planification concrète ni un projet de développement durable et bien détaillé, comme le soulignent les spécialistes, il ne s'agit pas là d'une politique publique fiable. À notre avis, ce constat devient très net avec le projet de pacification. Depuis le début, comme nous l'avons signalé, les discours et les promesses de

<sup>599</sup> Titre original : « A escalada do crime », publié par *O Globo*, le 23/12/2016, p. 10.

<sup>600</sup> Citation originale : « Nem eles acreditam mais no projeto de pacificação. Até pouco tempo, essa política de segurança era festejada, falava-se em levá-la para outras cidades do Estado, mas alguns especialistas sabiam que era algo insustentável a longo prazo. Uma política que concentra quantidade tão grande de recursos humanos só é possível num estado muito rico, o que não é o caso do Rio », publié par *O Globo*, le 23/12/2016, p. 10.

pacification du gouvernement se basaient presque exclusivement sur les événements sportifs de 2014 et 2016. À ce moment-là, l'avenir, l'après Coupe du Monde et les Jeux Olympiques, n'existaient pas. De la même façon, il n'existait pas de plan économique détaillé qui garantissait la pérennisation des Unités de Police Pacificatrice. Ainsi, il est évident que la crise financière que traversaient le pays et l'État de Rio, la fin du partenariat avec le groupe OGX du millionnaire Eike Batista et d'autres épisodes ponctuels peuvent être signalés comme des facteurs qui ont directement influencé le programme de pacification.

Cependant, et c'est sur ce point que nous voudrions mettre l'accent, tous ces incidents ne peuvent tout de même pas être considérés comme les uniques responsables de la faillite du projet. Ils ont certes leur part de responsabilité, mais avant cela, il existait clairement une mauvaise planification et gestion publique concernant la mise en œuvre et le développement du projet de pacification. Une volonté politique de rendre plus digne (et davantage paisible) la vie des plus pauvres faisait en définitive défaut. En fin de compte, dans un gouvernement sérieux et attaché à l'engagement social, fonder une politique publique presque complètement sur des hypothèses de financement ne nous paraît pas constituer un plan envisageable et responsable.

Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, l'atmosphère tendue et la montée en puissance du sentiment d'insécurité et de peur continuent à marquer les esprits des citoyens *cariocas* en 2018. En février, *O Globo* publia un reportage dont le titre donnait déjà le ton : « En janvier, 66 morts après les interventions policières »<sup>601</sup>. C'est le chiffre le plus élevé enregistré au cours des dix dernières années dans la capitale de l'État. Dans la favela nommée *Jacarezinho*, où neuf personnes ont été tuées lors des opérations menées en janvier, huit homicides ont été enregistrés après qu'un policier a été assassiné dans la favela. Encore une fois, la stratégie d'une police qui met en œuvre une vengeance au lieu de faire son travail saute aux yeux. Les victimes sont aussi majoritairement les mêmes : le texte nous informe en effet que sur les 66 victimes, 48 étaient noires ou métis et que dans 14 cas, la couleur de la peau n'avait pas été signalée dans le dossier, ce qui signifie que le nombre de victimes noires pourrait être encore plus important. Le reportage d'*O Globo* dresse également un bilan pour l'année 2017 lors de laquelle 527 homicides ont été enregistrés au cours des opérations de police menées dans la capitale (soit 13% de plus qu'en 2016, année où 463 décès avaient été enregistrés). Si nous considérons l'ensemble de l'État de Rio, l'augmentation est encore plus conséquente : 1124 personnes ont en effet été tuées par la police en 2017, soit 21% de plus que l'année précédente.

De plus, un autre reportage publié au début du mois explique que la violence n'est pas simplement physique. Une recherche menée par l'université de *Northeastern*, à Boston, montre que

---

<sup>601</sup> Titre original : « Em janeiro, 66 mortes em operações policiais », publié par *O Globo*, le 02/02/2018, p. 9.

la santé mentale et les services sont également affectés par la violence et l'insécurité. Selon leurs résultats, 77% des personnes vivant dans les favelas ont déclaré souffrir de problèmes psychologiques ou physiques causés par l'insécurité dans leurs environnement. La chercheuse Anjuli Fahlberg, qui a dirigé cette étude, affirme qu' « Il est important de se rappeler que la violence n'est pas seulement physique. Nous parlons de la violence comme s'il ne s'agissait que d'une balle perdue, des gens mourant après une agression. C'est de la violence lorsque l'État ne crée pas de moyen pour que les gens aient accès aux services dont ils ont besoin. En sociologie, nous appelons cela la violence structurelle<sup>602</sup> »<sup>603</sup>.

Peu de temps après, le 7 février, le journal évoque à nouveau cette violence grandissante et disséminée dans toutes les zones de la ville après une opération policière. À la Une d'*O Globo*, en gros, on peut lire le titre « La peur au milieu du chemin » associé au douloureux bilan qui fait état qu'un adolescent de 13 ans avait été tué pendant qu'il jouait au football dans le complexe de favelas *Maré*, qu'une fillette de trois ans avait également perdu la vie dans une autre région de la ville et que les trois principaux axes routiers, saturés à ce moment-là, avaient été fermés à cause de fusillades (à savoir : *Avenida Brasil*, *Linha Amarela* et *Linha Vermelha*). À l'intérieur du journal, le titre choisi pour se référer à ces drames est celui-ci : « La cruelle réalité des *cariocas* ». Les images montrent plusieurs personnes, y compris des policiers, cachés derrière un mur pour essayer d'échapper aux tirs. Les clichés des visages des deux enfants décédés ont également été publiés. Nous retrouvons l'étonnante déclaration du gouverneur de l'État de Rio, Luiz Fernando Pezão, associée à ces images, selon lequel Rio « n'est pas la ville la plus violente du pays, mais quand on voit nos actualités, nos journaux, on dirait que c'est le cas »<sup>604</sup>. Que voulait dire Pezão ? Que les médias gonflent ou insistent exagérément sur le niveau d'insécurité de l'État de Rio ? Que cet état de violence chaotique n'est pas réel ? La seule certitude est qu'en déclarant ce type de propos le gouverneur de Rio essaie de se dégager de toute responsabilité dans ces événements si tragiques – et malheureusement si nombreux – qui se multiplient et sont de plus en plus fréquents depuis quelques années. Les propos de Pezão prouvent aussi qu'il ne sait pas quelle attitude adopter face à cette réalité. Sa tentative de nier la gravité de la situation est une évidente confession par le biais de laquelle le citoyen *carioca* peut comprendre que le gouverneur de Rio ne possède pas de stratégie

---

<sup>602</sup> Notion pour la première fois utilisée dans les années 1970 et généralement attribuée au politologue norvégien Johan Galtung. Elle désigne une forme de violence provoquée par les structures de la société elles-mêmes, qui empêchent les individus de s'épanouir.

<sup>603</sup> Citation originale : « É importante lembrar que a violência nao é só física. A gente fala da violência como se fosse só bala perdida, as pessoas morrendo por um assalto. É violência quando o Estado não cria um veículo para as pessoas terem acesso aos serviços que elas precisam. Em sociologia, chamamos isso de violência estrutural », publié par *O Globo*, le 03/02/2018, p. 9.

<sup>604</sup> Citation originale : « [Rio] não é a cidade mais violenta do país, mas, quando a gente vê nosso noticiário, nossos jornais, parece que é », publié par *O Globo*, le 07/02/2018, p. 7.

claire pour surmonter cette situation.

Ainsi, les récits portant sur l'augmentation de la peur et ses conséquences s'accumulent également. Toujours au début du mois de février, *O Globo* explique que, à cause de la peur, la communauté de *Muzema* était en passe de devenir « la nouvelle *Rocinha* ». En réalité, plusieurs habitants de *Rocinha* avaient migré vers la région de *Muzema* parce que les fusillades constantes dans la favela « pacifiée » les terrorisaient. De ce fait, à *Muzema*, les nouveaux bâtiments construits sans que les règles et normes de construction aient été respectées pullulent<sup>605</sup>. Dans de nombreux cas, ces bâtiments ont été érigés par des miliciens de manière irrégulière et sans autorisation gouvernementale. Dans le même objectif de s'éloigner de *Rocinha*, le traditionnel lycée *Escola Parque*, situé dans le quartier de Gávea, a signalé sa volonté de changer d'adresse. La direction a rendu publique sa recherche d'un nouveau siège à cause du contexte de « guerre » à la favela de *Rocinha*. Le texte d'*O Globo* souligne que plus de 40 personnes ont déjà perdu la vie lors de fusillades qui ont eu lieu dans cette favela dite pacifiée.

En même temps, la sensation de peur et d'insécurité était accompagnée de statistiques. Les chiffres rendaient compte du fait que la violence de l'État de Rio avait fortement augmenté et, le 17 février, *O Globo* exposa que les principaux types de crimes avaient explosé en 2017. La hausse par rapport à 2010 était de l'ordre de 91,5% et l'État avait enregistré 40 morts violentes pour 100 000 habitants, soit le taux le plus élevé depuis 2009. Au début du mois de mars, d'autres chiffres sont divulgués : le nombre total de morts au cours du mois de janvier, fortement impacté par les « *autos de resistência* » – terme que nous avons déjà expliqué dans ce travail – est revenu à son niveau d'avant l'installation des UPPs. Globalement, cela veut dire que la police de Rio était plus meurtrière et moins efficace. En janvier 2018, les cas qualifiés d'« *autos de resistência* » ont atteint le plus haut niveau de l'histoire, soit cinq cas par jour. Le 2 mars, le quotidien carioca essaie d'expliquer cette hausse de la façon suivante : « Pour les experts, l'augmentation des décès dans les confrontations est due à plusieurs facteurs. Le premier d'entre eux serait l'épuisement de la politique de sécurité visant l'affrontement. En outre, l'effondrement des UPPs et la crise financière sont mentionnées, ce qui affecterait le travail des forces de l'ordre »<sup>606</sup>.

Le lecteur comprend alors que plusieurs composantes jouent un rôle dans l'augmentation de la violence, mais les raisons de l'effondrement de la politique de pacification demeurent un mystère pour lui. Nous constatons jusqu'ici que les récits sur l'échec du programme de l'UPP sont

---

<sup>605</sup> À Muzema, après des épisodes de fortes pluies, deux bâtiments de 5 étages se sont effondrés le 12 avril 2019, causant la mort de 24 personnes. Les bâtiments auraient été érigés par des miliciens sans autorisation gouvernementale.

<sup>606</sup> Citation originale : « Para especialistas, o aumento nas mortes em confrontos é causado por uma soma de fatores. O primeiro deles seria o esgotamento da política de segurança voltada para o enfrentamento. Além disso, são citadas a derrocada das UPP's e a crise financeira, que estaria afetando o trabalho das forças policiais », publié par *O Globo*, le 02/03/2018, p. 8.



de plus en plus récurrents, bien que ces textes échouent à expliquer vraiment les causes de ce fiasco. Ou, autrement dit, les récits médiatiques exposent l'insuccès de la pacification mais ne parviennent pas pour autant à éclairer leurs lecteurs sur les raisons qui l'expliquent.

Le 17 mars, une fois de plus, une « balle perdue » met un terme à la vie d'un enfant de deux ans et d'une femme dans la favela *Alemão*. Les journalistes d'*O Globo* affirment qu'ils ont essayé de contacter l'Unité de Police Pacificatrice responsable de la communauté, mais que les policiers n'ont pas souhaité donner la moindre précision concernant ce qui aurait pu causer ces affrontements. Le même jour, de l'autre côté de la ville, un policier a été tué lors d'une tentative de vol. Il s'agit du 27<sup>ème</sup> policier assassiné dans l'État de Rio en 2018. Trois jours plus tard, Rio fera face à une journée durant laquelle le nombre de fusillades sera supérieur à celui des heures de la journée : soit 29 en tout.

À la fin du mois, c'est sur la favela de *Rocinha* que se penchent les médias. Après une fusillade au cours de laquelle un policier et un habitant ont perdu la vie, cette favela se retrouve en effet confrontée à une vague de violence extrême. Trois jours après ce premier épisode, une nouvelle confrontation entre les policiers et les trafiquants de drogue a lieu à *Rocinha* durant laquelle huit personnes trouvent la mort. La version donnée par des proches de victimes rendait compte du fait que la police serait arrivée en tirant sur les habitants qui sortaient d'un *baile funk*. De son côté la police affirme avoir été attaquée pendant sa patrouille. Cinq jours plus tard, un homme a été abattu, alors qu'il tenait son fils sur ses genoux. Son frère raconte la scène : « Nous étions assis sous le porche en train de parler quand les flics sont arrivés. Nous n'avons même pas eu le temps de nous lever. Ils ont tiré »<sup>607</sup>. Encore une fois, les journalistes en charge de ce reportage avaient tenté de contacter l'UPP de *Rocinha*, qui n'a pas confirmé qu'une fusillade avait eu lieu dans cette favela. Dans un tel contexte, il paraît difficile de parler de pacification.

À la fin du mois d'avril, les récits portant sur l'amplification du sentiment de peur et d'insécurité continuent à se multiplier dans toutes les zones de la ville. À Leme, quartier de la zone sud, *O Globo* met en lumière que les criminels des favelas *Babilônia* et *Chapéu Mangueira* ont envahi l'appartement d'une femme, qui a été prise en otage. Ce quotidien mentionne que ces deux favelas sont au centre d'un conflit comme celui qui se produit déjà à *Rocinha*. Dans le cas de Leme, il s'agit de deux favelas de petite taille qui ont été très à la mode pendant la période d'ascension du projet d'UPP, abritant des bars toujours pleins et où des auberges de jeunesse avaient été ouvertes. Ce texte mentionne également qu'en 2015, *Babilônia* a même prêté son nom à un feuilleton de *Rede Globo*, principale chaîne de télévision du pays, qui relatait la vie quotidienne d'une favela de Rio.

---

<sup>607</sup> Citation originale : « Nós estávamos sentados na varanda conversando quando os policiais chegaram. Não deu tempo nem de levantar e sair. Eles atiraram », publié par *O Globo*, le 30/03/2018, p. 14.



Cependant, selon *O Globo*, avec le déclin du programme de pacification, les trafiquants ont repris le pouvoir au cours des deux dernières années. Le 25 avril, *O Globo* publie l'éditorial : « L'explosion de violence doit être stoppée rapidement »<sup>608</sup>.

## II. La décadence du projet

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, dans notre corpus, la période 2016-2018 est présentée comme celle qui marque, sans doute, l'échec de ce projet de pacification. Dans les médias, plusieurs reportages explicitaient l'insatisfaction dont il faisait l'objet, ce aussi bien chez les policiers et certaines autorités policières, que chez les chercheurs, des spécialistes en sécurité publique et les habitants de Rio de Janeiro, y compris ceux des favelas. Le mécontentement général s'ajoutait aux chiffres indicateurs de la violence et de l'insécurité, comme nous venons de l'observer dans les pages précédentes. Ainsi, dans ce contexte chaotique, comment aborder dans ce journal une politique nommée *pacification* ?

Au tout début de notre corpus, le 2 octobre 2016, *O Globo* publie une interview du secrétaire José Mariano Beltrame, responsable du projet UPP. L'introduction de ce texte et la « présentation » de ce personnage faite par le journal nous paraissent intéressantes. Nous pouvons en effet lire dans *O Globo* : « Depuis près de dix ans à la tête de la sécurité publique de l'État de Rio – 'contre la volonté de sa famille', précise-t-il – José Mariano Beltrame est le seul membre restant du secrétariat d'origine de Sérgio Cabral. On peut dire que l'UPP est née de ses mains »<sup>609</sup>. De par cette façon d'introduire son texte, le journal donne lieu à plusieurs pistes d'interprétation. Tout d'abord, il laisse entendre que Beltrame ferait l'effort (pour « nous », pour la population) d'être à la tête du cabinet de sécurité publique de l'État, alors que sa propre famille y était opposée. Il serait alors presque en train de se « sacrifier » pour Rio et ses habitants. Il s'agirait également, comme le souligne ce journal, du seul membre restant du secrétariat d'origine de Cabral, qui avait créé les Unités de Police Pacificatrice. Cela peut laisser entendre qu'il serait le seul à être « resté jusqu'au bout », le seul à avoir « tenu le coup ». L'expression « née de ses mains » pourrait évoquer presque une métaphore miraculeuse ou un travail évoquant plutôt celui d'un artisan. Enfin, dans le journal il est aussi affirmé que Beltrame a été l'un des premiers à avoir critiqué la politique de pacification, ce dès sa première année de fonctionnement, en affirmant que la seule présence policière ne pourrait garantir l'amélioration des conditions de vie des habitants des favelas. Cependant, même si cela nous paraît contradictoire, il souligne n'avoir jamais émis de doutes sur

---

<sup>608</sup> Titre original : « Explosão de violência tem de ser contida logo », publié par *O Globo*, le 25/04/2018, p. 16.

<sup>609</sup> Citation originale : « Há quase 10 anos a frente da segurança pública do Estado do Rio - 'contra interesses familiares', ressalva – o gaúcho José Mariano Beltrame é o único remanescente do secretariado original de Sérgio Cabral. Pode-se dizer que a UPP nasceu em suas mãos », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

l'expansion des UPPs, même s'il était conscient de l'absence des pouvoirs publics sur d'autres fronts.

Ensuite, le journal souligne que malgré la crise du modèle de pacification, s'illustrant entre autres par de fréquentes fusillades dans plusieurs communautés « pacifiées », Beltrame essaie de rester confiant. Il parie sur le succès d'une nouvelle formation policière, prolongée de trois mois et concédant davantage d'importance aux disciplines liées à la gestion des conflits et aux principes de la police de proximité. Sur ce point, il affirme : « Historiquement, être policier est, dans l'esprit de celui qui rentre dans la police, être opérationnel. Il est difficile de changer et d'établir une police de proximité, mais je suis optimiste : je pense qu'au cours des dix dernières années, nous avons réussi à amorcer ce changement »<sup>610</sup>. La police « opérationnelle », comme nous l'avons déjà vu, est la police basée sur la productivité ou, pour dire autrement, basée sur les chiffres de saisies de drogues et le nombre d'arrestations. Encore une fois, la police qui sème la terreur dans les favelas, arrête les pauvres et les noirs.

Le jour de la publication du reportage présentant un Beltrame encore optimiste, la police a fait une intervention dans une favela se situant dans le *Complexo do Alemão*. Un policier a pointé une arme sur un journaliste, des coups de feu ont été entendus et nous découvrons ensuite que l'on reprochait au journaliste d'avoir commis le « délit » de filmer un groupe de policiers en train d'agresser un jeune. En réponse aux demandes d'explications émanant des médias, le service de police pacificatrice a affirmé qu'il s'agissait en réalité de balles en caoutchouc, comme si cela rendait l'épisode moins grave, et n'a pas précisé la raison de l'agression. Le 5 octobre, *O Globo* rapporte que la police enquêtera afin de savoir si les policiers qui avaient été surpris en train d'attaquer le jeune homme avaient bel et bien ou non commis un délit d'abus de pouvoir. Nous découvrons également que la victime était un étudiant de 22 ans, activiste et qu'il participait à un mouvement social. Même si le journaliste d'*O Globo* était présent et a enregistré la scène, la phrase publiée par le journal était bien celle-ci : la police enquêtera pour savoir *s'il y a eu délit*. Or il convient ici de remarquer le marqueur de supposition « si ». Les images, la vidéo et les témoignages, y compris de l'un de ses journalistes, ne se sont pas avérés suffisants pour apporter la preuve de cette agression.

Si nous en revenons au reportage centré sur Beltrame, il convient de noter que le chercheur Ignacio Cano, lui aussi interviewé, s'est montré critique envers le projet de pacification. Il affirme que « si le secrétaire [Beltrame] avait choisi les emplacements des UPPs en fonction des niveaux de violence locaux [...] nous serions allés beaucoup plus loin dans la réduction de la

---

<sup>610</sup> Citation originale : « Historicamente, ser PM é, na cabeça de quem entra na corporação, ser operacional. É difícil mudar e estabelecer uma polícia de proximidade, mas sou otimista : acho que nos últimos 10 anos, conseguimos começar essa mudança », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

violence à Rio »<sup>611</sup>. De ce fait, l'analyse de Cano expose que les endroits choisis pour l'installation des UPPs n'ont pas suivi les enquêtes qui visaient en priorité à faire reculer la violence, c'est-à-dire à essayer de frapper là où elle faisait le plus de victimes. Ils ont principalement été choisis afin de satisfaire la classe moyenne et aisée de la ville et ses intérêts en vue de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques que ces zones allaient accueillir.

Le 12 octobre 2016, *O Globo* publie une sorte de bilan concernant le projet de pacification, intitulé « *les erreurs et les succès de l'UPP* ». Dans ce texte, plusieurs experts soulignent les améliorations en matière de sécurité, mais critiquent également le manque de qualification de la police. Julita Lemgruber insiste surtout sur ce qu'elle appelle le discours contradictoire du secrétaire en encourageant une politique de prévention violente. Selon elle, la crise sécuritaire de Rio est la crise des UPPs. Elle affirme en effet :

Malheureusement, Beltrame n'a pas remarqué à temps que le projet UPP se détériorait. Il a répété que les problèmes de sécurité publique ne pouvaient pas être résolus uniquement avec la police, que l'État et la ville devaient fournir des services. Il a passé des années à insister sur ce discours et, en même temps, sur la même stratégie de sécurité publique : la police, placée sous son commandement, continuant à mener des raids violents dans les favelas au nom de la guerre dont il jugeait lui-même qu'il s'agissait d'une erreur.<sup>612</sup>

De plus, le manque de projets sociaux et d'autres améliorations effectives dans les favelas, promises par les autorités après l'arrivée de la police, peut être considéré comme le véritable talon d'Achille du gouvernement. À la fin de l'année 2016, « l'occupation sociale », qui avait été garantie par les hommes politiques depuis le lancement du projet de pacification, n'était toujours pas effective. Le 31 octobre 2016, *O Globo* consacre une page entière à un reportage dont le titre résume bien la situation : « *En attendant le social* »<sup>613</sup>. Ce texte insiste sur les dépenses annoncées par les gouvernements de l'État et de la ville de Rio consacrées aux communautés pacifiées, mais martèle à nouveau qu'il s'avère difficile d'estimer réellement les bénéfices qu'en ont tiré, dans leur vie de tous les jours, les habitants des favelas, comme le démontre l'extrait suivant : « Alors que les gouvernements de l'État et de la ville affirment avoir dépensé plus de 3,85 milliards de *reais* en travaux et conservation des zones avec UPP et Maré (en phase d'occupation), la situation précaire à Andaraí et Vidigal se reproduit dans d'autres communautés desservies par le programme de pacification »<sup>614</sup>.

---

<sup>611</sup> Citation originale : « Se o secretário tivesse escolhido os locais das UPP's em função dos níveis locais de violência [...] a gente teria avançado muito mais na redução da violência no Rio », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

<sup>612</sup> Citation originale : « Lamentavelmente, Beltrame não percebeu a tempo que o projeto das UPPs fazia água. Ele repetia que você não resolve os problemas de segurança pública apenas com polícia, que o Estado e a prefeitura precisavam prover serviços. Ficou anos insistindo nessa tecla e, ao mesmo tempo, na mesma estratégia de segurança pública, com a polícia sob seu comando continuando a realizar incursões violentas nas favelas em nome da guerra que ele mesmo considerava falida », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 11.

<sup>613</sup> Titre original : « À espera do social », publié par *O Globo*, le 31/10/2016, p. 28.

<sup>614</sup> Citation originale : « Enquanto Estado e prefeitura contabilizam gastos de mais de 3,85 bilhões em obras e conservação de áreas com UPP e da Maré (em fase de ocupação), a situação de precaridade do Andaraí e do Vidigal se

Ainsi, malgré les énormes sommes d'argent public annoncées, l'objectif était très loin d'être atteint. Pour les spécialistes, les dirigeants communautaires et les résidents interviewés, le principal défaut a été le manque de coordination pour intégrer la politique de sécurité aux initiatives des agences municipales et aux besoins des communautés. Dans son analyse, le professeur Marcelo Burgos de l'Université Catholique de Rio (PUC-RJ) affirme qu'il n'a pas été possible de construire une intégration : « On s'attendait à ce que, avec l'arrivée de la sécurité, un ensemble d'actions soit élaboré. [...] Il y avait un isolement de l'UPP, qui entraînait dans la routine et n'était pas perçu comme stratégique. [...] Aucun mécanisme n'a été créé pour garantir les droits civils et politiques aux résidents »<sup>615</sup>. Burgos souligne ainsi le manque d'intérêt stratégique porté à ce projet au fil du temps et le fait que les mécanismes visant à garantir la citoyenneté des habitants des favelas n'avaient pas été valorisés ni rendus prioritaires par les gouvernements. Encore une fois, il nous semble de plus en plus clair que l'engagement dans le programme de pacification suivait plutôt le calendrier des événements sportifs qu'il ne visait l'amélioration de la vie des milliers de Brésiliens en situation de vulnérabilité. Plusieurs habitants de différentes favelas ont été entendus dans le cadre de ce reportage d'*O Globo* et dans tous les discours le sentiment est le même : l'abandon. Leurs paroles mettent l'accent sur les problèmes bien connus dans les favelas, tels que l'accès aux services publics tels que l'eau, l'électricité, le traitement des eaux usées et le ramassage des ordures. Leur conclusion se veut également très lucide : avec la seule présence de la police, la paix et la citoyenneté ne régneront jamais.

En 2018, la situation ne semble pas avoir changé. Au début du mois de mars, *O Globo* publie un reportage qui démontre que l'écart entre la demande et l'offre du gouvernement est corroboré par les chiffres. Selon ce texte, entre 2009 et 2016, dans le cadre du programme *Rio + Social* (qui a remplacé *l'UPP social*), la municipalité de Rio a investi 697,98 millions de *reais* dans la santé et l'éducation dans les communautés dites pacifiées. Cependant, si nous comparons cette somme à d'autres dépenses, comme le fait le journal, nous constaterons qu'à elle seule, l'armée a dépensé plus d'argent dans des actions de soutien logistique pour la sécurité au sein de l'État. De cette façon, il est facile de prendre conscience qu'un programme social a beau en remplacer un autre, les problèmes demeurent cependant les mêmes. En fin de compte, la création d'un nouveau programme paraît seulement intéresser les hommes politiques qui auront ainsi de nouvelles thématiques qu'ils pourront se vanter d'avoir prises en charge lors des campagnes électorales avec des formules déjà bien connues du type « j'ai créé tel et tel projet ».

---

reproduz por comunidades atendidas pelo programa de pacificação », publié par *O Globo*, le 31/10/2016, p. 28.

<sup>615</sup> Citation originale : « Havia uma expectativa de que, com a chegada da segurança, fosse desenvolvido todo um conjunto de ações. [...] Houve um isolamento da UPP, que caiu na rotina e não foi percebida como estratégica. [...] Não foram criados mecanismos para garantir direitos civis e políticos aos moradores », publié par *O Globo*, le 31/10/2016, p. 28.

Les améliorations ponctuelles qui avaient été opérées au sein des communautés pacifiées se dégradèrent au fur et à mesure que le temps passait. Tel est le cas, par exemple, des funiculaires installés dans le *Complexo do Alemão* ou dans la favela *Providência*. Du fait que leur fonctionnement avait été interrompu depuis la fin 2016, leurs matériaux souffraient d'un manque de conservation et le gouvernement n'annonçait aucune date butoir pour leur réparation. À eux tous réunis, rapporte *O Globo*, ils ont coûté 328 millions de *reais* et transporté plus de 20 000 passagers par jour. Ces équipements qui avaient fini par être cassés, et qui ne bénéficiaient d'aucun entretien ont souffert de ne plus être utilisés et d'être vandalisés. Malgré la grosse somme d'argent public dépensée dans leur construction et surtout en dépit de l'importance qu'ils pouvaient avoir pour les habitants des favelas, ces deux funiculaires sont demeurés à l'arrêt.

De plus, l'investissement dans l'ensemble du secteur de la sécurité publique était précaire. Selon un reportage publié le 12 mars 2018, Rio n'a dépensé que 0,14% du budget destiné à la sécurité dans des investissements pendant l'année 2017, pourcentage le plus bas en une décennie. Cela ne représenterait que 4,4% de ce qui avait été investi au moment le plus fort de la politique des UPPs, en 2010. Le problème est, comme nous le savons, que plus le taux d'investissement est bas et plus, à l'inverse, celui du nombre de meurtres augmente.

En réalité, dans cette partie de notre corpus, nous avons observé que si au deuxième semestre de 2016 – du fait de la Coupe du Monde et des Jeux Olympiques – les citoyens auraient pu penser que le gouvernement allait vouloir enfin prouver que sa politique sécuritaire était une politique publique stable, peu après la fin des événements sportifs, tout espoir à ce sujet s'est envolé. En plus de la crise financière de l'État de Rio et du manque d'investissement économique et politique dans le projet de pacification en général, certains épisodes ont contribué à aggraver encore davantage la situation. Dans les prochaines pages, nous allons analyser quelques-uns de ces épisodes de plus près, à savoir la demande de démission de Beltrame, l'intervention militaire fédérale dans l'État de Rio de Janeiro, en février 2018, et la décision de fermer plusieurs Unités de Police Pacificatrice.

## **II.1 Le départ de José Mariano Beltrame**

L'information selon laquelle Beltrame avait demandé à démissionner a commencé à circuler le 12 octobre 2016 et occupé plusieurs pages du journal *O Globo*, ce jour-là. Pour rappeler rapidement le contexte politique de cette démission, il est important de mentionner que le gouverneur de Rio, Luiz Fernando Pezão, avait publiquement démontré qu'il s'opposait à la décision de Beltrame et lui avait proposé de rester jusqu'à la fin de l'année 2018 – c'est-à-dire jusqu'au terme

de son propre gouvernement. Beltrame n'avait néanmoins pas cédé à la sollicitation de Pezão et maintenu sa résolution de partir.

Officiellement, même s'il avait demandé à quitter le gouvernement, le secrétaire s'était montré optimiste dans son discours vis-à-vis de la poursuite du projet de pacification. À la Une, *O Globo* a annoncé sa décision en ces termes : « Le secrétaire à la sécurité, qui a mis en œuvre la politique de pacification dans l'État il y a près de dix ans, dit qu'il pense que le projet se poursuivra car les homicides ont chuté et les résidents approuvent le programme »<sup>616</sup>. Est-ce vraiment ce que pense Beltrame ? Croit-il toujours que la population soutient le projet de pacification et que le gouvernement continuera à le promouvoir ? Ou, encore plus généralement, pouvons-nous encore parler de pacification étant donné la situation de Rio à la fin de l'année 2016 ?

A l'intérieur du journal, plusieurs pages s'intéressaient à ce sujet. Pour commencer, une page entière contenait un reportage consacré à Beltrame et à la politique de pacification sur un ton très personnalisé. Une grande photo présentait en effet Beltrame assis à son bureau (mais éloigné de sa table de travail) et fixant la caméra. Le titre de ce reportage – « Un nouveau défi pour les UPPs »<sup>617</sup> – laissait entendre que le projet de pacification était en train de perdre l'un de ses personnages principaux.

Image 11. Reportage d'*O Globo* annonçant le départ de José Mariano Beltrame



Source : Archives O Globo

Dans ce texte, *O Globo* essaie de dresser le bilan des dix années durant lesquelles

<sup>616</sup> Citation originale : « Secretário de segurança que implantou a política de pacificação no Estado há quase 10 anos diz acreditar que projeto terá continuidade porque homicídios caíram e moradores aprovam o programa », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, à la Une.

<sup>617</sup> Titre original : « Um novo desafio para UPPs », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 8.

Beltrame avait été à la tête du projet de pacification. Il est affirmé dans le journal que le nouveau secrétaire de la sécurité publique qui remplacerait Beltrame, Roberto Sa, avait retrouvé une ville complètement différente de celle qu'avait connue Beltrame et, ainsi, les éloges formulés à l'égard de sa gestion se sont multipliés. Concernant le projet de pacification, le quotidien le définit de la manière suivante :

Pour les résidents des 38 communautés qui ont eu une UPP, l'arrivée de la police pacificatrice a donné une pause aux coups de feu. Des hommes fortement armés dans les rues animées de la communauté en sont venus à faire partie d'un passé que Rio voulait oublier. Les touristes ont commencé à faire des visites guidées [...]. Pour les résidents de ces communautés, le sentiment était de paix. Pour ceux de l'asphalte, il semblait que la ville brisée était enfin unifiée.<sup>618</sup>

Il est intéressant de remarquer que même avec le recul, c'est-à-dire une fois passé le temps nécessaire permettant d'analyser un projet de sécurité publique mis en place huit ans auparavant, le choix d'*O Globo* demeure celui d'un récit presque nostalgique. Ces lignes laissent en effet entendre que la ville de Rio était effectivement pacifiée et unifiée, comme l'avait annoncé le journal à partir de 2010 ; que la violence, y compris celle policière, n'avait plus existé après l'installation des unités de police pacificatrice dans les favelas ; que la vie des citoyens des favelas était véritablement et durablement modifiée. Ce type de discours adopté par le quotidien pouvait certes fonctionner au début du projet de pacification, moment où la société ne connaissait pas très bien les modalités de sa mise en place ni les graves échecs essuyés par ce dernier. À la fin de l'année 2016, néanmoins, il nous paraît excessivement mélancolique. C'est seulement quand *O Globo* commence à se projeter dans le futur, que le journal insiste sur l'idée que le défi à relever par son successeur sera considérable : « Beltrame a déclaré hier que les UPPs seront réévaluées et que leurs officiers de police seront relocalisés. Mais le défi de maintenir le programme de pacification est grand. La lune de miel de la société avec les UPPs a commencé à se dissoudre avec la disparition d'Amarildo, à *Rocinha*, en 2013. Récemment, le retour de la violence dans les lieux pacifiés est également devenu une préoccupation »<sup>619</sup>.

En réalité, l'analyse la plus réaliste du projet de pacification dans cet espace a été faite par Beltrame lui-même, à travers un discours direct. En utilisant une métaphore médicale pour

---

<sup>618</sup> Citation originale : « Para moradores das 38 comunidades que ganharam UPPs, a chegada da polícia pacificadora deu uma trégua a tiroteios. Homens fortemente armados em ruas movimentadas de comunidades tornaram-se parte de um passado que o Rio queria esquecer. Turistas passaram a fazer visitas guiadas [...] Para os moradores dessas comunidades, a sensação era de paz. Para os do asfalto, parecia que a cidade partida finalmente se encontrava », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 8.

<sup>619</sup> Citation originale : « Beltrame disse ontem que as UPPs serão reavaliadas e seus policiais, realocados. Mas o desafio de manter o programa de pacificação é grande. A lua de mel da sociedade com as UPPs começou a fazer água com o desaparecimento de Amarildo, na Rocinha, em 2013. Recentemente, a volta da violência a locais pacificados também passou a preocupar », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 8.



expliquer ce qu'est la police pacificatrice, le secrétaire et « père » de ce projet affirme :

Les UPPs ont lancé un défi à tout le monde. A la Mairie, à l'État et à la société elle-même. C'étaient des gens qui étaient toujours traités comme arrière-plan. La police s'y est rendue et a joué son rôle. **L'UPP était une anesthésie pour un patient qui avait besoin d'une intervention chirurgicale majeure. Cette intervention chirurgicale n'a pas été effectuée, ou elle a été mal effectuée ou réalisée en morceaux.** Mais le défi est là. Il est possible de le relever, il y a une piste, il y a un moyen d'atténuer les problèmes. (c'est nous qui soulignons)<sup>620</sup>

Ainsi, comme le dit Beltrame et pour continuer à analyser le projet de pacification à travers sa métaphore chirurgicale, une personne malade ne quitte pas l'hôpital guérie après avoir simplement fait l'objet d'une anesthésie ou avoir subi une « intervention chirurgicale mal effectuée ». Dans toutes ces hypothèses, le problème n'a pas été résolu ; il serait peut-être moins visible, moins douloureux pendant un certain temps, mais la solution la plus adéquate de ce dernier demeure toutefois à trouver. Concernant la vie des habitants des favelas, étant donné que seule la présence policière avait été garantie avec la mise en place des UPPs, la réalité était demeurée la même : une importante partie du projet ou, en termes médicaux, du traitement, faisait clairement défaut. Dans les deux cas, plus le temps passe, plus les séquelles seront graves.

La page suivante d'*O Globo* est entièrement consacrée à « l'ère Beltrame » sous le titre « *Un héritage de près d'une décennie* ». Ce reportage retrace en quelque sorte la chronologie des UPPs en commençant en 2006 et en indiquant qu'à cette époque, la ville de Rio était très violente. En suivant cette chronologie, le journal répertorie les principaux événements violents de la ville auxquels sont associés les commentaires ou les attitudes adoptées par Beltrame pour y faire face. En février 2007, par exemple, *O Globo* mentionne la mort de l'enfant João Hélio de la manière suivante : « dans un vol de voiture brutal, le petit garçon João Helio décède [...]. Beltrame a même pleuré aux funérailles et a promis plus de policiers dans les rues »<sup>621</sup>.

Lorsque l'occupation du complexe d'*Alemão* en vient à être évoqué, le journal cite la phrase de Beltrame: « *Le Complexe d'Alemão était le cœur du mal* ». Si l'on en croit la chronologie, l'on constate plusieurs actions criminelles de la police : en 2011, un enfant a été abattu par les policiers dans un bidonville et les tueurs ont même jeté son corps dans une rivière ; la disparition d'Amarildo en 2013 et, en 2015, une vidéo montre des agents de l'UPP de *Providência* plaçant une arme à feu dans la main d'un jeune homme de 17 ans décédé. En bas de la page, une infographie expose les chiffres de la violence dont les indices ont fortement baissé depuis 2007, mais la

---

<sup>620</sup> Citation originale : « As UPPs desafiaram todo mundo. A prefeitura, o Estado e a própria sociedade. Eram pessoas que sempre foram tratadas como segundo plano. A polícia foi lá e fez o papel dela. A UPP foi uma anestesia a um paciente que precisava de uma grande cirurgia. Essa cirurgia ou não foi feita, ou foi mal feita ou feita aos pedaços. Mas o desafio está ali. É possível, tem um rumo, há um norte para mitigar os problemas », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 8.

<sup>621</sup> Citation originale : « num brutal roubo de carro, morre o menino Joao Helio [...] Beltrame chegou a chorar no enterro e prometeu mais policiamento nas ruas », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 9.

tendance a changé cinq ans plus tard. Même avec toutes ces informations, *O Globo* avait décidé d'opter pour le sous-titre suivant dans son reportage: « La gestion a été marquée par le succès du projet UPP, mais la corruption au sein de la police a été un problème »<sup>622</sup>.

Ensuite, nous trouvons une page composée de plusieurs articles signés par différents auteurs, mais portant sur une thématique commune : le départ de Beltrame et le projet de pacification. Vinicius Cavalcante, spécialiste et membre du conseil de sécurité de l'association commerciale de Rio, écrit que la gestion de Beltrame a été extrêmement positive pour la structuration de la sécurité. Sous sa direction, l'idée de pacifier les zones en conflit et la création des UPPs ont été consolidées, ne serait-ce que pendant une brève période, et ces dernières sont demeurées le principal exemple de politique de sécurité à avoir réussi à Rio. Ensuite, l'auteur souligne que l'idée a été cooptée politiquement et a subi des manipulations qui ont clairement compromis son succès. La vitesse avec laquelle le gouvernement a annoncé la création et la mise en place des nouvelles unités de police pacificatrice aurait nécessité la mobilisation d'un plus grand nombre de policiers sur ce projet. Cavalcante affirme que « pour pacifier et occuper, des professionnels qualifiés sont nécessaires, or nos policiers ne l'étaient pas et ne le sont toujours pas. [...] L'idée, irréalisable dans la façon dont elle a été proposée, a servi à réélire Cabral et son successeur »<sup>623</sup>. À la fin de son texte, Cavalcante rappelle qu'à la base, le projet de pacification concernait également le traitement des eaux usées, la santé publique, l'éducation, la citoyenneté et les loisirs mais, contrairement aux attentes, ces aspects n'ont jamais été abordés.

L'article du sociologue Marco Aurélio Ruediger, directeur de des recherches portant sur les politiques publiques à la *Fundação Getulio Vargas* (établissement d'enseignement supérieur), souligne également le manque de complémentarité du programme de pacification avec d'autres domaines d'activité gouvernementale. Ruediger affirme qu'au début, en l'espace de quelques mois, le gouvernement était parvenu à convaincre la société que la stratégie de l'UPP visait à résoudre le problème de la sécurité à Rio. Néanmoins, huit ans plus tard, ce projet qui promettait de pacifier la ville montre des signes indubitables d'effondrement, résume le sociologue.

Le troisième article est signé de Rene Silva, habitant du *Complexo do Alemão*, activiste et fondateur du journal *Voz das Comunidades*. Depuis le début, le contraste qui saute aux yeux est que Silva a écrit son texte à la première personne du pluriel, *nous*, pour parler des habitants des favelas directement affectés par le programme de pacification. Il raconte même le récent épisode de son arrestation par la police pendant qu'il travaillait en tant que journaliste sur la couverture d'une

<sup>622</sup> Citation originale : «Gestão foi marcada pelo projeto bem-sucedido das UPPs, mas corrupção policial foi um problema », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 9.

<sup>623</sup> Citation originale : « Para pacificar e ocupar, são necessários profissionais treinados, de que as nossas polícias não dispunham e ainda não dispõem. A idéia, irrealizável do jeito que estava sendo proposta, serviu para reeleger Cabral e fazer seu sucessor », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 10.

opération policière dans la favela. Selon Silva, cependant, comme il affirme dans le titre de son article, même si la situation avait certes été mauvaise avec Beltrame, ce serait bien pire sans lui. Concernant sa gestion, Silva déclare : « Sa conduite pendant neuf ans à la tête du secrétariat l'a montré comme un homme qui a attiré l'attention sur l'importance des services sociaux dans les communautés de Rio de Janeiro. Il y était attaché, bien qu'il ait dirigé un projet de sécurité basé sur l'armement de professionnels qui tuent le plus de noirs au monde »<sup>624</sup>.

Quant à lui, le journaliste Ancelmo Gois a intitulé son texte « *Merci pour tout, Beltrame* ». Selon Gois, Beltrame mérite en effet que les citoyens de Rio lui vouent une reconnaissance éternelle du fait qu'il a indiqué le bon chemin vers la pacification. Il affirme que les scènes de western vécues les jours précédents démontrent que l'UPP n'est certes pas une panacée, mais qu'il n'existerait aucun autre moyen à mettre en œuvre. En affirmant ensuite que l'insécurité est partout présente au Brésil, il reconnaît qu'il est difficile de trouver un Brésilien qui vit dans l'une des 5 564 villes du pays et s'y sent vraiment en sécurité, ce qui revient presque à déclarer que Beltrame a certes fait son travail, mais qu'il ne peut pas faire des miracles.

La « reconnaissance éternelle » à son égard suggérée par Gois évoque également cette atmosphère divine, comme si Beltrame était un homme qui devrait être idéalisé. Dans le même esprit, Caca Dieguez a aussi consacré un article à Beltrame dont le titre en dit long : « *Un héros public* »<sup>625</sup>. Quelques jours plus tard, c'est Arnaldo Jabor qui écrit un article sur le secrétaire et souligne qu'il était « *le leader le plus compétent contre le crime que nous ayons jamais eu* »<sup>626</sup>. Il poursuit en affirmant que Beltrame a fait tout son possible pour créer les UPPs, mais qu'il a fini par être freiné par ce qu'il appelle la « résistance du retard ». D'autre part, l'auteur évoque également l'insouciance des juges qui libèrent de manière irresponsable des prisonniers dangereux chassés avec difficulté par les subordonnés de Beltrame. En tout état de cause, comme nous pouvons le remarquer, le départ de Beltrame a suscité la publication de nombreux textes et articles, dans lesquels sa personne a très souvent été décrite de manière très personnalisée et presque idéalisée.

*O Globo* a mentionné que le départ de Beltrame a été communiqué par plusieurs médias du monde. Le texte cite le *Wall Street Journal*, qui a souligné que la récente fusillade dans la favela *Pavão-Pavãozinho* représentait encore un autre revers dans le programme de pacification. Le réseau *BBC* a déclaré, à son tour, que le secrétaire avait mis en place un « programme controversé », avec

---

<sup>624</sup> Citation originale : « Sua conduta ao longo de nove anos à frente da secretaria o mostrou como um homem que chamava a atenção para a importância dos serviços sociais nas comunidades do Rio de Janeiro. Era comprometido com isso, apesar de ter comandado um projeto de segurança baseado no armamento de profissionais que mais matam negros no mundo », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 10

<sup>625</sup> Titre original : « Um herói público », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 15.

<sup>626</sup> Citation originale : « O mais competente líder contra o crime que tivemos até hoje », publié par *O Globo*, le 25/10/2016, segundo caderno, p. 6.

lequel la police de Rio a occupé des dizaines de favelas. Cependant, selon ce média britannique, au bout de quelques années, un grand nombre de personnes se sont retournées contre ce programme, accusant la police d'abus de pouvoir. L'agence France Presse (AFP) a indiqué que depuis 2008, le secrétaire Beltrame avait, à plusieurs reprises, fait appel, en vain, à la seconde étape du programme UPP, qui prévoyait l'entrée des services sociaux dans les bidonvilles pacifiés, soulignant que la répression à elle seule n'était pas suffisante sur le long terme. En tout, cinq médias internationaux ont été cités par ce reportage d'*O Globo*, publié le 13 octobre 2016.

Le 14 octobre, le quotidien *carioca* publie une interview qui occupe une page entière – et qui a également bénéficié d'une place privilégiée dans la Une du journal – sous le format question-réponse avec Beltrame. En quittant ses fonctions, le secrétaire a lancé qu'il était nécessaire de réaffecter du personnel dans une partie des unités de police pacificatrice et révélé qu'il avait déjà reçu 51 menaces de mort. La grande photo qui illustre ce reportage montre Beltrame retirant le crucifix qu'il avait accroché à son mur au moment où il avait pris ses fonctions en 2007 ; la légende de l'image cite que ses tiroirs sont déjà tous vides. Pour ce qui est de l'analyse du projet de pacification conduit par Beltrame, l'extrait ci-dessous nous paraît intéressant :

Question : Quelle est votre évaluation sur les résultats des UPPs ?

Beltrame : Ce fut un gain extraordinaire pour Rio. Certains ont dit que les UPPs étaient en difficulté. L'objectif de l'UPP a été atteint. Elle a mis la lumière sur les zones qui étaient dominées par le crime et, d'une certaine manière, a assigné la municipalité, l'État, le pays, la société civile, à se rassembler pour sceller la paix. [...] La paix ne peut être réduite à des actions policières. L'UPP a appelé l'État à exercer son devoir.

Question: Elle l'a vraiment assigné ?

Beltrame : Oui, mais c'est resté sans suite.<sup>627</sup>

Pour la première fois, nous voyons Beltrame affirmer que l'objectif de l'UPP a été atteint. Pourtant, la réalité dans la ville de Rio à ce moment-là était marquée par des épisodes de violence, de confrontations, d'insécurité et d'abus de la part de la police. Comment, avec des chiffres, des statistiques et des reportages catastrophiques (et qui ne cessaient de circuler) le secrétaire de sécurité pouvait-il considérer que l'objectif de l'UPP avait été atteint ? Si, comme cela était annoncé lors du lancement du projet, l'UPP avait été créée pour rétablir la paix et garantir la citoyenneté des habitants des favelas, la réalité de Rio en 2016 était très loin de respecter ses promesses. De plus, comme nous l'avons observé, le pronostic ne paraissait pas favorable : le pays traversait une grave crise politique avec l'impeachment de Dilma Rousseff et l'État de Rio était en pleine crise

---

<sup>627</sup> Citation originale : Pergunta : Qual a sua avaliação sobre o resultado das UPPs ?

Beltrame : Foi um ganho extraordinário para o Rio. Algumas pessoas se manifestaram dizendo que as UPPs estão com problemas. O propósito da UPP foi cumprido. Ela descortinou áreas que estavam com o crime organizado e, de certa forma, intimou o município, o Estado, a União, a sociedade organizada, a se unirem para selar a paz. [...] a paz não pode ser resumida a ações policiais. A UPP intimou o Estado a exercer o seu dever.

Pergunta : Intimou ?

Beltrame : Sim, mas não aconteceu.

Publié par *O Globo*, le 14/10/2016, p. 11.

économique et financière. Quand le journaliste lui a demandé si l'UPP avait vraiment incité l'État à agir, Beltrame a affirmé qu'elle l'avait fait, mais que l'État n'avait pas répondu *présent*. Il nous semble alors évident que si le projet de pacification a été conçu comme une politique publique sécuritaire, si une partie du programme n'a pas été mis en place (ou n'a pas répondu *présent*, comme le dit Beltrame), la conclusion logique serait que cette politique est bien loin d'avoir atteint ses objectifs.

Afin de répondre à la question de savoir quelle forme pourrait revêtir une UPP idéale, Beltrame affirme que l'État devrait prendre des mesures sérieuses. Selon lui, il ne s'agit pas d'expulser les habitants des favelas, mais d'adopter une politique liée au logement. Il déclare : « **Le fait que la région soit pauvre ne signifie pas que ceux qui y vivent ont le droit de créer des troubles.** Pourquoi n'y a-t-il pas de gardes municipaux dans les UPP? (c'est nous qui soulignons)»<sup>628</sup>. Cette fois, la stratégie de Beltrame consiste à rejeter la faute sur la population vulnérable dont ce sont les membres qui créeraient des troubles. Ainsi, en suivant ce type de raisonnement, il faudrait davantage de lois et d'ordre dans les favelas. Les propos de Beltrame, qui évoquent très clairement le manque d'ordre dans les favelas, nous font penser à plusieurs recherches mentionnées dans la partie théorique de notre travail et tout d'abord, au mythe fondateur de la favela et au récit de la guerre de *Canudos*. Comme l'a souligné la chercheuse Licia Valladares, la favela a toujours été considérée comme un problème et représentait dès le début une espèce de danger pour l'ordre social. Deuxièmement, ils nous rappellent la définition de l'insécurité proposée par Sébastien Roché, selon laquelle celle-ci se fonde sur deux piliers : la préoccupation du maintien de l'ordre et la peur. C'est pourquoi le souci de l'ordre pourrait engendrer des demandes de politiques plus radicales du point de vue de la sécurité publique. Troisièmement ce type de phrase aide à corroborer la séparation *favela/asphalte, nous versus eux*, évoquée à plusieurs reprises dans ce travail et à maintenir une certaine distance entre, d'un côté, la partie « ordonnée » de la ville et, de l'autre, celle où c'est le « désordre » qui prévaut. Cette phrase démontre aussi, et le secrétaire l'a peut-être oublié, que le respect envers ces personnes fait également largement défaut.

Pour conclure, nous observons ainsi que la demande de démission du gouvernement formulée par Beltrame a été, d'une part, suivie et rapportée par les médias comme s'il s'agissait là d'une grande perte pour le projet de pacification – même si ce projet collectionnait déjà des chiffres catastrophiques liés à la violence – et, d'autre part, d'une opportunité saisie par Beltrame pour affirmer que, paradoxalement, il avait accompli sa mission.

---

<sup>628</sup> Citation originale : « O Estado tem que tomar providências sérias. Não é desalojar a favela, mas sim ter uma política correta de habitação. O fato de a área ser pobre não quer dizer que quem vive nela tenha direito a criar desordem. Porque não há guardas municipais nas UPPs ?, publié par *O Globo*, le 14/10/2016, p. 11.

## II.2 L'intervention militaire à Rio

L'intervention militaire dans l'État de Rio a commencé le 16 février 2018 et, selon les prévisions et les ajustements entre les sphères fédérales et l'État de Rio, elle allait durer jusqu'à la fin de l'année 2018. Ainsi, à la demande du gouverneur Luiz Fernando Pezão et selon la décision du président du Brésil Michel Temer, la sécurité publique à Rio de Janeiro et dans l'ensemble de l'État éponyme – en principe, de la compétence des administrations locales – a été placée sous tutelle fédérale. Cela veut dire que le gouverneur Pezão a accepté de renoncer au commandement de la Police Militaire et de la Police Civile, des sapeurs-pompiers et de l'administration pénitentiaire. C'est la raison pour laquelle, à partir de la signature de l'accord d'intervention, le responsable de la sécurité de l'État de Rio allait être le général Walter Souza Braga Neto et c'est pourquoi, jusqu'à la fin de cette année-là, les forces de l'ordre de l'État de Rio seraient sous le contrôle direct d'un général de l'armée. Il s'agit ainsi d'une véritable intervention militaire et, sans doute, d'une mesure qui inquiète une grande partie de la population et les militants des droits de l'homme. Ce fut une première depuis le retour de la démocratie au Brésil et la Constitution de 1988.

Il est certain que l'armée avait déjà participé à d'autres événements dans la ville de Rio, tels que les Jeux Olympiques en 2016, la visite du pape François en 2013, ainsi qu'au processus de pacification de certaines favelas. Cependant, c'est la première fois qu'une intervention fédérale concernant la sécurité publique de l'État fut mise en place à tous ces niveaux. Il ne s'agissait pas de dépanner le gouvernement ou les états pendant un événement particulier ou une intervention spécifique, c'était toute la sécurité de Rio qui devenait une affaire fédérale. Formellement, le décret utilisé pour valider l'intervention l'a justifiée en invoquant la nécessité de « mettre fin à cette situation de dégradation de l'ordre public » (troisième hypothèse prévue dans la constitution pour effectuer une intervention fédérale dans un État).

Le 17 février, cette intervention a constitué le principal sujet du journal *O Globo*, occupant presque la moitié de la Une et huit pages entières à l'intérieur du journal. Durant la cérémonie de signature, le président Michel Temer a reconnu qu'il s'agissait là d'une mesure certes « extrême » mais nécessaire, selon lui, pour le « rétablissement de l'ordre ». Il est déjà connu que dans ce type de politique, c'est la population la plus pauvre qui souffre le plus. Dans son article, la journaliste Flavia Oliveira attire l'attention du lecteur sur ce point en faisant une comparaison avec l'occupation militaire du *Complexo da Maré* lors de la tentative d'instauration d'une unité de police pacificatrice, qui n'a par la suite jamais été inaugurée. Elle écrit : « La situation des favelas est absolument préoccupante. L'action militaire dans les communautés populaires n'a jamais donné de bons résultats. Sous le gouvernement de Sérgio Cabral, à l'appui de la politique de l'UPP, l'armée a passé un an à *Maré*. On a gaspillé près de 600 millions de *reais*, ce qui n'a rien donné. Le risque de



violation des droits est très élevé »<sup>629</sup>. L'alerte a été lancée.

Quelques pages plus loin, il était affirmé dans un autre reportage que l'arrivée des militaires avait laissé les habitants de cette ville partagés entre louanges et critiques. Le président de l'association des habitants du quartier d'Ipanema, où le mètre carré est l'un des plus chers de l'État, soutient la décision de Temer. De l'autre côté, Betinho Casas Novas, l'un des directeurs du journal *Voz da Comunidade*, qui circule dans les favelas du *Complexo do Alemão*, avoue craindre que l'intervention ne fasse plus de victimes dans les favelas. Betinho analyse la situation en faisant référence aux promesses non tenues en termes de sécurité, santé et d'éducation lors de la mise en place des Unités de Police Pacificatrice. Il déclare : « Les favelas ont subi une intervention militaire depuis la mise en place des UPPs. Depuis 2013 et jusqu'à maintenant, ne serait-ce qu'à Complexo do Alemão, il y a eu 81 morts et 235 personnes blessées par balles. S'il y avait des interventions dans des domaines comme la santé et l'éducation, Rio ne serait pas comme ça »<sup>630</sup>.

Il a fallu attendre peu de temps pour découvrir le *modus operandi* de l'armée dans les favelas de Rio. Le 24 février, dans sa Une, *O Globo* a révélé que les militaires étaient en train de « fichier » toutes les personnes qui sortaient des favelas *Vila Kennedy*, *Vila Aliança* et *Coréia*. Lors d'une opération comptant plus de 3 000 individus, les hommes de l'armée prirent en photographie chaque habitant et les papiers d'identité de chacun d'entre eux. Les données recueillies furent envoyées à la Police Civile. Selon les experts, cette procédure militaire ne reposait sur aucune mesure de protection légale. Plusieurs avocats et institutions liés au droit de l'homme ont signalé que les fouilles et perquisitions « aveugles » (dénouées d'un objectif spécifique) ne sont pas prévues par la loi. À la fin du texte, le journal rapporta que deux jours plus tôt, un policier de l'UPP *Vila Kennedy* avait été assassiné dans le quartier de *Jacarepaguá*. Ce n'est donc pas la première fois qu'une opération policière/militaire se produisait en représailles des crimes commis contre des agents publics. Cependant, et cela nous paraît logique dans un État de Droits, un crime ne peut en justifier un autre.

À la même page, un autre reportage montrait les militaires en train de déboucher des canalisations dans des rues complètement inondées. Suite aux fortes pluies et à l'amoncellement d'ordures ménagères, dans de nombreux endroits, les déchets ont obstrué les canalisations, empêchant ainsi l'eau de pluie de s'écouler. *O Globo* souligne que cette situation déplorable n'est

---

<sup>629</sup> Citation originale : « É absolutamente preocupante a situação das favelas. Ação militar em comunidades populares nunca trouxe bons resultados. Durante o governo de Sérgio Cabral, como apoio à política das UPPs, o Exército ficou um ano na Maré. Torrou quase 600 milhões, que resultaram em nada. O risco de violação de direitos é altíssimo », publié par *O Globo*, le 17/02/2018, p. 12.

<sup>630</sup> Citation originale : « As favelas já sofrem intervenção militar desde a implementação das UPPs. De 2013 para cá, somente no Complexo do Alemão, houve 81 mortos e 235 baleados em tiroteios. Se houvesse intervenções em áreas como saúde e educação, o Rio não estaria assim », publié par *O Globo*, le 17/02/2018, p. 14.



pas du tout prise en charge dans la favela. Un habitant de 68 ans s'indigne en ces termes : « **Nous n'avons pas le minimum [pour survivre] et le gouvernement envoie seulement la police** » (c'est nous qui soulignons)<sup>631</sup>. Un autre habitant interviewé met en évidence la violence policière et résume la situation de la façon suivante : « **Pour eux [les policiers/les militaires], nous sommes tous des bandits** » (c'est nous qui soulignons)<sup>632</sup>. La négligence des pouvoirs publics, le manque d'accès aux droits fondamentaux et la répression des forces de l'ordre continuaient à être la seule facette que les habitants des favelas connaissaient d'une politique publique.

La faillite de l'UPP a également été abordée par le reportage. Dans son texte, le journal souligne l'espoir que les habitants avaient nourri à son encontre, pour ensuite évoquer la triste réalité lors du bilan :

Chez les habitants, le discours est le même : l'opération de l'intervention fédérale est la preuve de l'échec de l'UPP, inauguré en 2014. Tout le monde s'attendait à ce qu'après l'entrée permanente de la police pacificatrice, l'État soit plus présent. Ils rêvaient d'écoles, de crèches et d'unités de santé ; enfin, il y aurait de l'espoir pour les enfants. Ce que l'on a vu c'est la fermeture du village olympique et l'inauguration d'un bâtiment de cours SENAC<sup>633</sup> qui n'a toujours pas encore commencé à fonctionner.<sup>634</sup>

Ainsi, l'échec du projet de pacification apparaissait à plusieurs niveaux : dans le désespoir de constater que les promesses du début n'avaient pas été tenues, dans l'angoisse de s'apercevoir que l'avenir ne serait probablement pas différent du contexte d'alors et dans l'inquiétude d'observer que les conséquences de la faillite du projet de pacification devenaient déjà visibles. Concernant justement les UPPs, à la fin du mois de février, le général Braga Neto affirme que les unités seraient maintenues malgré les dysfonctionnements relevés par son équipe.

Cette intervention donne également lieu à un changement d'affectation, à savoir que le poste de secrétaire de la sécurité publique est confié au général Richard Nunes. Sa première interview a été publiée le 4 mars et *O Globo* lui a accordé la plus grande importance en la mentionnant en couverture. À cette occasion, Nunes souligne qu'aucun processus de pacification ne peut être basé sur l'expression militaire du pouvoir. Elle ne doit donc constituer qu'une partie de la solution : « Lorsqu'une occupation se limite à une action militaire, elle ne résout pas les causes du problème, mais ses effets. Les causes seront résolues aux niveaux économique, social et politique »<sup>635</sup>, affirme-t-il. C'est la raison pour laquelle, selon lui, l'une de ses missions les plus

<sup>631</sup> Citation originale : « Nós não temos o básico, e o governo só manda polícia », publié par *O Globo*, le 24/02/2018, p. 7.

<sup>632</sup> Citation originale : « Para eles, somos todos bandidos », publié par *O Globo*, le 24/02/2018, p. 7.

<sup>633</sup> Institution de référence en matière de cours professionnalisants.

<sup>634</sup> Citation originale : « Entre os moradores, o discurso é um só: a operação da intervenção federal é uma prova do fracasso da UPP, inaugurada em 2014. Todos esperavam que, após a entrada da PM de forma permanente, o Estado se faria mais presente. Sonhava-se com a construção de escolas, creches e unidades de saúde; finalmente haveria alguma esperança para as crianças. O que se viu, desde então, foi o fechamento da Vila Olímpica e a inauguração de um prédio de cursos do SENAC que ainda não começou a funcionar », publié par *O Globo*, le 24/02/2018, p. 7.

<sup>635</sup> Citation originale : « Quando uma ocupação se restringe à atuação militar, não resolve as causas do problema, mas

difficiles consistera à apporter des bénéfices sociaux dans les favelas – comme nous le savons, il s’agit toujours là de la grande promesse qui avait été faite et en même temps du plus grand échec du projet de pacification. En ce qui concerne les Unités de Police Pacificatrice, le nouveau secrétaire a affirmé qu’il allait renforcer les Unités dont les résultats étaient positifs. Voilà pourquoi, selon lui, l’armée devrait les consolider et veiller à ce qu’il n’y ait pas de revers. Ensuite, quand les taux de criminalité seraient maîtrisés, une action politique s’avérerait nécessaire nécessitant l’action des pouvoirs publics.

Il est intéressant de noter que le discours du général n’est ni plus ni moins que le discours prononcé, près de dix ans auparavant, lors du lancement du projet de pacification. La différence, cependant, est que dix ans plus tard, la population *carioca* sait déjà que ce projet n’a pas fonctionné et subit les conséquences de son fiasco en raison de l’intervention militaire elle-même et de la présence du général Nunes à la tête de la sécurité publique. Plutôt que de chercher les explications des échecs qui se sont produits en cours de route, d’assumer les erreurs du passé et de proposer des changements et de véritables stratégies de travail, l’on réitère à nouveau le même discours que celui qui avait été prononcé des années plus tôt avec simplement l’arrivée de certains nouveaux personnages.

Ce même jour, dans son article hebdomadaire, Caca Dieguez fait le parallèle entre les Unités de Police Pacificatrice et l’intervention militaire. Ses arguments, cependant, sont difficiles à comprendre. Il écrit en effet :

Le contraire de cette confiance dans le régime démocratique réside dans ceux qui, sans réflexion, diabolisent l’intervention militaire dans la sécurité de Rio. Cela ressemble à une répétition de tout ce qui a mis fin au projet UPP, un projet qui avait besoin du soutien de tous pour faire que le pouvoir public le complète avec l’accès à l’éducation, à la santé, au traitement des ordures, en escaladant les collines par les portes ouvertes par la sécurité. Au lieu de cela, les UPPs ont été traitées comme une occupation militaire des bidonvilles, comme on le fait maintenant avec l’intervention de l’armée.<sup>636</sup>

Sans doute, en analysant l’échec du projet de pacification, nous pouvons énumérer plusieurs raisons qui le justifient, mais le manque de soutien populaire ne nous paraît pas figurer parmi ces causes. Attribuer l’insuccès des UPPs au manque d’appui apporté à ce projet est une tentative infondée de fermer les yeux sur les graves problèmes qui ont accompagné la mise en place de la politique sécuritaire. À notre avis, cela constitue un acte lâche et cruel envers les habitants des favelas qui ont, pour la plupart, collaboré avec les policiers au début du projet et qui devront

---

os efeitos. As causas serão resolvidas nos planos econômico, social e político », publié par *O Globo*, le 04/03/2018, p. 9.  
<sup>636</sup> Citation originale : « O contrário dessa confiança no regime democrático está naqueles que, sem reflexão, demonizam a intervenção militar na segurança do Rio. Parece uma repetição de tudo que acabou com o projeto das UPPs, um projeto que precisava do apoio de todos para fazer com que o poder público o completasse com educação, saúde, saneamento, subindo os morros pelas portas abertas pela segurança. Em vez disso, as UPPs foram tratadas como uma ocupação militar das favelas, como agora fazem com a intervenção do exército », publié par *O Globo*, le 04/03/2018, p. 19.

désormais, sans la protection de la police, « régler leurs comptes » avec les trafiquants de drogue qui ont repris le pouvoir dans divers bidonvilles.

### II.3 La fermeture de plusieurs Unités de Police Pacificatrice

L'incertitude concernant la continuité du projet de pacification a commencé à envahir les esprits de la population *carioca* à partir de la démission de Beltrame et de la nomination du nouveau secrétaire, Roberto Sa. Dès ses tout débuts à la tête de la politique sécuritaire de Rio, Sa indiquait que des changements devraient être apportés au projet de pacification. Le 12 octobre 2016, dans le reportage qui traitait de son arrivée au poste de secrétaire, *O Globo* annonçait : « Le programme de pacification devrait subir une série d'ajustements. Le nouveau secrétaire le gardera, mais certains disent que son plus grand défi sera de trouver des ressources pour le développer »<sup>637</sup>. Ainsi, aussi bien Roberto Sa que le gouverneur Pezão s'efforçaient de garantir, dans leurs discours, la sauvegarde et la poursuite du projet de pacification, mais sans qu'aucun d'eux n'explique comment cela serait possible étant donné la grave crise financière que connaissait l'État de Rio. Justement, le lendemain, selon un autre reportage, Pezão ne savait pas encore si les salaires du mois de décembre des policiers seraient honorés correctement. Ce même jour, le député et président de l'Assemblée législative de Rio de Janeiro, Jorge Picciani, plaide pour la réduction du nombre d'UPPs. Selon lui, ce programme doit en effet être revu à la baisse en raison de la grave crise à laquelle l'État est confronté. L'une des suggestions était de réduire de moitié le nombre des Unités de Police Pacificatrice – à l'époque, il y en avait 38 dans la région métropolitaine de Rio. Picciani expose son raisonnement de la manière suivante :

Je ne vois pas de crise dans le domaine de la sécurité avec le départ de Beltrame. Ce qui manque, ce sont des conditions réelles pour que l'État maintienne un modèle (UPP) comme prévu. Donc, nous devons le réviser, le diminuer. Nous devons l'améliorer, ne serait-ce que partiellement, afin de ne pas perdre ce qui a déjà été fait. [...] Le projet prenait en compte la croissance du matériel humain (formation de nouveaux policiers) et la maintenance des équipements. Dans l'état actuel, cela n'est plus possible.<sup>638</sup>

Ainsi, l'avenir du programme de pacification était en suspens et l'idée d'une impossibilité de développement – voire poursuite – perçait dans le débat public même si les discours des autorités tentaient de l'éviter. Le départ de Beltrame, l'augmentation de la violence, la dégradation des relations entre les habitants des favelas et les policiers ainsi que la détresse économique de l'État de

---

<sup>637</sup> Citation originale : « O programa de pacificação deverá passar por uma série de ajustes. O novo secretário o manterá, mas há quem diga que seu maior desafio será conseguir recursos para ampliá-lo », publié par *O Globo*, le 12/10/2016, p. 10.

<sup>638</sup> Citation originale : « Eu não vejo uma crise na área de segurança com a saída de Beltrame. O que falta são condições reais de o Estado manter um modelo (de UPP) como estava programado. Então, é preciso revisá-lo, diminuí-lo. Precisamos aperfeiçoá-lo, ainda que parcialmente, para não se perder o que já foi feito. » « O projeto levava em conta o crescimento do material humano (formação de novos PMs) e a manutenção de equipamentos. No Estado na atual situação, isso já não é mais possível », publié par *O Globo*, le 13/10/2016, p. 11.

Rio étaient les principaux composants de cette méfiance envers le futur de la « pacification ». Le 14 octobre, Pezão réaffirme que le gouvernement ferait son possible pour maintenir le projet : « Nous ferons un effort pour maintenir le programme, le manque d'argent est un problème dans tout le Brésil. Je ne peux pas, comme le gouvernement fédéral, imprimer de la monnaie. Nous ne sommes pas en mesure d'élargir les UPPs, mais nous conserverons celles qui existent »<sup>639</sup>.

Quelques jours plus tard, au lendemain de sa prise de fonction, Roberto Sa rejoint le discours de Pezão en affirmant : « Oui, les UPPs restent et avec une vision beaucoup plus approfondie. Parce que la société veut le projet. Des ajustements seront effectués en fonction des indicateurs de criminalité »<sup>640</sup>. Le lendemain, il essaie à nouveau de rassurer la population et garantit que, malgré les difficultés financières, il n'avait pas l'intention de supprimer les UPPs. De plus, Sa a déclaré que l'État n'avait pas abandonné le projet d'installer d'autres Unités de Police Pacificatrice à Niteroi, São Gonçalo, Chatuba et Maré, mais il a souligné que cela ne se produirait pas très rapidement. Afin d'améliorer l'organisation et la performance de ce programme, le secrétaire a également indiqué qu'il allait créer une commission de suivi des UPPs.

À ce stade, nous observons que la crise du projet de pacification était presque exclusivement abordée en étant associée au contexte de la crise financière de l'État de Rio. En réalité, à chaque fois que les échecs de la pacification ou l'incertitude concernant la poursuite (ou non) du programme étaient mentionnés, la question du manque d'argent surgissait comme *la* cause principale. De ce fait, les promesses non tenues ou les mauvaises attitudes des policiers – thématiques qui ont été davantage abordées et relayées, en particulier à partir de 2013 – n'apparaissaient pas comme l'une des raisons du probable échec du projet. Selon la plupart des récits médiatiques, il semblait que la crise du projet de pacification était exclusivement économique. Ainsi, les problèmes qui existaient depuis la conception du programme demeuraient ignorés.

En février 2018, *O Globo* rapporte que le commandement de la police militaire avait suggéré la fermeture de 18 UPPs sur les 38 existantes. Cette proposition a été discutée lors d'un séminaire portant sur les objectifs pour l'année 2018 appelé « L'avenir commence aujourd'hui : les actions de la police militaire 2018 ». Le quotidien souligne alors que Rio comptait 38 UPPs, dont plusieurs fonctionnaient mal. La suppression des Unités de Police Pacificatrice devait mobiliser le personnel sur d'autres activités centrales telles que les patrouilles dans les rues pour mettre fin à la violence. Tout au long de ce séminaire la diminution du nombre des UPPs a été évoquée (et cette

---

<sup>639</sup> Citation originale : « Vamos fazer um esforço para manter o programa, a falta de dinheiro é um problema do Brasil todo. Não posso, como o governo federal, imprimir moedas. Não estamos em condições de expandir as UPPs, mas vamos manter as que existem », publié par *O Globo*, le 14/10/2016, p. 12.

<sup>640</sup> Citation originale : « As UPPs permanecem, sim, com um olhar muito mais atento. Porque a sociedade deseja o projeto. Os ajustes serão feitos de acordo com os indicadores de criminalidade », publié par *O Globo*, le 18/10/2016, p. 15.

idée défendue). Le commandant en chef de la police militaire, Wolner Dias, a déclaré :

Ce n'est pas que 'nous mettrons fin aux UPPs'. Cependant, il existe une étude technique pour mesurer l'impact et la faisabilité de la réduction du nombre d'Unités [...] Cidade De Deus, par exemple, doit être évaluée. A cause du nombre de confrontations et en tenant compte du nombre de personnes que nous avons là-bas. A Rocinha, le décor a changé depuis septembre de l'année dernière. Mais pouvons-nous fermer aujourd'hui l'UPP de Rocinha? Absolument pas. Ce dont nous avons besoin c'est d'augmenter l'effectif.<sup>641</sup>

Ainsi, il semblerait que l'idée de la réduction du nombre d'Unités de Police Pacificatrice, en 2018, fasse effectivement de plus en plus son chemin au sein même de la police et du gouvernement. Le gouverneur Luiz Fernando Pezão lui-même, avait participé au séminaire lors duquel cette proposition avait été évoquée à plusieurs reprises et selon différents scénarios. Une autre question importante qu'il convient de se poser consisterait à savoir pourquoi l'UPP de *Rocinha*, située dans la zone sud de Rio, ne doit pas disparaître, à l'inverse de l'unité de *Cidade de Deus*. Comme nous l'avons vu, ces deux favelas ont été le théâtre de divers incidents et confrontations, ces dernières années. Cependant, l'une se trouve dans la zone sud de Rio, entre deux quartiers chics et l'autre dans la zone ouest, donc plus éloignée de l'élite *carioca*.

Un mois plus tard, le discours change. Dans le reportage d'*O Globo* publié le 19 mars 2018, il est affirmé que la direction de la police militaire voulait fermer l'UPP de *Rocinha* et installer un bataillon dans la communauté, idée qui reposait sur une étude menée en 2017 par une commission d'officiers ayant conclu, au bout de trois mois de recherches, que l'UPP de la favela n'était plus en mesure d'atteindre son objectif principal, à savoir patrouiller avec le soutien des résidents de *Rocinha*. Selon cette étude, les policiers de l'UPP ne pouvaient en effet circuler que dans 49% de *Rocinha*. La fermeture de l'unité ne dépendait que de l'approbation du secrétaire de la sécurité publique, qui avait déjà donné auparavant son feu vert pour réduire le programme de pacification. Même si le changement de *Rocinha* est considéré comme une priorité, le reportage d'*O Globo* affirme que la police militaire analyse également la possibilité de demander au secrétaire la suppression, à court terme, de dix autres UPPs : *Batan, Caju, Camarista, Cidade de Deus, Coroa-Fallet, Prazeres, Complexo do Lins, São Carlos e São João*, ayant toutes obtenu une mauvaise évaluation, lors de l'enquête réalisée en 2017.

Le 27 avril, la décision tombe : en se basant toujours sur l'étude de 2017, le bureau d'intervention militaire a décidé de fermer 12 Unités de Police Pacificatrice et d'en faire fusionner sept. Les 12 UPPs qui ont été supprimées sont : *Batan, Vila Kennedy* (où la fermeture a déjà eu

---

<sup>641</sup> Citation originale : « Não é 'vamos acabar com as UPPs'. Porém, existe sim um estudo técnico para medir o impacto e a viabilidade de se reduzir o número de UPPs [...] A Cidade De Deus, por exemplo, tem que ser avaliada. Pelo número de confrontos, e levando em conta o efetivo que nós temos lá. Na rocinha, o cenário mudou desde setembro do ano passado. Mas nós podemos acabar hoje com a UPP da Rocinha ? De forma nenhuma. O que precisamos lá é aumentar o efetivo », publié par *O Globo*, le 02/02/2018, p. 9.

lieu), *Rocinha*, *Caju*, *Camarista Méier*, *Cidade de Deus*, *Coroa-Fallet-Fogueteiro*, *Prazeres*, *Complexo do Lins*, *São Carlos*, *São João* et *Mangueirinha*. Dans les unités qui seront absorbées, leurs structures continueront à exister dans les favelas, mais ce sont les policiers des UPPs voisines qui seront chargées de patrouiller. Tel est le cas, par exemple, de l'UPP du *Cerro Corá*, qui sera rattachée à celle de *Dona Marta*, ainsi que de celles du *Complexo do Alemão* et du *Complexo da Penha*, qui seront elles aussi unifiées.

Le lendemain, presque comme pour marquer un point final d'une histoire qui avait commencé depuis plusieurs années, *O Globo* titre son reportage ainsi : « **La fin d'un cycle** » (c'est nous qui soulignons)<sup>642</sup>. Les premiers mots du texte sont les paroles prononcées par le ministre de la Sécurité Publique, Raul Jungmann : « **Personne ne ferme l'UPP parce qu'il le veut. Ont-elles réellement atteint leurs objectifs? Soyons réalistes : ce n'était pas le cas** » (c'est nous qui soulignons)<sup>643</sup>. Selon les autorités, le programme de pacification sera modifié pour permettre de renforcer les patrouilles de rue.

Il est intéressant d'observer d'office qu'à travers cette affirmation, le gouvernement laisse entendre que ce qui pose problème, c'est la violence qui se passe *sur l'asphalte*. Même si les chiffres répertoriant les cas de morts et de fusillades ne cessent d'augmenter dans les favelas de la ville, la fermeture des UPPs pourra promouvoir la présence de davantage de policiers dans les rues situées en bas des favelas, occupées par les classes moyennes et aisées. C'est l'argument exposé par les autorités. Jungmann promet aussi de maintenir tous les projets sociaux mis en œuvre grâce aux UPPs ainsi que leurs structures physiques (y compris dans les favelas où les Unités cesseront d'exister). À l'heure actuelle, le ministre a rejeté la possibilité de fermer d'autres UPPs et souligné que, éventuellement, la « pacification » pourrait à nouveau être élargie – il suffirait pour cela de faire preuve d'efficacité.

Concernant l'évident échec de ce projet, étant donné la fermeture de plusieurs unités, le ministre a attribué la réduction du programme à deux aspects : le manque de ressources pour le maintenir et l'absence de politiques sociales prévues pour accompagner les déploiements des forces des UPPs. Concernant cette décision, il est affirmé dans le reportage d'*O Globo* que la perspective d'un changement divise les spécialistes. Ignacio Cano a souligné qu'il pourrait engendrer une intensification des actions des trafiquants de drogue, y compris des représailles contre les résidents qui avaient soutenu ce projet au début. Il a également insisté sur l'idée que l'intervention fédérale ne durerait que quelques mois à Rio, mais que les conséquences des décisions prises pourraient s'étendre sur une longue période. Encore une fois, et comme nous l'avons souligné tout au long de

---

<sup>642</sup> Titre original : « Fim de um ciclo », publié par *O Globo*, le 28/04/2018, p. 8.

<sup>643</sup> Citation originale : « ninguém fecha UPP porque quer. Elas estavam de fato cumprindo seus objetivos ? Vamos ser realistas : não estavam », publié par *O Globo*, le 28/04/2018, p. 8.



cette thèse, le prix à payer serait certainement plus cher là où se trouvent les plus démunis.

A côté du reportage, *O Globo* a également publié un petit box éditorial où l'on peut lire l'opinion suivante : « **Compte tenu du démantèlement actuel du projet, c'est vraiment la meilleure alternative.** Cela ne signifie pas de cesser d'assurer la sécurité dans ces zones. Les UPPs restantes devraient être améliorées. **Le projet de police de proximité est trop important pour ne pas être poursuivi** » (c'est nous qui soulignons)<sup>644</sup>. Ces phrases pleines d'espoir, laissent supposer que les journalistes de ce quotidien ont du mal à admettre que le projet de la police pacificatrice ne fait plus partie des politiques prioritaires du gouvernement et serait en train de disparaître, même si le discours officiel ne l'avoue pas clairement.

### III. Conclusion du chapitre ou, finalement, que signifie le cadre « UPP : une voie qui peut déraper » ?

A la différence des autres chapitres qui composent notre partie d'analyse, cette troisième phase de notre corpus a été étudiée en suivant plus fidèlement l'ordre chronologique des événements. Ce choix découlait de deux raisons : premièrement, parce que procéder ainsi nous permettrait d'exposer de façon plus claire la manière dont le sentiment de peur et la vague de violence ont envahi la vie et le quotidien des *cariocas*. Par conséquent, cette organisation séquentielle de notre texte nous est utile pour démontrer comment le projet de pacification a été de plus en plus discrédité au fur et à mesure que le temps passait, jusqu'à l'annonce de la fermeture de plusieurs unités.

Deuxièmement, à travers cette démarche nous arrivons à percevoir la récurrence de différents faits, pendant ces deux années que nous avons étudiés, en modifiant seulement les personnages et les lieux des événements, c'est-à-dire les noms des victimes et des favelas. Nous pensons, par exemple, aux divers incidents qui ont été rapportés signalant des épisodes de « balles perdues », des fusillades en pleine journée et, plus sérieusement encore, aux indices liant des opérations policières à des stratégies de vengeance ayant fait suite à la mort de policiers. Tel fut le cas, comme nous l'avons vu, respectivement dans les interventions à *Cidade de Deus*, à *Rocinha* et à *Vila Kennedy*.

Ainsi, l'augmentation graduelle du sentiment de peur et d'insécurité chez les citoyens, que nous avons mise en exergue dans ce chapitre, est un élément fondamental pour comprendre la décadence du projet de pacification et vice versa. À nouveau, de même que dans d'autres parties de

---

<sup>644</sup> Citation originale : « Considerando o atual desmantelamento do projeto, esta é mesmo a melhor alternativa. O que não significa deixar de prestar segurança nessas áreas. Espera-se que as UPPs restantes sejam aprimoradas. O projeto de uma polícia de proximidade é importante demais para que não seja levado adiante », publié par *O Globo*, le 28/04/2018, p. 8.



ce travail, nous observons la relation de réciprocité qui existe entre deux composantes : en même temps que l'accroissement de la violence et de la sensation de peur et d'insécurité corroborent l'idée que la politique de pacification a échoué, le fiasco de ce projet de pacification contribue à l'aggravement de la crise sécuritaire à Rio. L'interférence réciproque entre ces deux constats pourrait ainsi se résumer de la façon suivante : plus il y a de violence, moins il y a de pacification ; moins il y a de pacification, plus il y a de violence et de peur.

De plus, comme l'a expliqué Sébastien Roché que nous avons cité dans notre partie théorique, le sentiment d'insécurité est un processus de lecture du monde capable d'éveiller d'autres sentiments. C'est la raison pour laquelle, et d'une façon assez rapide, l'enthousiasme découlant de la création des Unités de Police Pacificatrice qui a marqué le début du projet s'est transformé en peur de l'autre quand la pacification a montré des signes de décadence. L'autre, a rapidement renoué avec les caractéristiques qu'il avait toujours eues depuis des siècles d'histoire au Brésil, plus ou moins explicitement selon les époques : d'un homme pauvre et noir qui représente une menace. Avec l'échec du projet de pacification, le sujet menaçant, comme nous l'avons vu, colle à nouveau avec force à l'image des habitants des favelas. De ce fait, la leçon qui paraît émerger serait que, encore une fois, si « la paix » ne peut être assurée à tout le monde, il faut tout du moins la rendre plus palpable dans les quartiers riches de la ville. En fin de compte, la violence à la favela n'est pas une nouveauté.

Ainsi, en même temps que nous observons la dégradation du projet de pacification, il est également possible de noter le développement de plus en plus prononcé d'un discours qui en appelle à l'ordre, à la punition et à la prise de mesures politiques qui suivent cette même direction. Si garantir la paix dans les milieux les plus défavorisés ne semblait pas possible à cette époque, il fallait tout du moins trouver une manière de garantir la tranquillité de la population la plus aisée, celle dont les demandes ont toujours été entendues en priorité.

C'est l'une des explications du fait que des reportages comme celui publié le 11 mars 2018 aient à nouveau émergé. Le titre de l'un d'eux résume parfaitement la situation : « *3 000 fusillades dans des zones avec UPPs* »<sup>645</sup>. Selon ce texte, en un peu plus d'un an, il y a eu, en moyenne, 150 affrontements par mois dans les zones possédant des UPPs. Les rapports publiés par l'ISP (L'institut de sécurité publique), qui ont été dévoilés seulement en juin 2016, décrivent un scénario sombre. Entre 2015 et juin de l'année suivante, il y a eu 163 homicides intentionnels et 76 résultant d'une intervention policière au sein des communautés dites pacifiées, ce qui correspond en tout à 239 décès, et donc en moyenne à 13 meurtres par mois. Bien que l'ISP ne dispose pas de données solides sur lesquelles s'appuyer concernant ce qui s'est passé à partir de juillet 2016, les chiffres de

---

<sup>645</sup> Titre original : « Três mil tiroteios nas UPPs », publié par *O Globo*, le 11/03/2018, p. 11.

l'application mobile et gratuite « *Fogo Cruzado* »<sup>646</sup> indiquent une aggravation de la situation. Entre juillet 2016 et la fin 2017, 328 décès ont en effet été enregistrés lors des affrontements dans les favelas pacifiées.

À ce moment-là, la fragilité des bâtiments qui servaient de sièges aux UPPs, ajoutée à la réduction du nombre de policiers et à la précarité des véhicules et des armes, révèle l'état d'abandon de ce projet qui, pendant près d'une décennie, a été la principale politique de Sécurité de Rio. Ainsi, et cela pourrait être considéré comme le côté pervers du système, les policiers qui restaient pour travailler dans les Unités de Police Pacificatrice étaient eux aussi victimes dès lors qu'ils ne possédaient pas les conditions minimales nécessaires pour exercer leur travail. En généralisant certainement de manière très grossière la situation, nous pouvons toutefois proposer une réflexion pertinente, à savoir que ces policiers sont de pauvres jeunes abandonnés par l'État qui sont en train de tuer d'autres jeunes gens pauvres également abandonnés par l'État.

À nouveau, nous faisons appel au reportage publié le 2 octobre 2016 mentionné au début de ce chapitre car il révèle une information intéressante, à savoir que la vie d'un grand nombre de policiers a baigné dans la violence et la peur depuis leur plus jeune âge. Le journal nous informe en effet que « 32% [des policiers] ont eu une personne proche assassinée pendant leur enfance ou l'adolescence, tandis que 18% disent avoir été témoins d'un homicide. Un policier sur quatre entendait constamment des coups de feu étant enfant, 20% craignaient d'être assassinés »<sup>647</sup>. Ces renseignements ne sont, nous semble-t-il, pas anodins. Il semblerait que le fait d'avoir côtoyé de si près des scènes ou des situations de violence, de décès, ou marquées par un grand risque, constitue un dénominateur commun, si nous regardons une partie considérable des hommes et des femmes policiers. Cela nous aide à supposer également que ces policiers sont originaires de milieux populaires ou défavorisés et que la violence présente dans leur quotidien actuel ne semble pas être une nouveauté pour eux.

Enfin, les événements que nous avons choisi d'étudier plus profondément dans cette troisième partie, c'est-à-dire l'augmentation de la sensation de peur et d'insécurité dans la ville, la démission de José Mariano Beltrame, le début de l'intervention fédérale et la décision de fermer plusieurs Unités de Police Pacificatrice, nous paraissent ainsi constituer des composantes importantes dans cette partie du récit portant sur les UPPs. Comme nous l'avons abordé au début de cette conclusion, l'augmentation du sentiment de peur en ville et de la vague de violence nous amène à tourner notre regard vers ceux qui sont considérés comme des criminels potentiels, des

---

<sup>646</sup> *Fogo Cruzado* est une application sur internet qui dispose d'alertes en temps réel sur les tirs / fusillades dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro afin de protéger la population la plus vulnérable.

<sup>647</sup> Citation originale : « 32 % tiveram uma pessoa próxima assassinada na infância e na adolescência, enquanto 18 % dizem ter presenciado um homicídio. A cada 4 policiais, 1 escutava tiros constantemente quando menino, 20 % temiam ser assassinados », publié par *O Globo*, le 02/10/2016, p. 40.

menaces pour notre société. Cela a également des répercussions sur les demandes visant « le rétablissement de l'ordre » faites par cette même société. Ici, l'intervention militaire nous paraît être une décision significative. Normalement, l'armée a été formée pour agir dans des situations extrêmes, de guerre. Les hommes de l'armée ne sont pas des policiers et ne possèdent pas les formations adéquates pour agir en ville. En théorie, l'armée et la force militaire existent pour combattre un ennemi. Dans le cas de l'intervention définitive de l'armée dans les favelas en 2018, le problème réside précisément dans cette spécificité : avec l'intervention militaire dans les favelas, l'ennemi est l'habitant des favelas lui-même.

Le départ de Beltrame s'avère lui aussi symbolique. C'est le père des UPPs qui décide de quitter le gouvernement à un moment délicat, alors que les statistiques concernant la violence atteignent des niveaux très hauts et que les scandales de corruption impliquant l'ancien gouverneur Sérgio Cabral et plusieurs personnes de son équipe sont récurrents. Lors de sa démission, Beltrame affirme que le projet de pacification a rempli sa mission. Cela dit, et si nous poussons un peu la réflexion, il laisse également entendre que l'objectif des UPPs n'était pas véritablement d'améliorer les conditions de vie dans les favelas, mais plus probablement d'assurer la sécurité à Rio pour les événements sportifs de 2014 et 2016. Peu après la fin des Jeux Olympiques, quand tout a fini par « fonctionner » et que les JO ont été considérés comme une réussite au niveau sécuritaire, Beltrame a quitté le gouvernement en disant qu'il avait exécuté sa part du travail.

Cette période 2016-2018 est également marquée par d'autres épisodes d'extrême importance dans l'histoire de Rio et du Brésil qui ont été mentionnés dans ce travail mais qui n'ont pas pu être analysés avec attention. Nous pensons principalement à l'assassinat de Marielle Franco, en mars 2018, et à l'emprisonnement de l'ex-gouverneur de Rio, Sérgio Cabral, en novembre 2016. Même si ces événements ont, d'une manière ou d'une autre, un fort lien avec le projet de pacification – étant donné que Cabral était le « créateur » de la politique et Marielle une femme de gauche, membre du Conseil municipal de Rio de Janeiro, née dans la favela *Maré* qui formulait de sévères critiques à l'encontre de l'intervention militaire –, les reportages qui traitent de chacun de ces épisodes ne font pas partie de notre corpus, composé pour sa part de textes médiatiques centrés sur les Unités de Police Pacificatrice. Ceci dit, il est évident que l'analyse des récits médiatiques se focalisant sur ces deux épisodes pourrait fortement contribuer à une compréhension plus élargie de la vie politique de Rio de Janeiro et de ses stratégies sécuritaires. En réalité, leurs analyses mériteraient sans doute une place centrale dans un travail académique et nous pensons tout spécialement à l'assassinat de Marielle Franco.

Comme nous l'avons déjà mentionné, Marielle avait été le cinquième candidat à avoir recueilli le plus de suffrages sur l'ensemble de la ville et a été élue conseillère à la Chambre

municipale de la ville de Rio de Janeiro en 2016, année de sa première candidature. Son mandat et ses idées se caractérisaient et se différenciaient par le fait qu'elle avait réussi à penser à la ville en adoptant le point de vue des plus pauvres. Son histoire, de même que celle de tant d'autres habitants des favelas, a été marquée par la violence policière. Son militantisme en faveur des droits de l'homme et contre les actions violentes dans les favelas a en effet commencé à la suite de la mort de l'une de ses amies, victime d'une balle perdue lors d'une fusillade impliquant la police et les trafiquants de drogue dans le *Complexo da Maré*, où Marielle était née. Depuis, elle avait ardemment milité contre les violences policières et les milices dans les zones défavorisées de la ville et son mémoire de master avait pour thème le projet UPP. En mars 2019, soit un an après le crime, le parquet de Rio de Janeiro annonce avoir arrêté deux anciens membres de la police militaire, Ronie Lessa et Elcio Vieira de Queiroz soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat de Marielle. Au-delà de l'arrestation des tueurs présumés, la question de l'identité du ou des commanditaire(s) de l'assassinat politique demeure posée. Qui a ordonné de tuer Marielle ?

Pour conclure, ce qui mériterait d'être souligné à nouveau quand nous pensons à la troisième phase de notre corpus est le lien qui est fait presque automatiquement entre la dégradation du projet de pacification et les problèmes économiques de l'état de Rio. Dans plusieurs reportages que nous avons étudiés dans le cadre de ce travail, la relation entre le manque d'argent et la fin imminente du projet demeurent la seule possibilité d'interprétation. De cette façon, la crise financière apparaît presque comme l'unique cause du démantèlement de ce projet et tous les autres facteurs qui le composent et qui doivent être également évalués demeurent ignorés.

En lisant les textes journalistiques, il semblerait que la faillite du projet UPP se résumerait à des questions économiques tandis que, comme nous l'avons vu au fil de ce travail, d'autres éléments ont quant à eux été négligés pendant la création et le développement du programme de pacification, y compris l'absence, et ce dès le début, d'une annonce et d'un plan de financement qui aurait pu servir de base pour sa mise en place en garantissant sa durabilité. Même si, certainement, la crise financière a eu un très profond effet négatif sur le projet de pacification, il existait déjà – et depuis le début – un manque de transparence de la part de ses gestionnaires, en plus d'autres problèmes fort complexes et intrinsèques au fonctionnement de la police qui, à notre avis, n'ont pas été correctement examinés.

De plus, pour une politique qui promettait de rétablir et de garantir la citoyenneté aux plus démunis, le fait que seule la présence policière ait été perçue dans la vie quotidienne des favelas, ce presque depuis le lancement du projet, nous semble extrêmement emblématique. Cela dévoile en réalité qu'il n'avait jamais été question de citoyenneté ni d'amélioration effective des conditions de vie des habitants des bidonvilles. Si nous reprenons l'enseignement de Simmel sur la double

position du pauvre et sur l'observation que les notions de présent et absent entrent toujours en ligne de compte quand il s'agit d'étudier la pauvreté, force est pour nous de reconnaître la pertinence du travail de Simmel dans ce chapitre final de notre recherche. Les problèmes et les luttes dans lesquelles s'engagent les populations des favelas et les citoyens en général autour de ces lieux (aussi bien en terme du combat à la criminalité que d'engagement en faveur de progrès sociaux) ont été mis en lumière pendant un certain temps – au moment où le Brésil et la ville de Rio étaient eux aussi en vogue surtout grâce aux événements sportifs. Peu de temps après cependant ceux-ci sont trouvés de nouveau occultés avec force et rapidité.

## Conclusion

« Tout fourgon de police a quelque chose d'un navire négrier »  
*Todo camburão tem um pouco de navio negreiro, O Rappa*<sup>648</sup>

Au cours de ce travail nous avons analysé les récits médiatiques qui traitent des Unités de Police Pacificatrices publiés dans le quotidien *O Globo* à travers une coupure temporelle qui nous a permis de concentrer notre regard sur certains événements clés et certaines périodes importantes liées à ce projet. Nous avons réalisé ce travail, comme cela a été souligné à plusieurs reprises et dans différentes parties de la recherche, en prenant en compte avec une attention particulière tous les aspects relationnels d'une situation et les relations de réciprocité qui y sont associées.

À travers cette recherche, nous avons essayé d'appréhender le domaine de la communication en mettant en lumière l'activité de compréhension réciproque qu'il rend possible. Ainsi, il a été question d'examiner les médias en tant que sphère de la société en dialogue avec les autres sphères qui la compose et qui serait susceptible de modifier la façon dont nous concevons les pratiques sociales, et donc la société en elle-même. Dans un régime démocratique, les médias assurent la circulation des opinions et contribuent, ainsi, au débat politique. Ici, il a été question d'analyser la manière dont les discours sur l'insécurité, la peur et la violence deviennent présents dans la réalité *carioca* par le biais des reportages d'*O Globo* qui traitent des UPPs.

Si nous nous penchons spécifiquement sur notre objet, nous observons que dans le discours gouvernemental et médiatique, en pratique, les UPPs correspondaient à l'installation de bureaux de police dans les zones soumises au contrôle des groupes criminels armés, afin de garantir en théorie le plein état de droit dans tous les territoires, c'est-à-dire pour tous leurs habitants. Ces nouvelles unités de police agiraient en respectant pleinement les droits de la population locale, puisqu'elles auraient été créées à cet effet et, pour cette raison, celles-ci adopteraient des méthodes propres à une police de proximité. Il est intéressant d'observer que dès le début de la « pacification », et même jusqu'à son évidente décadence, une grande partie des récits d'*O Globo* insistait pour considérer les Unités de Police Pacificatrices comme cette nouvelle police, proche des citoyens et des habitants des favelas. Au moment où ce projet a commencé à périlcliter et dès lors que ses failles se sont vues exposées de manière de plus en plus récurrente, les reportages du quotidien en sont venus à faire plus souvent référence au passé, sur un ton nostalgique, pour réaffirmer que les unités de police pacificatrices avaient, un jour, représenté un symbole réel de la

---

<sup>648</sup> Citation originale : « Todo camburão tem um pouco de navio negreiro ». Composition de Marcelo Falcao Custodio / Marcelo De Campos Lobato / Nelson Meirelles De Oliveira Santos / Marcelo Fontes Do Nascimento Viana De Santana / Alexandre Monte De Menezes .

pacification et de la bonne convivialité entre la police et les résidents des favelas. De plus, selon ces discours, les UPPs s'accompagneraient de la mise en œuvre d'un ensemble de politiques publiques permettant à l'État de remplir sa mission dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'environnement, le traitement des eaux usées, les infrastructures, les loisirs, etc. – promesse qui malheureusement, et comme nous avons pu le constater, n'a jamais fait partie des priorités du projet. Ainsi, en répondant à notre première hypothèse, il nous semble que la manière suivant laquelle *O Globo* a mis en récit la trajectoire du projet de pacification a joué un rôle dans le processus de légitimation et consolidation d'une telle politique.

En même temps, dans ce travail, d'autres questionnements ont émergé sur l'histoire et la trajectoire du Brésil, la pauvreté, les inégalités qui marquent ce pays, l'insécurité et la peur qui caractérisent Rio de Janeiro et sa géographie spécifique qui fait que les favelas sont éparpillées dans toutes les zones de la ville. Sans doute, la pensée de Simmel et son travail sur la pauvreté nous ont servi d'important point de départ pour réfléchir sur la question des favelas et sur le mode de fonctionnement de la société brésilienne. Au début de notre thèse, par exemple, nous nous sommes interrogée sur la question de la malléabilité de la figure du pauvre décrite par Simmel en nous proposant d'observer si ces caractéristiques pouvaient s'appliquer dans les récits médiatiques qui composent notre corpus.

En guise de résultat de notre analyse, nous pensons que la réponse à cette interrogation serait affirmative. En réalité, nous avons pu constater que, si au moment du lancement de ce projet, les habitants des favelas étaient majoritairement décrits comme des demandeurs de citoyenneté, des victimes de l'absence du pouvoir public, au fur et à mesure que ce projet s'est dégradé, la façon dont ils sont caractérisés dans les reportages a changé. À partir de ce moment-là, les habitants des favelas sont plutôt représentés comme une population qui souffre, bien sûr, mais qui est aussi victime d'individus malveillants et des trafiquants de drogue régentant ces zones. La responsabilité de l'État a été presque résorbée et ces pauvres *favelados* en viennent à être seulement identifiés comme la population qui paie le prix le plus élevé dans une guerre pour la « paix ». Ils ne seraient plus des citoyens qui demandent à avoir accès aux droits fondamentaux pour la vie, ils sont (pour ceux qui y parviennent) des survivants. L'une des hypothèses de ce travail consistait, en effet, à mettre en lumière le fait que les récits d'*O Globo* pourraient favoriser la compréhension de la réalité *carioca*, surtout celle liée à la violence, de manière manichéenne (suivant l'opposition du noir et du blanc, du bon contre le méchant), avec une tendance à négliger les causes sociales, économiques et politiques des problèmes publics.

En même temps, le lecteur pourra se demander pourquoi la réflexion de Simmel s'avère si importante pour notre travail alors que nous utilisons, finalement, majoritairement des statistiques et



de données numériques. Au fond, cela s'explique parce que nous croyons que les calculs ne seront jamais complètement probants (au sens de faire preuve), fidèles à la réalité, surtout lorsqu'il s'agit de traduire en chiffres le nombre d'homicides, de décès et d'incarcérations au sein d'une société. Ce, peu importe la ville ou le territoire visée. Nous pensons véritablement qu'aucune méthode de quantification n'est capable de qualifier ce que cette situation signifie réellement, symboliquement et émotionnellement. C'est la raison pour laquelle, à nos yeux, la relation entre la société et l'individu, cette action réciproque décrite par Simmel, nécessite également d'être prise en compte avec rigueur dans des travaux comme le nôtre. Il ne faut pas non plus oublier que, comme nous l'ont appris Simmel, Souza, Castel et tant d'autres chercheurs cités dans ce travail, étudier la pauvreté nous conduit aussi à appréhender l'état de la démocratie dans un pays.

Il nous paraît en effet important de souligner à nouveau que l'étude des favelas en elles-mêmes s'est avérée essentielle pour nous, car, comme l'explique Souza, c'est en explicitant dans quel type de contexte social vivent les gens que nous pourrions essayer de comprendre, *a posteriori*, comment – et pour quelles raisons – ces personnes envisagent leur place dans la société d'une certaine façon. Comme nous l'avons étudié, la géographie vernaculaire de Rio a été à l'origine, dès la création des premières favelas, d'une nette ségrégation spatiale entre les riches et les pauvres, c'est-à-dire entre les habitants de l'asphalte et ceux des favelas. Même si ces bidonvilles sont également présents dans les zones riches de Rio, leurs emplacements n'atténuent pas les conditions de vie plus précaires de leur population : la distinction *favela X asphalte* constitue bien effectivement l'une caractéristique toute singulière de la société *carioca*.

Dans notre partie théorique, tout comme dans celle dédiée à l'analyse de nos données, nous avons pu constater que les habitants des favelas - la *ralé* (*la populace*) comme les définit Souza - sont fréquemment traités comme des vulgaires personnages, des êtres négligeables, presque insignifiants, et non des citoyens, c'est-à-dire un corps sans âme et sans esprit. C'est en réifiant ainsi l'existence de l'inégalité, en la jugeant implicitement comme relevant de l'ordre du naturel, que l'ensemble de la société corrobore et légitime ce système inégal. Et pourtant, comme l'affirme Arendt, l'existence d'un espace public requiert principalement deux choses : la présence d'un monde commun partagé et la capacité des différents acteurs à se rendre visibles les uns aux autres. Quand la société rend invisible un jeune noir habitant une favela, elle l'empêche également d'une certaine manière de développer son identité, parce que tout ce qui le distingue, en faisant de lui un individu, tout ce qui est unique en lui, disparaît. La pensée du philosophe Merleau Ponty va dans la même direction car, selon lui, tout être engage autrui qui le rend visible et par lequel il se rend lui-même visible. Autrement dit, comme le soutient Axel Honneth, la formation de l'identité individuelle se réalise à partir de l'exigence de la reconnaissance réciproque. C'est pourquoi la

construction de l'identité est nécessairement un processus social, une expérience d'interaction entre l'individu et la collectivité.

De telles considérations revêtent une grande importance, car ce regard péjoratif et réducteur sur les favelas et ses habitants sert aussi à structurer les mises en scène médiatiques traitant de la question de l'insécurité et de la violence et renforcent un discours raciste et stéréotypé. Et ce regard est surtout focalisé sur la population juvénile masculine. En effet, la mort prématurée de jeunes (15 à 29 ans) par homicide est un phénomène qui s'est amplifié au Brésil depuis les années 1980<sup>649</sup>. Selon la dernière étude intitulée *Atlas da Violência*, réalisée par *L'Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* (Ipea) et par le *Fórum Brasileiro de Segurança Pública*, publiée en juin 2019, qui travaille sur la base des statistiques allant jusqu'en 2017, « en 2017, 75,5% des victimes d'homicides étaient des individus noirs (définis ici comme la somme des individus noirs ou bruns, selon la classification IBGE), et le taux d'homicides pour 100 000 noirs était de 43,1, tandis que le taux d'homicides des non-noirs (blancs, jaunes et indiens) était de 16»<sup>650</sup>. Au Brésil, c'est surtout la population noire qui subit les conséquences les plus dures des inégalités et de la violence qui marquent le pays.

À travers son regard d'historienne et en proposant des rapprochements avec les révoltes des esclaves à l'époque où le Brésil était le siège de l'empire colonial portugais, Vera Malaguti a démontré que ce qui n'a pas changé dans ce pays, c'est cette façon de traiter la question sociale d'un point de vue criminaliste. Il en résulterait que nous produisons, en tant que société, une sorte de filtre capable d'étouffer le caractère politique des questions associées aux conflits sociaux. Selon cette auteure, le phénomène du « *medo branco* », par exemple, demeure palpable au sein de la société brésilienne et peut être considéré comme l'une des déformations spécifiques sur lequel il serait bon d'intervenir. Malaguti signale que les arguments utilisés dans les discours sur la peur de l'autre sont toujours vifs et se résument dans un mépris envers la mort de la population noire et pauvre ; la mort au sein de la population de l'asphalte, c'est-à-dire en grande majorité blanche et aisée, en revanche, suscite la colère générale. Comme nous l'avons vu, banaliser ce discours revient à juger naturelle la pauvreté, conduit à la criminaliser, et aboutit dans une politique d'incarcération de masse.

Dans notre travail nous avons pu observer que souvent, quand nous considérons les récits médiatiques qui traitent de la violence, nous trouvons majoritairement des textes portant sur une

---

<sup>649</sup> CERQUEIRA, Daniel, SERGIO DE LIMA, Renato, BUENO, Samira, (et. al.), « Atlas da violência 2019 », *Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* (Ipea) et *Forum Brasileiro de Segurança Pública*, 2019, p. 25.

<sup>650</sup> Citation originale : « Em 2017, 75,5% das vítimas de homicídios foram indivíduos negros (definidos aqui como a soma de indivíduos pretos ou pardos, segundo a classificação do IBGE, utilizada também pelo SIM), sendo que a taxa de homicídios por 100 mil negros foi de 43,1, ao passo que a taxa de não negros (brancos, amarelos e indígenas) foi de 16,0 », *ibid.*, p. 49.

occurrence spécifique, un cas récent, mais sorti de son contexte – assorti juste de temps en temps de quelques informations statistiques. Fréquemment, ce fait est rapporté comme s’il s’agissait d’un cas isolé. Les débats sur les questions sociales associées à ces épisodes ne figurent pas dans la discussion médiatique. Dans les textes, nous n’observons pas non plus d’exigence ou de distance critique par rapport à la création et à la mise en œuvre de politiques de sécurité publique capables de mettre fin à ces situations de conflits presque quotidiennes dans les favelas de Rio. Alors, en écartant le débat sur la thématique de la violence en elle-même, ses causes et ses effets, et en ignorant également d’autres formes de violence, comme par exemple les violations des droits de l’homme, la violence policière et les violences de genre, les discours médiatiques renforcent ce *modus operandi* inefficace qui guide la politique publique sécuritaire et propage la perception d’insécurité générale et un climat de peur démesurée. Nous disons cela car, au sein d’une démocratie, l’observation des récits médiatiques qui traitent des thématiques telles que la pauvreté, l’insécurité et la peur jouent un rôle dans la manière dont ces sujets émergent dans le débat public.

La généralisation de la peur serait susceptible de produire, d’un côté, des politiques de persécution et, de l’autre, une certaine paralysie au sein de la société face à l’usage récurrent de la force et de la violence contre une partie de sa population. Les travaux du chercheur Paulo Vaz sur la notion de risque peuvent également nous aider à comprendre cette situation. Selon lui, le risque impliquerait une lutte constante pour conforter le sentiment de sécurité. Par conséquent, d’un côté, l’État augmente la force de sa police au nom de la garantie de la sécurité aux « victimes virtuelles ». De l’autre, il doit se charger de contenir ce qui représenterait un risque potentiel. L’expérience médiatique nous projetant à la place de ces victimes virtuelles peut légitimer des pratiques autoritaires à l’encontre de cet autre qui nous fait peur et qui en vient à incarner ce risque. Par conséquent, cette division entre *Nous versus Eux* qui s’actualise dans les discours médiatiques ne s’avère certainement pas neutre. Les rôles distribués stratégiquement font que, comme l’ont dit plusieurs sociologues étudiés dans notre recherche, dans le sens commun la menace vient toujours d’un endroit spécifique ; et la protection de l’État se tourne vers la classe moyenne, plus aisée, autrement dit, vers l’asphalte. De la même manière, cela renvoie et assigne l’individu pauvre à une figure stéréotypée, dangereuse, qui fait peur.

Une autre discussion proposée dans notre partie théorique aborde la pensée de Serge Paugam pour qui la question de la sécurité peut être considérée comme l’une des réponses apportées par la société brésilienne plus aisée pour pouvoir vivre en communauté avec les plus pauvres. De notre côté, nous avons évoqué la possibilité d’identifier ce type de raisonnement dans les discours médiatiques traitant des UPPs. En examinant notre corpus, nous pouvons, en effet, observer – surtout au moment du lancement de ce projet – des signes qui vont dans cette direction. C’est,

premièrement, l'idée présente dans plusieurs textes d'*O Globo* selon laquelle la ville de Rio (et le monde) gagnait le droit d'accéder « en sécurité » aux favelas. Le projet de pacification rendait ainsi possible un « vivre ensemble » harmonieux entre la partie de la population la plus favorisée, les habitants de l'asphalte, et les résidents des bidonvilles.

D'autre part, compte tenu de l'exorbitante valorisation immobilière dans les quartiers autour des favelas pacifiées, ce projet permettait également de maintenir le statu quo étant donné que les plus pauvres ne bénéficieraient pas des conditions financières leur permettant de quitter la favela et d'aller habiter en bas des collines. Le projet de pacification pourrait ainsi être entendu comme l'une des réponses de la société *carioca* privilégiée pour pouvoir vivre avec les plus pauvres dans la mesure où il avait pour vocation de permettre de marquer davantage encore ces différences en maintenant la distance sociale qui sépare ces publics presque intacte. Il convient encore de souligner le fait que la partie de la population la moins affectée par la mise en place des Unités de Police Pacificatrices, c'est-à-dire les habitants de l'asphalte, est tout de même constituée par ceux qui ont le plus de pouvoir sur le projet : pouvoir de parole, pouvoir d'action et pouvoir de décision.

En fin de compte, si nous considérons l'insécurité telle que la définissait Roché, c'est-à-dire comme un processus de lecture du monde, il n'est pas surprenant que les réponses revendiquées par la société *carioca* soient basées sur la nécessité de donner plus de force à la police. Si la façon dont nous regardons le monde est marquée par la peur de l'autre, nos demandes politiques se tourneront également dans cette même direction. C'est l'une des raisons capables d'explicitier l'importance du débat autour de la question des droits de l'homme au Brésil. En effet, le défi pour la constitution d'un État de Droit juste et véritable réside dans le contrôle démocratique de la violence : sans doute, de la violence de la société civile, mais également de celle produite par les forces répressives de l'État, y compris la violence policière.

Cela signifie que tant qu'une partie importante de la société brésilienne continuera à autoriser les exécutions extrajudiciaires des « autres », de ceux qui font peur, c'est-à-dire en grande majorité de jeunes noirs et pauvres, et qu'elle continuera à bafouer les droits de l'homme au nom de la lutte contre la criminalité, davantage de crimes seront perpétrés, moins l'intervention des autorités sera efficace, plus la violence augmentera, et en résultera une moins grande légitimité des institutions et moins de confiance en la justice. Une police qui remplirait convenablement sa mission parviendrait certainement à associer l'efficacité dans son travail au respect des droits de tous les citoyens.

Ainsi, l'une des caractéristiques qui persistent jusqu'à aujourd'hui pour une bonne partie de la population de Rio – celle composée de la masse urbaine, pauvre et noire, habitant dans les favelas –, réside dans le fait qu'elle ne connaît qu'un seul aspect de la citoyenneté, celui lié à

l'oppression et au système pénal. Une fois de plus, les écrits d'Arendt nous semblent essentiels pour réfléchir et pensée la réalité actuelle. Nous disons cela car l'auteur, dans son livre *Sur la Violence*, propose d'analyser cette notion dans un cadre politique. Dans cet ouvrage, elle explique pourquoi pouvoir et violence sont des termes opposés : l'affirmation absolue de l'un signifie l'absence de l'autre. Ainsi, la violence pratiquée par l'État ne crée pas son pouvoir ; au contraire, elle le détruit. En même temps que la perte de pouvoir d'une société due à l'incapacité de ses membres à agir ensemble constitue une invitation à la violence. Quand nous analysons la situation de Rio, surtout celle en référence aux Unités de Police Pacificatrice, il nous semble qu'à un moment donné la violence de la police envers les habitants des favelas vient, à nouveau, « étouffer » leur relation, une relation extrêmement délicate et tendue. C'est-à-dire que, si au début du projet, dans l'objectif de créer des liens et de s'installer dans les favelas, les policiers étaient invités à respecter les habitants et à intervenir respectueusement, en prenant les précautions de rigueur dans un État de droit, c'est à partir du moment où la police a recommencé à agir comme « la vieille police », par la force, en se montrant injuste et violente, que le pouvoir de l'État et de son programme de sécurité publique a échoué. Il est possible d'affirmer, en établissant un parallèle avec la pensée d'Arendt, que c'est en ayant recours à une violence excessive par le biais de la police que le pouvoir de l'État fait la démonstration de sa faiblesse ; et c'est en même temps, indubitablement, aussi à cause de l'absence d'action publique adéquate que les indices de violence augmentent dans les favelas.

Comme nous l'avons souligné tout au long de ce travail, le rôle des médias s'avère effectivement extrêmement important quand il s'agit d'analyser la situation démocratique et politique d'un pays. Souvenons-nous, Quééré affirme que les médias sont des instances susceptibles de nous faire « tenir ensemble » car ils sont capables de produire une intelligibilité sociale tout en fournissant aux acteurs des référents symboliques. C'est la raison pour laquelle nous soutenons que les médias ne doivent pas être étudiés uniquement comme des outils capables d'organiser les interactions, mais pour ce qu'ils constituent également une référence dans le mode de fonctionnement actuel des sociétés. En définitive, comme plusieurs chercheurs évoqués dans ce travail l'ont mis en évidence, les récits médiatiques « conditionnent la vie collective » et constituent un « stock public de connaissances » capables de tisser un lien entre faits et sociétés et d'instaurer des « manières de voir ».

Cela est d'autant plus important quand nous considérons que les récits médiatiques possèdent une force capable de nous aider à comprendre et à déterminer le réel suivant cette scène médiatique qui, comme l'affirme Voirol, inclut autant qu'elle exclut. Cette caractéristique s'avère fondamentale afin de comprendre que la manière dont les médias rendent compte des phénomènes et de la réalité d'une société, quelle qu'elle soit, n'est pas sans incidence sur l'opinion publique et

les actions politiques. Les récits médiatiques jouent un rôle sur la façon dont les sociétés saisissent les événements et se comprennent elles-mêmes ; ils sont une source de compréhension de ce qui se passe autour de nous et, en même temps, ils disent beaucoup sur notre propre manière d'interagir en société.

En ce qui concerne plus particulièrement notre sujet, comme nous l'avons vu à travers les travaux de plusieurs chercheurs, au Brésil, la plupart des professionnels des médias reconnaissent que le journalisme a une grande responsabilité dans la caractérisation des territoires populaires en tant que lieux décrits presque exclusivement comme des espaces de violence. De ce fait les pages portant sur les actions policières sont occupées par des récits de meurtres, de « balles perdues » et de blessés qui sont rarement reliés à une condition sociale précaire et difficile, à un manque de citoyenneté flagrant mais « invisible », à des politiques publiques promises mais jamais mises en place de façon effective.

De plus, les médias, élémentaires à la démocratie, ont le devoir de surveiller les actions des acteurs publics. Ces réflexions nous permettent de mieux comprendre pourquoi les médias représentent, aujourd'hui, des ennemis déclarés du président Bolsonaro et d'une grande partie de son gouvernement. L'organisation non gouvernementale internationale Reporters Sans Frontières explique, à propos de l'élection de celui-ci :

L'élection de Jair Bolsonaro en octobre 2018, après une campagne marquée par les discours de haine, la désinformation, les violences à l'égard de journalistes et le mépris des droits de l'homme, a ouvert une période particulièrement sombre pour la démocratie et la liberté de la presse. Le président Bolsonaro, ses proches et plusieurs membres du gouvernement insultent et humilient régulièrement certains des plus importants journalistes et médias du pays, entretenant un climat de haine et de méfiance envers le journalisme au Brésil.<sup>651</sup>

Ainsi, depuis l'élection de 2018, la société brésilienne dans son ensemble fait face à la dérive autoritaire du gouvernement et à cette rhétorique de haine anti-média nettement alimentée et encouragée depuis le plus haut niveau de l'État. Plusieurs ministres et anciens ministres, de même que d'autres hommes politiques de la famille Bolsonaro, ont largement participé à l'entreprise de destruction de la crédibilité de plusieurs médias du pays, en renforçant un imaginaire dans lequel la presse est l'ennemi commun. D'ailleurs, de nombreux cas d'agressions envers des journalistes ont déjà été dénoncés, et plusieurs médias, y compris les plus importants du pays, comme *O Estado de São Paulo*, *Folha de São Paulo*, *O Globo* et *Correio Braziliense*, ont pris la décision de ne plus envoyer leurs reporters au *Palácio do Planalto*, siège officiel et lieu de travail du président de la République<sup>652</sup>.

---

<sup>651</sup> Source : <https://rsf.org/fr/bresil>

<sup>652</sup> Source : [https://www.correio braziliense.com.br/app/noticia/politica/2020/05/26/interna\\_politica.858524/bolsonaro-sobre-jornais-nao-cobrirem-mais-alvorada-estao-se-vitimiza.shtml](https://www.correio braziliense.com.br/app/noticia/politica/2020/05/26/interna_politica.858524/bolsonaro-sobre-jornais-nao-cobrirem-mais-alvorada-estao-se-vitimiza.shtml)

Pendant cette période de turbulence politique et de crise sanitaire, et alors que les institutions démocratiques brésiliennes sont mises à l'épreuve par la dérive autoritaire du gouvernement, le sujet de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, tout comme celui du travail des journalistes, apparaît de plus en plus essentiel. Il ne faut jamais oublier, comme nous l'avons déjà souligné, que la démocratie n'est pas donnée en elle-même ; comme le rappelle Dewey, il ne s'agit pas d'une institution stable et pérenne et tous les citoyens doivent lutter pour son maintien et sa survie. Les travaux de Dewey et, plus globalement, les enseignements du courant pragmatiste de la communication, s'avèrent en effet fondamentaux pour cette thèse. Dans une perspective pragmatiste, la recherche constitue un moyen pour la communauté de réfléchir sur ses conditions afin de s'équiper et de mieux agir sur elle-même et sur son environnement. En fin de compte, la recherche est capable de générer de nouvelles façons de voir, de dire et de faire, tout en créant de nouvelles capacités d'action. Elle doit ouvrir de nouvelles perspectives et contribuer à transformer tous les citoyens en acteurs. Plutôt que d'en faire des personnes qui subissent seulement les conséquences, elle doit les aider à mieux comprendre les points de vue en jeu et, éventuellement, aider à les réorganiser, à s'appropriier certains éléments pour ensuite agir avec davantage d'efficacité et de pertinence.

Dans notre cas et d'après notre expérience, s'ajoute le fait que la recherche est mouvante. Elle n'est jamais prévisible du début à la fin ; elle se développe et montre sa propre voie – par laquelle d'autres éléments et objets de réflexion apparaissent. La recherche, dans notre façon de la concevoir, est toujours surprenante : une fois une idée couchée sur le papier, l'idée écrite en dit toujours plus que ce que nous avons initialement pensé ; elle devient plus forte. Cela nous ramène également à la conception du récit selon l'herméneutique de Paul Ricœur. Selon lui, le récit sur papier en dit plus que les acteurs sociaux concernés ne voudraient en dire. Ce n'est pas la structure qui fait sens dans les récits, mais sa dynamique et c'est le récepteur, par le biais de sa lecture, qui va lui donner vie.

Selon le processus ricœurien d'analyse des récits, la démarche commence avec l'action, passe par la configuration narrative et s'achève avec la réception du lecteur, qui représenterait la finalité de l'action. En fait, comme cela a été souligné par plusieurs chercheurs, l'herméneutique de Ricœur peut constituer un outil méthodologique dans les recherches de type médiatique telles que la nôtre car elle déborde le récit comme objet d'analyse en soi. En réalité, elle interroge également ce qui s'accomplit dans ou à travers le récit. C'est précisément l'importance accordée à la question du sens, du fait de donner un sens aux choses et aux faits qui surviennent, qui imprègne et qui dirige toute la partie méthodologique de notre recherche. Et cette dimension s'avère centrale dans la pensée de Ricœur, de Dewey et de Goffman.



L'étude des cadres médiatiques inspirée du travail de Goffman nous a permis de mettre en avant les relations de réciprocité présentes tout au long de notre recherche. En fin de compte, les cinq possibilités de cadres identifiées et développées dans ce travail sont les résultats de la manière dont nous avons exploité le concept de cadre médiatique. Les cadres proposés ici peuvent être interprétés comme une espèce d'idée de fond qui, à partir de la mise en avant de certains éléments, serait susceptible d'organiser l'interprétation des textes. Cette notion utilisée ici privilégie l'étude des cadres en tant qu'outil qui oriente la perception de la réalité et l'action des sujets sur elle. Nous devons ainsi prendre en compte le fait que les cadres choisis par *O Globo* au moment de traiter la politique de pacification de Rio jouent un rôle dans la façon dont la société imagine (au sens où elle appréhende, élabore) ce qu'est une favela et les politiques publiques consacrées à cette partie de la ville. En même temps, comme nous l'avons déjà souligné, cela ne veut absolument pas dire que les cadres proposés et développés dans ce travail constituent les seuls instruments possibles pour l'examen de cette même thématique.

En réponse à l'interrogation que nous formulons dans l'introduction de cette thèse, l'identification des deux cadres suggérés par le chercheur américain Shanto Iyengar – même si cette proposition est apparue comme plutôt statique et arbitraire dans l'optique d'étudier la mise en récit d'une politique publique –, nous a donné la possibilité d'établir un panorama plus rigide des récits qui traitent de la pacification en nous offrant, ainsi, une vision plus générale de la totalité de notre corpus. Pendant la période délimitée dans notre étude, nous observons qu'il existe un équilibre presque total entre les reportages classés dans les deux cadres d'Iyengar. Ce résultat ne nous paraît pas anodin : d'une part, il démontre que la thématique des UPPs, dans sa liaison au problème de la sécurité publique à Rio, a été continuellement abordée dans les récits du journal *O Globo* (cadre thématique) et, d'autre part, il confirme également l'idée que les différents épisodes rapportés autour des unités de police pacificatrices – qu'ils soient positifs ou négatifs – ont également été constamment évoqués (cadre épisodique). À la différence de l'étude réalisée par Iyengar lui-même sur la télévision américaine, nous n'avons ici pas trouvé d'importante prédominance d'un seul et même cadre.

Il nous semble important de mener à présent une brève réflexion sur ce que nous avons pu observer en regardant la couverture d'*O Globo* sur les Unités de Police Pacificatrices. La division en trois chapitres et, par conséquent, en ce que nous avons appelé les trois vagues, nous a permis d'aborder notre matériel en prenant en compte attentivement les contextes sociaux et politiques dans lesquels chaque période était insérée. Il a ainsi été possible d'observer que pendant la première période, celle des débuts où le cadre « L'UPP : une nouvelle police et une promesse pacificatrice » prime, le caractère innovateur de la formation policière et la promesse de rendre la citoyenneté

effective pour les habitants des favelas ont été les aspects les plus exaltés par les reportages d'*O Globo* – toujours suivant un grand et flagrant enthousiasme. La vitesse à laquelle de nouvelles unités ont été inaugurées pendant les premières années du projet nous semble également quelque chose de remarquable dans cette perspective. Cela faisait certainement partie d'une course contre la montre pour pouvoir accueillir les grands événements sportifs internationaux, mais cet aspect n'apparaît presque jamais dans les reportages d'*O Globo*, ce qui était, bien sûr, en accord avec la stratégie et l'intention du gouvernement de Rio.

Simultanément, nous pouvons également remarquer, pendant cette première vague, une insistance de la part du gouvernement et une certaine protection médiatique autour de la politique de la chasse aux drogues – même si cette stratégie ne s'est jamais avérée efficace. Au contraire, jusqu'à maintenant, cette méthode semble seulement multiplier davantage les affrontements dans les favelas et, par conséquent, faire davantage de victimes et alimenter l'un des taux d'incarcération les plus élevés au monde. En réalité, en plus de constituer une stratégie politique qui perdure depuis plusieurs décennies à Rio, cette optique conditionne également le mode de fonctionnement de la police dans la ville, qui consiste à travailler en termes de « productivité » ou, pour le dire ouvertement, en cherchant le flagrant délit là où il serait mieux reconnu par l'ensemble de la société.

Pendant la deuxième vague, l'événement le plus bouleversant a été la disparition d'Amarildo. Cependant, au début de la couverture d'*O Globo* à propos de cette disparition, l'aspect mis en valeur dans plusieurs textes journalistiques était le chaos dû aux embouteillages engendrés par les manifestations. Dans une certaine mesure, ce choix du journal nous démontre à quel point la souffrance d'une partie de la population (pauvres, habitants des favelas) peut être rendue invisible, méprisée et que ce qui compte le plus, c'est le dérangement provoqué dans la vie quotidienne des classes moyennes et aisées. Cette sélection éditoriale opérée par *O Globo* – choix qui illustre aussi, sans doute, certains valeurs de la société – nous fait penser également au débat proposé dans notre cadre théorique autour de ce que dit un récit de la société dont il est le reflet.

Cette couverture d'*O Globo* explicite également l'énorme difficulté rencontrée par les classes populaires quand il s'agit d'attirer l'attention médiatique (et de la société en général) sur ses demandes politiques. Même après avoir provoqué un « nœud de circulation », comme l'affirme *O Globo*, les habitants de *Rocinha* ont eu du mal à faire passer leur revendication – où est Amarildo ? – au premier plan. En réalité, pendant quelques jours, la disparition de cet homme a été ignorée et laissée de côté, ainsi que la douleur de ses proches et de toute sa communauté. Cela démontre à quel point, à Rio, la souffrance d'une partie de la population, la plus fragilisée, est invisible et jugée naturelle aux niveaux social et politique.

Ensuite, dans un contexte de confusion des versions qui surgissaient dans la presse et d'affaiblissement de la version officielle fournie par la police, la tentative d'une partie de cette dernière a consisté à criminaliser la figure d'Amarildo et de sa femme Elisabete, en les accusant de participer au trafic de stupéfiants à *Rocinha*. Implicitement, cette stratégie sert à légitimer également la violence policière envers les habitants des favelas car elle essaie de justifier la mort d'Amarildo suivant le proverbe brésilien : « le bon bandit est celui qui est mort »<sup>653</sup>, déjà mentionné dans ce travail. Si Amarildo participait au trafic de drogue, sa disparition serait mieux acceptée par la société *carioca* parce que, finalement, toute guerre a un prix.

Enfin, la troisième vague marque la décadence du projet de pacification et la résurgence explosive de l'insécurité et de la peur. À l'opposé du scénario optimiste et euphorique du début du processus de pacification, à partir de 2016, les défaillances du projet des Unités de police pacificatrices sont de plus en plus flagrantes. Si, auparavant, les criminels avaient fui les favelas parce qu'ils avaient peur de la police et de la pacification, ils régnaient de nouveau à présent sur les territoires soi-disant pacifiés et parvenaient à conquérir d'autres bidonvilles. Les textes, les enquêtes et les statistiques mentionnés dans les papiers journalistiques soulignent le climat de violence qui s'est répandu dans la ville mais également le mécontentement des policiers vis-à-vis du projet. Le coup de magie de la pacification paraît échouer une fois pour toutes. La relation de respect et de proximité entre les forces de l'ordre et les habitants des favelas, souvent exaltée comme étant précisément ce qui faisait la différence dans la politique de pacification, n'était plus du tout possible. Au contraire, plusieurs cas de vengeance policière furent rapportés à partir de 2016.

Comme nous l'avons vu, le départ de José Mariano Beltrame, l'arrestation de l'ancien gouverneur Sergio Cabral et la grave crise financière de l'État de Rio ont certainement joué un rôle dans la dégradation de l'image du projet de pacification. Toutefois, à notre avis, sa faillite ne peut pas être expliquée exclusivement par ces éléments ponctuels. Le manque d'explications et d'analyses critiques sur les UPPs dans les récits d'*O Globo* est l'une des caractéristiques qui nous saute aux yeux. En réalité, l'absence de transparence et de planification marque la politique de pacification dès le lancement des premières UPPs, mais cet aspect n'a jamais été signalé comme un problème par les récits d'*O Globo*. Une politique de sécurité publique sérieuse doit se montrer réaliste dans la mesure où elle doit être capable de diagnostiquer les défis, les vertus et les défauts de ses projets. Elle devrait présenter des objectifs réalisables et les exposer avec transparence à la société, ce qui n'a pas été le cas en ce qui concerne le processus de pacification à Rio. En outre, il est certain que la pacification ne peut pas être seulement l'œuvre de la police ni se limiter à une occupation du territoire par les forces de l'ordre. Il s'agit d'un processus. Elle ne saurait être rendue

---

<sup>653</sup> « Bandido bom é bandido morto ».

véritablement effective que grâce à l'occupation politico-légale des zones de conflit. Il va sans dire qu'une politique de sécurité publique ne pourra jamais se résumer à la présence policière dans les favelas.

Évidemment, la recherche réalisée en vue de cette thèse présente plusieurs limites. Tout d'abord, il est évident qu'une étude centrée sur la presse écrite laisse de côté d'autres outils importants, liés à la couverture médiatique, en dehors de notre analyse. De plus, le corpus focalisé sur un seul journal ne nous permet pas de formuler des conclusions très vastes sur l'ensemble des récits concernant le processus de pacification des favelas à Rio. En outre, le profil des lecteurs du quotidien *O Globo* et sa ligne éditoriale sont aussi des éléments importants de prendre en compte. Comme nous l'avons mentionné, il s'agit du journal le plus important de la ville, de l'un des plus incontournables du pays, et dont la majorité des lecteurs fait partie des classes moyennes et aisées. Nos résultats auraient pu être différents si nous avions choisi de réaliser une recherche en prenant en compte un média populaire ayant pour public cible les classes les moins favorisées. Une autre méthode aurait pu consisté à faire une étude comparative entre *O Globo*, en tant que représentant d'un média s'adressant aux classes moyennes et aisées et un autre média plus orienté vers les classes plus modestes. Cependant, notre choix de n'étudier qu'un seul média se justifie parce que, de cette manière, il nous a été possible de mener un travail portant sur une durée considérable – presque dix ans – et, par conséquent, d'observer les différentes phases du projet de pacification : depuis un début prometteur marqué par un grand enthousiasme médiatique jusqu'à la décadence et la faillite du programme. Il nous semble, en effet, que cette importante ouverture temporelle constitue l'une des originalités de cette recherche.

Par ailleurs, nous pensons aux possibilités ouvertes durant le cheminement de cette thèse que nous n'avons pas pu explorer dans le cadre de ce travail. Celle qui nous paraît vraiment la plus intéressante est la notion de *nécropolitique*<sup>654</sup> développée par le chercheur camerounais Achille Mbembe. Dans de futurs projets, notre intention serait d'observer les probables relations existant entre le concept de Mbembe et les récits médiatiques brésiliens qui traitent de la politique de sécurité publique à Rio. En s'appuyant sur la critique formulée par Michel Foucault à l'égard de la notion de souveraineté et de ses relations avec la guerre et le biopouvoir, dans son approche, Mbembe émet pour sa part l'hypothèse que « l'expression ultime de la souveraineté réside largement dans le pouvoir et la capacité de dire qui pourra vivre et qui doit mourir »<sup>655</sup>.

En réalité, la *nécropolitique* est la politique de la mort adaptée par l'État. Ce n'est pas un épisode, ce n'est pas un phénomène qui échappe à une règle ; c'est la règle. Pour résumer très

---

<sup>654</sup> Première publication : « Necropolitics », trad. du lambda par Libby Meintjes, *Public Culture*, vol. 15, n° 1, hiver 2003, p. 11-40.

<sup>655</sup> MBEMBE, Achille. « Nécropolitique », *Raisons politiques*, vol. no 21, no. 1, 2006, pp. 29-60.

brièvement, Foucault a écrit que la dynamique de l'État moderne, né au XIXe siècle, procède par la création d'un ennemi, de *l'autre*. Mbembe explique que lorsque l'humanité de *l'autre* est niée, toute violence devient possible, de l'agression à la mort, si bien que le parallèle entre le concept de Mbembe et notre objet d'étude s'avère, ainsi, évident. Comme nous l'avons vu, en ce qui concerne la police *carioca*, il existe une persécution de ceux qui sont considérés comme dangereux, ces *autres*, dont la mort et la souffrance sont lourdement banalisées par la société<sup>656</sup>.

Pour conclure, nous voulons mettre en lumière certains aspects imbriqués dans notre thématique et notre recherche. Tout d'abord, rappelons que l'organisation des institutions liées à la sécurité publique au Brésil est un héritage du temps de la dictature, ce qui signifie que la transition démocratique du pays ne s'est pas étendue au domaine de la sécurité publique. Même aujourd'hui, les Policiers Militaires (PMs) – ceux qui sont intervenus au sein des Unités de Police Pacificatrices, par exemple – sont tenus d'obéir à des règles disciplinaires suivant l'ordre et la culture militaire. Ces codes sont d'une rigidité telle qu'ils sanctionnent les cheveux longs, les bottes sales ou le retard d'un soldat et peuvent même finir par déclencher son arrestation. Cependant, dans la pratique et comme plusieurs exemples l'ont démontré, cette rigidité s'assouplit face à des crimes d'extorsion, de torture, d'enlèvements et de meurtres.

Il est évident que nous ne sommes pas en train d'individualiser le problème de la sécurité publique à Rio ni d'affirmer que la faute incomberait toujours au policier qui doit travailler dans des conditions précaires et avec des moyens insuffisants. Pour citer quelques exemples, nous pouvons mettre en avant l'interdiction d'affiliation syndicale, la faible rémunération, même si les policiers doivent affronter de nombreuses situations de risque, ainsi que le manque de suivi psychologique des agents. En revanche, notre intention est de souligner que l'institution policière est régie par des codes qui apparaissent à de nombreux observateurs comme anachronique, et fait preuve dans sa pratique de lourdes « dérives » récurrentes, à l'encontre de la Constitution brésilienne et des droits fondamentaux des citoyens. C'est tout le système et le mode de fonctionnement de la police qui doivent être repensés et modifiés avant de simplement recruter de nouveaux hommes et de nouvelles femmes policiers. C'est en cela que réside le grand défi pour toute politique de sécurité publique qui se voudrait innovante et durable.

Il faut mettre en avant que, dès le début, le choix des favelas au sein desquelles les UPPs allaient être implantée n'a pas été aléatoire et n'a pas suivi une stratégie selon laquelle la priorité aurait été déterminée par la diminution des taux de violence. Cela veut dire que le choix des favelas pacifiées ne s'est pas basé sur la gravité de l'insécurité publique à certains endroits ni sur les

---

<sup>656</sup> Concernant la notion de nécropolitique, au Brésil, les travaux du chercheur Silvio Almeida sont indubitablement une référence dans ce domaine.

données factuelles relatives à la criminalité de chaque zone. Au contraire, la répartition géographique des UPPs semble avoir été surtout commandée par la proximité des zones retenues avec des espaces touristiques ou des axes routiers appelés à être exploités lors des grands événements sportifs attendus. Ainsi, il n'est pas difficile de supposer que le principe qui a guidé la sélection des territoires « pacifiés » n'a pas été la réduction de l'insécurité là où elle était plus sévère ni la récupération de la citoyenneté pour une partie de la population des favelas, celle qui souffrait le plus. Ce sont davantage les grands événements sportifs de 2014 et 2016 qui semblent avoir été à l'origine de la cartographie des Unités de Police Pacificatrices.

Enfin, il est toujours important de prendre en considération le fait que la question de la sécurité à Rio est marquée par les inégalités qui sévissent dans le pays. D'ailleurs, un argument probablement susceptible de nous aider à comprendre pourquoi le sujet lié aux politiques de sécurité publique est autant négligé au Brésil est le suivant : si la majorité des victimes de la violence faisaient partie de la classe moyenne et de l'élite de notre pays, s'il s'agissait d'une population majoritairement blanche, force est pour nous d'imaginer que la situation ne serait pas la même. Les exigences vis-à-vis des autorités seraient plus rigoureuses, les textes journalistiques plus contestataires et virulents, les institutions auraient peut-être déjà été réformées et cette réalité brutale serait autre ou, tout du moins, évoluerait vers une véritable transformation.

Cependant, c'est la population pauvre et noire qui subit le plus les effets de cette violence sans contrôle : c'est à elle qu'appartient la grande majorité des victimes d'homicides, de la violence policière et c'est elle qui représente le profil dominant qui remplit les prisons brésiliennes. C'est cette même population invisible d'antan, celle qui a été asservie pendant tant d'années au Brésil, avec ses blessures propres, dont la souffrance et la mort sont banalisées avec une naturalité choquante. Comme nous l'avons suggéré dans notre troisième hypothèse, il nous semble que l'histoire du Brésil marquée par l'esclavage, la violence et la colonisation, demeure manifeste dans les récits médiatiques actuels, surtout ceux traitant de l'insécurité et de la peur. En définitive, au terme de ce travail, nous pouvons affirmer que l'insensibilité vis-à-vis de ces décès, et plus généralement l'insignifiance accordée à ces vies et de ses souffrances est lourdement révélatrice de notre identité et de notre histoire. Selon nous, une discussion sérieuse concernant le problème de la sécurité publique à Rio ne pourra jamais être menée sans aborder les questions du racisme et des inégalités de notre société.

## Bibliographie

### Articles, thèses et ouvrages

ADORNO, Sérgio et DIAS, Camila, « Monopólio estatal da violência », in LIMA, Renato Sergio de, RATTON, José Luiz et GHIRINGHELLI DE AZEVEDO, Rodrigo (Orgs). *Crime, polícia e justiça no Brasil*, Editora Contexto, São Paulo, 2014, pp. 187-197.

ALMEIDA DE ABREU, Mauricio et LE CLERRE, Gérard, «Reconstruire une histoire oubliée. Origine et expansion initiale des favelas de Rio de Janeiro ». In: *Genèses*, 16, 1994. Territoires urbains contestés. pp. 45-68.

ANTUNES, Elton, « Enquadramento : considerações em torno de perspectivas temporais para a notícia », *Revista Galáxia*, São Paulo, n. 18, 2009, p.85-99.

ARENDT, Hannah. *Condition de l'homme moderne*, Traduit de l'anglais par Georges FRADIER, Éditions Pocket - Agora, Calmann-Lévy, 1961.

ARQUEMBOURG, Jocelyne. *L'événement et les médias. Les récits médiatiques des tsunamis et les débats publics (1755-2004)*, Éditions des archives contemporaines, Paris, 2011.

ARQUEMBOURG, Jocelyne, « Les enjeux politiques des récits d'information: d'un objet introuvable à l'institution d'un monde commun », *Quaderni*, 2011/1 n° 74, p. 37-45.

ARQUEMBOURG, Jocelyne, « L'événement dans l'information en direct et en continu. L'exemple de la guerre du Golfe », *Réseaux*, volume 14, n°76, 1996. Le temps de l'événement II. pp. 31-45.

ARQUEMBOURG, Jocelyne, « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *Réseaux*, vol. 132, no. 4, 2005, p. 27-50.

BARBOSA, Antonio Rafael, « Les études sur la violence et la criminalité au Brésil et les processus de « pacification » dans deux métropoles brésiliennes », *Brésil(s)* [En ligne], 9 | 2016, p. 1-23.

BARRY, Thierno, « De l'événement scientifique des "manipulations génétiques" au problème des OGM: une approche pragmatiste de la constitution de la dangerosité des OGM comme problème public au prisme de sa médiatisation télévisuelle (1953-2012) », thèse de doctorat, Université Sor-



bonne Nouvelle, 2017.

BARTHES, Roland, « Introduction à l'analyse structurale du récit », *Communications* n° 8, 1966, *Recherches sémiologiques : l'analyse structurale du récit*, p. 1-27.

BAUMAN, Zygmunt. *O mal-estar da Pos-Modernidade*, Jorge Zahar Editor, Rio de Janeiro, 1998.

BAUTES, Nicolas et GONCALVES, Rafael Soares, « Sécurité publique et justice spatiale dans les favelas de Rio de Janeiro », Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE 7218, Laboratoire Mosaïques, 2011, *Pratiques de sécurité en ville*, 4, <http://www.jssj.org/article/securiser-les-pace-des-pauvres/> <<http://www.jssj.org>>. <halshs-01518882>

BERGER, Christa et TAVARES, Frederico., « Leituras do cotidiano e as interseções entre o jornalismo e as ciências sociais », *Contemporanea | comunicação e cultura*, v.12, n.01, jan-abr 2014, p. 8-26.

BERTRAND, Jean-François. *Introduction à Michel Foucault*, Collection Repères, La découverte, Paris, 2011.

BLAIS, Mireille et MARTINEAU, Stéphane., « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches Qualitatives*, vol. 26, numéro 2, 2006, pp. 1-18.

BEAUD, Stéphane.; CONFAVREUX, Joseph.; LINDGAARD, Jade. (Dir.). *La France invisible*. La Découverte, Paris, 2006.

BERENSTEIN-JACQUES, Paola. *Les favelas de Rio – un enjeux culturel*, préface d'Henri-Pierre JEUDY, Nouvelles études anthropologiques, L'Harmattan, Paris, 2001.

BOUGNOUX, Daniel, « Médias et démocratie La fonction des médias dans la démocratie », *Information, médias et Internet*, Cahiers français, n° 338, Paris, 2007.

CAMPOS, Joice Cristina, « O sentimento de insegurança na cidade do Rio de Janeiro : as percepções e a mudança na rotina de vida », *Fórum da 26ª Reunião Brasileira de Antropologia*, GT 39 Políticas Públicas e Antropologia nas áreas de Direitos Humanos, Segurança Pública e Comuni-

dade, Porto Seguro, Bahia, Brasil, 2008.

CAMPOS, Luiz Augusto, « A identificação de enquadramento através da análise de correspondências : um modelo analítico aplicado à controvérsia das ações afirmativas raciais na imprensa », *OPINIÃO PÚBLICA*, vol. 20, nº 3, Campinas, dezembro 2014, p. 377-406.

CARDOSO, Janine Miranda, « Entre vítimas e cidadãos : risco, sofrimento e política nas narrativas do Jornal Nacional sobre as epidemias de dengue (1986-2008) », thèse de doctorat, Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ), 2012.

CARVALHO, Carlos Alberto, « Sobre limites e possibilidades do conceito de enquadramento jornalístico », *Contemporanea*, vol. 7, nº 2. Dez.2009, p. 1-15.

CASTEL, Robert, « Individus, risques et supports collectifs », *Idées économiques et sociales*, vol. 171, no. 1, 2013, p. 24-32.

CASTEL, Robert, « La citoyenneté sociale menacée », *Cités*, vol. 35, no. 3, 2008, p. 133-141.

CASTEL, Robert, « La discrimination négative. Le déficit de citoyenneté des jeunes de banlieue », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 61e année, no. 4, 2006, p. 777-808.

CASTEL, Robert. *L'insécurité sociale: qu'est-ce qu'être protégé ?*, La république des idées, Seuil, Paris, 2003.

CERTEAU, Michel de, « Prendre la parole », *Études*, juin-juillet 1968, repris dans *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 1994.

CHAGAS, Viktor, « Leitorado Casual, Eleitorado Habitual: mudanças no ecossistema da informação e suas relações com o comportamento eleitoral das massas », *Estudos em Comunicação*, nº 28, vol. 1, maio 2019, 31-53.

CHARAUDEAU, Patrick, « Une éthique du discours médiatique est-elle possible ? » *Communication*, Vol.27, N°2, Éditions Nota Bene, Québec, 2009, consulté le 19 août 2018 sur le site de Patrick Charaudeau - Livres, articles, publications. URL: <http://www.patrick-charaudeau.com/Une-ethique-du-discours-mediatique.html>

COSTA, Alda Cristina et ESPIRITO SANTO FERREIRA JUNIOR, Sérgio, « Enquadramentos e representações sociais da violência urbana na imprensa da amazonia », *Revista Dispositiva*, n.º 1, v. 5, 2016, pp. 111-127.

DAMON. Julien, « Des raisons individuelles de la mobilisation collective de SDF », *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2002, p. 65-80.

DARTEVELLE Michel, « Erving Goffman, *Les Cadres de l'expérience*, 1991. In: *Sociologie du travail*, 35<sup>e</sup> année n°1, Janvier-mars 1993. Dossier-débat. Systèmes productifs : les modèles en question. pp. 122-125.

DEWEY, John. *Logique – la théorie de l'enquête*. Présentation et traduction de GERARD DELE-DALLE. Presses Universitaires de France, 2<sup>e</sup>me édition, 1993, Paris.

DEWEY John. *Le public et ses problèmes*. Présentation et traduction de JOËLLE ZASK. Gallimard, coll. «Folio Essais», 2010, Paris.

DEWEY John, « La réalité comme expérience », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 9, 2005, mis en ligne le 11 février 2008, consulté pour la dernière fois le 03 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/traces/204> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.204>

EMANUELLI, Xavier et FREMONTIER, Clémentine. *La fracture sociale, un terme politique*, PUF, Paris, 2002.

ENTMAN, Robert M, « Framing : Toward clarification of a fractured paradigm », *Journal of Communication*; Volume 43, Issue 4; ABI/INFORM Global, Autumn 1993, pp. 51 – 58.

ENTMAN, Robert M. *Projections of power - Framing news, public opinion, and U.S. Foreign Policy*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 2004.

FABRINO, Ricardo et SIMÕES, Paula Guimarães., « ENQUADRAMENTO Diferentes operacionalizações analíticas de um conceito », *Revista brasileira de ciências sociais*, Vol. 27, N° 79, 2012, pp. 187-235.

FAUSTO NETO, Antônio, « Fragmentos de uma analítica da midiatização », *Matrizes*, n. 2, Abril

2008, p. 89-105.

FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir*. Collection Tel, Gallimard, Paris, 1975.

FRANÇA, Vera, « O Acontecimento e a mídia », *Galaxia* (São Paulo, Online), n. 24, 2012, pp 10-21.

FRANCA, Vera et SILVA, Teresinha, « Jornalismo, noticiabilidade e valores sociais », *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós graduação em Comunicação, E-Compos*, Brasília, v.20, n.3, set./dez. 2017.

FREIRE FILHO, João, « Mídia, Esteriotipo e representação das minorias », *ECO-POS*, -v 7, n. 2, agosto-dezembro 2004, pp. 45-71.

GENTILI, Pablo ; RODRIGUES, Monica ; HOEWELL, Gabriel Rizzo ; CAMPELLO, Tereza (coord), « Faces da desigualdade no Brasil, um olhar sobre os que ficam para trás », *Saúde debate* [online], vol.42, n.spe3, 2018.

GOFFMAN, Erving. *Les cadres de l'expérience*, Traduction d'Isaac Joseph avec Michel Dartevelle et Pascale Joseph, Editions de minuit, 1991, Paris.

GOMES, Pedro Gilberto, « A midiatização, um processo social », *Filosofia e Ética da Comunicação na Midiatização da Sociedade*. São Leopoldo: Unisinos, 2006.

GOMES, Wilson. *Jornalismo, fatos e interesses*. Série Jornalismo a Rigor, vol.1. Florianópolis: Insular, 2009.

GONCALVES, Rafael Soares. *Les favelas de Rio de Janeiro. Histoire et droit XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècles*. Préface de Jean PIEL, L'Harmattan, Paris, 2010.

HONNETH, Axel, « La théorie de la reconnaissance: une esquisse », *Revue du MAUSS*, vol. n° 23, no. 1, 2004, p. 133-136.

HONNETH, Axel, « Visibilité et invisibilité. Sur l'épistémologie de la 'reconnaissance' », *Revue du MAUSS*, vol. n° 23, no. 1, 2004, p. 137-151.

IYENGAR, Shanto., *Is anyone responsible ? How television frames political issues*, The University

of Chicago Press, Chicago and London, 1991.

KAHHAL, Lama, « La constitution de l'événement médiatique dans la presse en ligne américaine, irakienne et saoudienne. L'événement du retrait des troupes américaines d'Irak (2010-2011) », thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle, 2014.

KRIEG-PLANQUE, Alice, « Analyser le discours de presse. Mises au point sur le discours de presse comme objet de recherche », *Communication*, vol 20/1, 2000, p. 75-97.

LAMBERT, Frédéric., ARQUEMBOURG Jocelyne, « Présentation », *Réseaux*, vol. no 132, no. 4, 2005, pp. 9-23.

LEVI-STRAUSS, Claude. *Tristes Tropiques*, Plon, Paris, 1995 (1955).

LIMA, Renato Sergio de et RATTON, José Luiz, (dir.). *As ciências sociais e os pioneiros nos estudos sobre crime, violência e direitos humanos no Brasil*. São Paulo & Urbana: Fórum Brasileiro de Segurança Pública/ANPOCS, 2011.

LIMA, Renato Sergio de ; RATTON, José Luiz et GHIRINGHELLI DE AZEVEDO, Rodrigo (Orgs.). *Crime, polícia e justiça no Brasil*, Contexto, São Paulo, 2014.

LITS, Marc. *Du récit au récit médiatique*, Édition De Boeck Université, Bruxelles, 2008.

LOCHARD, Guy, « La figure du "jeune des banlieues" en France: Genèse, mutations et déterritorialisation », *Revista de Estudos da Linguagem*, Belo Horizonte, v. 26, n. 3, 2016, pp. 815-840.

MALAGUTI BATISTA, Vera, « O medo na cidade do Rio de Janeiro », *Delito y sociedad*, Revista de Ciencias Sociales, Vol. 1, n.º 20, July 2016, pp. 119-126.

MALAGUTI BATISTA, Vera. *O medo na cidade do Rio de Janeiro. Dois tempos de uma história*, Revan, Rio de Janeiro, 2003.

MBEMBE, Achile, « Nécropolitique », *Raisons politiques*, vol. no 21, no. 1, 2006, pp. 29-60.

MOIRAND, Sophie. *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Presse Universitaires de France PUF, Linguistique nouvelle, Paris, 2007.

MORAIS, David, « Padrões de criminalidade e espaço público : o centro do Rio de Janeiro », Sur-

- veillance in Latin America, « Vigilância, Segurança e Controle Social», PUCPR, Curitiba, 2009, pp. 10-31.
- NERI, Marcelo, «Alta da desigualdade e da pobreza, superação da crise e políticas de renda. Versão preliminar», *FGV Social/CPS*, Agosto de 2017, 1-18.
- OLIVEIRA, Fabiana Luci. « *UPPs, direitos e justiça : um estudo de caso das favelas do Vidigal e do Cantagalo* », Fundação Getúlio Vargas, Rio de Janeiro, 2012.
- PAES DE BARROS, Ricardo; CARVALHO, Mirela de; FRANCO, Samuel; MENDONÇA, Rosane; ROSALEM, Andrezza, « *Situação Social Brasileira: monitoramento das condições de vida I* », ABRAHAO DE CASTRO, Jorge, MONTEIRO VAZ, Fabio (Orgs), Brasília, 2011.
- PAILLÉ, Pierre et MUCCHIELLI, Alex. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, quatrième édition, Quatrième édition, Armand Colin, collection U, 2016.
- PAUGAM, Serge. *La disqualification sociale – essai sur la nouvelle pauvreté*, Puf, collection Sociologies, 4<sup>ème</sup> édition, 1997.
- PAUGAM, Serge, « La perception de la pauvreté sous l'angle de l'attachement. Naturalisation, culpabilisation et victimisation », *Communications*, vol. 98, no. 1, 2016, pp. 125-146.
- PORTO, Mauro P., « Enquadramentos da mídia e política », Trabalho apresentado ao XXVI Encontro Anual da Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais – ANPOCS (Sessão “Estratégias de Comunicação e Política: Teoria e Pesquisa” do GT Mídia e Política: Opinião Pública e Eleições), Caxambu/MG, Brasil, 22 a 26 de outubro de 2002, pp. 1-26.
- QUÉRÉ, Louis. *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier., 1982.
- QUÉRÉ, Louis, « D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique », *Réseaux*, vol. 46-47, no. 1, 1991, pp. 69-90.
- QUÉRÉ, Louis, « Entre fait et sens, la dualité de l'événement », *Réseaux*, vol. no 139, no. 5, 2006, pp. 183-218.

- QUÉRÉ, Louis, « Regards croisés (Herméneutique/Pragmatisme) sur la méthode de l'enquête sociale », *Champ social, Forum*, vol. numéro hors-série, no. 4, 2017, pp. 30-43.
- RAMOS, Silvia et MUSUMECI, Leonarda. *Elemento suspeito - Abordagem policial e discriminação na cidade do Rio de Janeiro*, Civilização brasileira, Coleção Segurança e cidadania, Rio de Janeiro, 2005.
- RAMOS, Silvia et PAIVA, Anabela. *Mídia e violência: tendências na cobertura de criminalidade e segurança no Brasil*, IUPERJ, Rio de Janeiro, 2007.
- REBELO, José, « Os acontecimentos mediáticos como actos de palavra », *IC Revista Científica de Información y Comunicación*, Número 3, Sevilla, 2006, pp. 17-28.
- RICOEUR Paul. *Temps et récit I : l'intrigue et le récit historique*, Editions du Seuil, Paris, 1983.
- RICOEUR Paul. *Temps et récit - Tome 1, L'ordre philosophique*, Collection dirigée par François Wahl, Editions du Seuil, Paris, 1983.
- ROCHE, Sebastian. *Le sentiment d'insécurité*, Sociologie d'aujourd'hui, Collection dirigée par Georges BALANDIER, Puf, Paris, 1993.
- SANTOS, José-Vicente Tavares, « Modernidade tardia e violência », in LIMA, Renato Sergio de, RATTON, José Luiz et GHIRINGHELLI DE AZEVEDO, Rodrigo (Orgs). *Crime, policia e justiça no Brasil*, Editora Contexto, São Paulo, 2014, pp 16-25.
- SCHNEIER, Graciela et MONTENEGRO, Ana Maria (eds). « Rio de Janeiro. La Beauté du Diable », *Autrement, Série Monde HS n°. 42*, janvier 1990.
- SCHUILENBURG, Marc. *The securization of society - Crime, risk, and social order*, New York University Press, 2015.
- SILVEIRINHA, Maria João, « O lançamento da moeda europeia e seus enquadramentos na imprensa », *Livro de Actas - 4º SOPCOM. 4º Congresso SOPCOM. Aveiro. 20 a 21 de outubro de 2005*, pp. 749-764.
- SIMMEL, Georg. *Les Pauvres*, Quadrige / PUF, Traduit de l'allemand par Bertrand Chokrane, 3<sup>ème</sup>



édition, Paris, 2005.

SOARES, Luis Eduardo. *Desmilitarizar : segurança publica e direitos humanos*, Boitempo, São Paulo, 2019.

SOARES, Luis Eduardo. *Segurança tem saída*, Sextante, Rio de Janeiro, 2006.

SOARES, Luis Eduardo, «Segurança publica : presente e futuro », *Estudos Avançados* 20 (56), 2006, pp. 91-106.

SODRÉ, Muniz. *Antropológica do espelho*. Petrópolis: Vozes, 2004.

SOUZA, Marcelo Lopes. *Fobopole – O medo generalizado e a militarização da questão urbana*. Bertrand Brasil, Rio de Janeiro, 2008.

SOUZA, Jessé. *A ralé brasileira. Quem é e como vive*, Editora UFMG, Humanitas, Belo Horizonte, 2009.

TERKILDSEN, Nayda et SCHNELL, Frauke., « How Media Frames Move Public Opinion: An Analysis of the Women's Movement”, *Political Research Quarterly*, Vol. 50, No. 4, Dec., 1997, pp. 879-900.

VALLADARES, Licia. *La favela d'un siècle à l'autre*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Horizons américains, 2006.

VAN GORP, Baldwin, « Where is the Frame?: Victims and Intruders in the Belgian Press Coverage of the Asylum Issue », in *European Journal of Communication*, Volume 20, issue 4, 2005, pp. 484-507.

VAN GORP, Baldwin, « The Constructionist Approach to Framing: Bringing Culture Back In », *Journal of Communication*, Volume 57, Issue 1, 2007, pp. 60–78.

VAZ, Paulo ; SA-FERREIRA, Carolina ; POMBO, Mariana, «Risco e sofrimento evitável. A imagem da polícia no noticiário de crime», *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós-Graduação em Comunicação*, 2005, pp. 2 – 22.

VAZ, Paulo ; SA-FERREIRA, Carolina ; POMBO, Mariana, «A vitima virtual e sua alteridade: a

imagem do criminoso no noticiário de crime», Revista *FAMECOS*, nº 30, Porto Alegre, agosto 2006, pp. 71-80.

VAZ, Paulo. *Risco e Justiça* in CALOMENI, Teresa Cristina B. (org). *Michel Foucault – entre o murmúrio e a palavra*. Campos : Editora Faculdade de Direito de Campos, 2004, pp. 101-131.

VAZ, Paulo, «Consumo e risco : mídia e experiência do corpo na atualidade », Comunicação, mídia e consumo, Vol 3, No 6, São Paulo, 2006, pp 37-61.

VAZ, Paulo ; LISSOVSKY, Mauricio., «Noticias de crime e formação da opinião pública : o caso do referendo sobre o comércio de armas no Brasil », LOGOS 27: Mídia e democracia. Ano 14, 2º semestre 2007, pp. 89-107.

VOIROL Olivier, « Présentation. Visibilité et invisibilité : une introduction », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, p. 9-36.

VOIROL Olivier, « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », *Réseaux*, vol. 129-130, no. 1, 2005, p. 89-121.

VOIROL, Olivier, « Pluralité culturelle et démocratie chez John Dewey », *Hermès, La Revue*, vol. 51, no. 2, 2008, p. 23-28.

WACQUANT, Loïc J. D, « L'ascension de l'État pénal en Amérique ». In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 124, septembre 1998. De l'État social à l'État pénal. pp. 7-26.

WIEVIORKA, Michel. *La Violence*, A. Fayard/Pluriel, Paris, 2012.

ZASK, Joëlle, « Pourquoi un public en démocratie ? Dewey versus Lippman » Présentation des textes de Walter Lippmann, « Le public fantôme » (1925) et de John Dewey, « Le public et ses problèmes » (1927), *Hermès, La Revue*, vol. 31, no. 3, 2001, pp. 61-66.

ZASK, Joëlle, « L'écrit, le public, le politique », C.E.R.A.S., Revue Projet, 2006/1, nº. 290, p. 85-90.

ZASK, Joëlle, « I. La philosophie sociale : son sens, sa fonction », Joëlle Zask éd., *Introduction à John Dewey*. La Découverte, 2015, pp. 7-22.

ZASK, Joëlle, « III. De l'expérience à l'enquête : les enjeux de l'interactionnisme », in « Introduction à John Dewey » (2015), pages 39-70.

ZASK, Joëlle, « IV. L'enquête sociale », in « Introduction à John Dewey » (2015), pages 71-90.

ZASK, Joëlle, « V. L'organisation démocratique du public », in « Introduction à John Dewey » (2015), pages 91-110.

ZASK, Joëlle, *Introduction à John Dewey*, La Découverte, Paris, 2015.

ZILLI, Luis Felipe; COUTO MARINHO, Frederico et SILVA, Braulio, « Pesquisas de vitimização », in LIMA, Renato Sergio de, RATTON, José Luiz et GHIRINGHELLI DE AZEVEDO, Rodrigo (Orgs). *Crime, policia e justiça no Brasil*, Editora Contexto, São Paulo, 2014, pp. 227-244.

### **Autres documents et sites web consultés**

Associação Nacional de Jornais : <https://www.anj.org.br/site/>

CAMPELLO, Tereza (coord), « Faces da Desigualdade no Brasil – Um olhar sobre os que ficam pra trás », *CLACSO, FLACSO*, agenda igualdade, Brasil, 2017.

Censo Demográfico 2010, Institut Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), disponible sur le site : <https://www.ibge.gov.br/estatisticas/sociais/populacao/9662-censo-demografico-2010.html?=&t=destaques>

CERQUEIRA, Daniel (et. al), *Atlas da violência 2017*, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (Ipea) et Fórum Brasileiro de Segurança Pública, Rio de Janeiro, 2017 .

CERQUEIRA, Daniel (coord) (et. al), *Atlas da violência 2018*, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada (Ipea) et Fórum Brasileiro de Segurança Pública, Rio de Janeiro, 2018.

Constitution Brésilienne de 1988, disponible ici : [http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/constituicao/constituicao.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm)

Countrymeters : <https://countrymeters.info/pt/Iceland>

Departamento Penitenciário Nacional (DEPEN), Ministério da Justiça e Segurança Pública, Gover-

no Brasileiro. Site web : <http://depen.gov.br/DEPEN/depen/sisdepen/infopen>

GEORGES, Rafael et MALA, Katia (coord.), « A distância que nos une – Um retrato das desigualdades brasileiras », *Oxfam Brasil*, Setembro 2017.

« Informe anual 2017/2018 : O Estado dos Direitos Humanos no Mundo », Anistia Internacional Instituto Pereira Passos. Site web : <http://www.rio.rj.gov.br/web/ipp>

LIMA, Renato Sergio de et BUENO, Samira (coords), « Anuário Brasileiro de Segurança Pública 2017 », Fórum Brasileiro de Segurança Pública (FBSP), ano 11, São Paulo, 2017.

MARINHO, Roberto Irineu; MARINHO, João Roberto; MARINHO, José Roberto. *Princípios editoriais do Grupo Globo*. Rio de Janeiro, 6 ago. 2011. Disponível em: <<http://oglobo.globo.com/principios-editoriais/>>.

NERI, Marcelo (coord.), « Desigualdade de renda na década », *Fundação Getúlio Vargas*, Rio de Janeiro, 2011.

Princípios Editoriais do Grupo Globo : <http://g1.globo.com/principios-editoriais-do-grupo-globo.html#principios-editoriais>

Rapport « Rio em Síntese », *Data Rio, Instituto Pereira Passos*. Disponible sur: <https://www.data-rio/pages/rio-em-sntese-2>

Rapport « The state of Food Insecurity in the World », Organisation des Nations Unies, 2015.

Rapport « Séries históricas anuais de taxa de letalidade violenta no estado do Rio de Janeiro e grandes regiões », *Instituto de Segurança Pública*, Rio de Janeiro, 2019, pp. 1-20.

Rapport « Salvaguardas Contra a Reversão dos Ganhos Sociais Durante a Crise Econômica no Brasil », BANCO MUNDIA, 2017.

Rapport « The State of Food Insecurity in the World », l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2015.

Reporters Sans Frontières : <https://rsf.org/fr>

Small Arms Survey : <http://www.smallarmssurvey.org/>

*UPP – Veio para ficar*, Governo do Estado do Rio de Janeiro, Secretaria de Segurança Pública.

Vidéo sur YouTube « INTERVENÇÃO NO RIO: Como sobreviver a uma abordagem indevida », disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=eBdSBmTFR5g>

### **Reportages utilisés en tant que source (ordre d'apparition)**

OUCHANA, Giselle. « '(A UPP) já acabou. Só estamos aguardando a ordem para sairmos daqui', diz policial », O Globo, 14/12/2017, <https://oglobo.globo.com/rio/a-upp-ja-acabou-so-estamos-aguardando-ordem-para-sairmos-daqui-diz-policial-22188130>

BRUM, Eliane. « Eliane Brum : 'nenhuma narrativa substitui a reportagem como documento sobre a historia em movimento' », El Pais, 01/04/2019, [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/12/politica/1536783358\\_800538.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/12/politica/1536783358_800538.html)

« Crivella anuncia obra na Rocinha para quem passar na Lagoa-Barra 'ter idéia de uma comunidade arrumada' », O Globo, 19/03/2018

GATINOIS, Claire. « Rocinha ou l'impossible rédemption des favelas », Le Monde, 24/11/2017, [https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas\\_5219552\\_4497186.html](https://www.lemonde.fr/m-actu/article/2017/11/24/rocinha-ou-l-impossible-redemption-des-favelas_5219552_4497186.html)

« Prefeitura do Rio manda pintar Rocinha de cinza », Exame, 03/05/2018, <https://exame.com/brasil/prefeitura-do-rio-manda-pintar-rocinha-de-cinza/>

RICARDO, Carolina. « Os presidenciáveis precisam falar sério sobre segurança pública », El Pais, 20/08/2018, [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/08/19/opinion/1534703292\\_870572.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/08/19/opinion/1534703292_870572.html)

ALESSI, Gil. « No Brasil, dois países: para negros, assassinatos crescem 23%. Para brancos, caem 6,8% », El Pais, 17/06/2018, [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/06/05/politica/1528201240\\_021277.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/06/05/politica/1528201240_021277.html)

MOURA, Carolina. « PM confunde guarda-chuva com fuzil e mata garçom no Rio, afirmam testemunhas », El Pais, 19/09/2018, [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/19/politica/1537367458\\_048104.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/09/19/politica/1537367458_048104.html)

MENA, Fernanda. « E agora, Brasil? Segurança pública », Folha de São Paulo, 20/04/2018, <https://temas.folha.uol.com.br/e-agora-brasil-seguranca-publica/sistema-prisional/nao-basta-construir-presidios-e-preciso-prender-com-criterio.shtml>

COUTELLE, José Eduardo. « Qual a porcentagem de crimes solucionados pela polícia no Brasil? », Super Interessante, 04/07/2018, <https://super.abril.com.br/mundo-estranho/qual-a-porcentagem-de-crimes-solucionados-pela-policia-no-brasil/>

CICERO DA SILVA, José. « Para ex-comandante-geral da PM do Rio, ‘a vida humana não é uma prioridade no Brasil », Publica, 23/08/2017, <https://apublica.org/2017/08/para-ex-comandante-geral-da-pm-do-rio-a-vida-humana-nao-e-uma-prioridade-no-brasil/>

CHADE, Jamil. « Brasil tem maior numero de mortes violentas no mundo, diz entidade », O Estado de São Paulo, 07/12/2017, <https://brasil.estadao.com.br/noticias/geral,brasil-tem-maior-numero-de-mortes-violentas-no-mundo-diz-entidade,70002111415>

HUPSEL FILHO, Valmar. « ‘Arma é garantia de nossa liberdade’, defende Bolsonaro em Curitiba », Exame, 29/03/2018, <https://exame.abril.com.br/brasil/arma-e-garantia-de-nossa-liberdade-defende-bolsonaro-em-curitiba/>

« Como o Brasil lida com os direitos humanos », Carta Capital, 26/08/2018, <https://www.cartacapital.com.br/sociedade/como-o-brasil-lida-com-os-direitos-humanos/>

BETIM, Felipe; ALESSI, Gil et PIRES, Breiller. « Ameaças a defensores dos direitos humanos colocam a democracia brasileira em xeque », El País, 16/12/2018, [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/12/14/politica/1544807070\\_057021.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/12/14/politica/1544807070_057021.html)

TEIXEIRA, Patricia et GRANDIN, Felipe. « UPP completa 10 anos com 60 policiais militares mortos em comunidades ‘pacificadas’ », G1, 11/12/2018, <https://g1.globo.com/rj/rio-de-janeiro/noticia/2018/12/11/upp-completa-10-anos-com-60-policiais-militares-mortos-em-comunidades-pacificadas.ghtml>

« Por que o projeto das UPPs não deu certo? », G1, <http://g1.globo.com/globo-news/arquivo-n/videos/v/por-que-o-projeto-das-upps-nao-deu-certo/7215327/>

GATINOIS, Claire. « Au Brésil, l’Etat de Rio ne répond plus », Le Monde, 21/11/2016, [https://www.lemonde.fr/economie/article/2016/11/21/au-bresil-l-etat-de-rio-ne-repond-plus\\_5035077\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2016/11/21/au-bresil-l-etat-de-rio-ne-repond-plus_5035077_3234.html)

« Perto de deixar secretaria no Rio, Beltrame diz que paz não é UPP », UOL, 14/10/2016, <https://noticias.uol.com.br/cotidiano/ultimas-noticias/2016/10/14/paz-nao-e-upp-diz-beltrame.htm>

BRETAS, Valéria. « A escalada da violência no Rio de Janeiro em 4 graficos », Exame, 05/08/2017, <https://exame.abril.com.br/brasil/a-escalada-da-violencia-no-rio-de-janeiro-em-4-graficos>

TOLOTTI, Rodrigo. « Relembre o editorial de Roberto Marinho apoiando a ditadura e a retratação da Globo em 2013 », InfoMoney, 29/08/2018, <https://www.infomoney.com.br/politica/relembre-o-editorial-de-roberto-marinho-apoiando-a-ditadura-e-a-retratacao-da-globo-em-2013/>

BETIM, Felipe. « Barbárie em tempos democráticos: por que o Estado é responsável por tantas mortes », El País, 09/07/2019,

[https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/21/politica/1561116105\\_259650.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2019/06/21/politica/1561116105_259650.html)

PENNAFORT, Roberta. « Eleições: a polícia vai mirar na cabecinha e fogo, diz novo governador do Rio », O Estado de São Paulo, 01/11/2018, <https://politica.estadao.com.br/noticias/eleicoes,a-policia-vai-mirar-na-cabecinha-e-fogo-diz-novo-governador-do-rio,70002578109>

COELHO, Henrique et GRANDIM, Felipe. « 80% dos mortos por policiais no RJ no 1º semestre de 2019 eram negros e pardos, aponta levantamento », G1, 08/02/2020, <https://g1.globo.com/rj/rio-de-janeiro/noticia/2020/02/08/80percent-dos-mortos-por-policiais-no-rj-no-1-semester-de-2019-eram-negros-e-pardos-aponta-levantamento.ghtml>

ALESSI, Gil. « Nem da Rocinha: ‘não me arrependo de ter sido traficante. O que você faria no meu lugar? », El País, 14/03/2018, [https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959\\_760179.html](https://brasil.elpais.com/brasil/2018/03/13/politica/1520947959_760179.html)

OUALALOU, Lamia. « L’avenir s’invente à Rio », Le Figaro, 25/05/2012, <https://www.lefigaro.fr/international/2012/05/25/01003-20120525ARTFIG00475-l-avenir-s-invente-a-rio.php>

SAYURI, Juliana. « Quem foi condenado e quem foi absolvido no caso Amarildo », Nexo, 19/03/2019, <https://www.nexojornal.com.br/expresso/2019/03/18/Quem-foi-condenado-e-quem-foi-absolvido-no-caso-Amarildo>

COELHO, Henrique. « Caso Amarildo: entenda o que cada PM condenado fez, segundo a Justiça », G1, 02/02/2016, <http://g1.globo.com/rio-de-janeiro/noticia/2016/02/caso-amarildo-entenda-o-que-cada-pm-condenado-fez-segundo-justica.html>

SOARES, Ingrid. « Bolsonaro sobre jornais não cobrirem mais Alvorada: ‘Estão se vitimizando’ », Correio Braziliense, 26/05/2020, [https://www.correiobraziliense.com.br/app/noticia/politica/2020/05/26/interna\\_politica,858524/bolsonaro-sobre-jornais-nao-cobrirem-mais-alvorada-estao-se-vitimiza.shtml](https://www.correiobraziliense.com.br/app/noticia/politica/2020/05/26/interna_politica,858524/bolsonaro-sobre-jornais-nao-cobrirem-mais-alvorada-estao-se-vitimiza.shtml)



## **Sécurité pour qui et à quel prix ? Les Unités de Police Pacificatrice (UPP) à Rio de Janeiro dans le journal *O Globo* (2010-2018)**

### **Résumé :**

À la fin de l'année 2008, le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro créa dans certaines favelas de la ville le projet des Unités de Police Pacificatrice, connu sous l'acronyme UPP. L'objectif de ce programme de pacification était d'occuper en permanence les bidonvilles de Rio afin de les sécuriser et de rétablir les liens de confiance entre les habitants et les policiers. L'objectif de cette recherche est d'étudier la dynamique de la mise en récit des Unités de Police Pacificatrice sous le prisme de sa médiatisation dans le journal carioca *O Globo*. En prenant en compte les dimensions réelles et symboliques des récits médiatiques, nous nous demandons dans quelle mesure ces reportages peuvent avoir joué un rôle dans le processus d'organisation de l'attention de notre regard et de nos demandes politiques. Plus globalement, nous nous interrogeons sur ce que dit un récit de presse par rapport à la société dont il est le reflet.

Dans le cadre de ce travail, nous appréhendons le domaine de la communication en mettant en lumière l'activité de compréhension réciproque qu'il rend possible. Il a ainsi été question d'examiner les médias en tant que sphère de la société qui dialogue avec les autres sphères qui en font partie et qui serait capable de modifier la façon dont nous concevons les pratiques sociales et la société en elle-même. Le lien qui tisse cette recherche entre les thématiques de la pauvreté, de l'insécurité, des inégalités et de la peur s'avère tout à la fois central et original pour comprendre comment, entre 2010 et 2018, *O Globo* a mis en récit le projet de pacification. Dans un régime démocratique, les médias assurent la circulation des opinions et contribuent, ainsi, au débat politique. Il était ici question d'analyser la manière dont les discours sur l'insécurité, la peur et la violence deviennent présents dans la réalité *carioca* par le biais des reportages d'*O Globo* qui traitent des Unités de Police Pacificatrice.

**Mots-clés :** *Unité de Police Pacificatrice (UPP), Sécurité Publique, Récits médiatiques, favelas, peur, journalisme, pauvreté.*

## **Security for whom and at what cost ? The Peacekeeping Police Units in Rio de Janeiro (UPP) through the lens of the newspaper O Globo (2010-2018)**

### **Abstract**

By the end of 2008, the government of the state of Rio de Janeiro, in Brazil, established Peacekeeping Police Units (UPP) at certain *favelas* (slums). This pacification program aimed at occupying permanently those slums in Rio, promoting security and restoring bonds of trust between citizens and the police. This research's objective is to study the Peacekeeping Police Units narrative dynamics from the mediated point of view of the local newspaper, *O Globo*. Considering both real, and dynamic media narrative dimensions, we question the influence its reporting about the subject might have had in directing our attention, as well as our political demands. Putting it more generally, we question what has been said in a certain press narrative about the society which it mirrors.

Having this framework in mind, we analyse the communication setting as we highlight the activity of reciprocal comprehension that makes it possible. It is then required to examine the media as a sphere of society as it stands in dialogue with other spheres of society and could alter the way we conceive social practices and society itself. The way *O Globo* has construed its narrative around the pacification project, between 2010 and 2018 : that is what this research tries to understand, weaving together the themes of poverty, insecurity, inequality, and fear. In a democracy, the media is the guarantee of the circulation of opinions, helping the political debate. Our focus is to analyse the way in which the discourse on insecurity, fear, and violence became present to the *carioca* reality through *O Globo*'s coverage of the Peacekeeping Police Units.

**Keywords:** Peacekeeping Police Units (UPP), Public Security, Media narratives, favelas, fear, journalism, poverty.